



This is a digital copy of a book that was preserved for generations on library shelves before it was carefully scanned by Google as part of a project to make the world's books discoverable online.

It has survived long enough for the copyright to expire and the book to enter the public domain. A public domain book is one that was never subject to copyright or whose legal copyright term has expired. Whether a book is in the public domain may vary country to country. Public domain books are our gateways to the past, representing a wealth of history, culture and knowledge that's often difficult to discover.

Marks, notations and other marginalia present in the original volume will appear in this file - a reminder of this book's long journey from the publisher to a library and finally to you.

Usage guidelines

Google is proud to partner with libraries to digitize public domain materials and make them widely accessible. Public domain books belong to the public and we are merely their custodians. Nevertheless, this work is expensive, so in order to keep providing this resource, we have taken steps to prevent abuse by commercial parties, including placing technical restrictions on automated querying.

We also ask that you:

- + *Make non-commercial use of the files* We designed Google Book Search for use by individuals, and we request that you use these files for personal, non-commercial purposes.
- + *Refrain from automated querying* Do not send automated queries of any sort to Google's system: If you are conducting research on machine translation, optical character recognition or other areas where access to a large amount of text is helpful, please contact us. We encourage the use of public domain materials for these purposes and may be able to help.
- + *Maintain attribution* The Google "watermark" you see on each file is essential for informing people about this project and helping them find additional materials through Google Book Search. Please do not remove it.
- + *Keep it legal* Whatever your use, remember that you are responsible for ensuring that what you are doing is legal. Do not assume that just because we believe a book is in the public domain for users in the United States, that the work is also in the public domain for users in other countries. Whether a book is still in copyright varies from country to country, and we can't offer guidance on whether any specific use of any specific book is allowed. Please do not assume that a book's appearance in Google Book Search means it can be used in any manner anywhere in the world. Copyright infringement liability can be quite severe.

About Google Book Search

Google's mission is to organize the world's information and to make it universally accessible and useful. Google Book Search helps readers discover the world's books while helping authors and publishers reach new audiences. You can search through the full text of this book on the web at <http://books.google.com/>



A propos de ce livre

Ceci est une copie numérique d'un ouvrage conservé depuis des générations dans les rayonnages d'une bibliothèque avant d'être numérisé avec précaution par Google dans le cadre d'un projet visant à permettre aux internautes de découvrir l'ensemble du patrimoine littéraire mondial en ligne.

Ce livre étant relativement ancien, il n'est plus protégé par la loi sur les droits d'auteur et appartient à présent au domaine public. L'expression "appartenir au domaine public" signifie que le livre en question n'a jamais été soumis aux droits d'auteur ou que ses droits légaux sont arrivés à expiration. Les conditions requises pour qu'un livre tombe dans le domaine public peuvent varier d'un pays à l'autre. Les livres libres de droit sont autant de liens avec le passé. Ils sont les témoins de la richesse de notre histoire, de notre patrimoine culturel et de la connaissance humaine et sont trop souvent difficilement accessibles au public.

Les notes de bas de page et autres annotations en marge du texte présentes dans le volume original sont reprises dans ce fichier, comme un souvenir du long chemin parcouru par l'ouvrage depuis la maison d'édition en passant par la bibliothèque pour finalement se retrouver entre vos mains.

Consignes d'utilisation

Google est fier de travailler en partenariat avec des bibliothèques à la numérisation des ouvrages appartenant au domaine public et de les rendre ainsi accessibles à tous. Ces livres sont en effet la propriété de tous et de toutes et nous sommes tout simplement les gardiens de ce patrimoine. Il s'agit toutefois d'un projet coûteux. Par conséquent et en vue de poursuivre la diffusion de ces ressources inépuisables, nous avons pris les dispositions nécessaires afin de prévenir les éventuels abus auxquels pourraient se livrer des sites marchands tiers, notamment en instaurant des contraintes techniques relatives aux requêtes automatisées.

Nous vous demandons également de:

- + *Ne pas utiliser les fichiers à des fins commerciales* Nous avons conçu le programme Google Recherche de Livres à l'usage des particuliers. Nous vous demandons donc d'utiliser uniquement ces fichiers à des fins personnelles. Ils ne sauraient en effet être employés dans un quelconque but commercial.
- + *Ne pas procéder à des requêtes automatisées* N'envoyez aucune requête automatisée quelle qu'elle soit au système Google. Si vous effectuez des recherches concernant les logiciels de traduction, la reconnaissance optique de caractères ou tout autre domaine nécessitant de disposer d'importantes quantités de texte, n'hésitez pas à nous contacter. Nous encourageons pour la réalisation de ce type de travaux l'utilisation des ouvrages et documents appartenant au domaine public et serions heureux de vous être utile.
- + *Ne pas supprimer l'attribution* Le filigrane Google contenu dans chaque fichier est indispensable pour informer les internautes de notre projet et leur permettre d'accéder à davantage de documents par l'intermédiaire du Programme Google Recherche de Livres. Ne le supprimez en aucun cas.
- + *Rester dans la légalité* Quelle que soit l'utilisation que vous comptez faire des fichiers, n'oubliez pas qu'il est de votre responsabilité de veiller à respecter la loi. Si un ouvrage appartient au domaine public américain, n'en déduisez pas pour autant qu'il en va de même dans les autres pays. La durée légale des droits d'auteur d'un livre varie d'un pays à l'autre. Nous ne sommes donc pas en mesure de répertorier les ouvrages dont l'utilisation est autorisée et ceux dont elle ne l'est pas. Ne croyez pas que le simple fait d'afficher un livre sur Google Recherche de Livres signifie que celui-ci peut être utilisé de quelque façon que ce soit dans le monde entier. La condamnation à laquelle vous vous exposeriez en cas de violation des droits d'auteur peut être sévère.

À propos du service Google Recherche de Livres

En favorisant la recherche et l'accès à un nombre croissant de livres disponibles dans de nombreuses langues, dont le français, Google souhaite contribuer à promouvoir la diversité culturelle grâce à Google Recherche de Livres. En effet, le Programme Google Recherche de Livres permet aux internautes de découvrir le patrimoine littéraire mondial, tout en aidant les auteurs et les éditeurs à élargir leur public. Vous pouvez effectuer des recherches en ligne dans le texte intégral de cet ouvrage à l'adresse <http://books.google.com>

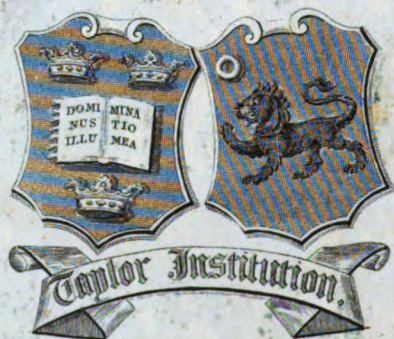
PIERRE D'AILLI
Cardinal de Cambrai.

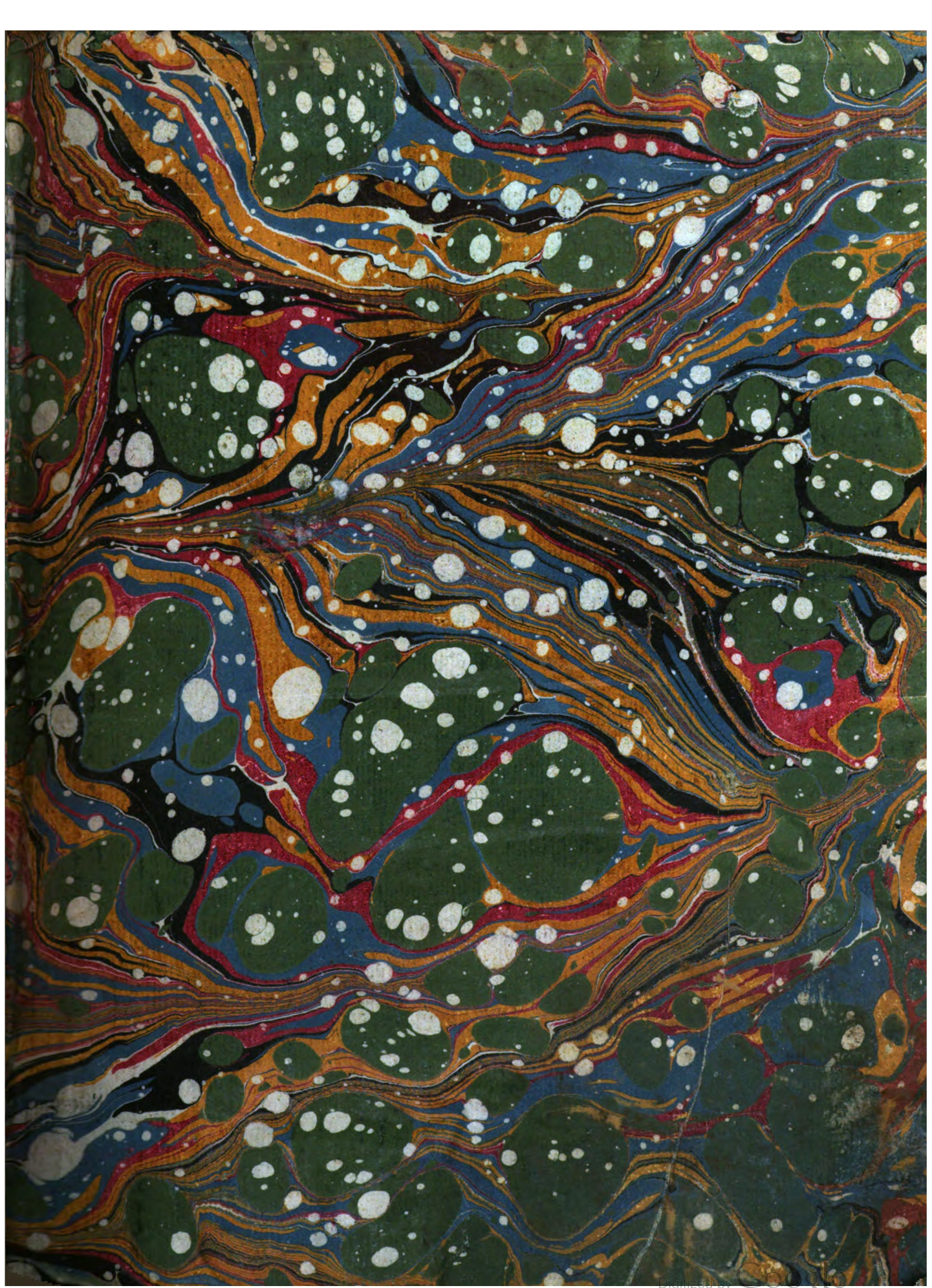


Histoire de France,

Paul François Velly, Claude Villaret,
Jean-Jacques Garnier

76. k. 6

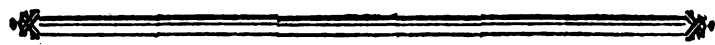




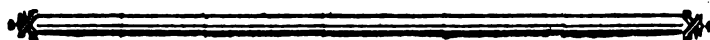
HISTOIRE

D E

FRANCE.



TOME SIXIEME.



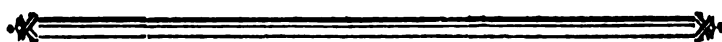
HISTOIRE

D E

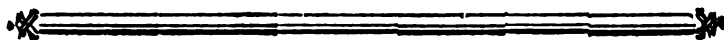
FRANCE,

*DEPUIS L'ÉTABLISSEMENT DE LA MONARCHIE
JUSQU'A LOUIS XIV.*

Par M. VILLARÉT.

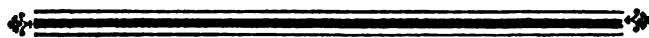


TOME SIXIEME.



A P A R I S ,

Chez { SAILLANT & NYON , rue Saint-Jean-de-Beauvais.
DESAIN , rue du Foin Saint-Jacques.



M. D C C. L X X.

Avec Approbation , & Privilege du Roi.

THE UNIVERSITY OF CHICAGO

LIBRARY

1000 UNIVERSITY AVENUE
CHICAGO, ILL. 60607

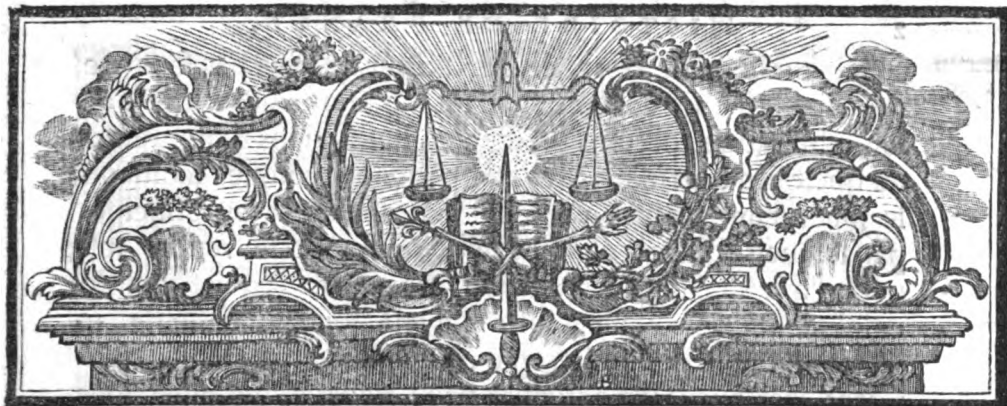
1000 UNIVERSITY AVENUE

CHICAGO, ILL. 60607



1000 UNIVERSITY AVENUE
CHICAGO, ILL. 60607

1000 UNIVERSITY AVENUE
CHICAGO, ILL. 60607



HISTOIRE

DE

FRANCE.

CHARLES V.

S'IL étoit permis à un écrivain de passer sous silence les faits dont le récit porte quelque atteinte à la réputation des grands princes , quel monarque mériterait mieux que Charles d'éprouver un pareil ménagement ! Mais l'histoire , asyle inviolable de la vérité , n'admet point ces serviles détours , qu'elle abandonne à la basse adulation des panégyristes. Elle ne doit laisser rien ignorer de ce qui peut servir à l'instruction des hommes ; & plus ceux qu'elle célèbre se sont rendus recommandables par leur génie & leurs vertus , plus elle se prescrit la nécessité absolue de faire remarquer les égarements par lesquels ils ont payé le tribut à l'humanité. C'est à regret , qu'en nous conformant aux loix sévères de ce triste devoir , nous allons présenter les événements qui

AN. 1378.

Tome VI.

A

AN. 1378.

terminent la fin de ce regne. Le lecteur ne verra pas sans une surprise mêlée de douleur, un roi digne à si juste titre, de son admiration, prêter l'oreille aux suggestions dangereuses de quelques courtisans, devenir pendant quelques moments le jouet d'une ambition qui lui fait démentir les principes par lesquels il s'étoit conduit jusqu'alors, & se rendre suspect d'injustice par prévention. La même équité qui le condanne lui doit cependant cet aveu, que s'il se laissa entraîner au-delà des limites que ses propres maximes lui opposoient, cet aveuglement dura peu. Tous les hommes sont sujets à se tromper : le sage ne se distingue du vulgaire, que par l'aveu magnanime de ses erreurs. Reconnoître sincèrement une faute, est, peut-être, un des plus sublimes efforts de la raison humaine. Les dernières années de la vie de Charles V, vont nous offrir une preuve singulière de cette affligeante vérité.

Affaires de
Bretagne.
Froissard,
Lobineau,
Histoire de Bre-
tagne.

Argentré,
grande Chron.
Ann. Fr.
Chron. M. S.
de la B. R.
Du Tillet.
Pasquier.

Depuis le traité de Guerrande, Jean de Montfort, reconnu duc de Bretagne, n'avoit négligé aucune occasion de manifester sa haine contre la France, & son attachement aux Anglois. Les disgrâces multipliées qu'il avoit essuyées, n'avoient pas été capables d'altérer ces dispositions. Dépouillé de ses Etats, fugitif & suppliant à la cour de Londres, ce prince préféreroit une infortune qu'il croyoit honorable, à la possession tranquille de ses domaines, qu'il eût pu se procurer en cédant à la nécessité. Le roi ne se flattant plus de l'espérance de soumettre cette opiniâtreté inflexible, prit enfin une résolution qui fut approuvée par une partie de ses courtisans, & que ses plus fideles conseillers n'eurent pas le courage de combattre, quoiqu'ils la condanassent intérieurement. Toutes les démarches de ce monarque, la droiture de ses intentions, son amour pour la justice, & sur-tout cet esprit de réflexion qui le rendoit toujours docile à la voix de la raison, doivent faire augurer que si dans cette circonstance il parut n'écouter que les mouvements d'une passion dont il étoit trop fortement préoccupé, c'est qu'il ne se trouva pour lors aucun ministre assez ami du prince pour opposer à ses volontés la noble liberté d'un conseil généreux. Irrité contre le duc, qui ne s'étoit que trop attiré cette indignation par sa

constante inimitié, Charles forma le projet de le pousser à bout, en le privant sans retour de son patrimoine. Il n'envi-sageoit dans une pareille entreprise, que la punition légitime d'un vassal rebelle; punition qu'il crut autorisée par les loix du royaume: il ne lui vint pas seulement dans l'esprit qu'il pût rencontrer aucun obstacle à l'exécution d'un dessein que tout sembloit justifier à ses yeux. Comptant sur l'affection de la noblesse de la province, qu'il avoit comblée de bienfaits, il conçut aisément l'espoir de la voir s'empressez d'elle-même à seconder par un concert unanime, le coup d'autorité qu'il méditoit depuis quelque temps.

AN. 1378.

En conséquence de cete résolution prise dans le conseil, le duc avoit été cité à comparoître à la cour des pairs, pour se justifier des crimes de félonie, & autres *cas à lui imputés*. L'énumération des chefs d'accusation étoit contenue dans l'acte d'ajournement personnel décerné le 20 Juin de l'année 1378. L'irrégularité qu'on crut remarquer dès le commencement de la procédure, sembloit annoncer que si la cour conservoit une ombre de formalité, c'étoit uniquement pour couvrir d'une apparence de justice la violence qu'on exerceoit. Les délais prescrits n'étoient pas observés; l'ajournement personnel fut signifié à Rennes, à Nantes, à Dinan, & dans les autres villes dont le roi étoit en possession. Pour donner une valable authenticité à cet acte judiciaire, il eût falu le signifier à la personne même du duc, ou pour le moins dans la ville de Brest, la seule qui tint encore pour lui en Bretagne. C'est ainsi qu'on en avoit usé à l'égard des deux Edouards. D'ailleurs l'ajournement auroit dû être accompagné d'un sauf-conduit; & le défaut de sûreté dispensoit le duc de se présenter.

Ajournement
du duc de
Bretagne.
Ibid.

Ces considérations ne ralentirent pas le cours des poursuites. Le terme de l'ajournement étoit indiqué au 4 Décembre: le 9 du même mois le roi se rendit au parlement pour tenir son lit de justice. Tous les pairs de France avoient été invités à la maniere acoutumée. La formule de ces invitations a déjà été rapportée sous le regne de Philippe de Valois, à l'occasion du procès intenté contre Robert d'Artois. Le monarque parut assis sur un trône éclatant: le dauphin,

Lit de Justice;
Ibid.

A ij

AN. 1378.

alors âgé de dix ans, étoit placé à quelque distance de lui; les six pairs ecclésiastiques, suivant l'usage, remplissoient les sièges rangés à la gauche du roi, & les pairs laïques occupoient ceux de la droite. Il ne se trouva que trois de ces derniers, sçavoir, les ducs de Bourgogne, de Bourbon, & le comte d'Etampes: les autres s'étoient excusés sous différents prétextes. Le reste de l'assemblée étoit composé des seigneurs & des prélats qui se trouvoient alors à la cour, & des magistrats du parlement.

Confiscation
du duché de
Bretagne.
Ibid.

Quoique le procès se poursuivît juridiquement, à la requête du procureur du roi, cependant le prince parla lui-même fort long-temps, *ne se fiant*, dit l'histoire de Bretagne, *en son procureur général, d'assez en dire*. Il représenta les fautes dont le duc s'étoit rendu coupable, son alliance avec l'Angleterre, incompatible avec sa qualité de feudataire & de pair de France, l'hommage qu'il avoit rendu aux ennemis de l'Etat, ses révoltes multipliées, l'audacieux cartel qu'il avoit envoyé à son souverain, les hostilités par lui commises, sa retraite en Angleterre, où il ne cessoit d'exciter une nation rivale à porter le fer & la flamme dans le sein de sa patrie. Après l'exposition de ces attentats, Charles conclut à ce que Jean de Montfort fût déclaré criminel de lèse-majesté; qu'il fût puni comme tel, & qu'en conséquence de cete condanation le duché de Bretagne fût déclaré confisqué, *forfait* & réuni au domaine de la couronne, ainsi que les autres terres par lui possédées dans le royaume de France. Lorsque le roi eut cessé de parler, le procureur du roi fit la lecture des faits contenus dans l'ajournement. Parmi les griefs proposés contre le duc, on lui reprochoit d'avoir fait jeter dans la Loire, un prêtre qui portoit à son cou des lettres d'ajournement. Il paroît assez bizarre de voir un ecclésiastique chargé d'une semblable commission. Après la lecture de cet acte, le procureur du roi demanda que Montfort fût apelé à la porte de la chambre, à la table de marbre, sur le péron & à la porte du palais; ce qui fut à l'instant exécuté par un huissier du parlement, accompagné de deux conseillers de la cour, du prévôt de Paris, & de deux notaires. Le duc ne comparoissant pas, ni personne pour lui,

le procureur du roi, d'autres disent Canard, avocat du roi, donna ses conclusions, précédées du récit des mêmes faits allégués déjà par le prince : on aloit prononcer, lorsque le procureur de la comtesse de Penthievre dénonça son opposition ; ce qui suspendit le jugement. L'affaire fut agitée pendant six séances consécutives, à la dernière desquelles fut prononcé l'arrêt qui ordonnoit la confiscation *de la personne & des biens de messire Jean de Montfort, chevalier, n'a guere duc de Bretagne* : cependant par une clause expresse, on réserva les droits des enfants de Charles de Blois. Cete restriction fut accordée sur les remontrances faites par Gui de Clerder, Raoul de Quéradiéuc, Hùe Desfossés, Olivier de la Villéon, Geofroi de la Motte, & Jean le Vayer, députés de la comtesse de Penthievre. Pour établir la légitimité des prétentions de la maison de Blois, les députés s'appuyèrent sur le droit incontestable de Charles de Blois ; droit reconnu par le roi de France lui-même, qui l'avoit confirmé en recevant son hommage comme duc de Bretagne. Ils représentèrent à la cour, que si la nécessité des circonstances avoit contraint la princesse de souscrire au traité de Guerrande, ce traité même, ouvrage de la violence, n'ayant jamais été fidèlement rempli par Montfort, ne pouvoit préjudicier aux droits de ses enfants ; que le roi devoit se souvenir que toutes les fois qu'elle lui avoit porté ses plaintes de l'inexécution des promesses qui lui avoient été faites, il ne lui avoit jamais répondu qu'en la priant de suspendre ses poursuites, jusqu'à ce qu'il pût y donner ordre, & en l'assurant qu'il auroit soin de conserver les droits de ses enfants : que le traité de Guerrande accepté par elle, pour le bien du royaume, ne devoit point servir d'armes contre elle, encore moins contre sa postérité ; qu'avant ce traité elle avoit transporté tous ses droits à son fils aîné, transport auquel elle étoit autorisée par la coutume de Bretagne ; qu'aux termes même de ce traité, la succession du duché apartenoit aux descendants de la maison de Blois, au défaut de celle de Montfort, & que le duc étant condamné, par conséquent mort civilement, elle devoit rentrer dans tous les droits qui lui avoient été réservés.

AN. 1378.

Opposition
de la comtesse
de Penthievre.

AN. 1378.
Raisons allé-
guées pour &
contre la pro-
cédure.

On ne sçauoit disconvenir que ces raisons ne fussent puissantes : aussi l'avocat général ne jugea pas à propos d'y répondre. A ces moyens d'opposition, on en ajoutoit d'autres tirés de la constitution même, & de la nature du duché de Bretagne, souveraineté absolument indépendante, dont les hommages volontaires, rendus par ses princes, n'avoient jamais pu changer l'essence. En effet, on ne pouvoit alléguer de titre plus ancien de la suzeraineté des monarques François sur la province de Bretagne, que l'hommage rendu à Philippe Auguste en 1202, par le jeune Artus, à peine âgé de quatorze ans. Cete reconnoissance d'un prince non encore majeur, & forcé par sa situation de se soumettre à toutes les démarches qu'on exigeoit de lui, pouvoit-elle autoriser la prétention de souveraineté que le roi s'arôgeoit ? Pierre de Dreux, dit *Mauclerc*, avoit aussi reconnu le roi de France comme seigneur, en lui rendant hommage ; mais il n'étoit que *garde & baillistre* du duché, pour le fils qu'il avoit eu de l'héritière de Bretagne. D'ailleurs, les hommages sur lesquels on se fondeoit, n'étoient pas accompagnés du *serment de féauté* : ces sortes d'actes de soumission étoient simplement qualifiés du nom de *baïser d'honneur* : ceux qui s'y assujétissoient ne pouvoient jamais se trouver dans le cas d'être traités en criminels de lèse-majesté, ni poursuivis comme tels. Ces objections étoient spécieuses, & l'avocat du roi n'y répondit pas plus qu'aux précédentes : toutefois il lui étoit aisé de le faire, en s'armant pour sa défense, des moyens que lui fournissoit le témoignage de l'antiquité, réuni aux coutumes récentes. De tout temps la Bretagne avoit été regardée comme fief relevant médiatement ou immédiatement de la couronne de France. Suivant Grégoire de Tours, sous les rois de la première race, Varoch, souverain de cete province, se reconnut vassal & tributaire de Chilpéric, contre lequel il s'étoit révolté. Il promit par l'acord qu'il conclut avec ce prince, de payer à l'avenir les redevances auxquelles la Bretagne étoit assujétie envers la France. La dépendance de cete province étoit donc une opinion reçue dans le siècle où vivoit l'auteur que nous venons de citer. Charles le Simple, par le traité fait avec Rollon ou Raoul, premier duc

Greg. de
Tours, l. v, c.
27.

de Normandie, son gendre, lui-céda la Neustrie & l'hommage de la Bretagne, qui par ce moyen devint un arierefief de la couronne. Une pareille réponse eût été victorieuse contre Montfort, sans détruire les justes réclamations de la maison de Blois. Artus, Pierre, & les autres ducs de Bretagne, n'auroient fait par leurs hommages, que renouveler une vassalité antérieurement établie.

AN. 1378.

L'érection de la Bretagne en pairie pouvoit-elle faire acquérir un droit nouveau sur cete province? Les hommages-liges, que les ducs avoient rendus en qualité de pairs, pouvoient-ils changer la nature du simple devoir de *baïser d'honneur*, auquel on prétendoit que les souverains de Bretagne étoient uniquement obligés? Les rois dans toutes leurs lettres avoient toujours reconnu que les services des ducs de Bretagne ne pouvoient être tirés à conséquence, ni préjudicier aux franchises & aux libertés du duché. Les détails où cete discussion nous a entraînés, étoient indispensables, puisqu'ils tiennent aux anciennes constitutions de ce royaume. Nous avons rapporté les raisons pour & contre, afin que le lecteur puisse se trouver en état, par lui-même, de prononcer sur cete importante question.

Le roi dut s'apercevoir, avant même l'ouverture de l'assemblée, que la démarche à laquelle il se portoit n'avoit pas l'approbation générale. La plus grande partie des pairs étoient absents, tels que les ducs d'Anjou & de Berri, quoique frères du monarque, les comtes de Flandre & d'Alençon, la comtesse d'Artois & la duchesse d'Orléans; ce qui vraisemblablement venoit d'un mécontentement secret, que le respect pour Charles empêchoit d'éclater; mais ce silence annonçoit une disposition peu favorable à ses vues. Les pairs qui assisterent à ce lit de justice, prétendoient que puisqu'il s'agissoit du jugement de l'un d'eux, la décision de la cause leur appartenoit, & non au monarque offensé. Ils lui demandèrent, comme une garantie des privilèges attachés à la dignité de la pairie, qu'en cas qu'il prononçât une condamnation contre le duc de Bretagne, on leur donnât des lettres-patentes, par lesquelles Charles reconnût que *c'étoit sans leur préjudice, & sans qu'aucun droit nouveau lui fût aquis*. Le roi

Représentations des pairs.

Ibid.

Du Tillet.

AN. 1378.

promit les lettres, mais elles ne furent point expédiées pour lors. Les pairs ne perdirent pas la mémoire de cete inexécution ; & lorsque sous le regne suivant, ils furent convoqués pour assister au procès criminel intenté contre le roi de Navarre, ils exigèrent cete déclaration, en protestant que si on la leur refusoit, ils se départiroient de l'assemblée. Le gréfier de la cour dressa ces lettres, qui furent délivrées tant *auxdits seigneurs, qu'au procureur général oposant à cete prétention.* La majesté des rois de France, qui semble les élever au-dessus des regles ordinaires, autorise le droit qu'ils ont d'être juges, même en leur propre cause ; mais en même temps la modération de nos souverains a toujours été si grande, qu'ils n'ont point fait usage de cete prérogative atachée à l'éclat de leur rang, s'interdisant à eux-mêmes la puissance de juger, lorsqu'ils étoient parties contre les pairs soumis à la décision de leur cour. On voit encore ici une suite de l'ancienne coutume féodale, qui ne permet pas que le seigneur plaidant contre son vassal, puisse être juge, ni assister aux délibérations avec les pairs du fief, qui jugent sans lui.

Hommage
du duc de Ju-
liers.

Le roi ne laissoit échaper aucune occasion d'acroître le nombre de ses partisans, en s'atachant les princes & seigneurs étrangers, qu'il gaignoit par ses caresses ou ses bienfaits. La plupart recevoient de sa libéralité, des pensions annueles, pour lesquelles ils étoient dans l'usage de lui dévouer leurs services avec un certain nombre d'hommes. Le trésor des chartres renferme une infinité de ces sortes de reconnaissances, signées par des gens de guerre de tous rangs, depuis les souverains jusqu'aux simples chevaliers, guerriers avides, que l'or de France atiroit des frontieres de la Flandre, du Brabant, des rives du Rhin. & de l'intérieur de l'Allemagne. Cete coutume pratiquée depuis long-temps, ofroit à l'Etat une ressource assez incertaine, & dont l'avantage se faisoit rarement sentir, tandis que ces pensions multipliées, impositoient la nécessité d'une dépense effective & continuele. Ceux qui obtenoient ces rentes sur le trésor, en rendoient hommage ; mais il y avoit peu de fonds à faire sur des vassaux aquis à prix d'argent. L'introduction de cete féodalité pécuniaire,

pécuniaire, ne pouvoit être utile qu'autant qu'elle ne se feroit pas étendue au-delà des limites du royaume. Guillaume, duc de Juliers & de Gueldre, s'avoua vassal du roi de France, & lui rendit hommage envers & contre tous, pour sept mille livres de rente : les deux fils suivirent l'exemple du duc leur pere, moyennant une gratification annuelle de deux mille livres. Nous rapportons ces actes, & la nature de l'hommage qu'ils contenoient, uniquement pour éclaircir le doute qu'on pourroit former sur le témoignage de quelques-uns de nos écrivains, qui faute de s'expliquer, sembleroient donner à entendre que Guillaume reconnut effectivement tenir les duchés de Gueldre & de Juliers en fief de la couronne.

AN. 1378.

*Trésor des chartres.
Comtés de Gueldre & de Juliers, n^o. 87.*

Charles ne soupçonnoit pas qu'il dût rencontrer d'obstacles à l'exécution de l'arrêt qui venoit de condamner Montfort, & d'ordonner la réunion au domaine de la couronne, du duché de Bretagne, qu'il comptoit déjà au nombre des provinces de sa domination. Des courtisans flatteurs lui faisoient envisager, comme facile, l'accomplissement d'un projet dont la justice lui paroissoit évidente. Il ne voulut cependant rien précipiter, & l'hiver se passa, sans que l'on songeât à faire entrer des troupes en Bretagne.

Le duc informé des mesures qu'on prenoit contre lui, venoit de renouveler ses anciennes alliances avec l'Anglois. Par ce dernier traité, il abandonna au roi d'Angleterre & à ses successeurs, la propriété du château de Brest, en cas qu'il mourût sans postérité. Montfort n'avoit alors aucun enfant, de deux mariages consécutifs. Ce traité fut tenu secret, dans l'appréhension d'indisposer la noblesse, qui n'auroit pas vu tranquillement les Anglois déclarés possesseurs perpétuels d'une ville qui leur eût en tout temps facilité l'entrée de la province.

*Nouvelle alliance du duc de Bretagne avec l'Angleterre.
Hist. de Bret.
Rymer ass. publ.*

Cependant la nouvelle de ce qui s'étoit passé dans les dernières séances du parlement, ne fut pas reçue aussi favorablement que la cour se l'étoit promis. Déjà l'on commençoit à murmurer, lorsque Charles qui ne perdoit pas de vue l'entreprise projetée, manda le connétable à Paris, ainsi que Clifton, Rohan & Laval. Ces seigneurs étoient alors en

*Le roi manda à Paris les seigneurs de Bretagne.
Idem.
Argentré.
Lobineau.*

AN. 1378.

Bretagne ; ils se rendirent aux ordres du roi , qui leur exposa la conduite qu'il avoit tenue ; l'arêt qui condannoit Montfort , & qui confisquoit le duché , fut lu en leur présence ; ensuite le prince leur déclara que son dessein étoit d'envoyer incessamment une armée en Bretagne , sous la conduite de Louis de Bourbon , du maréchal de Sancerre , de Jean de Vienne , amiral de France , & du seigneur Bureau de la Riviere : ce dernier étoit alors dans la plus haute faveur. Les seigneurs Bretons étoient préparés à ce qu'ils venoient d'entendre ; mais leur étonnement fut extrême , lorsque le roi ajouta que ne doutant point de leur affection & de leur fidélité , il espéroit qu'ils ne feroient aucune difficulté de remettre en son pouvoir , les places fortes qu'ils occupoient en Bretagne , afin , disoit-il , de les défendre contre les Anglois. Une pareille proposition découvroit manifestement les intentions du monarque. Frapés de cete déclaration imprévue , ils baissèrent la tête , cherchant en eux-mêmes une réponse à des demandes si extraordinaires & si pressantes. Entraînés par la force de la vérité , retenus par le respect qu'imprimoit la présence du souverain , ils balancerent quelque temps : à la fin , ils rompirent le silence , & répondirent en termes généraux , « *qu'ils feroient toujours pour son service , ce qu'il leur seroit possible* ».

Sentiments
des seigneurs
Bretons.
Ibid.

Cete assurance indéterminée ne paroissoit pas suffisante : on avoit compté sur une soumission sans réserve , à laquelle on vouloit ajouter la force des serments sur les saints évangiles. La conjoncture étoit embarrassante ; un refus formel devenoit dangereux. Clisson étoit le seul de ces quatre seigneurs , qui pût marquer quelque disposition à seconder les intentions de la cour. Animé d'un ressentiment implacable contre le duc , il ne pouvoit s'empêcher de voir avec une satisfaction secrète l'orage qui menaçoit Montfort ; mais cete haine personnelle ne l'aveugloit pas sur les suites de l'entreprise ; il en vouloit au duc , & non au duché. S'il fit la promesse qu'on exigeoit de lui , la suite prouvera qu'il s'étoit réservé intérieurement la faculté d'en interpréter l'accomplissement. Les historiens ne marquent point quel fut , dans une circonstance si délicate , l'avis du connétable présent à cete

conférence. Le silence de ce grand homme devoit déciller les yeux du monarque ; mais par une fatalité ordinaire, même à la cour des meilleurs rois, ceux qui avoient engagé le prince à former le projet de s'emparer de la Bretagne, ne manquèrent pas de moyens plausibles pour le confirmer dans cete résolution, sur-tout en se servant du prétexte si spécieux, & toujours trop écouté, d'acroître avec la puissance du souverain, la splendeur de l'Etat. Le peu d'empressement que du Guesclin témoigna, ne fit pas pour lors d'impression sensible sur l'esprit du roi ; mais les flatteurs saisirent cete occasion de rendre sa fidélité suspecte : leurs malignes observations se firent écouter, & devinrent l'origine d'une disgrâce plus nuisible aux véritables intérêts de Charles, qu'injurieuse à ce héros.

Le roi paroissant se contenter des dispositions aparentes qu'il crut remarquer dans l'assemblée, se préparoit à la congédier, lorsque le seigneur de Laval rompit le silence qu'il avoit gardé jusqu'alors. Il dit « que la parenté qui étoit entre » Montfort & lui *, ne lui permettoit pas de se trouver dans » un conseil où il se traitât de priver son cousin-germain de » son patrimoine ; qu'il lui déplaisoit de ce que le duc de » Bretagne étoit en la male grace du roi ; qu'il espéroit que » cela se remettroit ; que ce qui s'étoit passé jusqu'alors n'étoit pas pour en venir à cete extrémité ; enfin, qu'il supplioit sa majesté d'y repenser, & regarder bien par conseil, & à l'aise, ce qui s'en devoit faire, & sans précipitation, & par bon avis. A l'égard de la reddition de ses places, il assura qu'il garderoit bien ce qu'il en avoit, & qu'il n'avoit pas besoin de gardes étrangères ». Tout autre eût peut-être regardé une réponse si ferme, comme une offense faite à la majesté royale ; mais le monarque judicieux ne s'irrita pas d'une représentation que les liens du sang rendoient en quelque sorte excusable. Il seroit difficile de dire lequel des deux étoit le plus digne d'estime dans une pareille circonstance, ou le sujet qui osoit déclarer ses véritables sentiments avec une généreuse franchise, ou le souverain qui l'écoutoit avec modération.

* Ils étoient fils du frere & de la sœur.

AN. 1378.

Réponse générale du seigneur de Laval.
Ibid.

AN. 1378.

Les seigneurs
Bretons s'af-
fembloit.
Ibid.

Les seigneurs Bretons prirent congé du roi, qui pour les gagner entièrement, leur acorda la confirmation de leurs privilèges, & leur prodigua les promesses les plus authentiques, tant pour lui que pour ses successeurs, de ne donner jamais la moindre atteinte aux prérogatives & aux anciennes immunités de la noblesse & du peuple de leur province. Une pareille assurance, qui dans une conjoncture différente eût peut-être produit un favorable effet, ne pouvoit couvrir l'intérêt visible que Charles avoit à ménager les esprits, dans le commencement d'une révolution dont les suites paroissent encore incertaines. Il se tint à quelques jours de-là, dans la maison du seigneur de Laval, une assemblée composée des mêmes seigneurs qui s'étoient trouvés à l'hôtel de saint Paul. On eut soin de n'y admettre que des personnes sur la fidélité desquelles on pouvoit compter, & que leur propre intérêt engageoit à garder le silence.

Discours du
seigneur de
Laval.

Laval, après avoir retracé aux assistants la surprise dans laquelle les propositions du roi les avoient jetés, ajouta « que » connoissant la sagesse de ce monarque, il ne se feroit ja- » mais attendu à si peu de circonspection; qu'il pensoit apa- » remment que ses affaires étoient en tel état, que ses volon- » tés devoient servir de loi; qu'on avoit fait le procès au duc » sans les apeler, croyant qu'il étoit suffisant de les avertir de » se soumettre à l'exécution de l'arrêt. Que si cete réunion » tant désirée par le conseil de France avoit lieu, ce seroit » inutilement qu'ils auroient livré tant de combats pour se » soustraire au joug dont les Anglois menaçoient la Breta- » gne, puisqu'ils passeroient toujours sous une domination » étrangère; que leur pays par ce moyen aloit devenir une » province de France, ce qui seroit très préjudiciable à » leur liberté; qu'il étoit plus avantageux d'avoir affaire à » un duc qu'à un roi : *le roi*, disoit-il, commande par-tout; » le duc souvent prie. Il rapela par quels degrés on avoit » amené les souverains de Bretagne, que dans l'origine il » prétendoit indépendants, à devenir vassaux de la cou- » ronne, pour s'aroger ensuite le droit de les traiter en cri- » minels de lèse-majesté, pour les proscrire, & pour s'ad- » juger leur confiscation. Il finit en disant que son dessein

« étoit de s'opposer de tout son pouvoir à cete entreprise, » en protestant qu'il ne lui seroit jamais reproché, ni aux » siens, d'avoir trahi son pays, son parent & son seigneur ». Ce discours fut écouté des assistans avec une approbation unanime. Du Guesclin n'avoit point été invité à cete assemblée, non que la foi parût suspecte, mais la dignité de connétable dont il étoit revêtu l'excluoit d'une pareille confiance. Les seigneurs s'étant réciproquement assurés de leur résolution mutuelle, ne jugerent pas à propos de demeurer plus longtemps à la cour, dont le séjour commençoit à leur paroître dangereux. Il étoit à craindre que leur association ne transpirât, & que ceux qui obsédoient le roi, ne l'engageassent à se servir de moyens d'autorité pour s'assurer de leurs places en s'assurant de leurs personnes. Que cete appréhension fût bien ou mal fondée, ils partirent de Paris le lendemain du jour de leur assemblée, & se retirèrent précipitamment en Bretagne, où la nouvele des projets du roi, & de ce qui s'étoit passé dans le conseil, les avoit déjà devancés.

Après le peu de succès de cete premiere tentative, il étoit facile de juger que si la cour de France ne put réussir à faire entrer dans ses vues, une partie des chefs de la noblesse Bretonne, qui devoient lui être le plus attachés par les bienfaits qu'ils en avoient reçus; ceux de cete même noblesse que de semblables raisons ne devoient pas déterminer, étoient encore dans des dispositions moins favorables. En effet la résolution du roi ne fut pas plutôt devenue publique, par les soins que les parties intéressées prirent de la divulguer, qu'on vit de tous côtés se former des confédérations, tant de la noblesse que du peuple. Les historiens de Bretagne nous ont conservé différens modeles de ces associations. Les ligués s'engagerent sous la foi des sermens, à se tenir unis & à s'aider réciproquement *pour la conservation du droit ducal*, contre tous ceux qui voudroient s'emparer du duché, sans exception de personne, excepté celui que le droit de la naissance en rendoit le légitime souverain. On prit les mesures nécessaires pour faire une vigoureuse résistance en cas d'invasion; on imposa un tribut de vingt sous par feu sur toute la

AN. 1378.

Confédéra-
tion de la no-
blesse Breton-
ne.
Ibid.

AN. 1378.

province, pour le paiement des troupes ; on créa des officiers généraux pour les commander. Les revenus publics furent mis en sequestre entre les mains d'administrateurs. Les Bretons ne se contentèrent pas de pourvoir à la conservation de la province, en se réunissant ; ils prirent la résolution de rapeler leur duc ; & ce projet acheva de déterminer les peuples à contribuer de tout leur pouvoir au maintien de la ligue. Ils n'avoient pas vu sans chagrin que la partie de la noblesse qui s'étoit engagée à soutenir les intérêts du roi contre ceux de Montfort, avoit en même temps privé la province de la présence de son souverain. Ainsi Charles, en se laissant préoccuper par le desir ambitieux d'agrandir sa domination, perdit en un moment l'affection de la plupart des partisans, que sa politique & ses bienfaits lui avoient acquis ; & cete défection le priva sans retour des services utiles qu'il en auroit pu attendre dans d'autres occasions. La comtesse de Penthievre elle-même, malgré les liens qui l'attachoient à la France, quelques raisons qu'elle eût d'être ennemie de Montfort, l'opresseur de sa maison, belle-mère du duc d'Anjou, & plus unie encore avec ce prince par une amitié sincère, que par cete alliance, ne s'empressa pas moins que les autres à déconcerter les projets du roi.

Les Bretons
envoient des
députés au
duc.
Ibid.

On se hâta de députer vers le duc pour l'assurer de l'affection de la noblesse & du peuple, & pour l'engager à revenir dans ses Etats. Les premiers députés qui se rendirent à Londres, étoient Geoffroi de Kaerimel, Eustache de la Houssaye, & Beaumanoir, seigneur de Grandlieu. Jean de Montfort, quoiqu'agréablement surpris d'une révolution qui lui ouvroit l'entrée de la province, ne jugea pas cependant à propos de s'en rapporter à ces premières assurances de repentir & de fidélité. Il ne vouloit rien précipiter dans une affaire d'une telle importance. Il reçut les députés avec les témoignages de bienveillance que méritoit la nouvele d'un changement si heureux & si peu prévu ; mais instruit par l'expérience du passé, il leur déclara que malgré la confiance qu'il avoit en l'affection de ses sujets, affection qu'il regardoit comme un garant infaillible de son prochain rétablissement, & quoiqu'il ne doutât pas de la sincérité de leurs promesses,

il étoit cependant résolu d'attendre pour se déterminer, qu'il vît plus de certitude dans l'exécution d'un si louable projet. Il congédia les députés en les chargeant d'exhorter ses sujets à persister dans leur bonne volonté, en ajoutant qu'il connoîtroit la vérité de leur attachement par la conduite qu'ils tiendroient à l'avenir, & qu'il se flatoit que si leur retour étoit aussi sincère qu'ils vouloient le lui persuader, ils ne négligeroient rien pour lui en donner des preuves convaincantes par les effets.

Les députés revinrent en Bretagne avec cete réponse : à leur retour ils aprirent qu'on se mettoit déjà en mouvement dans les diverses parties de la province. Le roi avoit différé l'exécution de l'arrêt jusqu'au printemps. On ignoroit à la cour ce qui se passoit en Bretagne; on fut informé seulement qu'il s'y étoit tenu diverses assemblées dont le résultat étoit secret. On avoit fait courir le bruit que la comtesse de Penthievre, mécontente du jugement de la cour des pairs, préparoit un soulèvement, & qu'on alloit incessamment voir son fils Henri de Blois, à la tête d'une armée, pour faire valoir les prétentions de sa maison. Le duc d'Anjou abusé par ces fausses rumeurs, écrivit à la princesse sa bele-mere, pour la détourner de ce dangereux dessein : on ignore quelle fut pour lors la réponse de la comtesse. Il y a peu d'apparence qu'elle eût formé le projet dont on la soupçonnoit; mais il est probable qu'elle favorisoit sous main le parti de Montfort. Il lui étoit en effet plus avantageux de voir ce prince duc de Bretagne, à la succession duquel son fils pouvoit prétendre, puisqu'il n'avoit point encore d'enfants, que de contribuer à mettre le roi de France en possession du patrimoine de ses ancêtres. Elle dissimula cependant avec le duc d'Anjou, qui lui demandoit de se rendre auprès de lui avec le comte de Penthievre, & s'excusa de ne pouvoir répondre à cete invitation, ayant été retenue à Dinan. *Lors que je cuidois monter en mon char, lui marquoit-elle dans une de ses lettres, & me partir moi & mon dit fils pour aler à vous, plusieurs de mes cousins, chevaliers & écuyers du pays & de la ville de Dinan, mes féaux vinrent à moi & à lui, & me dirent que je n'irois point hors la ville de Dinan, ne mondit fils, pour aler à vous en aucune maniere, &*

AN. 1378.

Dispositions
de la comtesse
de Penthievre.
Ibid.

Chamb. des
Comptes de Pa-
ris.
Preuves de
l'hist. de Bret.
p. 223.

AN. 1378.

firent fermer les portes de ladite ville, & que vraiment je n'irois point, si ce n'étoit par dessus les portes. Elle ajouta qu'ils ne vouloient point consentir à la laisser partir, si l'on n'envoyoit des ôtages qui répondissent de son retour. Lorsque la comtesse de Penthievre écrivoit cete lettre, on atendoit incessamment l'arivée de Montfort à Dinan.

AN. 1379.
Mesures du
roi pour la
guerre.

Cependant le seigneur de Bourbon, le maréchal de Sancerre, Jean de Vienne & la Riviere s'étoient rendus par ordre de la cour, auprès du duc d'Anjou, chargé de la conduite principale de l'entreprise, emploi que du Guesclin n'avoit pas brigué. Ceux qui étoient alors en possession de la faveur, employèrent leur crédit pour éloigner le connétable du commandement général de l'armée. Il ala en Bretagne pour maintenir les villes dans le parti de la France; mais on lui donna peu de troupes. Il fit fortifier saint Malo, où il se tint pendant l'ouverture de la campagne. Soit que le roi s'imaginât ne rencontrer qu'une foible résistance, soit que ce monarque voulût sonder les esprits avant que de s'engager dans une entreprise qui peut-être commençoit à lui paroître moins juste, il est certain qu'il ne fit que de médiocres efforts, & qui paroissoient peu répondre à la grandeur du projet. Ceux qu'il avoit chargés de la premiere exécution de ses ordres, entrèrent en Bretagne, non comme généraux, avec des troupes assez nombreuses pour faire respecter le jugement que la cour des pairs avoit prononcé, mais plutôt comme des commissaires qui venoient former une saisie juridique. Ils étoient munis de lettres-patentes sans nombre, & de confirmation des privileges, expédiées par la chancellerie de France, en faveur de la noblesse & des villes de la province. Ils vinrent d'abord à Chantonceaux, espérant commencer leur prise de possession par la ville de Nantes, où commandoit Amauri de Clifson, parent d'Olivier. Les habitants déclarerent formellement qu'ils ne souffriroient pas qu'on livrât leur ville aux François. Les commissaires de la cour rebutés de cete premiere opposition, retournerent auprès du duc d'Anjou.

Impositions
en Bretagne.
Soulèvement.
Ibid.

Pour achever de faire perdre au roi l'affection des Bretons, quelques conseillers plus jaloux de plaire au prince par des
avis

avis intéressés, que soigneux de procurer la véritable gloire du souverain, s'aviserent de lui suggérer d'affujétir la Bretagne à l'imposition de la gabelle & des autres tributs qui pour lors étoient en vogue. Ces exactions qui avoient été une des principales causes des disgrâces du duc, parurent encore plus intolérables de la part d'un prince que les peuples regardoient comme étranger. Les associations se renouvelèrent & se multiplièrent : on leva des troupes ; on pourvut à la défense des villes, & l'on décerna une nouvelle députation pour déterminer Montfort à passer en Bretagne. Ces députés étoient chargés de la part de la noblesse & des principales villes, d'inviter le duc à se rendre aux vœux de ses sujets, qui soupiroient unanimement après son retour. Montfort fit aux envoyés le plus favorable accueil : la conjoncture paroissoit trop avantageuse pour ne pas la saisir avec empressement ; il ne s'agissoit plus que de délibérer sur les moyens d'en ménager le succès. Il crut cependant ne devoir rien décider sans l'avis du roi d'Angleterre & de son conseil, qui le confirmèrent encore dans ces dispositions. Il prit congé de la cour de Londres, & se rendit à Southampton où il s'embarqua. Robert Knolles, Hue Caurelée, Thomas de Percy, & quelques chevaliers l'accompagnoient avec cent hommes d'armes & deux cents archers. Ce fut avec ce peu de troupes, mais avec l'assurance d'être bientôt assisté d'une partie des forces de l'Angleterre, qu'il entra dans l'embouchure de la rivière de Rance près de saint Malo. C'étoit le troisième jour du mois d'août de l'année 1379. Le vaisseau qui portoit le duc passa à la vue des fortifications de saint Malo. Le connétable qui pour lors étoit en cete ville, l'aperçut du haut des murailles. Quelques écrivains croyant rendre cet événement plus célèbre en l'accompagnant d'un prodige, comme si les faits importants avoient besoin du secours du merveilleux pour frapper les hommes, ont assuré que le jour de l'embarquement du duc à Southampton, le flux de la mer se renouvela trente-trois fois entre deux soleils, dans le port d'Hennebond. On rapporte ici cete particularité, plutôt comme un monument de la crédulité superstitieuse de ce siècle, que comme un fait attesté. Le merveilleux

AN. 1379.

Nouveaux
députés.
Ibid.

Départ du
duc de Bre-
tagne.

AN. 1379.
Child. hist.
nat. Angl.

leux disparoîtroit cependant , si l'on en croit le témoignage de quelques auteurs modernes , qui ont remarqué de nos jours de semblables irrégularités dans la Tamise. Quoi qu'il en soit de la certitude ou de la fausseté de ce prétendu prodige , qui auroit interrompu le cours de la nature pour signaler le rapel de Montfort , cet événement offre d'ailleurs un spectacle assez intéressant , & capable de fixer l'attention du lecteur.

Montfort arrive en Bretagne.

Le duc de Bretagne avoit été contraint d'abandonner ses Etats par la défection de la noblesse, le soulèvement des villes & la révolte presque générale de la province. Privé du patrimoine de ses ancêtres , & ce qui devoit le toucher plus sensiblement, chargé de la haine de ses sujets, il avoit traîné dans l'exil le ressentiment de ses pertes & tous les dégoûts attachés à l'infortune. L'exemple de ce prince témoigne d'une manière frappante, qu'il n'est point de bonheur ni de disgrâce à l'épreuve du temps. Pendant cette longue absence, les esprits aliénés s'étoient insensiblement rapprochés ; le souvenir des anciennes injures , afoibli par l'éloignement, avoit fait place à des sentiments plus doux ; & par une révolution assez ordinaire au cœur humain, le peuple extrême en tout, d'une aversion qui paroissoit invincible, avoit passé aux transports de la plus tendre affection. Ils ne voyoient plus dans Montfort qu'un prince dépossédé par la violence , victime de l'oppression , pros crit injustement : ils plaignoient le sort de la Bretagne près de passer sous un joug odieux ; ils se reprochoient leur révolte ; ils s'acusoient eux-mêmes des maux dont ils étoient menacés ; malheurs auxquels la seule présence de leur souverain pouvoit remédier. Aussi-tôt que la nouvelle de ce prochain retour fut rendue publique , on vit acourir des différentes parties de la Bretagne une infinité de gens de toutes conditions. Les bords de la Rance étoient remplis d'un peuple innombrable ; ils s'avançoient jusqu'au milieu des flots , comme s'ils eussent voulu hâter le moment qui alloit leur rendre un prince qu'ils chérissoient. Le vaisseau qui portoit le duc parut ; les rivages retentirent d'acclamations de joie & de cris de tendresse ; tous se prosternèrent ; ceux même qui s'étoient jetés dans l'eau : ils tendoient les mains vers

lui; ils le suplioient avec des torrents de larmes, de pardonner leurs erreurs passées; ils reconnoissoient qu'ils avoient été séduits; ils détestoient les auteurs de leur révolte. Ce jour fut sans doute le plus beau de la vie de Montfort, sans même excepter celui où la victoire le couronna dans les plaines d'Aurai. Le duc mit pied à terre, il assura le peuple de son affection, en l'exhortant à persister dans les mêmes sentiments: il ajouta qu'ils reconnoitroient bientôt la différence qu'il y a de vivre sous l'empire d'un prince légitime, ou sous une domination étrangere.

AN. 1379.

Tous les événements sembloient alors concourir à favoriser le duc de Bretagne: à peine étoit-il entré dans l'embouchure de la riviere de Rance, qu'une partie de la flotte Espagnole parut à la hauteur de saint Malo. Les Castillans empêcherent le passage des bâtimens de transport sur lesquels on avoit chargé quantité de vivres, de munitions de guerre, & le trésor du duc: ils aloient devenir la proie des ennemis, lorsque Hûe de Caurelée ou de Kaverlé, voyant le prince en sûreté, força le pilote du vaisseau qui le portoit, de tourner la proue. Envain le pilote éfrayé de la hardiesse de l'entreprise, lui représenta la grandeur du danger, l'intrépide Anglois lui fit de si terribles menaces, qu'il obéit. Caurelée s'avance vers les Espagnols: il fond sur eux avec la rapidité d'un éclair: cete ataqe imprévue les étonne & les oblige d'abandonner la poursuite des bâtimens du duc, qui profitent de cete diversion pour entrer dans la Rance, tandis que ses archers faisant pleuvoir une grêle de traits, tiennent les Castillans en respect. Lorsqu'il voit sa petite flotte en sûreté, il fait lui-même sa retraite en bon ordre, & vient recevoir les remerciemens & les félicitations de Montfort, qui, dit l'historien de Bretagne, n'oublia jamais cet important service. Cete action héroïque se passoit à la vue d'un illustre spectateur. Du Guesclin du haut des tours de saint Malo, admira la manœuvre courageuse de Caurelée; il lui donna devant tout le monde les éloges qu'elle méritoit: il ne pouvoit s'empêcher de faire des vœux pour la conservation d'un si brave guerrier. On dit même qu'il ajouta qu'il aimeroit mieux voir périr tous les François & les Castillans, qu'un

Intrépidité
de Caurelée:
Ibid.

AN. 1379.

chevalier si généreux. Le héros Breton n'étoit pas capable de former un souhait si peu sensé ; sa conduite & son caractère démentent cete imputation odieuse ; mais les envieux de la gloire de ce grand homme profitèrent de ces bruits désavantageux pour le perdre dans l'esprit du roi.

Les seigneurs
offrent leurs
secours au
duc.

Ibid.

* *Cr. Brioc.*
hist. Bret. l.
xii.

Le duc reçut à Dinan les assurances d'attachement & les offres de service des principaux seigneurs de la Bretagne. Le connétable de Rennes * lui amena des troupes, ainsi que les seigneurs de Laval, de Châtillon & de Montfort. Le vicomte de Rohan, l'un des plus zélés partisans de Charles de Blois, oubliant son ancien ressentiment, acourut à la tête de quatre cents lances. La comtesse de Penthievre vit ce même Montfort qu'elle avoit jusque-là toujours regardé comme un usurpateur ; elle eut de fréquentes conférences avec lui, & témoigna partager sincèrement la joie commune qu'inspiroit son retour. Ces heureuses dispositions engagèrent le duc à déclarer dans la première assemblée qui fut tenue à Dinan, que son dessein étoit d'attaquer les François & de les prévenir ; avis qui fut embrassé avec un applaudissement unanime. Les seigneurs se séparèrent pour aler chacun de leur côté, se disposer à effectuer leurs promesses. La ville de Vannes fut choisie pour le rendez-vous des troupes, tandis que le prince parcourant la Bretagne, gagnoit des villes & se concilioit de nouveaux partisans.

Foibles
efforts en Bre-
tagne.
Ibid.

Si dans le commencement le roi s'étoit flaté de l'affection des Bretons, cete subite révolution lui causa une désagréable surprise : il dut sans doute ouvrir les yeux ; mais il n'étoit pas facile de remédier au mal. Abandonner une entreprise formée avec tant d'éclat, c'eût été marquer une inconstance capable de porter atteinte à la réputation du gouvernement ; on n'auroit pas manqué d'attribuer à foiblesse, ce qui dans le fond eût peut-être été un retour de justice. Il falloit soutenir une démarche à laquelle on s'étoit porté avec trop de précipitation. Le duc d'Anjou reçut l'ordre de s'approcher des frontières de la Bretagne avec des troupes, tandis que le connétable revint de saint Malo à Pontorson, où il essayoit de rassembler des forces. Excepté le petit nombre de courtisans acoutumés à ne voir rien que de légitime dans les

actions des princes, il est presque démontré que la conduite du roi à l'égard du duc de Bretagne avoit peu d'aprobateurs. Les plus zélés serviteurs du monarque paroissoient ne s'employer à seconder ses vues, que par cete obligation d'obéissance que le devoir prescrit, mais dont le cœur déplore la nécessité. Le duc d'Anjou, en exécutant les ordres de son frere, songeoit dès-lors à ménager la réconciliation du duc. Les amis de du Guesclin ne pouvoient s'empêcher de le blâmer de porter les armes contre sa patrie. Ce grand homme lui-même éprouvoit une répugnance secrète à s'aquiter de la commission que sa charge lui imposoit. Il auroit désiré qu'on eût employé sa valeur contre tout autre que contre le duc de Bretagne, son souverain naturel. Il obéit cependant, mais le roi le mit bientôt tout-à-fait hors d'état de le servir utilement. La fortune de du Guesclin parvenu à la premiere dignité du royaume, avoit attiré auprès de lui une multitude prodigieuse de noblesse; la plupart étoient ses parents ou ses amis; tous étoient ses compatriotes. Plusieurs de ces gentils-hommes voyant la guerre allumée contre leur duc, se retirèrent du service de France. Le roi piqué de leur désertion, fit publier une ordonnance qui enjoignoit à tous les Bretons qui ne voudroient pas suivre son parti, & porter les armes contre Montfort, de se retirer incessamment. Le connétable se vit par ce moyen abandonné d'un nombre considérable de guerriers & de chefs du premier mérite. Clifson son compagnon d'armes lui restoit; mais Clifson lui-même perdit les partisans dont il soupçonnoit le moins la défection. Il fit la premiere épreuve de ce changement, lorsqu'il voulut essayer une seconde tentative pour s'emparer de Nantes. Il se croyoit bien assuré des habitants; mais ils ne le laisserent pas longtemps dans cete opinion, il eut la mortification de les voir embrasser ouvertement le parti de Montfort. Obligé de sortir précipitamment de la ville, il ne remporta que la mortification d'une tentative infructueuse. La plupart des villes de Bretagne avoient suivi l'exemple de Nantes. Le duc s'approcha de Rennes, dont les habitants vinrent le recevoir en procession, avec toutes les démonstrations de joie ordinaires en de semblables circonstances. Clifson s'étant approché de Guer-

AN. 1379.

Entreprise
sur Nantes
échouée.
Ibid.

AN. 1379.

rande dont les portes lui furent fermées, & voyant toute la province en armes, vint joindre le connétable à Pontorson, où les ducs d'Anjou & de Bourbon s'étoient déjà rendus. C'étoit-là que s'assembloient les troupes françoises destinées à entrer en Bretagne.

Les Bretons entrent en Normandie. Le duc de Bretagne s'approche de l'armée françoise. Suspension d'armes.

Ibid.

Le rendez-vous de l'armée Bretonne avoit été indiqué à Vannes. Tandis qu'elle s'y formoit, Jean de Beaumanoir à la tête de deux cents lances, pénétra en Normandie, prit quelques châteaux, ravagea impunément les campagnes, & ramena ses gens chargés de dépouilles des cantons qu'il avoit parcourus: cet avantage, quoique foible, fit concevoir au duc les plus flateuses espérances. Il conduisit ses troupes de Vannes à Dinan. Rien, peut-être, n'indique d'une manière plus sensible la mésintelligence secrète qui commençoit à germer parmi ceux qui étoient à la tête des affaires, & ce vice caché, qui de la cour du prince, perce & s'insinue dans les parties les plus éloignées, que la conduite des troupes françoises dans le cours de cete guerre. Aux premières nouvelles que le duc, avec une partie des forces de la Bretagne, s'aprochoit de Pontorson, l'armée du duc d'Anjou se débanda. Ce prince voyant la désertion de ses troupes, fit proposer à Montfort une trêve d'un mois; elle fut acceptée. On convint d'employer le temps de cete suspension à terminer le différend, dont l'acord fut remis à l'arbitrage du duc d'Anjou, du comte de Flandre & des seigneurs de Laval, de Rohan, de Montafilant & de Beaumanoir. Ce compromis fut signé par la comtesse de Penthievre, Henri son fils, & par les seigneurs Bretons. Le duc d'Anjou promit de faire agréer au roi ce que les arbitres décideroient. Il fit garantir sa promesse par Charles de Navarre, par le duc de Bourbon & par le connétable: cete promesse, toutefois, fut défavouée. C'est à cete époque que l'on peut fixer la disgrâce de du Guesclin.

Chambre des Comptes de Nantes, Armoire L. Layet. D. n^o. 52.

Registres de la Chamb. des Comptes. de Paris.

Preuves pour servir à l'hist. de Bret.

Disgrâce de du Guesclin.

Ce n'étoit pas envain que ce héros, en acceptant la dignité de connétable, avoit supplié le roi de fermer l'oreille aux rapports qu'on pouroit lui faire, & de ne le condamner jamais sans l'avoir entendu. Il eût été à souhaiter que le monarque eût toujours conservé le souvenir de la promesse qu'il lui fit

pour lors. Le seigneur Bureau de la Riviere jouïssoit de la plus grande faveur sous les dernieres années du regne de Charles V. L'histoire ne nous apprend point par quel moyen il étoit parvenu à cet excès de crédit auprès d'un prince si éclairé : il est assez probable qu'il s'étoit rendu agréable par des complaisances & des témoignages d'un attachement à toute épreuve ; démonstrations de zele qui ne sont que trop souvent mises en balance avec les services réels , & récompensées également. Il étoit comblé des bienfaits de son maître. Une seule libéralité du roi , naturellement économe , suffira pour nous apprendre à quel point il lui étoit cher. Charles lui donna pour une seule fois , la ville & la châtellenie de Saint-Sauveur-le-Vicomte , la baronnie d'Auvers & les seigneuries de la Bastide , de Beuzeville & de Nehanhou. Que méritoient ces héros qui avoient prodigué leur sang pour le salut de l'Etat & pour la gloire du prince , si de semblables largesses étoient le partage d'un courtisan ? Encore du moins eût-on pu lui pardonner sa fortune , si content & véritablement reconnoissant des bontés de son roi , l'ambitieux favori n'eût pas tramé la perte d'un héros à qui la France devoit sa conservation & sa gloire !

La Riviere n'eut pas honte d'acuser le connétable devant le roi , d'avoir favorisé sous main le duc de Bretagne. L'accusation étoit absurde ; mais que penser des plus grands hommes ? Charles eut la foiblesse d'y ajouter foi ; & sans examiner la noirceur de cete imposture , il écrivit au connétable en termes ofensants pour la fidélité de ce héros. Du Guesclin pénétré d'un affront si sensible , renvoya , dit on , sur-le-champ l'épée que sa majesté avoit remise entre ses mains en lui confiant le commandement des armées.

La disgrâce du premier officier de la couronne ne pouvoit être un mystere ignoré : à peine fut-elle divulguée , qu'il s'éleva un murmure général en faveur de ce grand homme. C'étoit le cri de la nation qui vengeoit le mérite outragé. Le sire de la Riviere , auteur de ce revers injurieux , se vit chargé de la haine publique ; il put compter pour ennemis , tous les admirateurs de celui dont il avoit osé se rendre l'accusateur. Du Guesclin étoit l'idole de tous ceux qui aimoient

AN. 1379.

*Chamb. des
Comp. Mém.
D. fol. 161.*

Du Guesclin
remet l'épée
de connétable.

Réparation
faite au con-
nétable.
Ibid.

AN. 1379.

la patrie. La supériorité de ses talents militaires, sa franchise, sa générosité, sa modestie, avoient éteint tous les sentiments de jalousie que son élévation auroit pu exciter. Ceux même qui par leur naissance & par leur courage auroient pu prétendre aux mêmes honeurs, l'aimoient autant qu'ils l'estimoient. Les princes du sang, les plus grands seigneurs du royaume, témoins & compagnons des exploits du connétable, représenterent au roi avec cete liberté qu'autorisoit leur rang & la sincérité de leur attachement, la grandeur de la perte que l'Etat aloit faire. Charles reconnut qu'on l'avoit trompé; il se repentit de sa crédulité. Il avoit l'ame trop élevée pour rougir de la réparation: il crut au contraire qu'elle ne seroit jamais trop prompte ni trop entiere. Les ducs d'Anjou & de Bourbon alerent de la part du monarque désabusé, trouver du Guesclin à Pontorson. Connétable, lui dit le duc d'Anjou, en l'abordant, *le roi nous envoie à vous, moi, & beau cousin de Bourbon, parce que vous avez été mal content d'aucunes paroles qu'il vous a mandées; c'est à sçavoir qu'on lui a donné à entendre que vous teniez la partie du duc de Bretagne, & vous devez être bien lye & joyeux, quand teles choses vous mande, lesquelles le roi ne crut oncques. Vêez-ci l'épée d'honneur de votre office; reprenez-la, le roi le veut, & vous envenez avec nous.* Du Guesclin reçut avec une respectueuse sensibilité cete invitation honorable; il paroissoit cependant persister dans le dessein de se retirer. *Ha beau cousin*, reprit le duc d'Anjou, *ne faites point ceci, & ne le mettez point en votre tête.* Le duc de Bourbon n'employa pas des instances moins pressantes; auxquelles le connétable répondit: *Monseigneur de Bourbon, j'ai été en votre compagnie dans les plus grands faits de ce royaume, & vous & moi avons déchassé le duc de Bretagne de son pays, qu'il n'y avoit que un chastel. Il est mal à croire que je me fusse ralié à lui: & quant à ce que vous me requérez de demeurer, vous êtes le sieur du royaume, qui plus m'avez fait de plaisir, & que je croirois plus volontiers, & à qui je suis plus tenu après le roi; mais je vous jure & promets par ma foi, de ce que je vous ai dit, vous n'en trouverez point le contraire: vous supliant que l'amour que vous avez toujours eue à moi, vous ne vouliez point oublier; car où que je sois, je vous servirai de corps et de chevance, & n'oublieraï*

blierai jamais les plaisirs que vous me avez faits. Après cete réponse, il pria le duc de se souvenir de celui qui lui avoit joué ce méchant tour.

AN. 1379.

Le dessein du connétable étoit, dit-on, de passer en Espagne, après avoir fait accepter sa démission; & l'on ajoute que le duc de Bourbon à son retour dit au roi : *Monseigneur, vous faites aujourd'hui l'une des plus grandes pertes que vous feistes pieça long-temps : car vous perdez le plus vaillant chevalier & le plus preudhomme, que je cuidasse oncques ; mais voici de son état ; & ont mal fait ceux qui ont commencé ceci.* Il est difficile cependant de se persuader que les choses ayent été poussées à cete extrémité. Loin de penser avec l'historien de Bretagne « que ceux qui assurent que du Guesclin reprit l'épée de connétable, ne connoissoient pas son caractère » ; la connoissance même de ce caractère ferme, mais généreux, porteroit à croire qu'il n'oposa point aux prières de son roi, une opiniâtreté inflexible. Cete raison morale ne seroit pas toutefois suffisante pour combattre l'opinion que l'on vient de rapporter, s'il se trouvoit des preuves évidentes de l'abdication de du Guesclin ; mais aucun monument n'en produit de témoignage certain. Froissard, la grande chronique, n'en font aucune mention. Les dépôts publics n'éclaircissent pas davantage cete particularité intéressante du regne de Charles V. La démission absolue du connétable devoit avoir été conservée dans le trésor des chartes, où l'usage étoit de déposer ces sortes d'actes : elle ne s'y trouve point. Elle devoit pareillement être inscrite dans les registres de la chambre des comptes : on peut encore assurer qu'on l'a cherchée inutilement dans les mémoires de cete cour, où l'on trouve celle du connétable de Fiennes son prédécesseur, ainsi que les autres qui l'ont précédée, & les suivantes. La remise de cete démission dans ces dépôts étoit essentiellement nécessaire : on n'en découvre aucun vestige ; il est naturel de conclure de-là qu'elle n'a jamais existé, & que du Guesclin continua de posséder la dignité de connétable jusqu'à sa mort. La disgrâce qu'il essuya est un fait que l'on peut regarder comme avéré. Sa persévérance invincible à résister aux sollicitations d'un roi qu'il respectoit & qu'il aimoit, paroît peu

Représentations du duc de Bourbon au roi.
Ibid.

Tome VI.

D

AN. 1379.

Suplice de
Silvestre Budes,
parent de
du Guesclin.

vraisemblable, encore moins le projet de sa retraite en Espagne. Il s'étoit défait par échange des biens qu'il tenoit dans ce royaume, de la reconnoissance & de la libéralité de Henri de Transmare : d'ailleurs ce monarque venoit de mourir, dans le temps même qu'il faisoit partir une flotte pour appuyer l'entreprise du roi de France contre la Bretagne.

Il seroit à souhaiter que l'histoire de ce temps nous donnât des lumieres plus certaines sur les dernieres circonstances de la vie du connétable, ou que pour l'honneur du roi, on ignorât entièrement que ce grand homme, à la fin d'une carriere si glorieuse, eût essuyé une mortification si peu méritée. Un exemple de sévérité qu'on exerça dans le même temps, peut être encore regardé comme une suite de l'indisposition de Charles V contre du Guesclin. Parmi les Bretons qui avoient combattu en Italie pour la querele des papes, *Silvestre Budes*, parent du connétable, s'étoit signalé par des exploits qui tenoient du prodige : à la tête de quatre cents lances, il avoit forcé les passages du Piémont, & ouvert au pontife le chemin de Rome. Lorsque le schisme divisa l'église, il s'étoit attaché à Clément, pour lequel il s'empara du château S. Ange, qu'il tint contre les forces d'Urbain & des Romains. Dans une autre occasion il vint fondre sur la capitale du monde chrétien, renversa tout ce qui osa lui résister, marcha droit au capitole où la noblesse Romaine s'étoit assemblée, en fit un carnage affreux, & se retira en bon ordre. Lorsque Clément eut abandonné l'Italie, Budes vint le trouver, comptant sur une réception proportionnée à ses services ; mais malheureusement pour le guerrier Breton, il lui étoit arrivé dans un besoin d'argent, pour payer la solde que le pape avoit promise à ses troupes, de s'emparer de quelques mulets chargés de vaisselle d'or & d'argent. Ces mulets appartenoient au cardinal d'Amiens, *Jean de la Grange*, connu & détesté en France par ses déprédations dans les finances qu'il avoit administrées. Quoiqu'il y eût long-temps que l'affaire se fût passée, l'avare & vindicatif prélat ne l'avoit pas oubliée ; il fit arrêter Budes dans Avignon, & le fit conduire chargé de chaînes jusqu'à Mâcon où il eut la tête tranchée. Le connétable irrité de l'exécution de son parent, jura de s'en venger.

On dit que le roi répondit aux plaintes qui lui furent portées à propos de cete exécution, que *s'il étoit mort innocent, on devoit être moins fâché de sa mort que s'il étoit coupable, puisque c'étoit le mieux pour son ame, & le moins deshonorant pour sa famille* : réponse qu'on eût pu se dispenser de mettre au nombre des paroles remarquables de Charles V.

AN. 1379.

Ce fut vers le temps de la trêve conclue entre le duc d'Anjou & Montfort, que du Guesclin revint à Paris, & fut chargé des opérations de la guerre dans les parties méridionales de la France, où plusieurs chefs de compagnies Angloises avoient pénétré, rançonnant & ravageant les provinces jusque dans la haute Auvergne. Le duc de Bourbon dont ils menaçoient les domaines, avoit engagé le roi à confier au connétable le soin de les réprimer. En prenant congé du monarque, du Guesclin ne put lui dissimuler la satisfaction qu'il ressentoit de n'être plus obligé de porter les armes contre ses compatriotes. *Je vous supplie, sire, ajouta-t-il, de prendre en bonne part ce que je vous dirai : je ne sçais si je retournerai du lieu où je vais ; je suis vieilli & non pas las ; mais je vous supplie très-humblement, s'il y a moyen, que vous fassiez la paix avec le duc de Bretagne, & aussi que vous le laissiez en paix se soumettant à son devoir ; car les gens de guerre du pays vous ont très bien secouru à toutes vos conquêtes, & peuvent encore faire, s'il vous plaît vous en servir.* Charles l'assura « qu'il pensoit lui-même » depuis long-temps à terminer cete guerre, & prendroit l'occasion, s'il s'en présentoit d'honête moyen ». Il partit avec cete espérance consolante. Comme il ne se trouve plus avoir part aux événements de la fin de ce regne, il ne paroît pas hors de propos de placer ici ce qui reste à rapporter de la vie de ce grand homme ; dans le dessein d'épargner au lecteur la peine de revenir sur ses traces après l'avoir perdu de vue.

Retour de
du Guesclin à
Paris.

Du Guesclin, pour se conformer aux ordres qu'il avoit reçus, entra dans la Guienne où il reprit quelques châteaux. À l'ouverture de la campagne de l'année suivante, il alla trouver à Moulins le duc de Bourbon qui le combla de caresses : entr'autres présents il lui donna une coupe d'or émaillée de ses armes, & le pria d'accepter un colier d'or

Du Guesclin
commande en
Auvergne. Sa
mort.
Ibidem.

Dij

AN. 1379.

de son ordre de l'Espérance *. En quittant la cour du duc, il traversa le Bourbonnois, pénétra dans l'Auvergne, & vint mettre le siège devant le château neuf de Randan : c'est une petite forteresse située à quelques lieues de Mende, dans le Gévaudan, entre les sources du Lot & de l'Allier : cete place dont le nom jusqu'alors étoit peu connu, est devenue célèbre dans notre histoire, par la perte que la France fit devant ses murs, du plus grand de ses généraux. Du Guesclin, qui suivant l'usage de ce temps, avoit fait serment de ne point décamper qu'il ne l'eût prise, pressoit le siège avec une vivacité extraordinaire, lorsqu'il fut attaqué d'une maladie qu'on jugea mortelle dès les premiers jours. Il vit les aproches de sa fin, avec cete fermeté intrépide qui ne l'abandonna jamais, & qui caractérisoit la trempe de son ame. Il s'aquita des devoirs sacrés de la religion, avec la piété sincere d'un héros chrétien. Environné de ces braves guerriers avec lesquels il avoit vieilli dans les combats, il les consolait de la perte qu'ils aloient faire : le seul regret qu'il leur témoigna, fut de se trouver dans l'impuissance de recommander dignement leurs services au roi : il les exhorta dans les termes les plus forts, à persister dans leur attachement, & leur recommanda sur toutes choses de ne jamais faire la guerre que contre ceux qui avoient les armes à la main, d'épargner les laboureurs, les femmes, les vieillards, les enfants que leur foiblesse exposoit sans défense. Il témoigna publiquement le regret qu'il avoit de n'avoir pas toujours été fidele à ces maximes dans sa jeunesse. Après leur avoir dit le dernier adieu, il ne retint auprès de lui que son compagnon d'armes, Olivier Clifton. *Messire Olivier, lui dit-il, je sens que la mort m'aproche de près, & ne vous puis dire beaucoup de choses. Vous direz au roi que je suis bien marry que je ne lui ai fait plus longtemps service, de plus fidele n'eussé-je pu, & si Dieu m'en eût*

* Louis II, duc de Bourbon, à son retour d'Angleterre, où il avoit passé sept années en otage, institua un ordre de chevalerie qu'il apela l'ordre militaire de l'Ecu d'or, & par la suite, de l'Espérance. L'Ecu portoit pour inscription ce mot, *Allen*. La représentation de cet écu se voyoit encore au commencement de ce siecle dans la chapele du château de Moulins, & dans la chapele du petit Bourbon, au louvre à Paris. *Hist. génér. de la maison de Fr. l. XXIII, c. IV. Du Cang, Gloss.*

donné le temps , j'avois bon espoir de lui vider son royaume de ses ennemis d'Angleterre. Il a de bons serviteurs qui s'y employeront de mêmes éfets que moi ; & vous, messire Olivier , pour le premier. Je vous prie de reprendre l'épée qu'il me commit quand il me donna l'épée de connétable , & la lui rendre ; il sçaura bien en disposer , & faire élection de personne digne. Je lui recommande ma femme & mon frere , & adieu, je n'en puis plus. Le fier Clisson consterné , les yeux baignés de pleurs qu'il dévorait , sensible à la douleur , peut-être pour la première fois de sa vie , n'avoit pas la force de répondre à son ami mourant : il reçut ses derniers soupirs. Le bruit de cete mort fut le signal de l'affliction générale ; le camp retentit de gémissements. Les gens de guerre donnerent des larmes à la perte de leur chef , de leur pere , de leur compagnon : les ennemis eux-mêmes , admirateurs de son courage , ne purent s'empêcher de rendre justice à sa mémoire. L'honneur singulier qu'ils firent à son ombre , mérite d'être rapporté comme un monument de générosité digne des temps héroïques. Les Anglois assiégés avoient promis de se rendre au connétable , s'ils n'étoient pas secourus à certain jour indiqué : quoiqu'il fût mort , ils ne se crurent point dispensés de lui tenir parole. Le commandant ennemi , suivi de sa garnison , se rendit à la tente du défunt : là se prosternant devant le cercueil , il déposa les clefs de la place.

AN. 1379.

Quatre jours avant sa mort , du Guesclin avoit mis ordre à ses affaires , avec cete tranquillité que les plus grands dangers ne pouvoient altérer. On conserve encore le testament de ce grand homme , & le codicile qu'il y ajouta le lendemain. S'il restoit quelque doute sur la fausseté de la démission qu'on lui attribue , ces deux actes * datés des 9 & 10 Juillet 1380 , devant *castel neuf de Randan* , dans lesquels il prend le titre de connétable de France , suffiroient pour détruire toute incertitude à ce sujet.

Testament
de du Guesclin. Ses funérailles.

Ibid.

Suivant les dernières volontés du connétable , on portoit

* Les originaux de ces deux piéces rapportées dans le second volume des mémoires & piéces justificatives pour servir à l'histoire de Bretagne , se trouvent , le premier , en la maison de Beaufort , le second , parmi les titres honorifiques de la maison de Guéméné , au château du Verger. Cote R. 7.

AN. 1379.

son corps en Bretagne, pour l'inhumer dans l'église des dominiquains de Dinan, où il avoit choisi sa sépulture. Le roi fit arrêter le convoi, & ordonna qu'il prît la route de l'abbaye de saint Denis. Il traversa une partie de la France : cete marche lugubre fit par-tout verser des larmes ; par-tout on célébra des services funéraires, & on lui rendit les mêmes honneurs qu'on auroit pu rendre au monarque. On ne voulut point augmenter l'affliction incroyable dont les Parisiens étoient pénétrés, en faisant passer par leur ville les restes insensibles d'un guerrier qu'ils regardoient comme leur Dieu tutélaire : mais cete précaution fut inutile, ils borderent les chemins où cete triste pompe étoit atendue ; ils la suivirent en l'accompagnant de leurs regrets & de leurs sanglots. Les ducs d'Anjou, de Berri, de Bourgogne & de Bourbon, vêtus de deuil, les autres princes, les plus grands seigneurs, une foule de noblesse & de peuple assisterent aux obsèques. Le roi lui fit élever un mausolée placé au pied de la sépulture qu'il avoit choisie pour lui-même. On lit sur sa tombe cete modeste épitaphe, dont la noble simplicité forme un contraste singulier avec ces fastueuses inscriptions, qui graces à la vanité des modernes, surchargent la cendre de ces morts obscurs dont la célébrité ne s'étend pas au-delà des limites de leur vie. *Ici gist noble homme messire Bertrand du Guesclin, comte de Longueville & connétable de France, qui trépassa au chastei neuf de Randan en Givaudan, en la senéchaussée de Beaucaire, le 13^e jour de juillet 1380. Priez Dieu pour lui.* Les officiers & domestiques du connétable, après lui avoir rendu les derniers devoirs, vinrent prendre congé du roi. Le monarque ne put soutenir leur présence : aussi-tôt qu'il les aperçut, il détourna la tête pour dérober les marques de douleur que lui arachoit cete triste vue : il ne voulut pas les voir ; il leur fit distribuer des récompenses. Un grand monarque mérite qu'on l'admire : celui qui joint à cete grandeur une ame sensible, mérite qu'on l'aime.

Eloge de
du Guesclin.

Du Guesclin mourut âgé de soixante-six ans : pour faire son éloge, il faudroit rapeler presque tous les événements glorieux de ce regne ; ouvrage de sa conduite & de sa valeur. La France, avant lui, n'avoit pas produit de général qu'on

pût lui comparer : la suite de l'histoire nous offrira des guerriers François égaux, & non supérieurs à ce grand homme. Si parmi cete foule de héros connus dans nos annales, il étoit permis d'en choisir un pour le placer à côté de lui, le *grand Turenne* seroit peut-être celui qui paroîtroit le plus propre à être mis en parallèle avec le *bon connétable* ; car c'est de ce nom que nos aïeux apeloient du Guesclin, long-temps après sa mort. Turenne, aidé des connoissances d'un siècle plus éclairé, étoit sans doute plus habile capitaine que Bertrand ; mais on peut dire à la gloire de ce dernier, qu'il tira de son propre fond tout ce qu'il fit voir de génie militaire dans un temps où l'art de la guerre étoit encore dans son enfance : il est peut-être le premier de nos généraux qui ait découvert & mis en pratique l'avantage des campemens, des marches sçavantes, des dispositions réfléchies ; manœuvres négligées par nos aïeux, & que même ils faisoient gloire d'ignorer. Avant, & long-temps après lui, on ne sçavoit que fondre avec impétuosité sur l'ennemi ; on se batoit sans presque observer d'ordre : la fortune decidoit de l'événement. Bravoure, modestie, générosité, tout se trouve égal entre nos deux héros. Turenne fit distribuer sa vaisselle d'argent à ses soldats ; du Guesclin vendit ses terres pour payer son armée : la plus bele campagne de du Guesclin, & celle de Turenne se ressemblent : ils aimerent tous deux également leur patrie & leur souverain ; ils les servirent utilement : illustrés par les mêmes vertus, ils éprouverent des contradictions par des rapports ou des intrigues de quelques courtisans qu'ofusquoit l'éclat de leur mérite ; ils sçurent dédaigner ces frivoles manèges. Enfin après une révolution de trois siècles, ces deux guerriers, l'honneur de la France, entre lesquels tant de qualités héroïques ont mis une ressemblance singulière, se sont trouvés réunis presque sous la même tombe, auprès des souverains pour lesquels ils avoient combattu. Après la mort de du Guesclin on vit un phénomène qui devoit être moins rare, & que malheureusement l'ambition ne se pique gueres de renouveler. La première place de l'Etat vacante, point de brigue pour la remplir. Le choix du roi flotoit incertain entre Clisson, le maréchal de Sancerre, & le sire de Couci. Char-

AN. 1379.

les parut se déterminer en faveur de ce dernier ; *mais le gentil chevalier*, dit un historien contemporain, *s'en excusa, ne voulant pas entreprendre si grand faix que de la connétablie, & disoit que messire Olivier de Clifson étoit plus soufisant pour l'être ; que nul.* Sancerre & Clifson oposoient la même modestie au choix que le monarque vouloit faire d'eux, ajoutant qu'après les grandes choses qu'avoit exécutées le connétable, ils n'osoient se flater de répondre à l'attente du prince & de la nation, dans un emploi d'une telle importance : d'autant plus dignes de ce suprême honneur, qu'ils n'avoient pas l'orgueil de croire le mériter. Ce ne fut qu'au commencement du regne suivant que Clifson accepta cete dignité.

Les hostilités recommencent en Bretagne.

Siège de Guerrande. *Ibid.*

Il est temps de reprendre la suite des affaires de Bretagne interrompues par une digression qui trouvera son excuse dans le respect que la nation conservera toujours pour la mémoire de du Guesclin. La suspension d'armes conclue entre le duc d'Anjou & Montfort, étoit limitée par un terme trop court, pour que les médiateurs choisis de part & d'autre, eussent le temps de ménager un acommodement. Les hostilités recommencerent : Clifson ayant rassemblé quelques troupes, alla former le siège de Guerrande, près de l'embouchure de la Vilaine. Il fit venir de l'artillerie pour hâter la réduction de la place. Tandis qu'il s'occupoit des préparatifs de cete entreprise, on atendoit l'arivée de la flotte Espagnole sur les côtes de Bretagne, lorsque ce secours fut retardé par la mort de *Henri de Translamare*. Ce prince, disent quelques historiens Espagnols, mourut empoisonné par des botines infectées d'un venin subtil que lui donna un seigneur Mahométan réfugié à sa cour, sous prétexte qu'il avoit encouru la disgrâce de Mahomet, roi de Grenade. On prétendit que le roi Musulman avoit chargé ce perfide de se servir de ce stratagème pour abrégier les jours d'un prince dont il redoutoit la valeur & le génie. A peine Henri eut-il mis ces fatales botines, qu'il se sentit atteint mortellement ; il ne s'occupa plus que du soin de se préparer à finir chrétiennement : il voulut, par une dévotion dont l'usage subsistoit encore, expirer en habit religieux : il mourut vêtu en dominiquain. Quoi qu'il en soit des particularités de cete mort, l'Espagne perdit en lui un grand

grand monarque, & la France un fidele & généreux alié. L'amirante de Castille étoit à la hauteur de Santander : ce fut là qu'il aprit la mort du roi ; il ne crut pas devoir continuer sa route sans avoir reçu les ordres du nouveau monarque. C'étoit *Dom Juan*, fils & successeur de Henri : ce prince héritier de l'attachement de son pere pour la France, manda aussi-tôt à son amiral de ne point interrompre sa marche, & de se hâter d'ariver sur les côtes de Bretagne, pour seconder les opérations de la guerre dans cete province. Clifson venoit de se retirer assez confus d'avoir manqué le projet de l'entreprise sur Guerrande, lorsque les vaisseaux Castillans parurent. Les habitants non contents de s'être défendus courageusement contre Clifson, ravagerent les terres que ce seigneur possédoit dans le diocèse de Nantes. Les Espagnols voulurent tenter à leur tour le siège de Guerrande ; mais ils se retirèrent sur l'avis que le duc se disposoit à secourir cete place. Ils ne furent pas plus heureux devant S. Nazaire, qu'ils n'osèrent ataqer, par le bon ordre que le gouverneur Jean d'Ust avoit établi dans la ville. Trois cents Espagnols ayant mis pied à terre, furent repoussés par Guillaume du Chastel à la tête de seize chevaliers Bretons, & ils se rembarquerent précipitamment. Dans une seconde descente, Jean de Malestrat, avec dix lances, leur tua trente-cinq hommes de cinquante-cinq qu'ils étoient, & fit les autres prisonniers de guerre. Ces tentatives malheureuses inspirerent tant de terreur aux Castillans, qu'ils n'osèrent plus rien entreprendre, se contentant de croiser à la vue des côtes de Bretagne, où ils prirent quelques barques chargées de troupes Angloises.

Malgré le foible succès de cet armement, le roi sensible à la bonne volonté du nouveau roi d'Espagne, l'envoya féliciter par ses ambassadeurs, sur son avènement à la couronne. Ces députés étoient en même temps chargés de renouveler & confirmer les anciennes confédérations entre la Castille & la France.

Le duc atendoit cependant de jour en jour l'arivée du secours que le roi d'Angleterre lui avoit promis avant son départ. Ce secours étoit en éfet parti de Southampton ; mais la flote qui le portoit, obligée deux fois de relâcher sur les

AN. 1379.

La flote Espagnole arive sur les côtes de Bretagne.

Ibid.

Hist. d'Espagne.

Renouvellement de traités entre la France & la Castille.

Ibid.

Le secours envoyé par le roi d'Angleterre, ne peut aborder.

Tome VI.

E

AN. 1379.

Ibid.
Rapin de
Toyras.

Traité par-
ticuliers du
duc de Breta-
gne avec plu-
sieurs sei-
gneurs.

Preuves pour
servir à l'hist.
de Bret.

côtes d'Irlande, batue par une tempête horrible, rentra dans le port d'où elle étoit sortie, brisée des fatigues de la mer, & considérablement diminuée par la perte de plusieurs vaisseaux que les flots avoient submergés.

Dans le même temps que Montfort faisoit solliciter à la cour de Londres de nouveaux secours, & qu'il ménageoit l'esprit de ses sujets pour les engager à voir sans inquiétude les forces de l'Angleterre se joindre à ses troupes, il ne négligeoit rien de tout ce qui pouvoit contribuer de plus en plus à lui assurer l'attachement des principaux de la noblesse. Outre les confédérations publiques & les traités généraux, il en fit de particuliers avec plusieurs seigneurs : il songea sur-tout à fixer dans son parti, d'une manière irrévocable, le vicomte de Rohan, chef d'une maison puissante, dont le crédit entraînoit le plus grand nombre des suffrages. Il exigea pour cet effet un serment particulier de ce seigneur, de le servir envers & contre tous, sans en excepter personne, & spécialement contre Olivier Clifton. La conduite du duc, en cete occasion, découvre à quele extrémité il étoit réduit : car avant que de contracter cet engagement avec le vicomte, il se précautionna du subterfuge abusif d'une protestation, ressource humiliante de la foiblesse & de l'infidélité. Se croyant déchargé de l'obligation de tenir ses promesses par un désaveu clandestin, il déclara dans un acte qui fut tenu secret, que tout ce qu'il acordoit au vicomte de Rohan, étoit contre sa conscience & le bien du pays, mais *qu'il ne lui osoit refuser*, uniquement dans la vue d'empêcher ce seigneur, qui avoit un très grand crédit dans la province, de lui nuire, & d'entraîner les autres seigneurs dans le parti du roi. Il ajoutoit dans cete même protestation, que le vicomte portoit les sceaux de Bretagne, & faisoit l'office de sa chancellerie, *non pas du bon gré dudit duc*. Quel bien pouvoit produire cet humiliant aveu ?

Original au
château de
Nantes, arm.
M. Layette D.
n. 8.

Mém. pour
servir de preu-
ves à l'hist. de
Bret. t. 11.

Médiation
du comte de
Flandre.
Ibid.

Le comte de Flandre s'étoit jusqu'alors employé avec assez peu de succès à terminer l'accommodement remis à son arbitrage. Quoique les parties intéressées eussent agréé sa médiation, ainsi que celle des autres arbitres, il paroît que la cour de France se rendoit difficile sur la forme que l'on

donneroit à la décision de cete affaire. Après la démarche authentique à laquelle on s'étoit porté, il n'étoit pas aisé d'y renoncer, sans compromettre en quelque sorte l'honneur du gouvernement. Les Bretons crurent lever cet obstacle en adressant au roi une requête au nom de la province : on se persuada qu'un pareil acte pourroit être regardé comme une réparation proportionnée aux sujets de plaintes que le monarque avoit contre Montfort. Les Etats assemblés pour cet effet, le seigneur Brient de Lannyon, chevalier, fut chargé de présenter au roi de France les très humbles remontrances *des prélats, clergé, nobles hommes, villes & communautés de la Bretagne*. Ils supplioient le roi d'être persuadé que ce n'étoit point par mauvaise volonté qu'ils avoient encouru son indignation : ils l'assuroient de leur dévouement à l'avenir. *Très redouté seigneur, ajoutoient-ils, vous plaise avoir regard à la simplicité des Bretons, & vous souvenir de la douce parole que notre Seigneur dit à monsieur S. Pierre, que non pas sept fois seulement pardonnast, mais plus.* Enfin ils assuroient le roi qu'il devoit tout se promettre de la reconnoissance & de la fidélité des Bretons, s'il vouloit leur acorder, ainsi qu'à leur prince, un généreux pardon, & garder l'honneur, état & héritage du duc & de la province de Bretagne. Il paroît que le roi, qui depuis le commencement de ce différend, avoit fait de sérieuses réflexions sur la difficulté de son entreprise, & sur sa précipitation, ne desiroit qu'une voie honorable de la terminer. Il reçut les députés des Etats avec bienveillance : il répondit que pour le bien de la paix, il étoit disposé à recevoir en grace Montfort & ses sujets, & à leur acorder l'oubli du passé, malgré les fautes qu'ils avoient commises : que le duc avoit remis la décision de ses intérêts au comte de Flandre, & que de son côté il vouloit bien s'en rapporter à ce qui seroit réglé par ce prince.

Quoique les dispositions respectives semblaissent présager un accommodement prochain, Clisson n'en continuoit pas moins la guerre ; il venoit de s'emparer de la ville de Dinan où il s'étoit fortifié. Le duc de son côté, qui ne vouloit pas que sa destinée dépendît entièrement du zèle inconstant de ses sujets, & de la clémence du roi, songeoit à s'appuyer d'un

AN. 1379.

Ibid.
Chamb. des
comp. de Nan-
arm. T. Layet-
te E. n. 19.

Montforten-
voie des dé-
putés à Lon-
dres.
Ibid.

AN. 1379.

*Rymer. act.
publ. tom. 2,
part. 3, p. 93.*

secours qui pût le mettre en état de n'accepter que les conditions auxquelles il voudroit bien se soumettre. Le seigneur de Beaumanoir, Eustache de la Houffaye, Etienne de Guyon, Mathieu Ragueneau, Jean Valori, Jean de la Chapelle, & Richard Clerk ses ambassadeurs, passèrent en Angleterre, pour engager la régence de ce royaume à lui fournir des forces plus nombreuses, & à l'aider plus efficacement qu'on n'avoit fait jusqu'alors. Les ambassadeurs Bretons ne manquèrent pas de faire valoir à la cour de Londres l'attachement du duc, & de représenter le besoin pressant qu'il avoit d'être assisté puissamment. Le conseil de Richard n'avoit à opposer à cette nécessité, que l'état d'épuisement où se trouvoit alors l'Angleterre. Rien peut-être n'est plus capable de faire sentir les inconvénients auxquels un empire est exposé par l'ambitieuse manie d'étendre ses conquêtes & les limites de sa domination. Croiroit-on qu'après le glorieux règne d'Edouard III, son successeur se trouva presque hors d'état de secourir ses alliés, & qu'on fut obligé de recourir à des expédients qui découvroient toute la foiblesse d'une administration imprudente? On conclut un nouveau traité avec les envoyés du duc. Cette ligue offensive & défensive envers & contre tous, spécialement contre le roi de France, ne contenoit qu'une répétition de ce qui avoit été réglé dans vingt confédérations précédentes. On promit de faire partir incessamment une armée composée de trois mille hommes d'armes, & d'un pareil nombre d'archers. Thomas de Wodestok, comte de Bukingham, oncle du jeune roi, fut nommé pour commander ces troupes.

Etat de la
cour de Lon-
dres.

L'exécution des promesses de la cour de Londres ne put être accompagnée de cette célérité qui prépare & garantit le succès des entreprises. Les Anglois manquoient d'argent pour payer l'armée, ce qui en retarda la levée, & de vaisseaux pour la transporter en Bretagne. Les Anglois étoient bien éloignés alors de cette supériorité qu'ils ont affectée dans d'autres temps : nos forces navales ne leur permettoient pas de nous disputer l'empire de la mer. Le petit nombre de bâtimens dont ils pouvoient disposer, n'étant pas suffisant au passage d'une armée considérable, il fut résolu que le trajet

des troupes se feroit à diverses reprises ; & dans le deſſein de l'accélérer autant qu'il ſeroit poſſible , on choiſit pour ces embarquemens réitérés, les ports de Sandwich & de Douvres, ſéparés de Calais par l'endroit le moins large de la Manche. La ſeule foibleſſe de la marine Angloiſe , pouvoit déterminer à prendre ce parti, puisqu'outre les inconvéniens du retard , on expoſoit les forces deſtinées pour la Bretagne , au danger preſque infaillible d'une diminution conſidérable avant que d'y ariver ; diminution que les Anglois avoient conſtamment éprouvée toutes les fois qu'ils avoient entrepris de traverser l'intérieur des provinces de France. Ce premier obſtacle ainſi levé , il fut queſtion d'aſſembler des troupes , & d'assigner un fond pour le paiement : il falut engager une partie des revenus du roi , & donner outre cela les bijoux de la couronne. L'obligation de recourir à de pareils expédients étoit un indice ſenſible de la mauvaiſe adminiſtration & du déſordre des finances ſous la minorité de Richard ; déſordre trop négligé , quoiqu'il ſoit le principe deſtructeur de tout gouvernement , & qui préparoit déjà les révolutions qui devoient bientôt agiter l'Angleterre.

Tandis qu'on formoit ces préparatifs en Angleterre , les cours de Paris & de Londres eſſayoient réciproquement de ſ'éblouir par des ofres & des négociations. L'évêque de Baïeux , Enguerrand de Coucy , la Riviere & Arnaud de Corbie furent nommés par le roi , pour ſ'aboucher vers les frontières de Picardie avec les plénipotentiaires de Richard : mais Charles ayant été inſtruit de la réſolution priſe dans le Conſeil Anglois , & du nouveau traité conclu avec Montfort contre la France , ne jugea pas à propos d'envoyer ſes députés à une conférence infructueuſe. L'Angleterre ne manqua pas de ſ'élever contre cete prétendue mauvaiſe foi ; car dans toutes les affaires publiques , il eſt aſſez ordinaire d'entendre celui qui a le plus de tort , crier à l'infidélité contre ſon adverſaire : impoſture uſée que la politique devoit dédaigner , puisque perſonne n'en eſt la dupe. Le gouvernement d'Angleterre ſe plaignit dans un manifeſte , d'avoir été joué par les François , & de ſe voir dans la néceſſité de recommencer la guerre plus vivement que jamais ; & cete

AN. 1379.

*Rymer. aſſ.
publ. tom. 3,
part. 3. p. 100.*

Ibid. p. 98.

Ibid. p. 102.

AN. 1379.

proclamation est postérieure aux mesures prises pour attaquer la France , & à l'engagement formel d'en accomplir l'exécution.

Le secours
promis par
l'Angleterre ,
indispose les
villes de Bre-
tagne.

*Hist. de Bre-
tagne.*

*Argentré.
Lobineau.*

Le duc de Bretagne assuré désormais d'être puissamment assisté par l'Angleterre , n'étoit pas sans inquiétude : il s'agissoit de faire agréer ce secours au peuple & à la noblesse de Bretagne ; moins disposés que jamais à voir leur prince entretenir une correspondance trop intime avec une nation qu'ils ne pouvoient s'empêcher de regarder comme ennemie. Le roi informé de l'aliance que le duc venoit de renouveler , & des préparatifs de la cour de Londres , profita de cete découverte , pour détacher les principales villes du parti de Montfort. La ville de Nantes fut une des premières à seconder les intentions du monarque. Jean de Bueil sçut ménager avec tant d'adresse , l'esprit des habitants , qu'ils jurèrent de ne jamais favoriser les ennemis de la France , & se soumirent volontairement à payer une amende de deux cent mille florins en cas qu'ils violassent leur serment. A cete premiere sûreté , Charles ne crut pas inutile de joindre la terreur des armes spirituelles : il écrivit aux Bretons pour les avertir que s'ils ouvroient leurs portes aux Anglois , ils s'exposeroient à la rigueur des excommunications fulminées par le pape Urbain V , contre les compagnies & ceux qui les favorisoient. Ces lettres produisirent tout l'effet qu'on en espiéroit. Les Nantois assurèrent qu'ils n'accorderoient l'entrée de leur ville qu'aux troupes Françoises , en cas qu'ils fussent attaqués par les Anglois. Quelques autres villes & plusieurs seigneurs excités par les intrigues de la cour de France , commençoient à partager ces dispositions secretes , tandis que le duc assuré de voir incessamment ariver l'armée Angloise , se tenoit tranquille à Vannes , sans avoir le moindre soupçon du changement qui se préparoit.

Descente des
Anglois à Calais.

*Froissard.
Lobineau.*

*Argentré.
Grande Chr.
Chron. MS.
&c.*

Cependant l'armée destinée pour la Bretagne s'étant rassemblée dans les environs des ports de Douvres & de Sandwich , passa successivement à Calais , où se rendit le duc de Bukingham qui devoit la commander. On étoit alors à la fin du mois de Juillet. Les principaux chevaliers des troupes Angloises , avant que de commencer les opérations de la

campagne, s'obligerent entre eux, par les serments qu'ils étoient en usage de faire lorsqu'ils entroient en France. Ces serments consistoient à se promettre un secret inviolable sur le plan de leur marche & de leurs entreprises, & à ne conclure jamais de traité particulier avec les ennemis, sans l'aveu du roi. On ne raporte cete circonstance que parce que le dernier de ces serments sembleroit donner à entendre que ces capitaines, indépendants de droit, pouvoient contracter particulièrement avec leurs adversaires; liberté à laquelle ils renonçoient lorsqu'il s'agissoit d'une expédition en France.

AN. 1379.

Sur le bruit de la marche des Anglois, *Saintpy & Beauvilliers*, gouverneurs d'Ardres & de Boulogne, rassemblerent à la hâte environ deux cents lances : ils furent joints par les commandants de quelques autres petites places. Ce corps, quoique peu nombreux, fatiguoit déjà l'ennemi dès les premiers pas, en empêchant les fourageurs de s'écarter. Le roi en même temps envoya ordre au seigneur de Coucy, de former un corps de troupes pour couvrir & fortifier les places de la Picardie & du Vermandois. Le comte de Buckingham prit sa route par les frontieres du Boulenois, s'arêta un demi jour à considérer les fortifications de Saint-Omer, sans oser l'ataquer non plus que Théroienne, entra ensuite dans l'Artois, marcha en ordre de bataille à la vue des remparts d'Arras, où déjà le brave Enguerrand de Coucy étoit acouru à la tête d'une partie de la noblesse des environs. Les François brûloient du desir de combattre, & le seigneur de Coucy disoit en parlant des ennemis : *Il est aparent qu'ils demandent bataille, ce qu'ils auront, si le roi notre sire nous veut croire, avant qu'ils aient acompli leur voyage* : mais Charles fidele à ses maximes, avoit résolu d'observer toujours la même conduite. Il en avoit fait une expérience trop avantageuse dans les incursions précédentes, pour la démentir par une précipitation dangereuse. Il réitéra les ordres précis de n'engager aucune action décisive.

Marche de l'armée Angloise.

Coucy voyant que les ennemis prenoient la route de la Picardie, jeta des troupes dans Péronne & dans Bray-sur-Somme, pour garder les passages de la riviere de ce nom :

AN. 1379.

Idem. Ibid.

lui-même il s'avança vers Saint-Quentin, dans la vue de couvrir le Vermandois. Les Anglois passerent la riviere à Clery-sur-Somme, traverserent le Vermandois, le Laonnois & le Soissonnois; & ayant franchi la riviere d'Aisne, entrerent en Champagne, & se répandirent aux environs de Reims. Dans ces temps malheureux, les funestes loix de la guerre ne respectoient que les droits établis entre des brigands couverts de fer. Le passage d'une armée étoit le plus redoutable fléau; les habitants des campagnes éperdus & fuyant vers les villes avec leurs femmes & leurs enfants, chargés de ce qu'ils pouvoient ravir à la fureur du soldat, voyoient en pleurant leurs moissons arachées; & la fumée s'élever des toits de leurs habitations que les flammes dévoroient. La dévastation, le carnage, l'incendie indiquoient par-tout les traces d'une soldatesque avide & cruele, qui sembloit triompher des outrages dont elle acabloit l'humanité gémissante. Pendant le court espace d'une semaine, les Anglois brûlerent jusqu'au sol, soixante vilages dans les environs de Reims. Les habitants de cete ville sauverent une partie des moissons qui étoient encore sur pied, en fournissant des vivres aux ennemis: ils décamperent, & ayant refait le pont de Condé-sur-Marne, qu'on avoit détruit, ils vinrent sacager & brûler la ville de Vertus qui se trouva dans l'impuissance de se racheter. Ils continuerent leur marche, passerent à gué la Seine, & se présenterent devant Troies, où le duc de Bourgogne les atendoit acompagné de deux mille chevaliers, dans l'intention de leur livrer bataille. Le prince avoit envoyé le seigneur de la Trémoille au roi, pour obtenir la permission de combattre. Ce seigneur n'étoit pas encore de retour lorsque les ennemis parurent.

Les Anglois
arivent de-
vant Troies.
Ibid.

Le comte de
Bukingham
envoie défier
les princes.
Ibid.

Le comte de Bukingham fit ranger son armée en bataille, & envoya défier le duc par deux hérauts d'armes, apelés *Chandos & Aquitaine*. *Vous irez à Troies*, leur dit-il, *& parlerez aux seigneurs, & leur direz que nous sommes issus d'Angleterre pour faire faits d'armes, & là où nous les cuidons trouver, nous les demandons; & pour ce que nous sçavons qu'une partie de la fleur de lys & de la chevalerie de France repose là dedans, nous sommes venus ce chemin; & s'ils veulent rien dire,*
ils

ils nous trouveront sur les champs en la forme & maniere que vous nous laissez & qu'on doit trouver ses ennemis. Les deux hérauts chargés de faire cete déclaration de la part du général Anglois, ainsi que de celle des principaux seigneurs qui avoient assisté au conseil de guerre, se rendirent aux portes de Troies dans le moment qu'une partie des troupes défiloit pour aler se poster dans un fort de bois, construit à la hâte, à peu de distance des remparts. Il y eut une escarmouche assez vive; & les François voyant qu'il n'étoit pas possible de défendre une si foible citadele, se retirerent dans la ville. Pendant cete action le duc de Bourgogne, armé de toutes pieces, tenant une hache d'armes en sa main, étoit hors des murs, passant les troupes en revue à mesure qu'elles sortoient ou rentroient. Cete confusion empêcha les hérauts de s'aquiter de leur commission. On ne pouvoit pas d'ailleurs accepter le combat, sans avoir reçu de nouveaux ordres du roi. On les renvoya le lendemain sans leur donner de réponse décisive & par écrit, suivant l'usage, ainsi qu'ils le demanderent. On pressa même leur départ, dans l'appréhension que les habitants animés contre les Anglois, ne violassent le droit des gens, en faisant périr des messagers, dont le ministère étoit réputé sacré par les loix de la guerre. Comme jusqu'à présent l'histoire ne nous a pas fourni de circonstance où l'emploi des hérauts d'armes fût marqué d'une maniere si précise, nous espérons que le lecteur ne nous sçaura pas mauvais gré de rapporter ici l'origine & les fonctions de ces officiers: cete digression, d'ailleurs, suspendra pour quelque temps le récit malheureusement trop uniforme des opérations militaires.

L'institution des hérauts & rois d'armes, est aussi ancienne que la monarchie. L'emploi de ces ministres d'un prince & d'un peuple guerrier, répond à ce qu'étoient chez les Romains *les féciaux & les peres patrati*. Ils étoient distingués en trois classes, *chevaucheurs, poursuivants, & hérauts d'armes*, soumis au commandement d'un chef nommé *roi d'armes*. Ceux qui se destinoient à cet état ne parvenoient aux différents degrés de l'ordre, que successivement & après un certain nombre d'années de service dans les cours & dans

Rois, hérauts-d'armes, poursuivants, chevaucheurs.

AN. 1380.

Réception
du pour-
sui-
vant d'armes.

les armées. Les chevaucheurs commençoient à se former aux exercices de leur profession, par les fonctions les plus pénibles, quoique les moins importantes. Il falloit qu'ils fussent toujours prêts pour accomplir les commissions dont il plaisoit à leur seigneur de les charger. Lorsqu'il commandoit l'armée, ils l'environnoient pour recevoir ses ordres & les porter aux troupes : si ces ordres étoient trop compliqués & plus intéressants, c'étoit alors l'affaire des poursuivants d'armes. Ces officiers servoient d'aides-de-camp aux généraux. Lorsqu'un chevaucheur étoit admis à l'état de poursuivant, il falloit qu'un héraut le présentât au seigneur, en lui demandant quel nom il vouloit lui donner. Après que le seigneur lui avoit imposé un nom, le héraut qui tenoit le récipiendaire de la main gauche, l'apeloit par son nouveau nom, & lui versoit sur la tête une coupe remplie de vin & d'eau qu'il tenoit de l'autre main. Cete asperision faite, il prenoit la tunique du seigneur, qu'il passoit au cou du poursuivant, & par une bizarrerie assez singulière, il observoit que la tunique fût placée de travers, en sorte que les deux manches tombassent l'une sur la poitrine, & l'autre entre les deux épaules. Le poursuivant devoit toujours porter ainsi cete sorte d'habillement, jusqu'à ce qu'il fût parvenu au grade de héraut. Ces officiers portoient toujours sur eux l'écusson des armes de leur seigneur : à la différence des simples coureurs qui l'atachoient à leur ceinture, les chevaucheurs le portoient sur le bras droit; les poursuivants sur le bras gauche, & les hérauts sur la poitrine. On ne parvenoit à ce dernier grade, qu'après avoir exercé sept années celui de poursuivant.

Réception
des hérauts-
d'armes.

L'usage étoit de recevoir les hérauts, soit à la guerre dans un jour d'action, soit aux couronnements des rois & des reines, soit dans la solennité d'un tournois. Le prince après avoir fait publiquement l'éloge de la fidélité, de la diligence, de l'honêteté & de la discrétion de son poursuivant, déclaroit qu'il l'agrégeoit au nombre de ses hérauts. Le plus ancien des hérauts lui dictoit alors le serment qu'il répétoit après lui. Ce grade ennoblissoit le récipiendaire; son seigneur lui donnoit ordinairement une terre ou un fief, &

désignoit les armes ou le blason qui devoient lui être propres dans la suite ainsi qu'à sa postérité. En recevant ce grade, le nouveau reçu changeoit encore de nom, & il prenoit le plus souvent celui de quelque province ou du seigneur même. L'emploi des hérauts d'armes consistoit principalement à représenter la personne du prince dans les différentes négociations dont ils étoient chargés; traités de mariages entre les grands, propositions de paix, défis de bataille. C'est pour cete raison qu'ils étoient revêtus des mêmes habits que les seigneurs auxquels ils étoient atachés; & la considération dont ils jouissoient, étoit proportionnée à la qualité du prince dont ils étoient officiers. Ils assistoient généralement à toutes les actions militaires, aux combats en champ clos, aux tournois, aux mariages, aux couronnements des rois, aux fêtes publiques, & généralement à toutes les solennités où nos aïeux mêloient toujours un appareil guerrier.

AN. 1380.

Ces divers officiers, chevaucheurs, poursuivants, & hérauts, étoient subordonnés aux rois d'armes, dont on ne peut mieux faire connoître les prérogatives & l'emploi, qu'en rapportant le précis de ce qui se pratiquoit à la réception du premier des rois d'armes: c'étoit celui qui avoit l'honneur de représenter le roi de France: on le nommoit *Monjoye*. Le jour choisi pour cete cérémonie, qui étoit ordinairement celui de quelque fête solennele, le récipiendaire se rendoit au palais où le roi étoit pour lors: les valets de chambre du prince l'atendoient dans l'apartement qui lui étoit destiné: on le revêtoit des habits royaux comme la personne du roi même. Lorsque le monarque étoit près de se rendre à l'église ou à la chapele de son palais pour entendre la messe, le connétable de France, ou à son défaut les maréchaux, conduisoient l'élu précédé des hérauts & rois d'armes des différentes provinces, qui pour lors se trouvoient à la cour: ils le plaçoient vis-à-vis le grand autel, sur une chaire couverte d'un tapis de velours, au-dessous de l'oratoire du roi, à l'aspect duquel il se levoit de sa chaire, & se mettant à genoux devant lui, prononçoit le serment que le connétable ou le premier maréchal lui dictoit. Après le serment le connétable lui ôtoit le manteau

Réception du
roi d'armes
nommé *Mont-
joye*.

AN. 1380.

royal, prenoit une épée des mains d'un chevalier, la présentait au roi qui s'en servoit pour conférer l'ordre de chevalerie au récipiendaire, s'il n'étoit pas chevalier. Le connétable prenoit ensuite la cote d'armes portée par un autre chevalier, au bout d'une lance; il la donnoit au prince qui en revêtoit lui-même l'élu, en lui disant : *Messire tel par cete cote & blazon couronné de nos armes, nous t'établissons perpétuellement en l'office de roi d'armes.* En lui posant sur la tête la couronne, qui lui étoit présentée avec la même cérémonie, il prononçoit ces paroles : *Notre roi d'armes, par cete couronne nous te nommons par nom Montjoye, qui est notre roi d'armes, au nom de Dieu, de Notre-Dame sa benoîte mere, & de monseigneur S. Denis notre patron.* Les hérauts & poursuivants répétoient alors par trois fois : *Montjoye S. Denis.* Le roi rentroit dans son oratoire, le roi d'armes se plaçoit sur sa chaire, où il demeurait assis pendant tout le service divin; tandis que des rois & hérauts d'armes tenoient le manteau royal étendu contre le mur derrière lui. Le roi d'armes, après l'office, suivait le roi au palais, où les tables étoient dressées pour le festin; il prenoit place au haut bout de la seconde table, & pendant le repas il étoit servi par deux écuyers, & avoit une coupe dorée. Quelquefois, mais rarement, le roi d'armes étoit admis à la table du roi, lorsqu'il étoit de naissance à prétendre un pareil honneur. Il ne s'en trouve que deux exemples dans notre histoire; le premier est celui de Robert Dorfin, sous Dagobert; & le second, de François de Rouffy, roi d'armes sous Philippe-Auguste. A la fin du repas le roi se faisoit apporter la coupe dorée qui avoit servi à messire Montjoye, & mettoit en or ou en argent la somme dont il vouloit le gratifier. On prenoit ensuite les épices & le vin du congé, & le roi d'armes avant que de se retirer, présentait au monarque celui des hérauts qu'il choisissoit pour son *Maréchal d'armes.* *Montjoye* paré de la cote d'armes & la couronne en tête, se rendoit à son hôtel, toujours escorté du connétable ou des maréchaux, & des hérauts & poursuivants. Un des valets de chambre du roi l'atendoit dans son appartement, & lui présentait de la part du prince une couronne & un habillement complet de chevalier.

Ces officiers, & le roi d'armes sur-tout, jouissoient de privilèges & d'exemptions sans nombre ; leurs personnes étoient sacrées : également employés pendant la paix & pendant la guerre, amis & ennemis avoient pour eux le même respect. La plupart des commissions où il falloit représenter le souverain ou la nation, leur étoient confiées. Ils s'obligeoient, entre autres choses, par serment, à procurer en toute occasion, & à conserver l'honneur des dames & demoiselles : *si vous entendez blâmer quelqu'une*, étoit-il dit dans leurs statuts, *vous honêtement les reprendrez*. Ils devoient un secret inviolable à tout le monde ; enforte qu'ils n'excitoient la défiance d'aucun parti : il ne leur étoit pas même permis de révéler les entreprises secrètes des adversaires de leur seigneur, lorsqu'une fois on les avoit confiées à leur discrétion. Ils furent soumis à l'inspection du grand écuyer de France, lorsque cete charge fut instituée. Ce fut sous le regne de Charles VI qu'elle commença à être connue. Le premier titulaire fut Jean Goyon de la maison de Matignon, auquel succéda le fameux Poton de Xaintrailles.

AN. 1380.

Privilèges & fonctions des rois & hérauts-d'armes.

Du Tillet;
Recueil des
rois de France,
p. 420.

Hist. généalogique, t. 1, p. 1002.

Argenté.

Une des plus importantes fonctions des rois & des hérauts d'armes intéressoit particulièrement la noblesse du royaume. Les hérauts dresseoient dans chaque province un état des seigneurs & gentilshommes de leur département. Ces états contenoient les noms, surnoms, blasons, timbres & noblesse des fiefs. Tous les trois ans les rois d'armes des provinces s'assembloient, & remettoient au roi d'armes *Monjoye* leurs états particuliers, dont il composoit un nobiliaire général. Par ce moyen le souverain pouvoit en tout temps être instruit exactement du nombre des gentilshommes, de leurs revenus ; en un mot, de la situation actuelle de sa noblesse. Il est assez étonnant qu'une pratique si utile, & si redoutable aux usurpateurs du titre de noble, soit abolie, & qu'on n'en retrouve de vestiges que dans des siècles où régnoient encore le désordre & l'ignorance.

Leur inspection sur la noblesse.

C'étoit par le moyen de ces officiers d'armes répandus dans toutes les parties du royaume, qu'on pouvoit connoître les forces que chaque province étoit en état d'opposer à l'ennemi. On les rassembloit avec facilité : ce secours présent

AN. 1380.

dans toutes les parties du royaume que les Anglois parcouroient, servoit à réprimer leurs fréquentes invasions, en les harcelant sans cesse; & l'on trouvoit le secret de les détruire presque sans les combattre: conduite sage dont le roi ne s'écarta jamais pendant tout le cours de son regne; car dans le temps que l'armée du comte de Buckingham ravageoit les environs de Troies, il envoya des ordres précis au duc de Bourgogne impatient de combattre, d'éviter absolument une bataille générale.

Les Anglois
s'avancent
vers la Bre-
tagne.

Les Anglois voyant qu'ils ne pouvoient engager les François à tenter l'événement d'un combat décisif, furent contraints, par le défaut de vivres & de fourages, de décamper & de poursuivre leur route. Lorsqu'ils eurent passé la rivière d'Yone, ils traversèrent rapidement le Gatinois, la Beauce, dans l'intention de gagner la Bretagne, par le Maine. Ils furent toujours poursuivis dans leur marche par les ducs de Bourgogne & de Bourbon, dont les troupes grossissoient à tous moments. Déjà l'armée Française composée de six mille hommes d'armes, se trouvoit au moins égale en force à celle des ennemis. Tous ne respiroient qu'après la bataille, & l'on dépêchoit couriers sur couriers au roi, pour obtenir permission de la livrer. A toutes les demandes qu'on adressoit au monarque à ce sujet, il ne répondoit autre chose que ces paroles : *Laissez les Anglois faire leur chemin, ils se dégasteront par eux-mêmes.* Tant de modération irritoit encore l'impatience naturelle des François; & tous d'un commun accord étoient dans la ferme résolution de combattre les ennemis avant qu'ils eussent passé la rivière de Sarre, qui sépare les provinces d'Anjou & du Maine, lorsque les nouvelles de la maladie du roi, vinrent occuper les chefs de l'armée de soins plus intéressants pour leur ambition.

Maladie du
roi.

Charles d'une complexion extrêmement délicate, ne s'étoit conservé jusqu'alors, que par le régime d'une vie sôbre & réglée. Ce prince si cher à la nation, restaurateur de l'Etat, l'objet de l'amour des peuples, le modèle des souverains, touchoit à la fin d'une carrière trop courte pour le bonheur de la France. Empoisonné dans sa jeunesse par le roi de Navarre, il n'avoit résisté que par une espèce de prodige, à

l'activité d'un venin dont la violence l'avoit d'abord réduit à l'extrémité. Il avoit été pour lors si dangereusement malade, que les cheveux & les ongles lui étoient tombés, & qu'on avoit longtemps desespéré de sa vie. L'empereur Charles IV, son oncle, informé de son état, lui envoya son médecin, qui passoit pour le plus habile homme de l'Europe, & qui justifia sa réputation dans cete cure : il sauva le prince, & le rétablit, ne lui laissant d'autre incommodité qu'une fistule au bras droit, laquelle servoit d'issue à la malignité des humeurs. Il lui prescrivit en partant un régime conforme à son tempérament, en l'avertissant de ne jamais songer à fermer cete fistule : *suôt, lui dit-il, que cete petite fistule laissera le couler, & séchera, vous mourrez sans point de remede ; mais vous aurez quinze jours ou plus, pour vous adviser & penser de l'ame.* Le roi, dit Froissard, porta cete fistule pendant vingt-deux années. Suivant cete opinion, il faut que le détestable Navarrois ait commis cet affreux paricide précisément dans le temps de sa réconciliation avec le dauphin, duc de Normandie, en 1358, lorsque ce prince prit la qualité de régent. Quoi qu'il en soit, (car cet attentat attesté par plusieurs écrivains contemporains, n'est point démontré par les pieces du procès criminel intenté contre le roi de Navarre,) la France touchoit au terme de sa gloire & de ses prospérités : elle aloit perdre son roi.

AN. 1380.

Charles sentit les avant-coureurs de sa fin, avec la résignation d'un chrétien & le courage d'un héros : il avoit assez vécu pour sa gloire, trop peu pour le bonheur de l'Etat. Il prévint tous les dangers de l'avenir qu'il laissoit après lui : le sort de sa famille, celui de ses sujets l'ocupoient également. Il adora les décrets de la Providence, supérieurs à tous les projets de la sagesse humaine : il ne négligea pas cependant les précautions qu'il crut nécessaires, laissant à l'Arbitre des rois le soin d'ordonner des événements.

Demieres
dispositions
du roi.

La jeunesse de son fils livroit les rênes de l'Etat à des mains étrangères : il s'agissoit de régler la forme de l'administration pendant une minorité que la jalousie du gouvernement pouvoit rendre orageuse. Auquel des trois princes ses freres confier le dépôt dangereux de la régence ? Il

AN. 1380.

connoissoit la générosité du duc de Bourgogne ; mais il redoutoit son ambition : le duc de Berry , dissipateur , inconfidéré , paroissoit peu propre à remplir les soins qu'exige la conduite d'un Etat. Le duc d'Anjou à qui la régence , comme aîné , sembloit appartenir de droit , que même il avoit désigné dans d'autres temps , étoit encore à ses yeux plus suspect que les deux autres. Le caractère dur de ce prince , son extrême avidité pour l'argent , la soif du commandement qui le dévorait , donnoient au roi les plus vives alarmes. Il n'ignoroit pas que le duc avoit formé un projet qui ne pouvoit s'accorder avec l'intérêt & la tranquillité de l'Etat. Jeanne , reine de Naples , venoit depuis deux mois de l'adopter pour son successeur. C'étoit une suite de ce malheureux schisme qui déchiroit l'église & scandalisoit la chrétienté. Urbain VI , irrité de ce que la reine s'étoit soustraite à son obéissance , l'avoit déclarée schismatique , hérétique , criminelle de lèse-majesté ; & pour la punir de ses attentats , il l'avoit déposée , confisqué ses Etats , & suivant l'usage , excommuniée. Après avoir fulminé cete sentence , il apela au trône de Naples , Charles de Duras , surnommé *de la Paix*. Jeanne qui n'avoit point d'enfants de tant de mariages infortunés , crut conjurer l'orage en s'assurant du secours d'un prince puissant : elle choisit pour cet effet le duc d'Anjou , à la persuasion du pape Clément , qui confirma cete adoption peu de temps avant que le roi tombât malade. Le duc ébloui de l'éclat d'un trône , sans songer aux obstacles , avoit accepté , malgré le sentiment de son frere , qui prévoyoit sagement qu'une pareille entreprise ne pouvoit qu'être onéreuse à la France. Lui confier la régence dans une pareille circonstance , c'étoit remettre entre ses mains les trésors & les forces du royaume , pour l'aider à satisfaire ses ambitieux desirs. Cete raison déterminâ le roi à préférer les ducs de Bourgogne & de Berry , & s'il n'étoit pas possible d'exclure entièrement le duc d'Anjou , à limiter du-moins son autorité par le contre-poids de celle qu'on accorderoit à ses freres. Lorsque Charles s'aperçut par la suppression de cete fistule qu'il portoit au bras , que sa mort étoit prochaine , il manda ses deux freres de Berry & de Bourgogne , & le duc de Bourbon ,

Bourbon, frere de la feue reine son épouse. Le monarque mettoit sur-tout sa confiance dans la vertu de ce dernier. C'étoit Louis II, duc de Bourbon, le prince le plus estimable de son temps. Tandis qu'on apeloit ses freres à la cour, le duc d'Anjou reçut l'ordre de ne pas quitter son apanage, sous prétexte de veiller à la sûreté de cete province dont les Anglois s'aprochoient.

AN. 1380.

Autant qu'on le peut conjecturer par la conduite du roi pendant sa derniere maladie, son dessein n'étoit pas de laisser le gouvernement de l'Etat à la discrétion du duc d'Anjou; mais il prévint qu'il seroit difficile de le priver de la régence, qui sembloit lui appartenir de droit, comme au premier prince du sang. Il y a même toute aparence que le monarque ne crut pas l'exclusion possible, puisqu'il ne songea pas à révoquer les lettres-patentes du mois d'Octobre 1374, par lesquelles, en cas qu'il mourût avant la majorité de son fils, il nommoit régent du royaume le duc d'Anjou, qui même prêta serment en cete qualité. C'est donc une erreur de la part de quelques historiens, qui ont avancé que ces lettres furent supprimées. Nul vestige dans les dépôts publics, qui annonce cete suppression; ce qui est une preuve presque certaine, quoique tacite, qu'elle ne fut point faite. Charles, avant que de mourir, ne changea rien aux dispositions qu'il avoit réglées lorsqu'il donna l'édit pour la majorité des rois. Tout ce qu'on peut présumer qu'il ait ajouté à ces dispositions, regarde la tutele & non la régence: cete distinction a été précédemment observée. Il avoit chargé de la tutele & du gouvernement des finances, la reine assistée des ducs de Bourgogne & de Bourbon. Cete princesse n'étoit plus: il est assez vraisemblable que le duc de Berry fut associé verbalement aux deux princes, pour partager les fonctions de tuteurs. Ces fonctions diminueient considérablement l'autorité du régent, puisqu'outre la personne du roi, elles embrassoient l'administration des finances; & le roi, sans doute, n'avoit mandé ses deux freres, & le duc de Bourbon, qu'afin qu'ils se trouvassent en possession au moment de son décès, du pouvoir qu'il leur confioit, & que le duc d'Anjou n'y pût oposer aucun obstacle. *Mes beaux freres*, leur dit-il,

Idem, ibid.

*Trésor des
chart. Layette
reg. n°. 7.
Recueil des
ordonnances,
tom. 6.*

Tome VI.

G

AN. 1380.

par ordonnance de nature, je sens bien que je ne puis longuement vivre ; je vous recommande & charge mon fils Charles, & en usez ainsi comme bons oncles doivent user de leur neveu, & vous en aquitez loyaument : conseillez-le en toutes ses affaires ; toute ma fiance gît en vous : l'enfant est jeune & de légier esprit.

Le monarque qui connoissoit la fougue du tempérament de ce jeune prince, sembloit dès-lors prévoir les dangers auxquels la foiblesse & l'inégalité qui se remarquoient dans son caractère, pouvoient un jour exposer l'Etat. Il recommanda aux ducs de le faire couronner incessamment, de songer à ménager pour lui quelque grande aliance, en le mariant avec une princesse d'Allemagne, & cela dans la vue de balancer le crédit que l'Angleterre cherchoit à se donner, en procurant au jeune Richard un semblable mariage. La cour de Londres effectivement négocioit alors l'union du roi avec Catherine, fille de l'empereur Louis de Baviere. Cete aliance n'eut pas lieu ; mais l'année suivante, ce prince épousa la princesse Anne, sœur de l'empereur Vinceclas. Charles exhorta de plus ses freres à terminer l'affaire de Bretagne le plus avantageusement qu'il seroit possible, ainsi qu'à ne rien négliger pour ramener l'esprit des Bretons, qu'il reconnut l'avoir servi utilement pendant le cours de ses guerres. Il les chargea d'abolir les impositions ; & pour accélérer l'accomplissement d'un si louable dessein, il fit dresser l'édit de cete suppression, qui fut signée le jour même qu'il mourut. Ce fut ainsi que ce monarque s'occupa jusqu'aux portes du tombeau, de la félicité de l'Etat & du soulagement des peuples.

Mort du roi.

Quelque précis que fussent les ordres donnés pour tenir le duc d'Anjou éloigné de la cour, ce prince ne se crut obligé d'y déférer qu'autant que la maladie du roi laisseroit encore quelque espérance de retour. Il n'ignoroit pas ce qui se tramoit contre ses intérêts : il avoit des partisans secrets jusque dans le conseil d'Etat, où l'attente prochaine d'un nouveau gouvernement commençoit à jeter des semences de divisions. Des messagers chargés de lui porter des nouvelles de la situation des affaires & de la santé du prince, couroient sans cesse entre Paris & Angers où il résidoit pour lors. Informé que le

*Rym. att.
publ. tom. 3,
p. 101.*

*Ibid. p. 110.
& suiv.*

*Chambr. des
Compt. Mém.
E.
Recueil des
ordonnances.*

monarque avoit à peine quelques jours à vivre, il partit avec précipitation, & arriva presqu'au moment qu'il rendoit les derniers sours. Ce fut le 16 Septembre à midi, que la France perdit un souverain qui ne s'estimoit heureux que par le pouvoir de faire la félicité publique. *Je ne trouve les rois heureux*, disoit-il à un courtisan qui lui vanioit le bonheur de la puissance suprême, *qu'en ce qu'ils ont le pouvoir de faire du bien*. Sentiment digne du meilleur & du plus grand des princes, & qui fut l'ame de toutes ses actions. Charles mourut au château de Beauté sur Marne, âgé de quarante-quatre ans, dans la dix-septième année de son regne. Il mérita le surnom de *Sage*, auquel la voix publique ajouta ceux de *Riche* & d'*Heureux* : son bonheur fut le fruit de sa sagesse. Il conserva jusqu'au dernier moment de sa vie la tranquillité d'un cœur droit, & la confiance d'une ame chrétienne, pénétrée des sublimes vérités de la religion. Il fut généralement regretté de ses sujets, & les regrets loin de s'effacer, s'accrurent par les calamités des temps qui succéderent au petit nombre d'années qu'il régna : les peuples n'eurent que trop souvent lieu d'en faire une longue & douloureuse comparaison. Malgré les guerres presque continuelles qu'il eut à soutenir, il trouva des ressources infinies dans son économie. La nation supporta sans murmurer le poids des impositions, persuadée de l'utilité de l'emploi. S'il n'y a point d'exagération dans le récit des écrivains de ce siècle, il se trouva dix-sept millions dans l'épargne ; ce qui reviendrait à plus de cent soixante & dix millions de notre monnoie. On est étonné que ce roi ait pu accumuler cet immense trésor pendant le court espace qu'il gouverna, & cela sans avoir recours à ces mutations de monnoies si fréquentes sous ses prédécesseurs ; car l'argent fixé à cent sous le marc au commencement de son regne, n'éprouva de variation que sous le regne suivant. Ces richesses sembleroient faire soupçonner ce monarque d'une précaution excessive, & qui dut être onéreuse au peuple ; mais cete idée s'effacera si l'on se transporte dans ces temps difficiles, & si l'on se rapelle la situation déplorable où il trouva le royaume, & les contradictions sans nombre qu'il essuya pour se procurer des ressources

AN. 1380.
 Enfants du
 roi. Ses obsèques.
*Grande Chr.
 Chron. MS.*

assurées, & toujours prêtes à subvenir aux besoins de l'Etat.

Charles laissa trois enfants de son unique mariage avec Jeanne de Bourbon; Charles, dauphin, qui lui succéda; Louis duc d'Orléans; & Catherine de France, mariée à Jean de Berry, comte de Montpensier, second fils du duc de Berry. Les obsèques du roi furent retardées jusqu'au 4 Octobre: son corps pendant cet intervalle avoit été enseveli, & déposé dans l'église de l'abaye de S. Antoine. On attendoit pour lui rendre les derniers devoirs l'arrivée des princes ses frères, qui retinrent à Melun le dauphin & le duc d'Orléans, sous prétexte de la contagion qui régnoit alors dans Paris & aux environs. Il y a toute apparence que le dessein des ducs de Berry, de Bourgogne & de Bourbon, étoit de s'emparer de la personne de ces jeunes princes, dans la crainte d'être prévenus par le duc d'Anjou. Cete démarche annonçoit déjà les troubles qu'alloit exciter entre les princes l'ambition de gouverner. Les quatre ducs s'étant enfin rendus à saint Antoine, accompagnèrent à pied la pompe funebre jusqu'à Notre-Dame; & le sur-lendemain le convoi prit la route de S. Denis. Charles fut inhumé* dans la chapelle qu'il avoit fondée, où reposoient les corps de la reine son épouse & de du Guesclin. Suivant ses dernières volontés, son cœur fut porté à la cathédrale de Rouen, & ses entrailles à l'abaye de Maubuisson, à côté de la sépulture de sa mere, Bonne de Luxembourg, sœur de l'empereur Charles IV.

Lorsqu'on transportoit le corps de l'abaye de S. Antoine à l'église N. D. les écoliers de l'Université prirent querelle dans la marche, avec les sergents de Hugues Aubriot, prévôt de Paris: cete rumeur fut excitée à l'occasion du droit que le recteur prétendoit de marcher à côté de l'évêque de Paris. Les écoliers se rangerent autour de leur chef; les archers d'Aubriot les repoussèrent. Plusieurs étudiants furent arrêtés dans le tumulte, & renfermés au Châtelet: ils furent relâchés dans la suite; mais cete violence atira au prévôt des ennemis qui ne contribuerent pas peu à préparer la honteuse

* On lit cete épitaphe sur son tombeau: « Ci git le roi Charles-le-Quint, sage & éloquent, qui régna seize ans, cinq mois & sept jours, & qui trépassa l'an de grace M. CCC. LXXX. le seizieme jour de septembre.

disgrace qu'il effuya au commencement du regne suivant.

Aux réunions raportées durant le cours de ce regne, il est à propos d'ajouter l'aquisition que fit le roi, de l'île d'Oléron; qu'il unit irrévocablement au domaine. Cete union étoit d'autant plus importante, ainsi que celle de l'île de Ré, qu'elle ôtoit aux ennemis la faculté de s'y établir, & de former des entreprises contre la Rochele.

Amédée, comte de Savoie, remit au roi tous les châteaux & domaines situés en-deçà de la riviere d'Isere, qui lui avoient été réservés suivant les termes d'une transaction précédente. Il reçut seize mille florins d'or pour le prix de cete cession, au moyen de laquelle cete riviere servit désormais de limites naturelles pour séparer la Savoie du Dauphiné.

L'affection singuliere que Charles portoit à l'ordre des célestins établis à Paris par ses pieuses libéralités, l'engagea quelques années après à fonder un monastere des mêmes religieux dans la ville de Mantes. Plusieurs autres églises furent enrichies de ses dons. Entr'autres présents, il gratifia la cathédrale de Rouen d'une représentation de la sainte Vierge en argent, ornée de pierres précieuses, que le chapitre promit par serment de ne jamais aliéner. La fondation de la sainte chapele du bois de Vincennes doit être mise au rang des établissements religieux de ce regne, quoique son institution n'ait été solidement réglée qu'au commencement du regne suivant. Cete chapele composée d'un trésorier, d'un grand chantre & d'un chapitre à l'instar de la sainte chapele du palais, fut fondée sous le titre de chapitre de la sainte Trinité. Les fonds destinés à l'entretien furent assignés sur toutes les confiscations échues ou à écheoir dans tout le royaume, & sur les biens de plusieurs Juifs fugitifs.

On peut rapporter ici comme un établissement non moins utile que les précédents, celui du couvent de saint Antoine, nommé aujourd'hui *le petit S. Antoine*, avec des fonds suffisants pour l'entretien de plusieurs religieux de l'ordre de saint Augustin, consacrés au service des pestiférés, connus sous le nom de *malades du feu S. Antoine*. Ce mal étoit une espece de scorbut fort commun alors, & qui causoit de fréquentes mortalités dans Paris.

AN. 1380.

Aquisition de l'île d'Oléron.

Chamb. des Comptes de Paris, *Mémorial D.* fol. 135.

Aquisition de nouveaux domaines en-deçà de l'Isere.

Chamb. des Compt. *Mém.* fol. 184.

Fondations. *Spicil. T. 3, p. 742.*

Trésor des chartres. Inventaire de la B. R. n°. 6765.

Chart. de la Chambre des Comptes de Paris, sub anno 1379.

Reg. de la même cour. Mémorial E, fol. 56.

AN. 1380.
*Chartres de la
 Chambre des
 Comptes de Pa-
 ris, sub anno
 1379.*

Cete ville recevoit tous les jours de nouveaux accroissements. La présence presque continuelle des souverains, des princes de leur sang & des plus grands seigneurs, y attiroit une foule prodigieuse d'habitants; le roi en avoit étendu les limites par une nouvelle enceinte. Un peuple nombreux résideré dans des maisons peu commodes, des rues étroites, presque ensevelies sous la hauteur des édifices, devoient rendre mal sain le séjour de la capitale; mais ce qui devoit plus que toute autre chose, contribuer à la corruption de l'air, c'étoit le peu de soin qu'on avoit d'en maintenir la salubrité par l'exactitude d'une police vigilante. On regardoit alors comme une ordonnance sévère celle qui prescrivait aux bourgeois, sous peine d'une légère amende, l'obligation de faire enlever une fois par semaine, les immondices qui se trouvoient devant leurs portes: c'étoit à qui s'exempteroit de ce devoir; au point qu'il arrivoit souvent que les rues étoient impraticables; & le gouvernement se trouvoit sans cesse dans le cas de réitérer ses ordres toujours mal exécutés. La sage administration de notre police, en remédiant à ces inconvénients, a fait disparaître la plupart des maladies épidémiques dont les anciennes chroniques nous ont transmis les noms. Nos aïeux affligés de ces maux, au lieu d'employer les moyens que la propreté auroit pu leur procurer pour s'en garantir, étoient dans l'usage de s'adresser à quelque saint, qui dès-lors devenoit le patron déclaré de la contagion régnante. De-là le feu divin ou le feu sacré, le feu de la sainte Vierge, de saint Ambroise, &c. Le feu saint Antoine étoit une maladie éprouvée depuis long-temps: un gentilhomme de Dauphiné, nommé Gaston, institua dans l'onzième siècle un ordre de personnes destinées au soulagement de ceux qui en étoient tourmentés. La lettre T. attachée sur l'habit, formoit la marque distinctive de cet ordre. Il ne faut pas oublier parmi les maladies contagieuses, une espèce de folie épidémique qui se fit sentir sous ce règne. Ceux qui en étoient atteints se couronnoient de fleurs, & se prenant par la main dansoient en rond, jusqu'à perdre connoissance: ils devenoient excessivement enflés. On ne trouva d'autre remède à cete maladie que de ceindre avec des bandes ceux qui en étoient atteints.

Tout usage qui flatoit la piété du monarque étoit agréé. Philippe de Maizieres, conseiller de Charles V, sollicita l'abolition de la coutume qui refusoit le sacrement de pénitence aux criminels condanés à mort. Le roi en fit la proposition au parlement : on ignore queles furent les raisons qui empêcherent pour lors d'admettre une pratique si conforme à la charité du christianisme. Ce ne fut que sous le regne suivant que la cour acorda cete grace à l'instance de Pierre de Craon. En matieres crimineles, l'usage subsistoit toujours de permettre aux acusés de se purger par l'épreuve du duel, dans certains cas ; & cete coutume ne fut abolie que fort long-temps après : il se présentera dans la suite plusieurs occasions d'en retracer les singularités. C'est sous le regne de Charles V que la tradition place un fait qui paroît incroyable par sa bizarerie. Un gentilhomme soupçonné d'un assassinat, fut obligé de combatre en champ clos, contre le chien du défunt, qui le vainquit, & lui aracha l'aveu de son crime.

Depuis quelques temps on commençoit à ne graver sur les sceaux que trois fleurs de lys, au-lieu de l'écu semé de fleurs de lys sans nombre, dont ils portoient l'empreinte. L'opinion la plus commune place l'origine des armoiries aux premieres croisades ; quoique celle qui fait remonter cete pratique jusqu'au temps de l'institution des tournois, ofre pour le moins autant de vraisemblance. Les figures symboliques empreintes sur les enseignes & sur les armes, ont servi de tout temps de marques distinctives dans les armées : l'antiquité nous en fournit des exemples chez presque toutes les nations de l'Univers. Mais sans nous égarer dans des digressions étrangères, contentons-nous d'apprécier le petit nombre de conjectures raisonnables qu'on peut former sur l'introduction des armoiries françoises, & sur les temps où elles devinrent héréditaires dans les familles. Lorsque les Francs firent la conquête des Gaules, leur armée étoit composée de diverses nations réunies, dont chacune devoit nécessairement avoir un signal de raliement : celui du chef étoit l'étendard général. De cet usage que le besoin de se reconnoître dut nécessairement établir parmi un peuple guerrier, associé pour la conquête, mais divisé en plusieurs troupes, il seroit

AN. 1380.

Mém. de littérature, T. 17, p. 506.
Dissert. de M. l'abbé le Beuf.

Réduction
des fleurs de
lys au nombre
de trois.
Armoiries.
Pasquier.
Du Tillet.
Fauchet.
Mém. de lit.

AN. 1380.

difficile d'en conclure que les particuliers se soient également attribué des marques distinctives, sur-tout lorsque la maniere de combattre n'en présente pas une raison indispensable. Si cete coutume prévalut, elle ne dut probablement être adoptée que vers le temps où les François commencèrent à se couvrir entièrement de fer. Il falut recourir à des indices extérieurs, pour se pouvoir faire reconnoître des siens dans la confusion des combats : or. cet usage est bien antérieur au temps des premieres croisades, entreprises à la fin del'onziemesiècle. Ce fut seulement à l'ocasion de ces guerres saintes que les signes symboliques, jusque-là vraisemblablement arbitraires, devinrent fixes & héréditaires dans les familles. Au moyen de ces fréquentes migrations, la noblesse Françoisse se trouvoit pour ainsi dire partagée. Les guerriers établis en Asie, jaloux de l'honneur de leur sang, avoient un intérêt visible à conserver la mémoire de leur origine, tant pour se faire respecter dans leurs nouvelles conquêtes, que pour laisser à leur postérité les moyens de se faire reconnoître dans leur ancienne patrie.

Tout ce qui pouvoit servir à constater cete illustration, devoit être recœuilli précieusement. Les figures gravées sur les écus, les emblèmes devinrent pour les enfans des titres propres à justifier leur naissance. Ce sentiment doit paroître d'autant moins conjectural, qu'il est appuyé par les faits. Ce n'est qu'au temps des croisades, à la vérité, qu'on voit les mêmes armes commencer à se perpétuer dans les familles ; mais longtemps avant l'époque de la premiere de ces expéditions, on découvre des vestiges qui semblent prouver d'une maniere incontestable la coutume pratiquée de se distinguer par des figures symboliques, qui devenoient des signes particuliers & propres à ceux qui les adoptoient. Non-seulement ces signes ornoient les armes ; mais les sceaux même en portoient l'empreinte. De sept sceaux aposés à l'acte des conventions matrimoniales entre Guillemine, fille de Gaston, vicomte de Béarn, & Sanche, infant de Castille, deux qui se sont trouvés entiers, représentoient, le premier, un écu sur lequel on voyoit gravé un laurier ; le second, un écu coupé par des bares transversales. On peut reconnoître certainement,

*Spicil. T. 3.
Miscellan.
epist. sub anno
1000.*

nement, sur-tout dans le dernier, des figures employées encore dans le blason de nos jours. Cet acte est de l'an 1038 de l'ère espagnole, qui répond à l'an 1000, suivant notre manière de compter *. L'universalité du sentiment suivi par le plus grand nombre des modernes sur l'origine de nos armoiries exigeoit qu'on apportât cet exemple. A l'égard des armes de France, outre les présomptions rapportées dans le cours de cete histoire, des anciennes armoiries sous les deux premières races, on découvre encore des traces de cet usage sous la troisième. Philippe le Bel investit Adam de Vallemont d'un fief chargé d'une redevance de deux arçons de fiele, l'un aux armes de France, l'autre aux armes de Clovis.

AN. 1378.

Trésor des chartes
reg. 38. lett. L.

Si l'usage du blason étoit dû aux croisades, Philippe IV étoit trop voisin de ce temps pour que l'origine en fût ignorée. Robert de France, frère d'Henri I, prit en recevant la Bourgogne en apanage, l'ancien écu de cete province; c'étoient des bandes d'or & d'azur bordées de gueules. Tous les autres princes de la maison de France prirent les armes de celles dont ils épousèrent les héritières, jusque vers le temps du regne de Louis VII. Ce prince est le premier de nos monarques qui ait employé les fleurs de lys comme armes de France, pour sceler les actes du gouvernement. Il fit graver sur le sceau royal l'empreinte d'une fleur de lys : usage continué par Philippe Auguste. Dans la suite on employa les fleurs de lys sans nombre, que quelques princes cependant réduisirent à trois pour le scel secret, qui par sa petitesse en admettoit difficilement une plus grande quantité. Enfin la coutume de n'en graver que trois sur les sceaux prévalut pendant le regne de Charles V. Un des motifs les plus plausibles de ce changement, fut la dévotion de ce prince à la sainte Trinité; dévotion qui paroît dans une infinité de pieux établissements fondés sous son regne. On continua cependant de se servir quelquefois du sceau semé de fleurs de lys sans nombre, & même assez avant sous le regne suivant; tant il

* Ce monument est bien antérieur à cete chartre de 1072, revêtue d'un sceau sur lequel Robert, comte de Flandre, est représenté à cheval, tenant l'épée d'une main, & de l'autre un écu portant l'empreinte d'un lion. *Mabillon, mèm. de lit.* tom. 18, p. 316.

AN. 1380.

Sciences,
arts, littérature,
législation, coutumes,
&c.

est vrai qu'il est peu d'usages ou de changements dont l'origine soit certaine ; une succession lente & presque imperceptible, en dérobe presque toujours la connoissance.

Charles, à l'affabilité qui lui étoit naturelle, joignoit le don de la parole : il étoit éloquent autant qu'on pouvoit l'être pour son siècle. Il aimoit les sciences, il les protégeoit ; il les cultiva lui-même pendant tout le cours de sa vie, persuadé qu'elles contribueroient non-seulement à la gloire de l'Etat, mais encore au bonheur de la nation qu'elles éclaireroient, & dont elles adoucissoient les mœurs. *Les clercs ou la sapience*, disoit ordinairement ce grand prince, *l'on ne peut trop honorer, & tant que sapience sera honorée en ce royaume, il continuera à prospérer ; mais quand déboutée y sera, il déchérera.* Les connoissances humaines étoient alors d'autant plus estimées, qu'elles étoient plus rares, & que le goût de l'étude encouragé par Charlemagne, étoit sous ses descendants, & sous les premiers rois de la troisième race, commençoit à peine à renaître. Les ouvrages qui nous restent, monuments de la littérature de ce siècle, ne donnent pas sans doute une idée bien avantageuse de *cette sapience des clercs*, si estimée par Charles V ; mais ces monuments paroissent d'un grand prix, lorsqu'on les compare aux productions grossières des siècles antérieurs. Le roi n'avoit rien épargné pour se procurer une nombreuse collection des meilleurs ouvrages. On concevra aisément que cet assemblage exigeoit une dépense considérable, des soins infinis, si l'on fait réflexion qu'on ignoroit alors le secret de multiplier les livres par le secours de l'impression, art qui ne fut découvert que vers le milieu du siècle suivant. Un manuscrit étoit un objet précieux : on le léguoit comme une partie considérable de succession. Marguerite de Sicile laissa par son testament, un bréviaire au roi de Sicile son père. On conservoit soigneusement dans les églises, un bréviaire commun, enfermé dans une cage de fer, pour la commodité des prêtres qui manquoient de livres ; & ce bréviaire étoit exposé dans le lieu le plus éclairé, afin que plusieurs ecclésiastiques pussent réciter leur office en même temps.

Regist. des
Chartr. lay.
testamenta regium, 269.

Bibliothèque
du roi.

» On peut regarder Charles V comme le véritable fon-

« dateur de la bibliothèque du roi », dit le judicieux auteur, qui le premier a sçu donner à nos annales une forme aussi instructive que nouvelle. » Le roi Jean possédoit à peine « vingt volumes, que son successeur augmenta jusqu'à neuf « cents; collection qui passoit alors pour immense : ces neuf « cents volumes, sous la régence du duc de Bedford, après « le regne de Charles VI, furent estimés valoir 2323 l. 4 s. « Ce prince acheta cete bibliothèque pour le prix de 1200 l. « moitié environ de l'estimation. Cete somme fut payée à « l'entrepreneur du mausolée de Charles VI & d'Isabeau de « Baviere. Les livres furent transportés à Londres : cepen- « dant on retrouve encore aujourd'hui plusieurs de ces volu- « mes soit qu'ils aient été conservés dans quelques-unes des mai- « sons royales, soit qu'ils aient été rapportés d'Angleterre par les « soins des sçavants éclairés, auxquels la garde de ce précieux « dépôt a été confié dans des temps postérieurs ». *C'est de ces foibles commencements*, continue l'auteur que nous venons de citer, « que s'est formée la bibliothèque royale, dont il au- « roit été alors difficile de prévoir l'état & la grandeur : elle « fut considérablement augmentée par les soins de Louis « XII & de François I, à mesure que les lettres & le goût « des sciences s'étendirent dans la France sous la protection « de ces princes : mais c'est principalement sous les regnes de « Louis XIV & de Louis XV, qu'elle a été portée à ce degré « de magnificence & d'immensité, qui la rendent aujourd'hui « la plus riche & la plus précieuse bibliothèque de l'Europe ».

Parmi les livres rassemblés par Charles V, il y avoit quantité d'ouvrages qui traitoient de l'astrologie judiciaire, science ridicule & méprisable, le scandale de la philosophie : on la regardoit alors comme la plus sublime des connoissances humaines. C'étoit la superstition du peuple & des grands ; & le crédule monarque partageoit l'erreur de son siècle. Il fit traduire tous les livres qui avoient rapport à cete étude. L'astrologie étoit en si grande vénération, qu'elle avoit subjugué la médecine ; science qu'on ne peut assurément aujourd'hui taxer d'une crédulité superstitieuse. La plupart des médecins étoient astrologues. Le pere de Christine de Pisan, physicien du roi, avoit une merveilleuse connoissance de

Hij

AN. 1380.

*Abrégé chron.
de M. le Prési-
dent Hénaut.*

*Abrégé chrono-
l. de l'hist.
de France, par
M. le Président
Hénaut, ann.
1380.*

*Livres d'as-
trologie judi-
ciaire.
Ibid.*

AN. 1380.

l'influence des astres sur les maladies du corps humain, & sur les affaires de ce monde. *Un sçavant maître astronome* avoit prédit à ce prince que le dauphin son fils *auoit dans sa jeunesse moult à faire, & échaperoit de grands périls & aventures.* Il étoit au lit de la mort extrêmement agité de la terreur de cete prédiction. On peut juger du reste de la nation par cete foiblesse puérile d'un monarque estimé à juste titre l'homme le plus sage de son royaume. Il fonda en faveur de maître Gervais Chrétien, médecin & astrologue, un college consacré à l'étude de l'astrologie & de la médecine. Il eut soin de pourvoir cete maison d'astrolabes, d'équateurs, de spheres, & de tous les autres instruments nécessaires à ce genre d'étude. Il est humiliant pour l'esprit humain, qu'il ait falu une révolution de plusieurs siècles, pour abolir ces vains préjugés, enfants de l'ignorance & de la curiosité. A la honte de notre espece, nous aurons souvent occasion de voir sous les regnes suivans l'astrologie judiciaire en honneur*.

Traductions.
Ibid.

Il est certain que si l'on n'avoit traduit que des livres de cete espece, l'étude des lettres n'eût servi qu'à multiplier les erreurs; mais dans le même temps, des sçavants plus heureux, s'apliquerent à des occupations moins frivoles. Le roi Jean, ainsi qu'on l'a rapporté, avoit fait entreprendre des versions de quelques auteurs latins, tels que Salluste & Tite-Live. Charles fit traduire ce dernier, sans doute avec plus d'élégance & d'exactitude. A ces traductions succéderent celles des commentaires de César, de Suétone, de Valere-Maxime, de Joseph. Nicolas Oresme, outre la version d'un traité de la sphere, donna celle des livres de morale & de politique d'Aristote: Evrard de Conti, médecin du roi, traduisit les livres des problèmes du philosophe Grec. On fut redoublable de la rhétorique de Cicéron à Jean d'Antioche, & des métamorphoses d'Ovide à Philippe de Vitry, évêque de

* L'astrologie judiciaire, personnifiée, s'exprime ainsi dans le songe du vieux Pellerin: « Les grands clercs, les grandes chapes & chaperons fourés, & les » grands princes séculiers, n'oseroient rien faire de nouvel sans mon commandement & ma sainte élection. Ils n'ouvroient châteaux fonder, ne églises édifier, ne guerre commencer, ne entrer en bataille, ne vêtir robe nouvelle, » ne donner un joyau, ne entreprendre un grand voyage, ne partir de l'hostel. » *Songe du vieux Pellerin de Ph. de Maijoret. L. 2, col. 62.*

Meaux, qui entreprit cet ouvrage pour Jeanne de Bourbon, épouse de Charles V. Les fables d'Esopé avoient été précédemment rendues en françois sous le titre de *bestiaire*. Les plus célèbres & les plus utiles de ces traductions furent celles de la cité de Dieu de saint Augustin, de la Bible par Raoul de Presles, avocat général & maître des requêtes, qui renouvela aussi celles des homélies & des dialogues du pape saint Grégoire. Ce fut à l'occasion du dernier de ces ouvrages, que les Grecs donnerent à ce pontife le nom de *Grégoire Dialogue*. Les décrétales des papes & les instituts de Justinien parurent aussi en langue vulgaire.

AN. 1380

La crainte de fatiguer les lecteurs d'une ennuyeuse énumération, nous engage à supprimer les titres de plusieurs ouvrages inconnus ou méprisés de nos jours; tels que la légende dorée, quelques vies des saints, ajustées à la superstition de ce siècle; un traité des nobles & du peuple, selon le jeu des échecs, les statuts de différens monasteres, mis en vers françois, pour la commodité des religieux qui n'entendoient pas le latin, &c*.

Les sçavants protégés par le roi, ne s'en tintent pas aux travaux bornés des traducteurs. On vit bientôt paroître une multitude de productions littéraires en différens genres, surtout en morale & en politique. Une des plus singulieres, & qui mérite le plus d'attention, en ce qu'elle nous instruit des opinions qu'on commençoit alors à se former sur la distinction

* C'est ainsi que s'exprime un traducteur de la regle de S. Augustin, en commençant son ouvrage :

- » Pour l'amour de vous, très chers freres;
- » En François ai traduit ce Latin,
- » J'ai mis ou langage vos meres,
- » Les mandemens saint Augustin.

On peut juger du mérite de la plupart de ces traductions, par l'opinion qu'en avoit un auteur contemporain. Il représente les auteurs originaux se plaignant de l'ignorance des traducteurs qui leur faisoient dire des choses auxquelles ils n'avoient pas songé. Il ajoute de lui-même : « Oh qu'heureuse eût été la condition des livres, s'il n'y avoit pas eu de tour de Babel, parce qu'alors n'y ayant eu qu'un seul langage sur la terre, il n'eût pas été besoin de traduire aucun ouvrage » ! *Rich. de Bury, philobiol. 614.* L'étude de la langue Latine fleurissoit toutefois dans nos Universités. Il y eut même des communautés de filles où l'on enseignoit cete langue. Elisabeth, fille de Charles, comte de Valois, l'aprit chez les dominicaines de Poissy. *Bibl. chartr. mém. de litt.*

AN. 1380.

des droits essentiels des deux puissances, c'est le songe du Vergier ; ouvrage attribué à Raoul de Presles, dont le seul titre, tel qu'il étoit inscrit dans l'ancien catalogue de la bibliothèque royale, peut donner une idée claire & précise. Voici comment il est énoncé : *Un livre appelé le Songe du Vergier, qui est d'un avis comment le pape ne doit avoir connoissance en ce qui touche le temporel ni la justice du roi.* L'auteur de cet ouvrage dédié à Charles V, introduit deux personnages allégoriques, sous le nom de reines, nommées la puissance spirituelle & la puissance temporelle, qui disputent de grandeur & de prééminence devant le roi. Ces deux puissances soutiennent leur cause par l'organe de deux avocats : celui de la puissance spirituelle est un clerc, & celui de la puissance temporelle est un chevalier. Le clerc affirme que le pape a toute-puissance, non-seulement sur les consciences des souverains, mais encore sur leurs Etats. Après avoir déclaré qu'il ne vouloit point s'armer des arguments frivoles dont quelques sophistes s'étoient déjà servis, tels que ceux-ci ; que Dieu avoit créé deux luminaires, le grand & le petit, voulant désigner par là le pouvoir ecclésiastique & l'autorité séculière ; qu'il étoit dit dans l'écriture, *in principio Deus creavit cælum & terram*, & non pas *in principis*, pour montrer que le ciel & la terre devoient obéir au seul siège de Rome : l'orateur entre en matière, & s'efforce de prouver que Jésus-Christ étant seigneur de toutes choses temporelles & spirituelles, saint Pierre en qualité de grand vicaire de ce Dieu rédempteur, ainsi que les pontifes qui lui avoient succédé, devoient exercer le même pouvoir & jouir des mêmes prérogatives. Le chevalier défenseur de l'autorité laïque, répondoit qu'il falloit distinguer deux temps dans la vie de Notre-Seigneur ; le temps d'humilité qui précéda sa mort, & le temps de gloire qui suivit immédiatement sa résurrection. Que la puissance illimitée sur les êtres spirituels & immatériels, éternel attribut de la divinité, n'appartenoit qu'au regne de gloire d'un Dieu tout-puissant : que lorsque Jésus-Christ fit choix de saint Pierre pour son vicaire, c'étoit uniquement pour le représenter en son état d'humilité sur la terre ; état dans lequel le Sauveur du monde, loin d'affecter aucune prétention d'au-

torité sur les affaires temporeles & sur les princes , avoit reconnu lui-même que son royaume n'étoit pas terrestre, & s'étoit soumis le premier au pouvoir souverain , en disant : *Rendez à César ce qui appartient à César.* Tele est une partie des moyens alégués réciproquement par les deux avocats. Cet ouvrage au reste apuyé sur une infinité de passages tirés de l'écriture sainte, des peres de l'église, du droit civil, des décrétales, de l'histoire, semé de digressions astrologiques, & de raisonnemens sur la connoissance & sur le pouvoir des démons, annonce que l'auteur possédoit une grande partie de l'érudition de son temps. Les longs démêlés entre Philippe le Bel & Boniface VIII, & la querelle encore récente de Louis de Baviere & de Jean XXII, engagerent les sçavants à traiter cete question.

AN. 1380.

On conservoit à la bibliotèque de Charles V, des cartes de géographie enluminées de diverses couleurs, suivant le goût du temps. La connoissance de la vertu de la pierre d'aiman, avoit mis nos navigateurs en état d'entreprendre des voyages de longs cours. Les Diépois commercerent à la côte de Guinée, dès le quatorzieme siècle, où l'on prétend que la mémoire de leur douceur & de leur humanité s'est conservée par tradition chez les habitants. On fait honneur à Robert, roi de Naples, d'avoir perfectionné la bouffole, en suspendant l'aiguille sur un pivot vertical, au-lieu qu'auparavant on se contentoit de la mettre dans l'eau, sur de la paille, ou sur du linge auquel on donnoit la figure grossiere d'une grenouille. Un dominicain, missionnaire, qui avoit passé la ligne, adressa ses découvertes à Philippe de Valois. On ne peut attribuer qu'à l'espece d'engourdissement où l'ignorance avoit alors plongé les plus puissantes nations de l'Europe, le peu d'ardeur qu'on témoigna de suivre ces premieres connoissances du monde nouveau. Ce religieux asirmoit dans son ouvrage, non-seulement que les peuples chrétiens ne formoient pas la vingtieme partie des habitants de l'univers; mais encore que l'existence des antipodes n'étoit pas une fable. Cependant l'opinion contraire prévalut toujours, & l'on continua de traiter d'hérétiques, ceux qui croyoient que le globe de la terre pouvoit être également peuplé. Cet an-

Géographie!
Mém. de lit.

De mirabilibus
mundi.

AN. 1380.

*Hist. de l'U-
niversité, du
Boulay, T. 4,
p. 410 & suiv.*

Histoire.

cien préjugé tenoit à tant d'autres, qu'il falut que les navigations de Colomb, d'Améric Vespucé, & les conquêtes étonnantes de Cortez, forçassent, pour ainsi dire, l'incrédulité jusque dans ses derniers retranchements. De quelque utilité que la géographie eût été pour l'étude de l'astronomie, elle ne fit toutefois que peu de progrès, malgré l'estime que Charles V faisoit de cete dernière science. On étoit pour lors tellement enclin à confondre les objets moraux & physiques, que l'Université de Paris, dans des remontrances au pape, dit qu'il ne falloit pas compter la Grece au nombre des parties de l'Europe, parce qu'elle étoit schismatique.

La multitude des chroniques de ce siècle, dont la plupart se trouvent encore aujourd'hui dans plusieurs de nos bibliothèques, témoigne que les gens de lettres s'atachoient à transmettre à la postérité la connoissance de l'histoire; mais il ne paroît pas qu'ils songeassent à profiter des excellents modèles que leur fournissoient les bons écrivains de la Grece ou de Rome. Il ne nous resteroit de ce temps que des annales historiques d'une sécheresse insipide, ou de froids panégyriques surchargés d'ornements, tel que celui de Christine Pisan, si Froissard, s'élevant au-dessus de ses contemporains par la beauté de son génie, ne nous eût laissé une histoire aussi instructive qu'agréable. Cet écrivain, naturel & souvent sublime, peint les faits en les racontant. Quelle estime nos aïeux ne devoient-ils pas faire de son ouvrage, puisqu'il intéresse encore aujourd'hui malgré la barbarie du style! On aime cet air de sincérité avec lequel il convient de ses fautes: cete franchise naïve fait excuser jusqu'aux inexactitudes qui lui échappent assez souvent. Quelqu'éloigné qu'il soit de nos jours, il peut être compté dans le petit nombre d'auteurs originaux que la France a produits. Les passages de cet écrivain insérés dans plusieurs endroits de cete histoire, peuvent donner aux lecteurs une idée de la tournure de son esprit, & de sa manière de sentir & d'exprimer les sujets qu'il traite*.

* On a quelquefois accusé cet auteur de partialité en faveur de l'Angleterre; sous le prétexte spécieux qu'il étoit attaché à la reine Philippe de Haynaut, épouse d'Edouard III; & l'on remarque effectivement lorsqu'il parle de ce monarque & de son fils, qu'il ne peut déguiser le penchant qui le porte à mettre leurs actions

Froissard,

Froissard, au mérite d'excellent historien, joignoit le talent de la poésie. Il composa plusieurs poèmes d'un genre qui paroît aujourd'hui convenir assez peu au caractère de chanoine & de prêtre dont il étoit revêtu, mais qui se trouve en quelque sorte excusé par la grossièreté des mœurs de son siècle. Ces poèmes dictés & ordonnés par l'aide de Dieu & d'amours, c'est ainsi que s'exprime un ancien intitulé des poésies de Froissard, étoient le paradis d'amours, le temple d'honneur, la fleur de marguerite; plusieurs lais amoureux, pastorales, la prison amoureuse, chansons royales en l'honneur de Notre-Dame, le dicté de l'épinete amoureuse, balades, virelais & rondeaux, le plaidoyer de la rose & de la violette. Ces chants royaux, balades, rondeaux, pastorales, étoient fort à la mode sous le règne de Charles V. Dans la foule des rimeurs de ce siècle, la poésie française peut s'honorer d'un illustre amateur & versificateur lui-même : c'étoit Vincennes de Luxembourg, duc de Brabant, qui fit recueillir par Froissard, son secrétaire, plusieurs chansons, virelais & balades, que le gentil duc, dit-il, fit en son temps. Ce recueil fut nommé le roman de Meliador. Le beau sexe témoigna aussi quelque empressement à cultiver les muses. Christine de Pisan, éle-

AN. 1380.

Pasquier;
T. 7, chap. 5.

Froissard

dans le jour le plus favorable; mais il n'est pas nécessaire d'être né Anglois pour admirer ces deux héros. Voici le témoignage que lui rend un sçavant & judicieux académicien. « De toutes les nations dont Froissard parle dans son histoire, il y » en a peu qu'il n'ait quelquefois désignées par des épithètes odieuses. Selon lui, » les Portugais sont bouillants & querelleurs; les Espagnols, envieux, hautains, » mal-propres; les Ecois, perfides & ingrats; les Italiens, assassins & empoi- » sonneurs; les Anglois, vains, glorieux, méprisants, cruels. On ne trouvera » aucun trait contre la nation Française: au contraire cette brave nation se soutint » toujours par la vigueur de sa chevalerie, qui ne fut jamais tellement acablée » de ses infortunes, qu'elle ne trouvât encore des ressources dans son courage. » Il est vrai que le roi d'Angleterre & le prince de Galles semblent être tant qu'ils » vécurent, les héros de son histoire; mais quel est le François de bonne foi, qui » ne soit forcé de donner à ces princes les plus grands éloges? D'ailleurs notre » historien ne rend-il pas justice à l'intrépidité des rois Philippe de Valois & » Jean II? Rien peut-il égaler les louanges qu'il donne tant à la sagesse qu'à l'ha- » bileté de Charles V? Ce témoignage en faveur de la sincérité de Froissard, rendu par un Ecrivain aussi profond qu'éclairé, doit dissiper tout soupçon de partialité; cette espèce de justification est d'autant plus importante, que Froissard, quoiqu'assez souvent sujet à des inexactitudes contre lesquelles il faut se tenir en garde, est cependant presque le seul guide suivi pour le fond de l'histoire des règnes de Philippe de Valois, de Jean II, de Charles V, & d'une partie de Charles VI.

Mém. de lit-
térature, T. 13,
dissert. sur
Froissard & ses
ouvrages, par
M. de la Curne
de Sainte Pa-
laye.

Tome VI.

I

AN. 1380.

vée dans le goût des sciences par les soins de Thomas de Pisan son pere , astrologue du roi , ne se distingua pas moins par ses vers que par ses ouvrages en prose. Cete dame composoit avec une facilité surprenante : elle assure elle-même qu'en six années elle avoit produit quinze volumes , sans compter ses moindres ouvrages. Une abondance si prodigieuse étonne ; mais la lecture des compositions de ce siècle fait disparoître la surprise. On ne trouve dans la plupart de ces poèmes ni dessein ni correction : une imagination grossiere & déréglée tenoit lieu de génie : nul respect pour la langue , qui commençoit cependant à s'affujétir à quelques loix adoptées par les écrivains en prose , & négligées par les Poètes.

Il faut pour surmonter le dégoût qu'ils inspirent , s'armer de la patience la plus courageuse. Leurs grands poèmes sont ordinairement fondés sur quelque songe , pendant lequel l'auteur voit agir plusieurs personnages allégoriques avec lesquels il s'entretient lui-même sous le nom d'acteur. Le grand succès du roman de la Rose , ouvrage dans lequel on rencontre de temps en temps des beautés de détail , avoit mis en vogue cete espece de fiction ; & nos aïeux encore trop peu éclairés , & trop timides pour oser être inventeurs , croyoient qu'on ne pouvoit manquer de réussir , en prenant pour modele un poème qui faisoit les délices de la nation. Mais de tous ces ouvrages en vers , les plus insupportables sont les chroniques générales & les histoires particulieres rimées en dépit de la raison. Tout y est défiguré , bon sens , vérité , décence : les fables les plus absurdes y sont perpétuellement mêlées avec les événements altérés dans presque toutes les circonstances par la licence éfrenée de ces écrivains aussi ridicules qu'ennuyeux. Leurs poèmes religieux ofroient encore des traits plus révoltants. La crainte d'une prolixité fastidieuse , & plus encore celle de s'écarter des bornes prescrites , nous impose silence sur des matieres qu'on ne peut traiter avec trop de respect. L'ignorance & la grossièreté des siècles où ces monstrueux ouvrages furent composés , peuvent à peine en faire excuser l'indécence.

Quelque mal-adroits que fussent ces écrivains , il faut ce-

pendant convenir qu'on voit de temps en temps sortir du cahos informe de leurs productions, quelques étincelles qui décèlent le génie. Ils faisoient assez heureusement les images que la nature leur présentait, l'aménité riante du printemps, l'émail d'une prairie, la fraîcheur d'un bocage, le chant des oiseaux, le murmure agréable d'un ruisseau ou d'une fontaine; les amusements de l'amour, les transports d'espérance, de joie ou de volupté que cette passion inspire : c'est à la peinture naïve de ces objets détachés qu'ils réussissoient, ignorant absolument l'art d'en former un ensemble intéressant.

Soit que la poésie françoise exigeât une plus grande perfection, soit que le génie tardif d'une langue non encore formée, opposât des obstacles trop difficiles à surmonter; il est certain que nos progrès dans le plus sublime des arts, étoient alors au-dessous du médiocre. Nos insipides versificateurs, sans correction, sans goût, dénués de graces, bégayoient à peine des poèmes informes, dans un idiôme que les entraves de la mesure & de la rime rendoient encore plus barbare, tandis que l'Italie pouvoit déjà se glorifier d'avoir produit des poètes dont elle fait aujourd'hui ses délices. *Le Dante* mort au commencement de ce siècle, avoit joui dans sa patrie d'une réputation qui s'y conserve encore. Il fut inhumé avec une magnificence égale à la pompe employée pour les plus grands seigneurs; on observa la cérémonie singulière de l'ensevelir en habit de poète * : apparemment que ceux qui s'appliquoient à la poésie étoient dans l'usage de se distinguer par des vêtements particuliers. *Le Dante* fut bientôt suivi du fameux *Pétrarque*. La fontaine de *Vaucluse*, les charmes de l'incomparable *Laure*, sont immortalisés par ses chants. L'amour & la gloire échauffoient alternativement son génie : il semble cependant que la gloire lui étoit encore plus chère que sa passion pour *Laure*; car le pape lui ayant offert des avantages considérables en cas qu'il voulût s'unir avec elle, il refusa les bienfaits de sa sainteté, dans l'appréhension que les plaisirs de l'hymen n'éteignissent son ardeur poétique. Considéré pendant tout le cours de sa vie, comme le plus

Villani.

* *Fu sepolito à grand honore in habito di Poeta.* Villani, lib. 9, c. 33.

AN. 1380.

beau génie de l'Europe, il fut honoré de l'estime & de la familiarité des plus grands princes. Un seul trait suffira pour faire juger de la liberté avec laquelle il traitoit les souverains. L'empereur Charles IV le sollicita vivement de lui dédier un ouvrage : *Je ne puis*, dit-il, *vous rien promettre, qu'autant que vous aurez de véritable grandeur, & moi de loisir*. Rome renouvela en sa faveur l'usage de couronner les poètes, interrompu depuis la cessation des combats capitolins. Pétrarque reçut dans cette capitale la couronne de laurier*, ayant auparavant soutenu devant Robert, roi de Sicile, un examen qui dura trois jours. L'usage étoit dans ces sortes de cérémonies, de répandre des parfums sur le récipiendaire. Une femme imprudente versa sur la tête de Pétrarque une bouteille d'eau forte qui le rendit chauve. En recherchant un pareil honneur, il avoit peut-être en vue de se mettre à couvert de la foudre, à l'ombre du laurier poétique. En effet l'art des vers avoit deux ennemis redoutables dans la superstition & dans l'ignorance. Plusieurs personnes s'imaginoient que pour réussir dans un genre si difficile, il falloit être sorcier : quiconque faisoit des vers, étoit aussi-tôt soupçonné de magie & d'hérésie. Parmi ces persécuteurs, on fait sur-tout mention de frère de Solipodio, dominicain, revêtu du titre de grand Inquisiteur, qui fut long-temps la terreur des poètes**. Pétrarque fit

*Vie de Pétrarque, par Squar-
zafico.*

* Voici quelle étoit la formule dont on se servit dans cette cérémonie : « Nous comte & sénateur, pour nous & notre collègue, déclarons François Pétrarque, grand poète & historien, & pour marque spéciale de sa qualité de poète, nous avons mis de nos mains, sur sa tête, une couronne de laurier, lui donnant par la teneur des présentes, & par l'autorité du roi Robert, du sénat & du peuple Romain, dans l'art poétique comme dans l'art historique, & généralement dans tout ce qui appartient auxdits arts, tant dans cette très sainte ville que par tout ailleurs, la libre & entière puissance de lire, disputer, & d'interpréter les livres anciens, d'en faire de nouveaux, & de composer des poèmes, qui, Dieu aidant, dureront dans les siècles des siècles. *Mem. de litt. Tom. 10, Poeta laureati. Differt. du Resnel* ».

** La licence des poètes, qui dans leurs ouvrages traitoient les gens d'église avec assez peu de ménagement, avoit excité contre eux le zèle des inquisiteurs ; & ce fut peut-être pour se venger de ce tribunal, que Jean de Meun, l'un des auteurs du roman de la Rose, choisit pour sa sépulture, l'église des jacobins, auxquels par testament, il légua un coffre-fort, qu'il chargea son exécuteur testamentaire de ne leur remettre qu'après qu'ils lui auroient rendu les derniers devoirs. On lui fit effectivement de pompeuses funérailles : il fut inhumé en bienfaiteur ; mais après l'ouverture du coffre, qui ne renfermoit que des ardoises, sur lesquelles on avoit gravé des figures de géométrie & d'arithmétique, le poète fut

présent de ses livres à la république de Venise, & devint le fondateur de la bibliothèque de cete ville. Quoique cet homme célèbre doive sa naissance à l'Italie, la France cependant a quelque droit de s'intéresser à sa gloire : sa famille bannie de Florence, s'étant retirée dans la Provence, il y fit ses premières études, & acheva de perfectionner son éducation dans l'Université de Montpellier.

AN. 1380.

Le progrès des arts qui doivent leur naissance au feu de l'imagination, est à-peu-près le même chez tous les peuples. Quelques peintres attirés de la Grece par le sénat de Florence, vers la fin du treizieme siècle, avoient formé des élèves. *Giotto* fut un des premiers artistes qui commencerent à faire fleurir l'école de l'Italie. On voit encore sur la porte de saint Pierre de Rome, un tableau de mosaïque qui excita l'admiration de ses contemporains. Les Florentins éleverent sur son tombeau une statue de marbre qui le représentoit au naturel. Nos peintres françois aprirent des italiens à dessiner avec plus d'exactitude ; mais ils ne s'appliquerent d'abord qu'à peindre des objets détachés, dont l'imitation facile pouvoit être heureusement exécutée sans le secours du génie. Leur plus grand mérite consistoit dans la délicatesse de la main. Les miniatures & les vignettes de ce siècle, qui nous sont parvenues, conservent encore tout l'éclat des plus vives couleurs : les arbres, les fleurs, les oiseaux, les insectes, sont rendus avec la régularité la plus scrupuleuse, mais sans aucune ordonnance. A l'égard des figures humaines, contents d'en terminer les contours, de rendre les habillements dans la plus grande vérité, & de pousser leurs recherches jusqu'à tracer servilement les cheveux les plus déliés, ils sembloient ignorer qu'il fût possible d'exprimer les passions, en animant les visages & les mouvements du corps. Ne pouvant réussir à donner de l'action à leurs personnages, ils eurent recours à l'écriture pour indiquer les sujets qu'ils vouloient représenter. Cet expédient, qui à la honte du génie françois, fut longtemps en vogue parmi nous, est dû à la mauvaise plaisan-

Peinture.

tiré du tombeau magnifique que sa feinte libéralité lui avoit aquis : il eût été privé de sépulture, si le parlement, informé de ce scandale, n'eût ordonné qu'on l'enterât dans le cloître de cete église. *Fauchet, Rech. Ant. de Paris, T. 2, L. X, p. 519.*

AN. 1380.

terie de *Bufamalco* peintre de Florence. Un de ses amis le consultant sur les moyens de donner de l'expression à ses tableaux, le malicieux Florentin lui conseilla de faire sortir les paroles de la bouche de ses figures, par des rouleaux où elles seroient écrites. L'artiste ignorant suivit fidèlement cet avis ridicule: il trouva des aprobateurs, & l'on s'empresça de l'imiter. Cete invention bizâre aportée en France, vint suplérer à l'incapacité de nos peintres gothiques. On ne vit bientôt plus que des tableaux par demandes & par réponses; & pour plus grande sureté, on eut grand soin d'inscrire sous chacune des figures, les noms de ceux qu'elles devoient représenter. Nous voyons encore dans quelques tableaux, & sur-tout dans des tapisseries antiques, des monuments de ce goût barbare, qui charmoit alors la simplicité de nos aïeux. On ne peignoit encore qu'en détrempe: la peinture à l'huile n'est que du siècle suivant.

Sculpture.

Les monuments de sculpture que le temps a respectés, nous aprennent que cet art n'avoit sur la peinture aucune supériorité. C'est toujours le même défaut de goût, d'intelligence, d'ordre, & une ignorance absolue des rapports que les objets représentés doivent conserver entr'eux. On remarque cependant une patience infinie, & quelquefois de la délicatesse dans les bas-reliefs & autres décorations dont nos anciennes églises sont surchargées. La piété de nos aïeux se signaloit dans la construction de ces édifices, dont la plupart subsistent encore aujourd'hui. On ne peut s'empêcher de convenir que malgré l'ignorance où l'on étoit des règles, de la noble simplicité, de la sage distribution & de l'élégance de l'architecture grecque & romaine, nos temples gothiques ofrent des beautés d'un genre qui leur est particulier: l'élévation, la hardiesse des voûtes n'ont point été surpassées par les modernes. L'antique majesté de ces vaisseaux sacrés inspirent une certaine horreur religieuse, qui semble nous avertir & nous pénétrer de la sainteté des mystères qu'on y célèbre. A l'égard des autres édifices de ce siècle, il ne faut y chercher ni agrément ni commodités. Dans la plupart des maisons particulières, on ne recevoit le jour que par des ouvertures défendues des injures de l'air par des vo-

Architecture.
Eglises.

Bâtimens.

lets de bois, & quelques careaux de papier ou de cannevas. Le verre ne s'employoit qu'avec une grande économie. Un vitrage obscurci par les peintures, étoit un objet de luxe réservé pour les habitations des gens riches, les hôtels des seigneurs & les palais des rois. Ces grands bâtimens flanqués de tours, étoient composés d'un rez-de-chaussée, d'un premier étage divisé en sales d'une grandeur immense, décorés de lambris & de dorures. On pratiquoit au-dessus de ce premier étage de petits appartemens apelés *galetas*. La simplicité des meubles répondoit à celle des édifices *. Les princes, cependant, avoient des appartemens de parade, où l'on voyoit briller les ornemens précieux : les draps d'or & d'argent, le velours, le damas, le satin, des tapis, des cieux ou dais relevés en broderie, décoroient les lits & les estrades. Les petits miroirs de verre étamé étoient forts rares : l'ancien usage des miroirs de métal poli subsista encore longtemps. La reine Anne de Bretagne, épouse de Louis XII, en avoit un de cete dernière espece. Les appartemens des rois & des princes étoient couverts d'ardoises ou de tuiles ; on se contentoit de chaume pour les autres parties du bâtiment **.

La plupart des officiers du roi se trouvoient logés dans le palais pendant le temps de leur service. Quoique la cour de France fût alors bien éloignée de cete splendeur qui annonce de nos jours la majesté du premier monarque de l'Europe ;

AN. 1380.

Palais des rois.
Hist. des Antiquités.

Meubles
Idem.

Etat de l'hôtel du roi.
Ext. d'un Ms. de la bibl. du roi, sans n^o. extérieur, coté au premier feuillet, v^o H. n^o 22.

* Les sièges ordinaires des chambres, & même de la chambre du roi, ainsi que de celle de la reine, étoient des escabeles, des bancs, des formes & des tréaux ; il n'y avoit que la reine qui eût des chaises de bois, pliantes, garnies de cuir vermeil & de franges de soie atachées avec des clous dorés. *Recherches des Antiq. de Paris. Sauval, tom. 2, liv. 7, pag. 179.* Outre les cheminées on se servoit de poêles, qu'on apeloit *chaufe-doux*. Les poutres & les solives étoient ornées de fleurs de lys d'étain doré. On nommoit *couchettes*, les lits qui ne portoient que six pieds, à la différence des *couches*, longues quelquefois de douze pieds sur onze de large. *Ibid.* Le plus célèbre peintre François de ce siècle, se nommoit *François d'Orléans*. Ce fut lui qui peignit les statues des douze Apôtres de la chapele de l'hôtel de S. Paul. Dans celle du Louvre, on voyoit les statues des treize grands Prophetes, tenant chacun un rouleau, dans un petit clocher surmonté d'une tour-rele. *Ibid.*

** Les colombiers, poulaillers, céliers, occupoient le reste du terrain, avec les jardins dont il a déjà été fait mention. On trouvoit dans plusieurs palais des ménageries où l'on nourrissoit des lions & des sangliers ; des volieres pour des oiseaux de toute espece. Charles V fit travailler une cage octogone pour son perroquet, qu'on nommoit *la cage au papegaut du roi*.

AN. 1380.

Hist. des Antiquit. T. 2.

l'hôtel de nos rois commençoit cependant à respirer un air de grandeur inconnu aux siècles précédents. Outre les grands officiers, six autres officiers * différens, remplissoient les fonctions qui leur étoient distribuées. On ne compte point parmi eux le fou du roi, qui toutefois étoit employé sur l'état de sa maison. Cet office dont le titre est aujourd'hui supprimé, n'étoit pas certainement des charges de la cour la plus mal remplie. Charles V en eut deux qui lui furent extrêmement chers, si l'on en juge par les honneurs qu'il leur rendit après leur mort. On voit encore un monument consacré à la mémoire de l'un d'eux, dont la représentation ornée de marbre & d'albâtre revêtue des habits & décorée des attributs de la folie, est couchée sur un superbe mausolée **. Ce tombeau rapelle celui qui fut érigé au connétable du Guesclin. C'est ainsi que l'impertinence & l'héroïsme sont récompensés souvent des mêmes distinctions.

Lorsque le roi sortoit, deux huissiers & huit sergents d'armes avec leurs carquois pleins de careaux, composoient sa

Somnium veteris Pelegrini, Ph. de Maijeres.

Mém. de littérature. T. 16, p. 229.

* Ces offices étoient à-peu-près les mêmes qu'aujourd'hui : le nombre des officiers fait presque la seule différence. La *panneterie* dans laquelle étoient compris les porte-chapes, le faiseur d'oublies & la lavandière, à laquelle on donnoit trois sous pour le cent de napes. L'*échançonnerie* ; on y comptoit le portier : dans le treizième siècle les verres ne servoient qu'aux fêtes annuelles. On ne connoissoit guères alors d'autres verres que ceux fabriqués avec la cendre des arbres, des herbes, & principalement de la fougère : l'usage de la faïence, inventée à Faenza en Italie, ne fut connu que dans le quatorzième siècle. Charles V eut le premier un buffet abondamment garni de vaisselle d'or & d'argent. Philippe de Valois donnant à dîner aux rois d'Ecosse, de Bohême, de Navarre & de Majorque, n'avoit sur sa table que deux quartes dorées pleines de vin ; chaque monarque sa coupe & son aiguière ; & sur le dressoir ou buffet, un outre de cuir auquel étoit le vin du roi. La cuisine. Outre les cuisiniers appelés *queux*, du mot latin *coquus*, & leurs aides, quatre pages souffleurs faisoient à tour de rôle flamber le feu, en telle manière que le potage du roi n'en valût pas. On employoit deux grandes charrettes pour la cuisine, & la charrette du petit dîner. Les trois autres offices étoient la fruiterie, l'écurie & la fourrière. On retrancha dans certain temps, comme superfluités, la courtepoinrière & la brodeuse. Il y avoit un clerc chargé de l'achat des pièces de drap pour le roi & pour la reine. Le tailleur étoit obligé de se faire assister de témoins lorsqu'il coupoit leurs robes. Extr. d'un Manuscrit de la B. R. sans numéro extérieur, coté sur le verso du premier feuillet. Id. n°. 22.

** Ce mausolée se voit à S. Maurice de Senlis. Voici l'épithaphe : Ci gît Thevenin de S. Légier, fou du roi notre sire, qui trépassa l'onzième juillet l'an de grâce 1375. L'autre fou étoit inhumé à S. Germain l'Auxerrois : son tombeau ne se trouve plus. Un de nos meilleurs écrivains a dit plaisamment qu'autrefois nos souverains choisissoient des étrangers pour leurs médecins ; mais que le fou du roi étoit toujours de la nation.

garde ;

garde : sa voiture, ainsi que celle de la reine, étoit un *chariot* atelé de cinq chevaux : le plus souvent il montoit à cheval, & quelquefois il marchoit à pied, pour se rendre aux différents palais qu'il avoit dans la capitale *. Les princesses étoient aussi voiturées en litières. Les dames de distinction que la reine mandoit, étoient défrayées tant qu'elles séjournoient auprès d'elle. On voit encore dans une lettre de Charles IV *a*, que son intention étoit de modérer autant qu'il seroit possible cete dépense extraordinaire.

AN. 1380.

Voitures.
Ibid.

a Spicil. T.
3, p. 711. ord.
de Charles IV.
art. 10.

Confesseurs.
MS. de la
B. R.

Les confesseurs (les dominicains se trouvoient alors presque toujours chargés de la direction des consciences royales) avoient comme aujourd'hui, leurs droits fixés sur l'état de l'hôtel. Chacun de ces religieux mangeoit dans sa chambre avec son compagnon. Leur repas consistoit en un potage & deux paires de mets, & des harengs pour les jours de jeûne.

Les enfants de France étoient servis par les officiers du roi, jusqu'à ce qu'ils eussent reçu leur apanage. Les princesses avoient un chevalier d'honneur, une dame, une demoiselle pour les accompagner, & un *clerc pour leur apprendre à lire*. On abrège ces détails, qu'on se seroit même dispensé de rapporter, si les singularités qu'ils présentent, ne contribuoient à former avec les autres parties de l'histoire, le tableau vivant des mœurs & des usages de ce siècle.

Enfants de
France.
Ibid.

Si les sciences & les arts n'avoient fait jusqu'alors que de médiocres progrès, il seroit injuste d'attribuer cete lenteur au défaut de motifs d'émulation. On sentoit le besoin de s'instruire ; on ne négligeoit rien pour y parvenir : mais la perfection des connoissances humaines ne peut être que l'ouvrage du temps. Nos rois, & sur-tout Charles V, avoient encouragé les Lettres par leur protection. Les Universités fondées dans plusieurs grandes villes du royaume, telles que Montpellier, Orléans, Poitiers, les privilèges sans nombre accordés tant à ceux qui présidoient aux études, qu'à leurs disciples, sont encore de nos jours des monuments du goût de nos monarques pour la littérature, & de leur zèle pour

Universités.

Recueil des
ordonnances.

* Le passeur de l'eau de Paris recevoit deux sous de rétribution toutes les fois que le monarque se servoit de son bateau pour traverser la rivière.

AN. 1380.

*Histoire de
l'Univ. T. 3,
L. 5.*

Fondations
de différents
Colèges.
*Histoire de
l'Université.
Antiq. de
Paris.
Trésor des
chartres, &c.*

en aplanir les routes à ceux qui s'y adonnoient. La plus célèbre de toutes ces écoles fut toujours sans contredit celle de la capitale. Paris renfermoit dans son sein une multitude de maîtres & d'écoliers. Lorsque ce corps aloit en procession à saint Denis, la tête du cortège entroit dans l'église de l'abbaye, tandis que les dernières files sortoient de l'église des mathurins de Paris. Dans une assemblée générale où il fut question d'opiner sur l'extinction du schisme, il se trouva par le compte des suffrages, dix mille membres de l'université qui avoient droit de donner leurs voix.

On doit mettre au rang des établissements qui font le plus d'honneur à l'humanité, ceux que l'amour des Lettres produisit alors. Depuis Philippe de Valois, jusqu'à la fin du règne de Charles V, la seule université de Paris fut enrichie par la fondation de plus de vingt colèges. Transmettre à la postérité les noms chéris de ces bienfaiteurs de la patrie, est un devoir dicté par la reconnaissance, & dont l'oubli seroit impardonnable. Jeanne de Bourgogne, reine de France & de Navarre, comtesse d'Artois, chargea ses exécuteurs testamentaires de la fondation du colège institué sous le nom de *la maison des écoliers de madame Jeanne de Bourgogne, reine de France*. Celui des Lombards, fut fondé par André Ghini de Florence, évêque d'Aras, en faveur des *pauvres écoliers Italiens*. Il est aujourd'hui l'asyle des prêtres Irlandois qui s'y assemblent pour faire des conférences journalières sur l'Écriture-sainte. Etienne de Bourgueil, archevêque de Tours, fonda le colège de Tours. Celui de Lisieux est dû à Gui de Harcourt, auquel dans la suite on réunit le colège fondé par Guillaume d'Estouteville, & ses deux frères. L'évêque d'Autun institua celui du même nom : Jean Hubaud, président des enquêtes, celui de *l'Ave Maria* : Jean Mignon, archidiacre de Blois, le colège *Mignon*, aujourd'hui de *Grandmont*. Guillaume de Chanac, évêque de Paris, qui mourut âgé de cent ans, fonda le colège de son nom, autrement de *S. Michel*. Hugues de Pomar, évêque de Langres, Hugues d'Arci, évêque de Laon, & Gui d'Aussone, évêque de Cambrai, réunirent leurs libéralités pour la fondation du colège appelé *des trois Evêques* ou de *Cambrai*, dont une partie a

servi jusqu'ici d'école à la faculté de droit. On cherche en vain des vestiges du collège d'*Aubusson*, dont le nom seul est aujourd'hui connu. Une seule année fut remarquable par la fondation du collège de Boncourt, par Pierre de Bécoud, seigneur de Flechinel; de celui de *Tournai*, par l'évêque de cete ville; de celui de *Justice*, par Jean de Justice, chantre de Bayeux, & de celui des *Allemands*, dont le fondateur est ignoré. *Godefroi de Vidé*, né de parents pauvres du village de *Boissi*, dans le diocèse de Chartres, se montra digne de la faveur du ciel qui l'avoit tiré de sa premiere indigence: il chargea par son testament, *Etienne de Vidé*, son neveu, de la fondation d'un collège qui porte le nom du lieu de sa naissance, destiné à recevoir de pauvres écoliers de la famille des fondateurs ou originaires de la province, & à leur défaut, de la paroisse de S. André-des-Arcs de Paris. *Gérard de Daimville*, successivement pourvu des évêchés d'Aras, de Therouenne & de Cambrai, & *Jean de Daimville*, son frere, laisserent par leurs testaments à *Michel de Daimville*, archidiacre d'Aras, leur neveu, le soin d'établir le collège qui porte encore aujourd'hui leur nom. On est persuadé que les lecteurs excuseront cete longue énumération en faveur du motif qui l'a produite. Il a été fait ci-dessus mention du collège de *Maître Gervais*. Parmi ce grand nombre de fondations, non moins avantageuses à la piété qu'à la littérature, une des plus signalées est celle du collège de Beauvais. *Jean & Miles de Dormans*, le premier cardinal, tous deux évêques de Beauvais, & chanceliers de France, n'épargnerent ni les soins ni la dépense pour assurer l'établissement de cete maison à laquelle le collège de Prêles a été uni pendant un temps pour l'exercice. Charles V posa lui-même la premiere pierre de la chapele qui subsiste encore de nos jours*. Ce collège ne pouvoit manquer de se maintenir dans un état florissant, honoré particulièrement de la protection du parlement de Paris, sous l'administration du premier président & de deux commissaires de cete auguste cour. Plusieurs

* Le jour que Charles V posa la premiere pierre de la chapele du collège de Beauvais, consacrée sous l'invocation de S. Jean, dont la rue a retenu le nom, le roi dina au collège: le repas coûta neuf sous. *Regist. du col. de Beauvais.*

AN. 1380.

personnages célèbres ont illustré cete maison, soit comme élèves, soit comme professeurs, tels que *S. François Xavier*, le cardinal d'*Offat*, le *Mature*, évêque de *Lombès* : à côté de ces grands noms, on peut hardiment placer ceux du sçavant *Coffin*, qui a consacré au culte divin le fruit de son génie, & de l'éloquent, du vertueux, du modeste *Rollin*. Peu s'en est falu que d'autres noms ne nous soient échappés : mais l'histoire s'est interdit la liberté de parler des vivants.

Habillements
des Maîtres de
l'Université.
Ibid.

La maniere peu décente de se vêtir, (car les nouveaux réglemens suposent toujours des abus) engagea l'université à prescrire les formes des habillemens. Il fut ordonné à tous les maîtres de ne se présenter aux exercices & assemblées académiques, que revêtus de la *chape* & de l'*épitoge fourée*, & non de manteaux & de surtouts apelés *colobes* * & *tabards* **.

Ibid.

L'université de Paris autorisée par l'étendue de ses prérogatives, soutenue par la protection d'une infinité de partisans de tous les ordres de l'Etat, dont les plus respectables se faisoient un honneur d'avoir été nourris dans son sein, redoutable par le nombre de ses élèves, jouissoit d'un crédit qui paroîtroit incroyable de nos jours, sans une foule d'événemens constatés dans nos anciennes annales, qui nous en fournissent des preuves démonstratives. Les écoliers, presque tous hommes faits, car on étudioit alors dans un âge beaucoup plus avancé qu'aujourd'hui, abusoient souvent des privilèges attachés à leur état, & commettoient une infinité de désordres. Les magistrats n'osoient se mettre en devoir de réprimer leur licence : l'entreprenoient-ils, on les regardoit comme des infracteurs des immunités cléricales & scolastiques. Le recteur & ses supôts, vengeurs de la liberté violée, faisoient retentir leurs plaintes; menaçoient d'inter-

* Le *colobe*, étoit une espee de tunique sans manches, ou dont les manches n'excédoient pas le coude. Les pontifes, les princes, les gens de loi s'en servirent long-temps. On en peut voir encore de nos jours la forme dans l'habillement de plusieurs ordres religieux. *Gloss. Du Cang. ad verb. Colobium.*

** Le *tabard* étoit un manteau rond & court, assemblé d'abord aux gens de guerre, dans le temps que les habits amples & longs étoient en usage. Ces manteaux parurent indécents aux ecclésiastiques & aux personnages graves, qui n'obtinrent la permission d'en porter qu'en allongeant leur forme, & les faisant descendre jusqu'aux talons. *Gloss. Du Cang. ad verb. Tabardus.*

rompre leurs leçons , & forçoient les puissances à leur donner satisfaction. Heureux dans ce cas, les juges qui en étoient quittes pour la perte de leurs offices ! Guillaume de Tignonville , prévôt de Paris , qui fut destitué sous le regne suivant , à la poursuite de l'université , pour avoir rendu justice , condamné de plus à demander pardon au recteur & à ses adjoints , s'exprima en ces termes : *Messeigneurs , outre le pardon que fait m'avez , vous suis trop tenu ; car quand me assaillites , je fus tout sûr d'être mis hors de mon état , mais je doutois plus que vous dussiez conclure que je fusse marié , & suis certain que si celle conclusion eussiez mise avant , il me eût convenu marier ; mais de votre grace ne m'avez voulu garder cete rigueur , dont je vous remercie très humblement.* Cete excuse ironique peut nous apprendre quele étoit même alors la maniere de penser des gens raisonnables , sur l'abus que l'université faisoit de la faveur que son utilité lui avoit acquise. La sagesse du gouvernement a modéré insensiblement ces privilèges excessifs , & cete réforme avantageuse n'a rendu que plus respectable la mere des sciences , en consacrant ses droits essentiels , & retranchant des prérogatives qui pouvoient même devenir pernicieuses au but de son institution. Jamais les sciences n'ont été cultivées avec plus de fruit , que depuis que la paix , la modestie & la frugalité sont devenues le partage de nos compagnies académiques.

La lecture de la Bible & du livre des Sentences formoit le principal objet de l'étude de la théologie , toujours embrouillée par les abstractions métaphysiques , & par les vaines subtilités de la dialectique. Les freres prêcheurs se signalèrent dans ce siècle par leurs disputes au sujet de *l'immaculée conception* : cete querelle trouve ici naturellement sa place , quoiqu'elle ne soit survenue que vers les premieres années du regne suivant. Jean Adam , dominicain , docteur en théologie , ayant prêché dans l'église de saint Jacques de la Boucherie , que c'étoit un péché mortel de croire la sainte Vierge exempte du péché originel , souleva contre lui la faculté de théologie : il fut obligé de se rétracter publiquement. Ces humiliants desaveux furent réitérés plus d'une fois par des religieux du même ordre , que leurs querelles

AN. 1380.

Chron. MS.
B. R. numéro
10297, p. 82.

Théologie.

Disputes au
sujet de l'im-
maculée Con-
ception. Con-
danation des
dominicains.

AN. 1380.

*Histoire de
l'Univ. T. 3,
L. 5.**Hist. anc. de
la ville de Pa-
ris, L. 1, pag.
336.*

sans cesse renaissantes avec l'université, auroient dû rendre circonspects & plus soigneux d'éviter les occasions de fournir des armes à leurs adversaires. Jean de Montson, dominicain Aragonois, avança le premier cete proposition, ainsi que plusieurs autres qui furent condanées par l'évêque de Paris & par la faculté. Pendant l'instruction du procès, on somma l'inquisiteur de se joindre à l'évêque : il ne répondit pas à l'invitation ; il étoit dominicain. On soupçonnoit l'ordre en général de penser d'une maniere uniforme sur les opinions prosrites. Entre autres assertions publiées dans la chaire de vérité par ces prédicateurs dont on réprima la licence, il y en a de singulieres, & qui découvrent jusqu'à quel point l'amour-propre & l'esprit de parti peuvent égarer. Ils soutenoient « que les prêtres de la paroisse faisoient mieux d'en- » tendre leur sermon que de confesser ; que lorsqu'on avoit » différend avec son curé, ou qu'on le croyoit ignorant, on » pouvoit sans permission, & de sa propre autorité, s'aler » confesser à un aurre : que les jacobins n'étoient pas seule- » ment curés, mais évêques & papes ; qu'ils avoient bien » un autre pouvoir que les curés, & qu'ainsi lorsque quelque » curé ne voudroit pas communier ses paroissiens pour s'être » confessés aux jacobins, ils n'avoient qu'à venir à leur église » recevoir la sainte hostie ». On laisse aux lecteurs à décider si c'étoit par un véritable zele pour le salut de leurs freres, ou par des motifs humains, que ces religieux disputoient la conduite des ames aux pasteurs légitimes*.

La corruption des mœurs qui se fit remarquer d'une maniere sensible, fut cause que plusieurs théologiens s'érigeant en prophetes, annoncerent la fin du monde & la ve-

* Les mortifications que les dominicains essuyèrent à ce sujet, n'empêcherent pas plusieurs d'entre eux de soutenir les mêmes opinions. Un de leurs religieux s'étant vanté de prouver la vérité de cete doctrine dans la cathédrale de Rouen, ajouta que s'il y manquoit, il vouloit qu'on l'apelât *Huet*. L'éfet répondit mal à ses promesses ; il s'égara dans son discours. Le doyen de Rouen qui assistoit à la prédication, se leva & nomma tout haut l'orateur *Huet*. Cet injurieux sobriquet fut appliqué par le peuple à l'ordre en général. Les freres prêcheurs couverts de ridicule n'osèrent plus se montrer : *Ils furent*, dit une ancienne chronique, *privés des confessions du roi, de la roine, des seigneurs & dames de leur sang ; cesserent plusieurs de leur départir aumônes, & en exil s'en alerent ; & adonques se prindrent à prêcher en public par les églises, les maîtres & bacheliers de la faculté de Théologie. Chr.* MS. de la B. R. n^o, 10297, p. 61.

nue de l'antéchrist. Sans rechercher, comme ils faisoient, l'accomplissement de leurs prédictions dans l'Apocalypse, il leur eût été beaucoup plus aisé de prévoir par le désordre des vices régnants, les malheurs sans nombre dont la dissolution publique devoit être infailliblement suivie : mais dans tous les temps on a recherché hors de la nature les principes des maux ; les hommes aveuglés, ayant peine à se convaincre que Dieu atache inséparablement leur punition à leurs propres fautes. Nous ne nous arrêterons pas aux sermonaires de ce siècle, dont la barbare éloquence, moitié latine, moitié françoise, fidele au syllogisme, ne connoissoit d'autre art que d'entasser les arguments. On peut regarder le quatorzieme siècle comme le temps le plus brillant des disputes de l'école. La science d'argumenter suivant les nouveaux principes, échappée des bancs de la logique, s'étoit introduite dans presque toutes les autres études : la médecine, le droit, & sur-tout la théologie, en hérissoient le raisonnement, comme si l'esprit humain n'eût pu marcher à la découverte de la vérité, qu'aidé par la lumiere incertaine du sophisme & de ses distinctions frivoles. Le cordelier *Jean de Dunez*, si célèbre sous le nom de *Scot*, fut le premier qui se rendit redoutable dans ce genre d'escrime, jusqu'à ce que *Guillaume Occam*, son disciple, vint lui disputer la palme. Cet esprit de controverse & de recherches plus curieuses qu'utiles, produisit une infinité d'opinions erronées, dont celle de la transubstantiation prétendue de S. Jean l'Evangéliste, en la propre personne de Jésus-Christ, n'est pas la moins extravagante. Les auteurs de cete monstrueuse assertion s'appuyoient de ces paroles de l'Evangile, adressées par le Sauveur du monde à la sainte Vierge : *Ecce filius tuus, voilà votre fils*. Tel étoit alors le malheureux abus que l'on faisoit de l'art de raisonner. Toutes les questions se réduisoient en problèmes : *le pour & le contre* étoient soutenus avec un avantage égal. On composeroit des volumes aussi longs qu'ennuyeux de toutes les absurdités qu'enfanta cete ridicule manie. Heureux encore si elle n'eût rendu que ridicules ceux qui s'y abandonnoient, mais elle essaya bientôt d'ataquer des principes plus essentiels à la religion : car tandis que ces

AN. 1380.

nuages théologiques troubloient la France, Wiclef commençoit en Angleterre à discuter des questions plus dangereuses, dont nous aurons occasion de parler sous le règne suivant.

Philosophie.
Logique.

Aristote étoit toujours l'oracle de la philosophie. Deux sectes opposées partageoient l'Europe; les Réalistes & les Nominaux : ces derniers ne s'atachoient qu'à la définition des termes, & portant l'examen jusqu'à la dernière rigueur, mettoient à tout moment leurs adversaires dans le cas de ne pouvoir répondre. Les Réalistes au-contrainse se vantoient de mépriser cete guerre de mots, & de n'avoir pour objet de leurs raisonnements, que les choses mêmes, dont les paroles ne sont que les signes représentatifs; mais ils abondoient en distinctions de ces mêmes termes, qu'ils auroient dû négliger, s'ils eussent suivi leurs principes. Ces puériles disputes, aussi-bien que les noms de ceux qu'elles rendirent célèbres, sont à présent ensevelies dans l'oubli. L'idée générale qu'on vient d'en donner, suffit pour faire connoître quel étoit alors le progrès de l'art de raisonner & de penser, progrès qu'on peut regarder dans tous les temps comme le thermometre de l'entendement humain. Il n'est pas inutile d'ajouter que plusieurs professeurs s'étant avisés de prononcer leurs leçons de philosophie, assez doucement, pour que leurs écoliers pussent les transcrire, l'université de Paris leur ordonna de se conformer à l'ancien usage, en expliquant les écrits des philosophes si rapidement, que les auditeurs n'eussent pas la faculté de les copier.

*Histoire de
l'Univerf. de
Paris, T. 4,
pag. 332.*

Physique.

La physique de ce siècle ne se bornoit pas à l'explication des livres d'Aristote. Guillaume Pelletier, premier abbé de Grandmont sous Philippe de Valois, commenta une partie des ouvrages de Plin le naturaliste. Quelques philosophes François & Anglois composèrent des traités universels, qu'on pouvoit regarder comme des especes d'encyclopédie. Barthélemi Glaunwil, & Pierre Bercheure entreprirent ces immenses ouvrages, qu'ils défigurèrent en les remplissant des fables acréditées par la crédulité de leurs contemporains *.

Mém. de litt.

* On y lit, par exemple, que les crapauds sont muets, & qu'ils ne rendent un petit son que dans les Gaules, ajoutant que les François étoient de même, qu'ils

Un

Un géometre de ce siècle, (*Albertus de Saxonia*) osa mettre en question la grandeur de la terre, considérée du midi au septentrion, & proposa pour s'en éclaircir, le même expédient qu'on a mis en usage de nos jours. On observe en général, que s'il se trouvoit dans ce siècle des philosophes assez hardis pour s'élever au-dessus du préjugé établi en faveur d'Aristote; ils avoient soin dans leurs ouvrages de persuader qu'ils ne contredisoient pas le philosophe Grec, & qu'ils ne faisoient que commenter ses opinions. *La philosophie corpusculaire ou les atômes de Démocrite*, si souvent renouvelée, avoit dès-lors ses partisans.

On connoît peu de traités de métaphysique dans ce siècle, non qu'elle fût négligée : on l'enseignoit dans les universités; elle s'étendoit à tout : elle avoit pour ainsi dire subjugué les autres parties de la philosophie par le moyen de ses abstractions. Jamais on n'avoit vu tant de livres de morale; elle paroissoit être le but de presque tous les ouvrages. Heureux les hommes si les mœurs s'étoient ressenties de cete abondance ! mais les productions en ce genre ne forment pas un préjugé favorable à ce siècle qui les fit éclore. Les temps des maladies épidémiques sont ordinairement les plus féconds en remèdes. L'étude des livres de politique d'Aristote, produisit plusieurs écrits en ce genre. Le célèbre *Nicolas Oresme*, composa un traité contre les inconvénients qui accompagnoient les mutations de monnoie dans un Etat.

On cultivoit avec succès les mathématiques : le calcul des différents degrés de vitesse du mouvement étoit déjà connu. L'astronomie n'avoit pas fait de moindres progrès, puisqu'au commencement de ce siècle, nos astronomes étoient assez

AN. 1380.

Albert. de Sax. comment. in secundum l. Arist. de calo fol. 118, r^o. col. 2, édition de 1516.

Mem. de litt.

Métaphysique. Morale. Politique.

M.S. de la B.R.n^o 5200.

Mathématique. Astronomie.

parloient beaucoup dans leur pays & qu'ailleurs ils étoient muets. L'auteur étoit François. Dans un autre endroit, selon lui, les grenouilles d'Orange ne croassent point, à la réserve d'une seule qui jouit de cete faculté. Ce conte ridicule est appuyé sur ce que *S. Florent*, évêque de cete ville, étant incommodé du bruit de ces animaux, leur imposa silence, & qu'ensuite touché de compassion il leur permit de le rompre. Le clerc chargé de lever la défense prononça malheureusement *canta*, au lieu de *cantate*; chante, au lieu de *chantez*. *Reductorium Berchorii*. L. x, c. 14. L. xiv, c. 66. Dans le Propriétaire des choses, ouvrage de même genre, ou comptoit sept cieux. Ces absurdités, l'existence des *Néréides* affirmée sérieusement, peuvent faire juger de ces sortes de livres, où l'on trouve cependant quelques vérités dans une foule d'erreurs.

Tome VI.

L

AN. 1380.
Mém. de lit.
T. XXI.

ſçavants pour annoncer les éclipses. *Jean de Dondis*, autrement apelé *maître Jehan des Orloges*, astronome ataché au comte de Vertus, *Galéas Visconti*, avoit imaginé une sphere mouvante ou horloge céleste, regardée comme la merveille de son temps, & qui ne deshonoreroit pas nos artistes modernes. Cete sphere, composée d'une multitude presque incroyable de cercles & de roues, gouvernées par un seul contrepoids, observoit une marche si réglée, qu'on pouvoit à tous les moments du jour & de la nuit, dit un ancien écrivain, connoître exactement les différents points de l'espace occupé par les corps célestes. Cet ouvrage étoit en cuivre. *Jean de Dondis*, ouvrier aussi ingénieux qu'expert astronome, employa seize années à forger & perfectionner lui-même ce chef-d'œuvre de mécanique.

Astrologie
judiciaire.

La connoissance du cours des astres étoit assez sublime par elle-même, sans que ceux qui la possédoient prétendissent en faire une science surnaturelle, & séduire la crédulité du vulgaire. Le flambeau de la véritable philosophie n'avoit pas encore dissipé, même parmi les ſçavants, les ténèbres du fanatisme & de la superstition.

Superstitions.

Hist. de l'U-
niv. T. 3, l. 5.

Aux absurdités de l'astrologie judiciaire, on peut ajouter les opinions extravagantes sur la magie, dont les grands & le peuple étoient alors presque également entêtés. On attribuoit une vertu miraculeuse à des figures de cuivre, de plomb, de cire ou d'autres matieres consacrées avec des cérémonies mystérieuses, sous l'aspect de certaines planetes. Ces pratiques ridicules furent condanées comme erreurs dans la foi, dans la philosophie naturelle & dans l'astrologie véritable; mais on voit par la condanation même, qu'on étoit alors réellement persuadé de l'influence des corps célestes sur notre globe & sur ses habitants. L'indiscrete curiosité, l'ignorance, le desir de pénétrer l'avenir, ont acrédité chez presque tous les peuples, les pratiques mystérieuses, & les moyens extraordinaires de franchir les bornes que la nature prescrit à notre foiblesse. L'art de prédire les événements par l'interprétation funeste ou favorable de quelques passages tirés au hazard des poètes profanes, avoit été longtemps en vogue parmi les Grecs & les Romains. Malgré les

lumieres de la religion , cet usage s'étoit introduit dans le christianisme sous un autre nom : au lieu de l'appeler *sort Homérique ou Virgilien*, on le nommoit le *sort des saints*. La bible, les évangélistes, ou tel autre livre religieux ouvert au hazard, indiquoit par le sens du premier verset qui se présentoit, les biens & les maux futurs. Cet usage sembloit en quelque sorte autorisé par l'abus de quelques cérémonies observées par l'église dans la consécration de ses ministres. Les papes & les conciles s'oposèrent à ces abus par des condanations fréquentes ; mais la superstition plus forte que la raison prévalut encore long-temps. On peut en reconnoître des vestiges dans ce qui se pratique encore de nos jours. Lorsqu'on reçoit un chanoine dans la cathédrale de Boulogne, ainsi que dans celle d'Ypres & de Saint-Omer, après l'aspersion & le baiser de paix, le récipiendaire ouvre le livre des psaumes, & l'on écrit les paroles qui se présentent, pour conserver la mémoire de sa réception. Il est arrivé quelquefois que le verset du psaume contenoit des imprécations, des reproches ou des traits odieux, qui devenoient pour le nouveau chanoine une espece de note de ridicule ou même d'infamie. Ces inconvénients, & l'apparence de superstition que cete coutume présente, engagerent le dernier évêque de Boulogne à l'abroger par une ordonnance à laquelle le chapitre s'oposa. Le seul changement qu'il put obtenir de la déference des chanoines, fut qu'à l'avenir, en suivant toujours le même usage, on auroit soin de marquer que c'étoit pour se conformer à l'ancienne coutume.

AN. 1380.

Sort des Saints.

Mém. de lit.
T. XIX.

Du Cange,
Glossar. ad
verb. sortes
sanctorum.

Une des plus nuisibles erreurs enfantée par l'astrologie judiciaire, étoit de former un obstacle aux progrès de la médecine, par les fausses opinions dont elle embarrassoit cete science, dont notre foiblesse & l'intempérance de nos passions nous ont fait une malheureuse nécessité. Les capitulaires de Charlemagne nous apprennent que de son temps la médecine étoit cultivée : il paroît même qu'il y avoit dans le palais un lieu destiné à cete étude, appelé *maison d'Hippocrate*, où ce prince ordonnoit que les jeunes élèves fussent envoyés pour apprendre la médecine ; mais on ne découvre aucun vestige qui indique qu'on ait continué sous

Médecine

Capit. Car.
Mag.

Hippocrati
ca secta.

AN. 1380.
Hist. de l'U-
nivers.
Cap. Car.
Mag. L. VI,
c. 125, art. 5.

Ordonnances
de Ph. de Va-
lois & de Jean
II.
Conférences
des ordonnan-
ces.

ses successeurs. Quoiqu'il soit probable que l'art de soulager les maladies fut exercé pendant cete interruption, on doit présumer qu'au défaut d'instruction fondée sur les principes, on se contentoit de la médecine expérimentale. Ce ne fut que vers la fin du douzieme siècle qu'il se forma des écoles publiques. Celles de Salerne & de Montpellier sont regardées comme les plus anciennes. On place l'institution de la faculté de Paris, sous le regne de Philippe-Auguste. La durée du cour des études fut d'abord fixée à neuf années, avant l'expiration desquelles il étoit défendu aux étudiants d'exercer la médecine *. Le desir de s'instruire dans un art que l'amour de la vie acrédite, atiroit des personnes de tous les états. La fréquentation des écoles fut interdite aux religieux ainsi qu'aux prêtres séculiers : ils ne laisserent pas cependant d'y assister, soit en transgressant les défenses, soit en obtenant des dispenses. Par une contradiction singuliere, le célibat étoit prescrit aux régens de la faculté ; ils ne furent afranchis de cete loi qu'au quinzieme siècle. Nous voyons dans plusieurs ordonnances de nos rois, rendues en faveur des médecins, que la faculté presque naissante, eut des démêlés avec les chirurgiens, dont elle essayoit de réprimer les entreprises, tandis que ces derniers se trouvoient souvent aux prises avec les barbiers privilégiés, ** qui opéroient à leur défaut. Les apoticaire étoient dès-lors assujétis aux visites de la faculté de médecine, devant laquelle ils prêtoient serment. Ils étoient obligés d'avoir chez eux un livre apelé *antidotaire de maître Nicolas*, dans lequel la qualité des remèdes étoit marquée. Il fut un temps où les médecins du roi prêtoient serment entre les mains du premier maître d'hôtel. La célébrité de nos écoles n'empêchoit pas qu'on ne recherchât avec empressement les médecins étrangers : les Juifs surtout étoient en possession de l'estime la plus générale, & cete considération subsista long-temps. François I

* On se plaignoit dans ce siècle de quelques médecins, dont toute la science se renfermoit dans l'étalage d'un babil imposant. Pétrarque apeloit le médecin du pape, *loquacissima pica*, pie très babillarde.

** On distinguoit alors deux corps de chirurgiens, les gradués agrégés à l'Université, nommés *chirurgiens de robe longue*, & la communauté des barbiers, ou *chirurgiens de robe courte*. *Hist. de la ville de Paris*, T. I, l. 9.

attaqué d'une maladie qui, dit-on, avoit résisté à tout l'art de ses médecins, pria le roi d'Espagne de lui envoyer un médecin Juif. Charles-Quint qui régnoit alors, fit partir un Israélite converti. Lorsque le roi eut appris de lui-même qu'il avoit ouvert les yeux aux lumières du christianisme, il refusa de s'en servir, n'osant espérer sa guérison d'un médecin chrétien. On fut obligé de faire venir de Constantinople, un Juif endurci dans sa créance, qui lui rendit la santé avec du lait d'ânesse.

AN. 1580.

Hist. des ant.
L. X, p. 526.

Dans le même temps qu'on s'appliquoit à l'étude de la médecine, on travailloit à perfectionner la chymie. La philosophie hermétique eut un grand nombre de sectateurs, si l'on en juge par la multitude des ouvrages qui parurent en ce siècle. Les travaux des chymistes produisirent quelques découvertes utiles : en cherchant le dissolvant radical de l'or, ils trouverent l'eau forte & l'eau régale.

Chymie

Lenglet, Phil.
los. Hermet.

Si malgré tant d'épreuves inutiles, & l'effet attendu si longtemps des magnifiques promesses de l'alchimie, on n'est pas encore aujourd'hui désabusé de cet art imposteur, on ne doit pas être surpris que dans des siècles d'ignorance, il ait pu séduire par ses prestiges, l'avare crédulité de nos aïeux. Les prétendus adeptes du quatorzième siècle, & leurs disciples, étoient parvenus au dernier période de l'extravagance. Tous les objets, selon eux, se raportoient à quelque partie de leur science : ils en appliquoient les mystères à tout ce qu'ils voyoient. Cete manie étoit encore entretenue par l'étude sérieuse & publique que l'on faisoit alors de l'alchimie. Les écrivains en ce genre, dans la vue d'acréditer leurs ouvrages énigmatiques, les attribuoient à des auteurs célèbres. *Raimond Lulle, Albert le grand, S. Thomas d'Aquin*, sont dans la liste des maîtres du grand œuvre. Envain le pape Jean XXII avoit fulminé deux bulles contre eux, dont la première commence par ces mots remarquables : *Spondent quas non exhibent, divitias, pauperes Alchymistæ* *. Cet anathème ne mit pas le souverain pontife à l'abri de l'honneur que lui firent les alchymistes de son temps, de lui attribuer un traité de leur

Alchymie.

Mém. de lit.

* Les pauvres alchymistes promettent des richesses qu'ils ne montrent jamais. Extravag. L. V.

AN. 1380.

art. Il se trouva même des compositions sous le nom de plusieurs personnages de l'ancien testament. Parmi les heureux soufleurs que cete secte préconise, il ne faut pas oublier le célèbre *Nicolas Flamel*, qui vivoit alors: écrivain & peintre en miniatures, il acumula une fortune assez considérable pour le temps; il fonda quelques services, fit des dons à différentes églises: il n'en falut pas davantage pour l'ériger en possesseur de la pierre philosophale: erreur qui s'est perpétuée, & que les plus frivoles conjectures ont renouvelée*.

Jurisprudence.

La conservation des biens aussi intéressante pour les hommes, que celle de la vie & de la santé, a rendu l'étude du droit non moins importante que celle de la médecine. Les loix font de la sûreté de chaque particulier, la sûreté générale: l'injustice occupée du desir de les éluder, lute sans cesse contre les législateurs & leurs interpretes. L'immensité de notre jurisprudence permet tout au plus à l'histoire de jeter un coup d'œil rapide sur ce Dédale éffrayant. Depuis longtemps les institutes de Justinien avoient succédé en France au code Théodosien. Envain les pontifes de Rome les avoient proscrits, dans la vue de faire valoir les canons & les décrétales. S. Louis avoit fait traduire ce code impérial: on en reconnoît des traces dans les établissemens du saint monarque: on l'enseignoit publiquement dans toutes les provinces du royaume; mais il n'avoit force de loi que dans les pays de droit écrit; ceux qui étoient régis par des coutumes particulières, ne l'admettoient que comme raison écrite, & seulement dans les cas où il ne se trouvoit pas en contradiction avec les usages reçus. Les coutumes, toutes simples qu'elles étoient, décidèrent toujours presque toutes les questions, aussi long-temps que les peuples demeurèrent courbés sous

* *Nicolas Flamel & Pernelle sa femme* demeuroient à Paris, au coin de la petite rue de Marivaux. En démolissant leur maison, l'on trouva dans les souterrains, du charbon, des fourneaux rompus, & quelques vaisseaux dont il se servoit probablement pour préparer ses couleurs. Cete découverte fut pour les alchymistes, un monument incontestable de la profonde connoissance que *Flamel* avoit du secret des sages. *Antiq. de Paris*. Un voyageur moderne a fait part au public d'un fait encore plus merveilleux. Selon lui, *Flamel* & sa femme vivent encore; on enterra deux buches à leur place: depuis ce temps ils voyagent; ils étoient en Chine lorsque l'auteur aprit de leurs nouvelles. On raporte ces absurdités, uniquement pour montrer que l'imposture & la crédulité font de tous les temps.

le poids de la servitude : l'indigence & le découragement, fuîtes de l'esclavage, ôtoient également les sujets & la faculté de plaider. L'esprit de contestation naquit avec la liberté. L'intérêt fit retentir les tribunaux de ses prétentions injustes, & par mille détours captieux, chassa de leurs sièges des juges acoutumés à ne suivre dans leurs décisions, que les usages établis & les lumieres de la raison.

La formalité des procédures, si simple lorsque les épreuves, les serments & les combats terminoient la plupart des contestations, ne surpassoit pas les lumieres des juges les moins létrés. Les affaires de moindre importance, & qui ne demandoient point d'effusion de sang, étoient réglées conformément aux coutumes rédigées par écrit, quelquefois uniquement transmises par la tradition orale. Dans chaque juridiction, le seigneur assisté des pairs de son fief, prononçoit, ou bien il chargeoit de ce soin un bailli, qui jugeoit sur le raport des *prudhommes* du lieu. Les sages établissemens de S. Louis comparés aux coutumes insuffisantes, furent insensiblement adoptés dans les juridictions territoriales des seigneurs. Ces établissemens exigeoient une étude : les baillis ne consulterent plus les *prudhommes*, qui ne connoissoient que la tradition : ils furent obligés, pour ne pas juger seuls, d'appeler à leur secours des lieutenants & des personnages létrés, qui devinrent leurs assesseurs. Comme les établissemens, ainsi que les coutumes, n'avoient pu embrasser tous les cas, il falut implorer des loix plus étendues. Alors les plaideurs consulterent la jurisprudence Romaine, les canons des conciles, & les décrets des papes. En puisant dans ces sources de nouvelles lumieres, on multiplia les difficultés. L'étude de tant de loix devint un travail pénible, que les seigneurs abandonnerent aux légistes. La multitude des réglemens excita plus que jamais le desir de les éluder. La malheureuse adresse des praticiens ouvrit des routes que toute la prudence des législateurs n'avoit pu prévoir ; & la justice arrêtée à chaque pas dans des sentiers obliques, fut presque ensevelie sous l'appareil des formalités, dont l'introduction utile, si l'on n'en eût pas abusé, devoit servir à garantir le foible de l'opression, & non au triomphe de la mauvaise foi.

AN. 1380.

On connut enfin ce paradoxe dangereux, *qu'on peut avoir raison dans le fond, & tort dans la forme.*

L'avidité du gain, & la facilité d'acquérir de la considération & des richesses en s'ingérant d'interpréter les loix, excitèrent une émulation générale. Dès le douzième siècle, la découverte des pandectes de Justinien, à la prise d'*Amalphi*, produisit la fameuse école de droit instituée à Boulogne: car c'est à l'Italie que nous sommes redevables des plus insignes jurisconsultes. *Accurse* est généralement reconnu pour le plus ancien glossateur des livres de jurisprudence; mais le plus célèbre de tous est Bartole, si estimé de son temps, que l'empereur Charles IV le fit chevalier, & lui permit de porter les armes de Bohême. Il mérita d'être regardé non-seulement comme l'oracle de son temps, mais encore comme la lumière des siècles suivants. Au reste ses ouvrages, où la pratique se trouve réunie à la théorie, sont écrits dans un style qui respire la barbarie du siècle où il vivoit *.

* La réputation de Bartole étoit si bien établie, que plusieurs siècles après sa mort on conservoit encore le proverbe, *résolu comme Bartole*. Un seul passage tiré des ouvrages de cet auteur, suffira pour nous découvrir son peu de goût, & l'indécence grossière qui régnoit dans les écrits de ce temps. Nous y verrons aussi un modèle de notre ancienne procédure. « Bartole voulant donner une idée d'une » procédure instruite dans les formes, imagine un procès entre la sainte Vierge & » le Diable. Il introduit sur la scène cet imposteur, qui prétendant remettre les » hommes sous le joug où le crime d'Adam les avoit fait tomber, assigna le genre » humain devant le tribunal de Jésus-Christ. L'assignation donnée aux termes du » droit, est à trois jours: elle se trouve échoir un vendredi saint. Le Diable cite à » Jésus-Christ les loix qui ne permettent pas d'assigner à un jour de fête. Jésus- » Christ dispense de cette formalité en vertu d'autres loix qui donnent ce droit aux » juges en certains cas. Alors le Diable comparoit plein de rage, & demande si » quelqu'un ose parler pour le genre humain. La Vierge se présente; mais le Dia- » ble la refuse pour deux raisons: la première, c'est qu'étant mère du juge, elle » pourroit trop aisément le faire prononcer en faveur de sa partie: la seconde, c'est » que les femmes sont exclues de la fonction d'avocat. Il appuie ces deux motifs sur » des paragraphes tirés du digeste & du code. De son côté, la Vierge allègue les » loix & les paragraphes qui autorisent les femmes à *sister* en jugement pour les » veuves, les pupiles & les misérables. Elle gagne ce point, J. C. lui permet de » plaider pour les hommes. Le Diable demande la provision, comme ayant été » possesseur du genre humain depuis la chute d'Adam, selon la maxime de droit: » *Spoliatus antea restituendus*, (*il faut avant tout remettre en possession celui qui a été » dépossédé*), & fait valoir pour lui la prescription. La Vierge lui oppose le titre du » droit, *quod vi aut clam*, lui soutient qu'un possesseur de mauvaise foi ne peut » acquérir par la voie de prescription, & le prouve, *lege tertiâ, paragrapho ultimo » digestis, de acquirendâ possessione*. Jésus-Christ ayant déboué le Diable de la pro- » vision, le fond du procès se discute & se décide de même par loix & par para-
Le

Le droit civil fut enseigné indistinctement dans toutes les écoles du royaume, jusqu'au commencement du treizième siècle, que le pape Honorius défendit qu'on en donnât des leçons dans l'université de Paris. Le motif de cete interdiction étoit la crainte que cete étude ne détournât de celle de la théologie. Malgré les entreprises réitérées qu'on tenta pour la rétablir, les défenses subsisterent pendant plus de trois siècles : ceux qui vouloient s'instruire dans la jurisprudence civile, étoient obligés de recourir aux autres universités : celle de Paris ne fut pleinement rétablie dans la possession de l'enseigner, que par l'ordonnance de Louis XIV, rendue en 1679.

AN. 1380

Pendant le cours de cete longue interruption, l'étude du droit canonique fleurissoit dans la capitale. Cete jurisprudence fondée sur les canons des conciles, les décrets, les bulles & les rescrits des souverains pontifes, étoit alors la science la plus cultivée, parce qu'elle ofroit une route presqu'assurée aux honneurs, ainsi qu'à la fortune : souvent même elle obtenoit la préférence sur la théologie. *Que veut-il faire avec les Théologiens ?* disoit le pape Clément VII, en parlant d'un étudiant qu'on lui recommandoit, *ce sont des visionnaires*. Le droit canon dut sur-tout sa célébrité au séjour des papes dans Avignon. Dès les premiers siècles de l'église, les Grecs avoient rassemblé en corps les canons des conciles adoptés en partie par l'église latine, ainsi que ceux des conciles d'Afrique. On fit une nouvelle compilation sous Justinien, à laquelle on joignit les décrétales des papes : ce code ecclésiastique rédigé par Denis le Petit, moine de Scythie, fut reçu en France sous le regne de Charlemagne. Cete compilation forme aujourd'hui le droit commun ecclésiastique pour tous les articles qu'un usage contraire n'a point abrogés. Depuis ce temps aucune autre collection n'a été solennellement admise dans le royaume. A l'égard des fausses décrétales, ouvrage d'Isidore de Séville, les souverains pontifes

Hist. de l'Univ. T. III L. V.

» graphes. *Mém. de lit. T. XVIII, p. 396* ». Le jurisconsulte seroit excusable, ayant à faire plaider un chicanier avide & de mauvaise foi, de le faire représenter par le Diable ; mais il pouvoit choisir un autre tribunal, ainsi qu'une avocate moins respectable.

dont elles flatoient l'autorité sur les évêques & les conciles provinciaux, ont tout tenté pour les accréditer. Comme elles contenoient plusieurs dispositions très sages, la France les adopta en quelques points, & particulièrement sur les appellations. Enfin Gratien, moine bénédictin, entreprit, dans le douzième siècle, la concordance de cete multitude de réglemens. C'est l'ouvrage de ce religieux, rempli de propositions absurdes, de canons supposés, de fausses décrétales; en un mot, d'erreurs en tout genre, qu'on enseignoit dans nos universités, sous le nom de *décret*. On donna le nom d'*extravagantes* aux décrétales du pape Jean XXII, qui furent promulguées depuis la concordance de Gratien. Tel étoit l'objet de l'étude du droit canonique jusqu'au quinzième siècle, où nous vèrons succéder une méthode nouvelle.

C'est dans cete collection qu'on trouve les principes des droits que les papes vouloient s'aroger, non-seulement sur la discipline ecclésiastique, mais encore sur le temporel des souverains. Comme dans ces siècles d'ignorance, les gens d'église étoient presque les seuls qui étudiaissent; à la connoissance des loix canoniques ils joignoient celle du droit civil. Ce mélange multiplia les procédures, en les rendant de jour en jour plus compliquées & plus embarrassantes. On vit naître une infinité de nouvelles formules, & des chicanes inconnues aux compilateurs du droit Romain. La durée des moindres causes s'éternisa par l'établissement des différens degrés d'appellations introduits dans les tribunaux ecclésiastiques. Ce fut cependant de ces tribunaux que nos juridictions laïques emprunterent la plupart de leurs formes juridiques; usage qui parut d'autant plus commode, que les limites des-deux juridictions étoient alors tellement confondues, qu'une infinité de causes se trouvoient souvent réclamées en même temps par le juge séculier & par le juge d'église.

Pour découvrir l'origine de ces abus il faut remonter jusqu'au berceau de l'église. Dans les commencemens du christianisme, les fideles remettoient volontairement aux évêques l'arbitrage de leurs contestations. Les premiers empereurs chrétiens ordonnerent que lorsque les parties auroient choisi un prélat pour juge, la sentence seroit exécutée.

sans apel ; ce qui fut confirmé par les capitulaires de Charlemagne. Il n'y avoit jusque-là aucun sujet de plainte, puisque cet usage ne gênoit point la liberté. L'abus se fit sentir lorsque les juges ecclésiastiques non contents de décider les causes que les parties leur soumettoient de concert , prétendirent qu'il suffisoit qu'une des deux s'en remit à leur décision, pour qu'il ne fût plus libre à l'autre partie de décliner leur juridiction. Il est inutile de faire remarquer les inconvénients qui résultoient de cete attribution forcée. Enfin les prétentions des officiaux alerent si loin, qu'ils voulurent connoître de toutes les affaires dans lesquelles il pouvoit exister un soupçon de péché ; & cete prétention prise à la lettre devoit tout envahir.

AN. 1380.
Capit. Car.
mag. L. 6, c.
281.

Les usurpations de la juridiction ecclésiastique furent d'autant plus faciles, que tous ses tribunaux agissoient constamment & d'une maniere uniforme contre la puissance civile, divisée en une infinité de juridictions particulieres. Il étoit réservé à la justice royale de la resserrer à son tour. La plus saine partie du clergé reconnut la nécessité d'une réforme dictée par l'équité, & sembla concourir d'elle-même avec les intentions des monarques qui l'entrepirent.

C'est au regne de Philippe de Valois qu'on peut fixer l'époque de la diminution réelle de l'autorité des juges ecclésiastiques. On doit se rapeler la contestation qui s'éleva pour lors entre les deux juridictions : les raisons qui furent alléguées de part & d'autre suffisoient pour nous instruire des abus qui régnoient dans ce siècle. On ne statua rien sur cete question, qui demeura indécise ; mais quelques années après, le roi interdit aux tribunaux des évêques, la connoissance du crime d'adultere. Cete ordonnance fut rendue sur les remontrances des bourgeois d'Amiens, qui se plaignirent que l'official & les ministres de leur évêque les faisoient citer devant eux, & les contraignoient à payer de grosses amendes, sous prétexte qu'ils s'atachoient à d'autres femmes qu'à leurs épouses légitimes *. Le monarque avoit plusieurs fois enjoint verbalement au prélat, de faire cesser ces citations,

Confér. des
ordonnanc. T.
1, p. 1148.
Registres du
Parlement, li-
vre des ordon-
nances royales.

* *Quod ipsi feminas alias quam suas desponsatas carnaliter cognoverant.* Conf. des ord. appendix. T. I, p. 1148.

AN. 1380.

Ibid.

*Conférenc. des
ordonnanc. t. 1.
Loix ecclef.
prem. part. c.
19, pag. 120.*

*Tbid. premiere
partie, c. 23,
p. 193.*

& ces exactions scandaleuses : à la fin il ordonna aux juges séculiers de l'y contraindre par la saisie de son temporel *. Le roi Jean essaya d'enlever aux officiaux l'attribution du fait & de l'exécution des testaments : l'ordonnance qu'il rendit à cet éfet ne les empêcha pas de persister, autant qu'ils purent, dans leurs prétentions. On vit sur-tout subsister encore long-temps la coutume monstrueuse de refuser la sépulture aux chrétiens qui mouroient sans faire de pieuses libéralités aux églises, ou, ce qui revenoit au même, sans faire de testament : il falloit, dans ce dernier cas, nommer d'office quelqu'un qui testât au lieu du mort, & lui-aquit le droit d'être enterré parmi les fideles. Enfin nos souverains, comme chefs & modérateurs de la justice dans tout le royaume, en conservant pour l'église les égards qu'exige la dignité du ministère des autels, s'apliquoient à réprimer les entreprises des juges ecclésiastiques : toutes leurs ordonnances à ce sujet tendoient à les réduire aux saintes fonctions que la religion & la raison leur confient. Charles V lui-même, l'un de nos plus religieux monarques, alla encore plus loin que ses prédécesseurs. Ce prince ne crut pas déroger à sa piété, par son ordonnance de 1371, « qui défendoit à tous les juges ecclésiastiques de connoître, même par rapport aux clercs, des actions réelles ou possessoires, ainsi que des rentes & cens assignés sur les héritages. Ce règlement qui rétablissoit les juges royaux dans une partie de leur juridiction, les rendit plus vifs & plus attentifs à soutenir leurs droits sur d'autres chefs ». On voit encore dans un arrêt du parlement du 13 mars 1376, que le procureur du roi conclut à ce que l'évêque de Beauvais & ses officiers fussent condanés à une amende, pour réparer les attentats & abus faits au préjudice de la juridiction temporelle *. C'est par ces exemples réitérés.

* Quelque temps après cete ordonnance, le parlement condana l'archidiacre de Paris, par saisie de son temporel, de restituer à Mathieu le Beul, la somme de 150 liv. qu'il avoit mal exigée de lui, pour avoir été trouvé avec une autre femme que la sienne. *Rech. de Pasquier, L. III, ch. 33.*

** Un seul exemple suffira pour faire connoître la confusion qui régnoit dans la dispensation des loix. Les enfants de chœur du Puy en Velay exerçoient l'office de juges des Juifs : ils en condanèrent un en 300 liv. d'amende. *Hist. de Lang. T. IV.*

& constamment soutenus, que la vigilance des monarques & la fermeté des cours supérieures ont fixé les limites des deux juridictions, & rétabli l'harmonie des loix.

AN. 1380.

L'établissement des aides & autres impositions que les besoins de l'Etat avoient rendu indispensable, exigeoit nécessairement des édits, soit pour la régie, soit pour la forme de la perception : il falloit interpréter ces édits pour en faciliter l'exécution, pour prévenir les abus, pour y remédier. L'interprétation, l'accord & la réunion de ces différents réglemens commençoient à former une jurisprudence nouvelle, que dès-lors on eût pu nommer le code des finances. L'administration des revenus publics a déterminé dans tous les temps la force actuelle d'une nation : elle est, après le maintien de la religion, la conservation des mœurs, & le respect pour les loix, l'objet le plus essentiel du gouvernement. Charles V avoit appris pendant le cours d'un regne fertile en succès, à se pénétrer de ces maximes; mais les effets ne répondirent pas toujours à la droiture de ses intentions. Rien ne fait mieux sentir le défaut d'une économie vicieuse, que les correctifs qu'on est obligé d'y appliquer. C'est un prodige incompréhensible, & qu'il faut examiner de près pour s'en former une idée, que la diversité des détours insidieux employés alors par les comptables pour ruiner le prince & les sujets. Ces calculateurs bornés pour la plupart, & inhabiles à tout autre emploi, sembloient être doués d'un génie inépuisable en inventions frauduleuses. Envain le souverain & son conseil, essayoient de mettre un frein à leur cupidité : un abus réprimé se trouvoit à l'instant remplacé par un abus d'un autre genre. Il ne faut que jeter un coup d'œil sur les ordonnances de ce siècle, pour découvrir une partie des mystères d'iniquité journellement enfantés par l'avarice industrieuse : fermes adjudgées clandestinement à des protégés insolubles & sans probité; soustraction de deniers, divertissement de fonds, doubles emplois, frais imaginaires de transport d'argent qui ne changeoit pas de mains, présentations de quitances acquises à vil prix, tandis qu'on les fournissoit au compte du prince pour leur valeur; faux délais de paiements, non-valeurs, exemptions sollicitées de remettre des

Finances.
Recueil des
ordonnances.

Trésor des
Chart. Reg.
112.

AN. 1380.

sommes reçues depuis long-temps : tels étoient les jeux de ces sangsues, maux légers en comparaison des exactions qu'ils exerçoient sur le peuple. On eût dit que ces tyrans subalternes, unis par l'intérêt, avoient juré de s'approprier le partage des dépouilles du royaume. Adjudicataires, receveurs, contrôleurs, visiteurs, élus, tous avoient leur portion marquée du butin général. Ils faisoient acquiter deux fois les mêmes droits; ils employoient les dernières rigueurs pour en forcer les paiements avant l'échéance, dans la vue de faire valoir ces sommes par des prêts usuraires; ils multiplioient, ils suposoient les impositions. Ceux qui ne pouvoient sur-le-champ satisfaire à leurs demandes, ruinés en frais de saisies & exécutions, se trouvoient enfin forcés d'abandonner leurs demeures à ces vautours insatiables. Il n'y avoit pas jusqu'aux sergents qui ne se crussent en droit de vexer le public. Malheur aux lieux où ces brigands autorisés adressoient leurs pas! Ils avoient toujours quelque prétexte pour entrer dans les maisons : leur présence inspiroit une telle frayeur, qu'on les payoit pour se retirer; ceux même qui avoient satisfait avec le plus d'exactitude, n'avoient aucuns moyens de défense contre des scélérats, qui se portoient en même temps pour parties, juges, & exécuteurs de leurs jugements: vainement leur produisoient-ils leurs quittances de paiement, ils étoient encore obligés d'acquiter le salaire de ces vils officiers, qui même pouissoient l'impudence jusqu'à prendre les meubles pour gages des sommes qu'ils exigeoient. Vingt ordonnances réitérées, les injonctions les plus sévères, pouvoient à peine réprimer une partie de ces abus, par l'appui que des personnes puissantes prêtoient aux coupables. C'est ainsi que le roi s'exprimoit dans un règlement à ce sujet : *Lesquels crimes ont été commis par les receveurs, grenetiers, contrôleurs & autres, & pour iceux couvrir & être soutenus en le faisant, ont fait plusieurs grands dons à diverses personnes.* Le crédit des grands ainsi prostitué à des misérables, entretenoit le vice radical qui régnoit dans les finances. Charles en connut la cause : il fit beaucoup s'il en suspendit les effets.

Il ne faut point chercher l'origine de tant de désordres ailleurs que dans ce commerce honteux, établi, pour ainsi

dire, entre l'avarice & la prodigalité indigente. Les exacteurs jouissoient de l'impunité, en fournissant à des patrons puissants, les moyens de subvenir à leurs folles dépenses. Vainement les apologistes du luxe ont avancé qu'il indique la richesse d'un grand royaume, s'il occasionne la ruine d'un petit : suivi nécessairement de la mollesse, de la confusion des états, de l'oubli des devoirs, de la corruption des mœurs ; il perd également l'un & l'autre, avec cette différence que la destruction d'une petite république est plus rapide que celle d'un vaste empire ; la flamme dévore plutôt un buisson qu'elle n'embrase une forêt. Le luxe dont nous avons remarqué l'introduction sous les regnes précédents, n'avoit pas cependant tellement confondu les conditions, qu'il ne fût plus possible de distinguer les femmes respectables des courtisanes revêtues des dépouilles de leurs lâches adorateurs. On ne voyoit point le vice triomphant s'ériger un trophée de ses excès : l'homme obscur enivré de son opulence, ne pouvoit pas l'orgueil jusqu'à prétendre égaler par un faste insolent, l'air de grandeur & de magnificence réservé pour les princes & les seigneurs. Mais si nos peres n'étoient pas arrivés à ce degré de dérèglement, on peut se convaincre par les loix somptuaires, qui déjà plus d'une fois avoient pros crit les superfluités, qu'ils abusoient des richesses autant qu'ils pouvoient, & que les facilités, non les desirs, manquoient à leur ambition. Déjà depuis long-temps le gouvernement avoit été contraint de défendre l'usage des *chars* aux bourgeois, de régler le prix des étofes suivant les rangs, de fixer la différence des fourures employées aux habillemens, sur la différence des qualités, d'interdire, autant qu'il étoit possible, les draps étrangers pour encourager les manufactures nationales * ; en un mot, d'essayer le retablissement de l'abondance par la modération. La recherche continuelle de vains ornemens trouvoit toujours le secret de tromper la sévérité des Loix,

* Parmi les différentes causes qui contribuerent à perfectionner nos manufactures, on ne doit pas oublier la mode qui régnoit dans ce siècle parmi les personnes de distinction, de porter sur leurs habits les couleurs & la représentation de leurs armoiries. Les ouvriers furent obligés de travailler les étofes avec plus de soin, & les fabricans furent obligés de se rendre plus habiles. *En faits d'arts, dit un sçavant académicien, rien n'est indifférent.* Mém. de lit.

AN. 1380.

qui pouvoit difficilement trouver prise sur l'instabilité de nos modes. Ce n'est pas d'aujourd'hui que, graces à l'inconstance de notre nation, l'habillement * de l'année courante di-

* Dans le cours de cete hystoire, il a plusieurs fois été fait mention des différentes sortes d'habillemens. Ils changerent souvent de forme, en conservant les mêmes noms. Voici à-peu-près les principales pieces. Outre le manteau & la robe, qui éprouverent peu de variations, on se servoit de cotes simples, de cotes hardies, de surcot: ce dernier vêtement étoit une espece de subreveste qui se mettoit sur la cote. Il faut observer qu'alors les mêmes habillemens étoient communs aux hommes & aux femmes. On lit dans le roman d'Ermine de Reims: *Il me vint deux femmes portant surcots plus longs qu'elles n'étoient, environ une aune, & il faisoit qu'elles portassent à leurs bras ce qui étoit bas, ou traînât à terre, & avoient aussi poignées en leurs surcots pendant aux coudes & leurs tetins trouffés en haut.* Du surcot des hommes sont venus nos furcots. La garnache, habit long, descendoit jusqu'aux talons, ordinairement il n'avoit point de manches. Lorsqu'on sortoit, on se couvroit d'une chape, habillement long, dont on étoit enveloppé de la tête aux pieds. Les hommes & les femmes s'en servoient également. Un ancien écrivain parle d'un comte & d'une comtesse, si pauvres, qu'ils n'avoient qu'une chape en commun. Les chapes furent défendues par Louis VII, aux femmes publiques, afin qu'on les distinguât des femmes mariées. En ne conservant que la partie supérieure de la chape, on forma le chaperon, qui ne couvroit que les épaules. Il étoit taillé de maniere qu'on pouvoit y entrer sans faire une ouverture pardevant: on le relevoit sur la tête par un pli qui prenoit environ trois doigts de la cornete, qui étoit une espece de coëse ou béguin de toile, long d'environ un pied & demi, uni ou découpé. Ces longues cornetes furent interdites aux ecclésiastiques par le synode de Rouen de 1343. On l'apeloit cornete, parce que cet habillement de tête se terminoit en corne, à-peu-près semblable à celle que porte aujourd'hui le doge de Venise. Les coëfures de femme en ont retenu le nom. Les dames du quatorzieme siècle portoient sur la tête une corne extrêmement élevée. Elles multiplièrent dans la suite leurs cornes, & leur donnerent plus de largeur & d'élévation. Cet excès ridicule fut porté au point que les portes se trouvoient trop étroites. On nommoit ces coëfures, des hennins. Un carme Breton nommé Thomas Conecte, se déclara l'ennemi juré des cornes des dames. Il les ataqu publiquement en chaire. Les cornes disparoissoient dans tous les endroits où il passoit; mais, dit Paradin, *les dames firent comme les limaçons, lesquels, quand ils entendent quelque bruit, retirent & resserrent tout bellement leurs cornes; mais le bruit passé, soudain les relevent plus que devant.* Ainsi firent les dames; car les hennins ne furent jamais plus pompeux & superbes qu'après le partement de frere Thomas. Une partie de la cornete des hommes changea de place, & servit à garnir l'extrémité des manches des chemises, lorsqu'ils n'eurent plus pour ornement de tête que des chapeaux, diminutifs des chaperons, comme ceux-ci de la chape. Les chapeaux étoient à bords ou à roue: ils n'étoient point retrouffés: on les doubloit de fourures: on les garnissoit de franges d'or, de cordons de perles ou de pierreries. Un cordon lié sous le menton servoit à les assujétir; on forgeoit des chapeaux de fer pour la guerre. Les couronnes ou guirlandes de fleurs s'apeloient aussi chapeaux. Le retranchement d'une partie du chapeau formoit le bonnet: c'étoit la partie supérieure du chaperon dont on avoit conservé le bôurlet. Long-temps cete coëfure à rebords fut l'ornement de nos docteurs, auxquels succéderent des bonnets de forme quadrangulaire, qu'on apeloit bonnets à quatre braguettes. Cete mode perfectionnée produisit nos bannets quarrés. Bigarure, dit Palquier, qui nous a découvert la quadrature du cercle. Le morceau d'étoffe que les gens du palais & de l'université portent sur l'épaule, représente la partie du chapeau.

Journal des
Orfins.

Paradin.

Argenté.

Mem. de lit.

T. VI, p. 735.

fere presque autant de celui de la précédente; que du siècle qui l'a devancée. Ce seroit un spectacle curieux que la représentation par ordre de date, de tous les habits françois, seulement depuis quatre cents ans. Cet amour des superfluités & des modes extravagantes ne suffisoit pas à l'inquiete activité d'un peuple idolâtre de tout ce qui porte le caractère de plaisir & de divertissement.

AN. 1380.

Par l'ordonnance de Charles V, rapportée dans le volume précédent, on a pu facilement observer que les sortes de jeux étoient pour lors en vogue. Par ceux que ce règlement proscrivoit, le jeu de dés sur-tout, où le hasard seul préside, fut le plus sévèrement défendu: mais la passion pour ce divertissement se trouva toujours plus forte que la rigueur de la défense. Non-seulement le peuple, mais les plus grands seigneurs s'y livroient sans réserve. Cete fureur les emportoit si loin des bornes de la raison, qu'il arivoit souvent que l'avarice & l'entêtement des joueurs engloutissoient les plus grandes fortunes. Les gens de guerre ne connoissoient pas d'autre passe-temps pour charmer leur oisiveté; l'ignorance dont la plupart faisoient profession, les rendant incapables de toute autre récréation. Les princes eux-mêmes leur en donnoient souvent le pernicieux exemple. Jacques, comte de la Marche, sous le regne suivant, ayant reçu des sommes considérables du roi, pour les frais d'une descente en Angleterre, consuma les fonds, & fut obligé de revenir sur ses pas. *Il avoit dépendu tout ce qu'il reçu avoit*, dit une chronique du temps, *en fols usages tant entour les dames comme au jeu de dés*. Il passa par Orléans au retour de cete bele expédition: les écoliers s'atrouperent sur son passage, chantant autour de

Divertissements. Jeux.

Chron. MS:
B. R. numéro
10297, p. 72,
verso.

peron dont le bonnet a été détaché. La chaussure des grands ne diféroit de celle du peuple, qu'en ce qu'ils portoient quelquefois des souliers dorés. L'usage des pantoufles fut défendu aux ecclésiastiques par un règlement du concile de Sens. A l'égard des poulaines & autres chaussures ridicules, il seroit inutile de répéter ici ce qui a déjà été observé tome iij de cete histoire. Chez les peuples septentrionaux on a regardé quelquefois comme un acte de vasselage, la cérémonie de porter la chaussure de son seigneur. *Olaus Magnus*, roi de Norwege, envoya ses souliers au roi d'Irlande, lui mandant de les porter sur ses épaules en signe de subjection; ce que le prince Irlandois exécuta le jour de Noël en présence des ambassadeurs Norwégiens. Ces détails de nos anciens habillemens sont extraits des mémoires de littérature, de du Cange, de Pasquier, &c.

Tome VI.

N

AN. 1380.

lui, *mare vidit & fugit*, il a vu la mer & il a pris la fuite.

La musique & la danse, plaisirs plus innocents que la manie des jeux de hasard, ont fait dans presque tous les temps les délices de notre nation. Les musiciens & joueurs de divers instruments*, connus sous le nom de ménestriers, étoient fort estimés. Le goût de Charles V pour la musique, ne contribua pas peu à la perfectionner. Ce prince avoit coutume d'égayer la fin de ses repas par des concerts de flûtes douces. « Il entendoit, dit *Christine de Pisan*, si parfaitement tous les points de musique, qui est la science des sons & acords par notes, qu'aucun discord ne lui pouvoit être mucié (caché). On exécutoit des airs à quatre parties. Les notes étoient distinguées sous les noms, de longues, de communes & de minimes : on commençoit à faire usage des *dièses*, inconnus auparavant, aussi-bien que la marque des pauses & des soupirs. Dans la plupart de nos grandes villes, & principalement à Paris, les musiciens formoient une compagnie sous un chef appelé *roi des ménestriers*, chargé de la police du corps, & du soin de faire observer les réglemens. Nous aprenons par ces statuts, qu'ils étoient appelés à toutes les fêtes qu'ils animoient par leur présence. Nos rois ne dédaignèrent pas de confirmer souvent par leurs lettres, les loix qu'ils s'étoient prescrites pour le bon ordre de leurs sociétés. Souvent les poètes s'associoient avec eux, afin de donner un nouveau lustre à leurs productions, par les acords de la musique. Les acteurs, les musiciens, les rimeurs, sont souvent confondus sous la dénomination générale de jongleurs. Leur profession étoit de s'introduire dans les palais des grands & dans les maisons des particuliers riches. Souvent ils représentoient sur des échafauds dressés dans les places publiques. Le peuple couroit avidement à ces représentations, que les *jongleurs* essayoient de rendre plus agréables

* Un sçavant académicien a recueilli d'un manuscrit de la bibliothèque royale, coté n° 7609, les noms des instruments de musique du quatorzième siècle, parmi lesquels on reconnoitra plusieurs de nos instruments modernes. La vièle, la rubebe, la guiterne, le leu, la morache, le nicanon, la cistole, le psaltérion, la harpe, le tabour, les naquaires, la trompe, les orgues, les cornemuses, les flaiors, les chevretes, les doucines, les simbales, les clochetes, le timbre, la flauste beaigne, (flûte allemande) le corner d'Allemagne, la fistule, la pipe, la buifme, le monocorde.

aux spectateurs par des farces indécentes. Le gouvernement attentif à réprimer cete licence dangereuse, y remédia par une ordonnance qui défendit *aux jongleurs de rien dire, représenter ou chanter dans les places publiques ou ailleurs, qui pût causer quelque scandale, à peine d'amende arbitraire, & de deux mois de prison au pain & à l'eau.* On voit déjà d'ici naître nos spectacles, le plus agréable de nos amusements, & qui subordonné aux loix de la décence & de la vertu, mérite d'être porté jusqu'au degré de perfection dont il est susceptible, en joignant à l'attrait du plaisir, l'avantage heureux d'inspirer la vertu par les exemples utiles d'une instruction solide. Nous verrons, sous le regne suivant, cet art commencer à prendre une forme plus constante, par l'établissement du premier de nos théâtres fermés, & nous aurons alors occasion de nous arrêter à considérer & son origine & ses progrès.

AN. 1380.

Une des plus utiles découvertes dont on fut redevable au génie inventif de ce siècle, est celle des lunettes ou *bésicles*, ainsi qu'on les nommoit d'abord. On ignore le nom de celui qui le premier imagina ce secours, par lequel le genre humain semble recevoir une seconde fois la lumière: il paroît même qu'il étoit peu curieux de rendre public un si beau secret, dont cependant le mystère se divulgua malgré lui; car une ancienne chronique raporte qu'un religieux nommé *Alexandro di Spina*, faisoit des lunettes, & en donnoit libéralement, pendant que celui qui les avoit inventées refusoit de les communiquer. Cete découverte facilita les progrès de l'astronomie, & nous donna, sur les anciens, l'avantage du télescope qui manquoit à leurs observations.

Inventions.
Lunetes.

Rech. d'Ant.
tiq. de Spon,
p. 213.

Mém. de lit.

La littérature reçut encore un nouveau moyen d'étendre & de multiplier les connoissances par l'établissement des manufactures de papier. Jamais invention ne pouvoit venir plus à propos au secours des lettres, dans ce temps où nos aïeux commençant à peine à sortir des ténèbres de l'ignorance, se sentoient déjà épris de la fureur d'écrire. La rareté du parchemin dont ils s'étoient servis long-temps, ne pouvoit suffire aux compositions qu'on voyoit éclore de toutes parts; inconvénient qui fut cause plus d'une fois que des écrivains, faute d'expédients plus commodes, s'aviserent de racler des livres

Papier.

Mém. de lit.
T. 3, 4, 6 &
15. Hist. de
l'Université.

AN. 1380.

anciens dont ils ne connoissoient pas le mérite, pour substituer à des chefs-d'œuvre leurs productions modernes. Nous retrouvons encore sur de vieux manuscrits des indices de cete barbarie. Combien d'excélents auteurs dont nous déplorons aujourd'hui la perte, se trouvent-ils ainsi transformés en légendes, en chroniques de monasteres, en romans ridicules, soit rimés, soit en prose! Si cet usage eût continué, peut-être ne nous resteroit-il pas un seul exemplaire des bons écrivains de la Grèce & de Rome, que le papier a sauvés d'une proscription si peu méritée. Jusqu'au temps de cete découverte, on ne connoissoit en Europe d'autre papier que celui qui se fabriquoit en Egypte avec les membranes de la plante apelée *papyrus*, qui lui a donné son nom. Ce ne fut que fort tard, sous le déclin de l'empire de Constantinople, que les orientaux fabriquerent avec le coton, du papier à-peu-près semblable à celui dont on se sert à la Chine depuis plus de deux mille ans *. Vers l'onzieme siècle on connoissoit en Occident le papier fait de chiffons, tel que celui que nous employons aujourd'hui; mais soit qu'on ignorât l'art de lui donner une préparation convenable, soit que cete invention nouvele manquât d'encouragement, on n'en trouve point de vestige avant S. Louis; & même depuis ce regne on en fit peu d'usage: encore le tiroit-on de Lombardie, jusqu'au quatorzieme siècle qu'il s'en établit en France plusieurs manufactures, dont les premieres furent celles d'Essonne & de Troies.

Horlogerie.

Mem. de lit.

L'art de l'horlogerie, jusqu'alors avoit été peu cultivé, depuis que le fameux Gerbert, vers le dixieme siècle, avoit inventé les horloges à roue. Cete négligence prouve le peu d'empressement qu'on témoigna long-temps pour les découvertes du génie. Le soleil indiquoit la marche des heures: pendant le jour, on se servoit de *clepsydres* ou d'horloges de fable; & pour la nuit on employoit des bougies de veille, dont la division marquée d'espace en espace, étoit proportionnée avec la mesure du temps. On vit sous Charles V le premier ouvrage d'horlogerie. Ce prince fit venir d'Alle-

Hist. de S.
Louis.

* Les Chinois emploient pour la fabrication de leur papier le mûrier, l'orme, le cotonier, & sur-tout le bambou.

magne *Henri de Vic*, qui passoit pour l'artiste le plus habile de son temps. Il fit placer sur la tour de son palais à Paris, la première grosse horloge qu'on eût vue en France : elle sonnoit les heures. Cete nouveauté utile se répandit de la capitale dans les provinces. Le monarque n'épargnoit rien pour l'encourager & pour exciter l'émulation. Quelques années après, on en fit une autre pour la métropole de Sens. Le roi paya la moitié de la dépense d'une lanterne de bois dans laquelle elle fut renfermée. La ville de Dijon possède encore aujourd'hui une horloge de ce temps, que le duc de Bourgogne enleva de Courtrai, lorsque cete ville fut prise au commencement du regne de Charles VI. Les amateurs de la mécanique ne seront pas fâchés d'apprendre que ces anciennes horloges avoient *l'échappement ordinaire* ; invention singulière dont l'auteur n'est pas connu. Nous avons parlé plus haut de l'horloge céleste ou sphere mouvante inventée par Jacques de Dondis, & qui fut perfectionnée par Jean son fils. Mais ces heureuses inventions peuvent-elles compenser les maux infinis que produisit une découverte du même siècle : présent destructeur, destiné à punir les hommes d'une curiosité dangereuse, & peut-être à faire un jour une solitude de ce triste Univers ?

AN. 1380.

Sully, Regl. artif. du temps
P. 239.

Plus on s'atache à méditer sur l'histoire, plus on reconnoît la difficulté, pour ne pas dire l'impossibilité de remonter jusqu'à l'origine des divers établissemens. Le peu de soin que nos ancêtres ont eu de fixer l'époque des expériences nouvelles, & des premières productions des arts, nous réduit presque toujours au doute, & nous permet à peine de former quelques conjectures. On commença vers le milieu de ce siècle à faire usage de la poudre à canon ; mais dans quel temps précisément fut-elle inventée ? c'est ce qu'on ignore. Berthold Schwarts, cordelier, natif de Fribourg en Allemagne, autrement dit *le Moine Noir*, ou *Constantin Ancklitzen*, découvrit, dit-on, cet infernal secret. Il avoit renfermé dans un mortier, un mélange de soufre, de salpêtre, de charbon, pour une préparation chymique. Une étincelle de feu ayant pénétré, fit éclater le mortier par la violence de l'explosion subite. Le moine artiste, qui malheureusement ne

Poudre à canon.

AN. 1380.

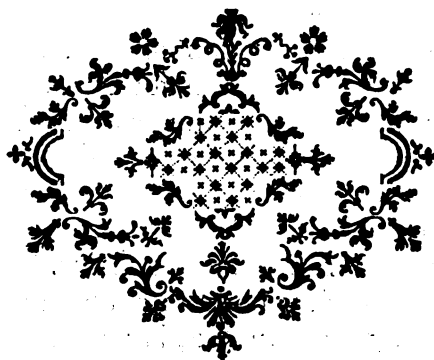
fut pas foudroyé par ce tonnerre factice, revenu de sa frayeur, fit sur cet accident imprévu, des épreuves qui le conduisirent à rectifier le terrible effet que le hasard venoit de lui révéler. Telle est l'opinion presque généralement suivie par les historiens modernes, dont cependant la certitude peut être facilement contestée. Le silence universel de tous les historiens & de tous les chroniqueurs de ce siècle, dont aucun ne parle de la poudre comme d'une invention nouvelle, laisse la liberté de regarder comme une fable moderne l'époque qui en détermine la découverte. Dès le treizième siècle Roger Bacon, cordelier Anglois, parle de l'explosion du salpêtre renfermé dans un globe, comme d'une expérience familière : de cette expérience à celle d'augmenter l'activité du salpêtre, en y joignant une matière combustible, il n'y avoit qu'un pas à faire. Bien plus, il annonce des feux artificiels, dont la bruyante impétuosité imitoit les effets de la foudre. A quelle autre préparation cela pourroit-il s'appliquer qu'à la poudre ? Depuis long-temps ce secret connu des Chinois avoit été apporté en Europe. Dans le temps des croisades, des missionnaires zélés avoient pénétré jusqu'en Chine : ils en avoient donné des relations sous le nom de royaume de *Cathai*. *Marc Paul, Vénitien*, qui avoit accompagné le fils de *Gengiskan* à la conquête d'une partie de cet empire, raconta aux Européens les merveilles qu'il avoit vues dans cette contrée de l'Asie ; & certainement il ne dut pas oublier ces feux d'artifice si fort en usage parmi les Chinois. D'ailleurs ce qu'on attribue à un franciscain du quatorzième siècle, pourroit au moins avec une vraisemblance égale, convenir à Roger Bacon, cordelier vivant dans le siècle précédent. Le prétendu inventeur de la poudre à canon, dit qu'il étoit en prison lorsqu'il fit cette découverte ; & personne n'ignore que Bacon fut long-temps prisonnier de l'inquisition. Quoique ces présomptions n'emportent pas une conviction entière, elles paroissent cependant devoir obtenir la préférence sur une tradition dénuée d'autorité, & plusieurs fois contredite par les faits. Car d'abord on avoit placé l'invention de la poudre assez avant dans le quatorzième siècle, jusqu'à ce que différentes découvertes historiques aient obligé d'en reculer la

date. De la bataille que les Vénitiens livrerent en 1378, contre les Génois, un passage de Villani a fait rétrograder jusqu'à la bataille de Créci : un compte de l'an 1338 a encore reculé l'époque. L'existence d'une pièce d'artillerie fondue en 1301, achève de renverser tous les systèmes, & nous force de convenir que la connoissance de ce secret est beaucoup plus ancienne qu'on ne l'a cru jusqu'à présent. Si l'on n'en fit pas d'abord usage pour la guerre, c'est que la plupart des hommes accoutumés à suivre des routes battues, ne changent que difficilement l'uniformité de leur marche. Les engins, balistes & autres instruments produisoient l'effet nécessaire pour l'attaque des places. On se servoit de machines d'une force prodigieuse, qui lançoient des quartiers de rocher d'une grosseur énorme. Les premiers canons que l'on fondaient étoient moins propres à renverser des remparts, que ces terribles bombardes dont le bruit retentissoit à six lieues à la ronde. Ce ne fut qu'à l'aide de l'industrie & du temps, qu'on parvint à perfectionner l'artillerie, & à la rendre plus commode pour le transport, & plus meurtrière par les effets. On a marqué soigneusement dans le cours de cette histoire les différentes occasions où les canons ont été mis en usage : ce seroit abuser de la patience des lecteurs que de les rappeler. Il leur suffira de se ressouvenir que déjà depuis près de cinquante ans on s'étoit servi de canons de fer & de boulets de pierre *. Nous verrons, sous le règne suivant, l'invention des mousquets, carabines & autres armes portatives, connues d'abord sous le nom de canons à mains. Cette nouveauté introduite dans les armées, porta le coup mortel à la chevalerie, & changea, pour ainsi dire, la nature du courage. Le plus brave guerrier ne dut plus compter sa force & la bonté de ses armes, comme des moyens de défense contre un lâche qui l'atteignoit de cent pas. A la valeur active, il falut substi-

* En 1340, les Anglois furent obligés de lever le siège qu'ils avoient mis devant la ville d'Eu : on voit encore l'artillerie qui fut employée par les assiégés ; elle consiste en deux grosses boîtes de fer, qu'on chargeoit avec des cailloux ronds. On regardoit alors, comme un bonheur singulier, que ces pièces n'eussent point été endommagées ; ce qui démontre qu'on ignoroit encore l'art d'en régler les effets ; & ce fut peut-être une des raisons qui empêchèrent si long-temps que l'usage n'en devint commun. *Livre, rouge de la ville d'Eu. Mém. de litt.*

AN. 1380.

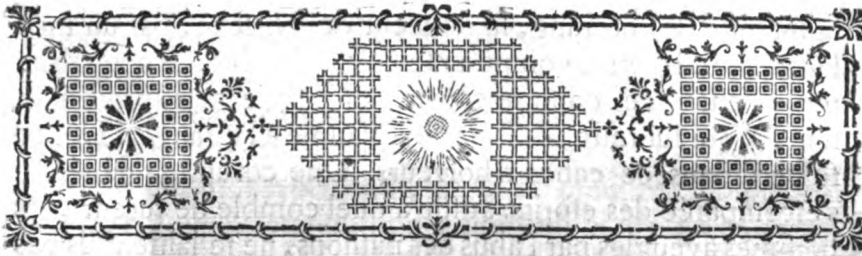
tuer une intrépidité tranquille, acoutumée à donner & à recevoir la mort sans dessein comme sans éfroi. Les combats devinrent plus sanglants, à proportion que les moyens de s'entre-détruire se multiplierent. Au moyen de la nouvelle méthode, tout le monde se trouva propre à la guerre. Les armées furent plus nombreuses, & les nations s'épuisèrent à l'envi l'une de l'autre pour l'accroissement de leurs forces militaires. Cete esquisse des connoissances, des loix, des usages de nos ancêtres, formée de différents traits épars dans les monuments qu'ils nous ont laissés, ne nous doivent faire regretter ni leurs lumieres, ni leurs arts, ni leurs plaisirs. Devons-nous envier leurs vertus? Question presque toujours indécise, quoique souvent agitée. C'est au récit de leurs actions & des événements qu'elles ont produits, à résoudre le problème.



CHARLES



CHARLES VI.
LII.^e Roy de France.
Mort à Paris, le 21 Octobre 1422.
Après 42 ans de règne.



CHARLES VI.

UN grand monarque flaté par les prospérités d'un regne, que son administration a rendu florissant, embrasse l'avenir dans ses vues: il desireroit, pour ainsi dire, se survivre à lui-même, en immortalisant son ouvrage. Vainement il dispose tout dans le meilleur ordre possible: de mille inconvénients qu'il n'a pu prévoir, un seul suffit pour renverser les projets les mieux concertés. Un moment d'erreur a souvent dévoré le fruit de vingt années de sagesse. Charles n'étoit pas encore inhumé, qu'on respiroit déjà les horreurs de la guerre civile. On se menaçoit, & les François sembloient se préparer à célébrer des jeux funebres, en s'immolant sur le tombeau de leur souverain.

AN. 1380.

On desireroit, pour sauver l'honneur de la nation, pouvoir effacer, ou du-moins adoucir les traits du tableau révoltant que présentent les événements de ce déplorable regne. Un roi dans l'enfance, dont le caractère turbulent dégénere en frénésie, incapable de tenir les rênes de l'Etat, les abandonne tour-à-tour aux princes de son sang, que la soif de commander, & non l'amour du bien public, excite à se disputer les soins du gouvernement. La plupart de ces mêmes princes, que la dignité de leur naissance auroit dû rendre les appuis du trône, l'ébranlerent par les plus violentes secousses: les nobles se détruisoient eux-mêmes, en déchirant le sein de leur malheureuse patrie: on diroit qu'ils avoient perdu jusqu'à la mémoire de cet honneur qui leur étoit naturel. Le peuple furieux, acharné à sa perte, partage la démence de son souverain; & pour surcroît d'infortune, une femme, une reine oubliant

Tome VI,

O

AN. 1380.

la majesté de son rang, la douceur de son sexe, par un mélange monstrueux, voluptueuse & cruele, épouse coupable, mere dénaturée, conjure contre son propre sang, proscriit le seul fils qui lui reste, & livre le royaume à l'étranger. L'œil se perd dans ce cahos d'horreurs. Une corruption générale s'est emparée des esprits. Jusqu'à quel comble de fureur, les hommes aveuglés par l'abus des passions, ne se laissent-ils pas entraîner, lorsqu'une fois les liens qui les enchaînoient au bien de la société, sont rompus par ceux mêmes qui sont faits pour donner l'exemple ! Plus de devoirs, plus de regles, plus de mœurs. La vertu éfrayée n'ose plus faire entendre sa voix : les plus saintes loix sont violées ; tout le monde a intérêt d'être méchant. Il ne falloit peut-être qu'une prolongation de quelques mois à des erreurs si constantes, dont le fatal enchaînement remplit l'espace d'un demi-siècle, pour achever la subversion totale. Une honteuse servitude aloit devenir le prix de tant de forfaits. Encore un pas, là France n'étoit plus, ou ce qui revient au même pour des cœurs généreux, nous alions devenir une province de nos éternels rivaux. Il n'est point d'écrivain ni de lecteurs sensibles qui ne frémissent, & qui ne donnent des larmes à cet affreux récit.

Le duc d'Anjou s'empare des trésors du feu roi.

Antiq. de Paris.

Les funérailles de Charles V avoient été retardées par la mesintelligence des princes. Tous étoient auprès du monarque agonisant ; il ne s'en trouva pas un lorsqu'il eut rendu les derniers sours. Les ducs de Bourgogne, de Berry & de Bourbon s'assurèrent de la personne des jeunes princes, qui pour lors étoient à Melun. Le duc d'Anjou courut à Paris s'emparer d'une partie des trésors du feu roi. L'or & l'argent monnoyé, accumulés par l'économie du ministère, avoient été fondus & réduits en lingots. Ce dépôt étoit renfermé dans une sale voûte du palais. On n'a point sçu précisément à quelle somme ces richesses pouvoient monter. Le duc que sa qualité de régent rendoit tout-puissant, se les apropria sans retour, & n'en compta jamais. Ce vol (car de quel nom moins honteux caractériser une pareille indignité ?) devint la source de presque tous les malheurs du royaume.

Division des princes.

Les princes retenus jusqu'à l'instant de la mort du roi leur frere, par la déférence due à son rang, & par le respect qu'ils

ne pouvoient refuser à ses vertus , laisserent éclater l'ambition dont ils étoient dévorés. La cour se partagea : chacun rassembla ses créatures, apela ses amis, & mit en usage tous les moyens praticables pour s'en procurer de nouveaux. Les gens de guerre avides de butin & de meurtre, acoururent se ranger sous les étendards des différents partis qui commençoient à se former. Déjà les troupes campoient aux environs de Paris : la ville se trouva investie , & le ravage des campagnes annonça les hostilités. Le peuple flotoit encore incertain au gré de cete stupide curiosité qui lui fait desirer les changements, dont les expériences les plus frapantes ne lui apprendront jamais les funestes suites. C'est pour lui un spectacle. Il voyoit les inquiétudes des grands, leurs brigues, leurs foibleffes, leurs crimes, leurs lâchetés, & sembloit se venger de sa bassesse en les jugeant, sans penser qu'il payeroit un jour les frais de leurs terribles querèles. Ce seroit cependant une injustice de croire que tous les princes fussent également condanables. Le moins respectable de tous étoit le duc d'Anjou : orné des graces de l'extérieur, éloquent pour un prince, spirituel, brave, mais ambitieux, inflexible, avare, injuste & cruel. Le duc de Berry, prince sans vertu, auroit eu tous les défauts de son frere, s'ils n'avoient été modérés par son indolence naturelle : il étoit de plus dissipateur sans discernement. Des trois freres de Charles V, le duc de Bourgogne possédoit sans contredit les qualités les plus brillantes & les plus estimables. Il avoit dès sa plus tendre jeunesse donné des preuves d'un courage qu'il ne démentit jamais : né avec de l'ambition, mais généreux, magnifique ; son afabilité, la noblesse de ses manieres, sa libéralité lui gaignoient les cœurs de tous ceux qui l'aprochoient. Il eût été le prince le plus acompli de son temps, si le duc de Bourbon, oncle maternel du jeune roi, ne l'eût emporté par un mérite supérieur, en réunissant à tous les avantages du cœur & de l'esprit, le solide éclat de la vertu la plus pure. Il étoit le seul à qui l'on ne pût reprocher aucunes vues ambitieuses, le seul peut-être, digne par sa sagesse & sa probité, de gouverner après le grand roi qu'on venoit de perdre, & malheureusement le droit de la naissance ne l'apeloit au gouvernement

Leur caractère.

AN. 1380.

Assemblée
pour régler la
forme du gou-
vernement.

que dans un rang subordonné à celui des princes ses beaux-freres. Tels étoient les quatre arbitres de la destinée de la France : l'avarice du duc d'Anjou en avoit décidé.

Cependant les partis opposés s'observoient réciproquement, concertoient leurs mesures, & peut-être ne diseroient d'en venir à une rupture ouverte, que par la crainte qu'ils s'inspiroient. Il falloit pourvoir à l'administration. Les gens les mieux intentionnés proposèrent de mettre la matiere en délibération, dans un conseil qui fut convoqué à cet effet. Dans cete assemblée composée des princes du sang, des prélats, des seigneurs, & des personnages les plus éclairés, tirés du parlement, de la chambre des comptes & des trésoriers ; le duc d'Anjou parla de ses prétentions avec une hauteur immodérée. On peut se rapeler que le feu roi, lorsqu'il avoit acordé la régence au duc, réserva par d'autres lettres, la tutele des enfants, distincte de la régence, au duc de Bourgogne assisté du duc de Bourbon. Le duc soutint dans sa harangue que l'une & l'autre lui appartenoient : les princes ses freres ne répondirent point.

Le chancelier d'Orgemont parla fortement pour l'exécution des dernieres volontés du roi. L'avocat général Desmarets, qui prit la parole après ce magistrat, laissa échapper dans son discours plusieurs traits favorables au duc d'Anjou, qui indisposèrent contre lui les autres princes. C'est-là du moins la seule démarche que les ennemis de Desmarets osèrent lui reprocher : mais quand il seroit vrai qu'en cete occasion Desmarets eût apuyé de son éloquence les droits incontestables du duc d'Anjou à la régence, en qualité de premier prince du sang, ce magistrat, organe des loix, n'auroit fait que remplir un devoir indispensable, puisqu'il s'agissoit de maintenir les constitutions du royaume. Après s'être acquité de cete obligation, comme avocat général, Desmarets, loin d'affecter une partialité suspecte, employa tous les ressorts de son génie pour procurer la tranquillité publique & la concorde entre les princes, qui ne purent lui refuser une confiance due à ses lumieres & à son intégrité. Ce fut sur ses avis qu'on nomma les arbitres qui terminerent les contestations. Homme public ou citoyen, son zele ne se ralentit jamais : s'il fut

la victime de l'injustice de son siècle, que du-moins la postérité qui juge sans passion les événements éloignés, réhabilite sa mémoire. C'est la seule vengeance qui reste sur la terre à la vertu opprimée.

AN. 1380.

On n'arêta rien dans cete conférence : les esprits s'aigriffoient de plus en plus ; & déjà les troupes s'ébranloient, prêtes à tout moment d'en venir aux mains. Cete fatale division aloit être suivie des plus affreux désordres, lorsque les quatre ducs convinrent de remettre la décision de leurs différends au jugement de quatre arbitres dont les noms ne nous sont pas parvenus. *La nécessité du temps*, dit une ancienne chronique, *ne permit pas que l'affaire fût agitée dans les regles : la plus grande justice étoit de prévenir le mal en toute diligence.*

Le différend entre les princes mis en arbitrage.

Les médiateurs nommés jurèrent sur les saints évangiles, de n'écouter aucun motif de crainte ou d'intérêt, & de n'avoir pour objet que l'avantage du royaume & du souverain. Ils dressèrent les articles de leur délibération, que les princes agréèrent : & pour lui donner l'authenticité convenable, il se tint un lit de justice au parlement, où elle fut homologuée. Ce fut le 2 Octobre, quinze jours après la mort du roi, que se fit cete publication dans l'assemblée à laquelle assistèrent le duc d'Anjou, régent, les ducs de Berry, de Bourgogne & de Bourbon, madame la reine Blanche, (elle étoit veuve de Philippe de Valois), madame la duchesse d'Orléans, le comte d'Eu, Charles d'Artois son frere, les Comtes de Tancarville, de Harcourt, de Sancerre, de Vienne, messire Charles, fils aîné du roi de Navarre, les archevêques de Rouen, de Reims & de Sens, les évêques de Laon, de Beauvais, d'Agen, de Paris, de Langres, de Bayeux, de Théroüenne, de Meaux & de Chartres, ainsi que plusieurs autres prélats & barons. M^{re} Jean Desmarets porta la parole & dit, *que combien que le roi fût mineur d'ans, par la coutume de France, & ne fût que de l'âge de douze ans, néanmoins pour le bien de la chose publique, & pour le bon gouvernement du royaume, & pour nourrir bonne paix & union entre le roi notre sire & ses oncles, ledit monsieur le régent a consenti que le roi soit sacré & couronné à Reims en la maniere acoutumée, & ce fait, qu'il ait le gouvernement & administration du royaume, & que ledit royaume soit gouverné en*

Jugement des arbitres : émancipation du roi.

Regif. du Parlement.

Du Tillet, recueil des rangs, p. 55.

Le Lab. introduction à l'hist. de Charles VI.

AN. 1380.

son nom, & par le conseil & avis de sesdits oncles, en tant que chacun touche, & à cete fin ledit monsieur le régent l'a âgé, & pour tel réputé. Cete émancipation avoit été jugée devoir nécessairement précéder le couronnement du roi. On étoit alors persuadé que la cérémonie du sacre constituoit essentiellement la puissance de nos monarques, qui ne pouvoient exercer aucun acte de l'autorité souveraine jusqu'à cete inauguration. Les lettres émanées du trône étoient expédiées au nom du régent, scellées de son sceau, & non de celui du roi. Le concordat des princes contenoit des dispositions particulieres, outre celles qui avoient été publiées au parlement. L'éducation du jeune monarque & du prince son frere fut remise aux ducs de Bourgogne & de Bourbon, nommés surintendants de la maison royale. Le duc d'Anjou devoit conserver le titre de régent jusqu'au couronnement dont la cérémonie fut indiquée pour la fin d'Octobre. Mais l'objet le plus intéressant pour le duc, & qui lui faisoit négliger toute autre considération, ce fut l'abandon qu'on lui fit des meubles, de l'argenterie & des bijoux du feu roi, en réservant toutefois ce qui seroit jugé nécessaire pour l'usage des jeunes princes. On convint d'assigner un fonds en particulier, destiné à l'entretien de leur maison. Ce fonds composé des revenus de quelques provinces, fut séparé de la régie des finances, dont le produit, les charges de l'Etat acquittées, devoit être remis au trésor royal, & conservé jusqu'à ce que le roi parvenu à sa majorité, fût en état d'en disposer. On eut aussi égard à la qualité d'ainé, qui donnoit au duc d'Anjou la préférence sur ses freres dans le conseil d'Etat.

Désordres
des gens de
guerre.

Les princes parurent d'abord contents des conventions rédigées par les arbitres, mais le calme fut de courte durée. La ville de Paris étoit toujours environnée de troupes qui vivoient à discrétion dans les campagnes; elles ravageoient les bourgs & les villages : leurs brigandages forçoient les habitants à se réfugier dans les villes, où déjà l'on commençoit à se ressentir de l'interruption du commerce par la licence des gens de guerre qui se répandoient par-tout, infestoient les chemins publics, & détrouffoient les passants, afin, disoient-ils, de se payer de leurs gages, que l'avarice du régent avoit

mis l'Etat dans l'impuissance d'aquiter. Ces désordres produisoient tous les jours des contestations dans le conseil. La plupart de ces troupes étoient sous la conduite du duc de Bourgogne, qui pressoit journellement son frere de les payer sur les fonds dont il s'étoit emparé ; mais cete demande quoique juste, n'étoit pas de nature à se faire écouter : c'étoit blesser le duc d'Anjou par l'endroit sensible, que de lui proposer la plus légère restitution. Pour mettre fin à ces plaintes, il ne consulta que son avarice, qui lui suggéra un expédient digne de lui : ce fut de licencier la plupart des gens de guerre, surtout ceux qui étoient sous la conduite de son frere. Dans cete vue il cassa toutes les compagnies d'ordonnance du duc de Bourgogne. Les seules compagnies de Jean du Beuil, comte de Sancere, & d'Olivier Clifson, furent exceptées de la réforme générale. Ce retranchement qui ne pouvoit avoir lieu, ne servit qu'à multiplier les sujets de mécontentement.

Le peuple qui atendoit avec impatience l'abolition des subsides, ordonnée par le feu roi, commençoit à murmurer de ce retardement. Ses plaintes redoublerent, lorsqu'au-lieu d'éprouver ce soulagement, il se vit tourmenté plus que jamais, non-seulement par l'augmentation des impôts, mais encore par les poursuites rigoureuses des fermiers & de leurs receveurs, que le régent pressoit d'exiger le paiement des restes de leurs comptes. Des menaces on en vint au soulèvement. Les bureaux où l'on recevoit les tributs furent forcés & pillés à Compiègne & dans quelques villes de Picardie. Déjà cete espece de contagion séditiouse gaignoit la capitale. Environ deux cents hommes de la populace s'assemblerent tumultuairement, forcerent Jean Culdoé, prévôt des marchands, de se mettre à leur tête, & de les conduire au palais. Ce magistrat cédant à la nécessité, se présenta devant le régent auquel il adressa la requête du peuple. Les mutins ne trouvant pas qu'il s'exprimât avec assez de force, s'écrierent unanimement, *qu'ils ne paieroient plus rien, & qu'ils mourroient plutôt mille fois que de souffrir tant d'exactions & tant d'injures faites à leur liberté.* Le duc d'Anjou n'avoit ni l'équité nécessaire pour examiner les demandes du peuple, ni la fermeté capable de contenir des séditioux. Cete fermeté auroit

AN. 1380.

*Mém. de la
Chambre des
Comptes.*

*Recueil des
pieces justificatives
insérées
dans les mémoires
pour servir
à l'histoire de
Bret.*

*Soulèvement
du peuple.*

AN. 1380.

été nécessaire dans une occasion où il s'agissoit de faire respecter le pouvoir souverain. On n'aura que trop lieu dans la suite de reconnoître que tout dépend des premières démarches. Vainement le prince essaya de les apaiser par des promesses vagues, il ne put obtenir d'eux qu'un délai jusqu'au retour du roi. Ils se retirèrent résolus de persister dans leurs prétentions, fiers d'avoir vu fléchir devant eux l'autorité du régent : ce succès accrut leur insolence, & les réunit plus étroitement : leur nombre devint plus considérable ; ils formèrent des assemblées secrètes, auxquelles on peut rapporter l'origine de cet esprit de révolte qui produisit de si funestes révolutions.

Confirma-
tion des pri-
vilèges & du
séjour des
Juifs.
*Tréf. des Ch.
reg. 18, p. 22.
ibid. pag. 5.
Recueil des
ordonnances.*

Le duc d'Anjou peu jaloux de prévenir les desordres dont cete fermentation naissante menaçoit déjà le royaume, ne songeoit qu'à mettre à profit tous les instants d'une régence limitée dans un si court espace. Les Juifs à charge à la nation qu'ils ruinoient par leurs usures, nuisibles au commerce qu'ils envahissoient au préjudice des citoyens, mais qui paroissoient utiles au prince, par les contributions excessives qu'ils payoient, jouissoient du droit de domicile en France, à l'abri des lettres de permission qu'ils obtenoient ; grace qu'ils eurent grand soin de faire renouveler pour un certain nombre d'années. Ces prorogations étoient acquises au poids de l'or. Le régent ne les oublia pas : il leur acorda la confirmation des privilèges qu'ils avoient obtenus sous le regne précédent, augmenta le terme de leur séjour dans le royaume, de cinq années au-delà de celui que Charles V leur avoit prescrit : à ce délai il ajouta en faveur de plusieurs d'entr'eux l'exemption de porter la *roue* qui servoit à les distinguer ; & de plus (car c'eût été une économie déplacée, de plaindre les immunités à des gens qui ne les recevoient jamais gratuitement), il leur fit expédier une abolition entière de tous les crimes généralement qu'ils pouvoient avoir commis, soit contre l'Etat, soit contre le souverain. Les Juifs étoient alors si méprisés, que le simple témoignage des délateurs suffisoit pour les rendre coupables ; jusque-là que les femmes publiques qui les acusoient de viol, étoient crues sur leur serment. On peut juger par ce seul trait de quelle importance étoit une pareille abolition pour des gens chargés de l'exécution publique.

publique. Cete profusion de graces excita des murmures que le prince scut dissimuler, en considération de l'avantage qu'il en retiroit.

AN. 1386.

On dispoisoit cependant les préparatifs nécessaires pour la cérémonie du sacre & du couronnement. La cour prit la route de Reims, lorsque le calme aparent qui régnoit entre les princes, fut troublé par une nouvele indignité. L'enlèvement du trésor royal, des meubles, des bijoux, de la vaisselle, n'avoit pas assouvi l'avidité du duc d'Anjou. Informé par des officiers de la garde, que le roi avoit déposé un trésor dans le château de Melun, il intérogea Philippe de Savoisy, l'un des chambélans, & confident de Charles V. Ce seigneur éluda les demandes & les menaces : il paroissoit impénétrable. Le régent transporté de fureur, fit entrer le boureau. Savoisy se voyant près d'être exécuté, ne crut pas devoir conserver un secret au péril de sa tête. L'objet des perquisitions du prince étoit scélé dans un mur qu'il indiqua : il consistoit en lingots d'or & d'argent, qui furent à l'instant enlevés. La destinée de tant de richesses amassées par Charles V, est une leçon mémorable pour les souverains, qui les avertit que le moyen le plus assuré de rendre leurs successeurs riches, est de leur laisser un trésor inépuisable dans les facultés & dans l'affection de leurs sujets.

Leduc d'Anjou enleve le trésor de Melun.

Ce dernier acte d'autorité du duc d'Anjou, en qualité de régent, retarda de quelques jours l'inauguration du jeune monarque qui ne fit son entrée dans Reims, que le 3 du mois de Novembre. Il étoit acompagné de ses quatre oncles, de Vincellus duc de Brabant, des ducs de Bar & de Lorraine, des comtes de Savoie, de la Marche & d'Eu, de la plupart des seigneurs, & d'une foule de noblesse. Toute la pompe dont ce siècle étoit susceptible, fut étalée dans cete auguste cérémonie. Un auteur contemporain raporte comme une magnificence extraordinaire, *que la marche étoit précédée par plus de trente trompetes, qui sonnoient si clair que merveilles.* Le roi employa la veille du jour de son couronnement, à se préparer pour la réception de l'ordre de chevalerie : il passa une partie de la nuit dans l'église cathédrale de Reims, avec plusieurs jeunes seigneurs, qui le lendemain, ainsi que lui, de-

Couronnement du roi.

AN. 1380.

voient être admis au grade militaire. L'usage étoit de ne pas sortir de l'église jusqu'au jour : mais en faveur de l'âge & du rang, on se relâchoit de cete rigueur. Lorsqu'ils eurent passé quelque temps en prières, ils se retirèrent, & revinrent le lendemain dès la pointe du jour ; en sorte qu'ils paroissent n'avoir pas discontinué leur pieux exercice. Le roi armé chevalier par le duc d'Anjou, conféra le même honneur aux deux fils du roi de Navarre, aux enfants des seigneurs d'Albret, de Bar, de Montmorenci, de Harcourt, & à plusieurs autres jeunes seigneurs à-peu-près de son âge. Louis, frere du roi, âgé de dix ans, portoit à la cérémonie du couronnement l'épée de Charlemagne, apelée la *joyeuse* *. Le nouveau monarque entendit l'office divin sur un trône extrêmement élevé, aux pieds duquel on avoit construit un échafaud où les jeunes chevaliers furent placés. Le siege royal & les échafauds étoient parés de draps d'or. Après le service, le souverain reçut le serment des princes, des seigneurs & des grands officiers de la couronne. On avoit dressé dans la cour de l'archevêché, une estrade capable de contenir une si nombreuse assemblée. On servit un superbe festin. L'archevêque de Reims & les autres prélats qui avoient assisté au sacre, étoient placés à la droite du roi. Les princes occupoient les sieges opposés. Il s'éleva une contestation au sujet de la préséance que le duc d'Anjou, comme premier prince du sang, & le duc de Bourgogne en qualité de doyen des pairs, prétendoient respectivement. Déjà le duc d'Anjou s'étoit emparé du siege le plus proche du roi, lorsque le duc de Bourgogne s'élançant entre son frere & le monarque, surprit l'assemblée par cete hardiesse : le duc d'Anjou en fut étonné lui-même. Le jeune roi, les princes ses oncles & les principaux assistants, autant par indisposition secrète contre l'un, que par amitié pour l'autre, parurent approuver une action qui décida pour lors en faveur de l'ancienneté de la pairie, contre les prérogatives de la naissance. Olivier de Clifson, le sire de Couci, Gui de la Trémoille, le maréchal de Sancerre, Jean de Vien-

* C'est le nom de l'épée donnée à Charlemagne par le pape Léon III, conservée dans le trésor de saint Denis, & employée à l'inauguration de nos rois. *Du Cange ad verb. jocosa. Nangis, ibid.*

ne amiral, & quelques autres seigneurs revêtus d'habits de drap d'or, & montés sur hauts destriers *, servoient à table, & portoient les plats. Cete singularité dont jusqu'alors l'histoire n'avoit fourni aucun exemple, peut être regardée comme une imitation de ce qui se pratiquoit au couronnement de l'empereur. Pendant le repas on représenta des mysteres d'une invention nouvelle; c'est-à-dire, ornée de quelques décorations extraordinaires: car ces sortes de représentations qui ont donné la naissance à nos spectacles, étoient déjà connues.

AN. 1380.
* Chevaux.

La cour reprit la route de la capitale: on eut soin d'éviter le passage des villes, afin de se dérober aux requêtes qu'on auroit pu présenter pour le soulagement des pauvres. Les François acoutumés à voir leurs souverains signaler leur avènement au trône par quelques faveurs, murmurèrent d'une précaution qui les en privoit. Le roi entra dans Paris aux acclamations des habitants. Deux mille hommes vêtus de robe mi-partie de vert & de blanc, l'avoient reçu hors l'enceinte des murailles: toutes les rues étoient ornées de tapisseries; on avoit dressé des échafauds, sur lesquels on représentoit divers personnages & histoires. Les trois jours qui suivirent celui de l'entrée du prince, furent célébrés par des réjouissances publiques, pour les bourgeois; & pour la noblesse, par des tournois auxquels les dames furent invitées. Les dames alors ne paroissoient à la cour qu'aux grandes cérémonies, lorsque le roi ou la reine les en faisoit prier. Nous vèrons cet usage subsister jusqu'au regne galant de François I. Valerand de Luxembourg disgracié sous le regne précédent, parut à ces tournois. Il osa jeter son gage de bataille, & défier quiconque oseroit soutenir qu'il avoit traité secrètement avec l'Angleterre. On ne pouvoit certainement avancer un mensonge avec plus de hauteur: les actes publics d'Angleterre, où son traité avec Edouard, & l'hommage qu'il rendit à ce monarque envers & contre tous, sont inférés, attestent encore aujourd'hui contre sa mémoire. Ce seigneur s'étoit fait présenter au nouveau roi, & avoit obtenu son rapel & la main-levée de la saisie de ses terres. Non content d'être rentré en faveur, il voulut perdre celui qu'il regardoit comme l'auteur.

Retour du
roi à Paris:
disgrace de la
Riviere.

Pij

AN. 1380.

de sa disgrâce : il accusa le seigneur de la Rivière d'intelligence avec les ennemis ; il en offrit des preuves par écrit. La Rivière écrasé par le crédit de son accusateur , fut obligé de s'absenter de la cour , & n'obtint la permission d'y revenir que par la protection de Clisson , qui dans cete occasion oublia que ce seigneur avoit été l'ennemi de du Guesclin.

Le cardinal
d'Amiens se
retire de la
cour.

La disgrâce de Bureau de la Rivière ne fut pas la seule qui signala les premiers jours de ce regne. Jean de la Grange , autrement nommé *le cardinal d'Amiens* , conseiller chéri , & principal ministre des finances sous le regne précédent , s'ex-patria lui-même pour prévenir l'orage dont il étoit menacé. Ce prélat s'étoit attiré la haine universelle à laquelle il est si difficile de se soustraire dans de certaines places : le peuple l'accusoit de concussion ; & ses immenses richesses sembloient autoriser ce bruit injurieux. Les princes & les grands , non moins avides que lui , n'avoient pas vu sa fortune excessive sans jalousie : mais ce qui , sur-tout , précipita la chute de ce ministre , ce fut le ressentiment du roi , qu'il avoit traité impérieusement pendant sa faveur. Le jeune monarque , peu de temps après la mort de son pere , dit à l'un de ses chambélans , *Savoisy* , à ce coup , serons-nous vengés de ce prélat ? Le cardinal éfrayé ne songea plus qu'à précipiter sa retraite. Il abandonna la cour , emportant avec lui des trésors immenses , fruit de son avarice ou de ses déprédations.

Sédition à
Paris.

Les réjouissances publiques n'avoient pas dissipé les murmures du peuple. Le feu de la fédition suspendu par l'ivresse des plaisirs , ne tarda pas à se manifester. Le duc d'Anjou dans la dernière émeute avoit paru fléchir. Les parisiens enhardis par sa foiblesse , se crurent assez redoutables pour tout entreprendre. On est obligé d'avertir ici les lecteurs , que dans les fréquentes féditions qui souilleront le cours de ce regne , il ne faut pas comprendre au nombre des révoltés , tous les habitants de cete grande ville. La plupart des bourgeois paisibles condanoient ces mouvements qui menaçoient leur repos & leurs fortunes. Le tumulte n'étoit excité que par cete foule de citoyens mal-aisés , que leur obscurité mettoit presque toujours à l'abri du châtimement , & qui rendus téméraires par leur bassesse & leur indigence , jouissoient au sein de la

misère d'une insolente sécurité. Ils ne cessèrent de déclamer dans leurs assemblées nocturnes contre les abus du gouvernement. Jean Culdoé, prévôt des marchands, informé de ces conférences séditieuses, & que le nombre des mutins croissoit à tout moment, essaya de les calmer, en convoquant les principaux habitants au parloir aux bourgeois. La populace s'y rendit en foule : envain le magistrat employa son éloquence pour leur persuader d'attendre un temps plus favorable pour obtenir l'abolition ou la modération des impôts ; un simple artisan, (les chroniques de ce siècle rapportent que c'étoit un *savetier*) fit les fonctions d'orateur du peuple. Il n'épargna dans sa harangue, ni les princes, ni les grands, ni même les plus notables bourgeois, qu'il accusa de lâcheté. Le peuple déjà disposé au soulèvement, prend feu : trois cents des plus résolus tirent l'épée, entourent le prévôt & le forcent de les conduire au palais. En arrivant ils demandent à grands cris que le duc d'Anjou se présente pour entendre leurs plaintes. Ce prince vient les trouver par ordre du roi : il étoit accompagné de Miles de Dormans, évêque de Beauvais, nouveau chancelier, qui venoit de succéder à Pierre d'Orgemont, destitué depuis peu à cause de son grand âge, ou plutôt pour avoir déplu au duc d'Anjou, ainsi que l'assurent la plupart des écrivains.

AN. 1380.

Le duc & le chancelier monterent sur la table de marbre qui étoit alors dans la cour du palais. Le prévôt des marchands avoit à ménager également le respect dû à ce prince, & la fureur du peuple. En exposant la misère publique, & la nécessité de la soulager, il eut soin d'insinuer adroitement l'impuissance où l'on étoit d'acquiescer les impositions, & la résolution prise de tout sacrifier pour en obtenir la suppression. Le duc d'Anjou n'employa pas moins de circonspection dans sa réponse. Lorsqu'il crut avoir apaisé les esprits, le chancelier prit la parole, fit aux séditieux quelques reproches dont il tempéra la sévérité par des promesses générales. *Les rois ne font rien sans conseil*, dit-il en finissant ; *cependant retirez-vous paisiblement chacun chez vous jusqu'à demain que vous pourrez peut-être obtenir ce que vous désirez*. Les mutins se retirèrent, comptant moins sur ces assurances indéterminées,

Le duc d'Anjou & le chancelier parlent au peuple.

AN. 1380.

Abolition
des aides.

que sur la résolution où ils étoient de se porter aux dernières extrémités plutôt que d'en avoir le démenti.

La question fut agitée dans le conseil ; on y représenta de quelle conséquence il étoit, sur-tout dans un commencement d'administration, de paroître céder à l'insolence d'une populace aveugle : mais il étoit difficile que l'autorité divisée pût agir efficacement dans une occasion qui auroit exigé toute la vigueur du pouvoir souverain. Les demandes du peuple étoient justes ; la manière de les présenter étoit coupable : ceux qui tenoient les rênes de l'Etat manquèrent de génie & de courage pour prendre un parti conforme à la raison, & convenable à la majesté du trône. Tandis que les chefs flo- tent dans l'incertitude, les séditieux se rassemblent, & la ré- volte devenue générale intimide la cour. Il falut céder par foiblesse, & donner à la crainte ce qui devoit être accordé comme une grace. Le chancelier * fut chargé d'annoncer l'abolition des impôts, dont les lettres furent expédiées le lendemain du jour de cete publication. Par ces lettres, le roi déclaroit que touché des misères de son peuple, & pour le récompenser *de son obéissance & de sa fidélité*, il abolissoit généralement tous les nouveaux subsides imposés en France depuis le regne de Philippe-le-Bel.

Tréfor des
Chart. regist.
118, piece 5 &
suiv.

Recueil des
ordonnances,
tom. IV.

Le peuple
pille les mai-
sons des Juifs.

On se flatoit qu'une pareille condescendance rétablirait le calme ; mais à peine le chancelier eut-il cessé de parler, qu'il s'éleva une clameur générale. Le peuple demanda l'expulsion des Juifs : le magistrat répondit qu'il en parlerait au roi, & qu'on leur donnerait satisfaction. On crut que cete nouvelle demande n'auroit pas de suites. Les séditieux encouragés par le succès qui accompagnait toutes leurs démarches, ne manquèrent pas de s'attrouper le lendemain, excités, dit-on, par quelques nobles qui avoient emprunté des sommes considérables des Juifs. Ces misérables exerçoient deux professions aussi lucratives qu'odieuses : usuriers & traitants, ils étoient en horreur à double titre. La soif du pillage se joignit à ces motifs d'inimitié. La populace avide & furieuse, force les maisons des receveurs publics, la plupart Juifs ou Lom-

* Juvénal des Ursins dit que ce fut Jean Desmarets qui prit pour texte de son discours ; *Novus rex, nova Lex, novum Gaudium*.

bards, brise les caisses, répand l'argent dans les rues, déchire les tarifs & les registres: quarante maisons sont pillées dans une seule rue; les hardes, les meubles, la vaisselle, les pierrieres deviennent la proie du premier qui s'en empare: dans ce tumulte on n'oublia pas d'enlever les promesses & les billets des emprunteurs. Les Juifs éperdus, cherchent à se dérober par la fuite; plusieurs sont massacrés, les autres se sauvent dans le châtelet, dont les cachots leur servent d'asile. Les femmes de ces malheureux, échevelées, fondantes en larmes, veulent suivre leurs maris: elles tenoient leurs enfants dans leurs bras; on les arrache du sein de leurs meres, pour les porter au barême. Cete dernière violence mériteroit d'être louée, si la fureur & l'avarice n'en eussent pas corrompu la sainteté. Ce nouveau soulèvement ne fut pas plus réprimé que les précédents: l'on se contenta de faire rétablir les Juifs dans leurs maisons, & d'ordonner sous peine de mort, la restitution de ce qui leur avoit été ravi. Mais sous un gouvernement inconséquent & foible, personne ne s'empressoit d'obéir. Les Juifs dépouillés se virent encore exposés aux poursuites de ceux qui leur avoient confié des gages: il falut que le roi les dispensât de les représenter, en affirmant par serment que ces effets leur avoient été enlevés *dans l'énorme commotion n'agueres faite à l'encontre d'eux.*

L'apparente intelligence qui régnoit entre les princes, étoit à tout moment sur le point de se rompre par quelque nouveau sujet de division. Le duc de Berry, qui jusqu'alors n'avoit témoigné aucune ambition, se réveilla de sa létargie: il demanda & obtint le gouvernement du Languedoc; mais avec un pouvoir si étendu, qu'il en étoit plutôt le souverain que le gouverneur. Les lettres de provision lui tacordoient la jouissance absolue de toute la puissance suprême. Le duc de Bourgogne prétendit que ses droits n'étoient pas moindres que ceux de son frere: il se fit décerner le gouvernement de la Normandie aux mêmes conditions. Jamais les lieutenants généraux, sans en excepter les fils aînés des rois, n'avoient exercé un pareil pouvoir. Il ne falloit que continuer à démembrement ainsi le royaume, pour le réduire bientôt au même état où nous l'avons vu sous les derniers rois de la seconde race.

AN. 1380.

Trésor des Chartres.

Recueil des ordonnances, tom. VII.

Le gouvernement du Languedoc donné au duc de Berry.

Mém. de la Chambre des Comp. D. fol. 209.

Recueil des ordonnances, Tom. VI.

AN. 1380.
Cliffon créé
connétable.

Le duc d'Anjou ne s'oposoit point aux demandes ambitieuses de ses freres, pourvu qu'ils lui passassent son avidité pour l'argent. Le partage des provinces & des trésors de l'Etat ne suffisoit pas encore pour entretenir une solide union entre des princes qui sembloient n'avoir que leur intérêts pour objet: tout excitoit leur jalousie. Depuis la mort de du Guesclin, la charge de connétable étoit vacante; les suffrages de la cour & des gens de guerre se réunissoient en faveur d'Olivier Cliffon. Enguerrand de Couci, Gui de la Trémoille, & le maréchal de Sancerre qui auroient pu lui disputer cet honneur, furent les premiers à lui donner leur voix; mais le duc d'Anjou, dit-on, s'y oposoit par inimitié contre ce seigneur: ce qui paroît peu vraisemblable. Quoi qu'il en soit, Cliffon fut élevé à cete premiere dignité militaire, le 28 Novembre*, dans le temps même que les Etats de la Languedoyl assemblés à Paris, régloient la forme du gouvernement.

*Hist. général.
de la maison de
France & des
grands officiers.
Mém. pour
servir de preuves
à l'hist. de
Bret. T. II, p.
296.*

Nouvel accord
entre les prin-
ces.

*Chamb. des
Compt. Mém.
D. fol. 212 r^o.
Recueil des
ordonnances.*

Ce fut vraisemblablement à cete tenue d'Etats généraux, connue de peu d'historiens, que les ducs d'Anjou, de Berry, de Bourgogne & de Bourbon, convinrent entr'eux que dorénavant, tout seroit décidé dans le conseil par eux quatre, ou trois, ou deux, dont le duc d'Anjou seroit toujours l'un nécessairement, prérogative à laquelle il renonça le même jour; qu'ils choisiroient douze personnes pour composer le conseil; qu'ils disposeroient généralement de tous les offices; que les finances seroient administrées par leur avis; qu'ils ne pourroient aliéner les domaines *qu'à vie*; qu'on feroit un inventaire secret des finances, pour être remis au jeune roi lorsqu'il seroit en âge; *que la garde du monarque & de monsieur de Valois son frere, demeureroit aux ducs de Bourgogne & de Bourbon.*

Etats généraux à Paris.
Trésor des
Chartres.

*Recueil des
ordonnances,
Tom. VI.*

Dans cete assemblée, composée à l'ordinaire des députés du clergé, de la noblesse & des bonnes villes, loin que ceux

* On a marqué la date précise de la réception de Cliffon en l'office de connétable, telle qu'elle se trouve dans les lettres-patentes du roi données à ce sujet. Un pareil acte est plus digne de foi que la prétendue dispute sur la nomination à cete dignité & l'élévation de Cliffon à l'emploi de connétable avant le sacre du roi: faits supposés par le moine anonyme, & que les lettres mêmes de création rapportées dans les preuves de l'histoire de Bretagne, détruisent avec évidence. *Voyez
Mém. pour servir de preuves à l'hist. de Bret. tom. II, p. 296.*

qui

qui étoient à la tête du gouvernement pussent obtenir le rétablissement des aides qu'on venoit de supprimer, ils furent obligés d'en confirmer de nouveau l'abolition. Les princes, & particulièrement le duc d'Anjou, n'osoient insister sur cet article en représentant les besoins de l'Etat & l'épuisement du trésor royal. Il ne pouvoit se dissimuler les trop justes reproches qu'on auroit eus à lui faire. Les députés ne s'en tinrent pas à la révocation des subsides; ils sentoient leur supériorité sur un ministère orageux & incertain. On vit alors ce qui étoit toujours arrivé dans les temps de trouble & de foiblesse. La nation se crut en droit de réclamer l'ancienne forme de gouvernement, sans songer que le changement des circonstances & du système politique, n'admettoit plus la même administration. Ceux qui auroient pu opposer ces considérations aux demandes excessives des députés, manquoient du crédit nécessaire pour les faire valoir: ceux qui dispoient de la principale autorité, insensibles aux intérêts du peuple & du souverain, ne considéroient que les leurs. Les Etats obtinrent tout ce qu'ils demandèrent. Sur les plaintes des trois ordres, on dressa une déclaration, par laquelle le roi renonçoit généralement à tout ce qui avoit été innové depuis le regne de Philippe IV, rétablissant la nation dans toutes ses franchises, libertés, privilèges & immunités, sans qu'à l'avenir les usages introduits au contraire pussent être tirés à conséquence, ni former un titre pour le monarque régnant ou ses successeurs. Les souverains se trouvoient par ce moyen réduits aux seuls revenus domaniaux, suffisants à la vérité pour leur entretien, si l'on avoit été moins prodigue d'aliénations, mais qui ne répondoient plus aux autres charges de l'Etat, considérablement augmentées par la multitude des troupes soudoyées, & par la diminution insensible, & l'inutilité presque reconnue du service féodal; service momentané, qui ne s'accordoit plus avec une guerre continuelle. Cete réforme arrêtée dans les Etats, exprimée en termes magnifiques dans l'édit publié en conséquence, sous une vaine ostentation du bien public, produisit un mal réel. Ne pouvant avoir lieu, son exécution devint pour le peuple un sujet de mécontentement, que la douceur ni la sévérité ne purent jamais apaiser; source intarissable.

AN. 1380.

Trésor des chartres, reg. 119, p. 85 & suiv. Recueil des ordon. T. VI.

Tome VI.

Q

AN. 1380.

Gouverneur
de Paris.
*Regist. du
Parlement.
Mémoire de
la Chambre des
Comptes. reg.
du Châtelet.*

table de division entre le prince & les sujets. On se trouve nécessairement obligé de circonstancier les premiers événements de ce regne, attendu que les révolutions qui les suivirent, furent le fruit des fausses démarches de ceux qui exerçoient alors la puissance suprême.

Les troubles qui commençoient à s'élever dans la capitale, dont l'exemple n'est que trop capable d'influer sur les autres villes du royaume, ne permettoient pas au conseil de s'en dissimuler les pernicieuses conséquences. Le nombre des habitants de Paris augmentoit journellement. La licence des gens de guerre, la dévastation des campagnes où les cultivateurs se trouvoient sans cesse exposés à l'oppression, la crainte de la misère, du travail & de l'opprobre, peuploient les grandes villes aux dépens de la fertilité des provinces : une infinité de malheureux couroient s'y réfugier. Loin d'y trouver un asile contre l'infortune, l'opulence & le luxe des citoyens aisés leur rendoient plus insupportable leur indigente oisiveté. Une populace désœuvrée devient bientôt redoutable, si elle n'est contenue. Tous les fainéants, les libertins, les gens sans aveu ; en un mot, cete foule d'hommes qui forment la lie d'une nation, tenoient des assemblées nocturnes, dans lesquelles ils conjuroient la perte des bourgeois aisés qu'ils envioient, & du gouvernement qui leur étoit odieux. Réduits à ne subsister que par des moyens illégitimes, ils commettoient des desordres qu'on avoit peine à réprimer. Le prévôt de Paris étoit alors chargé de la garde & de la police de la ville, dont le gouvernement, sous le titre de capitainerie, depuis un temps immémorial étoit uni à la prévôté. On crut qu'il seroit avantageux de séparer ces deux charges. Maurice de Tréfiguidy fut pourvu de celle de *capitaine* de la ville de Paris : le motif de cete distraction est exprimé dans le brevet en ces termes : *ayant entendu que plusieurs excès, crimes & maléfices ont été commis & perpétrés en notredite ville, & se commettent de jour en jour, &c.* Les fonctions de cet officier consistoient entre autres choses, à maintenir le bon ordre, prévenir les assemblées, faire informer des délits, poursuivre les coupables, les faire arrêter & constituer prisonniers au châtelet, pour y être jugés par le lieutenant du prévôt. C'est ici le premier exem-

ple que l'histoire nous fournisse de la création d'un capitaine ou gouverneur particulier de la ville de Paris, contre le serment de quelques écrivains modernes, qui n'en rapportent l'institution qu'au regne de Louis XI. Les apoinements de cete charge étoient d'abord de fix cents livres, & furent augmentés du double quelques jours après que le récipiendaire eût prêté le serment.

On vit ariver à Paris vers la fin de cete année les ambassadeurs des rois de Hongrie & de Castille *. Ces derniers étoient Pierre-Loup de Ayala, porte-étendard de Castille, & dom Fernand-Alfonse del Algana, doyen de Burgos : ils venoient confirmer, au nom du nouveau roi, les anciennes confédérations entre la France & l'Espagne. Ce traité ne contient qu'une répétition de l'aliance conclue sous le regne précédent avec Henri de Transmare. On n'y changea qu'une disposition, qui regardoit la personne de *Pierrele cruel*, que les François devoient remettre au monarque Castillan, en cas qu'ils l'eussent fait prisonnier. Ce prince n'étoit plus : le nom du duc de Lencastre, qui prenoit alors le titre de roi de Castille, fut substitué à celui de Pierre, dans ce renouvé-

AN. 1380.
Traité de la Police, t. 1, l. 1, tit. 8, ch. 3, p. 123.

Aliance renouvelée avec l'Espagne.
Inventaire des chartres, B. R. n. 6765, p. 310.
Rym. aff. public. tom. 3, part. 3, p. 111 & 112.
Du Tillet.

* On supprime ici les prétendus discours prononcés par ces ambassadeurs, rapportés par le Laboureur, sur la foi de l'auteur anonyme dont son ouvrage n'est que la traduction. Cet écrivain inconnu assure que les envoyés Castillans préférèrent, au nom du roi leur maître, la cour de France de renoncer au parti de Clément, & d'adhérer à Urbain, menaçant, en cas de refus, de rompre toute aliance. Dès le mois de Décembre de cete année 1380, temps précisément du départ des ambassadeurs d'Espagne, les prélats & docteurs assemblés par ordre de dom Juan, roi de Castille, avoient décidé pour le parti de Clément VII ; décision embrassée par le roi ; & cete assemblée se tint à Médina del Campo, au lieu même où fut expédié le pouvoir donné aux Ambassadeurs pour aler renouveler l'aliance avec la France. *Vid. Rym. aff. publ. tom. 3, part. 3, p. 111 & 112. Hist. d'Esp. tom. 5, part. 8 ; sec. 14. Ayala. Hist. Ecléf. tom. 20, liv. 98.* On se seroit dispensé de faire cete remarque, si l'absurdité qu'on relève ici étoit la seule qu'on pût reprocher à l'auteur anonyme, traduit trop fidèlement par le Laboureur. Les inexactitudes dont il fourmille, mériteroient à tout moment d'être réformées. Cete histoire est l'ouvrage d'un religieux instruit des principaux événements, & possédé de la manie d'étaler des raisonnements politiques, & de faire parade d'une éloquence étrangere à son sujet : on trouve dans la composition des passages entiers de Tite-Live, qu'il ajuste comme il peut aux dépens des faits. Cet avertissement étoit d'autant plus indispensable, que cet auteur a servi de guide à quantité d'écrivains modernes très estimables. Lorsque les lecteurs s'apercevront qu'on s'écarte de son témoignage, ce qui arivera très souvent, on les prie d'observer que ce sera toujours avec l'autorité de monuments du temps, tels que des actes publics, & autres pieces exactement citées en marge.

Qij

AN. 1380.

lement de ligue ofensive & défensive entre les deux puissances. Ces mêmes ambassadeurs étoient en même temps chargés de détourner le duc d'Anjou du dessein de faire la guerre au roi d'Aragon, pour raison des droits de dom Jayme de Majorque, & de la sœur de ce prince. Ils avoient ordre d'offrir au duc cent mille florins de dédommagement. Il est probable qu'ils réussirent dans cete négociation : l'Aragon fut en paix. Le duc d'Anjou n'étoit alors occupé que de ses projets sur le royaume de Naples, & des moyens de rassembler les fonds nécessaires pour cete expédition. S'il paroïssoit encore prendre part aux affaires du royaume, ce n'étoit que dans le dessein d'achever de le ruiner par ses demandes & ses exactions continuelles.

Continuation
de la guerre
en Bretagne.
Les Anglois
passent la Sar-
tre.

Froissard.
Nouvelle
Hist. de Bre-
tagne.

Argenté.
Mém. pour
servir à l'hist.
de Bret.

Tandis que les princes & les seigneurs, plus ambitieux d'avoir part au gouvernement, que jaloux de l'honneur & de la conservation de l'Etat, employoient leur crédit & des troupes pour soutenir leurs prétentions, les ennemis profitant de cete méfintelligence, se déroberent au danger évident dont ils étoient menacés. Les François bordoient la Sarthe, que les Anglois devoient nécessairement traverser. On avoit enfoncé des pieux à fleur d'eau dans tous les endroits guéables de cete riviere : ces passages étoient de plus défendus par des fossés & des retranchements. On espéroit par ce moyen arrêter l'armée ennemie, l'afamer, & la détruire après l'avoir afoiblie. Jamais il ne s'étoit présenté une plus bele occasion de se venger des pertes passées & du ravage de nos provinces. Le comte de Bukingham en arrivant, reconnut la difficulté du passage. Après avoir fait sonder la Sarthe à différentes distances, il fut convaincu que le trajet n'étoit praticable qu'aux lieux fortifiés. La position auroit été critique si l'on eût pris soin de défendre ces passages, & si les troupes françoises eussent précipité leur marche ; mais déjà les princes, les chefs, & à leur exemples plusieurs chevaliers avoient abandonné l'armée pour se rendre à la cour. Cete diversion sauva les Anglois. Le comte fit mettre pied à terre à ses hommes d'armes ; ils entrèrent dans la riviere, & entreprirent d'arracher les pieux ; ce qu'ils n'exécuterent qu'avec un travail pénible. S'ils eussent été surpris dans cete opé-

ration, une troupe peu nombreuse suffisoit pour les détruire. Victorieux de cet obstacle, ils traversèrent enfin la Sarre.

AN. 1381.

Les troupes françoises se rassemblèrent aux environs du Mans, & suivirent les ennemis dans l'intention de les combattre : les nouvelles de la mort du roi & des troubles qui commençoient à s'élever, firent encore avorter ce tardif projet. Lorsque les Anglois passèrent la Maïenne, ils furent obligés de franchir des marais si difficiles, qu'à peine pouvoient-ils marcher deux de front pendant l'espace de deux lieues. Après avoir évité tant de périls, ils entrèrent en Bretagne, & s'arrêtèrent quelque temps, en attendant des nouvelles du duc, vers lequel ils avoient envoyé des députés pour lui donner avis de leur arrivée.

Les Anglois entrent en Bretagne.

Les messagers du comte trouverent le duc à Hennebon, incertain du parti qu'il prendroit. L'indisposition d'une partie de la province, depuis qu'il s'étoit déterminé à recourir aux armes d'Angleterre, l'avoit enfin forcé de reconnoître qu'il ne se verroit jamais paisible possesseur de ses Etats tant qu'il feroit en guerre contre le roi. Les Bretons ne pouvoient souffrir la domination françoise, mais ils détestoient les Anglois. D'ailleurs le roi de France, qui l'avoit persécuté, venoit de mourir : il pouvoit espérer un changement favorable du nouveau gouvernement, & par un traité obtenir un avantage que le sort des armes rendoit incertain. Cependant il avoit appelé les Anglois : comment les congédier sans rendre sa foi suspecte, ou manifester une inconstance non moins deshonorante qu'une infidélité ? Ces considérations redoubloient son embarras. En attendant qu'il pût s'arrêter à une résolution décisive, il envoya l'évêque de Léon & quelques seigneurs, complimenter les Anglois, & les assurer qu'il les joindroit incessamment.

Embaras du duc de Bretagne. *Ibid.*

Le comte de Bukingham, quoique surpris de cete froideur, continua sa marche, & reçut un nouveau sujet de mécontentement en arrivant à Vannes, dont les habitants lui fermerent les portes : il fut contraint de loger ses troupes dans les fauxbourgs & aux environs. Il attendit quinze jours dans cete ville des nouvelles du duc. Enfin impatienté de tant de

Siège de Nantes. Entrevue du duc & du comte de Bukingham. *Ibid.*

AN. 1381.

délais, il se remit en route, faisant partir devant lui *Thomas de Percy, Trivet & Knolles*, à la tête d'un détachement de mille hommes, tant archers que gens d'armes. Montfort, informé de leur approche, jugea qu'il ne pouvoit plus honnêtement se dispenser d'aler au-devant du comte. Après quelques excuses de la part du duc, sur la révolte d'une partie de ses sujets, le résultat de l'entrevue & des conférences qui la suivirent, fut que les Anglois assiégeroient Nantes, & que le duc les joindroit avec ses troupes quinze jours après l'ouverture du siege. Mais lorsqu'il fut question de les assembler, il eut la mortification de voir que personne ne se rendit à son mandement.

Disposition
de la noblesse.
Ibid.

Le séjour des Anglois en Bretagne avoit soulevé jusqu'aux seigneurs les plus attachés au parti de Montfort. Ils lui représenterent qu'il avoit commis une imprudence extrême en cherchant un secours étranger : ils ajoutèrent que loin de le seconder, ils étoient résolus, s'il aloit au siege de Nantes, de prendre les armes contre lui-même.

Le duc se
détermine à
traiter avec la
France.
Ibid.

Une déclaration si précise & si ferme, jetoit le duc dans un embarras inconcevable. Il se voyoit à la veille de perdre ses Etats, & d'être réduit à mendier de nouveau un asile, que la cour de Londres n'eût pas manqué de lui rendre désagréable pour le punir de ses incertitudes. Il se détermina donc à traiter avec la France : c'étoit la seule voie qu'il pût choisir

Protestation.

dans la conjoncture difficile qui le pressoit. Avant que d'exécuter cete résolution, il fit venir secrètement un notaire apostolique, devant lequel il désavoua tous les traités qu'il pourroit conclure avec le nouveau roi de France, en ce qu'ils seroient contraires à ses engagements antérieurs avec les Anglois, protestant qu'il ne consentoit à une pareille démarche que dans la crainte de la mort, ou de la perte de ses Etats. Lorsque le duc sentit ses scrupules suffisamment rassurés par cete vaine précaution, les seigneurs de Laval, de Dinan, de Montafilant, de Rochefort & d'Acerac, Henri, Philippe & Guillaume Lévêque, chevaliers, se rendirent à Paris. Le conseil de France choisit pour traiter avec eux, les sires de Couci & de Raineval, Arnaud de Corbie, premier président, Anceau de Salins, & Jean de Rye.

Chambre des
Comptes de
Nantes, arm.
Q. cass. F. n. 3.
Mém. pour
servir à l'hist.
de Brët.

Les Anglois cependant avoient investi Nantes. *Castel-Morant & le Barrois*, à la tête de six cents hommes d'armes, se jeterent dans la ville, qui manqua d'être livrée aux ennemis par la trahison d'un chanoine, surpris avec les clés, & puni. Jean de Clifton, Morfouace, Malestroit, Tournemine, Amboise, Lajaille & plusieurs autres chevaliers, tant François que Bretons, se défendirent avec tant de courage, firent de si fréquentes sorties, qu'enfin les assiégeants excédés de travaux & de maladies, furent contraints de renoncer à leur entreprise, après avoir attendu inutilement le duc de Bretagne, qui vint au-devant d'eux à quelques lieues de Vannes.

Les excuses de Montfort apaisèrent difficilement le comte de Bukingham. Une partie des troupes Angloises fut logée dans Vannes; les autres se cantonnerent aux environs d'Hennebon & de quelques villes dont on refusa de leur ouvrir les portes. Elles souffrirent beaucoup dans ces quartiers, manquant de tout, n'osant s'écarter, dans l'appréhension des habitants qui les poursuivoient sans relâche: enfin elles se trouverent réduites à faire *du pain de chardons*. Telle étoit la situation des ennemis en attendant la saison de se remettre en campagne, & de se dédommager de tant d'incommodités.

Sur ces entrefaites le duc reçut la nouvelle de son accommodement avec la cour de France. Le duc d'Anjou uniquement occupé de ses desseins sur le royaume de Naples, n'avoit pas peu contribué à lever toutes les difficultés qui pouvoient retarder la conclusion d'une paix nécessaire à ses projets. Les seigneurs Bretons obtinrent que Montfort seroit reconnu duc de Bretagne, & remis en possession de ses terres saïfies, en payant au roi deux cents mille francs pour les frais de la guerre, en promettant d'assister le roi envers & contre tous, & spécialement contre les rois d'Angleterre & de Navarre. On convint que le duc viendroit incessamment à la cour, tant pour faire ses excuses au roi, que pour rendre hommage de la Bretagne & du comté de Montfort, & que la noblesse & le clergé se rendroient garants du traité, dont les conditions furent réglées à Vincennes, & ratifiées par le serment du duc, en présence des ambassadeurs de France, dans la chapele de Notre-Dame de Guerrande. Cet accord fut

AN. 1381.

Levée du
siège de Nan-
tes.

Ibid.

Le duc con-
clut la paix
avec la Fran-
ce.

Ibid.

*Trésor des
chartres.*

*Mém. de la
Chambre des
Compt.*

*Chambre des
Comptes de
Nantes, arm.
T. cass. C. n^o
29.*

AN. 1381.

confirmé au commencement de l'année suivante par la comtesse de Penthievre & Henri de Bretagne son fils, tant en leur nom, qu'en celui des autres enfants de Charles de Blois, qui étoient encore retenus en Angleterre.

Les Anglois
repassent la
mer.
Ibid.

On peut juger de la surprise des Anglois lorsqu'ils furent informés de cete paix, tenue secreta jusqu'au moment de la publication. Le comte de Bukingham acabla le duc des plus vifs reproches: Montfort alégua pour sa détenfe la loi fuprême de la néceffité; il effaya enfuite de le calmer, en lui promettant que jamais il ne fe déclareroit pour la France contre l'Angleterre; il fit figner cete promesse par les principaux feigneurs Bretons: il finit en présentant au comte la protestation secreta qui avoit précédé le traité. L'Anglois fut obligé de fe rendre à tant de raifons qui ne fouffroient plus de replique. On prit des mefures pour l'embarquement des troupes, qui repaffèrent peu de temps après en Angleterre.

Combat par-
ticulier.
Ibid.

Ainsi fe termina cete longue & malheureufe guerre qu'avoit alumée la querele des maifons de Montfort & de Blois. On a fuprimé le récit d'une infinité de combats particuliers: qu'il foit permis cependant de rapporter une feule de ces actions; elle offre un exemple de générofité trop honorable à la nation pour être oublié. Peu de temps avant le départ du comte de Bukingham, cinq chevaliers François, *Castel-Morant, le Barrois, Glarins, Aunay & Lajaille*, combattirent en champ clos contre cinq chevaliers Anglois, qu'ils mirent hors de combat en préfence du comte & du duc de Bretagne. Un chevalier Anglois propofa un nouveau défi à Castel-Morant, qui l'accepta. L'Anglois parut dans la lice armé de pied en cap, à la réfervedes cuiffes & des jambes qu'il avoit découvertes, fous prétexte d'une incommodité au genou: il invita le François de s'armer pareillement, en lui jurant fur son honeur qu'il ne fraperoit pas fur ces endroits qu'il laifferoit découverts. Castel-Morant le crut, ôta *ses cuiffards* d'acier, *ses bragonieres* (haut de chaufles de mailles) & *ses botines*. L'Anglois au troifieme coup de lance, lui perça la cuiffe. Le comte de Bukingham irrité de cete perfidie, le fit fur-le-champ conduire en prifon, & ofrit au François de lui remettre le coupable, pour en tirer tele vengeance qu'il jugeroit

roit à propos , ou en exiger une forte rançon. Le chevalier remercia le prince, en lui disant qu'il étoit venu en Bretagne, *non pour gagner de l'argent, mais pour aquérir de l'honneur* : il le supplia de rendre la liberté au prisonnier. Le comte charmé d'une réponse si généreuse, envoya une coupe d'or à Castel-Morant avec une somme considérable en or, qu'il refusa, se contentant de recevoir la coupe par respect pour le prince.

AN. 1381.

La guerre de Bretagne heureusement terminée par un traité solide, le succès de nos armes en Guienne, sous la conduite du maréchal de Sancerre, qui reprit quelques places sur les Anglois, entr'autres le château de la *Souferraine*, place alors estimée importante; l'impuissance actuelle où l'Angleterre se trouvoit de réparer ses pertes, le renouvellement d'alliance avec la Castille, tout sembloit concourir à rendre le royaume aussi florissant au-dedans, que respecté chez l'étranger. L'ambition, l'avarice & l'esprit d'indépendance, empêcherent également les grands & le peuple de profiter de ces avantages. L'intérieur de la France étoit troublé par un vice encore plus dangereux, puisqu'outre l'intérêt temporel, il ataquoit la religion dans la personne de ses ministres. Un schisme funeste divisoit les fideles. L'église, agitée par les coupables manœuvres de deux pontifes rivaux, voyoit au mépris des loix & à la honte de la religion, la piété proscrire, forcée d'abandonner l'héritage du Seigneur, usurpé par l'ambition & la cupidité. Urbain & Clément sembloient avoir ataché la destinée du christianisme à la légitimité de leur élection. En les reconnoissant, on remplissoit à leur égard toutes les obligations divines & humaines : leur opposer la résistance ou le doute, étoit le comble du sacrilege & de l'impiété : on eût dit que ces deux compétiteurs irréconciliables, dans la vue de fixer le zele, & d'augmenter le nombre de leurs partisans, avoient juré d'immoler à l'envi l'un de l'autre, les droits les plus saints. Les biens ecclésiastiques n'étoient destinés que pour ceux qui sçavoient mettre un plus haut prix à leur vénale amitié : mais c'étoit sur-tout en France que ce désordre se faisoit sentir d'une manière plus scandaleuse. Clément n'avoit presque que cete seule ressource ; car quoiqu'il comptât d'autres Etats au nombre des pays

Désordres
causés par le
schisme. Variations de la
cour d'Avignon.

Hist. Ecl's.
tom. 20, l. 98.

Rain. n. 33.
Hist. d'Esp.

tom. 5.

Tome VI.

R

AN. 1381.

de son obéissance, on avoit eu soin d'y limiter son pouvoir. Il avoit été reconnu en Espagne, mais à condition de ne conférer les bénéfices qu'à des Castillans, de renoncer à toutes les réserves, & de révoquer toutes les concessions expectatives. Graces à la protection du duc d'Anjou, il exerçoit en France une autorité sans bornes. Il prétendit s'approprier la moitié des revenus des bénéfices pour son entretien & celui de sa cour : l'abbé de S. Nicaise de Reims étoit chargé de cete commission, avec menaces aux titulaires d'être privés de leurs bénéfices, s'ils s'oposoient à la volonté du pontife. Le sacré collège d'Avignon étoit alors composé de trente-trois cardinaux. Les émissaires & procureurs de ces prélats, munis de bulles expectatives, étoient répandus dans les différentes provinces, & se tenoient, pour ainsi dire, à l'affût des bénéfices vacants. Cathédrales, colégiales, prieurés conventuels, offices claustraux, commanderies, tout leur convenoit : on ne s'informoit d'autre chose que du revenu clair que ces bénéfices pouvoient produire, toutes charges acquittées ; & pour remplir ces charges à moins de frais, ils les donnoient à ferme, & les baux étoient quelquefois portés si haut, que les adjudicataires se trouvoient forcés de les abandonner. Cet usage scandaleux d'affermer les bénéfices, s'étoit introduit jusque parmi les curés. On en voit la preuve par plusieurs statuts synodaux de ce siècle, qui défendirent ces sortes de marchés tant aux séculiers qu'aux ecclésiastiques, sous peine d'excommunication & de nullité. Les collecteurs de la chambre apostolique s'emparoiént, au nom du pape, des biens, meubles & immeubles des évêques décédés, sans en réserver une seule parcelle pour la réparation de l'église, & sans payer les dettes du défunt.

Pasquier, l. 3, c. 23.

Plaintes de l'Université.
Projet d'un concile général.

Chron. MS.

Juvénal des Ursins.

Le Laboureur.

Hist. de l'U-

niv. t. 3, &c.

Tous les gens de bien gémissoiént de ces abus. L'université qui se voyoit privée, par ces manéges honteux, de la part qu'elle devoit légitimement prétendre au patrimoine de l'église, qu'elle avoit toujours regardé comme la récompense de la vertu, de la science & de la piété, ne crut pas devoir dissimuler sa juste indignation. On tint plusieurs conférences, dont le résultat fut d'assembler un concile pour réprimer ce brigandage, & décider les droits des deux papes. *Jean de*

Ronce, docteur en théologie, chargé de présenter au roi la résolution prise dans l'assemblée, fut arrêté la nuit suivante & renfermé dans une étroite prison : il n'obtint sa liberté qu'en promettant qu'il reconnoîtroit Clément. Il sortit de France, & se retira près d'Urbain : plusieurs autres le suivirent. Jean de Ronce revint secrètement à Paris avec des lettres du pape pour l'université, dont le recteur fit la lecture. Le duc en fut informé ; le théologien & le recteur lui-même se déroberent par une prompte fuite à son ressentiment. On voit par-là que la plus saine partie du corps académique persistant toujours pour la neutralité, n'envisoit pas de remède plus propre à l'extinction du schisme, que l'assemblée d'un concile général ; mais ce n'étoit pas encore le temps de reconnoître la sagesse de cete résolution. Tous ceux qui osoient alors soutenir ce sentiment, étoient traités en criminels de lèse-majesté. La persécution devint si violente, que les écoles se trouverent désertes par la fuite d'un grand nombre de professeurs & d'étudiants.

Il eût été à souhaiter qu'en cete occasion on eût déferé aux utiles remontrances de l'université ; mais quel que fût alors son crédit, le parti du pontife d'Avignon étoit appuyé par un protecteur trop puissant & trop intéressé à le faire respecter. Clément prodiguoit au duc d'Anjou tous les trésors & toutes les graces de l'église, avec d'autant plus de profusion, que cete excessive libéralité ne lui coûtoit rien. Il lui avoit accordé les décimes sur le clergé de France, & sur les autres terres de son obédience, sous le prétexte spécieux d'armer ce prince contre Urbain & ses adhérents. Avant que Jeanne l'eût adopté, il lui avoit destiné une partie des provinces dépendantes du S. Siège en Italie, pour les tenir en fief des pontifes romains, sous le nom de royaume *Adriatique* : cete nouvelle monarchie devoit comprendre la Marche d'Ancône, la Romandiole, le duché de Spolette, Bologne, Ferrare, Ravenne & Pérouse. Lorsque l'infortunée reine de Naples l'appela au trône, non content de confirmer cete adoption, il redoubla les privilèges & les octrois sur les biens ecclésiastiques. Il fut le premier à solliciter les Provençaux de se déclarer en sa faveur. Le duc pouvoit-il oublier de si grands ser-

Spicil. T. 3, P. 746.

R ij

AN. 1381.

Condanation
d'Hugues Aubriot,
prévôt de Paris.

*Chron. MS.
de la B. R. n°
10297.*

*Chron. de S.
Denis.*

*Antiquit. de
Paris.*

*Histoire de
Paris.*

*Juvénal des
Urſins, &c.*

vices, lui qui sacrifioit au désir de régner, les intérêts du roi son neveu, la sûreté, la gloire & les richesses du royaume?

L'université ne dut pas se consoler d'une tribulation si peu méritée, par le succès qu'elle obtint dans une affaire moins importante & moins honorable. Le prévôt de Paris s'étoit attiré son inimitié : elle le perdit. La disgrâce de ce magistrat ne méritoit que cete atention légère qu'on donne aux événements particuliers, si la cause qui la produisit, & les circonstances dont elle fut accompagnée ne la rendoient intéressante. C'est un de ces faits qui caractérisent le siècle où ils ariverent. Hugues Aubriot, né à Dijon de parents obscurs, s'étoit insinué dans les bonnes grâces du duc d'Anjou. Cete protection, son esprit, l'étendue de ses lumieres lui méritèrent la faveur de Charles V, qui se connoissoit en hommes. Elevé à la dignité de prévôt de Paris, il se montra digne de cet important emploi par la maniere dont il s'en aquita. Pendant tout le cours de son exercice, on ne le vit occupé que des soins qui pouvoient contribuer à l'embellissement de la capitale, ainsi qu'aux commodités de ses habitants. Il fut chargé de la construction de la bastille S. Antoine, des fortifications & de la nouvele enceinte de la ville. Le grand pont, aujourd'hui le pont-au-change, ruiné par les débordements de la Seine, fut réédifié. La chute de ce pont ayant coupé la communication des deux parties de la capitale, il fit remonter un des deux bacs de Neuilly, ce qui lui atira un procès avec les religieux de S. Denis, auxquels ces bacs appartenoient, quoiqu'il offrît d'indamner l'abaye, & de remettre le bac dans l'état qu'on l'avoit pris. Il entreprit la construction du pont S. Michel. Le petit châtelet élevé pour contenir les écoliers de l'université ; le quai du louvre revêtu de pierres, sont des monuments de son application au bien public. La ville de Paris lui est redevable d'avoir contribué à la salubrité de l'air, ainsi qu'à la propreté des rues, par le moyen des canaux souterrains dont il fut le premier inventeur. Ces égoûts servoient à débarasser la ville des immondices & des eaux inutiles qui se déchargeoient dans les marais & dans les fossés. Il employa pour ces différents ouvrages, les mendiants, les fainéants ; en un mot, cete multitude

de malheureux que l'indigence & le desœuvrement rendent ennemis de l'Etat. A Rome, & dans la Grece, les bienfaiteurs de leur patrie ont mérité des statues pour des objets moins utiles.

AN. 1381.

Hugues s'atachoit à réprimer tout ce qui pouvoit troubler l'ordre. Les étudiants de l'université, la plupart hommes faits, fiers de leur nombre & de leurs privilèges, s'abandonnoient souvent à des excès scandaleux. Le prévôt attentif à maintenir la tranquillité, les traitoit avec toute la rigueur qu'exigeoient leurs insolences réitérées. Ils outrageoient les citoyens : les histoires de Paris, & celles de l'université surtout, font mention d'une infinité de tumultes excités par cete jeunesse inconsidérée : ils livrerent de petits combats dans le sein de la ville, & leurs querelles meurtrieres auroient encore eu besoin d'un frein plus sévere. Aubriot avoit ordonné à ses sergents de les arrêter par-tout où ils causeroient du désordre, & de les enfermer dans les cachots du petit châtelet, qu'il avoit fait creuser exprès pour eux. Il apeloit ces basses fosses, *le clos Bruneau & la rue du Fouarre*, du nom de deux quartiers de Paris où se tenoient les écoles. Cete conduite lui avoit attiré la haine irréconciliable de tous les membres de l'université. Sa perte fut résolue ; & pour y parvenir, l'ingénieuse vengeance de ses ennemis n'épargna rien. Sa conduite publique paroissoit irréprochable : car la retraite de quelques juifs dans le châtelet, la restitution des enfants de ces malheureux, qu'il sollicita, ne pouvoient être regardées que comme une justice rendue à des gens autorisés par le gouvernement, & qui auroient dû être en sûreté sur la foi publique : heureux si sa vie privée eût été aussi pure ! Peu scrupuleux dans le choix de ses plaisirs, il s'abandonnoit à des voluptés criminelles, dont l'excès honteux ne put être tenu si secret, qu'on n'en fût informé. L'université fit des perquisitions sourdes, & lorsqu'elle crut les preuves complètes, elle le fit citer au tribunal ecclésiastique. Assuré de la protection de la cour, il méprisa d'abord les poursuites ; mais le crédit de ses adversaires l'emporta sur la faveur des princes & des seigneurs, il fut arrêté & conduit dans les prisons de l'officialité : on instruisit le procès ; les témoins *tels quels*,

AN. 1381.
Chron. MS.
de la B. R. n^o.
10297. sub an-
no 1381.

dit une chronique du temps, furent entendus. Il résulta de la procédure, qu'il étoit mauvais catholique, intempérant, débauché, entretenant des femmes de mauvaise vie, surtout des juives, enfin juif & hérétique; ce qui ne paroissoit point alors contradictoire. Il étoit sur le point d'être brûlé vif: la cour fut obligée de solliciter la modération de la sentence. On dressa un échafaud vis-à-vis l'église de Notre-Dame, sur lequel il fut traîné: là sans chaperon, sans ceinture, en présence d'une foule de peuple, il se mit à genoux, demanda pardon, & promit de subir la pénitence qu'on lui imposeroit. Le recteur à la tête de l'université assistoit à ce triste spectacle: l'inquisiteur lut les charges du procès. On mit sur la tête d'Aubriot, une *mitre* *: l'évêque de Paris, revêtu de ses habits pontificaux, *le prêcha publiquement*, & conclut en le condamnant à finir sa vie dans *la fosse*, avec du pain & de l'eau pour nourriture unique. Il est inutile de prévenir le lecteur par des réflexions qui se présentent à lui naturellement. *Hugues Aubriot* fut délivré l'année suivante, par cete même populace qui avoit assisté à son supplice avec des sentiments de joie. L'usage que nous lui vèrons faire de sa liberté, semblera réclamer contre la rigueur de sa disgrâce. C'est de ce prévôt de Paris que les hérétiques ont été appelés *huguenois*; dénomination injurieuse, dont on commença dès-lors à se servir pour désigner en France les ennemis de

Antiq. Brit.
p. 263.

* On distingue deux sortes de mitres, celles des souverains pontifes & des évêques, fendues par les côtés, & une sorte de coëfure de femme qui finissoit en pointe, au sommet de laquelle on atachoit le voile. L'usage des mitres vient des anciens Persans & des Phrygiens, peuples efféminés: c'est peut-être pour cete raison que dans nos climats septentrionaux, la mitre réservée pour les femmes, fut regardée comme une marque de foiblesse, & par conséquent d'ignominie. C'étoit une espece de dégradation pour un homme: on la mettoit sur la tête des malfaiteurs qu'on exposoit au regard du peuple. Un ancien poëme, rapporté par Du Cange, s'exprime ainsi en faisant parler des faux-témoins:

Nous faux-témoins que vous voyez mitrés,
Par gens lettrés qui ont bien vu les livres,
Pour nos méfaits qui sont enregistrés
Sommes montrés, & ainsi acourtrés,
Sous le hazard d'en avoir quatre livres.

Du Cange, *Glossar. ad verb. Mitra*. On mettoit des inscriptions sur ces mitres ignominieuses: on s'en sert encore dans quelques villes, comme Strasbourg, pour les courtisanes qu'on promène publiquement.

l'église, dans le même temps qu'on leur donnoit en Angleterre le nom de *Lollards*.

AN. 1381.

La suppression des aides ne fut pas générale dans tout le royaume. Le Languedoc, malgré l'abolition, accorda volontairement la levée ordinaire des subsides. Quelques provinces de la *Languedoyl*, telles que le Ponthieu, le Boulenois, le comté de S. Paul, l'Artois l'imiterent. On fut redevable de cete continuation aux Etats de ces provinces. Il est à remarquer que le gouvernement a toujours trouvé des ressources plus efficaces & plus promptes dans ces assemblées particulières, que dans les conférences tumultueuses de nos Etats généraux. Nous venons de voir récemment cete même province du Languedoc, donner à la nation l'exemple du zèle patriotique, en s'imposant une contribution volontaire, pour rétablir nos forces navales, quoiqu'elle ne soit certainement ni la plus riche, ni la plus intéressée au sort de la marine & du commerce.

Continuation
des aides
accordée par le
Languedoc,
le Ponthieu,
le Boulenois,
le comté de
S. Paul & l'Ar-
tois.

*Treſor des
chartres, reg.
118, pièce 485.
Ib. reg. 119,
Pièces 87 &
88.*

*Recueil des
ordonnances.*

C'étoit assurément mal récompenser la bonne volonté des habitants du Languedoc, que d'en confier le gouvernement au duc de Berri. Cete province, après avoir gémi sous l'empire avare & tyrannique du duc d'Anjou, avoit eu le bonheur de passer sous une administration plus douce. Le dernier roi informé des vexations exercées par son frere, l'avoit destitué, pour mettre en sa place Gaston Phœbus, comte de Foix, également cher au peuple & à la noblesse par sa justice & son désintéressement. Depuis plusieurs années il s'étoit entièrement attaché à la France; il avoit même renoncé à une pension considérable qu'il recevoit d'Edouard. On respiroit sous le gouvernement modéré de ce prince généreux, lorsqu'on aprit la nomination du duc de Berri. La province se souleva: Gaston plus indigné de l'afront, que sensible à la perte de son autorité, assembla les Etats qui décernerent une députation au duc, pour l'assurer qu'ils ne souffriroient point qu'on leur ôtât leur gouverneur. Le prince irrité de ce refus souleva une partie de la cour. Le jeune monarque qui n'étoit capable que de recevoir les impressions qu'on lui donnoit, partagea le ressentiment de son oncle; la guerre contre le comte de Foix fut résolue. On assembla des troupes, l'on prit l'oriflamme à S. Denis, & l'on se disposoit à

*Inv. des chart.
B. R. numéro
6765, p. 313.*

AN. 1381.

partir, lorsque le duc de Bourgogne, qui méditoit d'autres projets, trouva le moyen de rompre l'entreprise. Le duc de Berri se crut assez puissant avec les seules forces de son apanage : il les joint aux troupes que lui fournit le comte d'Armagnac ; il marche contre les rebelles, livre le combat malgré l'inégalité du nombre : il est défait. Gaston vainqueur, ne profite du bonheur de ses armes, que pour céder volontairement le gouvernement qu'on lui disputoit. Il conclut un traité avantageux, & se retira dans ses Etats, plus glorieux d'avoir, en cédant, épargné le sang des hommes, que de la supériorité que lui donnoit la victoire.

Treuve avec
l'Angleterre.

Rymer. *ast.*
pub. t. 3, part.
3.

Les divers intérêts qui agitoient les cours de Londres & de Paris, les éloignoient également de la continuation de la guerre. Cependant l'archevêque de Rouen, l'évêque de Bayeux, & le premier président Arnaud de Corbie, s'étant abouchés sur les confins de la Picardie avec les plénipotentiaires Anglois, eurent beaucoup de peine à conclure une trêve de six mois, parce que ces derniers vouloient absolument en exclure le roi de Castille ; condition que la France ne pouvoit accepter sans se deshonor.

Etat de l'An-
gleterre.

Rapin de
Thoyras.
Antiq. Brit.
Antiquités
Angl.

La situation actuelle des deux royaumes, présente une ressemblance singulière sans parler de la foiblesse de l'âge des deux monarques, gouvernés par des oncles ambitieux & divisés. La France étoit épuisée par le duc d'Anjou, qui sacrifioit tout au projet de la conquête de Naples. Le duc de Lancastre vouloit employer toutes les forces de l'Angleterre à faire valoir ses prétentions à la couronne d'Espagne. Les peuples, victimes de ces deux entreprises, murmuroient hautement contre les dépenses que devoient occasionner deux expéditions aussi onéreuses qu'inutiles à l'Etat. Las de se plaindre, ils se révolterent ouvertement. Le caractère des deux nations se fait sentir dans la manière dont elles marquèrent leur mécontentement. Un collecteur de capitation de la province de Kent, veut forcer un couvreur de payer pour sa fille, que le pere soutenoit n'être pas sujete à l'impôt, attendu sa jeunesse. L'exacteur ose, pour vérifier l'âge, faire un geste indécent : le pere indigné le renverse d'un coup de marteau. Dans le moment tout le peuple se souleve. Les

provinces



WENCESLAS.
Fils de Charles IV.
Commence à régner le 29. 9^{bre} 1378.
Déposé le 20. Aout 1400.

provinces voisines se joignent aux révoltés : ils forcent les prisons ; ils en tirent un franciscain renfermé pour avoir prêché les erreurs de Wiclef. Ce moine nommé *Jean Bal*, acheva d'enflammer cete multitude par ses harangues. Il prenoit ordinairement pour texte de ses sermons, un proverbe anglois : « Quand Adam bêchoit & qu'Eve filoit, qui » étoit alors gentilhomme * » ? Le couvreur nommé *Walt Tyler* (*Gautier le Couvreur*) à la tête de cent mille révoltés, se rend maître de Londres, pille le fauxbourg, renverse les palais, les maisons des magistrats, des nobles, des bourgeois, massacre les Flamands, qui se mêloient en Angleterre d'afermer les impositions, comme les Juifs & les Lombards en France. La ville est inondée de sang. L'archevêque de Cantorbéri & le grand trésorier Robert Hales, sont massacrés. Tandis que *Walt Tyler* garde la tour, le franciscain, d'orateur devenu général, suivi de soixante mille hommes, semble ne respirer que le carnage & l'incendie. La cour est obligée de céder; le roi traite d'egal à egal avec l'insolent Tyler. Le royaume étoit menacé de la plus terrible révolution, lorsque *Walworth*, maire de Londres, immole le chef des rebeles. Cete populace s'ébranle ; mille bourgeois armés la mettent en fuite & la dissipent. Ces afreuses scenes sont terminées par la punition des coupables. Ce fut dans ces circonstances que fut conclu le mariage du jeune Richard avec Anne de Luxembourg, fille de Charles IV, & sœur de l'empereur Vincelas. On peut juger par cete légère ébauche du tableau de l'Angleterre, que cet Etat n'étoit pas en pouvoir de profiter de la diversion & de la foiblesse de notre gouvernement.

AN. 1381.

Les Anglois essuyèrent encore une mortification dont ils n'oserent témoigner leur ressentiment. Le duc de Bretagne, en exécution de la paix de Guerrande, devoit six semaines après la signature du traité, venir rendre hommage de ses Etats, & demander pardon au roi. La lenteur avec laquelle on remplit quelques articles qui concernoient la reddition des places, avoit jusqu'alors diféré cete soumission. Enfin le

Hommage
du duc de Bre-
tagne.

* When Adame dâlve and Eave span, who was then agentleman. *Antiquit. Bret.*

AN. 1381.

Chambre des
Comptes de
Nantes.Preuves pour
servir à l'hist.
de Bret.Argentré,
hist. de Bret.
&c.a Page 5 &
suiv. de ce vol.

duc déterminé par l'avis de son conseil, se rendit à Paris accompagné de plusieurs seigneurs Bretons. Outre les ôtages pour sûreté de sa personne, sçavoir, Philippe d'Artois, le comte de la Marche, le maréchal de Blainville & Jean de Bueil, il avoit exigé un sauf-conduit du roi, des ducs d'Anjou, de Berri, de Bourgogne & de Bourbon. Un accord particulier avec le connétable Olivier Clisson, le garantissoit de l'inimitié qui subsistoit toujours entre eux. Muni de ces précautions, il se rendit à la cour, qui pour lors étoit à Compiègne. Le roi le reçut dans la salle de son palais, assis sur son trône, environné des princes du sang, des prélats & d'une foule de seigneurs. Il se mit à genoux devant le monarque, & fit la satisfaction convenue en ces termes : *Mon très redouté seigneur, je vous supplie que vous me veuillez pardonner de ce que je vous ai couroucé, dont il me déplait fort & de tout mon cœur.* Après cete cérémonie préliminaire, il ôta son chaperon, & prononça les termes de l'hommage pour le duché de Bretagne, qu'il déclara ne faire que dans la même forme que ses prédécesseurs l'avoient rendu. Il fut ensuite admis à l'hommage-lige pour le comté de Montfort l'Amauri & autres terres par lui possédées en France. Il y eut une contestation entre le duc & Miles de Dormans, chancelier de France, qui pour démontrer que l'hommage de la Bretagne devoit être lige, produisit deux actes de cete nature. Il est inutile de rapeler ici ce qui a déjà été dit à ce sujet a. Le jeune monarque pria le duc d'oublier tous les sujers de mécontentement passés, ce qu'il promit en termes formels, protestant que jamais il ne contreviendrait de sa part à l'alliance jurée. Cete cérémonie fut suivie des fêtes les plus brillantes. Le duc comblé de caresses & de présents, reprit le chemin de ses Etats. Rétabli contre toute espérance, il appliqua ses soins à se concilier l'affection des peuples & de la noblesse. Il venoit d'instituer une société militaire sous le nom de *l'Ordre de l'Hermine*. Ce qui distingua cet ordre des autres du même genre, par un mélange de galanterie, c'est que les dames y étoient admises sous le nom de *Chevalereses de l'Hermine* *.

* Le colier de l'ordre étoit composé de deux chaînes attachées par les extrémités

Vers le même temps Montfort augmenta ses domaines, par le transport que lui fit Jeanne de Rais, de la baronie de ce nom. Cete acquisition le soumettoit à rendre à l'évêque de Nantes un devoir qu'on auroit pu regarder comme humiliant, si l'esprit de religion n'en avoit pas effacé la bassesse. Les barons de Pontchâteau, de Rais, d'Ancenis, de Châteaubriant & de la Roche-Bernard, étoient obligés de porter l'évêque de Nantes depuis l'aumônerie Notre-Dame, hors des murs de la ville, jusque dans le chœur de la cathédrale. Le duc en qualité de baron de Rais, avoit droit de prendre le cheval de l'évêque, ainsi que les *rouailles*, *napes* & *servièzes* après le dîner que le prélat étoit tenu de donner à ses quatre porteurs, lorsque ce prélat faisoit son entrée dans la ville. Ce service rendu volontairement d'abord par la piété, dans la ferveur des premiers siècles, avoit été converti en obligation de droit, que les prélats exigeoient avec une hauteur peu chrétienne. A peine le duc de Bretagne eut-il pris possession de sa nouvelle seigneurie, qu'il reçut une sommation de la part de *Jean de Montrelaix*, nommé à l'évêché de Nantes, de s'acquitter de son devoir. Dans cet acte d'injonction, le prélat s'adressant à son très cher fils en Dieu, Jean duc de Bretagne, lui fait sçavoir & intime comme à sire & baron de Rais, qu'il entend faire son entrée & être reçu en l'église de Nantes. Si vous requérons, ajoute-t-il, que vous soyez à Nantes personnellement, pour faire le dû en quoi vous êtes tenu à notre-dite église & à nous, tant en nous portant en notre-dite église que autrement, &c. Le duc obéit à la sommation. L'évêque de Nantes n'étoit pas le seul en Bretagne qui se fit porter par les premiers seigneurs de son diocèse. Ce droit singulier rapela celui qu'avoit l'évêque de Quimper à son avènement, d'aler coucher au prieuré de Locmaria, monastere de religieuses. « Lorsqu'il arivoit, la prieure lui prenoit son manteau, ses gants & son bonnet, lui donnoit un lit, & le lendemain s'emparoit de tout l'argent qu'il avoit dans sa bourse : c'é-

AN. 1281.

Acquisition de la baronie de Rais: droits & usages singuliers. Nouvelle hist. de Bret.

Chamb. des Comptes de Nantes, arm. C. cass. D. n.º.

13. Preuves de l'hist. de Bret. t. 2, p. 448.

étés à deux couronnes duciales, chacune desqueles renfermoit une hermine passante: une des couronnes pendoit sur la poitrine & l'autre sur le cou. Un rouleau sur lequel étoient gravés ces mots, *à ma vie*, entouroit les hermines, qui formoient les chaînons. Hist. de Bretagne, l. 13, pag. 442.

Sij

AN. 1381.

toit probablement pour le faire ressouvenir de la pauvreté des premiers apôtres. Parmi les prérogatives atachées à la seigneurie de Rais, il ne fera peut-être pas hors de propos d'en rapporter une qui paroît mériter d'être remarquée. Chaque boucher de la ville de Nantes devoit un denier le jour du mardi gras : il étoit obligé de le tenir à la main lorsque les officiers du baron se présentoient, sinon ils piquoient d'une aiguille tele piece de viande qu'il leur plaisoit, & l'emportoient, sans donner le temps au boucher de chercher dans sa bourse. Cet usage bizàre respire la barbarie des premiers temps de notre monarchie.

Nouveles
exactions du
duc d'Anjou.

Depuis l'abolition des aides le conseil n'étoit occupé que des moyens de les rétablir. Le duc d'Anjou après avoir enlevé toutes les épargnes réservées par le feu roi, ne connoissoit plus que cete dernière ressource pour se procurer de

Journal MS.
du chancelier
du duc d'An-
jou, B. R.

nouveaux fonds. Le journal du chancelier de ce prince, conservé en original à la bibliothèque du roi, est un monument de son insatiable avidité. Chaque jour il formoit quelques demandes qu'il ne rougissoit pas d'aracher à l'envie qu'on avoit de se défaire de lui : on eût dit qu'il vouloit mettre à l'enchere sa sortie du royaume. Il s'étoit emparé de la

Inventaire des
chartres, B. R.

meilleure partie de la vaisselle : il se fit encore céder presque toute celle qui restoit ; ce fut à la vérité à titre de prêt. Non content d'avoir obtenu les revenus de toutes les impositions dans les provinces de son apanage, il demanda une concession sur les aides, qui lui fut accordée ; ce qui le rendoit in-

Juvénal des
Urins.

teressé au renouvellement des subsides. Un historien contemporain rapporte qu'il tint à ce sujet jusqu'à sept conseils avec les plus notables de chaque état, qui n'accepterent ni ne rejeterent entièrement ses propositions. Il ne se rebuta pas : Pierre de Villiers & Jean Desmarets firent de sa part quelques tentatives auprès du peuple, qui produisirent un effet

Oposition
des Parisiens
au rétablisse-
ment des im-
pôts.

contraire à ce qu'on atendoit de l'éloquence & du crédit des deux médiateurs. Les Parisiens déclarerent qu'ils regarderoient comme ennemis publics, quiconque entreprendroit le rétablissement des impositions : ils ne s'en tinrent pas à ce refus : ils s'armerent, tendirent les chaînes, créèrent des officiers auxquels ils commirent la garde des portes. Plusieurs

Recueil des
ordonnances.

viles suivirent leur exemple. La populace de Rouen créa un roi : c'étoit un marchand mercier nommé *le Gros*, à cause de sa taille. Ce nouveau monarque fut mené en triomphe sur un char : on lui dressa un trône. On lui présenta requête pour l'abolition des impôts. Les receveurs furent massacrés ; on pillà leurs maisons. L'abaye de S. Ouen venoit de gagner un procès contre la ville : les séditeux forcerent le monastère, entrèrent dans la tour où les archives étoient déposées, & les mirent en pièces. Après avoir commis une infinité d'excès, ils entreprirent d'attaquer le vieux palais, dans le dessein de raser cete forteresse qui les incommodoit ; mais la garnison repoussa facilement une multitude sans armes comme sans expérience *.

La cour prit la route de Rouen dans l'intention de châtier les rebelles. Le roi fit abatre les portes, & entra dans la ville par la brèche. Il étoit accompagné des princes ses oncles & d'un corps de troupes. On enleva la cloche au son de laquelle le peuple s'étoit assemblé. Les bourgeois furent défarmés, les chefs de la révolte exécutés, & les impôts rétablis.

Cet exemple de sévérité qui auroit dû intimider les Parisiens, redoubla leur insolence. Il est vrai qu'une fausse démarche de la part du conseil y contribua plus que toute autre chose ; car on eût dit que ceux qui gouvernoient alors, n'avoient pour objet que d'avilir la majesté du trône, en compromettant l'autorité souveraine. Le duc d'Anjou, sans se rebuter de tant d'obstacles réitérés, crut vaincre l'obstination du peuple à la faveur d'une supercherie peu séante. Le bail des aides fut proclamé à huis clos dans le châtelet. L'espoir du gain plus fort que la crainte, atira des enchérisseurs pour cete dangereuse adjudication. Il ne s'agissoit plus que de publier le rétablissement des droits supprimés. Celui qui se chargea de cete commission, parut à cheval au milieu du mar-

AN. 1381.

Chron. MS.
Histoire de
Paris, &c.
Révolte à
Rouen.
Ibid.

Punition des
rebelles.
Ibid.

Fausse dé-
marche pour
remettre les
Aides.
Ibid.

* « L'auteur anonyme de Charles VI étoit, dit-il, à Londres lorsque ces troubles agitoient la France : l'Angleterre n'étoit pas alors plus tranquille. Cet écrivain ajoute, qu'ayant témoigné de l'horreur de ce que la tête de l'archevêque de Cantorbéri étoit roulée dans les rues par la populace de Londres ; un de ces scélérats lui dit, Sachez qu'il arivera des révolutions encore plus horribles dans votre France, & dans peu de temps ». Cete espece de prophétie politique, loin d'accréditer l'historien, le rendra toujours suspect aux yeux d'un critique judicieux.

AN. 1381.

ché : on s'assemble autour de lui ; d'abord il réclame quelque vaisselle volée chez le roi. Tandis que les assistants raisonnent sur cet événement , il saisit le moment que peu de personnes pouvoient l'entendre , pour annoncer que le lendemain on leveroit les aides , ainsi qu'on avoit fait avant l'édit de suppression. A peine eut-il prononcé ce peu de mots , qu'il fuit à toutes brides. Cependant la nouvelle se répand : le peuple averti se prépare à la révolte avec d'autant plus de confiance , qu'il s'aperçoit qu'on le redoute. Il jure dans le moment d'exterminer tous ceux qui se présenteront pour exiger la nouvelle imposition.

Sédition,
maillotins,
massacre des
fermiers & re-
ceveurs.

Ibid.
Le Laboureur.
Juvénal des
Urins.
Grande chr.
&c.

Le jour suivant les receveurs se rendirent aux hales : le premier qui entra en exercice s'étant adressé à une pauvre femme *, fut mis en pièces : ce meurtre donna le signal du soulèvement. Aussi-tôt plus de cinq cents hommes de la lie du peuple se trouverent assemblés : armés de bâtons , de fourches , & de tous les instruments que le hasard leur présente , ils poursuivent les commis qui cherchent à se dérober par une prompte fuite , à cete irruption subite. Ils massacrent ceux qu'ils peuvent atteindre. Les rues furent en un moment remplies d'une multitude de séditieux criants , *aux armes , liberté !* Les chaînes sont tendues : les adjudicataires des fermes , leurs collecteurs éperdus rencontrent à chaque pas une mort assurée. Envain quelques-uns de ces malheureux se réfugient dans les églises : la sainteté de ces asyles ne peut les soustraire à l'acharnement de ceux qui les poursuivent ; un d'eux arraché de l'église de saint Jacques l'Hôpital , où il embrassoit l'autel de Notre-Dame , est déchiré sur les marches même du temple. Les troupes des révoltés croissoient à vue d'œil : déjà leurs flots nombreux inondoient les quartiers les plus fréquentés de Paris. Ils coururent à l'hôtel de ville , enfoncerent les portes , se saisirent des habillements de guerre & des maillets de plomb , fabriqués sous le regne précédent & déposés dans cet édifice : ces armes redoublèrent leur rage & leur insolence. Les maisons de ceux qu'ils venoient de sacrifier , partisans ou juifs , car ils étoient éga-

* C'étoit une marchande de cresson , nommée *Perrotte la Morelle*. *Chron. de Fr. T. III , pag. 60 , verso.*

lement animés contre les uns & les autres, furent pillées & démolies. Les prisons forcées vomirent une foule de scélérats & de gens perdus qui se joignirent aux rebeles. Il leur manquoit un chef; ils se ressouvirent d'Hugues Aubriot, renfermé depuis plusieurs mois dans les prisons de l'évêché. Ils alerent aussitôt le tirer du cachot, pour le mettre à leur tête. Ce magistrat fut obligé d'accepter le commandement qui lui étoit offert avec la liberté. On le monta sur une mule, on le conduisit comme en triomphe jusqu'à l'hôtel qu'il occupoit avant sa disgrâce, & dont la possession lui fut rendue. Il profita de cete faveur du sort pour se retirer secrètement. La nuit même il passa la Seine, & s'enfuit en Bourgogne, sa patrie, où il acheva ses jours, ignoré de ses ennemis & tranquille.

Cependant Paris offroit le spectacle d'une ville prise d'assaut. Les airs retentissoient de cris tumultueux. Le plus affreux brigandage, le vol, le meurtre, la destruction, marquoient dans toutes les rues le passage d'une populace éfrénée, qui se précipitoit par-tout où l'espoir du butin guidoit son aveugle fureur. Les séditieux couroient de maisons en maisons: ravissant tout ce qui s'offroit à leur avidité, brisant ce qu'ils ne pouvoient emporter. Les meubles, les registres jetés par les fenêtres, étoient épars sur le pavé ou trainés dans les boues. Ils enfonçoient les caves, & laissoient couler le vin après s'être enivrés. Répandus comme un torrent dans les différents quartiers, ils portoient par-tout la consternation & l'effroi. Ils ataquerent l'abbaye S. Germain des Prés *, dans laquelle on leur avoit dit que plusieurs financiers s'étoient réfugiés: elle étoit heureusement revêtue de fortifications régulières pour le temps: ils furent repoussés quoiqu'ils livraient plusieurs assauts, sur ce que quelqu'un d'entre eux, pour les exciter, eût assuré que les juifs avoient pareillement choisi leur retraite dans le monastere. Les plus emportés proposerent d'aler piller & raser les maisons royales: on ne sçait ce qui pour lors les détourna de cete résolution. Les ci-

* L'auteur anonyme de la vie de Charles VI, assure que l'abbaye fut forcée & pillée; mais toutes les chroniques du temps marquent précisément le contraire. *Vid. grande chron. pag. 42; chron. MS. de la B. R. &c.*

AN. 1381.

Suites de sé-
dition.
Ibid.

toyens aisés trembloient également pour leurs fortunes & leurs vies. Les dixainiers & autres officiers municipaux, firent mettre sous les armes dix mille bourgeois : la ville se trouvoit divisée en deux partis près à chaque instant de se porter aux dernières extrémités.

La nuit ne parut suspendre la fureur du peuple, que pour se livrer à tous les excès de l'intempérance. Le jour paroissoit à peine, qu'il se rendit à la maison d'Aubriot : son évafion le surprit, mais ne le calma pas. Il sortit en foule dans le dessein d'abatre le pont de Charenton, & rentra précipitamment, craignant d'être coupé par les troupes réglées des gens de guerre qui tenoient la campagne. Les citoyens sensibles qui prévoyoit les suites de la sédition, faisoient tous leurs efforts pour rétablir la tranquillité ; mais personne ne s'y employa plus efficacement que l'avocat général Desmarets. Dès le commencement de l'émeute, l'évêque de Paris, les magistrats, la plupart des gens de marque s'étoient retirés, ne se croyant pas en sûreté dans une ville menacée d'un bouleversement général. Le seul Desmarets eut le courage de rester, & sa présence dont on lui fit un crime dans la fuite, apaisa l'orage. Il étoit éloquent : on respectoit sa vertu : vieilli dans les emplois publics sous quatre rois, il jouissoit de la considération due à ses talents & à son intégrité : il en fit usage pour ranimer les esprits, & rendit le plus signalé service qu'on pût attendre d'un homme en place, à qui le devoir fait une loi dans de pareilles circonstances, de ne pas commettre à la fortune le salut de la patrie.

La cour se
raproche de
Paris, dans
l'intention de
punir les re-
beles.

Les nouvelles de cete révolte furent portées à Rouen où le roi étoit encore. Le conseil fit marcher les troupes vers la capitale, dans la résolution de faire subir aux Parisiens le même châtimement que les habitants de Rouen venoient d'éprouver. Cet acte de rigueur, à la vérité, rencontroit des obstacles difficiles à vaincre. Quoique la sédition fût apaisée en apparence, le principe qui l'avoit produite subsistoit toujours. Les habitants de Paris instruits par l'exemple de Rouen, étoient déterminés à se défendre : ils ne vouloient point absolument entendre parler du rétablissement des impositions : ils avoient posé des corps de gardes dans les principaux quartiers,

quartiers, ainsi qu'aux portes de la ville. Il ne falloit que la plus légère circonstance pour ralumer le flambeau de la rébellion. Les bourgeois de Paris exposés entre le peuple & la cour, ne comprenoient que trop qu'ils ne pouvoient manquer de servir de victimes, soit à la fureur d'une multitude insolente, qui n'ayant rien à perdre, mettoit tout son espoir dans le desordre; soit à la vengeance du gouvernement dont tout le poids retomberoit sur eux : ils essayèrent de conjurer l'orage. L'évêque de Paris, & l'université en corps alerent trouver le roi qui venoit d'ariver à Vincennes. *Jean Goyleyn*, carme, docteur en théologie, présenta au jeune monarque l'humble supplication des Parisiens, dans des termes si touchants, que le prince en fut pénétré. Il acorda de nouveau la suppression des impôts à la misere du peuple, & une amnistie générale en considération du repentir qu'il témoignoit. On n'excepta de cete grace que ceux qui avoient été les auteurs de la révolte & qui avoient forcé les prisons. Cete grace fut publiée dans Paris le jour même. *Jean Desmarets* toujours rempli du même zele, malgré les infirmités de son âge & de sa santé, qui pour lors étoit si foible, qu'elle ne lui permettoit pas de marcher, ne put se refuser la satisfaction d'annoncer lui-même à ses concitoyens la clémence du souverain & le pardon de leurs fautes. Ce digne magistrat se fit porter en litiere, mais il eut la douleur de voir le peuple insensible, l'écouter d'un air morne & farouche, sans laisser échaper aucun indice de remords ou de reconnoissance : peu s'en falut même que la révolte à peine éteinte, ne se renouvelât. Le prévôt de Paris avoit fait arrêter plusieurs des chefs de la sédition qu'il voulut envoyer au suplice; la populace s'y opposa ouvertement. Les exécutions furent suspendues par ordre de la cour, & l'on fut obligé de faire noyer * se-

AN. 1382.
Trésor des ch.
Reg. 122, pag.
217.
Recueil des
ordonnances,
tom. 7.

Députation
au roi. Nou-
vele aboli-
tion.
Ibid.

* Cete maniere de faire mourir ceux qu'on ne vouloit pas exécuter publiquement, étoit fort en usage dans ce siècle. On enfermoit les criminels qu'on vouloit faire périr ainsi, dans un sac lié avec une corde par le haut. L'auteur des antiquités de la ville de Paris, pense que c'est de-là qu'est venue l'expression proverbiale de *gens de sac & de corde*, employée pour désigner des scélérats. On les précipitoit ordinairement sous le pont au change, ou hors de la ville au-dessus des célestins, devant la tour de Billy. *Antiquités de Paris*, tom. 2, liv. 10.

AN. 1382.

Présages.
Le Laboureur.
Juvénal des
Ursins.

crètement pendant la nuit les plus criminels, qu'on avoit destinés à une punition exemplaire.

Si l'on s'en rapporte à quelques chroniqueurs de ce temps, ces malheurs avoient été précédés par les plus sinistres présages; mais sans s'arrêter à ces prodiges prétendus, racontés avec complaisance, surtout par l'auteur anonyme de la vie de Charles VI, il ne faut chercher la source des desordres publics que dans le vice de l'administration. Ce n'est donc point parce que les écoliers de Clugny avoient trouvé dans leur jardin un animal extraordinaire, de la grandeur d'un chat, & qu'un veau à deux têtes étoit né près de S. Denis, qu'on devoit augurer la confusion qui régnoit alors. La plupart de ceux qui gouvernoient étoient ambitieux, intéressés, mal intentionnés, foibles ou méchants: voilà les véritables causes des troubles. L'avilissement des chefs est l'avant-coureur infaillible de celui de la nation.

Etats généraux.

Deux fois le conseil cédant à la nécessité, avoit aboli les impôts: cependant le besoin de les rétablir subsistoit toujours. On prioit, on menaçoit, on négocioit, & le but de tant de démarches étoit d'obtenir de l'argent. Si l'on en excepte toutefois quelques légères hostilités en Guienne, on peut dire qu'on n'avoit alors point de guerre à soutenir. La dépense du souverain retranchée pendant sa minorité, malgré ce retranchement étoit encore mal acquittée: on avoit poussé l'épargne jusqu'à réformer le nombre de plusieurs compagnies souveraines. Les trésoriers de France, les officiers des eaux & forêts, les maîtres & officiers des monnoies, les secrétaires du roi furent diminués. La réduction tomba principalement sur la chambre des comptes. Il paroît que ces retranchements n'apporterent qu'un foible soulagement au desordre des finances, puisqu'on fut obligé dans le même temps de recourir à d'autres expédients. Dans une assemblée d'Etats généraux, où le jeune monarque assistoit en personne, Arnaud de Corbie, premier président, représenta aux députés, que le roi ne pouvant diminuer les dépenses faites sous le regne précédent, il étoit nécessaire que les peuples payassent les mêmes subsides. Les députés qui n'avoient point ordre

Chambr. des
Compt. Mém.
E. fol. 17.
Recueil des
ordonnances,
tom. 6.

d'y consentir pour leurs provinces, se retirèrent sans donner de parole positive, en assurant qu'ils emploieroient leurs efforts pour déterminer les suffrages au gré des intentions de la cour. Les seuls députés de la province de Sens acorderent l'établissement des impôts, & furent désavoués.

Cette opposition presque générale de la part des provinces, étoit fomentée par la résistance invincible des Parisiens. Cependant les gens bien intentionnés gémissaient de la dangereuse mesintelligence qui divisoit la cour & le peuple : ils espéroient que la présence du souverain pourroit rétablir la tranquillité : ils l'invitèrent par une députation des principaux d'entr'eux. Le conseil consentit au retour du roi, à condition que les Parisiens ne viendroient point en armes au-devant de lui ; que le prince entreroit en appareil de guerre ; que toutes les portes de la ville demeureroient ouvertes pendant son séjour ; que les chaînes ne seroient point tendues pendant les nuits, & que le port des armes ne seroit permis qu'aux habitants natis de Paris, & qui avoient à perdre : preuve sensible que ce n'étoit pas de la part de cet ordre de citoyens, que la cour appréhendoit un soulèvement. On avoit donné trois jours pour délibérer sur ces propositions ; mais à peine la populace les eut-elles entendues, qu'elle devint furieuse : elle menaça les principaux habitants du massacre de leurs familles, & du pillage de leurs maisons, s'ils les acceptoient. Cette réponse portée au roi par six bourgeois, fut très-mal reçue : les députés, quoiqu'innocents, furent traités de rebelles : envain ils s'excusoient sur l'aveuglement du menu peuple ; on ne voulut pas les croire. Le seigneur de Villiers fut envoyé à Paris pour vérifier par lui-même la disposition des esprits. Il avoit ordre, en cas qu'il reconnût une impossibilité absolue d'obtenir le rétablissement des aides, de proposer du-moins celui de la douane & de la gabelle. Villiers vit si peu de jour à s'acquiescer de sa commission, qu'il n'osa pas même parler de ces derniers droits. Il vint rapporter à la cour que l'obstination du peuple surpassoit encore la peinture que les députés en avoient faite.

Enfin le duc d'Anjou pressé pour son départ, & qui vou-

AN. 1382.

Le roi sollicité de revenir à Paris.

Histoire de Paris.

Chron. de Fr. &c.

Recueil des ordonnances.

Retour du roi.

AN. 1382.

employa les moyens les plus violents. Il fit venir des troupes, & leur abandonna les environs de Paris, pour y vivre à discrétion. Tous les excès dont les gens de guerre étoient alors capables, leur furent permis : on n'en excepta que le meurtre & l'incendie. Ces maux assez indifférents au peuple, ne touchoient que les citoyens aisés, qui voyoient leurs campagnes dévastées, & leurs biens exposés au pillage des compagnies. On renoua les conférences; & l'acommodement négocié par l'évêque de Paris, l'abé de saint Denis, Pierre de Villiers, Arnaud de Corbie & Jean Desmarets, fut enfin terminé à la satisfaction de la cour & du peuple. On convint d'une amnistie générale, & que la ville feroit au roi un présent de cent mille francs *. Dès le lendemain le jeune monarque fit son entrée dans Paris, aux aclamations publiques. Lorsqu'il fut question d'acquiter les cent mille francs, il y eut quelques contestations entre les habitants & le clergé : les bourgeois prétendoient que les gens d'église devoient payer leur part de cete contribution; *ce qui étoit contre raison*, disent Juvénal des Urins & l'auteur de la chronique; le premier archevêque de Rouen, le second religieux de S. Denis. Le duc d'Anjou toucha la plus grande partie de cete somme : ce fut la dernière de ses exactions, après laquelle il partit pour la Provence. Nous aurons occasion de reprendre la suite des aventures de ce prince, en rapportant la fin trop méritée de son expédition en Italie; objet désormais détaché des intérêts du royaume.

Guerre de
Flandre.

*Inventaire
des chartres,
B. R. n^o. 6765.*

Le départ du duc d'Anjou livroit la principale disposition du gouvernement au duc de Bourgogne. Ce prince, outre le duché de Bourgogne qui lui avoit été donné pour apanage, possédoit les seigneuries de Rethel & de Nevers, sur lesquelles le duc de Bretagne avoit quelques droits, dont la décision fut terminée par un accomodement avantageux. Il jouissoit du comté de Bourgogne, aujourd'hui la Franche-Comté, par donation de l'empereur Charles IV. Il avoit aquis la ville & le territoire de Verdun, moyennant vingt-un mille florins. Il touchoit au moment de joindre à tant de provinces

* Environ un million de notre monnaie.

les Etats de Louis de Male, comte de Flandre, son beau-père. Ce comte, depuis quelque temps presque toujours en guerre avec ses sujets, imploroit alors le crédit de son gendre, pour déterminer la France à lui acorder un secours capable de soumettre les rebelles.

AN. 1382.

Le dernier traité ménagé par le duc de Bourgogne entre le comte & les Gantois, n'avoit fait que palier l'inimitié qu'ils se portoient réciproquement. L'abus du pouvoir d'une part, l'excès d'indépendance de l'autre, entretenoient une division qui ne pouvoit se terminer que par la ruine de l'un des deux partis. Ils ne sembloient chercher qu'un prétexte de rupture, & l'occasion ne tarda pas à se présenter. Le comte étoit venu à Gand, dans le dessein de dissiper la faction des corps de métiers, réunis sous le nom de *blancs chaperons* : n'ayant pu réussir, il s'étoit retiré de la ville extrêmement irrité contre les habitants. Plusieurs marchands Gantois furent arrêtés sur l'Escaut : on ne leur permit de continuer leur route qu'après leur avoir crevé les yeux. En cet état ils revinrent chez eux, & leur présence ranima la fureur de leurs compatriotes. On ne marque pas que le comte eût part à cete infraction ; mais il ne la vengea pas. Les Gantois coururent aux armes, choisirent des capitaines. Les portes d'Oudenarde furent abatues ; ils rasèrent les murailles. La noblesse Flamande soutenoit le parti du comte. Les maisons des gentilshommes furent pillées & détruites. Un nouveau traité arêta ces hostilités. Oudenarde fut rendue. La guerre à peine éteinte se raluma. La plupart des villes de Flandre sollicitées par les Gantois, paroïssent disposées à se ranger de leur parti. La province étoit à la veille d'une défection générale. L'appréhension que leur prince ne cherchât à s'appuyer des forces de la France, avoit engagé les Flamands à s'adresser au conseil du roi. Leurs représentations secondées par le duc d'Anjou & par le pape Clément, ennemi de Louis de Male, qui ne l'avoit pas voulu reconnoître, furent assez favorablement écoutées, & le comte fut pendant quelque temps obligé de soutenir les efforts des révoltés, sans autre assistance que celle des seigneurs & des gentilshommes qu'il s'étoit attachés.

Nouvelle ré-
volte des Fla-
mands.

Froissard.
Annales de
Flandre.
Chron. MS.

AN. 1382.
Guerre entre le comte
& ses sujets.
Ibid.

On épargne aux lecteurs le détail révoltant des cruautés commises de part & d'autre, durant le cours de tant d'hostilités. La ville de Bruges étoit divisée en deux factions : celle qui tenoit pour les Gantois succomba. Le comte accourt, se rend maître de la place, & signale sa prise de possession par le supplice de cinq cents habitants. Ypres se soumet ; il en coûte la vie à sept cents hommes que le prince fait décapiter. Ces exécutions atroces, loin d'abatre le courage des rebelles, les rendent plus furieux. Batus aux portes d'Ypres, ils se retirent à Courtrai plus irrités que consternés de cette défaite, qu'ils attribuoient à la faute de leur capitaine *Jean Boule* : ils se jettent comme des bêtes féroces sur ce malheureux ; ils le déchirent : chacun fait gloire d'emporter une partie de son corps. Après leur retraite de Courtrai, cette ville se rend au comte, qui rassemble toutes ses forces, & vient former le siège de Gand. Cette place étoit alors estimée la plus forte de l'Europe : elle pouvoit armer quatre-vingt mille combattants. Il falloit une armée de deux cent mille hommes pour l'investir entièrement. Pendant le siège six mille Gantois sortirent, surprirent Alost, qu'ils pillèrent & réduisirent en cendres : après cet exploit ils rentrèrent triomphants dans leurs murs. La campagne finit sans que le comte eût pu faire le moindre progrès. Une nouvelle défaite des Gantois signala le commencement de l'année suivante. Deux de leurs chefs, *Rasse de Harzelles* & *Jean de Lannoi*, furent tués : ce dernier s'étoit retiré dans le clocher d'une église à laquelle on avoit mis le feu. Il crioit *rançon, rançon, & monroit sa cotte qui étoit pleine de florins*. On fut inexorable : désespérant de se sauver, il se précipita sur les assaillants, qui le mirent en pièces & le rejeterent dans les flammes. On ne rapporte cette circonstance, que pour donner une idée de la fureur des deux partis, qui ne respectoient plus les loix d'humanité pratiquées entre les vainqueurs & les vaincus. Cette guerre n'offre qu'un seul exemple d'un guerrier mis à rançon, encore étoit-il mort. Le corps du seigneur d'Anghien fut vendu par les Gantois, cent mille florins.

Les Gantois commençoient à sentir tant de pertes réité-



F. Musæo Scherer.

L. Lempereur Sc.

rées, lorsqu'un nouvel incident ranima leurs espérances. Pierre Dubois, un des premiers d'entre eux, pensa qu'il étoit temps de choisir un chef capable d'en imposer à la multitude. Il jeta les yeux sur Philippe d'Artevelle : il étoit fils de Jacques d'Artevelle, qui s'étoit rendu si célèbre dans les anciens troubles. Ce nom, cher aux Flamands, ne fut pas plutôt prononcé, qu'ils coururent en foule à la maison de Philippe, le conduisirent sur la place de Gand, le proclamèrent capitaine général, & lui prêterent serment de fidélité comme à leur souverain. A peine fut-il élu qu'il vengea la mort de son pere, sur douze des principaux auteurs qu'on exécuta devant lui. Dubois lui avoit conseillé d'être cruel; avis qu'il n'est pas inutile de rapporter ici, parce qu'il sert à faire connoître le caractère des peuples de ce siècle. (C'est Pierre Dubois qui parle, ou plutôt Froissard, né à Valenciennes, & qui connoissoit les mœurs & le génie de ses voisins) : *Soyez cruel & hautain, ainsi veulent les Flamands être menés; ne on doit entre eux tenir compte de vies d'hommes, ne avoir pitié non plus que de arondeaux ou d'alouettes qu'on prend en la saison pour manger.* Les rebeles, sous la conduite de leur nouveau chef, se crurent invincibles. Le comte vint une seconde fois investir Gand, & fut contraint de lever le siège. On parla d'acommodement. Les députés des principales villes tinrent plusieurs conférences avec ceux du comte. Les envoyés de Gand convinrent des articles qu'ils rapportèrent à leurs compatriotes. Entre autres conditions, on devoit livrer deux cents des plus notables habitants. Artevelle & Dubois, convaincus qu'ils seroient infailliblement du nombre des proscrits, massacrèrent les deux envoyés en présence du peuple : tout espoir de paix fut rejeté.

Enfin le comte rebuté des tentatives réitérées qu'il avoit employées, forma le projet d'afamer les Gantois. La prise de Grammont, la plupart des passages gardés, les réduisirent bientôt aux extrémités de la famine : ils se déterminèrent effectivement à prendre le parti de la soumission. Le duc & la duchesse de Brabant, le comte de Hainaut, les habitants de Tournai, & plusieurs seigneurs intercédèrent pour eux. Cete négociation fut aussi infructueuse que les

AN. 1382.

Les Gantois
choisissent
pour chef
Philippe d'Ar-
tevelle.

Ibid.

Siège de
Gand.
Ibid.

AN. 1382.

précédentes. Le comte pensa que le temps étoit venu de donner un libre cours à son ressentiment. Il répondit qu'il n'entendrait à aucune proposition de paix, que tous les habitants de Gand, depuis l'âge de quinze jusqu'à soixante ans, ne vinssent se présenter à lui nus pieds, en chemise, la corde au cou, pour faire d'eux sa propre volonté du mourir ou du pardonner.

Résolution
des Gantois.

Défaite du
comte. Prise
de Bruges.
Ibid.

Une réponse si dure rapportée à Gand, convertit l'abattement en désespoir. Cinq mille hommes déterminés, sous la conduite d'Artevelle, offrirent de marcher vers Bruges où le comte se tenoit pour lors. « *N'espérez plus retourner ici que vainqueurs*, leur dirent les Gantois avant leur départ ». *Si tôt que nous aurons nouvelles que vous serez morts & déconfits, nous bouterons le feu en la ville, & nous nous détruirons nous-mêmes.* Cete petite troupe chargée du salut commun, arriva aux portes de Bruges. Artevelle la rangea en ordre de bataille : des freres mineurs qui l'avoient accompagnée, célébrèrent la messe, & par leurs prédications, échaufferent le courage des combattants. Le comte à qui l'on avoit rapporté l'arrivée des Gantois, & leur petit nombre, les méprise, & compte déjà les avoir exterminés. Il sort à la tête de quarante mille hommes. Cete multitude ne fut pas capable de balancer un instant la victoire contre des ennemis auxquels il n'avoit laissé d'autre ressource que celle de vaincre ou de mourir. Il est entièrement défait, & se sauve avec les fuyards poursuivis par les Gantois qui se rendent maîtres de la ville *. Ce malheureux prince abandonné des siens, errant dans Bruges, craignant de tomber entre les mains de ses vainqueurs, jete ses armes & les habillements qui auroient pu le faire remarquer, congédie un seul valet qui l'avoit suivi, & cherche un asile dans la maison d'une pauvre femme : il lui demande en tremblant si elle le connoît : *oui, monseigneur*, lui dit-elle ; *j'ai plusieurs fois été à l'aumône à votre porte.* Ce fut sous l'humble toit de cete charitable femme, que le souverain de

* La chronique de Flandre rapporte différemment la prise de Bruges par les Gantois. « Artevelle fit, dit-on, travestir deux mille hommes armés, qui trouverent moyen d'entrer dans la ville, à la faveur du concours d'étrangers qui s'y rendoient pour la solennité de la fête du précieux sang. *Chron. de Flandre.* »

la

la Flandre jouit d'une sûreté qu'il n'eut pas trouvée dans son palais. Il s'échapa la nuit suivante, & se rendit à Lille. Le lendemain les Gantois se voyant maîtres de la ville, contre toute espérance, commencerent le pillage des maisons & l'exécution de leurs ennemis. Ils se conduisirent avec un ordre qu'on n'auroit pas attendu d'une populace rassemblée à la hâte. Les marchands étrangers dont la ville étoit pour lors remplie, furent respectés : on épargna même une partie des bourgeois. Le ressentiment des vainqueurs ne s'exerça que sur les marchands & artisans qui composoient *les quatre métiers*. Douze cents furent amenés sur la place, & massacrés de sang froid. Ces meurtres furent suivis de la destruction des familles des proscrits, & de l'enlèvement de leurs richesses. Les dépouilles de Bruges furent portées à Gand avec les nouvelles de la victoire. Presque toute la Flandre ébranlée par cet événement, soit de force, soit volontairement, se rangea du parti des rebelles, à la réserve de Tenremonde & d'Oudenarde. Cete dernière place fut bientôt investie par cent mille Flamands.

AN. 1382.

Artevelle enflé de sa victoire, affectoit déjà le faste d'un souverain : *tant qu'il fut à Bruges*, dit un historien contemporain, *il tint l'état d'un prince : car tous les jours, par ses ménestriers, il faisoit sonner & corner devant son hostel, à ses dinées & soupées, & se faisoit servir en vaisselle d'argent, comme s'il eût été comte de Flandre ; & bien le pouvoit, car il avoit toute la vaisselle du comte, d'or & d'argent, & tous les joyaux*. Ce chef de révoltés avoit l'audace & non le génie de son pere. Ses premiers succès l'enivrerent, & le rendirent incapable de profiter d'une si dangereuse révolution.

Orgueil
d'Artevelle.
Ibid.

Le comte fugitif s'adressa au seul prince que l'honneur & l'intérêt obligeoient à partager son infortune. Philippe, duc de Bourgogne, étoit son gendre & son successeur désigné. Ils se virent à Bapaume, où ils convinrent d'employer toutes les forces de la France pour soumettre les Flamands. Le comte en qualité de vassal du roi, pouvoit légitimement réclamer son apui ; & le duc jouissoit alors d'une autorité que la foiblesse du duc de Berri, & la modération du duc de Bourbon ne pouvoient balancer. Le jeune monarque reçut

Le comte de
Flandre im-
ploie le se-
cours du roi.
Ibid.

Tome VI.

V

AN. 1382.

la premiere proposition de porter la guerre en Flandre, avec une vivacité conforme à son âge & à son caractère. Ce prince, dès ses plus tendres années avoit témoigné la plus forte passion pour les exercices militaires, soit que cete inclination lui fût naturele, soit qu'il la tint des préjugés de son éducation. On raporte qu'un jour le roi son pere lui fit présenter une couronne extrêmement riche, à côté d'un *bacinet* d'acier, avec permission de choisir, & que sans balancer il prit l'habillement guerrier. Heureux les peuples, si la Providence qui le destinoit au trône, en lui donnant moins d'ardeur pour les ocupations tumultueuses & violentes, l'eût rendu plus propre à porter le diadème ! On assembla le conseil pour la forme : la résolution de prendre les armes étoit déjà décidée. Envain quelques conseillers voulurent faire des représentations pour détourner le monarque d'assister en personne à cete guerre. Lorsqu'on lui oposoit la saison déjà trop avancée, & le danger de l'entreprise : *oil, oil*, disoit-il, *qui oncques rien n'entreprint, rien n'acheva*.

Les Flamands
députent au
roi.

Artevelle & les autres chefs Flamands, près de voir fonder sur eux les armes françoises, se flaterent de conjurer l'orage : ils envoyèrent à la cour un député qui fut reçu avec mépris, & retenu quelque temps en prison. Leurs envoyés ne furent guere accueillis plus favorablement à Londres. Le peu de succès de cete seconde députation dut être attribué à la maladresse d'Artevelle, qui s'avisa de faire renouveler au conseil d'Angleterre la demande d'une somme de six cent mille vieux écus, prêtés à Edouard III, depuis plus de quarante ans. La circonstance étoit peu propre à réclamer une dette dans un temps où l'on sollicitoit un secours qu'on auroit dû acheter. On étoit à la cour d'Angleterre aussi avide d'argent qu'à celle de France. Les princes & les seigneurs Anglois plaisanterent les Flamands, & ne leur fournirent point de troupes. Les uns & les autres commirent en cete occasion une faute irréparable.

Préparatifs
pour la guerre
de Flandre.
Idem.

Cependant on dispoisoit en France les préparatifs de la guerre. Le roi vint à S. Denis, recevoir des mains de l'abé, l'oriflamme ou étendard royal, qu'il remit à Pierre de Villiers. On craignoit que pendant l'absence de la cour, le feu

de la sédition ne se ralumât dans Paris. Le duc de Bourgogne assembla les principaux habitants, & les exhorta dans les termes les plus pressants à persister dans l'obéissance & la fidélité qu'ils devoient au roi leur souverain seigneur.

AN. 1382.

Les troupes rassemblées sur les frontières de la Picardie & de l'Artois, marcherent vers Lille. L'approche de l'armée Françoisé ne détourna pas les Flamands du siège d'Oudenarde : ils se croyoient suffisamment défendus par la rivière de la Lys, dont ils occupoient les passages. Un corps de dix mille hommes gardoit le pont de Commines, qu'ils venoient de reprendre sur les troupes du comte de Flandre, qui s'en étoit d'abord emparé. Ce fut précisément par cet endroit que le connétable Clifson qui conduisoit l'avant-garde, entreprit de pénétrer. Les seigneurs étoient alors si peu instruits, qu'ils manquoient même des connoissances essentielles à la profession militaire. Clifson arrivé sur les bords de la Lys ignoroit d'où cete rivière tiroit sa source : *d'où vient-elle ?* demandoit-il. On lui aprit qu'elle commençoit à Lisbourg, distant de quelques lieues d'Aire & de S. Omer : *puisque'elle a commencement, nous la passons bien*, ajouta-t-il. En effet, il se présenta pour forcer le pont. Tandis qu'il tenoit les ennemis en échec, les seigneurs de Sainpi, de Rohan, de Laval, de Rieux, de Beaumanoir, de Longueville, de Rochefort, de Beaumont, de Mauni, de Malestroit, de Roye, de Mailli, & plusieurs autres guerriers au nombre de quatre cents hommes d'armes, la plupart chevaliers de la plus haute naissance, passerent la Lys au-dessus du pont. Les ennemis attaqués des deux côtés se défendirent quelque temps : mais Clifson ayant fait réparer la partie du pont qu'ils avoient rompue, les obligea de reculer : ils furent entièrement défaits, & prirent la fuite, laissant plus de quatre mille morts sur la place. Une chronique du temps rapporte un trait qui caractérise singulièrement la superstition de ces peuples grossiers. Les Flamands, le jour de cete action, firent porter leur bannière par une femme de mauvaise vie, nommée *Marie Jérud*. Elle les avoit assurés que si elle pouvoit la première tirer du sang des François, ils remporteroient une victoire complete. Elle fut tuée au commencement du combat. Il est à remarquer qu'outre

L'armée entre en Flandre, & force le pont de Commines.
Ibid.

Chron. MS. de la B. R. n^o. 10297.

AN. 1382.

le canon, dont l'usage commençoit à devenir fréquent, on se servit en cete occasion de *bombardes portatives qui jetoient gros careaux de fer, les faisoient voler au-delà du pont jusqu'à la ville de Commynes.*

Réduction
d'une partie
de la Flandre.
Ibid.

Le lendemain de la prise du pont de Commynes, l'armée entiere passa la Lys. Ce premier avantage fut suivi de la réduction de plusieurs villes. Celle d'Ipres dont le roi s'étoit aproché d'abord donna l'exemple : deux freres prêcheurs vinrent apporter la capitulation : il en coûta aux habitants quarante mille florins de contribution. Ils s'estimerent heureux de pouvoir à ce prix se racheter du pillage : car déjà les gens de guerre répandus de tous côtés, exerçoient leurs brigandages ordinaires. La Flandre étoit alors le centre du commerce. La multitude & la richesse de ses manufactures entretenoient dans l'abondance un peuple actif & industrieux. Les soldats, dit un historien de ce siècle, chargés des dépouilles de cete fertile province, dédaignoient tout autre butin que les meubles ou les bijoux précieux, & les étofes tissues d'or. Les villes alarmées de la présence des troupes, sembloient se disputer à qui se soumettroit la premiere. Bergue, Cassel, Bourbourg, Gravelines, Furnes, Dunkerque, Poperingue, se hâterent d'envoyer leurs députés, qui conduisoient avec eux leurs gouverneurs chargés de chaînes. Ces malheureux auxquels Artevelle avoit confié la garde de ces places, furent décapités, & la soumission des villes fut reçue à la charge d'une contribution modérée.

Préparatifs
d'Artevelle.
Ibid.

Artevelle aprit ces fâcheuses nouvelles au camp devant Oudenarde. Il se rendit en diligence à Gand, & fit prendre les armes à tous ceux qui se trouverent en état de marcher, auxquels il joignit une partie des troupes occupées au siège. Avec ces forces il résolut de tenter l'événement d'une bataille. La saison étoit très rude : on étoit au mois de Novembre. Un peu moins de précipitation eût forcé les François d'abandonner la campagne ; mais les Flamands & leur chef enorgueillis de la victoire facile qu'ils avoient remportée près de Bruges, ne croyoient plus rien d'impossible. Ils avoient juré de ne faire aucun quartier & de n'épargner que le monarque d'une armée qu'ils comptoient vaincue. *Je veux*

qu'on tue tout, disoit Artevelle, *si ce n'est le roi de France : je le veux supporter, pour ce que ce n'est qu'un enfant : on lui doit pardonner ; il ne sçait ce qu'il fait ; il va ainsi qu'on le mene ; nous le menerons à Gand apprendre à parler Flamand.* Cete confiance téméraire les perdit. Les François n'étoient guère moins imprudens d'exposer un souverain à peine sorti de l'enfance, la fleur de la noblesse & l'espérance de l'Etat, au succès incertain d'une campagne commencée presque à l'entrée de l'hiver, sans même se conserver une retraite en cas d'accident ; car ils négligèrent de fortifier le pont de Commines. Un revers étoit capable de bouleverser le royaume.

Pendant l'absence de la cour, les Parisiens s'étoient atrou-
pés de nouveau, & peu s'en étoit falu qu'ils n'eussent détruit
& pillé les maisons royales. Ils en furent détournés par un
bourgeois nommé *Nicolas Flamand*, qui leur conseilla d'a-
tendre l'événement de la guerre de Flandre. *Si ceux de*
Gand, leur disoit-il, *viennent à leur entente, ainsi qu'on espere*
bien, adonc sera-t-il heure de ce faire ; ne commençons pas chose
dont nous nous puissions repenir. Cependant les habitants de
Paris sembloient se préparer à la guerre ; ils faisoient venir
des armes de tous côtés, & tous les ouvriers de la ville étoient
employés à forger des casques & des cuirasses. Cete sédition
épidémique se faisoit également ressentir dans les provinces.
Châlons, Reims, Orléans, Blois ne paroissoient pas dans
de meilleures dispositions que la capitale. Les habitants des
campagnes menaçoient déjà de renouveler les désordres de
la Jacquerie. On étoit à la veille d'une révolution générale.
Le sort des armes en Flandre aloit décider du salut de l'E-
tat.

Lorsque les armées se trouverent en présence l'une de
l'autre, on dit que la fermeté d'Artevelle s'étonna ; mais il
n'étoit plus temps de reculer. Efrayé de la grandeur du dan-
ger, il proposa aux siens d'aler à Gand lui-même pour hâter
la marche d'un corps de dix mille hommes. Les Flamands
persuadés qu'il vouloit les abandonner, le contraignirent de
rester. Toutefois, la conduite qu'il avoit tenue jusqu'alors,
rend cete circonstance assez peu vraisemblable. Ce fut dans
la plaine qui se trouve entre *Rosbec & Courtray*, que les

AN. 1382.

Sédition à
Paris & dans
plusieurs vil-
les.

Chron. MS.
Froissard.
Le Laboureur.
Juvénal des
Urins, &c.

Bataille de
Rosbec.
Ibid.

AN. 1382.

deux armées se rencontrèrent. Celle des Flamands presque toute composée d'artisans, étoit rangée en ordre de bataille, selon les différents métiers, dont les symboles paroissent sur leurs bannières. Ils étoient armés de maillets, de chapeaux de fer, de hoquetons & de gantelets du même métal, & de longs bâtons garnis de fer. Le connétable divisa les François en trois corps dont il commandoit le premier, ayant sous lui les maréchaux de Sancerre & de Blainville, & l'amiral Jean de Vienne. Le duc de Bourgogne conduisoit le second corps de bataille, où le roi étoit accompagné du jeune comte de Valois son frère: quatre seigneurs tenoient le frein du cheval qui portoit le roi. Ces chevaliers étoient Gui le Baveux, Hutin d'Aumont, Adam de Gaillonel, & le vicomte d'Acy. Une foule de jeunes chevaliers environnoient le monarque. Les comtes d'Eu, de Blois, de S. Paul, de Harcourt, les seigneurs de Châtillon & de la Fere marchaient à la tête du troisième corps. Les ducs de Berry & de Bourbon, Sainpi, & l'évêque de Beauvais, Miles de Dormans, chancelier de France, commandoient deux corps de réserve*. On ne doit pas être surpris de voir ce prélat, l'un des six pairs ecclésiastiques, remplir les fonctions militaires attachées à cette qualité. Plusieurs évêques étoient encore dans l'usage de s'acquitter en personne du service féodal qui avoit été imposé à leurs prédécesseurs lors de leur institution. L'évêque & le chapitre de Viviers étoient obligés de suivre le roi dans ses guerres; ils recevoient la solde fixée pour ce service: leur étendard portoit l'empreinte des armes de France. Lorsque cet évêque & ses chanoines faisoient une *guerre privée*, les officiers royaux ne pouvoient empêcher leurs diocésains de les accompagner

Du Tillet, Recueil des rois de France. Antoine Loisel. Mém. de la ville de Beauvais.

Traité du ban.

Trésor des Chart. Reg. 122, p. 294.

* Comme aucuns des historiens ne sont d'accord sur la distribution des seigneurs dans les différentes troupes, il n'a pas été possible de démêler cette confusion. La crainte de priver les lecteurs de ces noms qui font honneur à la nation, nous engage à les rapporter ici sans observer d'ordre. Outre ceux déjà nommés, on y distinguoit les comtes de Flandre, de Tonnere, de Grandpré, de Salms; les seigneurs de la Trémoille, de la Fere, d'Anglure de Hangeft, de Rohan, de Laval, de Beaumanoir, de Rieux, d'Antoing, de Boucicault, de Raineval, de Mornay, de Vilaines, de Pommiers, de Heudin, de Mailly, de Revel, d'Aunay, d'Albret de Coufant, de Bude & de Halluyn. C'étoit l'usage alors de créer de nouveaux chevaliers avant de livrer bataille. On fit ce jour-là quatre cent soixante promotions.

dans leurs expéditions militaires. L'histoire nous fournira encore de pareils exemples de prélats guerriers. Dans tous les anciens tableaux qui représentoient les pairs de France, l'évêque & comte de Beauvais paroissoit revêtu d'une cuirasse par-dessus son surplis: lorsqu'il assistoit au couronnement de nos souverains, il portoit la cote - d'arme royale.

Les Flamands campés entre un ravin profond & un bois, ayant en tête un fossé revêtu d'un retranchement, occupoient un poste qu'il étoit presque impossible de forcer. Ils se privèrent de cet avantage pour s'emparer d'une petite coline appelée *le Mont d'or*, s'imaginant fondre avec plus d'impétuosité sur les François. Dès que le connétable se fut aperçu de ce mouvement, la victoire lui parut assurée. Pierre de Villiers déploie aussitôt l'oriflamme, & le combat commence par le corps d'armée où se trouvoit le roi, qui devint par ce changement le centre de la bataille, tandis que les deux autres corps se portant sur les aîles, enveloperent & percerent les flancs des ennemis, qui n'observerent d'autre ordre dans le combat, que de se tenir extrêmement ferrés les uns contre les autres, & les bras entrelacés, afin d'occuper moins de terrain. Ils se servirent en cette occasion, de canons & de ces bombardes portatives dont il a déjà été fait mention. Cette bataille d'ailleurs n'offre rien de remarquable, sinon que le jeune roi témoigna plusieurs fois un violent desir de se mêler parmi les combattants; ardeur que ceux qui veilloient à sa conservation eurent beaucoup de peine à retenir. Les Flamands combattirent d'abord avec une fureur qui rendit pendant quelques instants le succès douteux; mais bientôt la valeur & l'expérience des armes l'emportèrent sur une multitude mal disciplinée. Loin de céder le terrain, ils ne faisoient que se précipiter les uns sur les autres; ensorte qu'à la fin ils se trouvèrent si pressés, qu'il ne leur étoit plus possible d'agir. On en fit un carnage affreux: enfin ils se rompirent & prirent la fuite. La défaite fut entière; on assure qu'ils perdirent quarante mille des leurs sur le champ de bataille, & qu'il ne périt pas cinquante hommes du côté des François: récit qui paroît exagéré. Les plus modérés font monter la perte des ennemis à vingt-cinq mille hommes. Froissard dit, sur la foi

AN. 1382.

Chron. de S.
Denis.

d'un gentilhomme qui s'étoit trouvé à cete action, que la bataille fut gagnée en moins d'une demi-heure. Le corps d'Artevelle étouffé sous un monceau de morts, fut pendu à un arbre. Le comte de Flandre transporté d'une victoire qui lui restituoit ses Etats, vint féliciter & remercier le roi. Voici le discours qu'on met dans la bouche du jeune prince : *Beau cousin, je vous ai aidé & secouru, tellement que vos ennemis sont déconfits : combien que du temps de feu monseigneur mon pere, dont Dieu veuille avoir l'ame, vous futes fort chargé d'avoir eu alliance & faveur à nos ennemis les Anglois, si vous en gardes dorénavant, & je vous aurai en ma grace.* Le roi écrivit sur le champ de bataille au parlement de Paris, pour l'informer d'un si favorable événement. La cour manda les principaux bourgeois auxquels cete lettre fut communiquée, avec ordre d'en faire part au peuple, afin qu'il témoignât son zele par des réjouissances ; mais, dit une ancienne chronique, *aucun semblant de joie ne démontrèrent.*

Suite de la
bataille de
Rosbec. Ré-
duction de
Courtrai.

Les nouvelles de cete défaite répandirent une telle consternation dans la province, que si les François victorieux eussent marché vers Gand, on leur eût ouvert les portes : la Flandre étoit soumise & la guerre finie ; mais au-lieu de profiter de l'avantage qu'on venoit d'obtenir, l'armée s'avança du côté de Courtrai : la réduction volontaire de cete ville avoit immédiatement suivi la bataille de Rosbec. Le roi y séjourna quelques jours ; ce fut là qu'il reçut les députés de Bruges, qui racheterent le pillage de leur ville par une contribution de six vingt mille florins. On espéroit que Gand prendroit le même parti ; mais les habitants revenus de leur première frayeur, rassurés par la présence de Pierre Dubois, l'un de leurs chefs, refuserent absolument de se soumettre. Leur haine contre le comte étoit si constante, qu'ils offrirent de se mettre au pouvoir du roi, à condition qu'il réuniroit leur ville au domaine de la couronne : la crainte d'offenser le duc de Bourgogne empêcha le conseil d'accepter cete proposition.

Pillage de
Courtrai.
Ibid.

Cependant les Flamands avoient abandonné le siège d'Oudenarde presque aussitôt qu'ils avoient été instruits du malheur de leurs compatriotes. La saison trop avancée ne permettoit

mettoit pas d'entreprendre le siège de Gand. Le jeune monarque & les princes ne songerent plus qu'à ramener en France leurs troupes chargées de butin, & comblées de gloire, si elles n'eussent pas souillé l'honneur dont elles venoient de se couvrir, par un excès de barbarie que rien ne peut justifier. A peine le roi étoit-il sorti de Courtrai *, que les rues rétentirent des cris de ses habitants massacrés, sans distinction d'âge ni de sexe : les maisons furent en un instant remplies de soldats furieux qui se portoient par-tout où les guidait leur cruele avarice : au meurtre, au pillage, succéda l'incendie : cete malheureuse ville fut réduite en cendres. On dit, pour excuser cete action atroce, que la vue des éperons dorés des chevaliers François, tués quatre-vingts ans auparavant à la journée de Courtrai, excita l'indignation de nos troupes. Ces éperons étoient suspendus dans une chapele de l'église Notre-Dame, & tous les ans la ville célébroit une fête solennelle en mémoire de cete journée : mais ce motif étoit-il suffisant pour égorger des gens qui s'étoient rendus sans défense ? Ce fut dans cete occasion que le duc de Bourgogne fit transporter l'horloge dont il a été fait mention ci-dessus. Ce qu'on peut dire de plus favorable pour notre noblesse, c'est que les chefs alors ne contenoient que difficilement leurs troupes, sur-tout lorsqu'elles étoient victorieuses. Cete expédition de Flandre en fournit une preuve : la plupart des soldats qui comptoient sur le pillage des villes, ne voyoient qu'avec peine qu'on les recevoit à composition. Il falut ajouter aux ordres du souverain & des princes, le partage des contributions, encore n'étoient-ils pas contents : ils voulurent se dédommager en se jetant sur les Etats du comte de Hainaut. Le comte de Blois & plusieurs autres seigneurs ne purent les apaiser qu'à force de promesses, de sollicitations & de libéralités. Tele étoit la brutale férocité des guerriers subalternes de ce siècle, qu'on peut comparer avec les nôtres pour la bravoure, mais non pas pour la subordination, le

* Froissard dit que cete cruele exécution fut faite par ordre du roi, qui même refusa la grace de Courtrai aux prières du comte qui la lui demandoit à genoux. Un prince à peine âgé de quatorze ans, eût-il été capable d'une fermeté si rigoureuse, si elle ne lui avoit été suggérée par les princes & les conseillers qui disposoient de lui !

AN. 1382.

définitéressement & la générosité. Quelques historiens rapportent qu'on trouva dans Courtrai plusieurs lettres des Parisiens, qui marquoient une intelligence entre eux & les rebeles de Flandre. Cete découverte véritable ou supposée acheva de confirmer la cour dans la résolution de faire éprouver à la capitale les effets d'une vengeance trop long-temps différée.

Retour du
roi.
Ibid.

Les villes rebeles ne se ressentirent pas seules de la présence des troupes: plusieurs habitants des autres places, quoique fournies, furent emprisonnés & rançonnés, sous prétexte qu'ils suivoient le parti d'Urbain. Le roi partit de Tournai où il avoit passé les fêtes de Noël, & s'arêta quelques jours à Aras. Cete ville pensa être pillée par les gens de guerre qui se mutinerent. Le connétable & les maréchaux les apaisèrent, en leur promettant *qu'ils seroient nétiement payés de leurs gages à Paris*. Les villes de Picardie témoignèrent leur zele par des réjouissances: elles firent des présents au jeune monarque, qui se rendit à Compiègne.

La cour
s'approche de
Paris.
Ibid.

Le dessein étoit formé de châtier les Parisiens, & c'étoit dans cete vue qu'on n'avoit pas licencié l'armée. Toutefois la grandeur de la ville, la multitude de ses habitants, & leur obstination, causoient de vives inquiétudes. La cour s'étoit avancée jusqu'à Louvres, incertaine du parti qu'elle prendroit. Les princes & les seigneurs, dans la vue de sonder les dispositions du peuple, avoient envoyé leurs gens préparer leurs hôtels; & répandre le bruit du prochain retour du roi.

Les Parisiens
sortent armés.
Ibid.

Les Parisiens à cete nouvele résolurent d'aler au-devant du monarque; & soit pour faire parade de leur puissance, soit pour intimider le gouvernement, ils armerent de pied en cap vingt mille citoyens, qui sortirent de la ville, & se rangerent en ordre de bataille, occupant une partie de Montmartre & de la plaine Saint Denis. Le roi étoit au Bourget lorsqu'on fut informé de cete sortie. *Voyez l'orgueilleuse ribaudaille*, disoient les seigneurs: *s'ils fussent venus servir le roi au point où ils sont, quand il ala en Flandre, ils eussent bien fait; mais ils n'en avoient pas la tête enflée, fors que de dire & de prier à Dieu que jamais pied d'entre nous n'en retournât.*

Ils rentrent
dans la ville.

On ignoroit si l'on ne seroit pas obligé d'en venir aux mains avec cete milice bourgeoise: il falloit toutefois se dé-

cider. Le connétable, les seigneurs d'Albret, de Couci, de la Trémoille, & l'amiral Jean de Vienne se déterminèrent à tenter d'abord la voie des remontrances pour les faire rentrer dans la ville. Ils envoyèrent demander un sauf-conduit. Les Parisiens assurèrent les hérauts, que ces seigneurs pouvoient venir en sûreté; qu'ils n'étoient en armes que pour obéir au roi, & pour lui montrer queles étoient les forces de la ville de Paris, afin qu'il pût les employer dans le besoin. Sur cete assurance les seigneurs se rendirent au milieu d'eux, & leur ordonnèrent de la part du roi de se retirer: ce qu'ils exécutèrent sur-le-champ. L'orage qu'on avoit craint se trouvant heureusement dissipé, la cour disposa son entrée dans Paris.

AN. 1382.

Avant que de se rendre dans la capitale, le roi alla visiter l'église de S. Denis, où la tête découverte, sans ceinture, il remit l'oriflamme entre les mains de l'abé. Ce fut-là qu'il reçut une députation de la ville de Paris, composée du prévôt des marchands & de quelques-uns des principaux bourgeois. Ils essayèrent de modérer l'indignation du prince, qui sans s'expliquer annonça le jour de son entrée. Les troupes eurent ordre de prendre les armes: elles avancerent divisées en trois corps, dans la même disposition qu'elles avoient observée à la bataille de Rosbec. Le connétable & le maréchal de Sancerre à la tête du premier corps, marcherent vers la porte S. Denis, qu'on démontra par leur ordre, & dont les barrières furent arachées. Tous les hommes d'armes avoient mis pied à terre: les troupes entrèrent comme dans une place conquise. Le jeune monarque environné de ses oncles, des princes de son sang & de ses courtisans, sans daigner écouter une nouvelle députation, se rendit à la cathédrale, & de-là au palais. L'armée se distribua dans les différents quartiers.

Le roi à la tête de l'armée, entre dans Paris.

Chron. MS.
B. R. numéro
10297.

Tout trembloit cependant: le peuple acoutumé à passer avec une égale facilité de l'insolence au découragement, atendoit dans la consternation & dans le silence, le châtiment de ses fautes, qu'il craignoit de ne pouvoir plus expier par un tardif repentir. Il parut un peu rassuré par les ordres précis qui furent donnés, sous peine de mort, de ne com-

AN. 1382.

mettre aucun désordre. Les gens de guerre furent logés, & le calme ne fut troublé que par la punition de deux habitants, qui ayant tenu des propos séditieux, furent pris & pendus à leurs fenêtres.

Les Parisiens
sont désarmés.

Les ducs de Berry & de Bourgogne parcoururent la ville à la tête de leurs hommes d'armes. Trois cents personnes furent arêtées : les chaînes détendues furent portées à Vincennes : les habitants eurent ordre de remettre leurs armes, qui furent déposées au louvre : il y en avoit pour armer cent mille combatants. Lorsque la ville fut désarmée, les exécutions commencerent. Les prisons étoient remplies de coupables, dont plusieurs se donnerent la mort volontairement pour se dérober à la honte du supplice. La femme d'un de ces malheureux, sans égard pour l'enfant dont elle étoit enceinte, se précipita du haut de sa maison.

La duchesse
d'Orléans &
l'Université
intercèdent
pour la ville.

*Froissard,
chron. de saint
Denis.*

*Le Lab.
Histoire de
la ville de Pa-
ris, &c.*

La duchesse d'Orléans, princesse respectable, intercédâ pour la ville. L'université vint apporter ses supplications au pied du trône; démarche bien honorable pour ce corps célèbre, dans un temps où personne ne se présentoit pour prendre la défense d'une ville proscrite. L'orateur prononça un discours si touchant, que le roi en fut attendri. Ce jeune prince étoit dans cet âge heureux, où les préjugés cruels n'ont pas encore défiguré cete compassion naturelle imprimée par Dieu même dans les cœurs de ses créatures. L'université, sans doute, eût fléchi le monarque, s'il n'en eût été détourné par le duc de Berry, qui malheureusement étoit présent à cete députation.

Suplice de
l'avocat gé-
néral Desma-
rets.

Ibid.

La mort de Nicolas le Flamand fut sans doute un acte de rigueur nécessaire. Il n'étoit que trop digne d'un pareil sort; pour avoir participé à la sédition, lui qui avoit obtenu grace de l'assassinat commis en la personne des deux maréchaux de France massacrés en présence du dauphin dans le temps des troubles qui suivirent la bataille de Poitiers. Mais quel jugement dut-on faire de la justice du prince, ou pour mieux dire de ceux qui gouvernoient en son nom, lorsqu'on vit sortir des prisons douze infortunés destinés au dernier supplice ? Ils étoient tous enchaînés sur la même charrete. Sur une planche placée au lieu le plus élevé de ce char funebre, paroiss-

soit l'avocat général Jean Desmarets, ce respectable magistrat plus que septuagénaire, l'organe des loix, l'honneur & l'amour de ses concitoyens, à qui l'on ne pouvoit reprocher que des services sans nombre rendus à son ingrate patrie. Loin d'être complice des désordres publics, il les avoit prévenus ou réparés autant qu'il avoit pu : il les avoit toujours condanés. Le peuple, les grands, ceux même qui le perdoient, tous étoient persuadés de son innocence. Proscrit sans être jugé, on le trainoit à l'échafaud. Sans se plaindre de ses persécuteurs, il prononçoit d'une voix ferme ces paroles de David : *Judica me, Deus, & discerne causam meam de gente non sancta.* Arrivé au lieu de l'exécution, on le pressa de demander pardon au roi. Maître Jean, lui disoit-on, *criez merci au roi afin qu'il vous pardonne.* Il répondit en se retournant : *J'ai servi au roi Philippe son grand aïeul, au roi Jean, & au roi Charles son pere, bien & loyaument : ne oncques ces trois rois ne me scurent que demander, & aussi ne feroit cestui, s'il avoit âge & connoissance d'homme : à Dieu seul veuil crier merci.* Tous les assistants fondoient en larmes ; lui seul ne pleuroit pas : il reçut le coup mortel avec une constance digne de l'intégrité de sa vie. Quelques auteurs raportent qu'on lui fit un crime d'être demeuré à Paris durant les derniers troubles ; mais la véritable cause de sa perte, fut la haine que lui portoient les ducs de Berry & de Bourgogne. On peut regarder cete mort comme un des événements les plus honteux de ce regne, & peut-être un de ceux qui contribuerent le plus aux calamités publiques. C'est par la violation manifeste des loix qu'on parvient à rendre une nation indocile. On eut quelque honte de tant de suplices : plusieurs furent mis dans des sacs & précipités dans la Seine pendant les ténèbres. Les moins malheureux se racheterent, & l'on tira de ces rançons plus de quatre cent mille livres, dont la meilleure partie fut la proie des oncles du roi & des ministres.

Ces terribles préliminaires furent suivis d'une scene encore plus éfrayante, mais dont le dénouement fut moins funeste. On avoit dressé un trône sur les degrés du palais : le jeune monarque y parut accompagné des princes ses oncles, & de tous les seigneurs qui composoient sa cour & le conseil. Une

AN. 1382.

Exécutions nocturnes.
Ibid.

Commutation de la peine criminelle en civile.
Ibid.

AN. 1382.

foule de peuple remplissoit la cour. Pierre d'Orgemont, chancelier, porta la parole : il venoit d'être rétabli dans cete dignité, qu'il n'avoit abdiquée que pour satisfaire le ressentiment du duc d'Anjou. Ce chef de la magistrature prononça un discours véhément, dans lequel il fit sentir l'énormité des fautes passées, dont il n'omit aucune des circonstances qui pouvoient les rendre plus dignes de châtement. Il rapela ensuite les exécutions qu'on avoit déjà faites, ajoutant que tout n'étoit pas fini, & qu'il restoit encore quantité de coupables à punir. Il se retourna ensuite vers le roi, pour lui demander s'il ne s'étoit pas expliqué selon ses intentions : le prince répondit, *oui*. A cete redoutable affirmation, les oncles du monarque se mirent à genoux devant lui, en le suppliant d'avoir pitié de son peuple : *les dames & les demoiselles de Paris, sans coëfures, échevelées*, demanderent en pleurant la même grace, tandis que les hommes prosternés crioient *miséricorde*. Alors le jeune roi dit qu'il acorderoit la grace des Parisiens, & qu'il convertiroit *la peine criminelle en civile*, c'est-à-dire en argent. La cruele avarice de ceux qui gouvernoient, avoit imaginé cete honteuse commutation, qu'on ne rougissoit pas de mettre dans la bouche du souverain : tant on étoit peu soigneux, jusque dans un acte de clémence, de conserver la majesté royale.

Les amendes furent excessives : les plus favorablement traités se racheterent de la moitié de leurs biens. Il ne revint pas au trésor du roi, le tiers de ces sommes immenses, le reste fut partagé entre les grands. Le connétable & les maréchaux s'en firent remettre une partie, sous prétexte d'aquiter la solde des gens de guerre, qu'ils promirent de renvoyer sans commettre de désordre ; ce qu'ils exécuterent fort mal : les compagnies mécontentes du défaut de paiement, exercèrent en se retirant un brigandage affreux. L'amiral Jean de Vienne se rendit dans le même temps à Rouen, dont les habitants furent traités comme les Parisiens. Plusieurs autres villes du royaume éprouverent le même sort.

L'abus que les Parisiens avoient fait de la liberté dont ils jouissoient sous l'autorité de leurs magistrats municipaux, fut puni par l'abolition de l'échevinage, des quartiniers,

dixainiers & autres oficiers *. Le roi, par le même édit, supprima la charge de prévôt des marchands, dont les fonctions furent réunies à celle du prévôt de Paris, qui le même jour, en vertu de l'ordre du roi, prit possession de l'hôtel de ville, tant pour y demeurer que pour y exercer sa juridiction.

Les aides, douzième denier, gabelles & autres impositions furent rétablies, sans que personne osât former la moindre opposition. L'on agita dans le conseil s'il ne seroit pas à propos de rendre ces droits perpétuels, & d'en former un revenu fixe, semblable à celui du domaine de la couronne; mais ceux qui jouissoient alors du pouvoir, contents de l'avantage présent, laissèrent à ceux qui devoient les remplacer dans la suite, les soins d'un avenir qui les intéressoit peu: d'ailleurs il étoit à craindre que le peuple poussé à l'extrémité, ne se portât enfin à quelque résolution désespérée.

Le commencement de cette année fut signalé par un combat annoncé avec plus de faste qu'il n'eut d'effet. Pierre de Courtenai **, seigneur Anglois, vint en France, dans le dessein de se mesurer contre Gui de la Trémoille. Les écrivains du temps ne marquent point les motifs de ce défi, qui mit pour lors toute la cour en mouvement, & pour lequel, suivant la superstition de ce siècle, on consulta les devins & les astrologues. On voulut empêcher les combattants d'entrer en lice, en disant *qu'il n'y avoit matière*; mais le seigneur de la Trémoille protesta qu'il combatroit & *qu'il y avoit assez cause*, vu qu'il étoit François, & Courtenai Anglois. Au jour fixé, les deux chevaliers comparurent en champ clos derrière saint Martin-des-champs. Toute la cour assistoit à ce specta-

AN. 1382.

Mém. de la
Chambre des
comptes, reg. E.
Reg. de l'hôtel
de ville.

Recueil des
ordonnances
tom. 6.

AN. 1383.

Combat singulier de
Courtenai,
la Trémoille
& Clary.

Chron. MS.
de la B. R. n°.

10397.

Froissard,
Chronique de
saint Denis.

* Les quariniers avoient droit d'assembler & de commander la milice bourgeoise des quartiers auxquels ils étoient préposés. Ils avoient sous eux des cinquanteniers & des dixainiers. *Recueil des ordonnances*, tom. 6, pag. 697. *Hist. de la ville de Paris*, tom. 2, pag. 987.

** La famille des Courtenai d'Angleterre, Française d'origine, n'est pas, comme quelques écrivains l'ont cru, une branche des Courtenai de la race royale de France. Les seigneurs de Courtenai Anglois, tiroient leur origine de l'un des descendants de la première maison des Courtenai, dont la postérité s'établit en Angleterre long-temps avant que Pierre, fils de Louis VI, épousât la seule héritière des seigneurs de Courtenai établis en France. Ce qui a pu causer l'erreur, c'est la ressemblance du surnom & des armes qui étoient d'or à trois tourteaux de gueules. *Vid. Du Tillet & histoire généalog.*

AN. 1383.

cle. A peine avoient-ils mis leurs lances en arêt, que le roi, à la prière du duc de Bourgogne, les fit séparer. Tel étoit le droit du prince en présence duquel ces sortes d'actions se passaient. Courtenai partit de Paris comblé de caresses & de présents. Avant que de retourner en Angleterre il séjourna quelque temps en Picardie chez la comtesse de S. Paul, fille de la princesse de Galles, & qui avoit en premières noces épousé un seigneur de Courtenai. L'Anglois eut l'indiscrétion de se vanter qu'il n'avoit trouvé personne en France qui eût osé combattre contre lui. Le sire de Clary, gentilhomme du Languedoc, ne put entendre cete bravade insultante pour la noblesse Françoisse, sans la relever : il offrit de soutenir l'honneur de sa nation ; la proposition fut acceptée. Ces deux champions de la gloire patriotique combattirent devant la comtesse de S. Paul. Courtenai blessé, désarmé, s'avoua vaincu, & repassa en Angleterre, d'où peu de temps après il envoya au roi de France * deux chevaux de selle, six petits arcs, une gerbe de grandes & une de petites fleches, & une gerbe de javelots, & huit pices d'écarlates, pour reconnoître les honneurs qu'on lui avoit prodigués à la cour de France. Il n'en usa pas de même à l'égard de son vainqueur, le sire de Clary, qui ne recueillit pour prix de son courage, que la haine du duc de Bourgogne. On voulut le traiter en coupable pour avoir combattu sans le congé du roi : il fut obligé de se tenir caché pendant quelque temps, jusqu'à ce qu'il eût obtenu son pardon de la cour.

L'Angleterre
se détermine à
secourir les
Flamands.

*Ann. Britan.
Chroniq. de
Flandre.*

Froissard, &c.

*Rym. aff.
publ. tom. 3,
part. 3, p. 145.*

La victoire de Rosbec & le progrès des armes Françoises firent enfin ouvrir les yeux au conseil d'Angleterre ; on se repentit de n'avoir pas secouru les Gantois. Les nouveaux députés qui se présentèrent de leur part, trouverent le ministère dans des dispositions plus favorables. Il étoit à craindre que le jeune roi, après avoir subjugué la Flandre, ne pousât plus loin ses conquêtes, & ne tentât d'enlever Galais. Le

* Il n'est pas inutile d'observer que le roi d'Angleterre, qui dans tous les autres actes ne donnoit à celui de France que le titre de notre *Adversaire de France*, dans le passeport expédié pour le présent envoyé par Courtenai, traite notre monarque de *Roi François, Rex Francigena*. C'étoit probablement un acte de politesse que la chancellerie de Londres ne présuinoit pas devoir tirer à conséquence. *Rym. aff. publ. T. 3, part. 3, pag. 161.*

bruit

bruit public étoit qu'on se préparoit en France à former le siège de cete ville. Le peuple murmuroit tout haut de la léthargie du gouvernement. On crut l'apaiser en préparant un armement. Le roi lui-même , malgré l'indolence naturelle qui commençoit à se faire remarquer dans son caractère , fut déterminé par ses oncles à passer la mer , & à venir en personne défendre Calais. Déjà les ordres étoient donnés pour le trajet. On s'étoit assuré du duc de Hollande & de Zélande. On essaya d'abord de transporter des troupes , que les vents contraires empêcherent d'aborder. Une seconde tentative fut plus heureuse : les vaisseaux Anglois débarquerent quelques troupes , mais en trop petit nombre pour exécuter une entreprise considérable. Une partie des forces de l'Angleterre étoit alors occupée au service du roi de Portugal dans la guerre que ce prince soutenoit contre le roi d'Espagne. Le comte de Cambridge qui conduisoit ce secours, ne fut pas plus heureux que le comte de Bukingham ne l'avoit été en Bretagne : il fut obligé de se rembarquer après avoir eu la mortification d'être témoin de la paix conclue entre les monarques Castillan & Portugais.

AN. 1383.

Hist. d'Esp.

L'assistance que les députés de Flandre sollicitoient, n'eût peut-être abouti qu'à de magnifiques promesses suivies de peu d'effet. Le fanatisme ranima les esprits, & suppléa au défaut de l'activité qu'auroit dû produire l'intérêt de l'Erat. Urbain ne se faisoit aucun scrupule d'employer les armes spirituelles & temporeles contre les princes qui refusoient de se soumettre à son obéissance. Bien loin d'imiter ces pontifes respectables , uniquement occupés du soin de maintenir ou de rétablir la paix entre les rois, on le voyoit sans cesse atiser le feu de la discorde, annulant de sa propre autorité tous les traités que ses partisans pouvoient conclure avec les princes de l'obéissance de son rival. C'étoit peu de les désunir , s'il ne les armoit les uns contre les autres , comme s'il n'eût pu acquérir la place de chef de l'église qu'au prix du sang des hommes. Il fit publier en Angleterre une croisade contre tous les princes qui n'avoient pas souscrit à son élection, traités dans ses bulles d'hérétiques & de schismatiques. Henri Spenfer , évêque de Norwich , fut nommé généralissime de

Croisade publiée en Angleterre.

Rymer. att. publ. tom. 3. part. 3.

Tome VI.

Y

AN. 1383.

cete guerre colorée du prétexte de la religion. Le pape accordoit aux croisés, pour les encourager au meurtre, l'absolution de leurs péchés confessés avec contrition, l'assurance du salut éternel, & la récompense des justes. Il est honteux pour l'humanité, qu'on soit obligé de rapporter de semblables traits : ces cruels pontifes pouvoient-ils sans remords, intéresser jusqu'à la piété dans leurs barbares querelles ? La noblesse, le peuple, le clergé acoururent se ranger sous les drapeaux du prélat : le parlement d'Angleterre approuva l'expédition, & accorda un subside.

L'évêque
de Norwich,
général des
croisés vient
en Flandre.

Rym. act.
pub. tom. 3, p.
153 & 154.

L'évêque de Norwich, à la tête de deux mille hommes d'armes & de quinze mille hommes d'infanterie, vint débarquer à Calais. Avant que de partir de Londres, on lui avoit donné plein pouvoir de traiter avec les rebelles de Flandre, & de recevoir le serment de fidélité des Flamands, au nom du monarque Anglois comme roi de France. Suivant le projet du pape, cete armée de croisés auroit dû attaquer la France ; mais par une de ces contradictions dont l'histoire ne fournit que trop d'exemples, elle se jeta sur les terres du comte de Flandre, quoiqu'il fût *Urbaniste*. Il fit à ce sujet des représentations inutiles : réduit à la nécessité de se défendre, il rassembla des troupes, & quoiqu'avec des forces inégales, vint présenter la bataille aux Anglois, qui s'étoient emparés de Graveline, de Bourbourg, de Mardick, de Dunkerque, & de la plus grande partie de la Flandre maritime.

Ibid. p. 155.

Préparatifs
pour la guerre
de Flandre.

Chron. de Fr.
Froiss. &c.

Le comte fut entièrement défait, & contraint de se réfugier en France. Les croisés victorieux, assistés d'un renfort de Gantois, investirent Ypres. Aux premières nouvelles de cete irruption, les troupes Françoises eurent ordre de se rassembler. Seize mille hommes d'armes & une nombreuse infanterie formerent une des plus florissantes armées que la France eût encore mises sur pied. Le duc de Bretagne, qui l'année précédente s'étoit contenté d'envoyer un corps de troupes, fit cete campagne en personne à la tête de deux mille lances. Ce fut ici pour la première fois qu'on fit usage des lettres d'Etat, qui suspendent toutes les poursuites intentées contre les gens de guerre pendant le cours de la campagne.

On avoit convoqué l'arrière-ban, ce qui obligeoit tous les gentilshommes & les possesseurs de fiefs nobles, à prendre les armes. Le roi acorda l'exemption du service militaire à plusieurs officiers des cours supérieures, entr'autres à tous les magistrats de la chambre des comptes. Avant que de faire marcher les troupes, le ministère de France mit en usage une précaution inconnue jusqu'alors, du moins nos anciennes annales n'en font mention qu'en cete circonstance, & rapportent le fait comme une nouveauté. Un bourgeois de Paris, nommé *Colin Boulard*, fit un traité par lequel il s'engageoit à fournir du bled pour la subsistance de cent mille hommes pendant quatre mois. Il est probable qu'il établit pour cet effet, des magasins à portée des différents quartiers qui aloient devenir le théâtre de la guerre.

Les ennemis n'étoient pas en état de résister à l'élite de la noblesse & des guerriers François, brûlants de signaler leur valeur aux yeux d'un jeune roi qui sembloit ne respirer que la guerre. A peine l'armée parut-elle, qu'ils abandonnerent le siège d'Ypres après en avoir brûlé le fauxbourg. Retirés sous Cassel, ils ne se crurent pas encore en sûreté dans ce poste. Ils sortirent de Bergues avec la même précipitation. Le pillage & les flammes marquoient les traces de leur fuite. Enfin il ne leur resta plus que Bourbourg & Gravelines, où l'évêque de Norwich s'étoit renfermé, & qu'il rendit bientôt par capitulation, pour passer en Angleterre, où le bruit de son expédition l'avoit devancé. Le reste des croisés assiégés dans Bourbourg se défendit avec une opiniâtreté que redoubloit le désespoir. Les Anglois avoient rassemblé dans cete ville le butin dont ils s'étoient emparés: car les dépouilles de la Flandre étoient pour eux un attrait non moins puissant que les indulgences d'Urbain. Le siège fut pressé avec tant d'ardeur, que la place étoit à la veille d'être emportée d'assaut, lorsque le duc de Bretagne ménagea aux assiégés une capitulation dont ils n'auroient pas dû se flater. On leur permit de sortir de la ville, & d'emporter avec eux leurs armes, & toutes les richesses dont ils étoient chargés. Cete capitulation mécontenta extrêmement l'armée Française, & l'on acusa tout haut le duc de Bretagne, d'avoir en

AN. 1383.

Levée du
siège d'Ypres.
Réduction
de plusieurs
places. Les
Anglois repas-
sent la mer.
Ibid.

AN. 1383.

Chambre des
Comptes de
Nantes.
Argentré,
hist. de Bret.
Éc.
Ib. Lobineau.
Froissard.
Rymer. act.
pub. tom. 3,
part. 3.

Mém. de la
Chambre des
Comptes.
Treve.
Rym. act. pub.

cete occasion, sacrifié les intérêts de la France en faveur de ses anciens aliés. Pour détruire les soupçons qu'on pouvoit former contre la fidélité du duc de Bretagne, il ne falloit qu'examiner sans prévention les démarches de ce prince & la conduite des Anglois à son égard. Il avoit, avec la permission du conseil de France, envoyé des ambassadeurs à Londres pour redemander la duchesse son épouse, sœur de Richard : satisfaction qui lui fut refusée, quoique cete princesse eût répondu qu'elle étoit prête d'obéir, sous le bon plaisir du roi son frere, à la sommation juridique qui lui en fut faite devant témoins par les envoyés du duc, *de se rendre en Bretagne auprès de son époux, afin qu'il pût la traiter avec l'affection maritale, & en avoir lignée selon la loi conjugale, ainsi qu'il convenoit.* Ce ne fut que long-temps après cete invitation, que la duchesse obtint enfin la permission de repasser en France. Le duc avoit répondu, lorsqu'on lui rapporta le refus du monarque Anglois, qu'il se résignoit à garder la continence jusqu'à ce qu'il plût à Dieu de changer la volonté du roi son beau frere. Le conseil Britannique parut encore moins disposé à lui acorder la restitution de Brest qu'il faisoit solliciter avec instance. Enfin les Anglois étoient si prévenus contre le duc, qu'ils ofrirent aux deux fils de Charles de Blois, Jean & Gui retenus en ôtage, de leur rendre la liberté, de les aider à se mettre en possession de la Bretagne, & de donner à l'ainé la fille du duc de Lencastre en mariage, à condition de faire hommage au roi d'Angleterre. Ces deux princes rejeterent la proposition avec une générosité vraiment héroïque : ils répondirent au roi d'Angleterre, « que » pour la vie, ils n'accepteroient condition, quele qu'elle » fût, pour se départir du service du roi de France ». On se persuadera difficilement, après de semblables démarches, que le duc pût encore entretenir des intelligences secretes avec les ennemis du royaume. Il paroît même que le conseil de France n'en jugea pas ainsi, puisque le roi, pour témoigner au duc combien il étoit satisfait de sa conduite, lui remit le paiement du reste des deux mille livres qu'il étoit tenu d'acquitter par le dernier traité de Guerrande.

Cete campagne fut terminée par des conférences qui se

tinrent à *Lelighen*, entre les plenipotentiaires des deux cours. Ceux de France étoient les ducs de Berry & de Bretagne, le comte de Flandre, les évêques de Laon, de Bayeux & de Maillezais, le comte de Sancerre, le sire de Rayneval, Arnaud de Corbie, Anceau de Salins, Jean le Monier. Les prétentions excessives des partis oposés ne permirent aux négociateurs que de convenir d'une treve, qui devoit durer jusqu'au mois d'Octobre de l'année suivante. Les Gantois furent compris dans ce traité, malgré la répugnance du comte de Flandre.

Peu de temps avant cet acommodement *, ce prince succomba sous le poids des disgrâces qui avoient troublé les dernières années de sa vie. Il mourut peu regretté de ses sujets, au bonheur desquels on peut dire cependant qu'il avoit contribué autant qu'aucun de ses prédécesseurs. La neutralité qu'il eut l'art de conserver entre la France & l'Angleterre, est un témoignage non suspect de la sagesse de son administration. Cete conduite politique enrichit la Flandre. L'indocilité des peuples trop jaloux peut-être de leur liberté, des prétentions excessives de la part du comte, des entreprises hasardées sur les franchises de sa province, le luxe, les flatteurs; en un mot, l'abus de la prospérité, furent également funestes aux Flamands & à leur souverain. *Louis dit de Male*, dernier comte de Flandre, de la maison de Béthune, fut l'instituteur de l'audience de Flandre, créée pour informer des malversations commises par les officiers des juridictions inférieures. Ce tribunal nommoit des commissaires chargés du soin de visiter les différentes villes de la province, & de faire rapport des plaintes qui leur seroient adressées. Ce fut sous ce même prince que l'on batit pour la première fois de la monnoie d'or; indice de l'opulence d'une contrée fertile

AN. 1383.

Mort du
comte de
Flandre.
*Chron. de
Flandre.*
*Chron. MS.
de la B. R.*
Froissard.
*Histoire ano-
nyme.*
*Le Labou-
reur, &c.*

* La signature de la treve est du 26 Janvier 1383, & le comte étoit mort le 20 du même mois. *Vid. Froissard, Rym. aff. pub. T. 3, part. 3, pag. 162.* Mézerai rapporte que le comte de Flandre eut à S. Omer une contestation très vive au sujet de la mouvance de Boulogne, & que le duc de Berry contre lequel il soutenoit ses droits, dans la chaleur de la dispute, lui fit avec sa dague une blessure dont il mourut trois jours après. Le silence des écrivains contemporains, sur un fait qui ne devoit être ignoré de personne, rend suspect le témoignage de Pierre Colinet adopté par Mézerai. *Vid. Mézerai, hist. de Charles VI.*

An. 1383.

& commerçante. La mort du comte de Flandre est l'époque de la grandeur de la maison de Bourgogne. Philippe le Hardi mari de Marguerite, fille & unique héritière de Louis de Male, réunit aux provinces de son apanage les Etats de son beau-père, & devint par cete réunion l'un des plus puissants princes de l'Europe : grandeur trop long-temps redoutable à la France, quoiqu'elle n'ait pas excédé les limites de la quatrième génération.

Le roi d'Arménie vient en France.
Ibid.

On vit cete année paroître à la cour un exemple vivant de l'inconstance & de la vanité des grandeurs humaines. Léon de Lusignan, troisième de ce nom, roi de la petite Arménie, vaincu & chassé de ses Etats par les Tartares, vint chercher un asile en Europe : il aborda premièrement en Castille, où il fut accueilli favorablement par le roi dom Juan. Après avoir séjourné quelque temps en Espagne, il passa en France. Le jeune roi & les princes ses oncles, informés de son arrivée, l'envoyèrent recevoir avec tout l'appareil usité pour les têtes couronnées. Dans une audience publique il prononça un discours si touchant sur ses malheurs, que le monarque & ses courtisans en furent pénétrés. Charles non content de l'assurer de sa protection, & de l'espérance d'un puissant secours pour le rétablir sur le trône, commanda qu'on lui assignât un revenu fixe & suffisant pour se soutenir en prince ; il lui fit outre cela présent d'une somme considérable pour les frais de l'établissement de sa maison. Il seroit inutile de relever par des éloges une pareille libéralité : ce caractère généreux d'hospitalité, de compassion & de bienfaisance, fut de tout temps la vertu de nos princes & de notre nation. Ce roi d'Arménie, suivant le portrait que nous en ont transmis les écrivains de ce siècle, étoit fort petit, d'une figure agréable, spirituel & plein de raison : il fut admis dans le conseil, & se trouva souvent dans le cas de reconnoître par d'utiles avis, les grâces de son bienfaiteur.

Défaite du maréchal de Sancerre en Guienne.
Ibid.

Les suspensions d'armes n'étoient pas si fidèlement observées, qu'il ne se commît de temps en temps quelques hostilités, sur-tout dans les provinces éloignées. Le maréchal de Sancerre qui commandoit en Guienne, fut attaqué contre la foi des traités. Les ennemis peu scrupuleux ayant formé un

corps de troupes considérable, le surprirent, & l'ayant vaincu, l'obligerent à la retraite: après cet avantage, dont ils étoient plus redevables à leur perfidie qu'à leur valeur, ils se répandirent dans la province, forcerent quelques châteaux, & pénétrèrent jusque dans l'Aunis, où ils s'emparèrent de Tonnay-Charente qu'ils réduisirent en cendres.

Am. 1383.

Le duc de Berry étoit alors en Languedoc, dont le gouvernement lui avoit été confié pour le malheur des peuples, qui ne cessoient de regretter la généreuse administration du comte de Foix leur ancien gouverneur. Les revenus de cete province abandonnés à la discrétion du duc, n'étoient pas encore suffisants pour un prince prodigue, entouré de gens avides, qui ne songeoient qu'à multiplier ses dépenses sans s'inquiéter si les moyens d'y subvenir étoient injustes ou légitimes. Le pouvoir sans bornes qu'on lui avoit acordé, ne permettoit pas à la voix publique de parvenir aux pieds du trône. Souverain plutôt que gouverneur, il falloit que tout fléchît sous le poids de son autorité. La dureté du joug excita des révoltes, & par une suite nécessaire, il falut recourir aux châtimens pour les réprimer. On fit marcher des troupes contre les rebeles qui s'étoient rassemblés aux environs de Béziers: ils furent défaits & dispersés. Ceux qui tomberent entre les mains des vainqueurs furent exécutés; & la terreur des suplices rétablit l'obéissance.

Révolte à Béziers.
Chron. MS.
de la B. R. n^o.
10297.

Ces mouvemens en Languedoc ne furent que le prélude d'une révolution plus dangereuse qui menaçoit dans le même temps l'Auvergne & le Poitou. Ces deux provinces apartenoient au duc de Berry. Les historiens ne marquent pas queles furent les causes qui produisirent dans ces parties de la France, un soulèvement presque général; mais suivant toutes les apparences, elles prenoient également leur source dans la rigueur des exactions, & dans le brigandage des gens de guerre. Presque tous les habitants de la campagne abandonnerent leurs travaux, s'atrouperent, dans la résolution, disoient-ils, de délivrer le pays des impôts, & de le remettre en son ancienne liberté. Les gentilshommes, les ecclésiastiques, les négociants, les citoyens aisés; enfin tous ceux qui ne

Révolte en Auvergne & en Poitou.
Chron. de S. Denis.
Juvénal des Ursins.
Hist. anonyme.
Le Laboureur, &c.

AN. 1383.

partageoient pas la misère de leur état, étoient devenus l'objet de leur fureur. L'histoire des regnes précédents ne nous a fourni que trop d'exemples des emportemens dont est capable une multitude aveugle & désespérée. Le carnage, l'incendie annonçoient en tous lieux le passage de ces troupes de vagabonds. Ceux qui vouloient se soustraire à leur rage, étoient obligés de s'habiller en paysans; mais plusieurs furent découverts malgré ce stratagème, ces brutaux s'étant avisés de la barbare précaution d'examiner les mains des personnes qu'ils rencontroient; & lorsqu'ils n'y remarquoient point de duretés, indices d'un travail rustique, ils les massacroient sans pitié. Le duc de Berry qui se disposoit à visiter le pape Clément, fut obligé de différer son voyage pour éteindre cet embrasement. Il réunit toutes les forces de ses gouvernemens & de son apanage: à son approche les rebelles se dissipèrent; on les poursuivit; on en fit un carnage affreux. La plupart périrent par le fer, ou furent précipités dans les rivières.

Voyage du duc de Berry à la cour d'Avignon.

Chron. de Fr. Hist. anonyme.

Juvénal des Ursins, &c.

Après cete expédition le duc se rendit à la cour d'Avignon, où le pontife le reçut avec les témoignages les plus marqués d'attachement & de bienveillance. Clément, dit l'historien de Charles VI, combla le prince de caresses & de présents: il lui donna, entr'autres choses, une parcelle de clou, qu'il assuroit avoir été détachée de l'un des clous de la vraie croix: & cete parcelle étoit de la grosseur d'un grain de moutarde. Les religieux de S. Denis possesseurs du seul saint clou qu'il y eût en France, furent consultés sur ce présent: il se trouva, suivant le même auteur, que la partie que le duc de Berry avoit reçue, en avoit jadis été détachée en faveur de Charles V, qui probablement en avoit gratifié le pape. Au reste la reconnoissance avec laquelle ce bienfait fut accepté, témoigne la piété du prince, & son respect pour tout ce qui pouvoit faire l'objet d'une vénération religieuse. Les seigneurs de la suite du duc de Berry ne furent pas oubliés dans la distribution des libéralités du S. Pere, qui ne négligeoit rien de tout ce qui pouvoit lui concilier l'affection des François. On a dû remarquer ci-dessus, à l'occasion des plain-
tes

tes de l'université, que Clément, quoique reconnu en France, commençoit à sentir qu'il avoit besoin d'être apuyé du crédit des princes & des grands. Ce fut probablement à ce sujet, qu'il eut avec le duc plusieurs entretiens secrets, dont les écrivains contemporains ne rendent pas compte.

Plusieurs guerriers de différentes nations, mais principalement de la France, que la treve laissoit sans occupation, choisirent ce temps de repos pour aler signaler leur valeur contre les infidèles. Le duc de Bourbon étoit à leur tête, accompagné du comte de Harcourt, du seigneur de la Trémoille, & de plusieurs autres seigneurs & chevaliers, au nombre d'environ huit cents hommes d'armes. Cete expédition, ouvrage du zèle, eut le sort des entreprises mal concertées. Les imprudents chrétiens aborderent en Afrique, livrerent quelques combats, firent ce qu'ils apeloient alors *des apertises d'armes & de chevalerie*; mais bientôt manquant de vivres, & pressés par les Maures qui les harceloient sans cesse, ils furent contraints de se rembarquer, d'abandonner les côtes d'Afrique, & de revenir en France six semaines après leur départ.

La même année de cete expédition infructueuse en Afrique, on fut informé en France du malheureux événement d'une autre entreprise plus importante par son objet, plus onéreuse à l'Etat, & plus funeste à ses auteurs. Le duc d'Anjou, qui pendant quelque temps sembloit n'avoir écouté que son avarice à peine assouvie par toutes les richesses du royaume, s'étoit livré tout entier aux mouvements de son ambition; mais il n'avoit attendu à prendre ce parti, qu'après avoir épuisé toutes les ressources que lui suggéroit la soif de l'or dont il étoit dévoré. Aux trésors du feu roi qu'il avoit ravés, aux droits & impositions qu'il s'étoit fait céder, aux emprunts multipliés qu'il avoit extorqués du roi son neveu, des princes & du conseil, il ajoutoit sans cesse de nouvelles demandes. Les Parisiens devoient payer une somme de cent mille florins: il empêcha le trésorier de la remettre, & s'en empara. Les ouvriers des monnoies n'étoient occupés qu'à fabriquer des especes d'or & d'argent pour son usage. Le ministère fermoit les yeux sur tant de déprédations, dans l'espoir de les

AN. 1383.

Expédition
en Afrique.
*Chron. M S.
Juvénal des
Urſins.
Grande chr.
&c.*

Expédition
du duc d'An-
jou en Italie.
*Chron. M S.
de la B. R.
Chroniq. de
ſaint Denis.
Juvénal des
Urſins.
Le Labou-
reur.
Journal M S.
de l'évêque de
Chartres.
Recueil des
ordonnances.
Histoire éclé-
ſiaſt. &c.*

*Froiffard.
Cour des
monn. reg. E.
ſol. 23, 25,
29, &c.*

AN. 1383.

voir finir par son départ après lequel on soupiroit. Lorsqu'il ne vit plus rien dont il pût se saisir, son génie fertile en inventions lui suggéra un autre expédient : il s'adressa au conseil du roi, demanda des avis sur le projet de son voyage de Naples, & quels secours on lui fourniroit en cas qu'il se déterminât à l'entreprendre. On eût dit qu'il vouloit faire acheter sa sortie du royaume, comme une faveur qu'on ne pouvoit trop payer : on répondit à ses demandes qu'on ne pouvoit lui donner de conseil, parce qu'on ne sçavoit pas l'état du pays; qu'au-reste on étoit disposé à l'aider, quelque parti qu'il embrassât. Cete promesse vague ne le satisfisoit pas; il revint plusieurs fois à la charge, & n'obtint que des réponses générales. Alors il eut recours à la feinte, en paroissant vouloir renoncer à son entreprise : il offrit de rendre une partie de la vaisselle qu'il avoit empruntée. On osa une contre-ruse à cete manœuvre, qui lui fit bientôt changer de langage. Le conseil de France fit quelques démarches qui marquoient un dessein formé de réunir à la couronne la Provence qui faisoit partie de la succession de la reine Jeanne. L'évêque de Beauvais, & Philippe de Savoisy firent le voyage d'Avignon par ordre de la cour, pour engager le pontife à se prêter à ce nouvel arrangement. Le projet étoit d'autant plus capable d'alarmer le duc d'Anjou, qu'il paroissoit appuyé sur un fondement vraisemblable. Dès l'année 1374, la princesse Catherine, fille de Louis le Grand, roi de Hongrie, de la première maison d'Anjou-Sicile, avoit été accordée en mariage à Louis de France comte de Valois, depuis duc d'Orléans, second fils de Charles V. Les prétentions du monarque Hongrois sur le royaume de Naples & les comtés de Provence, de Forcalquier & de Piémont, furent cédées aux futurs époux en faveur de ce mariage. Quelques années après ce premier traité, l'archevêque de Tours & le sire de Rayneval furent envoyés en Italie pour agir conjointement avec les ambassadeurs du roi de Hongrie, auprès de la reine Jeanne, afin de l'engager à confirmer ces conventions par son aveu, en assurant sa succession au roi de Hongrie, & après sa mort au comte de Valois. Jeanne, en acceptant ces conditions, s'assuroit pendant sa vie la possession paisible de

*Treſor des
chartres,
layette Hunga-
ria.*

*Ibid.
M S. de
Brienne.*

ses Etats , & prévenoit les cruels disgraces qui afligerent ses derniers jours. Quoi qu'il en soit, cete aliance n'avoit point été rompue, & les démarches du conseil de France réduisirent le duc à la nécessité de ne pouvoir plus dissimuler ses véritables intentions. Il s'engagea par serment à former l'entreprise de Naples, & donna sa foi comme fils de roi. Il écrivit en même temps au pape pour le prier de *n'entendre à aucun traité de Provence que pour lui, & tous les autres traités empêcher*, l'assurant que *du reste il ne croira homme de son lignage*. Ce fut alors que pour établir ses droits, il montra au conseil de France les lettres d'adoption.

AN. 1383.

Clément, de son côté, qui avoit cete entreprise fort à cœur, ne négligeoit rien pour en hâter l'exécution : il prodiguoit au duc d'Anjou toutes les graces qui étoient en son pouvoir. Décimes imposées sur les biens ecclésiastiques, successions des évêques, jouissances des bénéfices vacants, retenues, expectatives, tout étoit accordé aussi-tôt que demandé. Les ambassadeurs du duc à la cour d'Avignon n'essuyèrent ni refus ni délais. Enfin ce prince chargé des dépouilles du royaume, fruit de ses rapines, partit de Paris. La cour le conduisit jusqu'à S. Denis, où il fit ses dévotions, & prit la route de Provence dont il vouloit s'assurer avant que d'entrer en Italie. On supprime les difficultés qu'il essuya dans cete province, dont les habitants ne vouloient pas le reconnoître pour souverain, qu'il n'eût mérité ce titre en volant au secours de sa bienfaitrice. Les habitants de Marseille, d'Arles & des autres villes vinrent le presser à ce sujet. La violence qu'il essaya de mettre en usage, ne lui ayant pas réussi, la nécessité l'obligea de renoncer au titre de roi de Naples qu'il avoit déjà pris, pour se contenter de celui d'*héritier de ce royaume, & duc de Calabre*. Le pape l'avoit engagé à faire retirer ses troupes au-delà du Rhône.

Le duc d'Anjou part pour la Provence.

Tandis que le duc d'Anjou consumoit un temps précieux en irrésolutions, en préparatifs & en négociations, un rival redoutable mettoit par son activité tous les instants à profit. Charles de Duras, surnommé *de la Paix*, apelé au trône de Naples par le pape Urbain, étoit parti de Hongrie à la tête d'une puissante armée. Outre l'apui du pontife & ses trou-

Charles de Duras s'empare du royaume de Naples. *Ibid.*

AN. 1384.

pes, il avoit pour lui les droits de la naissance, que l'adoption de la reine ne pouvoit pas anéantir. Il descendoit, ainsi qu'elle, de la première maison d'Anjou, à laquelle le trône de Sicile avoit été donné sans exclusion, jusqu'au dernier rejeton du frère de S. Louis. Cete concession accordée par un pape, pouvoit-elle être détruite par l'un de ses successeurs? Charles descendit en Italie : couronné à Rome par Urbain, il marcha vers les Etats dont il venoit de recevoir l'investiture. A son approche une partie du royaume se déclara pour lui : Naples lui ouvrit ses portes. Othon de Brunswick mari de Jeanne, s'efforça vainement d'arrêter le torrent. Vaincu & fait prisonnier, sa défaite acheva de porter le coup mortel à son parti : tout subit le joug. Le reine réfugiée dans son château de l'Œuf, forteresse qui passoit alors pour imprenable, eut l'imprudence de se livrer à la discrétion de son ennemi, après avoir attendu le secours trop long-temps espéré, que lui devoit son fils adoptif. *Ainsi fut prise, dit une ancienne chronique, la reine de Naples par Charles de la Paix, qui la fit découronner, & en état de nonain voilée, la fit mener en un char parmi la cité de Naples.* On rapporte cete circonstance pour la singularité. Les Génois envoyèrent des ambassadeurs pour ménager un accommodement ; mais la captivité de cete princesse ne lui laissoit plus d'autre ressource que dans la générosité du vainqueur.

Mort de la
reine Jeanne.
Ibid.

Charles pouvoit se couvrir de gloire, en traitant sa prisonnière en reine. Il lui devoit les soins qu'elle avoit pris de son enfance : elle l'avoit adopté dans des temps plus heureux : elle étoit sa parente & sa souveraine. Les droits du sang, le devoir & la reconnaissance, tout parloit en faveur de cete reine infortunée : l'impitoyable ambition la proscrivit. On rapporte que Duras écrivit au roi de Hongrie, pour décider du sort de la reine de Naples, & que ce monarque ordonna qu'on la fît périr du même genre de mort qu'elle avoit fait subir au malheureux André, son premier mari. Elle fut étranglée dans le château d'Aversé où elle avoit été transférée. Les déreglements qu'on lui imputoit, l'avoient rendue l'opprobre de son sexe : ses malheurs excitèrent la compassion. Si les circonstances qui accompagnèrent sa fin, ouvrage de

la vengeance des hommes, parurent un éfet de la justice divine, en la condanant on ne pouvoit s'empêcher de la plaindre. Les erreurs d'une premiere jeunesse, sa foiblesse naturelle, une imprudente facilité, contribuerent fans doute autant que les vices qu'on lui reprochoit, à former le tissu de ses infortunes. Quelques écrivains plus favorables ont essayé de la justifier, en rejetant sur ceux qui l'environnoient alors, le crime de la mort d'André : justification qui n'est pas dénuée de vraisemblance. Au-reste on ne peut lui refuser les éloges dûs à plusieurs qualités estimables. Elle étoit généreuse, bienfaisante, spirituelle, aimant & protégeant les Lettres : on ne parle pas de sa beauté, qui peut-être fut pour elle un don plus funeste qu'avantageux. Soit qu'elle voulût réparer ses fautes passées, soit qu'elle y fût portée par la douceur de son caractère, il est certain qu'elle mérita l'affection de ses sujets. Le zele que lui témoignèrent les Provençaux, semble annoncer la modération de son gouvernement. Ils ne cessèrent de presser le duc d'Anjou de voler à son secours : voyant qu'ils ne pouvoient le déterminer assez promptement au gré de leur impatience, ils firent partir six galeres qui entrèrent dans le port de Naples ; mais il n'étoit plus temps. La malheureuse Jeanne venoit de se remettre au pouvoir de Charles de Duras, & tout le royaume, si l'on en excepte Fondi & quelques places dans la terre de Labour, avoit reconnu le parti victorieux.

Cependant le pontife d'Avignon avoit en plein consistoire, fulminé contre Charles de la Paix & contre Urbain, une sentence d'excommunication, que le duc d'Anjou, nouveau duc de Calabre, promit de soutenir par ses armes. Les assistants crierent Noël, & le cardinal d'Autun prêcha la croisade contre l'usurpateur. Ces foudres préparatoires n'étoient pas plus épargnées à Rome, où l'intrépide Urbain éclatoit en imprécations & en menaces contre Clément & son protégé. Le duc d'Anjou avant que de partir avoit cru devoir s'assurer du duc de Berri, en lui donnant les principautés d'Achaïe & de Tarente. La confirmation des libertés de la Provence engagea les Provençaux à prêter le serment de fidélité. Les Marseillois mirent les étendards aux galeres, & la

AN. 1384

Préparatifs
du duc d'An-
jou.
Ibid.

AN. 1384.

rive retentit des cris de *vive le pape Clément, vive madame la reine Jeanne, vive M. le duc de Calabre, son fils!* Le comte de Geneve, frere du pape, s'engagea au service du duc. Amé, comte de Savoie, fournit deux mille hommes d'armes. La cession du Piémont dépendant du comté de Provence, fut le prix de son dévouement. Un traité conclu avec Bernardo Visconti, ouvroit le passage du Milanois. Trois cents mulets, une multitude de chariots chargés d'or & d'argent, une armée de soixante mille hommes des meilleures troupes de l'Europe, où l'on voyoit briller toute la magnificence que le luxe guerrier pouvoit étaler, sembloient assurer la conquête à laquelle on se préparoit. Un auteur contemporain ne craint pas de comparer les préparatifs de cete entreprise à ceux employés par Xerxès, pour subjuguier la Grece. Il y a de l'exagération dans le paralele : l'écrivain envisageoit sans doute l'événement plutôt que la grandeur des moyens mis en usage pour ces deux expéditions.

Le duc d'Anjou passe en Italie.

Enfin le duc d'Anjou partit d'Avignon : après avoir franchi les Alpes il entra en Lombardie, traversa rapidement le Parmésan, le Modénois, la Toscane, les terres de l'Eglise : Rome, s'il se fût présenté, lui eût ouvert ses portes ; mais plus ambitieux de s'assurer la possession du royaume de Naples, que de soutenir les intérêts de Clément, il ne songeoit qu'à précipiter sa marche. Arrivé dans l'Abruzze ultérieure, il aprit la mort de la reine, il prit aussitôt le titre de roi de Sicile, & se fit couronner dans Aquila. Quoiqu'on s'attendît à cete invasion, presque toutes les provinces qu'il ataquait, ou se soumirent d'elles-mêmes, ou n'oposèrent qu'une foible résistance. Maître du Capitanat, de la province de Bari, de Tarente, il envoya défier Charles de la Paix, qui plus politique, se contenta, pendant tout le cours de cete guerre, de se tenir sur la défensive, dans l'espérance que cete formidable armée ne tarderoit pas à se dissiper d'elle-même.

L'armée Française s'affaiblit : embarrassé du duc réduit aux dernières extrémités. Mort de ce prince. *Ibid.*

En effet, le duc dès son entrée en Italie, avoit essuyé quelques combats, dont ses troupes quoique victorieuses s'étoient ressenties. Le passage de l'Apennin lui avoit coûté une partie de ses richesses enlevées par les Montagnards. Il ne pouvoit retenir cete multitude de guerriers attachés à sa fortune,

qu'en les comblant de biens, ce qui bientôt acheva d'épuiser ce trésor immense formé des dépouilles de la France. Craon envoyé en France vers la duchesse d'Anjou, reine de Sicile, reçut des sommes considérables, qu'il dépensa follement en jeux & en débauches à Venise, sans s'inquiéter du sort d'un prince qui l'avoit honoré d'une confiance dont il étoit indigne. Cete infidélité mit le comble aux malheurs du duc. Forcé de vendre sa vaisselle, ses équipages, & jusqu'à sa couronne, il ne conserva qu'une simple cote d'armes de toile peinte. La disette des vivres vint succéder à l'indigence : à peine servoit-on du pain d'orge sur sa table. Sa cavalerie étoit presque toute démontée : ses soldats assiégés par la famine & les maladies, périssoient journellement sans combattre. Environné d'ennemis, lutant envain contre l'intempérie du climat, l'inconstance ou la perfidie des habitants, & la plus affreuse indigence, les difficultés sembloient se reproduire sous ses pas. Au milieu d'une armée délabrée, languissante, il ne lui restoit plus que son courage ; car on lui doit la justice de convenir que sa constance ne se démentit jamais. Enfin pressé par le désespoir, il marcha vers Barlette, où pour lors son rival étoit renfermé. Charles feignit d'accepter le nouveau défi qu'on lui présentait : il sortit à la tête de ses troupes en ordre de bataille, & rentra dans la ville à l'instant. Le duc réduit à la dernière extrémité, frémissant de honte & de rage, décampe : il rencontre à quelque distance un corps de troupes posté avantageusement : il veut forcer les retranchements : vaincu & blessé, il se retire au château de Biseglia, près de Bari, où il meurt de chagrin autant que de sa blessure. Après sa mort l'armée se dissipa : à peine la dixième partie revint-elle en France. Un seul trait suffira pour donner une idée des suites de cete malheureuse expédition : on voyoit sur les grands chemins d'Italie la plupart des seigneurs & chevaliers presque nus, sans armes, un bâton à la main, obligés de mendier pour se rendre dans leur patrie. Le seigneur de Couci, qui conduisoit un corps de douze mille hommes au secours du prince, étoit entré dans l'Italie lorsqu'il aprit sa déplorable fin : il ne songea plus qu'à revenir sur ses pas. Tel fut le succès des projets ambitieux du

AN. 1384.

duc d'Anjou, pour lesquels il avoit épuisé le royaume. Moins malheureux dans son désastre, si sa perte en eût été le terme; mais cete entreprise fut pour la France une source de disgrâces qui nous obligeront plus d'une fois dans le cours de cete histoire, d'en rapeler la funeste origine. L'infidele Craon revint en France, & ne rougit pas de paroître à la cour dans l'équipage le plus magnifique. Le duc de Berri le voyant entrer au conseil du roi, ne put retenir son ressentiment : *Ah faux, traître, mauvais & desloyal*, s'écria ce prince transporté de fureur, *tu es cause de la mort de mon frere, prenez-le, & que justice en soit faite!* Personne ne s'étant présenté pour exécuter cet ordre, Craon se déroba par une prompte fuite, au juste châtiment dont il étoit menacé : il fut condamné dans la fuite à cent mille francs de restitution envers la reine de Sicile : punition peu proportionnée à la faute.

Renouvellement de la treve.

Rymer. *act. publ.* tom. 3, part. 3, p. 70.

Lorsque les nouvelles de la mort du duc d'Anjou arrivèrent en France, les ducs de Berri & de Bourgogne s'étoient rendus à Boulogne pour conférer avec le duc de Lencastre & le comte de Bukingham. Cete conférence à laquelle assistèrent les plénipotentiaires de Castille & d'Ecosse, fut aussi peu efficace que celles qui l'avoient précédée. On se flata vainement de part & d'autre de l'espérance d'une paix solide : les prières publiques ordonnées à ce sujet ne furent pas exaucées. Les négociations ne produisirent qu'une prorogation de la treve, jusqu'au premier jour du mois de Mai de l'année suivante. Les quatre royaumes furent compris dans le traité. Il est étonnant de voir le duc de Lencastre & le comte de Bukingham se rendre garants pour le roi de Navarre, quoiqu'aucun de nos historiens ne fasse mention que l'on fût alors en guerre contre ce prince.

Conduite du roi de Navarre.

Mém. de lit.

Le lecteur a pu supposer que *Charles le Mauvais* étoit mort, en voyant plusieurs années s'écouler sans entendre parler de quelque nouveau crime. Il vivoit encore cependant : il étoit toujours le même; mais dépouillé de toutes ses terres en France, méprisé généralement, abandonné de ses partisans, ou plutôt de ses complices, à la plupart desquels ses perfides liaisons avoient été funestes : réduit à ses Etats de Navarre, il y traînoit une vie obscure, en proie aux fureurs d'une haine inflexible

inflexible & d'une rage impuissante. Le feu roi, trop juste pour envelopper les enfants dans la condamnation d'un pere coupable, avoit acordé à Charles de Navarre, l'aîné de ces jeunes princes, la jouissance des terres confisquées en Normandie; pour les tenir sous le titre de *garde de par monseigneur le roi de France, des terres que souloit tenir audit royaume, tant en Languedoil comme en Languedoc, noiredit seigneur & pere*. Cete grace fut confirmée sous le nouveau regne : on y ajouta même la baronie de Montpellier & deux mille livres de pension sur le trésor, afin que ces princes pussent soutenir un état conforme à la dignité de leur naissance. Charles de Navarre fut si reconnoissant des bienfaits de la cour de France, qu'en prêtant serment de fidélité, il s'engagea formellement à ne jamais participer aux complots que son pere pourroit former contre le royaume, & même dans le cas où il seroit instruit que ce roi auroit médité quelque dessein dangereux, d'en donner incessamment avis au roi de France & à son conseil. La conduite du prince de Navarre ne démentit pas cete généreuse promesse.

Pendant un assez long intervalle le roi de Navarre n'avoit pas discontinué d'entretenir des intelligences avec l'Angleterre. Il y eut entre lui & le ministère Anglois, un traité d'amitié, de confédération & de secours mutuels : il paroît même en lisant les actes publics d'Angleterre, qu'il fit quelques voyages secrets à la cour de Londres; mais tele étoit sa situation qu'il ne pouvoit plus former que des vœux pour le malheur de l'Etat, lorsque le hazard vint le tirer de cete espece d'engourdissement, en lui présentant un moyen de satisfaire le penchant naturel qui l'entraînoit au crime. Le hazard avoit conduit à sa cour un de ces aventuriers connus en France sous le nom de *Ménéstrels*, dont la profession étoit de parcourir les provinces & de s'introduire auprès des grands seigneurs, qui ne manquoient pas de payer libéralement les plaisirs qu'ils leur procuroient en chantant des poèmes & jouant de divers instruments. Ce musicien nommé *Gautier le Harpeur*, étoit Anglois, ainsi que son valet *Robert de Wourdreton*. Leur patrie leur valut un titre de recommandation auprès du Navarrois : lorsqu'ils s'annoncerent pour Anglois,

Tome VI.

A a

AN. 1384.

Trésor des
chartr. lay. 5.
p. 10.

Inventaire
des Chartres;
Bibl. R. n^o.
6765.

Charles le
Mauvais veut
empoisonner
le roi & tous
les princes.
Rymer. aff.
publ. tom. 3.
p. 3.

Procès MS.
du roi de Na-
varre.

Chambre des
Comptes de
Paris.

Mém. de lit.
Chron. &
hist. de ce siècle.

AN. 1384.

les officiers du prince leur dirent *qu'ils étoient très bien venus ; que les Anglois ne demeuroident pas dehors*. Ils furent fêtés pendant le séjour qu'ils firent près du Navarrois, qui s'informa curieusement des nouvelles de la cour de France. Ayant reconnu par différentes interrogations, que le valet du joueur de harpe avoit été reçu fréquemment à Paris, dans les chambres, sales, cuisines, dépenses & bouteilleries du roi & des princes, il forma le plan du plus abominable forfait que l'ame d'un scélérat puisse enfanter. Pour s'en former une image plus frappante, il faut entendre ce lâche roi s'exprimer lui-même dans l'entretien secret qu'il eut avec Robert Wourdreton. Après l'avoir sondé sur l'affreuse confiance qu'il préparoit, & s'être assuré d'un dévouement aveugle, par l'apais d'une récompense proportionnée au service : *Tu feras ainsi*, ajouta-t-il ; *il est une chose qui s'apele arsenic sublimat ; si un homme en mangeoit aussi gros qu'un pois, jamais ne vivroit ; tu en trouveras à Pampelune, à Bordeaux, à Bayonne, & par toutes les villes où tu passeras, es hôtels de apoticaire : prends de cela & en fais de la poudre ; & quand tu seras en la maison du roi, du comte de Valois, son frere, des ducs de Berri, de Bourgogne & de Bourbon, & des autres grands seigneurs où tu pourras avoir entrée ; tray-toi près de la cuisine, du dressouer, de la bouteillerie, ou de quelques autres lieux, où mieux tu vèras ton point, & de cete poudre mets es potages, viandes ou vins desdits seigneurs*. L'Anglois promit tout & partit : il acheta le poison à Bayonne. A peine fut-il arivé à Paris qu'on l'arêta par ordre de l'amiral. Il avoua tout à la question, & fut écartelé. Il n'est point fait mention de la maniere dont on fut informé de cet attentat assez promptement pour le prévenir : ce qu'il y a de certain, c'est qu'on en étoit instruit à la cour de France avant l'arivée des deux Anglois. Le prince Charles de Navarre étoit alors auprès de son pere, & sans doute il révéla les complots de ce détestable roi. Tout jusqu'au silence observé à cet égard dans l'interrogatoire, engage à penser qu'on fut redevable de cete importante découverte au zele & à la fidélité de ce vertueux prince.

Nouvele
monnoie.

Les princes & le conseil n'oubloient aucunes des ressources dont ils croyoient pouvoir retirer quelque avantage :

tous les projets qui paroïssent propres à réparer l'épuisement des finances, étoient réputés légitimes. Sur l'apas du profit momentané d'une refonte nouvelle d'espèces d'or & d'argent, on se hâta de proscrire les anciennes. La rigueur du décri atêta le commerce, suspendit les paiements, & causa un murmure général. Il falut reconnoître tacitement la faute qu'on venoit de commettre, en restituant le cours de l'ancienne monnoie. La valeur de l'argent éprouva plusieurs variations dans une seule année, & fut augmentée d'un sixieme par les mutations successives qui furent ordonnées. Ces augmentations du prix du marc d'argent, se faisoient dans la vue de favoriser les refontes d'espèces d'un titre inférieur. C'étoit vouloir réparer un abus par un autre abus, également préjudiciable à la fortune des particuliers & à la confiance publique. Le duc de Bourgogne, qui dans le même temps avoit essayé un expédient semblable pour ses nouveaux Etats de Flandre, ne trouva pas les esprits mieux disposés à se conformer à ses intentions. Le commerce habituel des Flamands & des Anglois ne pouvoit admettre un changement de monnoies que de concert avec l'Angleterre. Dès que les nouvelles espèces fabriquées par ordre du duc parurent, l'usage en fut interdit par le ministère de Londres. Les lettres à ce sujet furent adressées à Jean de *Bourghier*, gouverneur de Gand, & lieutenant-général du roi d'Angleterre, sous le titre de *Reward de Flandre*. Le monarque Anglois en conséquence de ses prétentions à la couronne de France, se croyoit autorisé à mettre en sa main les grands fiefs du royaume, jusqu'à ce que les possesseurs lui en eussent fait hommage comme à leur souverain.

La cour d'Angleterre, outre les motifs d'inimitié contre la maison de France, avoit encore des raisons particulières d'en vouloir au duc de Bourgogne, & de chercher à le traverser. Le mariage de Jean de Bourgogne, comte de Nevers, fils du duc, avec Marguerite de Hainaut, venoit d'être conclu par l'entremise de la duchesse douairière de Brabant, veuve de Vincelas de Bohême. Le duc de Lancastre comptoit procurer cette alliance à son fils : il envoya des ambassadeurs au comte de Hainaut, pour s'informer s'il étoit vrai

A aij

AN. 1384.

*Chron. de Fr.
Hist. anonym.
Recueil des
ordonnances.*

*Rymer. act.
publ. tom. 3,
part. 3, p. 11.*

Mariage du
comte de Ne-
vers fils du
duc de Bour-
gogne.
Froissard.

AN. 1384.

qu'il eût promis sa fille au duc de Bourgogne. Le comte fit aux envoyés une réponse qui se ressent de la franchise de ce siècle. *Compagnons*, dit-il, *raportez à mon cousin (de Lencastre) que quand il a marié ou mariera ses enfants, que point je ne m'en esmaierai : aussi n'a-t-il que faire de soi soucier de mes enfants, ne quand je les veux marier ou non, ne comment, ne à qui.* Les noces furent célébrées à Cambrai avec la plus grande magnificence : le roi y assista, & se fit un plaisir de faire paroître son adresse aux joûtes qui acompagnoient ordinairement ces solennités. Le jeune monarque étoit doué d'une disposition merveilleuse pour tous les exercices du corps. Le connétable, l'amiral, Gui de la Trémoille, & Guillaume de Namur, fervirent le roi & les nouveaux époux. Ils étoient montés (*sur hauts destriers*) ainsi qu'on l'avoit pratiqué au couronnement : cérémonie plus fastueuse dans un festin, que commode pour les convives.

AN. 1385.
Mariage du
roi.
Ibid.

Ce fut pendant le séjour de la cour à Cambrai qu'on prit des mesures pour le mariage du jeune roi, qui entroit alors dans sa dix-septième année. On avoit balancé quelque temps sur le choix, qui se détermina en faveur d'Isabele, fille d'Etienne, duc de Baviere, âgée de quatorze ans, qui passoit pour la plus bele princesse de l'Europe : ce fut du-moins le jugement qu'on en porta sur le portrait qu'en fit un peintre François qui fit exprès le voyage de Baviere. Cete résolution fut tenue secrete jusqu'à l'accomplissement, dans l'appréhension où l'on étoit que le roi ne témoignéât de la répugnance pour la princesse de Baviere après l'avoir vue ; car il ne vouloit se déterminer au mariage que sur le raport de ses yeux. Froissard allégué un autre motif du mystere qu'on fit de ce projet. *Il est d'usage en France*, dit-il, *que quelque dame comme fille de haut seigneur que ce soit, qu'il convient qu'elle soit regardée & avisée toute nue par les dames, pour sçavoir si elle est propre & formée pour porter enfants.* C'est ici la première fois qu'il est fait mention dans notre histoire, de ce cérémonial remarquable par sa singularité. Quoi qu'il en soit, la princesse fut amenée en France, sous prétexte d'un pèlerinage. On choisit la ville d'Amiens pour le lieu de l'entrevue. Dès qu'Isabele parut, ses charmes causerent des transports si vifs

dans le cœur du monarque, qu'il assura le duc de Bourgogne, qu'il ne pouroit dormir jusqu'à ce qu'il l'eût épousée. Le duc rendit compte à la duchesse de Brabant & aux autres dames qui avoient amené la princesse, de l'impatience du roi, en ajoutant, *demain nous guarirons ses maladies*. Efectivement on supprima les préparatifs de ce mariage qu'on avoit d'abord résolu de célébrer dans la ville d'Aras, & le lendemain les deux jeunes époux se rendirent à la cathédrale d'Amiens, où ils reçurent la bénédiction nuptiale. Isabele, la couronne sur la tête, fut conduite à l'église en chariot richement couvert. Ces riches couvertures étoient une invention du luxe de ce siècle, avant lequel on ne connoissoit que l'usage des voitures découvertes, & des litieres pour les personnes incommodées.

Les réjouissances qu'occasionnoit le mariage du jeune monarque, furent troublées par les nouvelles d'un avantage que les Gantois venoient de remporter en Flandre. François Attremen, l'un de leurs chefs, à la tête d'un corps de sept mille hommes, étoit parti de Gand, dans la résolution de former quelque entreprise. Il fit inutilement deux tentatives sur Ardembourg & sur Bruges. Honteux de ces mauvais succès qui ne lui permettoient pas de tenir la promesse qu'il avoit faite à ses compatriotes auxquels il avoit dit en partant, *qu'il ne rentreroit point dans Gand jusqu'à ce qu'il eût prins quelque bonne ville*; il ne cherchoit qu'une occasion favorable qui le mît en état d'accomplir sa parole. Sur ces entrefaites, il apprit par ses espions que Roger de Guistelle, gouverneur de la ville de Dam, en étoit imprudemment parti, se reposant de la conservation de cete place sur la valeur & la vigilance des habitants. Attremen résolut de mettre à profit cete négligence. Il escalada les murailles à la faveur des ténèbres, & se rendit maître de la ville, tandis que les habitants étoient encore plongés dans le sommeil. Outre le pillage de Dam qui fut considérable, les Gantois y trouverent des richesses immenses que les principaux citoyens de Bruges y avoient déposées dans l'appréhension d'un soulèvement dont ils étoient menacés de la part du menu peuple. Attremen se conduisit en cete occasion avec une générosité qui lui fit honneur. Au mi-

AN. 1384.

Prise de la
ville de Dam.
Froissard.
Grand Chron.
Chron. MS.
de la B. R.
Juvénal des
Urins.
Le Laboureur.
Hist. anonyme,
&c.

AN. 1385.

lieu du tumulte & des horreurs inévitables dans une ville prise d'assaut, il ordonna qu'on épargnât les femmes. Cete précaution sauva l'honneur & la vie à plusieurs dames de la première distinction, qui suivant l'usage de ce temps étoient venues pour assister aux couches de la dame de Guistelle.

Expédition
du duc de
Bourbon en
Xaintonge.
Ibid.

Le mécontentement que causa la prise de Dam, fut en quelque sorte balancé par la conquête que fit le duc de Bourbon de plusieurs places & forteresses occupées par les Anglois dans le Limosin, la Xaintonge, le Poitou & les environs de Bordeaux. La plus avantageuse de ces conquêtes, fut celle de Taillebourg, ville que sa situation sur la Charente rendoit extrêmement importante.

Froissard.
Chron. MS.
de la B. R.
Trésor des
Chartres.
Du Tillet.

On reçut cete même année une ambassade de la part des seigneurs de Hongrie *, pour proposer le mariage d'une fille du roi Louis avec le jeune comte de Valois : la proposition fut acceptée, & l'on envoya des députés en Hongrie, qui épousèrent la princesse au nom du comte. *Jean de la Personne*, l'un de ces envoyés, *coucha tout courtoisement sur un lit près de la princesse*, & en raporta un acte en bonne forme. Le comte de Valois porta quelque temps le titre de roi de Hongrie, quoique ce mariage n'eût pas lieu. Charles de la Paix passa en Hongrie, & s'empara de la couronne qu'il ne conserva pas long-temps, ayant été assassiné dans un festin : ce meurtre, suivant une ancienne chronique, fut commis en la présence & sur le lit même de la reine. Après sa mort, la princesse Marie régna sans contradiction. C'est elle que les Hongrois apeloient *le roi Marie*.

Conférences
infructueuses
pour la paix.
Rymer. *act.*
publ. tom. 3,
pag. 3.
Chron. MS.
Le Laboureur.

Quelque temps avant le mariage du roi, les plénipotentiaires de France & d'Angleterre s'étoient assemblés à Leulingen, dans l'espérance de terminer enfin la guerre entre les deux couronnes, ou de convenir au-moins d'une prorogation de la treve qui étoit sur le point d'expirer. Cete conférence eut encore un succès moins favorable que les précédentes. On s'amusa de part & d'autre par des offres spécieuses qui ne tendoient qu'à traîner les négociations en lon-

* Le fait qu'on rapporte est regardé comme suspect; cependant Froissard, auteur contemporain, en marque toutes les circonstances: il se trouve d'ailleurs dans un manuscrit du même siècle conservé à la bibliothèque du roi,

gueur : les ducs de Berry & de Lencaſtre ſe viſiterent, étalèrent à l'envi le luxe & la magnificence, ſe firent des préſents réciproques, & ſe ſéparèrent ſans rien conclure. Les prétentions exceſſives des miniſtres Anglois ne permettant plus de ſe flater de l'eſpoir d'aucun acommodement, qu'ils rendoient impraticable, on ſ'ocupa ſérieuſement des moyens de ſoutenir la guerre avec plus de chaleur qu'on n'avoit fait juſqu'alors.

Le roi tint un conſeil extraordinaire auquel aſſiſtèrent tous les princes du ſang, à la réſerve du duc d'Alençon, qui ſ'excufa ſur les infirmités de ſon âge & ſur la peſanteur de ſa taille, qui ne lui permettoit pas de voyager. Dans cete aſſemblée les ſentiments ne furent pas partagés ſur la réſolution où l'on vit le roi de former quelque entrepriſe éclatante. Charles étoit d'un tempérament bouillant ; l'ardeur de la jeuneſſe irritoit encore ſon impatience naturelle : il ne reſpiroit que les combats. La réſolution de porter la guerre en Angleterre fut embraſſée avidement, ſur la première propoſition qu'en fit le duc de Bourgogne. Les troupes eurent ordre de ſ'aſſembler. Le rendez-vous fut indiqué dans l'Artois, tandis qu'on formoit dans le port de l'Ecluſe une flotte compoſée d'une multitude prodigieuſe de bâtimens de toute grandeur. Pour ſubvenir aux dépenses qu'exigeoit un armement ſi conſidérable, on eut recours aux emprunts ſur le peuple & ſur le clergé, & pour cet éfet on engagea la parole du roi, *qui, dit un hiftorien, trompa bien du monde quand il ſ'acquitta de ſa promeſſe.* La manière dont ces emprunts ſe faiſoient alors pouroit faire conjecturer qu'ils n'étoient pas tout-à-fait volontaires de la part de ceux qui avançoient leur argent. On dreſſoit un état des bourgeois aiſés, & des ſommes que chacun d'eux pouvoit fournir ſuivant ſes facultés. La liſte étoit arêtée dans le conſeil, & remiſe au receveur chargé du recouvrement. On aſſignoit le terme pour le rembourſement ſans qu'il fût queſtion d'intérêt. Les tailles & autres impoſitions furent doublées, & les paiemens exigés avec la dernière rigueur. En attendant qu'on eût réuni toutes les forces qu'on avoit deſſein d'employer, l'amiral Jean de Vienne alla débarquer en Ecoſſe avec quinze cents

AN. 1385.

Projet de
deſcente en
Angleterre.
Froiffard,
Chron. &c.

*Extrait des
comptes de la
recette des fi-
nances de la
ville de Paris.*

AN. 1385.

Préparatifs
des Anglois.*Ibid.**Rapin de
Thoyras.**Rymer. ant.
publ. tom. 3,
part. 3 & 4.*L'embarque-
ment n'a pas
lieu. Guerre
en Flandre.*Ibid.*

hommes d'armes pour engager les Ecoissois à seconder nos efforts contre un ennemi commun.

Les préparatifs qu'on faisoit en France portèrent la terreur à la cour de Londres. On se hâta de pourvoir à la sûreté de l'île : toute l'Angleterre prit les armes, & les historiens contemporains font monter les troupes à trois cent mille hommes ; mais il faut compter dans ce nombre les milices nationales, le clergé, & jusqu'aux religieux, qui étoient obligés de marcher sous la conduite de leurs prieurs, lorsque l'État les convoquoit pour la défense de la patrie. Le danger paroissoit d'autant plus pressant, que depuis quelque temps la cour de Richard II étoit presque toujours agitée par des jalousies & des soupçons qu'on fomentoit sans cesse l'ambition des princes du sang, l'audace des favoris, & la foiblesse du monarque. La frayeur des Anglois, à juger suivant les apparences, étoient bien fondée, si ceux qui composoient le conseil de France avoient agi de concert pour profiter de la faveur des circonstances ; mais chacun avoit ses vues particulières, qui ne s'accordoient pas avec l'intérêt général.

Les troupes étoient rassemblées & l'on se dispoisoit à partir, lorsqu'un incident, qui auroit dû hâter l'exécution de l'entreprise, la fit avorter. Les ennemis s'étoient emparés d'un vaisseau chargé de munitions. Dans le même temps François Attremen, ce chef des Gantois, qui avoit surpris la ville de Dam, forma le hardi projet de brûler la flotte françoise dans le port de l'Ecluse : il avoit pour cet effet entretenu des intelligences avec quelques habitants qui lui devoient livrer les portes de la ville ; mais la conspiration fut découverte, & prévenue par la punition des traîtres. Comme suivant les apparences le duc de Bourgogne ne cherchoit qu'un prétexte, il n'en falut pas davantage pour remettre à la campagne suivante, le projet de faire de l'Angleterre le théâtre de la guerre : on résolut d'employer l'armée à soumettre la Flandre. Le roi vint former le siège de Dam : la ville après une vigoureuse résistance fut prise d'assaut, pillée & livrée aux flammes. Les troupes se répandirent ensuite dans toutes les parties de la province qui tenoient pour les Gantois. On mit tout à feu & à sang : le carnage & la désolation portèrent la terreur

terreur jusqu'à Gand. Au reste les opérations de cete campagne ne produisirent aucun exploit remarquable. On fit des prisonniers, on en massacra plusieurs de sang froid. On rapporte un trait qui caractérise singulièrement la férocité des mœurs de ce siècle. On avoit amené devant le roi plusieurs de ces prisonniers auxquels le monarque étoit disposé à faire grace. Ils refuserent le pardon qui leur étoit offert, & le plus aparent d'entr'eux dit qu'ils aimoient mieux perdre la vie que de la devoir à la clémence du prince ; » que le roi étoit assez » puissant pour assujétir les corps des plus généreux hommes » du monde ; mais qu'il n'auroit jamais le pouvoir d'asservir » les esprits des Flamands : il ajouta que lorsqu'ils seroient » morts, leurs os se rassembleroient pour combattre ». Cete réponse dans laquelle on ne peut s'empêcher de reconnoître quelque chose d'héroïque, auroit peut-être mérité que le roi les épargnât ; mais on vouloit domter ces peuples rebelles : ils furent condanés à périr ; l'un d'entr'eux, aussi lâche qu'inhumain, s'offrit à les décapiter ; ce qu'à l'heure même il exécuta sans être touché de pitié pour ces malheureux, qui tous étoient non-seulement ses compatriotes, mais même ses parents : les plus éloignés lui appartenoient au troisieme degré. Ce barbare inspira tant d'horreur, qu'on ne se crut pas obligé de lui acorder la vie qui lui avoit été promise.

Le roi, sur la fin de l'été, licencia les troupes & revint en France. Avant son départ le duc de Bourgogne s'étoit fait remettre la propriété de la ville de l'Ecluse, malgré la résistance du comte de Namur à qui elle appartenoit : ainsi l'on peut dire qu'il recœuillit tout le fruit de cet armement. Les nouveaux ambassadeurs de la régente de Hongrie atendoient le roi à Paris ; ils venoient presser le voyage du comte de Valois, époux désigné de leur reine. On fit les préparatifs nécessaires, & le jeune prince ayant pris à Troies, congé du roi son frere, se dispoisoit à partir, lorsqu'on aprit que Sigismond, second fils de l'empereur Charles IV, étoit entré en Hongrie à la tête d'une armée, & avoit forcé la régente de lui céder le trône, & de consentir à son mariage avec la reine. Ces nouvelles firent entièrement perdre au comte de Valois l'espérance d'une couronne, & l'on prit dès-lors des mesures

Ambassade de Hongrie pour le mariage du comte de Valois.

Froissard, Chron. MS. Bibl. Royale n°. 10297.

AN. 1385.

Politique
intéressée des
princes de
France &
d'Angleterre.

pour lui procurer en France un établissement conforme à sa naissance.

Cependant le duc de Bourgogne songeoit à profiter de la terreur que les armes françoises avoient inspirée. On menaçoit les Flamands d'employer encore de plus puissants efforts au commencement de la campagne suivante. Les Gantois étoient épuisés d'une guerre dont ils soutenoient seuls tout le poids. Les Anglois contents de se tenir sur la défensive, sembloient avoir renoncé à tout autre soin qu'à celui de leur propre conservation. Le duc de Lancastre occupé de ses desseins sur le trône de Castille, n'aspiroit, pour s'y livrer entièrement, qu'à conjurer l'orage dont la France menaçoit l'Angleterre : & s'il étoit permis de juger des intentions, par la conduite, on seroit tenté de croire que les véritables intérêts des deux Etats, étoient sacrifiés aux vûes particulieres de ceux qui gouvernoient. Juvénal des Ursins, auteur presque contemporain, rapporte que dès l'ouverture de la campagne, toutes les mesures avoient été concertées pour le passage en Angleterre : la flotte & les troupes étoient prêtes, & l'entreprise manqua : le bruit public étoit que quelques princes du sang en furent cause : il ajoute que ces princes partagerent entr'eux les sommes qu'on avoit levées pour cete expédition, & qu'ils avoient outre cela reçu des présents des ennemis pour la faire échouer. Tout concourt en effet à faire naître les soupçons d'une intelligence secrète. Le ministère de Londres parut servir le duc de Bourgogne en abandonnant les Flamands rebelles, & trois projets de descentes en Angleterre, avortés par des délais & sous d'assez foibles prétextes, témoignèrent qu'on n'avoit pas en France de moindres ménagements pour les ennemis du royaume. Nous n'aurons que trop de sujet avant peu, d'appuyer encore plus fortement sur la probabilité de ces conjectures.

Pacification
de la Flandre.
Froissard.
Chroniq. de
Flandre.
Juvénal des
Ursins.
Le Laboureur.

Toutes les villes de Flandre soupiroient après la fin d'une guerre qui ruinoit absolument le commerce : plusieurs envoyèrent des députés au roi pour le supplier de ménager un accommodement. Les Gantois eux-mêmes, malgré leur obstination, commençoient à sentir que ne recevant aucuns secours étrangers, & réduits à leurs seules forces contre leur

souverain assisté de toutes celles de la France, ils succomboient infailliblement, s'ils ne prévenoient leur destruction par un traité. Le duc de Bourgogne, de son côté, ne desiroit pas moins ardemment de faire cesser la désolation d'une province opulente, devenue le patrimoine de sa maison. Dans ces dispositions mutuelles, on tint des conférences à Tournai, auxquelles le duc & la duchesse son épouse assistèrent en personnes. La paix fut conclue : les Gantois se soumirent, & le prince eut enfin la satisfaction d'être reconnu comte de Flandre par toutes les villes de sa domination. Ce traité de pacification fut conclu le 18 Décembre en présence des ambassadeurs de France, des duchesses de Brabant & de Nevers, du duc de Bavière *Maimbourg* de Hainaut, de Guillaume de Namur & des principaux seigneurs de la province, qui en garantirent l'exécution. Les Gantois renoncèrent aux aliances qu'ils avoient contractées avec l'Angleterre, & prêterent serment de fidélité à leurs souverains.

Le duc de Bourgogne voyant le calme rétabli, crut qu'il feroit aisément consentir ses sujets à passer de l'obéissance d'Urbain à celle de Clément ; mais jamais il ne put obtenir cette adhésion de leur complaisance. Les exactions de la cour d'Avignon décroioient journellement le pontife & ses partisans. La France retentissoit des plaintes que l'on formoit contr'eux ; & les sujets de mécontentement se multiplièrent avec si peu de retenue, que le gouvernement se vit dans la nécessité d'en arrêter l'excès pernicieux.

Depuis près de neuf années Clément avoit exactement fait lever par ses receveurs, le dixieme de tous les biens ecclésiastiques du royaume ; mais ce revenu, loin de paroître suffisant, n'avoit fait qu'augmenter les besoins ou la cupidité de la cour d'Avignon. Ceux qui la composoient n'étoient occupés que du soin d'imaginer de nouvelles taxes, de créer des droits inconnus. Les prétextes ne leur manquoient jamais : une dénomination inventée à propos, devenoit pour eux un titre qui les mettoit en droit d'exiger une redevance qu'ils y suposoient attachée : procurations de bénéfices, services de la chambre du pape, confirmation, premiers fruits du temporel, chaque jour on voyoit naître des motifs imprévus de

AN. 1385.

Chron. de S. Denis, anonyme.

Registre des anciennes ordonnances du parlement, fol. 105.

Le duc de Bourgogne essaya en vain d'amener les Flamands à l'obéissance de Clément.

Exactions de la cour d'Avignon réprimées.

Regist. A du parlement, fol. 112, verso.

Ibid. fol. 113, recto.

Recueil des ordonnances, Tom. IV.

Juvénal des Ursins.

Chron. de Fr. Le Laboureur.

AN. 1385.

quelque contribution extraordinaire. Ces moyens d'absorber toutes les richesses du royaume paroissoient encore trop lents : le pontife se crut en droit d'imposer arbitrairement une taxe générale sur tous les bénéfices. L'abé de saint Nicaise de Reims fut commis pour assigner l'imposition, & en exiger le paiement : il s'acquita de cete commission avec toute la hauteur & la dureté qu'on pouvoit attendre de lui. Menaces, saisies, censures, excommunications, tout fut mis en usage : l'insolvabilité la plus manifeste ne pouvoit se garantir de ses poursuites. Les colekteurs & sous-colekteurs de la chambre apostolique inondoient toutes les provinces, & dévoroient la substance du clergé. Les bénéficiers hors d'état d'acquiter les sommes qu'on leur demandoit, étoient forcés de vendre les livres, les vases sacrés, les ornements des églises : on les contraignoit jusqu'à découvrir les toits pour exposer en vente les tuiles & autres matériaux : l'abandon des temples & la cessation du service divin n'étoient pas capables d'arrêter ces ministres de déprédation, sans pudeur comme sans pitié. Dans la vue de donner plus d'autorité à leurs exactions, ils avoient surpris des lettres du prince, dont le conseil n'avoit pas prévu l'abus dangereux. Le cri général fit ouvrir les yeux, & le roi rendit une déclaration qui révoquoit la permission précédemment accordée, de contraindre les ecclésiastiques de son royaume, pour raison des demandes intentées contr'eux par les colekteurs & sous-colekteurs du pape. Peu de jours après, par une seconde ordonnance, on pourvut à la sûreté des biens ecclésiastiques, à l'entretien & aux réparations des bénéfices, ainsi qu'à la validité des testaments des évêques & des abés, & à l'ordre de leurs successions, contre les poursuites des agents du pape & des cardinaux. Les revenus des bénéfices possédés par ces derniers, soit par eux-mêmes, soit sous des noms empruntés, furent sequestrés & partagés en trois portions, destinées à la réfection des édifices, au paiement des charges, & à l'entretien de ceux qui les desserviroient. L'abé de saint Nicaise, cet exacteur redoutable, eut ordre de sortir du royaume, & l'on ne lui donna que trois jours pour disposer son départ. Le premier président Arnaud de Corbie fut envoyé à la cour d'Avignon pour in-

former le pape de ces dispositions. Clément en reconnut la justice, & promit de se conformer aux intentions du roi & de son conseil. On peut juger du soulagement que cete démarche produisit en faveur du clergé de France, par la seule diminution des droits du dixieme que payoit l'église de saint Denis; elle avoit été imposée à neuf cent soixante-une livres treize sous parisis : la taxe fut modérée à quatre cents livres. L'abé fit fondre en mémoire de cete diminution, deux images d'argent, l'une de saint Nicolas, l'autre de sainte Catherine. Ce fût principalement sur les remontrances de l'université de Paris, que le conseil prit la résolution de réprimer efficacement les déprédations scandaleuses de la cour d'Avignon.

Le retardement de la descente en Angleterre, loin de refroidir les esprits, sembloit avoir irrité l'ardeur avec laquelle toute la nation avoit embrassé ce projet : le roi sur-tout en desiroit l'exécution avec une impatience qui fut encore augmentée par le récit que lui fit l'amiral de Vienne à son retour d'Ecosse. Ce seigneur n'avoit pas trouvé les Ecossois aussi favorablement disposés qu'il se l'étoit promis sur les assurances données par le cardinal d'Ecosse, envoyé pour renouveler avec la France les anciennes confédérations, & solliciter un secours d'hommes, d'argent & d'armes. A peine l'amiral fut-il débarqué, qu'il reconnut la vanité de ces promesses. Il n'obtint qu'avec beaucoup de difficultés un corps de trois mille hommes, qu'il joignit aux troupes peu nombreuses qu'il avoit amenées. Avec ce foible secours il ravagea le Northumberland, prit plusieurs forteresses, & pénétra jusque dans la principauté de Galles. Les François, quoique mal secondés, firent des prodiges de valeur. Au bruit de cete irruption le roi d'Angleterre & le duc de Lencastre, chacun à la tête d'une armée, marcherent vers l'Ecosse. Les Ecossois batus en plusieurs rencontres, se défendirent si mal que les Anglois auroient pu subjuguier le royaume, sans une mésintelligence qui survint entre Richard & le duc de Lencastre. Cete brouillerie étoit l'ouvrage des favoris qui obsédoient le monarque, & par leurs rapports empoisonnés, s'éforçoient d'entretenir dans la maison royale une division qui perpétuoit leur faveur.

AN. 1385.

Retour de l'amiral. Son expédition en Ecosse.

Rymer. *aff. public. tom. 3. part. 3.*

Rapin Thoyras.

Froissard. *Chron. &c.*

AN. 1385.

Le roi d'Angleterre revint à Londres : les Ecoffois s'étoient retirés de leur côté. Les François se virent contraints de les suivre, & le roi d'Ecosse ne songea plus qu'à faire son accommodement.

Ibid.

Les François ne tarderent pas à se repentir d'une expédition dont ils recœuilloient si peu de fruit. Acoutumés à se conduire en France avec cete liberté licencieuse, qui n'étoit alors que trop ordinaire parmi les gens de guerre, ils s'étoient cru permis d'en user avec aussi peu de retenue en Ecosse : mais ces étrangers peu traitables ne pouvoient que difficilement se familiariser avec des hôtes qui prétendoient vivre chez eux à discrétion. Lorsque l'Amiral voulut repasser, on lui refusa des vaisseaux. Les habitants du pays exigèrent le paiement des dommages qu'ils disoient avoir soufferts. Il fit à ce sujet des représentations inutiles, & fut obligé de se rendre caution pour ses troupes qui revinrent en France : on le retint en ôtage jusqu'à ce qu'il eût satisfait. Ce séjour lui procura de nouveaux desagrémens : la liaison trop intime qu'il entretenoit avec une parente du roi, lui suscita des ennemis dangereux : peu s'en falut que ce commerce imprudent ne lui coûtât la vie. On lui conseilla de presser son départ. Heureusement la cour de France qu'il avoit informée de sa situation, lui fit tenir l'argent nécessaire. Il partit après avoir payé, bien convaincu que les Ecoffois n'entendoient pas plus raillerie en matiere de galanterie qu'en matiere d'intérêt. Au surplus rien ne peut justifier la dureté des procédés du roi d'Ecosse & de son conseil à l'égard des François. Ce monarque les avoit invités lui-même, il en avoit reçu des sommes considérables tant pour lui que pour les principaux seigneurs de sa cour, & dans le même temps il négocioit une treve avec l'Angleterre.

*Trésor des
Chartres, 298.
Rymer. tom.
3, part. 3, p.
186, 188, 190,
205 & suiv.*

AN. 1386.

*Etat des for-
ces d'Angle-
terre.*

Froissard.

L'Amiral en arivant rendit compte de son voyage. Il instruisit en même temps le roi & son conseil de l'état des forces que les Anglois pouvoient opposer à l'invasion qu'on projetait. Si l'on s'en raporte à son récit, le nombre des troupes réglées que l'Angleterre entretenoit alors n'excédoit pas huit mille hommes d'armes, & soixante mille archers. On ne parle pas des milices nationales, qui montoient à plus de

deux cent mille hommes. Ces milices composées, du clergé, des religieux, des laboureurs & des artisans, formoient un corps plus nombreux que formidable. Dans la dernière révolte, mille hommes d'armes avoient dissipé une armée de cent mille hommes, rassemblée de ces milices sans armes & mal disciplinées.

Puisqu'une funeste expérience nous a convaincus que les hommes toujours acharnés à s'entre-détruire, se sont servis mutuellement de tous les avantages que le génie, le courage, la population, les richesses, & l'étendue de leurs possessions leur donnent sur leurs rivaux; la comparaison respective de leurs forces semble être devenue pour tous un motif nécessaire, ou de modération ou d'encouragement: heureux si cette balance pouvoit contribuer à les rendre plus justes & plus éclairés sur leurs vrais intérêts. Un demi-siècle s'étoit presque écoulé depuis que la France soutenoit une guerre continuelle & trop souvent malheureuse. Deux regnes avoient accumulé nos pertes. Charles V les avoit réparées; mais quels efforts n'avoit-il pas fallu mettre en usage? Il avoit été contraint, pour se procurer des ressources, de multiplier les expédients que les besoins de l'Etat rendoient indispensables. La minorité de son fils avoit été orageuse. La continuation des hostilités, la plus onéreuse déprédation dans les finances paroissoient avoir achevé de surcharger la nation, & par conséquent de ruiner les ressorts du gouvernement. C'étoit cependant dans ces circonstances qu'on formoit pour la seconde fois le projet d'une descente en Angleterre, sans être rebuté de la dépense aussi prodigieuse qu'inutile, prodiguée pour l'armement de l'année précédente. Le port de l'Ecluse étoit toujours le rendez-vous de la flotte & des troupes destinées au passage. On y comptoit déjà douze cent quatre-vingt-sept vaisseaux, & peu de temps après, le nombre excédoit quinze cents. Ces navires à la vérité n'étoient pas de la grandeur de nos vaisseaux de ligne, mais il falloit qu'ils fussent considérables, puisqu'on les destinoit à transporter une armée de plus de cent mille hommes, où devoient se trouver le roi, les princes du sang & les seigneurs, toutes les munitions de guerre & de bouche, & cinquante mille chevaux au moins.

AN. 1386.

Préparatifs
de la France
pour le se-
cond embar-
quement.

Froissard.
Toutes les
chroniques &
toutes les hist.
de ce siècle.

AN. 1386.

car il y avoit vingt mille hommes tant chevaliers qu'écuyers. Les frais seuls de la flotte monterent à trois millions, & la valeur de l'argent étoit dix fois moindre qu'aujourd'hui. On avoit acheté des bâtimens jusque dans les ports de Hollande & de Zélande. Outre cete quantité prodigieuse, le connétable Clifson avoit lui seul rassemblé une flotte de soixante & douze voiles : il faisoit en même temps travailler à la construction d'un édifice, aussi éfrayant pour la dépense, qu'étonnant par sa singularité. C'étoit une ville de bois de trois mille pas de diametre, munie de tours & de retranchemens, & capable de contenir une armée entiere. On devoit s'en servir après le débarquement pour avoir en arrivant en Angleterre, une place d'armes à l'abri des insultes de l'ennemi. Cete ville composée de pieces de rapport, fut transportée sur une seconde flotte que le connétable tenoit prête dans les ports de Bretagne. Un si formidable appareil paroîtroit suspect d'exagération, si la vérité n'en étoit attestée par tous les écrivains contemporains. Toute la magnificence que le luxe de ce siècle pouvoit étaler, fournissoit encore un surcroît de dépense : la sculpture & la peinture sembloient se disputer l'honneur d'embélir les bâtimens de la plupart des seigneurs. L'or & l'argent y brilloient de toute part ; les mâts des navires en étoient entièrement revêtus : les seuls ornemens du vaisseau de transport du seigneur de la Trémoille, coûtèrent dix mille livres ; ce qui revient à-peu-près à cent mille livres de notre monnoie. La confiance étoit si générale, qu'on marchoit à cete expédition comme à une conquête assurée.

Départ du
duc de Len-
castre. Siège
de Brest levé.

*Rymer. act.
publ. tom. 3,
part. 3.*

*Rap. Thoyr.
Argentré.
Hist. Bret.
Lobineau.*

Le bruit de ces préparatifs avoit porté l'alarme en Angleterre. Les peuples consternés se croyoient à la veille de voir fondre sur leur île toutes les forces de la France. Le soin qu'on avoit pris de pourvoir à la garde des côtes ne leur paroissoit pas suffisant : ils murmuroient tout haut contre la sécurité du roi & de son conseil. Effectivement le péril paroissoit éminent, à moins qu'on n'eût des raisons secrètes d'être persuadé que l'orage dont on étoit menacé se dissiperoit sans effet. Ce qui sur-tout dut surprendre dans une conjoncture si pressante, ce fut le départ du duc de Lencastre avec une
partie

partie des troupes qu'il auroit falu retenir pour la défense du royaume. Ce prince toujours ocupé du desir de faire valoir ses droits à la couronne d'Espagne, aloit se joindre aux Portugais contre les Castillans. Il fit voile d'abord vers les côtes de Bretagne, & entra dans le port de Brest. Cete place alors étoit investie par les troupes du duc de Bretagne. Le duc de Lencastre à son arivée fit lever le siege, raser les forts que les Bretons avoient élevés autour de la place, & reprit ensuite la route de Portugal.

Le duc de Bretagne n'étoit point alors devant Brest en personne. Ce prince veuf depuis deux ans de *Jeanne de Holland*, sœur du roi d'Angleterre, avoit quité le siege pour célébrer son mariage avec Jeanne de Navarre : aliance qui avoit été conclue par l'entremise des ducs de Berry & de Bourgogne. La nouvele duchesse eut pour dot six vingt mille florins ; & comme les promesses du roi son pere étoient peu solides, les communautés des principales villes de Navarre s'obligerent au paiement de cete somme. Le duc, en faisant le siege de Brest, vouloit se justifier des reproches qu'on lui faisoit d'un attachement trop marqué pour les Anglois ; mais quelque empressement qu'il témoignât en cete ocaſion, il ne put parvenir à détruire les soupçons formés contre lui.

Les troupes cependant se rendoient à l'Ecluse & aux environs de toutes les parties de la France. Les gens de guerre, toujours les mêmes, exerçoient leurs brigandages ordinaires : malheur aux provinces qu'ils traversoient. Leur passage étoit le plus terrible fléau. *Les pauvres laboureurs qui avoient recœuilli leurs grains n'en avoient que la paille ; s'ils en parloient ils étoient batus ou tués ; les viviers étoient mis à sec, les maisons abatuës pour faire du feu : les Anglois, s'ils fussent arivés en France, ne pussent point faire plus de maux que les troupes de France y faisoient, & disoient : Nous n'avons point d'argent maintenant, mais nous en aurons au retour, si vous payerons tout sec.* Froissard qui nous fournit cete description étoit alors sur les lieux.

Enfin on vit ariver le roi acompagné de ses deux oncles les ducs de Bourgogne & de Bourbon : une foule de princes & de seigneurs formoient le plus brillant cortege. La pré-

AN. 1386.

Le duc de Bretagne épouse la princesse de Navarre.
Ibid.
Mém. de lit.

Assemblée des troupes pour l'embarquement.
Froissard.

Le roi se rend à l'Ecluse.
Ibid.

AN. 1386.

sence du monarque acrut encore l'ardeur avec laquelle on pressoit les travaux de l'embarquement. Tout étoit disposé, on n'atendoit plus que le duc de Berry & la flotte de Bretagne. Le connétable l'avoit fait partir : elle traversoit la Manche, lorsqu'elle fut accueillie par une tempête qui brisa une partie des bâtimens & dispersa le reste : plusieurs furent emportés dans la Tamise & jetés sur les côtes d'Angleterre ; & parmi les vaisseaux qui alerent y échouer, il s'en trouva plusieurs qui portoient des démembremens de la ville de Bois-Cliffon, après l'orage, rassembla ce qu'il put des débris de sa flotte, & fit voile vers l'Ecluse. On travailla sans relâche à réparer le dommage. Le roi dont l'impatience redoubloit sans cesse, écrivoit journellement au duc de Berry, pour le prier de hâter son départ. Ce prince ne répondit à ces pressantes invitations que par des défaites & de vaines promesses d'arriver incessamment. Cependant la saison s'avançoit, les troupes consumoient les vivres & les fourages ; le pays étoit ruiné par le séjour de l'armée : bientôt la disette se fit sentir ; & ce qui prouve manifestement l'afreuse déprédation qui régnoit dans les finances, les troupes n'étoient pas payées : à peine aquitoit-on huit jours de solde sur deux mois échus. On avoit toutefois levé des sommes immenses. Les particuliers les moins foulés avoient été taxés à la valeur du quart de leurs revenus : plusieurs hors d'état de payer l'imposition s'y déroberent par l'abandon de leurs biens.

Ibid.

La noblesse françoise étoit indignée de la lenteur du conseil à fixer le jour de l'embarquement. Plusieurs princes & seigneurs monterent sur leurs vaisseaux, persuadés qu'on aloit mettre à la voile. Le roi lui-même s'étoit rendu à bord du sien, & disoit à Clisson lorsqu'il fut revenu : *Connétable, j'ai été en mon vaisseau, & me plaisent grandement bien les affaires de mer, & crois que serai bon marinier.* Sur ces entrefaites le roi d'Arménie revint d'Angleterre où il étoit alé dans l'espérance de ménager un accommodement entre les deux couronnes. Il avoit été bien reçu à la cour de Londres ; mais ses négociations furent infructueuses, malgré l'invasion dont on étoit menacé. Au peu d'inquiétude qu'on témoignoit sur cet article, il sembloit que le conseil d'Angleterre prévoyoit & dirigeoit l'événement.

Le temps de s'embarquer étoit écoulé ; déjà les vents ne permettoient plus de risquer le passage , lorsque le duc de Berry arriva. Le roi lui fit les plus vifs & les plus justes reproches ; le prince sans s'émouvoir tourna l'affaire en plaisanterie. On tint conseil ; le voyage fut rompu & remis à l'année suivante : on licencia les troupes. Le duc de Bourgogne demanda & obtint la ville de bois. Les tempêtes qui survinrent, firent périr une grande partie de cete flote immense. La cour revint à Paris s'occuper de nouveaux projets pour la prochaine campagne. Tel fut le succès d'une entreprise qui sembloit n'avoir été préparée avec tant d'éclat , que pour nous rendre la fable de l'Europe ; mais ceux qui gouvernoient avoient leurs raisons pour se consoler des fautes qui n'intéressoient que l'utilité publique, la gloire du monarque , & l'honneur de la nation.

Ce fut à son retour de Flandre , que le roi donna le duché de Touraine en apanage au comte de Valois son frere. Il lui réserva par les mêmes lettres les biens que la duchesse d'Orléans leur tante commune, pouvoit posséder au jour de son décès , à titre de douaire ou de patrimoine. Ce jeune prince, pendant le voyage du roi , avoit été laissé à Paris pour présider au gouvernement avec l'assistance d'un conseil.

Sur les plaintes de plusieurs prélats & seigneurs, le roi rendit vers la fin de cete année, une ordonnance dont l'effet étoit d'arrêter le progrès des exemptions abusives accordées depuis quelques temps avec trop peu de ménagement. Le desir de partager les immunités dont jouissoient la plupart des officiers royaux , avoit excité une multitude de gens de toute espece à s'y faire agréer comme aspirants ou simples titulaires. Jamais le prince n'avoit eu un si grand nombre de conseillers inutiles, de chambélans, de maîtres des requêtes, maîtres d'hôtel, secrétaires, notaires, panetiers, échançons, écuyers d'écurie, valets tranchants, huissiers, sergents d'armes, valets de chambre, dont aucuns ne remplissoient les fonctions attachées aux charges dont ils étoient décorés. Par le nouveau règlement, tous ces surnuméraires cessèrent d'être exempts des charges publiques, & furent privés de la jouissance des privileges réservés seulement à ceux qui se-

AN. 1386.

Projet de descente rompu pour la seconde fois.

Ibid.

Le roi donne à son frere le duché de Touraine.

Treſor des chartres , reg. 143.

Recueil des ordon.

Suppression des immunités des officiers titulaires.

Livre rouge du Châtelet , fol. 8 , 20 , v^o.

Recueil des ordonnances.

AN. 1386.

roient de vrai nombre & ordonnance, c'est-à-dire, en exercice & employés sur l'état des gages. Cete réforme n'éteignit pas toutefois l'empressement qu'on avoit d'obtenir ces sortes de nominations, attendu que c'étoit ordinairement parmi ces titulaires qu'on choisissoit ceux qui devoient être admis à l'exercice, lorsqu'il se trouvoit des places vacantes.

Privilèges
de l'universi-
té.

Recueil des
ordonnances.

L'inconvénient des immunités se prouve par les soins continuels employés dans tous les temps pour en arrêter l'excès, ou pour en corriger les abus. Un gouvernement sage ne peut être trop économe de ces sortes de grâces, qui ne procurent l'avantage de quelques particuliers, qu'en interrompant l'ordre général. Si quelque corps méritoit d'être distingué de la loi commune, c'étoit sans contredit l'université. Recommandable par la constance & l'utilité de ses travaux, la médiocrité de ses revenus la mettoit hors d'état de contribuer aux charges publiques. Elle étoit l'asile des sciences & de la frugalité : en la gratifiant d'exemptions, on exerçoit un acte de justice plutôt que de faveur. Tous les membres qui la composoient n'étoient pas sujets au paiement des aides, tailles & autres subsides ; mais la multitude de ceux qui prétendoient jouir de ces privilèges, en qualité d'étudiants, exigeoit à tous moments de nouvelles précautions pour prévenir les fraudes. On ordonna que les certificats d'étude donnés par le recteur, seroient signés par un *clerc* que le roi nommoit, & par le conservateur des privilèges. Les officiers du roi, les avocats, les praticiens, les notaires, tant des juridictions laïques que des cours d'Eglise se disoient de l'université, par conséquent exempts. Il falut rendre plusieurs ordonnances pour restreindre les privilèges aux seuls étudiants, & à ceux qui seroient engagés dans l'état ecclésiastique. On fut encore obligé de défendre sous la peine d'une amende considérable, à quelque personne que ce fût, de faire des cessions ou des transports simulés à des écoliers, pour jouir, à la faveur de ces actes, des prérogatives destinées uniquement pour favoriser le progrès des études. Le prévôt de Paris, chargé de l'exécution des réglemens & de l'examen des prévarications, ne pouvoit s'acquiescer de cete commission, sans faire un nombre infini de mécontents. De-là probablement naquirent les lon-

gues quereles de ces magistrats avec l'université : c'est uniquement dans la vue d'en éclaircir l'origine , qu'on raporte ces détails assez peu intéressants de nos jours, par l'extinction de la plupart de ces immunités.

Un historien semble s'écarter des limites que lui prescrit la nature de son travail , en osant sonder la profondeur des décrets de la Providence. On ne peut toutefois s'empêcher d'être frappé de la fin tragique du roi de Navarre , & d'y reconnoître les traits d'une Justice invisible & redoutable. Ce prince plus criminel encore que malheureux , dont la mémoire n'est consacrée dans nos annales que par un tissu de forfaits , mourut vers la fin de cete année. Si l'éclat de son rang & de sa naissance put le soustraire à la rigueur des loix humaines , impuissantes contre le titre sacré de roi qu'il deshonoroit , le genre de sa mort n'en fut pas moins cruel & terrible. Un accident imprévu le fit périr dans les horreurs du supplice le plus affreux. Livré depuis ses premières années à tous les excès de l'intempérance , ses débauches l'avoient acablé de la foiblesse & des infirmités d'une vieillesse prématurée : car il étoit à peine âgé de cinquante-six ans. Pour ranimer l'activité de son sang déjà presque glacé dans ses veines par l'excès continuel de la volupté , il étoit obligé de recourir aux efforts de l'art : la chaleur factice qu'il se procuroit par ces secours étrangers, achevoit de ruiner ses forces, qui se consumoient journellement. Dans cet état d'anéantissement, il ne lui restoit plus que le souvenir de ses anciens desordres & le desir de rapeler un goût pour les plaisirs , dont la privation lui paroissoit insupportable. Il étoit dans l'usage de se faire envelopper dans un drap imbibé d'esprit-de-vin , ayant éprouvé plusieurs fois que cet expédient réparoit sa vigueur épuisée. Une nuit qu'il venoit de quitter une femme qu'il aimoit éperdument , il ordonna qu'on lui préparât son remede ordinaire. Le valet de chambre qui l'avoit cousu dans le drap, au-lieu de couper le fil, eut l'imprudence d'approcher une bougie alumée : dans le moment la flamme se communiqua au drap ; tous les efforts que le roi tenta pour se débarrasser , furent vains : il pouffoit des hurlements épouvantables ; le feu cependant pénétoit & dévorait toutes les

AN. 1386.

Mort du roi
de Navare.
*Chambre des
Comptes de
Paris. Mém.E.
fol. 100. Chron.
de S. Denis.
Froissard.
Mém. de lit.
Regist. du
Parlement.
Le Laboureur.
Hist. anony-
me, &c.*

AN. 1386.

parties de son corps , sans qu'il fût possible de le secourir ; jusqu'à ce que le drap imprégné de la liqueur spiritueuse se fût entièrement consumé. Il vécut encore trois jours dans des tourments incroyables, implorant sans cesse l'instant favorable d'un trépas trop lent pour ses douleurs : selon Froissard il passa quinze jours dans cet horrible état. Il est difficile de se refuser aux étranges soupçons que fait naître la fin tragique de ce monarque. Comment ses domestiques ne parvinrent-ils pas à éteindre la flamme ? ce qu'ils pouvoient aisément. En étoit-il détesté au point qu'aucun d'eux ne s'intéressât à sa conservation ? Il venoit récemment d'imposer sur ses sujets une taxe de deux cent mille florins : les villes de Navarre avoient nommé des députés pour en obtenir la suppression ou la modération ; & son dessein , dit-on , étoit de les faire tous mourir. Fut-il prévenu ? L'évêque de Dax, en marquant cette mort à la reine Blanche de Navarre, veuve de Philippe de Valois, & sœur du roi de Navarre, déguisa les circonstances, & l'assura que ce prince dont il étoit ministre, mourut dans des sentiments de résignation & de piété dont il fut édifié. Il est à souhaiter que le témoignage de ce prélat soit véritable, & que les derniers jours du roi de Navarre aient expié la vie de *Charles le Mauvais*. Quoi qu'il en soit, ce terrible événement présente une foule de réflexions sur lesquelles il seroit bien inutile de prévenir les lecteurs.

Procès du roi
de Navarre.

Registres du
Parlement.

Procès MS.
de la Ch. des
Comptes de
Paris.

Mém. de lit.
Du Tillet.

Charles I, roi de Navarre, étoit mort le premier jour de Janvier 1386, & deux mois après on commença l'instruction d'un procès criminel contre ce prince. Sa mort étoit un de ces événements publics qu'on ne pouvoit ignorer ; mais on avoit probablement des raisons pour agir comme si l'on n'en avoit pas été instruit. La cour avoit envie de s'emparer des terres qu'il possédoit en Normandie, & pour y parvenir avec quelque apparence de justice, il n'y avoit pas de voie plus plausible que celle de la confiscation. Ce monarque n'étoit plus : les loix ne permettoient pas de poursuivre les enfants innocents d'un pere coupable : on eut donc recours à la formalité inusitée d'appeler un mort en jugement, comme s'il eût été vivant. Voilà du-moins la conjecture la plus vrai-

semblable qu'on puisse former sur cete étrange procédure.

Le deuxieme jour du mois de Mars le roi se rendit au parlement, où il tint son lit de justice. Les pairs, suivant l'usage, avoient été ajournés : cinq d'entre eux seulement y assisterent, sçavoir, les ducs de Bourgogne & de Touraine, & les évêques de Laon, de Beauvais & de Noyon. Le roi d'Arménie qui pour lors étoit en France, vint prendre séance à cete assemblée, quoiqu'il ne fût pas du nombre des pairs : il est même nommé le premier après le roi ; honeur que l'on crut sans doute devoir déferer à la dignité royale dont il étoit revêtu.

AN. 1386.
Lit de justice.
Ibid.

Ce fut à ce lit de justice qu'on renouvela les protestations rapportées précédemment à l'ocasion du jugement prononcé contre le duc de Bretagne. Avant que le procureur du roi formât aucune requision, le duc de Bourgogne, doyen des pairs, porta la parole au nom de l'ordre, & rappela les représentations faites dans le temps du procès intenté contre Montfort. Il dit qu'alors *les pairs maintinrent devant le roi, qu'à eux seuls appartenait la décision, détermination & jugement de la cause : requérans qu'ainsi fût déclaré, & qu'ils eussent lettres ; que si le roi déterminoit la cause & ordonnoit jugement & arêt, qu'ils eussent lettres, que ce fût sans leur préjudice, & que par ce aucun nouvel droit fût aquis au roi.* On étoit disposé à donner aux pairs la satisfaction qu'ils demandoient. Il s'étoit tenu pour cet éfet deux assemblées des principaux membres du conseil, l'une chez le chancelier, l'autre au parlement : ainsi l'affaire avoit été réglée avant le lit de justice. Le roi ordonna au gréier de la cour d'expédier les lettres, & de les délivrer tant aux pairs qu'au procureur du roi, *s'il lui sembloit qu'elles dussent valoir & profiter au roi.*

Protestation
des pairs.
Ibid.

Cete difficulté préliminaire étant levée, le premier huissier assisté de deux conseillers de la cour & du lieutenant du prévôt de Paris, apela le roi de Navarre à la porte de la chambre du parlement, à la table de marbre, au péron & à la grande porte du palais, du côté de la rue de la Draperie. Personne ne s'étant présenté, l'huissier vint faire son raport au roi, & le procureur du roi demanda défaut contre Charles, roi de Navarre, s'il étoit vivant, & s'il étoit mort, *comparuit**. Alors

Forme des
procédures.
Ibid.

* *Acte de
comparution.*

AN. 1386.

le roi dit par l'organe d'Etienne de la Grange, chancelier ;
 » *qu'il avoit fait ajourner les pairs, dont aucuns étoient pré-*
 » *sents, & les autres suffisamment excusés, & qu'il tenoit sa*
 » *cour suffisamment garnie pour procéder en cete matiere.* »
 Lorsque le chancelier eut fini son discours, le procureur du
 roi donna ses conclusions, *le tout à fin civile*. L'avocat du roi
 parla ensuite : il s'excusa d'abord sur l'obligation que lui im-
 posoit son ministère de traiter une matiere si grave, *étant*,
 disoit-il, *paoureux & peu suffisant* : il s'écria dès l'entrée, *ah, ah*
je ne sçai parler ! toutefois son plaidoyer, malgré cete peur
 vraie ou affectée, fut d'une longueur prodigieuse. Il prit pour
 texte : *justitia tua in æternum, & lex tua veritas* (ta justice
 est éternelle, & ta loi est la vérité.) Il cita l'exemple de Lu-
 cifer & des mauvais Anges ses complices qui furent précipi-
 tés du ciel, la chute funeste du premier homme chassé du
 paradis terrestre pour sa desobéissance & *sélonnie*. Il alégua
 les loix féodales qui adjugent au seigneur le fief du vassal
 rebele ; il prouva que le crime de lèse-majesté se devoit
 poursuivre *même après la mort du coupable*, indice assez clair
 qu'on n'ignoroit pas la fin du roi de Navarre, & que la con-
 fiscation de ses terres étoit le seul objet qu'on avoit en vue.
 Ce fut effectivement à quoi l'orateur conclut, toujours *à fin*
civile, ainsi qu'avoit fait le procureur du roi, soutenant que
 le roi de Navarre avoit forfait ses biens qui devoient être
 confisqués de droit, les crimes étant *notoires* ; & *ainsi en usa*
Dieu contre Adam, qu'il mit hors du paradis pour son défaut
notoire sans autre requisition.

Avocat cri-
 minel du roi.
Ibid.

Les conclusions prises par le procureur & l'avocat du roi,
 furent résumées sommairement dans le discours que prononça
 l'avocat criminel du roi, qui promit de donner les siennes par
 écrit. Il n'est pas hors de propos d'observer qu'il y avoit alors
 un avocat du roi pour le criminel. Cete charge ne fut supri-
 mée que dans le siècle suivant. Comme les offices de procu-
 reur & d'avocat du roi se trouvoient presque toujours rem-
 plis par des clerks qui ne pouvoient conclure qu'à fin civile,
 il est assez vraisemblable qu'on fut déterminé par cete raison
 à se servir du ministère d'un laïque, pour former les requisitoi-
 res, & donner les conclusions en matiere criminele.

Dans

Dans le cours des différentes procédures de ce siècle , la plupart des lecteurs pouroient être surpris de voir donner aux magistrats chargés de la partie publique , le simple titre d'avocat & de procureur du roi : ils n'avoient point alors d'autre dénomination, sans qu'on puisse donner d'autre raison de cet usage , que l'usage même. Le titre de procureur & d'avocat généraux, étoit alors affecté aux procureurs & avocats ordinaires des parties , probablement parce que leurs fonctions les apeloient indistinctement à la défense de tous les clients qui se présentoient.

AN. 1386.
Titre des
gens du roi:
Ibid.

Ce n'est au surplus que pour retracer l'ancienne forme judiciaire observée dans les grandes causes , qu'on s'est cru permis de rapporter une partie de la procédure employée contre le roi de Navarre ; car les poursuites ne furent pas continuées : l'affaire fut appointée ; le procureur du roi eut ordre de donner ses conclusions (par écrit) , *sur lesquelles le roi , ses pairs , & conseil , & conseillers auroient avis & ordonnervient si comme apartiendrait par raison.* Ce jugement préparatoire formoit un commencement de titre. Excepté la ville de Cherbourg occupée par les Anglois , le roi avoit en son pouvoir les possessions du roi de Navarre en France : on n'avoit dessein que d'intimider & tenir en respect les fils de ce prince , & les amener insensiblement à se contenter d'un équivalent en échange des domaines qu'ils perdoient.

Apoinement
Ibid.

Le plan de cet ouvrage , principalement entrepris pour former le tableau successif des mœurs, des usages & des loix de nos ancêtres , nous oblige souvent de rapporter des faits , qui peu considérables par eux-mêmes, ne méritent d'occuper une place dans l'histoire générale , qu'autant qu'ils peuvent servir à faire connoître la nation , & marquer la différence que la révolution de quelques siècles apporte dans ses maximes par une variation insensible & perpétuelle. Quoiqu'on s'appliquât dans toutes les juridictions à supprimer autant qu'il étoit possible, la barbare coutume de décider les différends par le duel , il y avoit cependant des occasions, où le combat judiciaire étoit estimé d'une nécessité indispensable : on ne l'admettoit plus dans aucune cour qu'en matière criminelle , & dans le cas seulement où les juges ne pouvoient avoir de

Duel de Car
rouges & de
le Gris.
Froissard.
Histoire de
la ville de
Paris.
Chron. MS.
&c.
Reg. du par-
lement.

AN. 1386.

Arrest. cur.
parlam. 22

Juin 1422.

Ordonnance
de Philippe le
Bel, 1306.

connoissance certaine de la vérité. Pour acorder la permission à un acufateur de jeter son gage de bataille, il falloit que le délit fût de nature à mériter une peine capitale; que le crime fût constant, que l'acufé en fût notoirement soupçonné; qu'enfin l'action ne pût pas se prouver par témoins. En exigeant le concours de ces quatre circonstances, on voit que le législateur n'avoit en vue que de restreindre l'abus d'un usage qu'on ne pouvoit abolir entièrement. Ces précautions avoient effectivement ralenti la fureur des duels, ils étoient moins fréquents, & leur rareté les rendoit plus piquants pour la curiosité. La cour étoit encore en Flandre, lorsque le parlement jugea une affaire de cete nature, qui par sa singularité tenoit depuis près d'une année toute la France en suspens. Le roi qui desiroit assister au combat, envoya un ordre de le diférer jusqu'à son retour. On ne rapelera point ici les formalités usitées dans ces sortes d'actions, fidèlement décrites dans les volumes précédents : on se contentera de rapporter le fait, dont le détail tient aux mœurs : il est d'ailleurs acompagné de particularités assez intéressantes, pour faire un moment diversion aux événements généraux de ce siècle.

Jean de Carrouges, en revenant d'Ecosse où il avoit suivi l'amiral, aprit de la dame de Carrouges son épouse, que pendant son absence, Jacques le Gris, gentilhomme du comte d'Alençon, étoit entré chez elle, & l'avoit violée. La dame acompagna le récit de toutes les circonstances qu'elle crut propre à donner plus de certitude à son acufation. Ce méchant, disoit-elle, ayant été bien reçu dans le château, l'avoit priée de le conduire au donjon, ce qu'elle n'avoit pas cru devoir lui refuser : là se trouvant seul avec elle, il lui avoit fait des propositions dont elle lui avoit témoigné son mécontentement : elle ajouta que le Gris voyant qu'il ne pouvoit rien obtenir par prieres, avoit employé la violence, & l'ayant embrassée & jetée à terre sur les careaux, en avoit fait sa volonté, ce qu'elle n'avoit pu empêcher, Jacques le Gris étant fort homme & dur. Après cete action il s'étoit retiré, sans être touché des plaintes de la dame, qui lui disoit en pleurant : « *Jacquet, Jacquet, vous n'avez pas bien*

» fait de m'avoir vergondée ; mais le blâme n'en demeurera
 » ja sur moi , si Dieu donne que monseigneur mon mari re-
 » tourne. » Il faut être époux & amant d'une femme chérie,
 pour se former une juste idée de l'impression qu'un pareil
 discours fit sur le seigneur de Carrouges : il n'envisagea d'a-
 doucissement à son infortune , que dans l'espoir de la ven-
 geance. Ses parents & ses amis assemblés , lui conseillèrent
 de poursuivre l'auteur d'un si sanglant affront. Le Gris infor-
 mé du ressentiment de Carrouges & du motif de sa colere ,
 nia l'accusation formée contre lui , soutenant que la femme
 & le mari lui en vouloient pour des causes étrangères au
 crime qu'on lui imputoit ; que Carrouges étoit d'un naturel
 jaloux & brutal ; qu'il avoit déjà tenté de former contre lui
 de semblables plaintes par le ministère de sa première femme ;
 qu'au surplus il étoit prouvé qu'il n'avoit pas quitté la cour
 du comte d'Alençon , le jour que la dame prétendoit avoir
 été violée. Le comte voulut en faveur de son gentilhomme
 assoupir l'affaire ; mais elle fut portée au parlement malgré
 la protection du prince : la preuve de l'alibi ne fut point ad-
 mise , quoique dans une affaire si obscure , elle eût dû former
 une violente présomption pour l'innocence de l'accusé. Le
 parlement jugea qu'il étoit gage de bataille (c'est ainsi
 qu'on s'exprimoit.) La dame de Carrouges fut constituée
 prisonnière. On prépara des lices derrière le Temple à Paris :
 on avoit dressé un échafaud orné pour le roi , qui vint accom-
 pagné des princes du sang & de tous les seigneurs de la
 cour : le champ étoit entouré d'une foule de peuple & d'é-
 trangers , acourus des différentes provinces pour assister à ce
 spectacle. Le comte de Saint-Paul conduisit lui-même le sei-
 gneur de Carrouges jusqu'au lieu du combat. Avant que
 d'entrer , cet époux outragé s'adressant à sa femme , lui dit :
 » Dame , pour votre querelle , je vais aventurer ma vie , &
 » combattre Jacques le Gris ; vous sçavez si ma cause est
 » juste & loyale : *Il est ainsi* , répondit-elle ; *combatez tout*
 » *sûrement , car la cause est bonne.* Il la baisa , lui prit la main ,
 » se signa & partit. » Les gens du comte d'Alençon condui-
 firent Jacques le Gris. Ce dernier parut d'abord avoir l'avan-
 tage ayant blessé son adversaire à la cuisse ; mais étant tom-

AN. 1386.

Regif. du Par-
lement.

D d ij

AN. 1386.

bé, Carrouges se précipita sur lui, & voulut le forcer à se confesser coupable. Le Gris quoique vaincu, persista dans son desaveu : son adversaire impitoyable, lui plongea l'épée dans le corps. Il fut tiré hors du camp, & pendu au gibet préparé pour le vaincu. Carrouges vint ensuite se mettre aux genoux du roi, qui lui fit donner mille francs, le reçut au nombre de ses officiers avec une pension de deux cents livres. Il est à remarquer que le Gris qui n'étoit que simple écuyer, fut armé chevalier avant ce combat ; aparemment pour être en droit de se mesurer avec plus d'égalité contre un homme décoré de ce grade militaire. Pendant que les assaillants étoient aux prises, la dame de Carrouges étoit à l'entrée du camp dans un char de deuil couvert, occupée à invoquer l'assistance divine. Le péril où elle étoit ne devoit pas peu contribuer à la ferveur de ses prières. Si l'aculé fût forti vainqueur, son mari auroit été pendu & elle brûlée. On ne connoissoit guere alors d'autres supplices pour les femmes, que de les faire mourir par le feu, ou de les enterrer vivantes : ce ne fut que vers le milieu du siècle suivant, qu'on vit pour la première fois une femme pendue : elle étoit vêtue d'une robe fort longue & liée au-dessous des genoux : cete nouveauté atira une foule extraordinaire de spectateurs. Quelques années après, on prit un malfaiteur qui s'avoua coupable du viol imputé à le Gris. Carrouges étoit alors passé en Afrique, d'où il ne revint pas. La dame reconnut, mais trop tard, la témérité de son accusation : elle consacra le reste de sa vie à la pénitence, & finit ses jours dans une cellule murée * où elle se renferma volontairement.

* Autrefois on étoit dans l'usage fréquent d'embrasser ce genre de vie. Les retraites où ces pénitents volontaires se renfermoient, étoient ordinairement bâties près des murs de quelques églises. Les cellules étoient de douze pieds en quarré avec trois fenêtres, dont une servoit au reclus ou à la recluse pour entendre l'office divin & recevoir les sacrements, l'autre pour les aliments qu'on lui apportoit, & la troisième pour recevoir le jour. On ne pouvoit se consacrer à cete vie qu'avec la permission du supérieur ecclésiastique. Le jour destiné pour la profession de ces solitaires, étoit célébré avec des cérémonies religieuses. L'évêque en habits pontificaux, scéloit lui-même la porte, & le reclus n'avoit plus la liberté de sortir sans une permission du prélat, qui ne pouvoit être obtenue que difficilement, & dans le seul cas d'une urgente nécessité. On faisoit un noviciat d'un an, pendant lequel l'aspirant étoit éprouvé : si c'étoit un religieux, le consentement de l'abbé étoit né-

On vit dans le cours de cete même année un second exemple d'acufation criminele purgée par le combat judiciaire. Jean, sire de Beaumanoir, fut assassiné par un de ses fermiers, dont il entretenoit la fille : ce scélérat étoit acompagné d'un complice qui se sauva. Le fermier fut arêté, & dit que celui qui lui avoit prêté son assistance étoit envoyé par le sire de Tournemine : aveu dans lequel il persista jusqu'à la mort. Sur cete confession, Robert de Beaumanoir, frere du défunt, se porta pour acufateur de Tournemine, qui avoit épousé la veuve de Jean de Beaumanoir. L'affaire fut jugée devant le duc de Bretagne : les parties jeterent leur gage de bataille. Il est à propos d'observer que dans la procédure, la veuve de Beaumanoir devenue femme de l'aculé, fut sommée de se joindre à son beau-frere dans la poursuite intentée contre son second époux : ce qu'elle refusa. Au jour assigné les deux combatants se présentèrent : Tournemine fut vaincu, & suivant l'usage, tiré hors du camp pour être livré à la rigueur des loix ; mais Beaumanoir intercédâ généreusement pour lui & obtint sa grace du duc de Bretagne. * L'assassin avoit subi le dernier supplice, ayant eu auparavant le poing coupé. Cete mutilation étoit souvent employée, même pour les crimes qui n'étoient pas punis de mort. L'auteur de l'abrégé chronologique rapporte qu'un habitant de Senlis, nommé *Jean Mauclerc*, ayant été condamné à perdre le poing, pour avoir frappé un Flamand nommé *Jean le Brun*, obtint dans la suite des lettres-patentes qui lui permettoient de se faire remettre un poing artificiel, composé de tele matiere qu'il jugeroit à pro-

AN. 1386.
Duel en Bre-
tagne entre les
seigneurs de
Beaumanoir
& de Tourne-
mine.
Hist. de Bret.
Preuves pour
servir à l'hist.
de Bret.

cessaire : ceux qui par tiédeur ou ennui abandonnoient ces retraites, étoient déshonorés. *Concil. Tolet. vit. S. Elig.*

* Le corps dudit Tournemine fut emmené & porté hors du camp, & demeuré en l'arêt & provision de monsieur (le duc de Bretagne) par son ordonnance, après que ledit de Beaumanoir & ses amis eurent requis & supplié monsieur, que celui Tournemine ne fût trainé ne pendu. *Procès de Beaumanoir & de Tournemine, Chamb. des Compt. de Nantes, arm. N. cass. C. n. 8.* Dans les siècles antérieurs, la loi des duels avoit encore été plus rigoureuse, & ne s'étoit pas toujours bornée à la peine de mort contre celui qui sucomboit. Le 13 Janvier 1096, Gui, comte d'Eu, aculé de conjuration contre Guillaume le Conquérant, roi d'Angleterre, fut vaincu par Geofroi Bainard son acufateur, en présence du roi : on le traina hors des lices ; on lui aracha les yeux & les parties que la pudeur ne permet pas de nommer. Son écuyer fut foueté & pendu. *Extrait d'un ancien manuscrit de Henri Spelman.*

AN. 1386.

Champions
dans les com-
bars judiciai-
res.

Anciennes
loix Sal. &
rip. capitul.
Assises de
Jérusalem.

Assises de
Jérusalem.

Capit. Lud.
Pii.

Assises de
Jérusalem, C.
37.

pos : réhabilitation remarquable par sa singularité.

Avant que de jeter son gage de bataille, Tournemine, comme défenseur, *protesta de souvenir son innocence par soi-même ou par autre* ; c'est-à-dire, par un champion ; privilège que l'accusateur & l'accusé avoient dans de certains cas prescrits par la loi, & dont il étoit difficile & même peu sûr de faire usage : car ces défenseurs gagés ne pouvoient combattre avec un avantage égal, que lorsqu'ils combattoient pour l'accusé, l'accusateur alors étant obligé de se présenter armé comme un champion, c'est-à-dire, en cote rouge, en chausses, avec un bouclier & un bâton de trois pieds : c'est la raison pour laquelle dans les procès en gage de bataille, on ne voyoit jamais que l'accusé faire mention du droit de combattre par procureur. Si l'accusateur eût voulu se servir du même moyen de défense, l'homme qu'il auroit présenté n'ayant que de si foibles armes, auroit infailliblement succombé contre un adversaire qui avoit le droit de s'armer de toutes pièces. Ces champions étoient plus fréquemment employés lorsqu'on admettoit le combat en matière civile : les loix à leur égard étoient extrêmement rigoureuses ; il y avoit même une sorte d'infamie attachée à cette profession. Dans les premiers siècles de la monarchie, lorsque le meurtre s'exploit avec de l'argent, on pouvoit tuer un champion sans payer de composition. Ils étoient obligés de se faire couper les cheveux au-dessus des oreilles, vraisemblablement en signe de servitude. Ils faisoient serment sur l'évangile de défendre de tout leur pouvoir la cause de leur maître. S'ils étoient vaincus, même en cause civile, ils étoient punis par l'amputation de la main. On avoit voulu par cette rigueur, obvier aux infidélités qu'auroient pu commettre ces vils athlètes, en se laissant vaincre volontairement. En affaires criminelles, le champion vaincu, & celui pour lequel il avoit combattu, étoient également pendus : si c'étoit une femme on la brûloit. Lorsque le cas n'étoit pas assez grave pour exiger une condamnation de mort, les parties étoient renvoyées devant les juges ordinaires : mais le champion qui avoit succombé, subissoit toujours le dernier supplice. La loi quelquefois devenoit aussi sévère pour le maître que pour le champion. Qui-

conque apeloit de faux jugement, & fucomboit, lorsqu'il avoit combatu par lui-même, il en étoit quite pour l'amende, la perte de ses armes, de son cheval & du fond de la querele : s'il s'étoit servi d'un défendeur, il perdoit le poing. C'étoit le plus sûr frein que l'on pût opofer à la témérité des apels. Quelque barbares que nous paroissent aujourd'hui ces usages, on y reconnoît toutefois la sagesse des législateurs. Comme le bâton des champions n'étoit pas une arme assez meurtrière pour finir le combat aussi promptement que la hache ou l'épée, il arivoit quelquefois que le jour expiroit sans que la victoire fût décidée ; alors les combattants étoient conduits en prison jusqu'au lendemain qu'ils devoient recommencer. Pendant cet intervalle on ne leur donnoit ni à boire ni à manger ; on ne pansoit pas même leurs blessures, à moins que la plaie ne fût extrêmement dangereuse : dans ce cas on se contentoit de la bander sans autre appareil. On voit par-là qu'ils avoient un égal intérêt de ne se pas ménager. Le champion vainqueur demandoit au juge s'il avoit bien fait son devoir ; & lorsqu'il lui avoit répondu affirmativement, il avoit la liberté de se retirer avec son bouclier & son bâton : on délivroit de prison le maître qui avoit employé son bras, ainsi que ses cautions. Il arivoit quelquefois qu'on faisoit grace au champion, en convertissant la peine de mort, en mutilation de membre, ou en bannissement. Cete modération dépendoit du juge.

Pendant le cours de cete campagne, employée par la France en préparatifs aussi dispendieux qu'inutiles, le duc de Lencastre étoit entré dans les Etats du roi de Castille, qui pour-lors disputoit la couronne de Portugal. Ferdinand étoit mort sans laisser d'autres enfants que Béatrix, mariée au roi de Castille en conséquence du dernier traité. Jean, fils naturel de Ferdinand, ayant pour lui le suffrage des Portugais, ennemis naturels du joug Espagnol, s'étoit emparé du trône, sur lequel il se maintint malgré les efforts du monarque Castillan, qui vint mettre le siege devant Lisbonne, & fut obligé d'évacuer le Portugal, après avoir été défait en bataille rangée. Ce fut dans ces circonstances que le roi de Portugal sollicita le duc de Lencastre de se joindre à lui

AN. 1386.

Ibid.

Expédition
du duc de
Lencastre en
Castille.
*Rapin de
Thoyras.*

AN. 1386.

*Rymer. aff.
pub. t. 3, part.
3.*

contre les Castillans leurs ennemis communs. Le duc avoit obtenu du roi son neveu, & du parlement d'Angleterre, tous les secours de munitions, d'argent & de troupes nécessaires pour cete entreprise. Dans l'acte de confédération avec le nouveau roi de Portugal, il prit le titre de roi de Castille & de Léon, appuyant toujours ses droits sur ceux de la duchesse son épouse, fille de Pierre le Cruel. Après divers succès, un traité définitif assura la couronne au roi de Portugal, & celle d'Espagne au fils de Transamare. Dom Henri infant de Castille, épousa la princesse Catherine, fille du duc de Lencastre, qui renonça généralement à toutes ses prétentions, moyennant six cent mille livres d'argent comptant, & une pension annuelle de quarante mille livres pendant sa vie & celle de la duchesse son épouse. Ainsi se termina cete guerre à laquelle nous n'eumes d'autre part que celle d'envoyer quelques troupes sous les ordres de Gautier de Passac & de Guillaume de Naillac, qui furent bientôt suivies d'un corps plus considérable que conduisoit le duc de Bourbon. Ce prince revint sur la priere que lui en fit le roi de Castille, qui pour-lors songeoit à ménager un acommodement.

Hostilités
en Guienne :
réduction de
plusieurs châ-
teaux.
Froissard.

Une partie des troupes envoyées en Castille étoit tirée de la Guienne, où Gautier de Passac les avoit employées utilement, pour purger la province d'une infinité de brigands qui l'infestoient. Quoiqu'on ne fit pas d'expéditions considérables dans les parties méridionales de la France, les hostilités exercées par les différents partis n'en étoient pas moins funestes aux habitants. La guerre étoit devenue une espece de brigandage, dont nous ne pourrions nous former la moindre idée sans le secours des écrivains qui vivoient alors. La Guienne étoit hérissée de forteresses; il n'y avoit pas de monticule, de rocher, de passage étroit, en un mot de lieu propre à se retrancher, qui ne présentât un château. La plupart de ces places étoient occupées par des chefs de bandits qui les avoient enlevées à leurs possesseurs. De-là ces scélérats se répandoient dans les environs, pillant & rançonnant tous ceux qui avoient le malheur de tomber entre leurs mains. On ne peut mieux comparer la vie de ces aventuriers, qu'à celle des Tartares ou des Arabes. Ils ne reconnoissoient au-
cune

cune domination; & si quelquefois ils s'avouoient Anglois, c'étoit uniquement parce que l'Angleterre n'étoit pas intéressée à réprimer des désordres dont elle ne souffroit pas, & qui contribuoient toujours à désoler & afoiblir leurs ennemis. Un de ces capitaines de brigands, nommé *Aymerigot Tête noire*, terroit lui seul plus de quatre-vingts places dans l'Auvergne & le Limosin. Il avoit amassé des sommes immenses; il vivoit en souverain, il en prenoit le titre, & en avoit effectivement usurpé l'indépendance & l'autorité. Il conserva ses richesses & sa puissance jusqu'à la fin de sa vie. Peu de jours avant que de mourir, il se choisit un successeur avec la tranquillité d'un prince qui dispose de ses Etats: il fit son testament; la singularité de cette piece mérite qu'on en rapporte quelques articles: voici comme s'exprime le testateur: *Tout premièrement, je laisse à la chapele Saint Georges, pour les réparations, mille & cinq cents francs: item; à ma mie, qui loyaument m'a servi, deux mille & cinq cents francs; & le surplus, dit-il en s'adressant à ses officiers, & leur montrant son coffre-fort; vous êtes compagnons & devez être freres, partagez entre vous tout bélement, & si vous ne pouvez être d'accord, & que le diable se mette entre vous, vous voyez là une hache bonne, forte & tranchante; rompez l'arche, & puis en ait, qui en avoir eu pourra.* Jamais peut-être les dernières intentions d'un mourant ne furent exécutées plus fidèlement par des héritiers que la loi du plus fort dispensoit de vaines formalités. Gautier de Passac parcourut le Poitou, le Languedoc, le Limosin & l'Auvergne, où il prit & rasa une infinité d'asiles occupés par de pareils bandits. Tous les brigands qui défendoient ces forts, périrent où par le fer ou par le supplice; il ne leur acordoit aucun quartier. Si quelques-uns échappèrent à sa vengeance, ils ne durent leur salut qu'à des issues souterraines pratiquées dans la plupart de ces forteresses. Ces forties secrètes conduisoient par des allées obscures, quelquefois jusqu'à une lieue de distance. La tradition populaire rapportoit l'usage de ces conduits obscurs à *Renaut de Montaubaun*, qui par le conseil de l'enchanteur *Maugis*, son cousin, les fit creuser pour s'en servir dans la guerre qu'il soutint contre *Charlemagne*.

Tome VI.

E e

AN. 1387.
Troisième
projet de déf-
cente en An-
gleterre.

Malgré le peu de réussite des projets formés les années précédentes, on n'avoit pas renoncé à l'espoir de porter la guerre en Angleterre, & l'on s'occupoit en France des préparatifs d'un troisième armement. Clifson s'étoit chargé de la conduite de l'entreprise. Il faisoit ses dispositions à Tréguier: l'amiral, le comte de S. Paul & le sire de Couci assembloient en même temps dans les ports de Normandie des vaisseaux & des troupes pour les joindre aux forces que le connétable préparoit en Bretagne.

Troubles
d'Angleterre.

Jamais peut-être circonstances plus favorables n'avoient permis de se flatter d'un heureux succès. L'Angleterre agitée par les plus violentes secousses, paroïssoit toucher au moment d'une révolution. La conduite insolente des flatteurs de Richard avoit indisposé le parlement & soulevé la plus grande partie du royaume. Les deux chambres réunies demandèrent l'éloignement des ministres, que le roi refusa, en disant que « pour l'amour de son parlement il ne chasseroit pas » *le moindre marmiteux de sa cuisine* ». A cette réponse indécente, il ajouta « qu'il voyoit bien que ses sujets avoient » pris la résolution de se révolter contre lui, & qu'ainsi il » n'avoit autre chose à faire qu'à demander du secours au » roi de France, pour les ranger à leur devoir ». Il faut connoître le génie Anglois, pour sentir combien une pareille réponse rendue publique, dut mécontenter une nation fière & jalouse de sa liberté. Le parlement insista sur ses demandes: sa fermeté obligea le monarque de céder. Les favoris furent éloignés: l'examen de leur administration découvrit la honte & l'excès de leurs déprédations. Richard lui-même en parut convaincu; mais ce prince inconstant & foible, incapable par conséquent de profiter de ses fautes, les rappela peu de temps après leur feinte disgrâce, & se livra plus que jamais à leurs dangereuses suggestions. Ils n'avoient pas eu de peine à lui rendre ses oncles odieux. Le duc de Lancastre étoit alors en Espagne. Les comtes de Cambridge & de Buckingham, créés depuis peu ducs d'York & de Gloucestre, se virent exposés à l'indignation du roi, fomentée par des rapports continuels. Les autres seigneurs ne furent pas épargnés. On répandit des bruits vrais ou supposés, que le

Rymer. aff.
pub. tom. 3,
part. 3.

dessein du roi étoit de rendre Calais & Cherbourg aux François. Richard toujours mal conseillé, ne sçachant ni se faire aimer, ni se faire craindre, las de temporiser, essaya de mettre la force en usage. Tandis que le comte d'Oxford son favori, créé marquis * de Dublin & duc d'Irlande, levoit une armée dans la principauté de Galles, le duc de Glocestre & les seigneurs de son parti s'aprocherent de Londres avec un corps de quarante mille hommes. Le roi surpris, feignit de plier, & d'approuver la conduite de son oncle, dans l'espérance que les troupes que le duc d'Irlande rassembloit, le tireroient d'embaras; mais il ne conserva pas long-temps cet espoir. Le comte d'Erbi, fils aîné du duc de Lencastre, marcha contre le favori, qui plus fier de son crédit que brave, prit la fuite dès le commencement du combat. L'armée royale fut entièrement défaite. Cete victoire aquit au comte d'Erbi l'estime générale des Anglois: il devint l'idole de la nation, qui sembloit dès-lors présager sa grandeur future. Richard menacé de perdre la couronne, ne trouva de ressource que dans la soumission & les larmes: il promit de se mieux conduire, s'excusant sur sa jeunesse & les mauvais conseils de ses flatteurs. Il renouvela les serments de son sacre, & reçut l'hommage & le serment de fidélité de ses sujets: ce qui supposoit en quelque sorte, qu'ayant violé les privileges de la nation, les premiers serments avoient été annulés. Le droit que cete formalité inusitée sembloit acquérir au peuple sur l'autorité souveraine, annonçoit déjà la chute de ce monarque. C'étoit précisément pendant la plus grande éfervescence de ces troubles intérieurs, que l'Angleterre étoit menacée d'une invasion d'autant plus dangereuse, que le connétable chargé de conduire l'entreprise, n'employoit que les forces nécessaires, & avoit simplifié cet apareil formidable & dispendieux, dont les longueurs embarrassantes ont toujours ruiné les projets qui demandent une exécution précise & bien concertée. On se promettoit la plus avantageuse issue de cete expédition, lorsqu'un obstacle imprévu rompit toutes les mesures qu'on avoit prises pour en assurer la réussite.

AN. 1387.

Ibid.

* Il fut le premier qui porta le titre de marquis en Angleterre. *Rap. Thoyr.*

AN. 1387.
 Siège de
 Brest. Déliv-
 rance des
 enfants de
 Charles de
 Blois.
*Histoire de
 Bret.
 Rymer. ast.
 publ.
 Rap. Thoyr.
 &c.*

Le duc de Bretagne venoit pour la seconde fois de former le siege de Brest, & même dans le temps qu'il ataquoit la place par terre, il avoit fait dresser sur la mer un fort de bois. L'entreprise ne fut pas plus heureuse que celle de l'année précédente. La ville reçut du secours, & les forts furent pris. Cete tentative ne put détruire les soupçons qu'on avoit de son attachement pour l'Angleterre; soupçons assez peu vraisemblables, mais qui parurent en quelque sorte justifiés par un nouvel incident. Des deux fils de Charles de Blois, retenus depuis si long-temps en Angleterre, le plus jeune étoit mort : Jean, l'ainé de ces princes, atendoit vainement sa liberté des bons offices de sa famille ou de la générosité des ennemis. Par le dernier traité de Guerrande, le duc de Bretagne s'étoit engagé à procurer leur délivrance : lorsqu'on le somma de remplir sa promesse, il répondit qu'il ne s'étoit obligé qu'à les aider de sa recommandation : défaite peu digne d'un grand prince. Jean de Blois se croyoit condamné à finir ses jours dans une ennuyeuse captivité ; l'ambition vint à son secours, & brisa ses fers. Le connétable jeta les yeux sur ce prince pour lui faire épouser la cadete de ses deux filles : l'autre étant déjà unie au vicomte de Rohan. Il le fit pressentir sur cete aliance, & ayant sa parole, il songea aux moyens de le rendre libre. Le duc d'Irlande qui gouvernoit le roi d'Angleterre, gagné par Clifson, demanda & obtint la disposition du prisonnier. Le connétable convint avec le favori du prix de la rançon, qui fut fixé à six vingt mille francs, payables moitié avant l'élargissement, & le reste aussi-tôt que Jean seroit arrivé à Boulogne. Ce traité parvenu à la connoissance du duc de Bretagne, réveilla cete haine invétérée qui l'animoit contre le connétable : toutefois il ne témoigna rien de son ressentiment, dans le dessein d'assurer sa vengeance.

Le duc de
 Bretagne fait
 arrêter Clifson.
Ibid.

Le duc, pour parvenir à l'exécution du projet qu'il méditoit, convoqua les Etats à Vannes, où se trouva toute la noblesse de la province. Il poussa la dissimulation jusqu'à venir chez le connétable, qui donnoit un grand festin. Le prince qui sçavoit que Clifson se dispoisoit à partir pour presser l'embarquement, lui parla de ce voyage, ainsi qu'aux autres sei-

gneurs qui devoient l'accompagner à cete expédition : il l'invita ensuite à venir avant son départ, visiter le château de l'Hermine qu'il faisoit construire. Clifson s'y rendit : après avoir parcouru plusieurs appartements, le duc le conduisit jusqu'à la principale tour, le priant de lui en dire son sentiment, comme guerrier & connoisseur en fortifications : il fit quelques difficultés de passer le premier, par respect pour le prince, qui le pressa d'entrer toujours, ayant, disoit-il, à s'entretenir avec le seigneur de Laval. Le connétable ne crut pas devoir insister; il monta les degrés sans s'apercevoir que la porte se fermoit derriere lui : lorsqu'il fut parvenu à la seconde chambre de la tour, plusieurs hommes apostés se jeterent sur lui, le chargerent de fers, & le traînerent dans un cachot obscur comme un criminel destiné au dernier supplice. Outre les chaînes qui lui garotoient les pieds & les mains, on lui mit un colier de fer. Le lieu dans lequel il fut renfermé, étoit si mal sain, qu'il se trouva transi de froid, quoiqu'au fort de l'été. Un pauvre écuyer, ministre involontaire des ordres du duc, touché de compassion, lui jeta sa robe pour le couvrir. Le seigneur de Laval qui s'entretenoit avec le prince, le vit pâlir dans le moment qu'on avoit fermé la porte de la tour ; il soupçonna une partie de la vérité : Beaumanoir survint, & demanda le connétable : « Veux-tu » *éprouver le même sort*, lui demanda le duc ? & ce seigneur » ayant répondu qu'il y consentoit, il tira sa dague, en lui » criant d'un air furieux : *Puisque tu veux être ainsi, je veux » te crever un œil comme lui* ». Montfort auroit dû se souvenir que le connétable avoit perdu cet œil en combattant pour lui. On eut toutes les peines imaginables à retenir l'indigne emportement du prince. Beaumanoir fut pareillement enchaîné & conduit dans la tour.

Laval employa inutilement les représentations & les prières pour fléchir le duc; envain il essaya de rapeler en lui les sentiments d'honneur, il ne put rien obtenir. Lorsqu'il se fut retiré, le prince fit apeler le capitaine du château de l'Hermine, auquel il ordonna de lier le connétable dans un sac, & de le précipiter dans la mer pendant l'obscurité de la nuit.

AN. 1387.

Suite de la
détention du
connétable.
Ibid.

AN. 1387.

Jean de Bavalan, (c'étoit le nom de ce vertueux officier, digne par sa sagesse & son courage de servir à jamais de modele aux serviteurs & ministres des souverains), frémit en recevant cet ordre. Il se jeta aux pieds de son maître; il osa lui faire envisager la honte & l'horreur d'une pareille action. *Bavalan, ne m'en parle plus*, interrompit le duc; *je te commande que tu le fasses ainsi; car l'heure est venue que j'aurai raison de ce méchant paillard qui m'a tant outragé*. Il voulut insister; mais il reçut un ordre si précis d'obéir, sinon que sa tête en répondroit, qu'il ne crut pas devoir répliquer. Le seigneur de Laval revint à la charge avec aussi peu de succès.

Repentir du
duc de Bre-
tagne. Bel
exemple de fi-
délité.
Ibid.

La nuit survint : au milieu des ténèbres le duc se réveilla; l'ardeur de son sang calmée par quelques heures de repos, lui permit de considérer avec plus de tranquillité les effets de son emportement. La crainte des suites, l'opprobre inéffaçable dont il aloit être couvert, le témoignage de sa conscience, ce cri redoutable que l'ame des méchants cherche en vain à se dissimuler, tout lui retraçoit l'injustice de sa conduite : il ne pouvoit faire une réflexion qui n'ajoutât à l'avilissement dans lequel il s'étoit plongé. Il se repentit, mais trop tard, d'un attentat que sa précipitation avoit rendu irréparable. Le jour le surprit dans ce cruel état. Bavalan entra dans sa chambre, & redoubla son désespoir, en lui apprenant que ses ordres avoient été suivis. Il s'abandonna aux larmes, aux gémissements; il invoquoit la mort; il ne voulut voir personne; il refusa toute nourriture. Il reprochoit au capitaine de lui avoir obéi : ce fidele officier s'excusa sur la précision de ses ordres. Sur le soir Bavalan se présenta devant lui pour le consoler. La douleur du duc s'irritoit sans cesse : « vous sçavez ce qui m'acable, lui disoit-il; je voudrois mourir; plutôt à Dieu que je le fusse, pour éviter le désespoir qui me suit; quel remede pourroient tous les hommes du monde apporter à mon ennui ! Apaisez-vous, monseigneur, Clifton n'est pas mort, s'écria Bavalan, reconnoissant qu'il étoit temps de parler : « quand vous me commandâtes ce qu'il vous plut, je considérai l'excès de la

» colere dont vous étiez faisi ; je regardai ce qui en pouvoit
 » advenir , & ne doutai point que vous ne fussiez quelque
 » jour bien marri, si j'exécutois ce que vous me comman-
 » diez ». Il seroit bien difficile de représenter les transports
 de joie & de reconnoissance du duc. Il ne pouvoit se laisser
 d'embrasser ce vertueux chevalier. « Bavalan mon ami, lui
 » dit-il, tu as été bon serviteur de ton maître, tu m'as fait le
 » meilleur service qu'un homme fit à un autre ». Leçon impor-
 tante pour les grands, & pour ceux qui ont l'honneur de les
 aprocher. Heureux les princes qui trouvent des sujets assez
 généreux pour leur désobéir lorsqu'ils commandent un
 crime !

AN. 1387.

Le duc de Bretagne pouvoit illustrer son repentir , en ren-
 dant la liberté à Clisson , & se reconciliant avec lui ; c'étoit
 peut-être l'unique moyen d'effacer sa honte. Au-lieu de con-
 sultier l'honneur, il n'écoula que l'intérêt. Le connétable ne
 sortit de prison, qu'en payant cent mille livres comptant, &
 faisant livrer quatre de ses places. Le seigneur de Laval fut
 le médiateur de cet acommodement. Clisson signa dans sa
 prison le traité par lequel on lui faisoit reconnoître qu'il l'ac-
 ceptoit *de sa pure & libre volonté, à sa requête, sans contrainte
 & sans fraude.* Après cete transaction il sortit : il ne se vit pas
 plutôt libre, qu'il courut à Paris se jeter aux pieds du roi,
 & lui demander justice de cete violence, tandis que les sei-
 gneurs de son parti reprenoient les places qu'il avoit été con-
 traint de céder. Le vicomte de Coetmen s'empara de la
 Mothe-Guincamp, & Beaumanoir escalada le château de
 Lambale : la ville de S. Malo subit le même fort. Le duc de
 Bretagne dut reconnoître alors quele assurance on peut prendre
 sur des conventions arachées à la nécessité.

Traité du duc
 & du conné-
 table.
Ibid.

A peine étoit-on instruit à la cour de France, de la dé-
 tention du connétable , qu'on le vit ariver. Le roi qui l'ai-
 moit , parut d'abord prendre le plus vif intérêt à l'afront
 qu'avoit reçu le premier oficier de la couronne. D'ailleurs
 cet éclat avoit pour la troisieme fois fait avorter le projet
 d'aler ataquier les Anglois dans leur île. Charles étoit résolu
 de faire éprouver au duc son juste ressentiment ; mais soit
 inconstance & foiblesse d'esprit, soit que la destinée de ce

Le connéta-
 ble porte ses
 plaintes auroi.
Ibid.

AN. 1387.

*Chamb. des
Comptes de
Nantes, arm.
L. cass. D. n^o.
16.*

*Preuves pour
servir à l'hist.
de Bret.*

*Défi du duc
de Gueldre.
Trésor des
Chartres.
Du Tillet.
Froissard, &c.*

prince fût de ne former jamais de dessein qui ne rencontrât quelque obstacle, la résolution de porter la guerre en Bretagne, ne fut pas de longue durée. Les ducs de Berry & de Bourgogne, jaloux du crédit de Clifson, agirent si puissamment, que l'ardeur du monarque se ralentit. Le premier de ces princes, peu de temps auparavant, avoit signé un acte de confédération particulière avec le duc de Bretagne. Le connétable fut taxé d'imprudence de s'être laissé surprendre; peu s'en falut même qu'on ne lui fit un crime d'avoir quitté le service du roi, & négligé l'embarquement, pour aler se commettre à la foi d'un prince dont l'inimitié lui étoit connue. Le monarque toutefois ne paroissant pas se livrer entièrement aux impressions qu'on s'éforçoit de lui donner contre le connétable, le conseil décerna une députation au duc de Bretagne, pour l'engager à restituer les places & l'argent. Le roi chargea de cete commission l'évêque de Langres, Jean de Bueil & Hervé le Coith, chambélans, deux maîtres des requêtes, & le premier secrétaire. Clifson qui s'étoit retiré à Montlhéry pendant cete espece de disgrâce, fut obligé de se contenter de cete aparente satisfaction d'une injure réelle, & pour la vengeance de laquelle il avoit, en présence du roi, jeté son gage de bataille que personne ne releva.

Un incident, peut-être préparé, vint faire diversion à la colere qui restoit encore au roi contre le duc de Bretagne, en fournissant au caractère impétueux de ce prince un nouveau sujet de s'enflammer. Le duc de Gueldre, fils aîné du duc de Juliers, ce vassal à gages, dont Charles V, sur la fin de son regne, avoit acheté l'hommage, osa défier le roi. Le motif de cete démarche étoit une augmentation de pension que l'Angleterre venoit de lui accorder; car la France n'avoit pris aucune part dans la guerre que ce prince faisoit à la duchesse de Brabant. L'écuyer chargé de signifier ce défi au roi de France, courut risque de la vie, ayant été arrêté à Tournai & mis en prison. On le relâcha sur un ordre du duc de Bourgogne; il vint à Paris, s'acquita de sa commission, & reçut du roi *un gobelet d'argent pesant quatre marcs & cinquante francs dedans*. L'usage étoit de gratifier ces messagers de guerre, & de leur faire le plus favorable accueil.

Dès-lors

Dès-lors on ne songea plus qu'à porter la guerre dans les Etats du duc ; & le roi , malgré toutes les représentations qu'on put lui faire , voulut assister en personne à cete expédition.

AN. 1387.

Quelque impatience que le jeune monarque témoignât de marcher contre le duc de Gueldre , il falut suspendre l'exécution de ce nouveau projet jusqu'à ce qu'on eût terminé , par un accommodement , la querele du connétable contre le duc de Bretagne. Ce prince faisoit fortifier ses places , & malgré la répugnance des Bretons , il avoit fait consentir plusieurs villes à recevoir les Anglois. Le comte d'Arondel , amiral d'Angleterre , s'étoit aproché des côtes de Bretagne : on devoit craindre , en poussant Montfort à l'extrémité , qu'il n'ouvrit ses ports aux ennemis du royaume. Le nouveau roi de Navarre , son beau-frere , pouvoit profiter de la conjoncture pour se remettre en possession des domaines de sa maison en Normandie , étant apuyé des forces de l'Angleterre : on le soupçonnoit même d'en avoir formé le dessein. On étoit persuadé qu'il entretenoit une secrete corespondance avec le duc de Lencastre , qui pour lors étoit à Bayonne , occupé à négocier le prétendu mariage d'une de ses filles avec le duc de Berry , qu'il amusoit dans la vue d'intimider le roi de Castille , & d'amener ce prince à la conclusion du traité précédemment raporté. Le duc de Berry fut la dupe de ce manège politique , qui ne servit qu'à presser la conclusion.

Dispositions
du duc de
Bretagne.
*Histoire de
Bret.*

Le duc de Bretagne n'ignoroit aucune des raisons qu'on avoit de le ménager : aussi ne donna-t-il d'abord que des réponses vagues aux ambassadeurs qu'on lui avoit envoyés. La délivrance de Jean de Blois , & le mariage de ce prince avec la fille de Clifton , sembloit encore l'éloigner. Le comte d'Etampes vint de la part du roi le solliciter de nouveau. Le duc lui fit un accueil conforme à sa naissance , le combla de caresses & de présents , & le congédia sans s'expliquer davantage. L'année se passa ainsi en négociations inutiles.

Le duc fait
difficulté de
donner satisfac-
tion au con-
nétable.
Ibid.

Le roi se rendit au commencement de l'année suivante à Orléans , où l'on espéroit que le duc viendrait le trouver. Il se tint en cete ville une assemblée : le connétable y compa-

Voyage du
roi à Orléans.
Ibid.

AN. 1387.

rut ; il acusa le duc d'avoir atenté contre la majesté royale : lorsqu'il eut cessé de parler, il tira son gantelet qu'il jeta aux pieds du roi : ses amis & ses parents l'imiterent ; personne ne se présenta pour relever le défi au nom du duc, qui ne vint point. Le roi l'attendit un mois entier. Montfort s'excusa par son ambassadeur, sur une indisposition qui l'avoit empêché de faire le voyage. La cour revint à Paris.

Le duc se
détermine.
Ibid.

Enfin cete satisfaction si désirée, que les négociateurs, les princes du sang, le souverain lui-même n'avoient pu obtenir, fut l'ouvrage d'un simple particulier. Le seigneur de Montboucher, en qui le duc avoit beaucoup de confiance, se servit des motifs qu'il crut les plus capables de fléchir son obstination. Le prince l'avoit consulté sur la réponse qu'il devoit faire à l'amiral & aux seigneurs de Couci & la Riviere, nouveaux ambassadeurs que le conseil de France se dispoisoit à lui dépêcher incessamment. Montboucher s'aperçut que cete ambassade inquiétoit le duc, sur-tout à cause de Couci son beau-frere, pour lequel il avoit toujours conservé une affection singuliere. Il prit occasion de cete ouverture pour lui faire envisager ses véritables intérêts. Il lui représenta les dangers auxquels il aloit s'exposer, en attirant peut-être dans ses Etats l'armée formidable que la France assembloit contre le duc de Gueldre ; qu'il ne falloit que la plus légère circonstance pour changer cete résolution ; qu'il avoit appris par son expérience quel fond il devoit faire sur l'assistance de ses aliés ; que par une trop longue résistance, il iriteroit sans retour le roi de France, dont l'inimitié le poursuivroit sans cesse. *Le roi est jeune, lui disoit-il, si ne prise pas les choses comme il fera encore s'il vit dix ans ; il vient, & vous vous en alez.* Le voyant ébranlé, il ajouta que la garde des places qu'il s'étoit fait céder, lui coûteroit beaucoup plus que les avantages qu'il en retireroit, & que ne pouvant s'empêcher tôt ou tard de les restituer, il lui seroit plus honorable de paroître se déterminer de lui-même à cet acte de justice. Le duc vaincu par ces représentations, résolut de suivre les sages conseils qu'on lui donnoit. Les places furent évacuées avant même l'arivée des ambassadeurs, qui n'éprouverent aucune difficulté sur cet article. Ils eurent un peu plus de peine à lui

faire agréer une entrevue à Blois, avec les ducs de Berry & de Bourgogne; mais le sire de Couci auquel il ne pouvoit rien refuser, lui fit donner sa parole. Il s'y rendit en effet, & après y avoir séjourné quelques jours, les princes l'engagèrent à venir à Paris trouver le roi, pour lui faire excuse en présence des pairs, & se soumettre au jugement qui seroit prononcé. Il exigea seulement que jusqu'à ce que tout fût réglé, Clifton & Jean de Bretagne éviteroient de paroître devant lui.

AN. 1387.

Le duc de Bretagne, en arrivant à Paris, alla descendre au Louvre, où le roi l'atendoit; il salua le monarque par trois génuflexions; à la troisième il lui dit: *Monseigneur, je vous suis venu voir; Dieu vous maintienne. Grand merci,* répondit le roi, *nous avons grand desir de vous voir, si vous vèrons tout à loisir, & parlerons à vous.* A ces mots, il le prit par le bras & le fit lever. On aloit servir le dîner: le roi fit signe qu'on apportât à laver; le duc tint la *toïaille* (serviette) & le bassin: il prit ensuite congé du roi pour se retirer en son hôtel. Il n'est peut-être pas inutile d'observer qu'à cete première entrevue le duc avoit ôté son chaperon. Les seigneurs autrefois se couvroient devant le roi, & ne se découvroient qu'en le saluant. A table, avant qu'il bût & après qu'il avoit bu, ils lui faisoient une profonde révérence. Les seuls officiers domestiques étoient sans manteaux & têtes nues. Les grands se découvroient encore lorsque le roi leur parloit; ce qui faisoit que souvent plusieurs par vanité baïssaient leurs chaperons, afin de faire croire à ceux qui étoient plus éloignés, que le souverain leur faisoit l'honneur de s'entretenir avec eux. Sur la fin du siècle suivant, lorsque Charles VIII passa en Italie; les seigneurs Napolitains qui venoient lui faire leur cour, se tenoient découverts en sa présence: le roi leur ordonna de se couvrir; ils refusèrent cete grace, disant qu'ils vouloient apprendre aux François le respect qu'ils devoient à leur maître. Si l'on se donnoit la peine de consulter les annales des deux nations, il seroit facile de démontrer que la nôtre n'eût jamais besoin de recevoir des courtisans de Naples, des leçons d'attachement pour leurs souverains, & de ce respect sincere qui part du cœur, & ne se répand jamais en vaines

Le duc de Bretagne vient à Paris
Ibid.

Extrait d'un MS. de Bibliothèque, B. R. n. 8944. fol. 4

F f ij

AN. 1387.

démonstrations. Vers la fin du règne de Louis XII, les seigneurs s'étoient insensiblement acoutumés à se tenir découverts à l'imitation de Galéas de S. Séverin, grand écuyer : mais plusieurs, pour n'avoir pas la tête absolument nue, mettoient des coëfes faites à-peu-près comme les beguins que les enfants portent de nos jours. Enfin sous François premier, la politesse Italienne nous subjuga; personne ne parut plus couvert devant le roi. Si les Italiens ont appris aux courtisans François à ne paroître que découverts devant le roi, les Espagnols nous ont apporté des exemples opposés. En 1605 le duc d'Osborne s'étant couvert devant le roi, Henri IV fit signe au comte de Soissons & au duc de Guise de l'imiter.

Entrée de la
reine & du roi
de Sicile.

Chron. MS.
Froissard, &c.

Quelques jours avant l'arrivée du duc de Bretagne, la reine de Sicile veuve du duc d'Anjou, avoit amené à la cour le jeune Louis son fils. Avant que de s'y rendre, elle fit demander au conseil, si l'intention du roi étoit que le prince fît son entrée comme roi de Sicile ou seulement comme duc d'Anjou : les ducs de Berry & de Bourgogne lui firent dire qu'ils vouloient que le prince leur neveu parût avec tout l'éclat de la majesté souveraine. *La dame vint & entra à Paris, & y fut chevaucher son fils, toute la grande rue saint Jacques, jusqu'en son hôtel en Greve, puis alerent voir le roi qui se tenoit au louvre.* Il paroît que la différence d'entrer dans la capitale, comme roi, ou en qualité de duc, consistoit en ce que le roi se rendoit d'abord à l'hôtel qui lui étoit préparé, avant que de visiter le souverain qui le recevoit dans ses Etats.

Acommodement du duc
de Bretagne.
Histoire de
Bret.

Le roi avoit marqué la plus grande impatience de voir le duc de Bretagne & de terminer le différend de ce prince avec le connétable; cependant on ne se pressa pas de terminer cete affaire. Le duc eut plusieurs conférences, tant avec le monarque qu'avec les princes ses oncles. Il paroît que le conseil qui favorisoit le connétable, cherchoit à multiplier les difficultés, pour faire éprouver au duc le désagrément des longueurs. Il pressoit envain une décision qui lui permît de retourner dans ses Etats. Tant de délais durent l'inquiéter; il n'ignoroit pas qu'on ne lui acorderoit la liberté de sortir de Paris, qu'après qu'il auroit fait tout ce que le roi & son conseil vouloient. Ce ne fut qu'après l'avoir fait languir long-

temps, que le roi étant à Montereau-fault-Yonne, près de partir pour l'armée, assoupit enfin la querele par un jugement définitif. Le duc, outre les excuses faites au monarque, & la restitution des places, s'engagea de rendre à Clifson l'argent qu'il en avoit exigé. Comme il en avoit dépensé la plus grande partie, il convint de s'aquiter de cent mille francs en paiemens égaux dans le cours de cinq années. Tout étant réglé, le duc & le connétable se réconcilièrent en aparence: on les fit embrasser, & leur haine réciproque n'en devint que plus implacable.

AN. 1387.

Tandis que cete affaire partageoit la cour, le conseil & les princes; on s'ocupoit avec ardeur des préparatifs de la campagne, dont l'ouverture, suivant l'usage vicieux de ce siècle, étoit toujours reculée jusque vers la fin de la bele saison. Comme il s'agissoit dans cete guerre d'entrer à main armée sur les terres de l'Empire, on avoit envoyé des ambassadeurs à Vincefflas, afin de le prévenir. Ce prince reçut les députés avec honeur: ils lui montrerent les lettres de l'injurieux défi, envoyées par le duc de Gueldre; affront dont le roi se dispoit à tirer raison, sans prétendre toutefois violer les anciens traités entre la France & l'Empire. L'empereur répondit aux ambassadeurs, qu'il étoit instruit du dessein de *son cousin le roi de France*; mais qu'il n'étoit pas nécessaire qu'un puissant monarque rassemblât toutes les forces de ses Etats, & fît de si grands frais, pour une expédition si peu importante: il ajouta obligeamment que s'il l'avoit fait avertir, sans se donner la peine de faire un si long voyage, on eût bien fait venir le duc de Gueldre *à mercy & à raison*. Les ambassadeurs remercièrent l'empereur, & l'assurèrent que le roi de France, lorsqu'il s'agissoit de son honeur, ne regardoit point *aux frais ni au travail*. *A la bonne heure*, dit Vincefflas, *j'en sçai à notre cousin bon gré; & vienne de par Dieu, car je ne m'en pense ja à mouvoir*. Lorsque les ambassadeurs revinrent avec cete réponse, l'armée étoit en marche: on avoit demandé passage pour les troupes à la duchesse de Brabant; mais quoique cete province fût en guerre avec le duc de Gueldre, les seigneurs Brabançons engagerent la duchesse à supplier le roi de prendre une autre route. Ils ne redoutoient pas moins les

Le roi marche en personne contre le duc de Gueldre qui se foumet.
Froissard.
Chron. MS.
&c.

AN. 1387.

troupes aliées que celles de leurs ennemis. Le duc de Bourgogne qui avoit la principale autorité, ménageoit par intérêt la duchesse de Brabant. Il falut changer les dispositions de ce voyage & faire un circuit. L'armée traversa la Champagne, les Ardennes, le Luxembourg, & arriva sur les frontières de Juliers après une longue & pénible marche. Plus de trois mille ouvriers précédoient les troupes & aplanissoient les chemins. Le duc de Juliers, dont les Etats ofroient une entrée facile, vint se jeter au pieds du roi, & demander pardon pour son fils, *qui, disoit-il, étoit un fou*. Ce prince étoit accompagné de l'archevêque de Cologne & de l'évêque de Liege. Il n'eut pas de peine à faire son accommodement : il promit d'engager son fils à donner toutes les satisfactions qu'on exigeroit ; & dans le cas où il refuseroit de se soumettre, il fit serment de ne lui donner aucun secours. Les troupes furent logées dans le pays de Juliers, d'où elles commencerent à faire des courses dans le duché de Gueldre. On prit quelques mauvaises places, on brûla quelques villages, on ravagea les campagnes, on fit des prisonniers : les ennemis en prirent un plus grand nombre. Le duc de Gueldre fit sa paix, demanda pardon, remit à l'arbitrage du roi le jugement de ses démêlés avec la duchesse de Brabant, protesta qu'il lui enverroit dorénavant des défis conçus en termes plus polis, & qu'il auroit soin d'avertir un an d'avance : on lui rendit ses prisonniers sans rançon, en le priant d'en faire de même ; il s'excusa sur ce que les prisonniers qui nous avoient été enlevés appartenoient à ceux qui les avoient pris. L'armée revint en France, & réduisit, en passant, la ville de Verdun qui s'étoit révoltée contre le duc de Bourgogne à qui elle appartenoit. C'étoit pour de pareilles expéditions qu'on épuisoit le royaume, qu'on surchargeoit les peuples d'impositions, qu'on se privoit des ressources dans les occasions nécessaires, & que pour subvenir à des dépenses si peu proportionnées à leur objet, on ne rougissoit pas d'employer des moyens que la saine politique, la justice & la religion condannoient également.

Trésor des chartes.

Usure excessive permise aux Juifs.

Ce n'étoit pas assez d'avoir accordé aux Juifs la permission d'exercer impunément l'usure la plus criante : ils achetoient

journallement de nouveaux privileges, ou payoient pour le renouvellement des anciens; & toutes les graces qu'on leur vendoit, étoient autant de contraventions aux loix. Parmi ce nombre infini de concessions, on peut regarder comme une des plus singulieres, celle qui leur permettoit pendant dix années, d'exiger de leurs débiteurs, l'intérêt des intérêts, avec défense à quelque juge que ce fût, d'oser arrêter le cours des abus qu'ils pouroient commettre.

AN. 1387.

Trésor des chartres, reg. 132, p. 215.

Le duc de Berry fut extrêmement mortifié de se voir joué par le duc de Lencastre, qui l'avoit long-temps flaté de lui donner sa fille en mariage. Quoiqu'agé de cinquante ans, il vouloit absolument se marier. *Il avoit l'imagination tellement saisie de la passion amoureuse, qu'il ne vouloit écouter aucunes remontrances.* Ayant jeté les yeux sur Jeanne comtesse de Boulogne, il résolut de s'unir avec elle. Cete jeune princesse étoit alors sous la garde du comte de Foix, ennemi du duc. Il falut que le roi employât sa médiation pour faire consentir le comte au mariage. Le monarque plaignant son oncle sur son empressement: *Bel oncle, lui disoit-il, que ferez-vous d'une fillete? elle n'a que douze ans, vous en avez soixante; par ma foi c'est grande folie à vous.* Monseigneur, reprit le duc, *si la fille est jeune, je l'épargnerai trois ou quatre ans.* Voire, s'écria le roi en éclatant de rire, *mais elle ne vous épargnera pas.* On avoit conseillé au duc de songer plutôt à cete alliance pour son fils Jean de Berry, comte de Montpensier, qui avoit été marié en premières noces à Catherine de France, sœur du roi, morte avant la consommation. Cete union en effet eût été plus convenable; mais le duc de Berry n'en témoigna que plus d'empressement à l'obtenir pour lui-même. Il vint à Riom en Auvergne où il épousa la comtesse. Gaston Phœbus, comte de Foix, avant que de donner son consentement, exigea trente mille florins *pour les ans qu'il avoit gardé la demoiselle, nourrie & tenue en son Etat.* Le duc de Berry réclama dans la suite cete somme, & se la fit restituer après la mort du comte de Foix.

Mariage du duc de Berry. Froissard. Hist. général. de la maison de France.

Le traité du roi de Castille avec le duc de Lencastre inquiétoit le conseil de France. On étoit surpris que ce monarque s'aliât avec un prince ennemi, sans y avoir été contraint

Renouvellement d'alliance avec l'Espagne. Froissard.

AN. 1384.

Tréf. des Ch.

Le roi prend
en main les
rènes du gou-
vernement.

*Froissard.**Chron. M.S.**Chron. de S.**Denis.*

*Juvénal des
Urins.*

*Le Labou-
reur, &c.*

par une évidente nécessité. Le duc de Lencastre obligé de se retirer de Castille, où il avoit perdu la meilleure partie de ses troupes, moins en combatant que de maladie, malade lui-même à Bayonne, & trop heureux d'avoir accepté une treve pour la Guienne, ne paroissoit pas devoir obtenir de l'Espagne des conditions aussi avantageuses qu'on les publioit. L'amiral Jean de Vienne fut envoyé en Castille pour s'éclaircir des motifs qui avoient déterminé le roi à faire la paix sans la participation de la France. Dom Juan n'eut pas de peine à se justifier, en montrant à l'ambassadeur les conditions d'un accommodement qui n'intéressoit point l'étroite amitié qu'il étoit résolu d'entretenir avec ses anciens alliés. Après cet éclaircissement la confédération fut renouvelée. Le monarque Castillan s'obligea même à fournir un certain nombre de vaisseaux, & le roi lui fit remise d'une somme de cent mille écus dont il lui étoit redevable.

La détention du connétable, en partageant la cour, avoit manifesté des semences de division qui germoient depuis long-temps. L'excessive autorité que s'étoient attribuée les ducs de Berry & de Bourgogne, excitoit la jalousie secrète des courtisans, & sur-tout de ceux qui composoient le conseil. Le voyage de Gueldre suspendit les effets de cete mésintelligence : cependant ceux qui vouloient éloigner les princes du gouvernement, travailloient sourdement à les ruiner dans l'esprit du monarque, & leur conduite ne fournissoit que trop de prétextes pour les rendre suspects. Le roi qui s'étoit contraint jusqu'alors, commençoit à les regarder comme des tuteurs incommodes : il entroit dans cet âge où l'ame souffre avec peine tout ce qui gêne sa liberté : son caractère impétueux ajoûtoit encore à son impatience ; on ne pouvoit le flater plus agréablement que de lui dire qu'il étoit temps de régner. Toutefois il tint sa résolution secrète jusqu'au retour de l'armée. Le roi vint à Reims où il passa les fêtes de la Toussaint. Dans une assemblée composée des princes du sang, de plusieurs prélats, des seigneurs & des gens du conseil, il fut mis en délibération, s'il n'étoit pas à propos que le jeune monarque prît les rênes du gouvernement, que le sens & l'entendement du prince sembloient avoir

avoir devancé les années; qu'il étoit très-bele personne & douce; qu'au surplus il voyoit faire à ses oncles, & autres par leur moyen, choses qui étoient plus au profit d'eux & d'aucuns particuliers, que du bien public. Les ducs de Berry & de Bourgogne étoient présents, & ne s'atendoient pas sans doute à se voir si formellement désignés. Le chancelier s'adressa ensuite au cardinal de Laon pour lui demander son avis. Il s'excusa de parler le premier; mais le roi lui ayant commandé de le faire, il obéit. Après avoir dit que le roi avoit l'âge suffisant, puisqu'il entroit dans sa vingt-unième année, il ajouta que le bien de l'Etat exigeoit que le roi gouvernât désormais par lui-même, pour ôter de tous points plusieurs envies des seigneurs les uns contre les autres, dont inconvénients venoient & pouvoient advenir plus grands. Le prélat, qui d'abord avoit paru craindre de s'expliquer trop ouvertement, devenu plus hardi, s'étendit sur les vices qui s'étoient glissés dans l'administration. C'étoit attaquer les princes directement: quoiqu'il ne les nommât pas, il fit des portraits si ressemblants qu'il n'étoit pas possible de les méconnoître, sur-tout le duc de Bourgogne. L'avis du cardinal fut généralement approuvé. Le roi se retournant vers ses oncles les remercia des soins qu'ils avoient pris jusqu'alors, & leur déclara que son intention étoit de régler par lui-même les affaires de son royaume. Les deux princes, quoique peu satisfaits, ne témoignèrent aucun mécontentement d'une résolution qu'il eût été peut-être plus convenable & plus prudent de concerter avec eux.

Quelques jours après cete assemblée, le cardinal de Laon tomba dangereusement malade; il reconnut aux symptômes de son mal, que des ennemis secrets avoient avancé la fin de ses jours: il leur pardonna, & supplia qu'on ne fit aucunes recherches des auteurs de ce crime. Il mourut dans ces sentiments, dignes d'un ministre chrétien. Le roi fut extrêmement affligé de sa perte: on l'ouvrit, & les traces du poison ne laisserent aucun doute sur le genre de sa mort. On n'essaya point d'approfondir cet odieux mystère, soit qu'on voulût se conformer aux intentions de ce vertueux prélat, soit que le nombre, & peut-être la qualité des coupables rendissent la punition trop dangereuse.

Tome VI.

G g

AN. 1387.

Mort du cardinal de Laon.
Ibid.

An. 1388.

Charles entroit dans sa vingt & unieme année lorsqu'il entreprit de régner par lui-même. Les peuples lui avoient donné le nom de *bien-aimé*, qu'il conserva jusqu'au tombeau, malgré les malheurs publics qui furent portés à leur comble. Pendant le cours d'un long regne à peine parut-il quelques instants. Il seroit difficile de le juger sur un si court espace, & sur-tout dans un âge où son caractère n'étoit pas encore formé. Si les qualités brillantes d'un souverain pouvoient seules assurer la gloire & le bonheur d'un empire, on devoit tout attendre d'un prince qui réunissoit en sa personne toutes les perfections capables d'attirer les regards & de gagner les cœurs. L'air & la taille d'un héros, une physionomie noble, animée, prévenante, une adresse incomparable à tous les exercices : on voyoit revivre dans ses yeux l'ardeur guerrière de ses ancêtres ; même avidité pour l'honneur & pour les entreprises éclatantes ; il avoit le courage intrépide de Jean & de Philippe de Valois ; il avoit leur impétuosité ; il étoit à craindre qu'il n'eût leur imprudence : mais sa jeunesse servoit d'excuse à la fougue du tempérament qui l'emportoit. A l'extérieur le plus favorable, il joignoit des dons plus précieux ; il étoit humain, généreux, affable ; & ce qui est d'autant plus rare chez les rois, que leur rang & leur éducation semblent en quelque sorte les séparer du reste des hommes, il étoit sensible, reconnoissant. Né libéral, l'avidité des courtisans l'avoit rendu prodigue, *donnant*, dit une ancienne chronique, *mille écus où son pere n'en donnoit que cent*, ce qui obligeoit souvent la chambre des comptes d'ordonner la restitution de ces dons excessifs. Il ne croyoit pas qu'il fût possible d'oublier les services. Un auteur contemporain rapporte qu'un délateur ayant accusé quelqu'un d'avoir mal parlé de lui, ce monarque étonné répondit : *Cela ne se peut pas, je lui ai fait du bien*. Il est honteux pour l'humanité qu'on ne puisse attribuer une si belle réponse, qu'au défaut d'expérience d'un prince qui ne consultoit que son cœur pour juger des sentiments de ceux qui l'aprochoient. Tel étoit Charles VI à la fleur de sa jeunesse. « L'auteur anonyme l'accuse d'avoir été un peu enclin à blesser l'honêteté conjugale. » Son âge & son rang fortifioient en lui le penchant naturel qui le portoit au plaisir.

*Histoire de
Pisan.*

S'il parut quelquefois s'y livrer sans ménagement, ceux qui présiderent à ses premières années étoient plus coupables que lui, de ne l'avoir pas instruit de bonne heure à régler ses inclinations sur les loix du devoir. Au milieu d'une cour empressée à lui plaire, environné d'esclaves qui n'espèrent de faveur qu'autant qu'ils se rendront agréables, qui tous ont un égal intérêt à faire naître & perpétuer des foiblesses dont ils profitent, qui se disputent entre eux l'emploi d'entretenir les goûts de leur maître, d'être les ministres de ses desirs; obsédé, flaté, abusé sans cesse, il est bien difficile, qu'entouré de tant d'écueils, un prince, dont on a négligé l'instruction, ne prête l'oreille à la voix des passions, & dans le choix de ses amusements ne s'écarte des bornes que la raison & la religion lui prescrivent. L'erreur des sens, les attrait de la volupté, une foule de flatteurs, qui croient leur misérable fortune dépendante de la corruption des mœurs, de la perte de l'innocence, leurs perfides suggestions secondées par l'art dangereux de justifier ce qui plaît; en faut-il tant pour séduire le meilleur naturel, sans compter le pouvoir suprême devant qui tous les obstacles s'évanouissent?

Les ducs de Berry & de Bourgogne, peu satisfaits de la résolution prise dans l'assemblée de Reims, s'étoient retirés dans les terres de leur apanage. On étoit également mécontent d'eux. Depuis qu'ils gouvernoient ils avoient rempli toutes les places de gens entièrement dévoués à leurs volontés; on se plaignoit hautement du désordre qui régnoit dans les finances, occasionné par leurs excessives dépenses, & l'avidité de ceux auxquels ils en avoient confié le maniement. L'Etat étoit obéré, la maison du roi mal payée: loin de l'entretenir avec l'éclat convenable, à peine y trouvoit-on le nécessaire. Le roi, dit une chronique du temps, lorsque les ducs prirent congé de lui, *eut peu de joyaux, vaisselle, tapisserie, & état*, tandis que ces princes étaloient un faste qui éclipsait la majesté souveraine.

La cour changea de face: ceux qui avoient été le plus étroitement attachés aux princes furent éloignés des affaires, & remplacés par les créatures du nouveau ministère, qui, suivant l'usage, s'engagerent à réparer les fautes de leurs

Gij

AN. 1388.

prédécesseurs. Le Begue de Vilaines, le seigneur de la Riviere, Jean le Mercier, seigneur de Noviant, & Jean de Montagu, partagerent entre eux les soins du gouvernement : ils étoient appuyés du crédit & de l'autorité du connétable, qui jouissoit de la plus grande faveur. Le duc de Bourbon, dont la grandeur d'ame & la modération ne caufoient point d'ombrage, conserva près du souverain & dans le conseil cete considération que l'intégrité, soutenue de la naissance, garantit des intrigues de la cour & de l'instabilité de la faveur. Le roi en congédiant ses oncles paternels l'avoit prié de vouloir bien continuer de l'assister de ses lumieres. On connoissoit sa vertu ; il aimoit le roi pour lui-même ; il n'avoit d'ambition ni de dessein que pour le bien de l'Etat. C'est le témoignage que le monarque lui-même rendit en plein conseil au désintéressement de ce digne prince, éloge confirmé par le suffrage unanime des grands & du peuple, & que, sur la foi de tous les écrivains de ce siècle, on rapporte d'autant plus volontiers, qu'un semblable caractère étoit alors extrêmement rare parmi les chefs de la nation.

Diminution
des subsides.
Cour des aides.
Recueil des
ordonnances.
Reg. de la
cour des aides.
Tre'sor des ch.

Le peuple se flatoit que les nouveaux gouverneurs signaleroient le commencement de leur administration en le déchargeant du poids des impôts. Suivant toute apparence, ils l'avoient fait espérer, & c'est vraisemblablement la raison pour laquelle la plupart des historiens assurent qu'ils furent abolis entièrement. Cete faveur toutefois se réduisit à la remise d'une augmentation établie l'année précédente pour les frais de la guerre. On continua d'ailleurs la levée des aides & des autres subsides avec la même exactitude. Six nouveaux généraux des finances & des aides furent substitués aux quatre anciens. Ces officiers avoient la disposition absolue de tout ce qui concernoit les finances, excepté le domaine. Ils nommoient à toutes les commissions ; ils taxoient les gages ; les adjudicataires des fermes n'étoient admis qu'avec leur agrément ; ils veilloient à l'exécution des réglemens ; ils en faisoient eux-mêmes lorsqu'ils les jugeoient nécessaires ; toutes les contestations de finance étoient portées devant eux, & décidées en dernier ressort. Teles étoient dès son origine les fonctions & l'autorité de la cour des aides revê-

tue d'un pouvoir égal à celui des autres compagnies souveraines, en tout ce qui pouvoit avoir quelque rapport aux objets soumis à sa juridiction.

AN. 1388.

On forma un conseil d'Etat composé du connétable, des deux maréchaux & de neuf autres conseillers. Arnaut de Corbie, premier président du parlement de Paris, fut élu chancelier à la place de Pierre de Giac qui mourut cete année. On ne se contenta pas de destituer le prévôt de Paris, Audouin Chauveron, il fut mis en prison. Obligé de rendre compte de sa conduite dans l'exercice de sa charge & de celle de prévôt des marchands, qui, depuis les dernières fédérations, y avoit été réunie, peut-être eût-il succombé s'il n'avoit eu recours à la clémence du prince. Envain, devant les commissaires nommés pour travailler à l'instruction de son procès, il se justifia pleinement des principaux chefs de l'accusation intentée contre lui; ses ennemis étoient si puissants, qu'il ne se crut en sûreté qu'en obtenant des lettres de rémission qui contenoient les prévarications qu'on lui reprochoit, & ses réponses. Ces lettres d'abolition sont remarquables en ce qu'elles nous instruisent que la ville de Paris, ainsi que les autres villes du royaume, étoient imposées à la taille en temps de guerre, & fournissoient de l'artillerie, de la poudre, des canoniers & un certain nombre d'hommes d'armes; les troupes payées par la capitale marchaient sous la conduite du prévôt. Le mariage du souverain, l'entrée de la reine, étoient encore des motifs de taxer les habitants. On apeloit cete imposition *la taille de la reine*. Le prévôt régloit le montant de cete rétribution, & fixoit le temps des paiements: mais on nommoit des receveurs chargés du recouvrement. Chauveron prouva facilement qu'il n'avoit agi que par l'ordre des ducs de Berry & de Bourgogne, & qu'il n'avoit rien reçu. Les autres objections, telles que la punition légitime de quelques sergents, & des présents de peu de valeur*, ataqüoient moins son innocence, qu'elles ne mani-

Nouveau conseil d'Etat. Disgrace du prévôt de Paris.

Mém. de lit.

* Les commissaires du châtelet avoient fait présent à la femme du prévôt, de linge & de quelques couvrechefs estimés six francs, qu'elle n'avoit acceptés qu'après plusieurs refus: on lui avoit donné à lui-même une paire de chenets aux étrences. Les sergents à leur réception étoient dans l'usage de donner six chapons

AN. 1388.

Condamnation
des erreurs de
Jean de Mont-
son, & de
quelques au-
tres religieux
dominicains.

a Page 77 du
tome 3.

Hist. eccléf.
tom. 20.

Hist. de l'U-
niversité.

Chron. MS.
B. R. numéro

10275.

festotent la malice de ses persécuteurs. Ils abusoient de la faveur présente, sans réfléchir qu'ils se trouveroient peut-être un jour exposés à de semblables recherches.

On étoit alors dans la plus grande chaleur des disputes enfantées par les opinions des dominicains *a* sur l'Immaculée Conception, & sur quelques autres points avancés avec plus d'opiniâtreté que d'évidence. *Jean de Montson* avoit été cité à la cour d'Avignon, avec défense d'en sortir jusqu'à ce que l'affaire eût été décidée par trois cardinaux, commissaires délégués par le saint siege. L'université pressoit vivement sa condamnation: il n'eut pas la hardiesse d'attendre le jugement, il partit secrètement d'Avignon, & chercha un asile dans l'Aragon sa patrie. On le cita, on l'excommunia: il brava les foudres de Clément en se réfugiant près de son rival, en faveur duquel il composa un traité par lequel il prouvoit que le pontife d'Avignon étoit antipape, & que l'élection d'Urbain étoit légitime. Les propositions furent condamnées; l'évêque d'Evreux, de l'ordre des frères prêcheurs, confesseur du roi, à la requête du recteur & des membres de l'université, se rétracta en pleine assemblée tenue au louvre: il lut tout haut la sentence qui proscrivoit les erreurs de Montson; ensuite il se jeta aux pieds du monarque pour le prier d'écrire au roi d'Aragon, afin qu'il renvoyât à Paris le moine fugitif pour y être puni. L'évêque n'en fut pas quitte pour ce désaveu public, il eut ordre de se retirer.

Cette fâcheuse affaire porta un coup mortel au crédit des dominicains: plusieurs furent emprisonnés, plus d'ofrandes, plus d'aumônes. « Interdiction de la chaire & du tribunal de » la pénitence. L'université les retrancha de son corps; ils » ne furent plus admis aux actes, aux honneurs, ni aux degrés » académiques; ils souffrirent de grandes pertes en leurs per- » sonnes & en leurs biens; ils devinrent la fable du peuple; » ceux qui les persécutaient croyoient faire un sacrifice agréa- » ble à la sainte Vierge. » Heureux ces frères dans leur disgrâce, s'ils mirent à profit cette humiliation!

Dans le même temps qu'on pressoit vivement les religieux

& une quarte de vin au prévôt de Paris. On voulut faire un crime à Chauveron d'avoir reçu ces bagatelles.

de saint Dominique, les recherches que l'on fit contre les lépreux & les mendiants, donnerent lieu à ce propos du peuple: *Jacobins, Limosins, * Mezeau & Caymans, ont eu cete année fort temps.* Quelques maladies épidémiques occasionnées par la corruption de l'air, ou peut-être par la dégoûtante malpropreté de nos grandes villes, exciterent un murmure général contre les mendiants & les lépreux, qu'on acusa d'avoir empoisonné les puits: on renouvela les anciennes opinions qui imputoient à ces malheureux un complot de détruire la nation. On rapela ces invitations envoyées autrefois par des princes mahométans, tels que les rois de Thunis & autres, pour engager, à force de promesses, leurs correspondants à commettre cet attentat, sans qu'il soit trop possible de comprendre le profit qu'ils pouvoient en retirer. On conserve encore au trésor des chartres de prétendues lettres adressées aux Juifs par les rois de Thunis & de Grenade. Les monarques musulmans assurent les Israélites qu'ils les rétabliront dans la terre promise, s'ils répondent à leurs vues, en se joignant aux lépreux pour exécuter le projet d'empoisonner les puits, les citernes & les fontaines. Ces bruits populaires se réveilloient de temps en temps, & la stupide ignorance ne manquoit pas d'en acréditer l'absurdité. Les Juifs à la faveur des contributions excessives qu'ils payoient journellement, échaperent au danger dont les menaçoient de semblables rumeurs. Toute la rigueur des perquisitions tomba sur les ladres & les mendiants; les prisons en furent remplies, sans qu'il fût possible de tirer aucun éclaircissement sur le complot qu'on vouloit approfondir. « Plusieurs de ces » misérables furent exécutés, sauf à voir dans la suite s'ils » étoient innocents ou coupables. Quelques-uns avouoient » à la mort, que ceux qui les avoient engagés à cet attentat » portoient un manteau noir sur une longue robe blanche: » c'étoit l'habit des jacobins. » Si ce fait rapporté par le moine anonyme de saint Denis est véritable, il faut convenir qu'alors, les plus grossieres impostures ne coûtoient rien à la malignité humaine pour perdre ses ennemis. On fit des perqui-

AN. 1388.

*Trésor des
Chart. f. 626.
Invent. MS.
B. R. numéro
6765.*

*Histoire ano-
nyme.
Le Labou-
reur.*

* La province du Limosin fut exposée au brigandage de plusieurs compagnies d'aventuriers.

AN. 1388.

Ordonnance
de Police pour
la ville de Pa-
ris.

*Livre rouge
vieil du Châte-
let, fol. 113 R.*

*Recher. sur
la ville de Pa-
ris.*

*Histoire de
Paris.
Antiquités.*

sitions, les dominicains furent pleinement justifiés d'une accusation dénuée de toute vraisemblance.

Une sage ordonnance de police étoit un préservatif plus sûr que ces recherches inutiles. Le prévôt de Paris eut ordre de veiller au nétoïement des rues. Les motifs de cete ordonnance tirés de l'état où se trouvoit alors cete grande ville, devenue un véritable cloaque par la négligence des habitants, offrent un tableau si dégoûtant, qu'il n'est pas possible d'en rapporter le détail fastidieux. Plusieurs ordonnances semblables réitérées sur le même sujet annoncent un défaut d'exécution, qui ne pouvoit provenir que de la multitude d'affaires différentes, dont un seul magistrat se trouvoit chargé. Les soins de la police étoient unis à la prévôté de Paris : aussi cete partie si essentielle de l'administration étoit toujours mal remplie. Croiroit-on que dans ce siècle, & même long-temps après, il y avoit dans Paris plusieurs enceintes remplies d'especes de cabanes ou de petites masures, qui servoient de retraite à des pépinières de fripons qui n'exerçoient d'autre profession que de mendier pendant le jour, & de voler pendant la nuit ? Il n'y a point de ruses qu'ils n'inventassent pour exciter la compassion par des infirmités simulées, & qui dispa-roissoient dès qu'ils étoient retirés chez eux. Cet artifice avoit fait donner aux lieux où ils se retiroient le nom de cour des miracles : on en retrouve des vestiges dans Paris, dont quelques cantons apelés encore de nos jours cours des miracles, conservent la mémoire de leurs anciens habitants. Ces dangereux fainéants vivoient entr'eux sans autres loix que certaines conventions qu'ils s'étoient prescrites, sans aucune pratique même extérieure de religion, plongés dans le plus honteux abrutissement. On ne pouvoit s'approcher des demeures qu'ils occupoient sans s'exposer au danger d'être maltraité. On le sçavoit, on les souffroit. Ils jouissoient impunément de cete scandaleuse liberté, sans que le gouvernement essayât de la réprimer. On a peine à comprendre que de pareils excès aient pu être tolérés. Ils ont toutefois subsisté long-temps. Ce n'est que vers le dernier siècle qu'on s'est appliqué utilement à déraciner cet opprobre de l'humanité. C'est à la sagesse & à la vigilance de notre police moderne, que nous sommes redevables

redevables de cet ordre exact qui regne aujourd'hui dans la capitale, dont l'exemple a influé sur le reste du royaume.

Le nouveau prévôt de Paris, Jean de Folleville, qui venoit de succéder à Audouin Chauveron, reconnoissant lui-même qu'il ne pouvoit suffire aux fonctions des différents emplois réunis en sa personne, supplia le roi de le soulager d'une partie du poids dont il étoit acablé, ce qui lui fut accordé par la distraction de la charge de prévôt des marchands, dont fut pourvu, sous le titre de *garde de la prévôté des marchands pour le roi*, Jean Juvénal des Ursins, pere de l'historien Jean Juvénal des Ursins, archevêque de Reims. Il vint loger à l'hôtel de ville, qui fut restitué à la juridiction municipale. Juvénal signala son zele pour le bien public dès son avènement à la magistrature. *Il obtint*, dit Pasquier, *plusieurs beaux arêts au profit de la ville ; entre autres*, un contre les possesseurs d'une infinité d'écluses & de moulins qui empêchoient la navigation de la Marne & de la Seine. Comme cet arêt ne contenoit qu'un mandement général de pourvoir à ce que les bâtimens chargés de vivres pussent aborder librement ; tandis que les propriétaires de ces moulins formoient diverses instances au parlement pour discuter & soutenir leurs droits, il les fit détruire en une nuit. La cour se trouva ofensée qu'on eût osé prévenir ses jugemens avec tant de précipitation : toutefois l'exécution en parut si heureuse, qu'on passa sur l'irrégularité de la forme en faveur de l'utilité. On eut soin d'indemniser les particuliers de la perte que leur causoit cete destruction.

Soit qu'il y eût parmi ceux qui composoient alors le parlement, plusieurs conseillers suspects au ministère, soit qu'on eût dessein d'éviter la confusion que produisoit la multitude de ceux qui avoient droit d'y prendre séance, le roi crut qu'il étoit à propos d'en diminuer le nombre. Pour parvenir à cete réforme, on commença par interdire l'entrée de la cour aux abés & prieurs, qui jusqu'alors y avoient été admis avec voix délibérative. La précision de l'ordre qui fut envoyé à ce sujet nous permet de le rapporter. Voici comme le souverain s'exprime : *Présidents en notre parlement, pour certaines causes qui à ce nous meuvent, nous vous mandons & commandons que*
Tome VI. H h

AN. 1388.

Prévôté des marchands distraite de la prévôté de Paris.

Juvénal des Ursins.

Chron. de S. Denis, &c.

Reg. du parlement.

Entrée du parlement interdite aux religieux.

Reg. A du parlement.

Recueil des ordonnances.

Du Tillet.

AN. 1388.

les prieurs de saint Martin des champs lez Paris, & de saint Pierre le Moustier, & généralement tous abés & autres prieurs quelconques, excepté tant seulement ceux qui seront de notre grand conseil, dont ils vous aperra par nos lettres, vous ne receviez dorénavant à nos consaulz en notredit parlement avecque vous; mais iceux en faites départir tantôt & sans délai, ces lettres vues, sans autre mandement attendre, & faites que en ce n'ait défaut, car autrement il nous en déplairoit. Cet ordre est daté du 21 Janvier. L'abé de saint Denis fut excepté de cete réforme générale, ayant représenté que ses prédécesseurs avoient de tous temps été conseillers du roi en tous ses conseils, avec le droit de seoir en parlement. On voit ce droit constamment établi dès le regne de Philippe-le-Long; quoique ce prince dans l'ordonnance de son parlement en eût exclu jusqu'aux prélats, se faisant conscience, disoit-il, de eux empêcher au gouvernement de leurs spiritualités.*

*Chr. des C.
reg. 10, fol. 99
& 100.*

*Ordon. du
parlement.*

*Reg. A du
parlem. f. 119.*

*Recueil des
ordonnances.*

Ce retranchement précéda de quelques jours la nouvelle ordonnance du parlement. Le nombre des conseillers de la grande-chambre fut fixé à quinze clerks & quinze laïques; vingt-quatre clerks & seize laïques formerent la chambre des enquêtes: deux clerks & quatre laïques celle des requêtes. Ils étoient obligés de résider continuellement, & ne pouvoient s'absenter sans le congé du roi ou de la cour. Lorsqu'un d'entre eux étoit chargé d'une ambassade ou de quelque commission particuliere, il cessoit dès-lors de recevoir ses honoraires en qualité de conseiller. Le chancelier & le parlement nommoient les sujets qui devoient remplir les places vacantes. Quelquefois ils en présentoient plusieurs, le roi choisissoit. Nos souverains avoient de tous temps été dans l'usage de donner des lettres ou brevets de conseiller. Ces provisions honorables n'agrégeoient pas les impétrants au nombre des membres actuels du parlement: elles les rendoient seulement capables d'en exercer les fonctions lorsqu'ils y étoient apelés par le choix de la compagnie, ou par la volonté du prince. On pouvoit en quelque maniere les considérer comme des furnuméraires destinés par état aux sublimes fonctions

* Ces lettres, qui ne se trouvent point au trésor des chartres, sont rapportées dans les preuves historiques de l'abaye de S. Denis, pag. 134.

de la magistrature. Quoiqu'ils n'assistent pas régulièrement aux séances journalières de la cour, on ne leur refusoit pas l'entrée lorsqu'ils se présentoient. Leur nombre excessif ne permettoit plus d'en user de même: leur présence ayant empêché souvent les présidents & les conseillers en exercice de trouver place *aux hauts sieges*, le règlement leur défendit de s'y asseoir, & cete interdiction dut leur faire perdre l'envie de s'y trouver fréquemment. L'importance des affaires qui se traitoient au parlement exigeoit qu'on n'y admît que ceux dont la présence étoit essentiellement nécessaire. Jusqu'au premier président, tous faisoient serment de garder inviolablement le secret des délibérations. Ils renonçoient en même temps à toutes pensions, robes ou gratifications de la part des princes, seigneurs, ou dames; afin que ces respectables magistrats, entièrement détachés de tout intérêt étranger, n'apportassent dans le sanctuaire des loix que le zele du bien public & l'amour incorruptible de la justice. Toutes les charges de judicature étoient électives par scrutin: il arivoit très rarement que le roi interverrit cet ordre. Ce ne fut qu'au commencement du siècle suivant qu'on vit le premier exemple du don de l'office de premier président.

AN. 1388.

*Registre du
parlement, jan.
1373.*

*Ibid.
1403.*

Malgré le serment que les procureurs prêtoient tous les ans de ne point engager leurs parties à solliciter & produire des lettres du roi dont l'effet étoit d'arrêter le jugement des causes & d'éterniser les procès en favorisant l'injustice; cependant l'esprit de chicane fertile en détours captieux, trouvoit toujours quelque prétexte d'obtenir de semblables ordres à force de mensonges & d'importunités. Il y avoit teles de ces lettres qui suspendoient la décision d'une affaire, sur laquelle des-lors la cour ne pouvoit plus prononcer que toutes les chambres ne fussent assemblées avec les requêtes de l'hôtel & des députés du grand conseil, réunion très rare, & qui ne pouvoit raisonnablement être exigée que dans les occasions importantes où l'intérêt général étoit compromis. Le parlement avoit plusieurs fois représenté les inconvénients qui résultoient de cet abus de l'autorité. Cet abus étoit parvenu à un excès qui n'étoit plus tolérable *: de simples huissiers

Défense au
parlement d'a-
voir égard aux
lettres qui arrê-
toient le cours
de la justice.

*Reg. A du
parlement, fol.*

*134.
Recueil des
ordonnances,
tom. 7.*

* Avec quelque facilité qu'on prodiguât ces lettres, il arivoit souvent qu'on en

AN. 1388.

ou sergents d'armes osoient quelquefois venir d'eux-mêmes signifier à la cour des commandements qu'ils suposoient émanés de la bouche du prince ; ce qui dans le moment arêtoit toutes les procédures. On ne pouvoit remédier à ces désordres par une précaution plus sage que de rendre aux loix toute leur vigueur en ôtant aux plaideurs de mauvaise foi l'espoir de les braver à l'abri de ces retranchements frauduleux. Le roi rendit pour cet éfet une ordonnance, par laquelle il enjoit au parlement de n'avoir aucun égard à ces ordres illusoires & subreptices : il charge les juges *sur leurs consciences* de veiller à ce que de semblables lettres ne troublent point l'ordre judiciaire. Il leur ordonne de les annuler de leur propre autorité ; & dans le cas où l'importance des matieres & la dignité des personnes leur paroïtroient mériter plus de circonspection, il leur fait un devoir d'en *aviser sa propre conscience*, & de lui *marquer ce qui leur paroît convenable de faire*. Ce règlement honoroit également les intentions du monarque, & les lumieres des magistrats auxquels ils confioit le soin de repousser loin du trône les surprises de l'iniquité.

La France & l'Angleterre étoient également épuisées. Il étoit de l'honneur du ministère de justifier le choix du roi, & de décrier la conduite des princes ses oncles, en travaillant au bonheur de la nation : il n'y avoit pas de moyen plus assuré, que de lui procurer la paix. Les négociations furent entamées vers la fin de cete année. La situation où se trouvoit alors la cour de Londres facilitoit l'acommodement. Depuis que Richard dans le dernier parlement que les Anglois nommerent *l'impitoyable*, s'étoit vu forcé de fléchir devant ses sujets, & de leur jurer une seconde fois la conservation de leurs libertés & des privilèges nationaux, il n'avoit pas perdu de vue le dessein de rétablir sa foible autorité. Il venoit récemment de déclarer en plein conseil, qu'ayant atteint sa majorité, il prétendoit agir en souverain : en conséquence, le duc de Glocestre & le comte de Warwich furent renvoyés ; il

présentoit de contrefaites. La peine contre les faussaires étoit le bannissement, l'échele, & d'être signés d'une fleur de lis au visage. La confiscation des biens du coupable appartenoit au chancelier, comme ayant *la connoissance & correction des faussetés commises aux titres royaux*. Arrêt du parlement, 15 Juin 1392. *Registres de la cour.*

destitua le chancelier & le grand trésorier. Comme il n'avoit ni génie ni courage pour soutenir une pareille démarche, loin que ce coup d'autorité servît à le faire respecter, il ne fit qu'augmenter le nombre des mécontents, & réveiller leurs soupçons. Il songeoit dès-lors à ménager la France, soit dans l'espérance qu'il pourroit implorer son secours dans le cas d'une révolution, soit peut-être, que se sentant trop foible pour résister en même temps aux efforts de ses ennemis & à ceux de son Etat, il voulût perdre les uns par les autres : projet le plus imprudent qu'un monarque Anglois pût essayer de mettre en pratique dans la conjoncture actuelle. L'accueil favorable qu'on avoit fait en France au duc d'Irlande son favori, qui vint y chercher un asile après sa défaite, avoit encore fortifié ces dispositions pacifiques. On nomma de part & d'autre des députés avec plein pouvoir de conclure un traité définitif, ou du-moins, d'assurer par une longue treve la tranquillité des deux royaumes. Le succès de cete négociation fut retardé jusqu'au milieu de l'année suivante : mais pendant cet intervalle, les hostilités furent suspendues par une espece de convention tacite.

AN. 1388.

Ce repos & l'espoir d'un prochain acommodement, ne s'accordoient pas avec le caractère inquiet & bouillant de Charles : il falloit amuser son activité par des occupations capables de le distraire. Les fêtes & les divertissements succédoient, & l'on n'épargnoit, ni la dépense ni les apprêts, pour les lui rendre plus agréables. La cérémonie du grade militaire conféré aux deux fils du duc d'Anjou, Louis, l'aîné, roi de Sicile, & Charles, son frere, fut célébrée avec la plus grande pompe, & suivant les usages de l'ancienne chevalerie rapportés dans les volumes précédents. Toute la cour se rendit pour cet effet à saint Denis, où le roi donna l'acolade aux deux jeunes princes. Le lendemain on commença les joutes d'un tournoi qui dura trois jours. Le roi fut le tenant de la premiere journée. Il étoit acompagné des princes du sang & des plus grands seigneurs qui composoient différents quadrilles. L'emblème du monarque étoit un soleil d'or. Quand il n'auroit pas été souverain, on eût pu difficilement lui disputer le prix de la force & de l'adresse. Le fils du duc

AN. 1389.

AN. 1389.

*Chron. MS.
B. R. numéro
10297.*

de Bourgogne, portant pour emblème un soleil d'argent, remplit le second jour avec les écuyers, & le champ fut ouvert le troisième jour à tous ceux qui se présentèrent. Chaque chevalier paré de ses armes étoit conduit au lieu du tournoi par une dame de la première distinction, qui le tenoit enchaîné avec un ruban de soie. Lorsque le combatant étoit arrivé à l'entrée des lices, la dame lui donnoit un baiser, prenoit congé de lui en l'exhortant à mériter les faveurs qu'elle lui destinoit. Ces récompenses n'étoient autre chose que quelques rubans ou nœuds : il n'en falloit pas davantage pour encourager les guerriers d'une nation qui a toujours alié la valeur à la galanterie.

Les dames qui avoient amené les chevaliers étoient placées sur des échafauds parés, dont les lices étoient environnées : elles étoient juges du champ & devoient décerner le prix aux vainqueurs. Tout s'étoit passé jusqu'alors avec autant d'ordre que de décence; mais le bal public qui termina ces fêtes donna lieu à une étrange confusion. A la faveur du masque, la liberté produisit la licence. Plusieurs demoiselles oublièrent le soin de leur honneur, & plus d'un mari revint mécontent de la conduite de sa femme. Un auteur du temps se sert pour peindre la dissolution qui régna dans l'assemblée, de termes que la délicatesse moderne n'admet plus. Le peuple murmura de ces excès : ceux qui se plaignoient n'étoient peut-être, ni plus tempérants, ni plus chastes; mais l'honnêteté des mœurs respectable en tout temps, mérite sur-tout d'être ménagée dans ces assemblées éclatantes, où la multitude réunie représente en quelque sorte le corps de la nation, dont il est dangereux de corrompre les principes,

Service solennel à Saint Denis en l'honneur du connétable du Guesclin.

Chron. de S. Denis.

Hist. anonyme.

Le Laboureur.

Hist. de Bret.

Preuves pour servir à l'hist. de Bret. &c.

Les bals & les tournois furent suivis d'une cérémonie d'un autre genre, toujours conforme au génie guerrier de ce siècle. Ce fut un service solennel célébré dans l'église de saint Denis en mémoire du connétable du Guesclin. On ne pouvoit rien faire qui fût plus agréable à la nation, & sur-tout à notre noblesse. Toute la pompe qu'on auroit imaginée pour un souverain fut employée dans cette occasion. La représentation du connétable étoit placée dans une chapele ardente. Son compagnon d'armes, Clisson, conduisoit le deuil avec

les deux maréchaux de France, le comte de Longueville, Olivier du Guesclin, frere du défunt, & plusieurs autres seigneurs, parents ou amis, tous vêtus de noir. L'évêque d'Auxerre officia : à l'ofertoire il descendit de l'autel & vint avec le roi jusqu'à la porte du chœur : là quatre chevaliers & huit écuyers conduisirent deux chevaux armés pour la guerre, & deux pour le tournoi. Ces coursiers furent présentés par les ducs de Bourgogne, de Bourbon, de Lorraine, Philippe de Bar, le connétable, & les seigneurs de Laval & d'Albret. L'évêque mit la main sur la tête des chevaux; les comtes de Longueville & de Dammartin, les seigneurs de Cremus, de Beaumont, de Mauni, de Beaumanoir & de Vilaines, apporterent les écus. Le duc de Touraine, le comte de Nevers, Pierre de Navare & Henri de Bar, marchaient ensuite, tenant chacun par la pointe une des épées du connétable. Quatre chevaliers & huit écuyers armés de pied en cap offrirent les casques. Cete marche fut terminée par huit seigneurs qui portoient quatre bannieres déployées, sur lesquelles on voyoit les armes de du Guesclin. Tous posoient leurs ofrandes sur l'autel. Lorsqu'ils eurent repris leurs places, le prélat monta en chaire & prononça l'éloge *du bon connétable*. Il prit pour texte, *Nominatus est usque ad extrema terræ* : « Soit nom a été » célébré jusqu'aux extrémités de la terre ». Le discours fut si touchant, & le héros dont on rapeloit le souvenir étoit si cher aux François, que tous les auditeurs fondirent en larmes *. C'est ici le premier exemple d'une oraison funebre prononcée dans l'Eglise. Du Guesclin étoit bien digne d'obtenir les prémices de ce nouveau genre d'éloquence, dont on n'a que trop abusé dans la suite.

Les noces du duc de Touraine, marié depuis quelque

* Les princes fondirent en larmes ;
Des mots que l'évêque montrait :
Car il disoit, Pleurez, gens d'armes ;
Bertrand qui trestous vous aimoit.
On doit regretter les faits d'armes ,
Qu'il parfit au temps qu'il vivoit.
Dieu ait pitié sur toutes ames ,
De la sienne, car bonne étoit.

Extrait d'un ancien ms. de S. Aubin, à Angers.

AN. 1389.

temps avec Valentine de Milan, fille de *Galéas Visconti*, & d'Isabete de France, sœur de Charles V, qui avoient été différées à cause de l'âge de la princesse, donnerent lieu à de nouvelles fêtes. Le roi, suivi de toute la cour, se rendit pour cet effet à Melun, où cete alliance devoit se consommer. Les festins, les bals & les tournois occuperent agréablement le jeune monarque pendant plusieurs jours. Outre la propriété du comté d'Ast, & trente mille livres de rente, la princesse de Milan apportoit en dot des sommes immenses que Froissard fait monter à plus d'un million. Une partie de cet argent fut employée en acquisition de domaines, qui augmentèrent considérablement l'apanage du prince. L'excessive opulence de la maison de Bourgogne, étoit un motif perpétuel d'ambition : le duc de Touraine, comme fils de France, ne pouvoit aspirer à de moindres grandeurs : delà ces funestes jalousies qui dégénérèrent en haines implacables, & qui produisirent les crimes & les malheurs de l'Etat.

Entrée de
la reine Isabele.

Froissard.
Il étoit pour
lors à Paris.

On travailloit depuis long-temps aux préparatifs de l'entrée de la reine * qui avoit été différée jusqu'alors. Comme les monuments historiques ne nous ont point encore fourni de description circonstanciée d'une semblable solennité, nous osons espérer que les détails auxquels nous allons nous arrêter un moment, ne paroîtront pas indignes de la curiosité des lecteurs. Ils peuvent servir à nous retracer la magnificence, la galanterie, le goût & le génie inventif de nos ancêtres. Toute la cour s'étoit rendue à saint Denis, où l'on disposa l'ordre qu'on devoit observer. Douze cents bourgeois habillés de robes mi-parties rouges & vertes, reçurent la reine au-delà des portes : elle entra en litier découverte, escortée par les ducs de Berri, de Bourgogne, de Bourbon & de Touraine, Pierre, frère du roi de Navarre, & le comte d'Ostrevant. Les duchesses de Berri & de Touraine la suivoient montées sur des palefrois dont les freins étoient tenus par des princes. Les autres princesses, telles que la reine Blanche, la

* Selon Froissard, la reine fit son entrée le 20 Juin 1389. Selon les registres du parlement, ce fut le 22 Août. Ces deux dates répondent également à un dimanche. Comme plusieurs registres manuscrits du parlement l'assignent au même jour, il y a plutôt lieu de penser que c'est une faute d'édition dans cet historien.

duchesse

duchesse de Bourgogne, la comtesse de Nevers, sa belle-fille, la duchesse douairière d'Orléans, la duchesse de Bar, étoient en litières découvertes : elles étoient accompagnées des princes du sang & des plus grands seigneurs, qui bordoient les côtés de chaque voiture. Les dames de leur suite étoient en chariots couverts ou à cheval, environnées & suivies d'une foule de chevaliers & d'écuyers.

AN. 1389.

A l'entrée de la ville, la reine trouva un ciel étoilé, où de jeunes enfants habillés en anges, récitoient des cantiques. La sainte Vierge y paroïssoit tenant entre ses bras *son petit enfant, lequel s'ébattoit à part soi avec un petit moulinet fait d'une grosse noix*. On avoit revêtu la fontaine de saint Denis d'un drap bleu semé de fleurs de lis d'or. De jeunes filles extrêmement parées chantoient mélodieusement, & présentoient aux passants, *clairret, hypocras, & piment **, dans des vases d'or & d'argent. Sur un échafaud dressé devant la Trinité, des chevaliers François, Anglois, & Sarasins, représentèrent un combat appelé *le pas d'armes du roi Saladin*. A la seconde porte de saint Denis, on voyoit dans un ciel nué, semé d'étoiles, *Dieu séant en sa majesté : de petits enfants de chœur chantoient moult doucement en forme d'anges*. Lorsque la reine passa sous la porte, deux de ces enfants se détachèrent & vinrent lui poser sur la tête une couronne enrichie de perles & de pierres précieuses. Ils chantoient ces quatre vers : *Dame enclose entre fleurs de lis, reine êtes-vous de Paradis, de France & de tout le pays : nous en r'alons en Paradis*. Plus loin étoit une sale de concert. Isabele qui voyoit avec autant de satisfaction que de surprise, ces merveilles du temps, s'arêta plus encore à considérer le nouveau spectacle que le châtelet offrit à ses regards. C'étoit une forteresse en bois, aux créneaux de laquelle paroïssent des hommes d'armes en sentineles. Sur le château s'élevoit un lit paré, où *gisoit madame sainte Anne*. C'étoit, disoit-on, le symbole du lit de justice. Le décorateur avoit sans doute eu en vue la divine postérité de la sainte. A quelque distance, on avoit arrangé un bois d'où l'on vit s'élancer un cerf blanc qui s'avança vers le lit de justice ; un

retournons.

* Breuvage composé de vin, de miel & d'épicerie, dont nos ancêtres faisoient leurs délices.

AN. 1389.

lion & un aigle sortis du même bois, vinrent l'ataquer : à l'instant douze puceles l'épée à la main vinrent prendre la défense du lit de justice & du cerf. Depuis la prise dans la forêt de Senlis d'un cerf qui avoit un colier portant cete inscription, *hoc me Cæsar donavit* * ; Charles avoit adopté pour emblème la figure de cet animal : elle ornoit ses devises, ses meubles, ses armoiries. Pour flater son goût, on avoit employé ce qui restoit en lingots d'argent du trésor de Charles V, échapé au pillage du duc d'Anjou, pour fondre un cerf de grandeur naturelle : mais l'ouvrage ne put être achevé, & le métal par une seconde fusion passa dans des mains non moins avides. Un homme caché dirigeoit à l'aide d'un ressort, les mouvements du cerf, qui prit une épée dont il agitoit l'air : il paroissoit menaçant, & rouloit les yeux. C'est à quoi se bornoit l'adresse des machinistes de ce siècle.

La reine aloit entrer sur le Pont-au-change, lorsqu'un voligeur descendit avec rapidité sur une corde tendue depuis le haut des tours Notre-Dame, jusque sur le pont. Comme il étoit déjà tard, il tenoit dans chaque main un flambeau allumé. Le roi eut la curiosité d'assister à tous ces spectacles. *Savoist*, dit-il à l'un de ses chambélans, *je te prie que tu montes sur mon bon cheval, & je monterai derrière toi, & nous habillons tellement qu'on ne nous connoisse point, & allons voir l'entrée de ma femme.* Ils parcoururent la ville ainsi déguisés, & furent batus par les sergents qu'on avoit chargés d'écarter la foule. Cete aventure fit le sujet de la plaisanterie du soir.

L'évêque de Paris reçut la reine à l'entrée de la cathédrale. Elle fit ses offrandes qui consistoient en quatre pieces de drap d'or, auxquelles elle ajouta la couronne qu'elle avoit reçue en entrant. A l'instant on lui en remit une autre.

Le lendemain se fit la cérémonie du couronnement dans la sainte chapele du palais. Elle se rendit à l'église la couronne en tête & les cheveux flotants. Toute la cour dîna dans la grande sale du palais. Pendant le repas, on représenta de-

* Cæsar m'a donné ce colier : inscription probablement gravée par ordre de quelque empereur d'Allemagne, & non pas de Jules Cæsar, comme on eut alors la simplicité de le croire, & d'attribuer en conséquence à l'existence du cerf une durée dont aucun être vivant n'approche.

vant les convives le *siège* de Troie. On apeloit *enremets* ces sortes de représentations. *Les surtout* garnis de figures dont nos tables sont ornées, nous rapellent ces antiques usages réduits à des proportions plus agréables & moins embarrassantes. Les jours suivans se passerent en bals & en tournois, précédés ou suivis de festins splendides. A la fin d'un repas que le roi donna aux dames dans la sale du palais, on vit entrer Regnaud de Roie & le jeune Boucicault, armés de toutes pieces. Ils donnerent le divertissement d'un combat auquel plusieurs autres chevaliers prirent part en se joignant aux deux champions.

AN. 1389.

Quarante des principaux bourgeois chargés de porter au roi les présents de la ville, vinrent lui offrir à l'hôtel saint Paul *quatre pots, six trempoirs & six plats d'or*. Le monarque en les recevant leur dit : *Grand merci, bonnes gens : ils sont biaux & riches*. Les présents destinés pour la reine portés jusque dans la chambre de cete princesse par deux hommes déguisés, l'un en ours, l'autre en licorne, étoient une nef d'or, deux grands flacons, deux drageoirs, deux salieres, six pots & six trempoirs du même métal, & deux bassins d'argent. Deux hommes noircis & habillés en Mores porterent la vaisselle pareillement présentée à la duchesse de Touraine. Ces présents couterent à la ville soixante mille couronnes d'or. Les Parisiens s'étoient flatés d'obtenir par ces témoignages de zele quelque diminution d'impôts : mais leurs espérances s'évanouirent avec le départ de la cour. La gabelle fut augmentée ; une mutation de monnoie acrut leur mécontentement ; le cours des anciennes especes fut interdit sous peine de la vie, & comme ce changement embrassoit jusqu'aux pieces de monnoie de la moindre valeur, apelés perits blancs, le peuple souffrit beaucoup de la rigueur du décri.

Cen'étoit plus certainement la nécessité de soutenir la guerre qui forçoit les ministres de recourir à cet expédient. Les plénipotentiaires de France & d'Angleterre venoient de convenir d'une treve pour trois années. Une partie des puissances de l'Europe étoit comprise dans ce traité. L'empereur, les rois de Castille, de Portugal, d'Aragon, de Navarre &

Treve pour
trois années.
Rym. att.
publ. tom. 3,
part. 4, p. 39
& suiv.

I i ij

AN. 1389.

d'Ecosse. La Flandre, le Brabant, les ducs de Gueldre & de Juliers, la république de Genes, y intervinrent, ou comme aliés de l'un des deux partis, ou en leurs noms, par leurs ambassadeurs qui se trouverent aux conférences de Lelingham, chapele située sur les confins du Boulenois, de la domination Françoisé, & du comté de Guines, dépendant de celle d'Angleterre. On avoit choisi cete chapele afin d'éviter les difficultés du cérémonial entre les ministres.

Mort d'Urbain.
Histoire ecclésiastique. tom. 20.

Depuis la mort du duc d'Anjou, & de Charles de la Paix, le royaume de Naples étoit toujours agité par les partisans des deux maisons rivales. Urbain, de protecteur devenu ennemi de Charles, n'étoit pas dans des dispositions plus favorables pour Ladislas, fils & successeur de ce roi. Ayant formé la résolution de s'emparer du royaume qu'il regardoit comme vacant & dévolu au saint Siège; il leva une armée & marcha vers Naples. A quelques lieues de Pérouse, le mulot qui le portoit fit un faux pas; le pontife blessé dangereusement se vit contraint de retourner à Rome & de renoncer à son entreprise. Les Romains mécontents de son gouvernement, le reçurent assez mal à son retour. Cet accident avoit considérablement altéré sa santé. Il mourut le 15 Octobre de cete année, peu regreté, ayant occupé le Siège de Rome pendant près de douze années. L'inflexibilité de son caractère fut une des principales causes du schisme: les contradictions qu'il essuya ne furent pas capables de l'ébranler. Persécuté, assiégé, fugitif, ses disgraces sembloient avoir redoublé sa fierté naturelle. Austere par tempérament, soupçonneux, vindicatif; son ressentiment étoit également redoutable à ses ennemis & aux prélats de sa cour, dont plusieurs furent livrés par ses ordres aux plus rigoureux supplices. Sa barbarie égala celle des plus féroces tyrans. L'histoire le compte à regret parmi les successeurs du prince des apôtres. Peu de temps avant sa mort, le roi avoit formé le dessein de profiter de la suspension d'armes pour passer en Italie avec toutes les forces de la France, & faire reconnoître dans Rome l'autorité de Clément: projet qui n'eut point d'exécution, quoique renouvelé plusieurs fois.

Clément de son côté ne cessoit d'exhorter le roi de France à profiter des troubles de Naples qui sembloient présenter une occasion favorable d'assurer la couronne à Louis d'Anjou. Le pontife d'Avignon osoit d'employer son crédit & ses trésors pour l'exécution de cette entreprise. Ces invitations répétées, jointes au desir de visiter une partie des provinces du royaume, déterminèrent le jeune monarque à faire le voyage d'Avignon. Les ducs de Berri, de Bourgogne & de Bourbon, s'y trouverent en même temps. Le saint pere reçut le roi avec tous les honneurs dûs au fils aîné de l'Eglise. Il prodigua toutes les graces qui pouvoient flater le prince & sa cour : entre autres libéralités, il lui accorda la disposition de quatre évêchés & de sept cent cinquante bénéfices, ce qui excita des murmures de la part des étudiants. Les oncles du roi ne furent pas oubliés dans la distribution des bienfaits du pontife. Deux jours après l'arrivée du roi, Clément fit la cérémonie du couronnement de Louis d'Anjou, qui reçut le diadème des mains de S. S. & fut admis à l'hommage & au serment de fidélité comme roi de Naples & de Sicile. Le pape, à la recommandation du roi, avoit agréé la nomination de Ferri Cassinel à l'archevêché de Reims. Il mourut empoisonné le jour même de sa prise de possession. Ce prélat avoit été un des plus redoutables adversaires des dominicains dans la dispute au sujet de l'immaculée Conception. Le moine anonyme prétend que l'université fut redevable à son savoir & à son éloquence, du triomphe qu'elle obtint en cette occasion. L'auteur ajoute que les freres prêcheurs furent soupçonnés de cet attentat ; que cependant, la crainte de porter un jugement téméraire le réduisit à dire que si ces religieux ne le firent pas mourir, ils le haïssoient à mort. Dans le même temps qu'il fut pourvu de l'archevêché de Reims, il venoit d'être choisi pour travailler avec les seigneurs de Chevreuse & d'Estouteville, à la recherche des prévarications commises dans le gouvernement des provinces méridionales : commission dangereuse & qui ne pouvoit manquer de lui susciter des ennemis puissants.

Ce fut pendant le séjour du roi que la nouvelle de la mort d'Urbain fut apportée à la cour d'Avignon. On se flata quel-

AN. 1389.
Voyage du
roi.

*Regist. A du
parlement, fol.
620.*

AN. 1389.
Election de
Boniface IX.

Hist. ecclésiast.
lib. 98.

Leroi visite
les provinces
méridionales.

Froissard.

que temps que cete mort mettroit fin à la division de l'Eglise; mais cet espoir dura peu. Les prélats de l'obédience de Rome se hâterent de remplir la chaire pontificale. Le conclave composé de quatorze cardinaux, choisit Pierre Tomacelli, cardinal de Naples, qui prit le nom de Boniface IX. Il est à remarquer que lorsqu'on aprit à Paris qu'Urbain n'étoit plus, l'université cessa ses leçons pour disputer de ce que feroient les cardinaux Romains; s'ils éliroient un pape, ou s'ils reviendroient à celui d'Avignon: tant on étoit avide de tout ce qui pouvoit servir d'aliment à cet esprit de dispute dont nos écoles se trouvoient alors malheureusement infectées!

En partant d'Avignon, le roi ne voulut pas permettre aux princes ses oncles de l'accompagner plus loin: il craignoit que leur présence n'aportât quelque obstacle à l'exécution d'un projet formé quelque temps avant que la cour s'éloignât de Paris. Les ducs de Berri & de Bourgogne se retirèrent, & la cour prit la route de Montpellier. Un aspect riant, une situation agréable, la douceur du climat, l'urbanité des habitants, & sur-tout, les charmes du beau sexe, font de cete ville un séjour enchanté. Les attraits des dames de Montpellier ont été célébrées dans tous les temps. On prétend même qu'elles lui ont imposé leur nom. (*Mons puellarum* signifie montagne des filles). Le roi y passa douze jours dans des fêtes continues, *si dançoit & karoloit avec ces frisques dames de Montpellier*, & les combloit de présents. *Il aquit leurs graces*, & lorsqu'il partit, *plusieurs eussent bien voulu qu'il fût là demeuré plus long-temps*. Ce fut au milieu d'un de ces agréables cercles que les seigneurs de Boucicault, de Roie & de Sainpi, animés de cet esprit de galanterie qui caractérisoit nos anciens chevaliers, se proposerent de soutenir seuls l'honneur des dames & de la nation contre tous ceux qui se présenteroient. Ils formerent ce projet pour complaire aux dames qui les en prièrent. L'exécution en fut remise au printemps. Le roi, non content d'approuver leur résolution, donna une somme considérable pour faire paroître les combatants avec plus d'éclat. Ces sortes d'entreprises étoient dispendieuses, la politesse exigeant de défrayer ceux qui devoient se trouver au pas d'armes. Les tenants se rendirent au mois de Mai près de

Calais, où ils avoient fait dresser leurs tentes. Ils y foutinrent pendant l'espace de trente jours les assauts d'une multitude de chevaliers de toutes nations, & principalement d'Angleterre, qu'ils y avoient invités par un manifeste. De l'aveu des juges, & même de leurs adversaires, ils remportèrent tout l'avantage & furent déclarés vainqueurs. Si la vérité de ces faits n'étoit pas constatée par les monuments les moins suspects, on seroit tenté de se croire transporté dans les temps héroïques ou fabuleux. Cete preuve de valeur & d'adresse fut sans doute plus honorable qu'avantageuse à l'Etat : mais quand on songe que la France nourrissoit dans son sein une noblesse remplie des mêmes sentiments de courage & de générosité, on a peine à comprendre qu'un royaume avec de pareils défenseurs puisse cesser un moment d'être invincible.

Le roi se rendit ensuite à Béziers, où des occupations plus sérieuses succéderent aux délices de Montpellier. Il s'agissoit d'exécuter un plan de réforme qu'on méditoit depuis longtemps, & qui même avoit été l'un des principaux motifs du voyage de la cour.

Le Languedoc opprimé sous le gouvernement tyrannique du duc de Berri, avoit osé porter ses plaintes au pied du trône. Jean de Grandseve, religieux bernardin, s'étoit chargé de venir représenter l'état déplorable de la province. Il n'y avoit sorte de vexation que ses malheureux habitants n'eussent effuyée. Les villes & les campagnes impitoyablement rançonnées par des exacteurs barbares, osoient le plus triste tableau de déprédations; les impositions de toute espèce étoient renouvelées jusqu'à cinq & six fois dans une seule année; les peuples n'avoient pas le temps de respirer. On exécutoit leurs biens, on les trainoit en prison, les suppliques suivoient la moindre résistance. Plus de quarante mille familles obligées d'abandonner leur patrie s'étoient réfugiées dans l'Aragon & dans les provinces voisines. Cet abus odieux d'une autorité sans bornes, aloit bientôt faire un désert d'une des plus beles contrées de la France. Que les princes sont à plaindre lorsqu'ils oublient à ce point leur gloire & leurs véritables intérêts, toujours inséparables de celui des sujets que

AN. 1389.

Le roi arrive
à Béziers.
Ibid.

Condanna-
tion de Bédi-
zac, secrétaire
du duc de
Berri.
Ibid.

AN. 1389.

la Providence leur a confiés ! Mais plus coupables cent fois les ministres qui entretiennent leur aveuglement & les endorment sur le bord du précipice ! Le duc de Berri se laissoit gouverner par un nommé Bétizac. C'étoit un de ces génies destructeurs, formés pour le malheur du genre humain : vil flateur près des grands, insolent avec ses inférieurs, calculateur infatigable, fertile en expédients ruineux : sans yeux comme sans oreilles, il n'avoit que des mains ; les plus criantes rapines ne faisoient qu'irriter sa cupidité ; son insatiable avarice ne trouvoit aucun moyen illégitime d'acroître sa fortune particulière des débris de la fortune publique ; au reste, lâche, grossier, ignorant, sans esprit & sans mœurs, ainsi que la plupart de ses pareils sortis de leur obscurité par des voies honteuses. Il jouissoit en paix du fruit de ses crimes, & sa prospérité sembloit insulter à la justice divine & humaine, lorsqu'un revers imprévu renversa ce colosse d'iniquité. Le roi pénétré du récit touchant que lui avoit fait Grandseigneur en présence même du duc de Berri, avoit promis de remédier aux maux dont la province se plaignoit par son organe. Le jeune & sensible monarque avoit pris le député sous sa protection, afin de le soustraire au ressentiment du duc, qui crut que cete promesse n'auroit point d'effet, & qu'on se contenteroit de l'ordre qu'il envoya pour lors en Languedoc, de modérer les exactions. Cependant la résolution étoit prise, non-seulement de lui ôter le gouvernement du Languedoc, mais de punir exemplairement ceux qui avoient abusé de son autorité. Les plaintes que le roi reçut encore sur sa route acheverent de le déterminer à donner des exemples de rigueur. On punit, on chassa la plupart des officiers employés par le duc. Le premier & le plus coupable d'entre eux, Bétizac, fut mis en prison, & l'on instruisit son procès avec une vivacité qui le fit bientôt trembler pour les suites. Ses immenses richesses dépoisoient contre lui. *Messeigneurs*, répondit-il à ses juges qui lui demandoient comment il avoit amassé de si grands trésors, *monseigneur de Berri veut que ses gens deviennent riches*. Ces moyens de défense n'étoient pas victorieux : mais deux chevaliers envoyés par le duc de Berri apporterent des lettres, par lesquelles ce prince avouoit Bétizac de tout
ce

ce qu'il avoit fait pendant son administration. Ce message embarrassâ les commissaires : on ne vouloit pas mécontenter ouvertement le duc, qui le réclamoit ; d'ailleurs, comment condamner un homme qui n'avoit agi que par ordre d'un maître revêtu de l'autorité suprême ? On employa pour le perdre un artifice dont ses juges auroient dû rougir, & qu'aucun prétexte ne peut justifier. Sous ombre de l'assister, un faux ami l'ala voir en prison, lui dit que le lendemain étoit marqué pour son exécution ; que le seul expédient qui pût le préserver de la rigueur du jugement, étoit de s'avouer coupable de quelque crime qui le fit renvoyer à la justice ecclésiastique ; qu'alors on le conduiroit à la cour d'Avignon, où le crédit du duc de Berri le feroit absoudre. L'imbécile de Bétizac crut ce perfide conseil : dès que le jour parut, il demanda ses juges, & leur déclara qu'il étoit B... hérétique ; qu'il n'avoit aucune foi à la Trinité ni à l'incarnation du Verbe ; qu'il étoit de plus matérialiste, & croyoit fermement qu'il n'avoit pas d'ame. *Sainte Marie*, dirent les informateurs : *Bétizac, vous errez grandement contre l'Eglise, vos paroles demandent le feu. Je ne sçais, reprit-il, si mes paroles demandent feu ou eau, mais j'ai tenu cete opinion depuis que j'ai eu connoissance, & la tiendrai jusqu'à la fin.* On n'en demandoit pas davantage : sa confession fut rapportée au roi, déjà prévenu contre lui par la multitude des acusateurs. Le monarque qui n'avoit aucune connoissance de l'artifice qu'on avoit employé pour le forcer à s'avouer coupable de tant de crimes, s'écria : *C'est un mauvais homme, il est hérétique & larron, nous voulons qu'il soit ars & pendu, ne ja a pour bel oncle de Berri, il n'en sera excusé ni déporté.*

a Ni jamais

Bétizac persista dans son aveu en présence des juges d'Eglise, devant lesquels il parut le même jour. Les inquisiteurs le remirent sur-le-champ à la juridiction séculière : on le conduisit au suplice. Dès qu'il aperçut le bucher, il reconnut son imprudence, il voulut se rétracter & protester ; mais on ne lui en donna pas le loisir : envain invoquoit-il l'assistance de son maître, on le précipita dans les flammes. Le roi le vit brûler des fenêtres de son appartement. Le duc de Berri, furieux du suplice de son favori, jura de venger cet affront sur

Tome VI.

K k

AN. 1389.

le connétable & sur les autres ministres qui dispoient de l'autorité.

On peut voir dans la punition de Bétizac combien il est honteux d'avoir tort avec les méchants, & de se rabaisser à leur condition en se servant pour les perdre de moyens que l'honneur & la foi condamnent. On insisteroit moins sur cet événement s'il n'avoit pas été l'ouvrage du conseil, c'est-à-dire, d'un corps dont la conduite doit faire respecter le gouvernement : mais ceux qui étoient alors à la tête des affaires, sembloient être guidés plutôt par leurs passions que par un véritable zèle pour la justice. Clisson ne pouvoit oublier que les ducs de Berry & de Bourgogne ne lui avoient pas été favorables dans sa querelle avec le duc de Bretagne. La Rivière & les autres ministres étoient dévoués à son ressentiment. En se portant aux plus violentes extrémités contre les créatures de ces princes, n'étoit-ce pas les inviter à la vengeance, & se préparer à eux-mêmes de dangereuses représailles ? Pour achever d'irriter le duc de Berry, non-seulement on lui ôta le gouvernement du Languedoc, qui fut donné au seigneur de Chevreuse ; mais pour ajouter en quelque sorte l'insulte à la disgrâce, on choisit Jean Harpedane, neveu du connétable, pour aller de la part du roi lui signifier sa destitution. Le seigneur de Chevreuse fut bientôt obligé de se retirer pour se soustraire aux menaces du duc de Berry.

Femmes publiques de Toulouse.

Trésor des Chartres.

Recueil des ordonnances.

Le roi pendant son séjour à Toulouse, accorda aux femmes publiques de cette ville des *lettres de faveur*, qui doivent nous donner une étrange idée de la grossièreté de ce siècle. Ces victimes de l'incontinence étoient asservies à certaines formes d'habillements, & de plus à porter des marques distinctives qui caractérisoient leur profession. Elles profitèrent de la présence de la cour pour obtenir qu'on les exemptât de ces notes d'infamie. Qu'il soit permis pour la singularité, de rapporter quelques passages de ce privilège tel qu'il se trouve conservé dans le trésor des chartres, en supprimant toutefois quelques termes dont la nudité révolteroit la délicatesse moderne. Le monarque déclare dans ces lettres, qu'ayant reçu la supplication des filles de joie du *grand B... de Toulouse, dite la grande abaye*, qui se plaignoient que les magistrats les gênoient ex-

trêmement en les obligeant de porter certains *chaperons & cordons blancs*, ce qui les empêchoit de se vêtir à leur plaisir, & leur avoit attiré plusieurs injures & dommages ; & desirant à chacun faire graces, il leur octroie, & à celles qui leur succéderont en ladite abaye, la permission de porter & vêtir *teles robes & chaperons*, & de *tele couleur qu'il leur plaira*, pourvu seulement qu'elles aient à leur bras une jaretiere de couleur différente. Ces lettres sont signées par le roi en ses requêtes, esqueles étoient *messieurs l'évêque de Noyon, le vicomte de Melun, messieurs Enguerran Deudin, & Jean d'Estouteville*. C'est à regret qu'on place ici de semblables monuments, mais le but de cet ouvrage semble en faire une nécessité. Il faut, autant qu'il est possible, peindre les hommes de chaque siècle : & queles couleurs moins suspectes d'altération peut-on employer, que celles dont les actes publics garantissent la vérité ? Les plus salutaires & les plus sages ordonnances ne suposent pas toujours tout le bien qu'elles annoncent ; mais on peut hardiment s'assurer que le mal excède encore la licence autorisée par des réglemens vicieux. Cete communauté se maintint long-temps dans la possession de ses privileges, quoiqu'elle eût changé de nom. Pasquier qui vivoit dans le dix-septieme siècle, assure avoir vu de son temps, *les filles du château vert de Toulouse*, n'ayant d'autre enseigne qu'une aiguillete sur l'épaule, ce qui donna lieu à l'expression vulgaire, (courir l'aiguillete) pour désigner une conduite déréglée. Ce ne pouvoit être cependant que par tolérance qu'on les souffroit alors dans cete ville, car l'ordonnance des Etats d'Orléans tenus sous le regne de Charles IX, les avoit prosrites dans tout le royaume, & depuis ce temps aucun nouveau privilege ne les a rétablies dans leurs franchises. Aujourd'hui que la profession de courtisane n'est plus un état autorisé, la pureté des mœurs y a-t-elle gagné ? Sommes-nous moins vicieux que ne l'étoient nos ancêtres, lorsque des femmes sans pudeur, la honte de leur sexe, formoient un corps séparé distingué des autres femmes, avoient des coutumes, des statuts, des juges particuliers, des demeures fixes dans des rues dont il ne leur étoit pas libre de s'écarter, & reconnoissoient une sainte pour protectrice de leur communauté ? car elles prétendoient

K k ij

AN. 1389.

que la fête de la Madeleine n'avoit été instituée qu'à la requête de leurs devancieres. Elles marchioient à pied, elles n'étoient point suivies par des esclaves richement habillés, elles n'avoient point de pierreries : couvertes d'opprobre, ceux qui avoient la foiblesse de s'attacher à elles, auroient du-moins rougi de les avouer publiquement : elles habitoient, non sous des lambris dorés, mais dans des especes de hutes qu'on apeloit des *clapiers* : elles ne pouvoient étaler aucune espece de luxe : la plus légère dorure, une boucle, un clou d'argent, les exposoient à l'amende, aux avanies, à la prison : car on s'étoit attaché à flétrir par toutes les marques d'ignominie possibles, un commerce honteux, que la corruption de la nature humaine ne permettoit pas d'abolir entièrement. Faute de meilleur expédient, on avoit apelé l'orgueil au secours de l'honnêteté. Sans prétendre faire l'apologie ni la critique d'aucun siècle, c'est aux lecteurs à faire la comparaison de nos anciens usages avec les exemples modernes.

Hommage
du comte de
Foix.
Froissard.

Avant que de s'éloigner du Languedoc, le roi eut la satisfaction de voir arriver à sa cour un prince que depuis long-temps il désiroit connoître. C'étoit l'illustre Gaston Phœbus, comte de Foix. Quoique les conditions de cete entrevue eussent été réglées, & que le comte se fût rendu à Mazieres, ville située à peu de distance de Toulouse, il paroissoit cependant ne se déterminer qu'avec peine à cete démarche. Le roi le fit inviter de nouveau, & chargea ses députés de l'assurer qu'il se dispoisoit à le visiter lui-même s'il diseroit plus long-temps. Gaston eut quelque honte de se laisser prévenir par un si grand prince. Il hâta son départ, & se rendit à Toulouse accompagné de six cents chevaliers. Ce nombreux cortège étoit composé de la fleur de la noblesse de ses Etats. Pierre & Arnoult de Béarn, Arnoult de Saint-Basile, Menaut de Noailles, Cabesting, Espaen du Lyon, Roger d'Espagne, une foule d'autres chevaliers de la premiere naissance, la plu-

* On a suivi le récit de Froissard préférablement à la chronique & à l'auteur anonyme, qui marquent que le roi vint trouver le comte de Foix à Mazieres, & que Gaston vint à sa rencontre en se faisant précéder par des chevaliers déguisés en pâtres & en bouviers, qui conduisoient des troupeaux de moutons & de bœufs ornés de coliers & de sonnettes d'argent. *Chron. de saint Denis. Histoire anonyme.*

part parents ou aliés du comte , & ses principaux vassaux , lui formoient une cour qui ne cédoit point en éclat à celle des plus grands souverains. Le comte rendit hommage au roi de tous ses Etats , excepté de la principauté de Béarn , souveraineté indépendante. Il fit présent au monarque & à ses courtisans , de quantité de chevaux d'Espagne richement harnachés. Pendant le séjour qu'il fit à Toulouse , il prit quelques arrangements avec le conseil de France pour assurer une partie de sa succession à Yvain & Gaston de Foix , ses enfants naturels. C'étoient les seuls rejetons qu'il laissoit après lui. On a précédemment rapporté la fin tragique de son fils légitime. Pour mettre le roi de France en pouvoir de disposer du comté de Foix avec quelque apparence de droit , il lui fit une donation de cent mille francs après sa mort , & par un autre acte , il reconnut avoir reçu du roi une somme de deux cent mille livres : mais ces précautions furent vaines. Mathieu de Foix , issu de Roger Bernard , vicomte de Castelbon , seigneur de Moncade , fils puîné de Gaston , premier comte de Foix , ayant pour lui ses prétentions appuyées du suffrage de la noblesse , s'empara des Etats , & fit reconnoître ses droits en s'accommodant avec la cour de France.

AN. 1389.

On dispoisoit les préparatifs du retour , lorsque Charles impatient de revoir la reine , fit une gageure avec le duc de Touraine à qui se rendroit le premier à Paris. Le vaincu devoit payer cinq mille livres. Les deux princes coururent nuit & jour par des routes différentes , n'ayant chacun d'autre suite qu'un seul homme. Ils ariverent en quatre jours. Le duc de Touraine précéda son frere de quelques heures. Une pareille course exposoit sans nécessité la personne du monarque à mille dangers , sur-tout dans un temps où les grandes routes étoient presque impraticables dans plusieurs endroits , & n'offroient point les commodités des relais & des postes. Le roi cédant à la fatigue d'un exercice si violent , fut plusieurs fois obligé de se faire traîner sur *des charrettes* , où il prenoit quelque repos. Ces circonstances peu essentielles d'ailleurs , servent à faire connoître le caractère bouillant de ce prince , qui se livroit aveuglément à toutes ses fantaisies , sans que les représentations le pussent arrêter.

Retour du
roi à Paris.
Ibid.

AN. 1390,
1391.

Fauxpatriar-
che de Con-
stantinople.

Hist. ecclésiast.
lib. 98.

Juvénal des
Ursins.

Hist. anonym.

Le Laboureur.

Chroniq. de
saint Denis.

On vit cete année paroître à la cour de France un de ces hardis imposteurs, acoutumés à se faire un jeu de la crédulité des grands & du peuple. C'étoit un grec obscur nommé Paul Tigrin, qui parcouroit l'univers sous le titre de patriarche de Constantinople. Il s'arêta d'abord dans l'île de Chypre, dont le roi reçut la couronne de sa main, & lui donna trente mille florins. Il tira des sommes immenses des grâces & des indulgences qu'il distribuoit sur sa route. Il vint à Rome : Urbain moins crédule le fit mettre en prison, & confisqua son trésor. Elargi à l'avènement de Boniface au pontificat, il se rendit près du comte de Savoie, auquel il sçut persuader par une fausse généalogie, qu'ils étoient parents. Le prince non content de lui faire le meilleur accueil, le combla de présents. Il partit de Savoie avec un nombreux cortège & prit la route d'Avignon. Maltraité par le pontife romain, ses disgrâces étoient un titre pour être bien reçu de Clément, qui le regarda comme un martyr de son obéissance : car le rusé Grec lui dit qu'il n'avoit été chargé de chaînes que pour avoir soutenu la validité de l'élection de sa sainteté. Lorsqu'il eut épuisé la libéralité de la cour d'Avignon, il vint en France débiter les mêmes fables. Cete représentation fut encore plus avantageuse que les autres. C'étoit à qui seroit mis au nombre des bienfaiteurs du patriarche : il ne pouvoit suffire au débit de ses indulgences. On étoit sur-tout édifié de sa barbe vénérable & de son air dévot & mortifié. Il alla visiter l'abbaye de saint Denis, & dit aux religieux qu'il sçavoit que leur monastere possédoit le corps de l'apôtre de la France, mais qu'il leur manquoit la ceinture & plusieurs ouvrages de ce saint. Il s'offrit à les en gratifier s'ils vouloient envoyer en Grece quelques-uns d'entr'eux. Les moines le crurent, & deux religieux se rendirent à Marseille où ils comptoient s'embarquer avec lui : mais le patriarche Grec chargé des dépouilles de l'église latine, disparut, & trompa toutes les recherches qu'on en fit.

Hérétiques.
Jean Violet.
Chronique de
saint Denis.
Juvénal des
Ursins.

On arêta presque dans le même temps, deux hérétiques, dont l'un mourut en prison sans qu'on pût instruire son procès, étant réclamé par l'évêque de Paris & l'abbé de saint Denis, & l'autre fut condamné à une prison perpétuelle, après avoir

été prêché publiquement, & avoir vu brûler les écrits qui contenoient sa doctrine. Ces faits rapportés par les écrivains contemporains comme des incidents remarquables, semblent prouver que l'état de la religion en France étoit assez tranquille malgré le voisinage de l'Angleterre, infectée alors des dangereuses opinions de Jean Viclef. Ce novateur inquiet, docteur en théologie dans l'université d'Oxford, curé du diocèse de Lincoln, avoit avancé plusieurs propositions erronées, dont les plus condanables ataqueroient directement la présence réelle. Ces propositions au reste n'étoient autres que celles hasardées dans l'onzième siècle par Bérenger, condanées par les conciles de Rome, de Verceil & de Tours, & que leur auteur désavoua sur la fin de sa vie. Bérenger avoit lui-même puisé sa doctrine dans les écrits de Jean Scot, qui l'avoit précédé de deux cents ans. Par une espèce de fatalité climatérique attachée à certaines opinions, nous verrons les erreurs de Viclef se renouveler avec plus de fureur dans le seizième siècle ; devenir le principe funeste des plus étonnantes révolutions ; & à la honte du christianisme & de l'humanité, inonder de crimes & de sang les plus belles contrées de l'Europe. Viclef, appuyé du duc de Lancastre & du lord Percy, comte-maréchal d'Angleterre, s'étoit fait un puissant parti : ses disciples répandus dans toutes les provinces du royaume se faisoient suivre par une foule de sectateurs, & leur nombre devenu formidable, rendoit dangereux le projet de les réprimer. Outre les sentiments opposés au mystère de la transsubstantiation, Viclef en avoit publié d'autres plus capables de lui concilier des partisans, en ce qu'ils tendoient à rabaisser la puissance ecclésiastique. Il soutenoit que les seigneurs temporels pouvoient légitimement priver de ses biens une église coupable ; qu'on ne pouvoit être excommunié si l'on ne s'excommunioit premièrement soi-même ; que Jésus-Christ n'avoit point donné à ses disciples le pouvoir d'excommunier pour le refus des choses temporelles ; que le pape ne lie ou ne délie que lorsqu'il se conforme à la loi de Jésus-Christ ; qu'un ecclésiastique & le pape même pouvoient être légitimement accusés & repris par des laïques ; qu'il ne falloit point envoyer d'argent, ni à la cour de Rome, ni à celle d'A-

AN. 1391.
Le Laboureur.
Hist. d'Angl.
Rapin de
Thoyras.
Valsingham.
Hist. ecclésiast.
lib. 9 & 98.
Ital. Sacr.
Gall. Christ.
 &c.

AN. 1391.

vignon, à moins que ce devoir ne fût prouvé par l'Ecriture sainte : autrement, que ceux qui l'exigeoient, étoient des loups ravissants; que le peuple ne devoit point être surchargé de tailles, à moins que le patrimoine de l'Eglise ne fût épuisé; que celui qui entroit dans une religion particuliere devenoit des-là moins propre à l'observation des commandements de Dieu, & n'étoit plus de la religion chrétienne; que les religieux étoient obligés de vivre du travail de leurs mains. On rapporte ici ces propositions de Viclef entre beaucoup d'autres, uniquement dans la vue de découvrir les causes qui acrédoient sa doctrine. La multitude & l'oïseté des monastères, le faste des prélats, le scandale du schisme, l'acharnement avec lequel les chefs des deux obédiences s'anathématisoient réciproquement, l'abus énorme des excommunications prostituées pour les moindres sujets, l'avarice des cours de Rome & d'Avignon, les déprédations de leurs exacteurs, ne fournissoient que trop de prétextes d'ataquer une puissance légitime dans son principe; mais qui n'auroit jamais dû confondre les droits sacrés & inviolables de l'autel, avec les intérêts humains.

Départ de
Louis d'An-
jou pour le
royaume de
Naples.

*Hist. civ. du
royaume de
Naples. l. 24.*

*Hist. eccléf.
Spicil. t. 3,
p. 754.*

Louis d'Anjou couronné roi de Naples par Clément, avoit employé une partie de l'année, tant à disposer les préparatifs de son départ pour l'Italie, qu'à régler les conventions de son futur mariage avec Iolande, fille de Jean premier, roi d'Aragon, dont la consommation fut retardée pendant dix années à cause du bas âge de la princesse. Cete aliance devoit lui procurer un puissant apui dans la conjoncture présente, sur-tout, depuis que Ladislas, fils de Charles de la Paix, venoit d'épouser Constance, fille de Mainfroi de Clermont, comte de Modica, l'un des plus puissants seigneurs siciliens, ennemi de la maison d'Aragon, & qui lui-même aspirait au trône de Sicile. L'ambitieux Mainfroi avoit donné des sommes immenses en faveur de ce mariage, dont les suites toutefois furent malheureuses pour Constance, qui fut répudiée lorsque son ingrat époux crut pouvoir impunément oublier les avantages qu'elle lui avoit aportés. Ladislas se repentit d'avoir traité si mal une princesse à laquelle il ne pouvoit faire aucuns reproches. Il crut réparer l'injure en la mar-

riant

riant avec André de Capoue, fils du Comte d'Altavilla. *Tu peux te regarder comme le plus heureux cavalier du royaume*, dit après la cérémonie, Constance à ce nouvel époux, *puisque que tu vas avoir pour ta concubine l'épouse légitime du roi Ladislas ton maître*. C'étoit le pape Boniface, estimé juste & pieux avant son exaltation, qui avoit prononcé ce divorce scandaleux. On peut juger par ce seul trait, que Ladislas étoit peu scrupuleux ; prince au surplus rempli de courage ; d'une activité surprenante, toujours les armes à la main, jamais abatu, sachant profiter de ses victoires, & même de ses défaites. Il se vit plus d'une fois maître absolu de la capitale du monde chrétien, où il osa le premier prendre le titre *de roi de Rome* ; titre, que depuis l'exclusion des Tarquins, aucun prince n'avoit été tenté de renouveler. Tel étoit l'ennemi que Louis III avoit à combattre, & qu'il eût peut-être surmonté s'il avoit réuni en sa personne cet assemblage de qualités propre à former un conquérant ; car, quoiqu'il fût absent, le nombre & le crédit de ses partisans, à la tête desquels étoit le comte de Sanseverin, l'emportoient sur ceux de son compétiteur. Il étoit maître de la ville de Naples & des deux tiers du royaume, tandis que Marguerite, veuve de Charles de Duras, & Ladislas son fils, retirés à Gaïette, attendoient qu'une heureuse révolution rétablît leurs affaires. Louis partit avec vingt vaisseaux du port de Marseille. Après une périlleuse navigation, il vint mouiller à la vue de Naples le 14 Août 1390. Il reçut dans cete ville les serments de la noblesse & du peuple. Son arrivée hâta la reddition du château de l'Œuf. Sa bonté, ses manières aimables & prévenantes lui gagnaient les cœurs des Napolitains. Il poussa d'abord assez vivement ses ennemis : mais l'indolence de son caractère ne lui permit presque jamais de saisir les avantages de la victoire, tandis que les moindres revers lui faisoient perdre courage. Il est même étonnant qu'ayant eu en tête un rival si supérieur, il ait pu se maintenir pendant plusieurs années avec des succès divers, dont la plupart sont étrangers à cete histoire. On se contentera de marquer simplement les faits qui peuvent y avoir quelque rapport, à mesure qu'ils se présenteront.

Tome VI.

L I

AN. 1391.
Etat du gou-
vernement.

Froissard.

Expédition
du duc de
Bourbon en
Afrique.
Siege de
Carthage.
Chron. MS.
n° 10279.
Juvénal des
Urins.
Le Laboureur.
Chron. de S.
Denis.

Quoique le duc de Bourbon eût été prié par le roi de demeurer à la cour, & de l'assister toujours de ses conseils, ce prince n'avoit toutefois qu'une médiocre part au gouvernement. Ses avis étoient trop désintéressés pour être suivis par un jeune monarque sans expérience, & que des courtisans avides obsédoient sans cesse. Ils s'en étoient emparés de manière qu'il n'étoit plus possible de l'aborder. L'université, malgré le crédit dont elle jouissoit alors, ne put jamais parvenir à lui faire entendre ses représentations. Tout le monde murmuroit hautement contre l'administration présente, & peu s'en falut qu'on ne regretât celle des ducs de Bourgogne & de Berri. Le duc de Bourbon, & le petit nombre de seigneurs véritablement attachés au bien de l'Etat & à la gloire du roi, témoins des malversations qu'ils ne pouvoient empêcher, gémissaient en secret, non seulement des désordres présents, mais des suites funestes qui pouvoient naître des divisions dont le germe déjà commençoit à se manifester. Ils se taisoient par respect pour le souverain, & leur silence favorisoit l'audace de ceux qui dirigeoient le timon du gouvernement. Clifton, la Rivière, Noviant, Montagu, étoient devenus les arbitres du royaume.

Le duc de Bourbon saisit avec empressement la première occasion qui se présenta de s'absenter avec honneur, du moins pendant quelque temps. L'arrivée des ambassadeurs de la république de Gènes, qui venoient implorer le secours de la France contre les corsaires d'Afrique, lui fournit le prétexte qu'il sembloit attendre. Il fut déclaré chef de l'expédition. Il se rendit à Gènes avec quinze cents hommes d'armes : il y fut joint par le comte d'Erby, fils aîné du duc de Lencastre, prince rempli de courage, & que la fortune réservoir à la plus haute destinée. Ces troupes jointes à celles des Génois, débarquerent en Afrique à la vue des infidèles rangés en bataille sur le rivage, & qui prirent la fuite. Les chrétiens assiégèrent Carthage, livrerent plusieurs assauts où ils perdirent quantité de braves guerriers ; ils quitterent le siege pour aler forcer les ennemis dans un camp retranché, ce qu'ils exécuterent avec une intrépidité qui tenoit du prodige. Cependant leur armée s'affoiblissoit par l'intempérie du

climat. C'étoit dans ces mêmes lieux que le plus saint de nos rois avoit fini ses jours au milieu de son camp, exténué de travaux & de maladie. Les chrétiens se trouvoient alors dans une situation à-peu-près pareille. Les François & les Anglois sur-tout, ne pouvoient supporter l'ardeur excessive d'un sable brûlant & d'un ciel enflammé. Il étoit temps de songer à se rembarquer, lorsque le roi de Tunis, intimidé lui-même du courage héroïque des Européens, leur ouvrit une voie honorable de retraite par un traité qu'il se hâta de conclure. Il rendit tous les esclaves chrétiens qui se trouvoient dans ses Etats : il paya dix mille ducats d'or pour les frais de la guerre, & s'engagea de plus à ne point gêner la liberté du commerce. Il tint fort mal ce dernier article de la capitulation. Les marchands chrétiens furent plus que jamais exposés aux avanies & aux exactions des infidèles : tout le commerce du Levant se faisoit alors par les Vénitiens, les Napolitains, & principalement par les Génois. Leurs vaisseaux chargés des marchandises du Caire, de Damas & d'Alexandrie, transportoient en Europe les productions de l'Asie. Genes étoit alors regardée comme l'entrepôt de l'Orient & de l'Occident, & l'intérêt de cette république avoit été l'unique motif de l'entreprise. Les Génois se flatoient, en se rendant maîtres de Carthage, d'affranchir leurs bâtimens du tribut que les Mahométans les forçoient d'aquiter lorsqu'ils approchoient des côtes de Barbarie. Après cette expédition, les Africains les assujétirent à des taxes si excessives, que pendant fort long-temps les marchandises orientales, & principalement les épiceries, se vendoient au poids de l'or. Il n'est pas inutile d'observer en passant, que le commerce maritime exercé par les habitants de quelques côtes de l'Italie, étoit alors presque inconnu au reste de l'Europe. Nulle émulation, nul encouragement pour la marine commerçante, devenue cependant en quelque sorte nécessaire par le luxe qui commençoit à s'introduire & à créer de nouveaux besoins. Bethencourt, gentilhomme de Dieppe, au commencement du siècle suivant, découvrit les îles Canaries situées à l'Occident de l'Afrique. Les mat-

AN. 1391.

heureuses divisions qui déchiroient la France, ne permirent pas qu'on profitât des lumières du navigateur Normand.

Les seigneurs & chevaliers qui avoient suivi le duc de Bourbon, se dédommagerent du peu de succès d'un si pénible voyage par le récit de leurs aventures, éfet assez ordinaire des expéditions plus glorieuses qu'utiles. Le roi qui ne respiroit que les combats, échaufé par ces descriptions militaires, forma sur le-champ le chimérique projet de passer en Afrique à la tête d'une armée, ou de marcher contre Bajazet, empereur des Turcs, qui venoit de succéder à son pere, Amurat premier, que les chrétiens occidentaux nommoient *Lamorabaquin*. Il vouloit, disoit-il, accomplir les vœux de ses ancêtres, Jean & Philippe de Valois, décédés sans pouvoir s'acquiter de la promesse qu'ils avoient faite de combattre contre les infidèles. On étoit à la veille de voir renouveler la folie des croisades, si heureusement oubliée depuis plus d'un siècle. Charles s'acoutumoit insensiblement à ne mettre aucune modération dans ses volontés, & suivant le vice commun des esprits foibles & bornés, il ne souffroit pas de contradiction. On fut obligé d'employer un détour pour lui faire abandonner, ou du-moins, suspendre l'exécution de ce dessein ruineux. On lui fit entendre que le plus grand service qu'il pût rendre à la religion, étoit de travailler à l'extinction du schisme ; qu'il falloit réunir l'église avant que de songer à prendre les armes pour elle. Le roi goûta ce nouvel avis d'autant plus volontiers, qu'il trouvoit moyen de l'acorder avec son humeur inquiète & guerrière. Il résolut de marcher en Italie, & d'aler forcer les Romains à se soumettre à l'obédience de Clément. Il se ressouvint qu'en partant d'Avignon il avoit promis au pape de *pourvoir à ses besoins tellement qu'on s'en apercevrait*. Quelques courtisans gagnés par le pontife d'Avignon, fortifioient encore le monarque dans cete résolution : ils lui présentoient les cardinaux de l'obédience romaine, & Boniface lui-même, éperdus à son aproche, se livrant à sa discrétion, & déposant à ses pieds la tiare pontificale.

La guerre d'Italie étant déterminée, on dressa l'état des troupes qu'on destinoit à passer les monts. Le roi devoit conduire quatre mille lances; ses deux oncles, les ducs de Berry & de Bourgogne, chacun deux mille; le duc de Bourbon mille, le connétable deux mille, & mille sous les bannières des seigneurs de Couci & de Saint-Paul. On écrivit au duc de Bretagne, pour lui signifier le départ du roi, qui l'invitoit en même temps à l'accompagner en Italie. Le duc, à ce que rapporte un ancien historien, ne put s'empêcher de rire, & dit au seigneur de Montboucher : *Entendez ce que monseigneur m'a écrit, il a entrepris d'aler vers Rome & détruire par puissance de gens d'armes, le pape Boniface & les cardinaux : & m'aide Dieu, il n'en sera rien, il aura en brief temps autres étoupes en sa quenouille : de ce que sot pense assez remain* *, ajouta-t-il assez indécemment en parlant d'un monarque qui étoit son souverain. Ces détails qui pouroient paroître trop minucieux dans toute autre occasion, ne trouvent place ici que dans la vue de réunir plus de lumières sur les événements bizâres de ce regne. Il y avoit dès-lors un parti formé contre le gouvernement. Le monarque ne voyoit rien : déjà la foiblesse de son esprit commençoit à se manifester; & ses ministres enivrés de la faveur présente, aveuglés eux-mêmes, s'endormoient au sein de l'orage qui se rassembloit de tous côtés sur leurs têtes. Les ducs de Berry & de Bourgogne, qui pour lors étoient à Paris, parurent approuver la résolution du roi, persuadés qu'ils ne manqueroient pas de prétextes pour la faire avorter.

AN. 1392.

a Demour.

Les villes de Florence & de Bologne avoient envoyé une ambassade composée de leurs plus célèbres docteurs, & des principaux citoyens, pour supplier le roi de les prendre sous sa protection : ces deux villes étoient alors en guerre contre le pontife Romain, & contre le seigneur de Milan. Le crédit de la duchesse de Touraine empêcha le conseil d'accepter leurs propositions.

Ambassade des Florentins & des Bolognois.

Le Laboureur.

Cete princesse ne réussit pas avec la même facilité à prévenir la guerre que le comte d'Armagnac porta vers le même temps dans le Milanois. Galéas Visconti, comte de Ver-

Expédition du comte d'Armagnac dans le Milanois.

Froissard.

AN. 1391.

& la mort de son oncle, Bernabo Visconti. Le perfide Italien jouissoit tranquillement depuis quelques années du fruit de sa trahison, lorsque Charles Visconti, l'un des fils de Galéas, brûlant du desir de venger cet attentat, implora le secours du comte d'Armagnac dont il avoit épousé la sœur. Il ne pouvoit s'adresser à lui dans une circonstance plus favorable. Le comte avoit été chargé par la cour de France de composer avec les chefs des compagnies qui occupoient des forteresses dans le Limosin, le Querci, le Rouergue, le Périgord, l'Angoumois & l'Agénois. Le traité général fut conclu moyennant une somme de deux cent mille livres, pour le paiement de laquelle on imposa une taille sur le Languedoc & les autres provinces, que les garnisons désoloient. Le comte rassembla ces troupes & en forma une armée de quinze mille hommes, à la tête de laquelle il passa en Lombardie. Cete entreprise à laquelle le comte n'auroit pu suffire par lui-même, étoit favorisée sous main par les ducs de Berry & de Bourgogne, quoiqu'ils affectassent en public de la désapprouver. La duchesse de Touraine, fille de Galéas, s'efforça vainement de détourner la tempête; elle envoya des avis de ce qui se préparoit; on essaya de fermer les passages: mais le comte victorieux des obstacles, entra dans le Milanois, & vint former le siège d'*Alexandrie de la Paille*, ville ainsi nommée à cause de ses remparts construits de terre mêlée avec de la paille, ce qui ne l'avoit pas empêché de soutenir les efforts du fameux Frédéric, qui fut obligé de se retirer après six mois de siège. Galéas avoit pris la précaution de munir les places en état de défense & d'abandonner la campagne aux ennemis; mais cete conduite ne lui auroit peut-être pas réussi, comme il s'en flattoit, si le comte d'Armagnac avoit attendu la jonction d'un chef d'aventuriers Anglois, occupé alors à faire la guerre aux Florentins pour les intérêts de Boniface. Le comte se fiant à son courage, eut l'imprudence de donner avec peu de troupes dans une embuscade. Il fut taillé en pieces, fait prisonnier, & mourut le lendemain. Après sa mort, son armée sans chef, se dispersa: la plus grande partie fut exterminée en Lombardie; le reste poursuivi voulant rentrer en France, trouva les passages gar-

dés, & périt de faim & de misère : juste punition des crimes que ces brigands avoient commis. Un seul capitaine de ces aventuriers, nommé *Amaury de Fenerac*, eut la hardiesse d'attaquer, avec une troupe peu nombreuse, la noblesse d'une partie du Dauphiné, commandée par le comte de Valentinois, l'évêque de Valence & le prince d'Orange. Il les fit prisonniers, reçut des rançons considérables, & de plus, obtint la liberté du passage pour lui & les siens, qui rentrèrent chez eux chargés des dépouilles des vaincus.

La treve avec l'Angleterre assuroit la tranquillité du royaume contre les entreprises de nos plus dangereux ennemis. On venoit de renouveler avec Vincelas les anciens traités entre la France & l'Empire : l'Espagne & l'Aragon étoient nos alliés. Après la mort du roi de Castille arrivée en 1390, la régence de ce royaume s'étoit empressée de confirmer une confédération qui, depuis Henri de Transtamare, n'avoit point encore été interrompue. Jamais circonstances plus favorables n'avoient permis de travailler à la félicité intérieure de l'Etat : mais un si grand bien ne pouvoit être l'ouvrage de l'ambition ni de l'intérêt. Les princes & les ministres appliqués réciproquement à se nuire, immolèrent à cette jalousie secrète les considérations les plus sacrées. On ne reconnoît pas une seule démarche de la part de ceux qui prétendoient au gouvernement, sur laquelle on ne puisse former de justes soupçons, & qui ne porte un caractère d'infidélité. Le comte d'Ostrevaut, beau-frère du duc de Nevers, & gendre du duc de Bourgogne, s'étoit rendu à Londres, sous prétexte d'assister à un tournoi. Il y reçut l'ordre de la jarretière, dont il ne pouvoit être décoré à moins qu'il ne renonçât à sa qualité de vassal du roi de France, & qu'il ne se dévouât au service du roi d'Angleterre envers & contre tous, sans aucune exception. A cette première faute il ajouta celle de s'engager à la solde du monarque Anglois par un traité particulier. Le roi informé de la conduite de ce prince, en témoigna le plus vif ressentiment. On agita même dans le conseil les moyens de le punir de cet engagement téméraire. Le comte, pour prévenir l'orage qui le menaçoit, eut recours au crédit du duc de Bourgogne, qui

AN. 1391.

Le comte d'Ostrevaut suspect à la cour rentre en grace.

Treſor des chartr. Invent. de la B. R. n^o. 6765.

Rymer. ass. publ. tom. 3. part. 4.

AN. 1391.

Continuation de la querelle entre le duc de Bretagne & le connétable.

Hist. de Bret. Froiss. &c.

le remit dans les bonnes grâces du roi, sans autre éclaircissement.

Le connétable, quoique tout-puissant auprès du roi, n'avoit pu parvenir à contraindre le duc de Bretagne de remplir les conditions du dernier accommodement : il ne cessoit de s'en plaindre au conseil où il avoit le principal crédit. Le duc, de son côté, ne manquoit pas de prétexte de récrimination contre Clisson & le comte de Penthievre son gendre, qui jusqu'alors avoit refusé de lui rendre hommage, conformément au traité de Guerrande. Vainement le roi avoit également défendu aux parties de se faire justice par la voie des armes : l'autorité royale étoit insuffisante pour arrêter les hostilités. On attaquoit ou surprenoit les places, & l'on voyoit sans cesse multiplier les sujets de plainte. Des députés nommés par la cour de France se rendirent en Bretagne pour travailler sur les lieux mêmes à dresser un nouveau projet de pacification. Ils se retirèrent lorsqu'ils crurent avoir terminé les querelles par un traité solide : mais à peine étoient-ils partis, que le duc s'empara de Chantonceaux, place appartenante à Clisson. Ce nouvel incident ralluma la querelle que jamais cete éternelle division. Dans le temps même que le duc prenoit Chantonceaux, il envoyoit en France des ambassadeurs, pour lesquels il fut obligé de demander des lettres de sauve-garde, dans l'appréhension qu'ils ne fussent arrêtés par le comte de Penthievre & par le connétable.

Sujets de plainte de Jean de Blois contre le duc de Bretagne. *Ibid.*

Toute la conduite du duc prouve manifestement qu'il n'avoit d'autre intention que d'amuser le roi & ses ministres, & qu'il s'atendoit à quelque événement qui le dispenseroit d'accomplir ses promesses. Il avoit cependant imposé sur la province un fouage de vingt-deux sous par feu pour acquiter les cent mille francs qu'il étoit convenu de restituer au connétable : mais il employa ces fonds à d'autres usages, sous prétexte que Clisson brayoit son autorité par des appels irréguliers. Il ne rendoit pas plus de justice au comte de Penthievre, à qui par le traité de Guerrande il devoit assigner huit mille livres de rente en terre.

Griefs de la cour de France contre le duc.

A ces motifs qui paroissent n'intéresser que le beau-père & le gendre, les ministres qui leur étoient dévoués, en ajoutent

ajoutoient d'autres plus spécieux, & dans lesquels l'autorité du monarque & les prérogatives de sa couronne se trouvoient directement compromises. On reprochoit au duc de Bretagne de faire battre des especes d'or & d'argent dans ses Etats : on l'acusoit de rébellion, en ce qu'il ne permettoit pas qu'on reçût en Bretagne les ajournements du parlement de Paris, & qu'il défendoit aux officiers de ses justices d'y déférer. A l'égard du premier article, il étoit difficile de lui donner un fondement vraisemblable. Les souverains de Bretagne avoient de tout temps joui du droit de battre monnaie, & le titre même en étoit exprimé dans tous les anciens registres : ils n'avoient par aucun acte postérieur renoncé à cete prérogative. Le duc répondoit au sujet des ajournements, qu'ils ne pouvoient avoir lieu que pour les causes majeures sujetes au ressort, & dans le cas de déni de justice. Il prétendoit se justifier avec la même facilité sur les plaintes qu'on faisoit de ce qu'il recevoit le serment de fidélité de ses vassaux, avec promesse de le servir envers & contre tous sans excepter personne. Il aléguoit en sa faveur une possession immémoriale. L'affaire du schisme étoit encore un nouveau sujet de querelle. Le duc, à la mort d'Urbain, espérant la réunion, avoit adhéré par complaisance au pontife d'Avignon. L'élection de Boniface le fit changer de sentiment & prendre le parti de la neutralité. Ce n'étoit pas faire sa cour au roi ; mais il disoit pour sa défense, que cete question purement spirituelle, étoit absolument indépendante de ce qu'il devoit au monarque, & qu'il se croyoit obligé dans une affaire si délicate, de ne s'en rapporter qu'aux lumières de sa conscience, préférablement à toutes considérations humaines.

Tels étoient les principaux sujets de mécontentement que le connétable & ses partisans ne cessoient de représenter sous les couleurs les plus capables d'exciter le ressentiment du roi, tandis que les princes qui favorisoient le duc de Bretagne, employoient tout leur crédit pour l'apaiser. On ne discontinuoit pas de négocier & de ménager des traités violés aussi-tôt que conclus. Enfin, dans une assemblée où les princes du sang assistèrent, il fut résolu que le roi se-

Voyage du roi à Tours, où le duc promet de se rendre.

Ibid.

AN. 1391.

roit le voyage de Tours, & que l'on engageroit le duc de Bretagne à s'y rendre, aussi bien que le comte de Penthievre & Clisson, afin de terminer par un seul accommodement toutes les différentes contestations. Le duc de Berry alla en Bretagne pour disposer le duc à cete entrevue. Il conduisoit avec lui des envoyés que le conseil députoit pour le même sujet. Ces ambassadeurs s'aquiterent de leur commission avec tant de hauteur & si peu de ménagement, que le duc, sans égard pour leur caractère, vouloit les faire arrêter. Il en fut détourné par les vives représentations de la duchesse son épouse, qui lui fit sentir quels inconvénients pouvoient résulter d'une semblable violence. Il fit plus, il prit le parti de dissimuler, & promit d'arriver à Tours au temps marqué pour les conférences.

Disgrace de
Pierre de
Craon.
Ibid.
Chron. de S.
Denis.
Chron. MS.

Tandis que ces démarches réciproques des factions divisées tenoient les esprits en suspens, une intrigue de cour, qui pour lors n'excita qu'une légère attention, imprimoit le premier mouvement à ces ressorts cachés qui devoient produire les plus grands maux. C'est ici la première étincelle de ce fatal embrasement qui pensa dévorer la France. Parmi cete foule de gens oisifs dont les princes étoient environnés, on distinguoit, entr'autres, Pierre de Craon. C'étoit ce même Craon, dont la coupable négligence avoit précipité la disgrâce du duc d'Anjou. Il avoit trouvé moyen de se soustraire au châtimement de sa trahison. Apuyé de la faveur du jeune duc de Touraine, il s'étoit mis au-dessus des reproches qu'on auroit pu lui faire: l'éclat de sa naissance, ses immenses richesses, ajouterent encore à la considération que l'amitié du prince répandoit sur lui. Il haïssoit le connétable, comme un rival dont le crédit éclipsoit le sien: le connétable, trop supérieur pour l'honorer de sa haine, le méprisoit. Depuis long-temps, Craon entretenoit une intelligence secrète avec le duc de Bretagne, dont il étoit parent: mais son imprudence le mit hors d'état de continuer cete correspondance. Il eut l'indiscrétion de révéler à la duchesse de Touraine un commerce de galanterie dont le duc lui avoit fait confidence. La duchesse, jalouse comme une Italienne, fit venir la dame & la menaça de la faire mourir, si elle ne renon-

çoit à ce commerce criminel. Le duc fut instruit par la duchesse même de la perfidie de son confident ; il s'en plaignit au roi son frère , & Craon fut honteusement chassé de la cour , sans qu'on daignât l'informer du motif de sa disgrâce. Il se retira en Bretagne , quelque temps avant l'entrevue de Tours. Le duc n'eut pas de peine à lui persuader que Clisson étoit l'auteur de son bannissement : il jura dès-lors de s'en venger. On peut croire que le duc ne le détourna pas de cete résolution , sans entrer vraisemblablement dans les moyens qu'il prétendoit mettre en usage : car il seroit injuste de flétrir la mémoire de ce prince en le rendant complice d'un traître & d'un lâche.

AN. 1391.

Cependant la cour étoit arrivée à Tours , où le duc de Bretagne se rendit avec une suite de quinze-cents personnes, dont une partie étoit portée sur cinq vaisseaux armés de canons & remplis de gens de guerre. Cet apareil annonçoit une défiance que les saufs-conduits qu'il avoit exigés avant son départ, ne rassuroient pas. Malgré l'empressement avec lequel on avoit demandé cete entrevue , il atendit longtemps avant que d'obtenir une audience qu'on remettoit sous différens prétextes. Il paroît que les ministres ne cherchoient qu'à le mortifier, & à l'obliger de rompre le premier les conférences. Ses gens furent insultés , on jeta de la boue sur ses armes qu'il avoit fait mettre à la porte de son hôtel. Le roi informé de l'insulte , fit redoubler les gardes, & lui-même ne dédaigna pas d'apaiser le duc , qui de son côté ne ménageoit pas les ministres, qu'il acusoit hautement d'obséder un souverain trop facile. Ces tracasseries journalieres faisoient craindre à tout moment une rupture ouverte , lorsque le comte de Penthievre & le connétable ariverent. Le cortège de ce dernier éfaçoit celui des princes par la magnificence & le nombre. L'ascendant qu'il avoit sur le roi, fit évanouir tout espoir de conciliation. Déjà le monarque séduit , se proposoit de retourner à Paris , & de marcher en Bretagne à la tête d'une puissante armée. C'étoit tout ce que Clisson desiroit ; mais les ducs de Berry & de Bourgogne agirent si puissamment , qu'on renoua les négociations par le projet d'un double mariage , du fils du duc de Bretagne , encore

Traité de
Tours.
Ibid.

M m ij

AN. 1391.

enfant, avec une fille du roi ; & d'une fille du duc, avec le fils du comte de Penthievre. Ce projet qui assuroit le duché de Bretagne à une princesse de France, déconcerta Clifflon & ses partisans. On amena le duc à force de représentations, à modérer la fierté qu'il avoit conservée jusqu'alors. Il y consentit en protestant secrètement. (C'étoit sa ressource ordinaire.) Muni de cete précaution, il vint trouver le roi. Nul obstacle n'arêta l'acommodement : il acorda tout : il reçut l'hommage du comte de Penthievre, qui de son côté ratifia le traité de Guerrande, & promit de quitter les armes & le nom de Bretagne. Les contestations du duc & du connétable furent réglées avec la même facilité. On dressa des actes authentiques de ces différents traités. La courre prit la route de la capitale, & le duc alla dans ses Etats oublier la plupart des promesses qu'il venoit de signer. A peine fut-il de retour à Rennes, qu'il fit constater par une nouvelle information la légitimité des droits que le conseil du roi lui avoit contestés, & qu'il avoit feint d'abandonner. Il se trouva par l'enquête juridique, que les ducs avoient en Bretagne tous les droits royaux ; qu'il n'y avoit jamais eu d'appel de leur cour à celle du roi, que depuis que *Pierre Mauclerc* avoit consenti, qu'en cas de mauvais jugement ou de déni de justice, on pût appeler au parlement ; que les souverains de Bretagne avoient toujours reçu les sermens de leurs vassaux en ces termes : *Plus proche au duc qu'à nul autre* : enfin, que les ducs de Bretagne avoient de temps immémorial la possession du droit de faire battre monnoie *blanche & noire*, c'est-à-dire, d'or & d'argent, & même de donner cours à des monnoies *de cuir*, dont plusieurs pieces se trouvoient encore en la tour neuve de Nantes.

Succession
du comté de
Foix.

Après le décès de Gaston Phœbus, comte de Foix, qui mourut cete année d'une ataque d'apoplexie, le conseil de France témoigna quelque envie de s'emparer des Etats de ce prince. Pour colorer cete usurpation, on s'appuyoit d'une prétendue donation que le comte avoit faite au roi, moyennant des sommes considérables reçues en échange de ce transport : mais probablement ces actes, s'ils existoient, n'avoient eu d'autre objet que d'assurer la plus grande partie

de la succession aux enfants naturels de Gaston. L'évêque de Noyon & le seigneur de la Riviere se rendirent sur les frontieres du comté de Foix en qualité de commissaires, pour en prendre possession au nom du roi. Le maréchal de Sancerre reçut l'ordre d'assembler des troupes, & de se tenir prêt à marcher au premier signal. Cependant Mathieu de Foix, vicomte de Castelbon, s'étoit assuré du consentement des Etats de Béarn & de Foix, qui le reconnurent héritier légitime *. Maître des trésors du feu comte, il sçut les employer à propos. Ses députés à la cour de France s'adresserent au duc de Berry, qui s'engagea de faire son accommodement, pourvu qu'on lui payât trente mille florins : c'étoit, disoit-il, une restitution d'une pareille somme que le comte de Foix avoit exigée de lui avant que de consentir à son mariage avec Jeanne de Boulogne. Le suffrage du prince étant acquis à ce prix, toutes les autres difficultés s'aplanirent d'elles-mêmes. On donna soixante mille francs au roi, vingt mille francs aux deux commissaires, des pensions à Yvain & Gracien, bâtards de Foix, & le vicomte de Castelbon se vit maître de cete opulente succession, sur laquelle il avoit des droits incontestables, mais dont la justice avoit besoin d'être appuyée par des protecteurs intéressés. Mathieu fut le dernier comte de la premiere maison de Foix : il mourut sans enfants, & sa sœur Isabelle transporta ses droits dans la maison de Grailli par son mariage avec Archambaud de Grailli, captal de Buch, qui commença la seconde dynastie des souverains de Foix & de Béarn.

AN. 1391.

Notitia Vasconia. Series vicecomit. Bearn. & com. fuxens.

Le roi revint de Tours assez promptement pour assister aux couches de la reine, qui donna le jour à un prince, tenu sur les fonds de batême par la duchesse douariere d'Orléans & par le duc de Bourgogne, assisté du comte de Damartin. Toute la nation partagea sincèrement la joie du

Naissance d'un prince. Reg. du parlement.

* Comment un fait si connu & si authentique, que la succession du comté de Foix & de la principauté de Béarn, a-t-il pu être ignoré du moine anonyme, auteur contemporain, qui fait un chapitre exprès pour marquer que le roi donna cet Etat au bâtard du comte de Foix ? Il n'a fait en cela que copier la chronique de saint Denis & Juvénal des Ursins. Des erreurs si grossieres & si manifestes doivent rendre plus que suspect le témoignage de cet écrivain. *Vid. Chron. Car. VI, pag. 179. vers. & subseq. ms. B. R. n°. 6194.*

AN. 1391.

monarque. La mort de ses deux premiers enfants enlevés peu de temps après leur naissance, contribuoit à lui rendre plus cher ce précieux rejeton. On ne se rapeloit pas sans crainte la prédiction d'un hermite qui, trois ans auparavant, avoit annoncé au roi qu'il vèroit finir en lui sa postérité, s'il n'abolissoit les aides. Cete menace l'avoit ébranlé : les ducs de Berry & de Bourgogne, plus avarés que crédules, l'avoient détourné de la résolution où il étoit de supprimer des impositions onéreuses au peuple, mais nécessaires pour soutenir la force & la splendeur de l'Etat. Il est assez rare que l'enthousiasme l'emporte lorsqu'il combat l'intérêt ou l'ambition. On étoit persuadé que la dissipation des finances & la rigueur des impôts ataqüoient également la justice & l'humanité. On ne manquoit pas de regarder les événements fâcheux comme une punition de ces fautes, & cete crainte superstitieuse se proportionnoit toujours à la grandeur du danger. Le conseil étant un jour assemblé à Saint-Germain pour l'établissement d'un nouveau subside, imaginé sous le nom de taille générale, il survint une si prodigieuse tempête, que les ministres éfrayés se disperferent, comme s'ils avoient fui la présence d'un Dieu vengeur : ils se rassemblèrent après l'orage.

AN. 1392.

Les ducs de
Lencastre &
d'Yorc vin-
rent trouver le
roi à Amiens.
Prorogation
de la treve.

*Froissard.**Chron. MS.**Chron. de S.**Denis.**Le Lab.**Juvénal des**Urins, &c.**Rymer. añ.**publ. tom. 3,**part. 4.*

Tandis que les divertissements ocasionnés par la naissance du prince, & les plaisirs du carnaval retenoient la cour dans la capitale, on dispoisoit dans Amiens les préparatifs nécessaires pour recevoir les plénipotentiaires d'Angleterre qui devoient s'y rendre vers la mi-carême. Le projet de cete ambassade avoit été précédé de celui d'une entrevue entre les deux rois ; mais Richard ayant changé de dessein, se contenta d'envoyer ses deux oncles, les ducs de Lencastre & d'Yorc. Il venoit de donner au premier la principauté d'Aquitaine pour en jouir en toute souveraineté pendant sa vie, ainsi que le prince de Galles l'avoit possédée. Le monarque Anglois s'avança jusqu'à Douvres avec le duc de Glocestre, pour être plus à portée d'être informé du succès des négociations. Toute la magnificence Françoisse fut employée en cete occasion ; les deux princes & leur suite, composée de plus de douze cents chevaux, furent défrayés de-

puis leur départ de Calais. Ils prirent la route d'Amiens où le roi s'étoit rendu. Les ducs de Touraine, de Berry, de Bourgogne & de Bourbon, alerent au-devant d'eux hors des murs de la ville. On avoit donné les ordres les plus précis pour leur réception & leur séjour. Défense expresse à tous chevaliers François de provoquer les Anglois à des joûtes où combats, comme c'étoit alors l'usage; de s'entretenir devant eux, dans la vue probablement d'éviter les soupçons de ceux qui n'entendoient pas le François. Leurs hôtes ne pouvoient leur rien demander, quelque dépense qu'ils fissent : ils avoient la liberté de marcher la nuit sans lumière, tandis que les François étoient obligés de porter des torches : enfin, on n'avoit oublié aucun des égards pratiqués par l'urbanité naturelle à notre nation, & dont quelquefois l'excès pouroit être interprété à son désavantage. Un seul exemple suffira pour faire sentir la nécessité de cete observation. Les ducs de Lencastre & d'Yorc furent conduits à l'audience du roi par les ducs de Berry, de Bourgogne & de Bourbon. Rang & naissance, tout étoit au-moins égal entre les princes Anglois & François : cependant en s'aprochant du trône les oncles du roi se découvrirent & se mirent à genoux, au-lieu que les ducs de Lencastre & d'Yorc le saluerent d'une légère inclination. Si de pareilles déférences avoient été imitées dans les autres cours, on ne pouroit qu'applaudir à la politesse de ceux qui en donnoient l'exemple : mais on n'a jamais guere vu qu'en France les étrangers favorisés par le relâchement du cérémonial. On se flatoit envain de parvenir au bien d'une paix générale : les Anglois toujours outrés dans leurs prétentions, demandoient qu'on leur restituât tout ce qui leur avoit été acordé par le traité de Bretigny : les François de leur côté insistoient sur la démolition de Calais. Les conférences durerent quinze jours sans qu'on pût rien décider. Les ducs de Lencastre & d'Yorc avoient leurs instructions par écrit, qu'il ne leur étoit pas permis d'excéder. Ils en firent leurs excuses au roi, & partirent comblés de caresses & de présents, après avoir signé une prorogation de la treve pour un an. Ils emmenerent avec eux des ambassadeurs de France chargés de poursuivre les négociations à la cour de Londres.

AN. 1392.
Maladie du
roi.

Cour amou-
reuse.
Mém. de lit.

Peu de temps après le départ des Anglois, le roi tomba dangereusement malade. On vit alors paroître les premiers symtomes marqués de ce délire funeste dont les fréquents accès affligèrent le reste de sa vie. Peut-être en avoit-il déjà ressenti quelques atakes : c'est du-moins ce que feroit conjecturer le soin avec lequel les ministres avoient plusieurs fois interdit à tout le monde l'aproche de sa personne. Cete fois les princes ses oncles en furent témoins, & ne le quittèrent qu'après son rétablissement. Charles étoit dans la vigueur de l'âge : la force de son tempérament, secondée par un sage régime, eût peut-être surmonté cete infirmité dans son origine : mais ceux qui aspiroient à se perpétuer la disposition du gouvernement, ne songeoient qu'à lui procurer des divertissements, & à lui inspirer le dégoût des affaires. On ne s'ocupoit à la cour que d'amusements frivoles : & le soin d'imaginer de nouveaux plaisirs étoit devenu la plus sérieuse occupation. Le goût de la reine pour le luxe, la magnificence & la galanterie, avoit encore renchéri sur celui des courtisans : ce goût, loin de diminuer, fit sans cesse de nouveaux progrès pendant la vie de Charles VI, malgré les calamités publiques auxquelles il sembloit insulter. Ce fut sous ce regne qu'on vit fleurir la cour amoureuse formée, pour le nombre & la qualité des oficiers, sur le modele des cours souveraines : présidents, conseillers, maîtres des requêtes, auditeurs, chevaliers d'honneur, grands veneurs, secrétaires, gens du roi, leurs substitués ; en un mot, toutes les charges qui formoient les juridictions supérieures y étoient spécifiées. Les plus grands seigneurs briguoient l'honneur d'y être admis. Les princes du sang étoient à la tête de cete compagnie entièrement consacrée à l'amour. On voit dans la liste des oficiers les noms des plus anciennes familles du royaume : on y voit des magistrats ; & ce qui doit paroître singulier de nos jours, on est étonné de trouver dans cete association voluptueuse, des docteurs en théologie, des grands-vicaires, des chapelains, des curés, des chanoines de Paris, & de plusieurs autres villes : assemblage monstrueux, & qui caractérise la dépravation d'un siècle grossier, où l'on ignoroit l'art si facile d'être vicieux, du-moins avec décence.

Au

Au milieu des fêtes & des plaisirs, l'ambition des princes ne s'endormoit pas. Le duc de Touraine obtint du roi son frere, le duché d'Orléans en échange de celui de Touraine. On a dû déjà remarquer que ces grands apanages ne s'accordoient qu'avec la clause de réversion à la couronne, faute de postérité masculine. Charles joignit à ce don une rente de quatre mille livres sur le trésor.

AN. 1392.
Le duché d'Orléans donné en apanage au frere du roi.
Trésor des chartres, reg. 143.

Le nouveau duc d'Orléans acrut encore ses domaines par l'aquisition du comté de Blois qu'il fit vers le même temps, marché qui fut conclu contre le gré du duc de Berri, dont la fille, veuve du fils unique du comte de Blois, avoit une partie de son douaire assignée sur ce comté. Les plus sages conseillers de Gui, comte de Blois, lui avoient fait de si vives représentations pour le détourner de cete vente, qu'il paroïssoit déterminé à rejeter toutes propositions; mais on gagna son valet de chambre, nommé Sohier, qui lui fit changer de résolution : *En ce Sohier*, dit Froissard, *n'avois sens ni prudence* : il ne sçavoit ni lire ni écrire, mais il avoit pris un tel ascendant sur le comte, qu'il ne faisoit rien sans le consulter. Le prix de la vente fut fixé à deux cent mille livres que le duc d'Orléans aquita d'une partie de la dot de Valentine de Milan son épouse, qui montoit à près d'un million d'argent comptant. L'historien qu'on vient de citer ajoute que ce traité fut fait *d'autant plus sûrement, que le comte de Blois & Marie de Namur sa femme, n'étoient plus taillés ni proportionnés pour engendrer jamais enfants : car par bien boire & fort manger ils étoient moult engraisés*. Lorsque le comte changeoit de lieu, il falloit le transporter *sur une charete*. Le duc de Berri ne fut informé de cet acord désavantageux qu'après la conclusion, qui n'étoit pas moins préjudiciable au comte de Penthievre, Jean de Blois, à qui le comté de Blois devoit revenir, comme plus prochain héritier en ligne masculine.

Aquisition du comté de Blois par le duc d'Orléans.
Froissard.

Les ambassadeurs qui avoient acompagné les ducs de Lencastre & d'Yorc en Angleterre, ne recœuillirent pas grand fruit de leur voyage; la cour de Londres les amusa quelque temps par des promesses vagues de leur donner incessamment une réponse précise : à la fin on leur déclara

Retour des ambassadeurs envoyés en Angleterre.
Froissard.

AN. 1392.

qu'il n'étoit pas possible de prendre des arangements décisifs avant l'assemblée du parlement qui devoit se tenir à la saint Michel. Richard ne s'éloignoit pas des propositions de paix. Les ducs de Lencastre & d'Yorc auroient aussi volontiers donné leur consentement ; mais ils craignirent de mécontenter la nation , qui ne desiroit que la guerre. Le souvenir des journées de Créci & de Poitiers retraçoit sans cesse à ce peuple inquiet & jaloux , nos fautes & leurs anciens avantages. Le duc de Glocestre favorisoit hautement ce dernier parti. Nos envoyés rapporterent en France les dispositions où se trouvoit alors l'Angleterre , dont on ne devoit pas redouter une guerre ouverte , & avec laquelle on ne pouvoit espérer une paix solide , tant que les sentiments du monarque & des sujets seroient partagés.

Pierre de
Craon assassiné
le connétable
Cliffon.

Froissard.
Cet écrivain
étoit alors à
Paris.

La santé du roi paroissoit rétablie , & la cour de France n'étoit occupée que de fêtes & de plaisirs , lorsque cete apparente tranquillité fut troublée sans retour par un attentat imprévu. Nous avons vu l'indiscret Craon banni de la présence du souverain se retirer en Bretagne : ce fut là qu'il médita le complot le plus noir & le plus conforme à la bassesse de son ame. Furieux contre Cliffon , qu'il regardoit comme l'auteur de sa disgrâce , il n'aspiroit qu'au moment de se venger ; mais trop lâche pour l'attaquer à force ouverte , il employa , pour perdre un ennemi qu'il redoutoit , la ressource des traîtres & des scélérats. Depuis long-temps il faisoit transporter secrètement dans son hôtel de Paris , un amas d'armes de toute espece ; il y fit glisser avec le même mystère , environ quarante hommes déterminés , & qui lui étoient entièrement dévoués. Lorsqu'il crut tout préparé pour l'exécution de son projet , il se rendit lui-même à Paris , où il demeura caché jusqu'au moment de l'exécution. C'étoit le jour de la fête du saint Sacrement. Le roi qui tenoit cour ouverte en son palais de saint Paul , avoit passé une partie de la journée à voir les joutes ; & le bal qui suivit le souper avoit rempli une partie de la nuit. Le connétable ayant pris congé du prince , se retiroit à son hôtel situé alors au même lieu qu'occupait depuis l'hôtel de Guise , aujourd'hui l'hôtel de Soubise. Il étoit environ une heure du matin. En traversant

la rue culture sainte Catherine, des inconnus armés de toutes pieces se mêlerent parmi ses gens, éteignirent les flambeaux & s'aprocherent pour le saisir lui-même. Il pensa d'abord que c'étoit le duc d'Orléans qui vouloit le surprendre par cete fausse ataqe, & se faire un sujet de plaisanterie de sa frayeur. Rempli de cete idée : *Monseigneur*, dit-il, *par ma foi c'est mal fait, mais je vous le pardonne, car vous êtes jeune, & ce sont tous jeux en vous.* On ne le laissa pas long-temps dans cete erreur : *A mort*, lui cria-t-on d'une voix terrible, *à mort Clisson, cy vous faut mourir!* Quand il n'auroit pas reconnu Craon à la voix, cet infâme assassin ne lui laissa aucun lieu d'en douter en se nommant lui-même, tant il étoit sûr de ne pas manquer son coup. En éfet, la petite troupe du connétable qui n'étoit composée que de huit hommes désarmés, ne pouvoit tenir contre la multitude qui l'environnoit de toutes parts. *Occirons-nous tout*, disoient ces scélérats à leur chef? *Oui*, dit-il, *ceux qui se mettront en défense.* Ils eurent bientôt dispersé la suite du connétable. Clisson, presque sans espoir d'échaper au danger, ne songea plus qu'à vendre chèrement sa vie. Heureusement il portoit sous les habits une cote de mailles qui le garantit pendant quelques moments. Cependant les gens de Craon qui ne sçavoient pas d'abord contre qui l'on employoit leurs bras, ayant entendu nommer le connétable, ne purent se défendre d'un sentiment de respect qui les fit chanceler : ils ne portoient que des coups mal assurés, tandis que Clisson l'épée à la main, se défendoit en héros. Sa valeur toutefois eût infailliblement succombé sous le nombre des assaillants, si le crime n'aveugloit pas souvent ceux qui le commettent. Déjà un coup d'épée sur la tête l'avoit précipité de son cheval : le hazard le jeta contre la porte d'un boulanger qui étoit entre-ouverte, & qu'il acheva d'ouvrir par sa chute. Il tomba sans connoissance & baigné dans son sang. Craon & ses complices crurent qu'il étoit mort, & la crainte de n'avoir pas le temps de se sauver ne leur permit pas de mettre pied à terre pour s'en assurer : ils ne songerent plus qu'à se dérober par une prompte fuite. Les portes de Paris n'avoient point été rétablies depuis que le roi les avoit fait abattre, ce qui facilita l'évasion des assassins.

Nnij

AN. 1392.

Cependant les gens du connétable que la frayeur avoit écartés, étoient revenus après que les assassins se furent retirés. Ils trouverent leur maître sans connoissance. Ils le crurent mort, & la nouvele en fut aussi-tôt portée à l'hôtel de saint Paul. Le roi aloit se mettre au lit : à peine donna-t-il le temps qu'on l'habillât. Il courut presque sans suite chez le boulanger où il trouva Clifson deshabillé, couvert de blessures dont on s'empressoit d'étancher le sang. La connoissance lui étoit revenue. *Connétable, comment vous sentez-vous*, dit le roi ? *Cher sire, petitement & foiblement. Et qui vous a mis en ce parti ? Sire*, répondit Clifson, *Pierre de Craon & ses complices, traîtreusement & sans nule défense*. Les médecins & chirurgiens de la cour ariverent dans ce moment. *Regardez-moi mon connétable*, leur dit le roi, *& me sachez à dire en quel point il est, car de sa navreure je suis moult dolent*. On examina soigneusement toutes les blessures. Il seroit difficile de peindre les alarmes du prince pendant cete visite, & l'excès de son ravissement lorsqu'on l'assura que non-seulement les plaies n'étoient point dangereuses, mais que le connétable seroit avant quinze jours en état de monter à cheval. Il ne voulut point sortir de la chambre qu'on n'eût mis le premier apareil, & le jour commençoit à paroître lorsqu'il se retira. *Pensez de vous*, lui dit ce bon prince en le quittant, *& ne vous souciez point de rien : car onques délit ne fut si cher amendé sur les traîtres, comme celui-ci sera ; car la chose est mienne*. Ces particularités ne peuvent être indifférentes : on voit avec plaisir les grands de la terre tendres & compatissans : on aime à trouver en eux cete sensibilité que l'orgueil du rang semble avoir reléguée dans les conditions communes. Plus ils se rapprochent des hommes, plus on est disposé à leur pardonner leur élévation.

Le prévôt de Paris eut ordre de poursuivre Craon & ses complices ; mais ils avoient plusieurs heures d'avance, & des relais disposés sur la route. Ils trouverent à quelques lieues de Paris un page & deux hommes d'armes, qui furent décolés trois jours après, aussi-bien que le concierge de l'hôtel de Craon, quoique ce dernier n'eût aucune connoissance du projet de son maître ; mais la colere du roi demandoit

des victimes, & ceux qui le condanèrent ne connoissoient d'autre justice que de servir son ressentiment. On conduisit à Paris un chanoine de Chartres, ecclésiastique d'une probité reconnue, chez lequel Craon s'étoit arrêté. Son innocence ne put le soustraire à la rigueur des poursuites. On ne pouvoit le faire mourir, il fut dépouillé de ses bénéfices, & condamné à finir ses jours dans un cachot. Tandis que le roi éclatoit en menaces, Craon fuyant à toute bride étoit arrivé à Sablé, place forte qui lui appartenoit sur les confins du Maine & de la Bretagne. Ce fut-là qu'il aprit que Clifton n'étoit pas mort, comme il l'avoit pensé. Ne se croyant pas en sûreté dans Sablé, il se rendit auprès du duc de Bretagne. Quoiqu'aucun vestige ne prouve que ce prince ait été l'instigateur d'un si lâche complot, l'exécution peut-être ne lui auroit pas déplu. *Vous êtes un chétif*, lui dit-il, *quand vous n'avez pu occire un homme duquel vous étiez au-dessus. Monseigneur*, répondit Craon, *c'est bien diabolique chose : je crois que sous les diables d'enfer à qui il est, l'ont gardé & délivré des mains de moi & de mes gens : car il eut sur lui lancés & jetés plus de soixante coups d'épées & de couteaux.* Il n'y avoit point de remède, il falut attendre le dénouement de l'aventure.

Le procès de Craon fut instruit avec la plus grande chaleur, son hôtel fut rasé, & l'emplacement donné pour former le cimetière saint Jean. La rue qui bordoit le bâtiment, appelée la rue de Craon, changea de nom & prit celui des *mauvais garçons*, qu'elle a retenu jusqu'à ce jour. La confiscation des biens du coupable fut abandonnée à ceux qui étoient en faveur. Le duc d'Orléans en obtint la plus grande partie. Presque toutes les maisons qu'il avoit habitées furent renversées jusqu'aux fondements : les courtisans qui vouloient plaire au souverain ne dédaignoient pas d'assister à ces exécutions. L'amiral Jean de Vienne fut chargé de prendre possession de la seigneurie de la Ferté Bernard. Il y trouva des richesses immenses. Jeanne de Châtillon, épouse de Craon, & sa fille unique, en furent chassées honteusement & presque nues, traitement injurieux, que le crime du mari, le service du prince, & l'attachement de l'amiral pour le cométable ne pouvoient justifier.

AN. 1392.

Procès de
Craon.
Trésor des ch.

AN. 1392.

On fut bientôt informé à la cour de France du lieu que Craon avoit choisi pour asile. Les députés qui alerent le demander de la part du roi, rapporterent une réponse peu satisfaisante. Le duc de Bretagne les avoit assurés qu'il ignoroit la retraite du coupable ; que d'ailleurs l'inimitié de Craon & de Clifson ne l'intéressoit en rien , & qu'il supplioit le roi de l'avoir *pour recommandé & excusé*. Aussi-tôt la guerre fut résolue dans le conseil , où présidoient le connétable & les ministres ses créatures. Le duc de Berri étoit alors à Paris : on prétend qu'il avoit été instruit du complot par le secrétaire même de Craon , & qu'il n'eût tenu qu'à lui de le prévenir. Le duc de Bourgogne & lui haïssoient également le connétable : ils l'accusoient de s'être entièrement emparé de l'esprit du roi , d'abuser de l'autorité que la foiblesse du prince lui abandonnoit , & de convertir à son profit tous les revenus de l'Etat, dont il dispoſoit. Ce dernier reproche n'étoit qu'une récrimination de la part de ces deux princes, qui en avoient été aussi avides ; mais quoique dicté par la jalousie , il n'en étoit pas moins fondé. Un seul trait suffira pour le prouver. Clifson , malgré l'assurance des médecins , incertain s'il reviendrait de ses blessures , avoit fait son testament , par lequel après avoir réglé le partage de ses immeubles , il dispoſoit de dix-sept cent mille livres d'argent comptant & de bijoux. Le prix du marc d'argent étoit alors de six livres cinq sous. Outre le mariage de ses deux filles , dotées aussi richement que celles d'un souverain , il avoit acquité la rançon de l'un de ses gendres , il venoit récemment de payer cent mille francs au duc de Bretagne , son patrimoine étoit augmenté par des acquisitions considérables , il vivoit avec le faste d'un prince. Où pouvoit-il avoir acquis ces immenses trésors , lui dont le pere exécuté sous Philippe de Valois , n'avoit pu laisser à ses descendants qu'une fortune médiocre ?

Charles uniquement occupé du desir de venger l'assassinat du connétable , ne voyoit plus , n'entendoit plus que ce qui pouvoit avoir rapport à ce dessein. Les ordres furent donnés dans toutes les provinces pour assembler les troupes. Tout le monde s'empresſoit à faire sa cour en témoignant son empressement. Ceux même qui désapprouvoient une entreprise qui

faisoit d'une querelle particuliere une guerre nationale, étoient forcés de dissimuler leurs véritables sentiments : car le roi avoit hautement déclaré que toutes représentations à ce sujet ne pouvoient que lui déplaire. Clifson, la Riviere, Noviant & les autres conseillers qui dispoient du gouvernement, n'ignoroient pas que tout le monde tenoit les yeux ouverts sur leur conduite ; que le crédit qu'ils avoient sur l'esprit du roi les rendoit garants de l'événement, & qu'il s'en faloit beaucoup qu'ils eussent l'approbation générale. Ils s'étudioient à diminuer l'envie par tous les moyens imaginables : ils parurent se dépouiller de cete fierté qui avoit jusqu'alors accompagné leur faveur : ils permirent qu'on osât approcher du trône. L'université depuis long-temps sollicitoit une audience qu'on lui avoit refusée jusqu'alors. On lui promit de remédier efficacement aux abus dont elle se plaignoit, & de veiller à la conservation de ses privilèges. Le roi étoit à saint Germain & se dispoit à partir pour le Mans, où le rendez-vous des troupes étoit indiqué, lorsqu'il reçut les députés de l'université. L'accueil favorable qu'on lui fit l'engagea sans peine à reprendre le cours de ses exercices qu'elle avoit interrompus. Le roi rendit au duc de Berri le gouvernement du Languedoc. Il combla de caresses le duc de Bourgogne, qui vint le joindre au Mans : mais toutes ces démonstrations de bienveillance ne changeoient pas la nature de l'entreprise. Les princes, plus libres que les courtisans, la désapprouvoient assez publiquement : ils disoient tout haut, *que la conclusion n'en seroit bonne, & que les choses ne pouvoient longuement demeurer en tel état.*

Le duc de Bourgogne sur-tout s'expliqua sans ménagement. Il fit des menaces terribles à tous ceux qui seroient assez hardis pour entretenir le roi son neveu dans la résolution de porter la guerre en Bretagne. Le conseil intimidé par le prince auroit fléchi sans doute : mais Clifson, apuyé de la faveur présente & du crédit d'un parti puissant, étoit trop fier pour reculer dans une occasion où l'intérêt de son honneur s'accordoit avec celui de sa vengeance. D'ailleurs, l'impatience du roi sembloit s'irriter par les représentations.

AN. 1392.

Chron. MS.
de la B. R. n.^o.
10297.

AN. 1392.

Il se tint quelques assemblées secrètes où l'on agita divers moyens de rompre le projet. On fit naître des embarras qui retarderent le départ. On employa pour détourner le roi, le rémoignage des médecins qui assuroient qu'il étoit hors d'état de poursuivre le voyage. Effectivement, depuis sa dernière maladie son tempérament paroissoit altéré. Une ardeur interne le dévorait. Les facultés de son ame étoient encore plus dérangées que sa constitution. Il lui échappoit à tous moments des propos qui annonçoient le désordre de son esprit : alternativement colere & stupide, il ne recouvroit quelque lueur de sens que pour l'exécution du projet qu'il ne perdoit pas de vue. Soit feinte ou vérité, on lui présenta des lettres par lesquelles la reine d'Aragon lui mandoit qu'un chevalier qu'elle soupçonnoit être Craon, avoit été arêté à Barcelone sur le point de s'embarquer pour Naples. On prétend que le duc de Bretagne avoit effectivement obligé Craon de se retirer en Aragon.

*Chron. MS.
de la B. R. n°.
10297.*

Le roi toujours prévenu permit à peine qu'on s'en fît informer; il disoit que c'étoient *toutes trahisons*. *Bel oncle*, répondit-il au duc de Bourgogne, qui le pressoit d'envoyer sur les lieux, *qu'on y envoie : mais je tiens fermement, que le traître Craon n'est en autre prison ne Barcelone, que delés le duc de Bretagne, & par la foi que je dois à saint Denis, il nous en rendra une fois bon compte*. Le refus que fit le gouverneur de Sablé de remettre cete place; sous prétexte que Craon l'avoit vendue au duc de Bretagne, servit encore à confirmer le roi dans son opinion. Envain le duc protesta de nouveau qu'il n'avoit aucune part au crime de Craon, & qu'il ignoroit le lieu de sa retraite, on n'écoutoit plus rien. Le départ des troupes fut fixé pour le cinquieme jour du mois d'Août de l'année 1392. Ce jour étoit destiné pour être une des plus tristes époques des malheurs de la France.

Il est certain que tout le monde, excepté les ministres & leurs partisans, murmuroit d'une guerre qui n'avoit d'autre objet que de venger le connétable. On n'avoit aucune preuve que le duc de Bretagne retint auprès de lui le coupable que le conseil de France redemandoit. La justice la plus rigoureuse

goureuse pouvoit-elle exiger autre chose que le désaveu formel du duc ? Ne devoit-on pas être indigné de voir Clifflon & ses créatures intéresser l'Etat entier à servir leur ressentiment ? N'auroient-ils pas dû rougir eux-mêmes d'abuser des bontés d'un maître trop facile, & de le précipiter, comme ils faisoient, dans une entreprise que la foiblesse de son tempérament ne lui permettoit pas de soutenir ? La plupart de ceux qui aprochoient de la personne du prince craignoient pour sa santé, qui dépérissoit à vue d'œil : eux seuls n'en étoient point alarmés, ils l'excitoient sans cesse, ils ne le quitoient plus dans l'appréhension qu'on ne lui décillât les yeux, & qu'on ne lui fit connoître qu'il n'étoit que le ministre de la vengeance de son sujet. Clifflon triomphoit. L'armée se mit en marche, quoique la plupart de ceux qui la composoient regardassent l'issue de cete expédition comme un problème : plusieurs même étoient persuadés qu'elle n'auroit pas lieu. Les troupes étoient en mouvement, & elles s'atendoient à toute heure à quelque événement qui romproit le voyage. La suite ne fit que trop voir que ces conjectures avoient un principe qu'il seroit difficile de développer. Tout invite à croire qu'on travailloit sourdement à faire échouer l'entreprise. C'est par le récit exact de ce qui se passa, qu'on peut mettre les lecteurs en état d'entrevoir du-moins une partie de la vérité. C'est ici l'un des plus importants événements de notre histoire, puisqu'il aloit décider du salut de l'Etat & du bonheur de la nation.

Le jour que le roi partit du Mans, il étoit encore plus abatu qu'à l'ordinaire : à peine touchait-il aux mets qui lui furent présentés avant que de monter à cheval : il paroissoit morne & stupide. Une partie de l'armée avoit déjà pris la route d'Angers lorsqu'il se mit en marche. Malgré la chaleur excessive il étoit vêtu par-dessus ses armes d'un *jacques* ou surtout de velours noir. Un chaperon d'écarlate surmonté d'un chapelet ^a garni de perles couvroit sa tête. Il traversoit la forêt du Mans accompagné de peu de monde, car on s'étoit éloigné de lui pour éviter de l'incommoder par la poussière. Il n'y avoit pas long-temps qu'il étoit entré dans le bois, lorsqu'un inconnu, couvert d'une robe blanche, ayant la tête & les

^a Chapeau.

AN. 1392.

pieds nuds, s'élança subitement d'entre deux arbres, saisit la bride de son cheval en lui criant d'une voix menaçante : *Roi, ne chevauche plus avant, mais retourne, car tu es trahi !* Cet homme avoit la physionomie égarée, l'air furieux & terrible. Charles glacé d'horreur à cet aspect imprévu, ne donna d'autre signe de l'impression qu'il faisoit sur lui, que par l'altération de son visage, & par une espèce de frémissement. Quelques hommes d'armes qui se trouverent auprès de lui fraperent sur les mains de ce spectre vivant, ce qui le contraignit de lâcher les rênes du cheval. Il se retira sans que personne songeât à l'arrêter : on ne daigna pas même s'informer quel il pouvoit être. Le roi poursuivit sa route : en sortant de la forêt on rencontra une plaine sablonneuse, dont les rayons du soleil alors dans sa plus haute élévation, rendoient l'ardeur insupportable. Deux pages suivoient immédiatement le prince, dont l'un portoit sa lance qu'il laissa tomber sur le casque de son camarade. Au bruit du coup, le roi réveillé comme d'un profond assoupissement, s'imagina que c'est l'accomplissement de l'avis qu'on vient de lui donner : il ne voit plus que des ennemis, il se croit trahi : l'épée à la main il fond sur les pages, qui sont renversés. *Avant, avant sur ces traîtres !* s'écrioit-il. Tout fuit, tout se disperse. Le duc d'Orléans accourt dans ce premier tumulte, il voit le roi son frere furieux, qui se précipite sur lui : à peine a-t-il le temps de se dérober par une prompte fuite. *Fuyez, beau neveu d'Orléans, lui crioit le duc de Bourgogne, monseigneur vous veut occire : haro le grand mechef, monseigneur (le roi) est tout dévoyé : Dieu ! que on le prenne.* Mais personne n'osoit approcher. Cependant le roi voloit à-travers les rangs, frappant tout ce qui se trouvoit sur son passage. Ceux qui ne pouvoient l'éviter se jetoient à terre comme s'ils fussent morts sous les coups. Cete précaution empêcha le monarque de fouiller ses mains sacrées dans le sang de ses sujets. Du-moins Froissard, auteur contemporain, & qui s'informoit scrupuleusement des moindres circonstances, assure qu'il n'avoit point entendu dire qu'il en eût coûté la vie à personne. Une chronique manuscrite du même temps, qui existe encore aujourd'hui dans la Bibliothèque royale, garde le même silence sur la mort de ces quatre hommes, quoique l'acci-

ient y soit détaillé. Entre autres singularités, l'auteur rapporte que le roi fut ramené au Mans sur une charete à bœufs. On ne trouva pas dans le moment de voiture plus commode. L'appareil du luxe & de la mollesse ne marchoit pas encore à la suite de nos armées. Ces témoignages paroissent mériter la préférence sur ceux de l'auteur anonyme, du chroniqueur de S. Denis, & même de Juvénal des Urins, copistes les uns des autres, qui marquent que le roi dans son transport avoit tué quatre hommes, entre autres, un bâtard de la maison de Polignac *. Les troupes avoient formé un vaste cercle autour du prince; son épée s'étoit brisée dans ses mains; déjà ses forces commençoient à s'épuiser: un de ses chambélans, nommé Guillaume Martel, gentilhomme normand, sauta légèrement sur la croupe de son cheval & le saisit par-derrière: alors on s'aprocha, il fut désarmé. Les princes ses oncles & le duc d'Orléans le trouverent sans connoissance. *Il faut retourner au Mans, di-*

AN. 1392.

* Suivant Monstrelet, le roi aracha un épieu que portoit un homme de sa suite. Ce fut avec cete arme qu'il tua le valet du bâtard de Langres, le bâtard lui-même: il blessa de plus au bras son frere le duc d'Orléans, & le seigneur de Saintpy. Cet auteur ne pouvoit rapporter de pareilles circonstances que sur ce qu'il avoit entendu dire: car s'il vivoit alors, il devoit être enfant, étant mort en 1453: d'ailleurs le premier chapitre de son histoire peut bien avoir été ajouté aussi-bien que les derniers, qui certainement ne sont point de lui. Ces derniers chapitres s'étendent jusqu'en 1467, c'est-à-dire, 13 ans après la mort de Monstrelet. Cet éclaircissement critique est tiré d'un ancien manuscrit de la ville de Cambrai. Comme Monstrelet est l'historien le plus acrédité pour une partie considérable du quinzieme siècle, embrassée dans ses annales, on ne peut trop scrupuleusement s'attacher à discerner son propre ouvrage des additions, afin de régler le degré de confiance sur cete discussion. C'est dans la vue de rendre compte aux lecteurs des soins qu'on prend de ne leur présenter que des récits fondés sur les plus fidèles autorités, qu'on croit indispensable de rapporter ici le passage extrait du manuscrit qu'on vient de citer: il nous instruira du temps précis de la mort de Monstrelet. Les chapitres qui s'étendent au-delà de ce terme, justement suspects, ne portent plus le même caractère de vérité. *Le 20 jour de Juillet l'an 1453, honorable homs & noble Engherans de Monstrelet, écuyer, prévôt de Cambrai & bailli de Walincourt, trespassa & eslisit sa sépulture aux Cordelois de Cambrai, & fut là porté en un portatoire enveloppé d'une natte, vêtu en habit de Cordelois, le visage au nud, & y eut six flambiaux & trois chérons de trois quarts chacun autour del bierre où il y avoit un habit de Cordelois. Et fut un bien honneste homs, & croniqua de son temps des guerres de France, d'Artois, de Picardie, d'Angleterre, de Flandre, & de ceux de Gand contre M. le duc Philippe, & trespassa 16 jours avant que la paix fût faite, en la fin de Juillet l'an 1453. Necrolog. fratr. minor. urbis Cameracensis. Ce passage peut suppléer au silence du pere le Long, de Moréri & de Bayle, sur le temps du trépas de Monstrelet. Il nous découvre en même-temps que les treize dernieres années de son histoire sont d'une main étrangere.*

O o ij

AN. 1392.

rent les ducs de Berri & de Bourgogne : *le voyage est fait pour cete saison.* Les troupes eurent ordre de revenir sur leurs pas. Le roi fut raporté au Mans dans un état qui faisoit tout appréhender pour sa vie. On crut d'abord qu'il avoit été empoisonné : on fit de nouveau l'essai du vin qu'il avoit bu le matin. Les médecins furent consultés : ils déclarerent que depuis long-temps le roi portoit en lui les dangereux principes de cete maladie, que l'excès du travail & de la fatigue n'avoit fait que développer. Le raport des médecins ne donnant aucun lieu de soupçonner le poison, on ne manqua pas de croire qu'il y avoit de l'enchantement. *Nous nous débatons & travaillons pour néant,* dit le duc de Berri : *le roi n'est empoisonné, ne enforcé, fors de mauvais conseil ; mais il n'est pas heure de parler de cete matiere.*

Les oncles
du roi repren-
nent le gou-
vernement.
Diſgrace des
ministres.
Ibid.

Les princes que leur naissance apeloit au gouvernement de l'Etat dans une semblable conjoncture, commencerent dès le premier jour de la maladie du roi, l'exercice de leur autorité. La garde du monarque fut confiée à quatre chevaliers de leurs créatures. La Riviere, le Mercier, Montagu, & le Begues de Vilaines, eurent ordre de se retirer. Cependant Charles étoit toujours dans le même état. Le lendemain le mal parut augmenter. On résolut de le transporter à Creil, maison de plaisance située sur l'Oise, afin d'être plus à portée de lui donner les secours nécessaires. On ne voulut pas l'amener à Paris à cause de la reine, qui pour lors se trouvoit enceinte, & à laquelle il étoit à propos de déguiser, autant qu'il seroit possible, un si funeste événement. Comment d'ailleurs offrir aux habitants de Paris le triste spectacle de leur souverain enchaîné ? car sa phrénésie avoit rendu nécessaire cete humiliante précaution. Tandis qu'on faisoit conduire ce prince infortuné au château de Creil, les ducs de Berri & de Bourgogne se rendirent à Paris. L'armée fut licenciée, avec la défense ordinaire & toujours mal observée de commettre aucun désordre.

Suite de la
maladie du
roi. Senti-
ments de la
nation.

La nouvele de l'étrange maladie du roi répandit dans le royaume une consternation générale. Il n'y a point de nation dans l'univers, qui ait pour ses souverains un attachement plus tendre. Son affection, j'ose le dire, va quelquefois jus-

qu'à l'idolâtrie : cet amour fut, & sera dans tous les temps, le garant le plus assuré du bonheur de l'Etat, & sa ressource infaillible dans les disgrâces. C'est une justice que les nations étrangères ne peuvent nous refuser, & dont tout François porte la conviction dans son cœur. Tout concouroit à rendre ce fatal accident plus douloureux : la jeunesse du prince, sa bonté naturelle, mille qualités aimables. Ses défauts même, portoient un caractère qui les rendoit excusables ; sa prodigalité, sa familiarité, souvent peu séante à la majesté royale, étoient regardées comme des vertus outrées, dont l'âge eût modéré l'excès. On le plaignoit. La dureté de l'administration actuelle rendoit le peuple malheureux, mais il en rejetait la faute sur ceux qui gouvernoient. De quelque œil que l'on considère cette portion du genre humain, la plus nombreuse, la plus utile, & la plus méprisée, elle ne s'aveugle pas toujours si aisément qu'on le pense sur ses véritables intérêts. Le peuple est juste quelquefois, il sçait que le prince ne peut vouloir qu'on l'opprime ; que la gloire, la grandeur du monarque, son bonheur même, dépendent de la félicité commune ; que les rois n'ont pas de plus dangereux ennemis que ceux qui abusent de leur confiance pour maltraiter les sujets. Aussi dans ses reproches il épargne son souverain, il le suppose mal instruit. *Ah si le roi le sçavoit !* dit-il en gémissant. Il espère qu'il ouvrira les yeux. Cette idée consolante ne pouvoit plus être admise. Il falloit s'attendre à voir l'Etat régi par le ministère présent dont on étoit mécontent, ou par les princes dont on avoit éprouvé déjà l'insatiable avidité. Le roi n'étoit plus qu'un vain phantôme, ses forces corporeles pouvoient se rétablir ; mais on n'osoit espérer également le retour de sa raison. Soit préjugé, soit vérité reconnue, on est presque convaincu que cette cruelle maladie de l'ame, qu'on nomme folie, laisse après elle des impressions qui font toujours redouter des rechûtes.

Le peuple remplissoit les temples, & demandoit en gémissant la santé de son roi. On fit des processions publiques, on invoqua tous les saints. On envoya vers l'un des plus accrédités par des miracles du même genre, une figure de cire représentant le roi. C'étoit l'esprit du siècle : d'ailleurs cette pra-

AN. 1392.

Prières publiques. Le roi recouvre la santé.
Ibid.

AN. 1392.

tique superstitieuse pouvoit en quelque sorte trouver son excuse dans le motif qui la produisoit.

Ce seroit sans doute une opinion avantageuse de regarder les maux qui nous affligent, comme un effet de la justice divine, si cete conviction ramenoit les hommes à la raison : mais dans ces occasions chacun fait agir la Providence à son gré, lui prête ses passions, & ne consulte dans ses jugemens que son intérêt personnel. Le pontife de Rome assura que Dieu punissoit le roi, & lui avoit tollu son sens pour avoir trop soutenu cet anti-pape d'Avignon. Les adhérents de Boniface en furent également persuadés. Ils ne manquerent pas de s'en féliciter en disant, *que leur querele en seroit plus bele*. Clément & ses cardinaux de leur côté, disoient : *Le roi de France promet l'année passée au pape, & jura sur sa foi & en parole de roi, qu'il détruiroit l'anti-pape de Rome ; il n'en a rien fait, dont Dieu est couroucé*. Ils se promirent bien, s'il recouvroit la santé, de l'en faire ressouvenir pour son bien & l'aquit de leurs consciences.

On ne négligeoit pas toutefois les secours humains. Un médecin de Laon, nommé *Guillaume de Harfely*, vit le roi, & entreprit de le guérir. On augura favorablement de ses soins par l'assurance avec laquelle il parla de l'origine de la maladie. *Elle provenoit*, disoit-il, *de coulpe* : le prince en avoit apporté le germe en naissant, *il tenoit trop de la moïseur de sa mere*. On laisse aux médecins modernes à décider si par ces expressions *Harfely* vouloit désigner une espece de maladie que nous nommons encore aujourd'hui *mal de mere*, dont toutefois les symptômes éfrayants ne sont pas d'une si longue durée. Quoi qu'il en soit, Harfely remplit sa promesse avec un bon régime & de la patience. Le roi se rétablit par degrés : la connoissance lui revint. Il vit la reine, à qui l'on avoit celé sa maladie. Cete princesse venoit de mettre au monde une fille destinée avant sa naissance à l'état de religieuse. Ces sortes de vœux étoient alors fréquents. A l'âge de six ans on la conduisit à l'abaye de Poissi où elle fit profession ; & d'où elle ne voulut point sortir dans la suite pour épouser le prince de Galles, aléguant pour motif de son refus, la promesse de sa mère, que sa conscience ne lui permettoit pas d'enfreindre.

Les ducs de Berri & de Bourgogne avoient d'abord paru vouloir partager l'autorité avec le duc d'Orléans. *Nous ferons ordonner par tout le conseil de France*, disoient-ils en partant du Mans, *lesquels auront l'administration & gouvernement du royaume de France, beau neveu d'Orléans ou nous.*

AN. 1392.
Disgrace du
connétable.
Idem.

La conduite qu'ils tinrent prouva qu'ils étoient bien éloignés de cete modération. D'ailleurs la jeunesse du duc d'Orléans sembloit l'exclure du maniement des affaires. Ce prince en dut être d'autant plus mortifié, qu'il se vit par-là hors d'état d'empêcher la disgrâce de ses amis. Clifson, la Riviere, le Mercier & Vilaines, n'avoient rien épargné pour se concilier sa bienveillance, & ils y avoient réussi. Ce fut par eux que les deux freres réunis signalerent le commencement de leur pouvoir. Le connétable vint à l'hôtel d'Artois pour prendre les ordres du duc de Bourgogne, *car à lui étoit baillée la charge du royaume de France*, dit Froissard, ce qui fait présumer une assemblée générale tenue à ce sujet, dont toutefois il ne reste aucun vestige. La perte de Clifson étoit déjà résolue. Les princes vouloient faire instruire son procès par le parlement. Le duc ne put se contenir en le voyant. *Clifson*, lui dit-il, *vous n'avez que faire de vous embesjoigner de l'état du royaume, à la malheure tant vous en êtes-vous mêlé : où diable avez-vous tant assemblé de finances ? Le roi monseigneur, ne beau-frere de Berri, ne moi, n'en pourrions tant mettre ensemble : partez de ma chambre & issez (sortez) de ma présence, & faites que plus ne vous voye, car se n'étoit l'honneur de moi, je vous ferois l'autre œil crever.* Clifson se retira sans répliquer. Lorsqu'il fut de retour en son hôtel, il comprit toute la grandeur du danger. Le duc d'Orléans, le seul dont il put espérer l'apui, étoit pour lors à Creil auprès du roi son frere : d'ailleurs ce prince n'avoit aucune autorité. Il prit dans cete conjoncture le seul parti qui pouvoit le garantir de la foudre : dès le soir même il sortit de sa maison par une porte de derriere, traversa la Seine au-dessus de la Bastille, & courut s'enfermer dans Montlhéri, qui lui appartenoit.

Lorsque les ducs eurent appris l'évasion du connétable, ils se repentirent de ne l'avoir pas fait arrêter : mais il n'étoit plus temps. Clifson averti que les seigneurs de Couci, de la Tré-

Clifson se
retire en Bre-
tagne.
Ibid.

AN. 1392.

Les ministres sont arrêtés.

*Ibid.**Froissard.**Juvénal des Ursins.**Chron. MS.**Le Laboureur, &c.*

mouille, de Chatelmorant, & Desbarres, avoient ordre de l'investir dans sa retraite, ne jugea pas à propos de les attendre : il prit la route de Bretagne : où les places fortes qu'il possédoit dans cete province, lui ofroient un asile assuré.

Montagu jugeant par la disgrâce du connétable, ce qu'il avoit à craindre pour lui-même, disparut le même jour, & l'on ne fut instruit du chemin qu'il avoit pris, que lorsqu'il fut dans Avignon, où il avoit déjà fait passer une partie de ses finances. Le Mercier, seigneur de Noviant, se disposoit à le suivre : ses éfets les plus précieux étoient en sûreté; mais il songea trop tard à prendre la fuite, il n'étoit plus temps, on le gardoit à vue. Le seigneur de la Riviere & le Begue de Vilaines furent arrêtés. L'âge de ce dernier, vieilli dans les emplois militaires, le crédit de ses amis, ses services, parloient si haut en sa faveur, qu'on ne put se dispenser de lui rendre la liberté. Il se retira en Espagne. La Riviere & Noviant se trouvoient seuls exposés au ressentiment des princes. L'historien Juvénal des Ursins, dont Noviant avoit épousé la cousine germaine, attribue la disgrâce de ce seigneur, à un motif qui n'est rapporté que par lui & par l'auteur de la chronique de saint Denis, son imitateur. Le duc de Bourgogne demanda trente mille écus à Noviant, qui lui répondit que cela ne dépendoit pas de lui, mais du roi, à qui le prince devoit s'adresser. Le duc irrité de ce refus le menaça de le perdre. Noviant éfrayé vint raconter le fait au prévôt des marchands, Juvénal des Ursins, qui vainement essaya de le rassurer. « Je connois le duc de Bourgogne, lui dit le ministre, il est implacable dans sa haine : il l'a bien fait voir » par l'exemple funeste de Desmaretz & d'autres ». Si cete particularité n'est point une fable inventée par Juvénal, pour rendre le malheur de son parent plus intéressant, il faut avouer que Noviant, pour un courtisan, étoit bien mal-adroit de mécontenter un prince qui disposoit alors de la puissance suprême, & que le duc n'étoit guere jaloux de conserver du moins une aparence de justice désintéressée, à l'égard d'un homme qu'il vouloit & qu'il pouvoit perdre avec formalité. Il n'avoit pas besoin de ce prétexte, puisqu'il fit dans le même temps conduire la Riviere à la Bastille, ainsi que Noviant.

La

La détention de ces deux ministres consterna leurs amis, dont aucun n'osa s'intéresser pour eux. Le seigneur de la Riviere avoit deux enfants, une fille, dont le mariage déjà projeté fut rompu par ce triste incident, & un fils qui devoit incessamment épouser une fille du comte de Dammartin. Les ducs de Berri & de Bourgogne voulurent engager le comte à retirer sa parole. Ce généreux seigneur répondit, que *tant que le fils du seigneur de la Riviere auroit vie au corps, sa fille n'auroit autre mari, & mettroit son héritage en si dures mains, que ceux qui voudroient avoir son droit sans cause, par fraude ou par envie, ne l'en pourroient ôter.* Un procédé si noble & si ferme, se fit respecter par ceux même qu'il ofensoit. Les princes admirerent sa grandeur d'ame; ils ne le presserent pas davantage. Le comte fidele à sa promesse acomplit le mariage. Le prix d'une si bele action se fait sentir de lui-même; il n'y a personne qui n'y aplaudisse : il seroit à souhaiter pour l'honneur du genré humain, que de pareils exemples fussent moins rares.

AN. 1392.

Suite de la disgrâce des ministres.

Générosité du comte de Dammartin.

Ibid.

La perte de la Riviere & de Noviant paroissoit inévitable, on s'atendoit tous les jours à les voir conduire à l'échafaud. Plusieurs fois le peuple se rendit en foule aulieu où se faisoient les exécutions pour repaître ses yeux de ce triste spectacle. On avoit répandu contre eux les bruits les plus injurieux. Ils étoient aculés d'avoir empoisonné le roi; imputation dénuée de vraisemblance, puisque personne n'avoit plus d'intérêt qu'eux à la conservation du monarque. Il n'étoit pas si facile de les justifier sur l'administration des revenus publics. Leur excessive opulence ne les rendoit que trop suspects : en supposant même qu'ils tinssent ces immenses richesses de la libéralité du souverain, on étoit toujours en droit de leur reprocher d'avoir abusé de la facilité d'un maître aveugle. Deux mois avant la maladie du roi, le seigneur de la Riviere, comblé déjà des bienfaits du prince, s'étoit fait donner Créci en Brie, & Gournai-sur-Marne. Ils effuyèrent plus d'une année de captivité, toujours entre la crainte de la mort, & l'espérance de la vie.

Trésor des ch.
Champ. Supl.
pag. 56.

Il est presque démontré que leurs juges avoient trouvé des preuves suffisantes pour les condaner légitimement. Le roi

Tome VI.

P p

AN. 1392.

Reg. du par-
lement. sub an-
no 1393.

solicité par les ducs d'Orléans & de Bourbon d'interposer son autorité, étoit devenu trop foible pour avoir une volonté permanente. Tout fléchissoit sous le pouvoir des ducs de Berri & de Bourgogne. Le monarque envoya un de ses secrétaires au parlement, avec injonction à la cour de lui apporter les informations du procès. Les deux chambres s'assemblerent pour délibérer. Le résultat fut, que les lettres seroient communiquées au chancelier, & que cependant des députés du parlement iroient trouver les ducs d'Orléans & de Bourbon, pour les *démouvoir*, & engager le monarque à laisser aler le cours de la justice. Ces députés étoient en même temps chargés d'assurer ces deux princes, qu'ils se présenteroient le lendemain devant le roi, pour lui dire *l'intention de la cour*. Cete réponse fut accompagnée d'excuses. Un sergent à cheval vint apporter de nouveaux ordres, de ne point se présenter à l'hôtel de saint Paul sans les instructions demandées. Les députés s'y rendirent : mais les registres du parlement, d'où ces particularités sont tirées, ne font point mention qu'on eût déferé à ces ordres réitérés, qui ne ralentirent pas la vivacité des procédures.

Il y a tant de moyens de rendre criminels les hommes en place, qu'ils n'auroient peut-être pas évité une condamnation infamante, sans la protection de la duchesse de Berri. Cete princesse se jeta aux genoux de son mari, & employa des raisons si pressantes en faveur de la Riviere, qui effectivement avoit été l'un des principaux négociateurs de son mariage, que le duc ne put l'entendre sans en être touché : elle ne le quita point qu'elle n'en eût tiré une promesse positive. La duchesse étoit jeune & charmante, & le prince en étoit moins époux qu'amant. On arêta le cours du procès, qui pour lors s'instruisoit au parlement. La grace de la Riviere entraînoit nécessairement celle de Noviant, puisque leur cause étoit commune : ils en furent quittes pour la perte de la plus grande partie de leurs biens, & une défense expresse d'approcher des lieux où la cour se trouveroit. Ils durent s'estimer heureux de sortir d'affaire à si bon marché. Noviant avoit si peu d'espérance, qu'il ne cessoit de pleurer : sa vue étoit presque éteinte lorsqu'il sortit de prison.

L'alliance de Juvénal avec Noviant pensa devenir funeste à ce magistrat. Le duc de Bourgogne ne pouvoit lui pardonner les démarches qu'il avoit employées pour procurer la liberté de son parent. On suborna trente témoins qui l'accusèrent de prévarications. Au défaut du procureur & de l'avocat du roi, qui refusèrent de se charger du rapport, un simple avocat, nommé Andriguet, accepta cete odieuse commission. Heureusement les deux commissaires qui avoient reçu la déposition, oublièrent cete piece dans un cabaret où ils s'étoient enivrés. Ce procès-verbal fut porté la nuit même à Juvénal des Urfins, qui par ce moyen eut le temps de préparer ses défenses. A peine le jour paroissoit-il, qu'un huissier d'armes vint le citer par-devant le conseil du roi, qui pour lors étoit à Vincennes. Il s'y rendit accompagné de quatre cents des principaux bourgeois de Paris. Il plaida sa cause avec toute la force que donne l'innocence. Ses accusateurs, après avoir cherché vainement la déposition égarée, se retirèrent confus, alors le roi prononça : *Je dis par sentence, que mon prévôt est prudhomme, & que ceux qui ont fait proposer les choses sont mauvaises gens.* Sans la bonté du monarque, Juvénal étoit perdu : il devoit en sortant de l'audience être conduit en prison, & le lendemain exécuté aux hales. Cete forme de procédure & de jugement étoit assez singulière pour mériter d'être rapportée. Vers le temps des Pâques, les faux témoins renvoyés par leurs confesseurs à l'évêque de Paris, qui les adressa au légat du saint Siège, n'obtinrent l'absolution du prélat qu'en se soumettant à l'expiation de leur imposture par une réparation publique. Ils vinrent à l'hôtel de ville nus, n'ayant qu'un drap blanc pour toute couverture. Dans cet état d'humiliation, ils crièrent *merci* au prévôt des marchands. Juvénal leur demanda leurs noms : comme ils hésitoient, il les nomma lui-même & leur pardonna en versant sur eux des larmes d'attendrissement. Ces malheureux prosternés devant lui exprimoient leur reconnoissance par leurs sanglots. Une scene si touchante nous annonce que, malgré la corruption des mœurs, le christianisme étoit respecté dans ce siècle, où de pareils exemples de repentir ne sont pas extraordinaires. On étoit méchant, mais

AN. 1392.
Juvénal des
Urfins, pré-
vôt des mar-
chands, accusé
& justifié.
Juvénal des
Urfins.
Chron. de
S. Denis, &c.

AN. 1392.

une crainte salutaire oposoit quelquefois un frein redoutable au crime. On pourra toujours espérer tout des hommes malgré leurs foiblesses & leurs passions, tant que la plus sainte des religions nous empêchera d'étoufer le cri de la conscience. On peut hardiment annoncer les plus étonnantes & les plus crueles révolutions, si jamais la sagesse humaine parvient à fouler aux pieds ce dépôt précieux.

Destitution
du connétable
Cliffon. On
lui fait son
procès.
*Froissard.
Hist. de Bret.
&c.*

Tandis que ces poursuites contre les ministres tenoient tout le monde en suspens, des commissaires du parlement se transporterent en Bretagne pour ajourner le connétable. Ils revinrent sans avoir pu le trouver. C'étoit ce que demandoient ses ennemis : son absence fournissant un moyen plausible de lui faire son procès par contumace, au-lieu que s'il eût été présent, comme on n'avoit à lui oposer que des prévarications de finance, cete espece de crime ne pouvoit être poursuivie juridiquement contre un homme que la dignité de son emploi dispensoit d'examen, & qui pouvoit disposer des places & des revenus sans être obligé d'en rendre compte. On observa contre lui les formalités ordinaires. Après les délais prescrites, il fut apelé à la porte de la grand'chambre, au péron, à la table de marbre, & à la porte du palais. Personne ne s'étant présenté, il fut banni du royaume, *comme faux, mauvais, traître & déloyal envers la couronne de France*, condané à une amende de cent mille marcs d'argent, & privé de son ofice de connétable, dont Philippe d'Artois, comte d'Eu, gendre du duc de Berri, fut pourvu le dix-neuf Décembre de la même année. Guillaume Desbordes & Guillaume Martel, chevaliers de la chambre du roi, furent envoyés en Bretagne pour signifier à Cliffon le jugement de la cour, & lui redemander l'épée de connétable ; mais ils ne purent jamais parvenir jusqu'à lui. Après avoir inutilement parcouru presque toutes les places de sa dépendance, ils furent obligés de revenir sans rapporter la démission : ce qui n'empêcha pas le comte d'Eu d'exercer les fonctions de connétable, dont Cliffon de son côté protesta qu'on n'avoit pu le dépouiller sans injustice. Il étoit alors au château de Josselin, où il se préparoit à renouveler la guerre contre le duc de Bretagne, qui par cete révolution se croyoit dispensé d'a-

complir le dernier acommodement. Le duc se flatoit de réduire aisément son ennemi disgracié ; mais Clifson aidé d'un grand nombre de parents & d'amis qu'il avoit dans la province , fortifié d'ailleurs par les partisans de la maison de Blois , toujours ennemie de celle de Montfort , & recevant des secours du duc d'Orléans qui le favorisoit secrètement , trouva moyen de tenir tête au duc & de balancer la fortune. La Bretagne se trouva encore exposée à toutes les calamités d'une guerre intestine , dont il suffira de rapporter la précis dans le temps du traité définitif qui la termina.

AN. 1392.

La disgrâce des ministres devoit être nécessairement suivie de celle de leurs créatures. On envoya des réformateurs dans les provinces pour destituer les anciens oficiers , & les faire remplacer par de nouveaux protégés. Ces fréquents changements ne pouvoient qu'être onéreux aux peuples , victimes de ce flux & reflux perpétuel d'éloignement & de faveur. Ceux qui succédoient aux administrateurs déposés , instruits par l'exemple de leurs prédécesseurs de l'instabilité de leur crédit , ne songeoient qu'à profiter d'un pouvoir momentané pour élever l'édifice de leur fortune : ils n'en étoient que plus avarés & plus injustes. Les réformateurs chargés de faire ces mutations avoient grand soin , en arrivant dans les différents départements , de s'informer de la qualité des oficiers actuellement en charge , quels étoient leurs protecteurs , & sur-tout , s'ils étoient riches , afin de taxer les restitutions suivant les facultés.

Recherches
contre les
créatures des
ministres dis-
graciés.

Chron. MS.
B. R. numéro
10297.

L'étrange & dangereux accident dont la santé du roi avoit été ataquée , faisoit tout appréhender pour la vie de ce prince. Ses forces corporeles & les facultés de son ame étoient également altérées. Il étoit à propos de pourvoir au gouvernement du royaume , & de prévenir s'il étoit possible les contestations qu'on avoit vues s'élever à la mort du feu roi. La première démarche que le conseil jugea nécessaire , fut la confirmation de l'édit de Charles V , qui fixe à quatorze ans la majorité de nos souverains. Le roi pour cet éfet vint tenir son lit de justice au parlement. Il étoit acompagné du roi d'Arménie , des ducs de Berri , de Bourgogne , d'Orléans & de Bourbon , du comte d'Ostrevant , gendre du duc de Bour-

Confirma-
tion de l'édit
de Charles V,
pour la majori-
té des rois.
Trésor des ch.
lay. régences &
majorités des
rois , n^o. 9.
Regist. du par-
lement.

AN. 1392.

Tutele des
enfants de
France.

gogne, du patriarche d'Alexandrie, des archevêques de Rouen & de Lyon, des évêques de Langres, de Laon & de Noyon, pairs de France, & de ceux de Paris, de Bayeux, de Chartres, d'Aras & d'Auxerre, du chancelier, & des gens du conseil privé. Toutes les chambres étoient assemblées, une multitude de peuple assistoit à la publication de l'ordonnance. Telle étoit alors la forme usitée pour consacrer des loix, qui par leur importance devenoient des constitutions fondamentales de l'Etat. Le roi disposa ensuite de la tutele de ses enfants qui fut confiée à la reine, aux ducs de Berri, de Bourgogne, de Bourbon, & à Louis de Baviere, frere de la reine. Les revenus du duché de Normandie, de la ville & vicomté de Paris, des bailliages de Senlis & de Melun, furent assignés pour l'entretien du dauphin & de ses freres. La reine & les quatre princes devoient être assistés d'un conseil composé de trois prélats, six nobles & trois clercs. La même ordonnance prescrivoit la forme des serments que devoient prêter, tant les tuteurs que leurs conseillers. Il n'est pas inutile d'observer que la reine étoit dépouillée de sa qualité de tutrice, en cas qu'elle contractât un second mariage après la mort du roi.

Régence.
Ibid. n°. 11.

Quoique l'âge & la qualité d'oncles semblaient donner aux ducs de Berri & de Bourgogne une espèce de supériorité sur le duc d'Orléans, il est cependant certain que ce dernier, comme premier prince du sang, avoit un droit incontestable à l'administration : aussi par les lettres patentes du même mois fut-il désigné régent du royaume sans aucune restriction : on ne lui prescrivit pas même l'obligation de se faire assister d'un conseil de régence*. En effet l'autorité d'un régent seroit difficilement limitée par des conditions qu'il peut anéantir ou réformer en vertu du pouvoir souverain qu'il exerce dans toute son étendue. Comme le roi vécut encore trente ans après ces dispositions, elles ne furent point exé-

* Si ceux qui ont fourni les autorités sur lesquelles mademoiselle de Lussan a composé son histoire de Charles VI, avoient lu les deux ordonnances de tutele & de régence, ils auroient vu précisément le contraire de ce qu'elle rapporte à ce sujet. Il n'est pas dit dans les lettres de tutele, un seul mot qui ait rapport à la régence, & le conseil des douze y est formellement destiné pour assister la reine & les tuteurs. *Vid. Recueil des ordonnances, tom. 7, pag. 530.*

cutées : cependant on y reconnoît toujours le même principe puisé dans nos anciennes loix , qui distinguoient la tutelle du souverain mineur , de la garde ou administration du royaume sous le nom de régence. Charles dans le même temps fit son testament , dont on ne fait ici mention , que pour remarquer , qu'entre plusieurs fondations pieuses il léguoit une somme destinée à faire prier Dieu pour l'ame du connétable du Guesclin. C'est un exemple de reconnoissance assez rare pour mériter d'être cité. Les services présents sont quelquefois oubliés si facilement , qu'il est permis de s'étonner qu'un prince remplisse à cet égard les obligations de son prédécesseur.

AN. 1392.

*Trésor des
ch. lay. Testam.
Régence. 269.*

Le médecin , après le rétablissement du roi , avoit sur-tout recommandé qu'on évitât de contrarier ce prince , & qu'on ne l'occupât d'aucune affaire sérieuse , afin de donner à son esprit le temps de se fortifier. La politique avoit peut-être autant de part à ce régime que la santé du monarque. Quoi qu'il en soit , on ne songeoit qu'à lui procurer tous les divertissemens capables de flater son imagination. On étoit au fort de l'ivresse des plaisirs du carnaval , lorsqu'il prit fantaisie au roi d'exécuter un de ces déguisemens de caprice , qu'on ne peut attribuer à la rusticité de ce siècle , sans faire en même temps la critique du nôtre. Nous n'avons rien à cet égard à reprocher à nos ancêtres. La force de l'usage nous empêche d'en remarquer le ridicule. Le mariage d'une des filles de la reine avec un gentilhomme du Vermandois , fut pour le roi une occasion de se satisfaire. Le jour des noces , la reine donna un festin splendide suivi d'un bal , où toute la cour devoit se trouver. Le roi entra dans la sale où l'on dansoit , il étoit déguisé en sauvage & conduisoit cinq seigneurs habillés comme lui , & enchainés les uns aux autres. Avant que cete mascarade parût , on avoit ordonné d'éloigner les flambeaux. Le duc d'Orléans qui n'étoit pas instruit de cet ordre , abaissa une torche allumée que tenoit un de ses gens sur la tête d'un des sauvages : dans le moment le feu prit aux habits faits de toile enduite de poix , sur laquelle on avoit appliqué des étoupes. La flamme se communiqua rapidement , & la sale retentit des hurlements que pouissoient les masques :

Bal masqué
où le roi pensa
être brûlé
avec cinq seigneurs.
Tous les historiens.

AN. 1392.

heureusement le roi avoit quité la danse & s'amusoit à parler à la duchesse de Berri. Ceux qui composoient l'assemblée sçavoient que le monarque étoit l'un des six sauvages ; mais tous , & la duchesse elle-même qui s'entretenoit alors avec lui , ne le distinguoient pas. Il voulut la quitter : *Où voulez-vous aler*, lui dit-elle en l'arêtant, *vous voyez bien que vos compagnons ardent* (brûlent). Il se nomma. La princesse conservant une présence d'esprit rare dans un danger si pressant, le cacha sous la queue de son manteau. Les cinq sauvages cependant étoient dévorés dans leurs habits colés sur leurs corps. Les quatre premiers, *Hugues de Guissai*, le comte de Joigni, *Aymard de Poitiers*, fils du comte de Valentinois, & le bâtard de Foix, moururent. Jean de Nantouillet, le cinquieme, plus heureux que les autres, rompit sa chaîne, & courut vers la *bouteillerie*, où il se précipita dans une cuve pleine d'eau. On avoit emporté la reine évanouie. Lorsqu'elle reprit ses sens, son époux étoit auprès d'elle & la rassuroit : à peine osoit-elle en croire au rapport de ses yeux. Isabelle aimoit alors le roi. Que ne conserva-t-elle toujours cete précieuse tendresse pour le bonheur du royaume, & sa propre réputation ! Les oncles du monarque qui s'étoient retirés avant cet accident, en furent véritablement éfrayés. Le peuple pouvoit les acuser d'en être auteurs ; & déjà l'on murmuroit contre eux. *Monseigneur*, dirent-ils au roi, *votre corps & tout le royaume de France a été par cete incidence en grande aventure d'être tout perdu, & vous le pouvez imaginer : car ja ne s'en peuvent les vaillants gens de Paris taire, & Dieu sçait, si le mechef fût tourné sur vous, ils nous eussent tous occis*. Le lendemain le roi se fit voir au peuple qui le demandoit avec empressement. Il se rendit à Notre-Dame acompagné de tous les princes du sang & des seigneurs qui se trouvoient alors à Paris. Le duc d'Orléans, en expiation de son imprudence, assigna pour la fondation d'une chapele aux célestins, la seigneurie de Porche-Fontaine, qui faisoit partie de la confiscation de Craon.

Chart. de la
Ch. des C.

AN. 1393.
Prorogation
de la trêve.

Le peu de succès des dernières conférences n'empêcha pas qu'on ne les renouvelât au commencement de cete année. Les ducs de Lancastre & de Glocestre se trouverent à
Lelighen

Lelighen avec les ducs de Berri & de Bourgogne. Durant le cours de ces négociations, le roi se tint presque toujours dans Abbeville, où les princes ses oncles l'avoient amené dans l'intention de rendre les Anglois témoins du rétablissement de sa santé. Dès les premiers jours de leur entrevue, les plénipotentiaires convinrent d'une prorogation pour une année de la treve qui devoit expirer à la saint Michel. Cet heureux préliminaire faisoit espérer qu'on parviendrait enfin à procurer une paix solide. Les cours de France & d'Angleterre paroissoient la desirer également. Les François offrirent d'abandonner le Limosin, l'Agénois & le Querci, le Rouergue & le Périgord, pourvu que les Anglois évacuassent Calais. Ces offres de la part de la France étoient-elles sincères, sur-tout, depuis que les ducs de Lencastre & de Glocestre eurent formellement déclaré au nom de toute la nation Angloise, que « Calais seroit la dernière ville que la » couronne d'Angleterre tiendrait ? » Espece de prédiction qui se trouva vérifiée par l'événement vers le milieu du seizième siècle, lorsque le duc de Guise lava sous Henri second cet opprobre du regne de Philippe de Valois. Au-reste ces difficultés réciproques n'auroient peut-être pas formé d'obstacle insurmontable, si le duc de Lencastre & Richard lui-même n'avoient écouté que leurs dispositions pacifiques : mais le duc de Glocestre, ayant pour lui le suffrage général du peuple Anglois, opposoit une résistance que rien ne pouvoit vaincre. Il prétendoit toujours rapeler la France aux conditions honteuses du traité de Bretigni, traité trop fidèlement rempli par le roi Jean, ainsi qu'on pense l'avoir suffisamment prouvé dans les volumes précédents, traité dont nos rivaux avoient été les premiers infracteurs, & qu'il étoit absurde de vouloir faire revivre ; de semblables conventions ne pouvant subsister qu'autant que la violence qui les arrache en prescrit la nécessité. Le schisme fournissoit encore des prétextes d'éloignement, chacun des deux partis voulant s'engager réciproquement à reconnoître le pontife qu'il avoit adopté. Le cardinal Pierre de Lune, Aragonois, vint de la part de Clément, soutenir au congrès la validité de l'obédience d'Avignon. A peine osa-t-il se présenter, que

AN. 1393.

Rymer. *act.*
publ. tom. 3,
part. 4, p. 87.
Regist. du parlement.

AN. 1393.

Rymer. *act.*
publ. tom. 3,
part. 4, p. 90
 & *suiv.*

Ibid. p. 93.
Trésor des
Chartres, lay.
Navarre, n^o.
 43.

les ducs de Lencastre & de Glocestre demanderent qu'il se retirât. *Otez-nous ce légat*, dirent-ils, *nous n'avons que faire d'entendre à ses paroles*. Ils menacerent même de rompre les conférences, si l'on insistoit davantage sur ce sujet. Après une exclusion si formelle, ils n'auroient pas dû signifier qu'ils étoient chargés par les trois Etats d'Angleterre de faire approuver l'élection d'Urbain & de Boniface son successeur. Les ministres François répondirent sagement, que toutes les puissances chrétiennes avoient un égal intérêt à faire cesser cete division scandaleuse, mais que les Anglois ni les François n'ayant point été apelés à ces choix oposés, la liberté de pencher vers l'un ou vers l'autre devoit être égale : que l'intention du roi & de son conseil étoit de s'en rapporter aux lumieres du clergé de France & de l'université. Cete réponse satisfit les Anglois, d'autant plus qu'ils n'ignoroient pas que les sentiments de l'université de Paris étoient partagés. Ces prétentions respectives ne servirent qu'à traîner les négociations en longueur. La seule démarche qui produisit quelque effet, fut la demande faite au nom du roi de Navarre, de la ville de Cherbourg. Les plénipotentiaires Anglois n'avoient aucun prétexte d'en éluder la restitution. Le feu roi de Navarre l'avoit engagée pour vingt-cinq mille livres dont on ofroit le paiement. Quelque envie qu'eussent les Anglois de conserver cete clé de la Normandie, Richard promit de la rendre dans trois semaines. Les ordres furent expédiés en conséquence ; mais l'exécution en fut encore retardée pendant près de quatre mois.

Charles de Beaumont, porte-étendard de Navarre, & Arnaud de Garre, commissaire du roi de Navarre, en prirent possession * au nom de ce prince, après avoir payé les vingt-cinq mille francs prêtés par Edouard à Charles le mauvais. Le roi de Navarre s'engagea dans le même-temps à contenir la garnison de Cherbourg, en sorte que les François n'en seroient point molestés.

Toute la nation Angloise murmura de cet acte d'équité,

* Cete restitution faite au mois de Janvier 1393, ainsi qu'il est prouvé par les actes de Rymer & par le trésor des chartres, est placée dans l'auteur anonyme & les historiens qui l'ont suivi sous l'année 1396.

comme si la possession momentanée de cete place eût dû lui fournir un titre de propriété inaliénable. Les ducs de Berri & de Bourgogne firent aussi dans le même temps quelques tentatives pour procurer la restitution de Brest au duc de Bretagne : mais une nouvelle fâcheuse les força de remettre la décision de cete affaire à des temps plus tranquilles.

Tandis que les négociateurs s'occupoient à *Lelighen* des moyens de procurer la paix entre les deux couronnes, Charles retomba dans cet affreux délire dont l'année précédente il avoit éprouvé les sinistres atteintes. Guillaume Martel, un de ses chambélans, s'aperçut le premier de cete rechûte & en avertit le duc d'Orléans. Pendant ce second accès, qui dura près de sept mois, on n'eut que trop le loisir d'examiner les symptômes de cete cruelle maladie, qui commençoit par un abattement d'esprit, & dégénéroit par degrés en aliénation totale : alors il oublioit les autres & lui-même. Il nioit qu'il fût roi : par-tout où il trouvoit l'empreinte de son nom ou de ses armes il les effaçoit avec une espèce de fureur. La présence de la reine lui étoit devenue insupportable. « Quele est cete femme, disoit-il, lorsque cete princesse se présente devant lui ? elle m'ennuie : s'il y a quelque moyen de me délivrer de ses importunités ; qu'on l'emploie, & qu'elle ne me persécute pas davantage ». La seule duchesse d'Orléans sembloit être exceptée de cete aversion générale que lui inspiroit la vue des autres femmes. Il la voyoit avec plaisir ; il l'apeloit sa très chere sœur. Cete prédilection fit concevoir des soupçons injurieux : on accusa cete princesse de l'avoir enforcélé. Ceux qui vouloient accréditer ces bruits ne manquoient pas de dire que Valentine étoit Milanoise, & que les Italiens, & sur-tout les Lombards, étoient familiarisés avec l'art des enchantements. Quelque absurde que fût une pareille imputation, la duchesse se vit obligée de s'absenter pendant quelque temps pour apaiser ces odieuses rumeurs. Le duc d'Orléans lui-même fut enveloppé dans les accusations. La conduite de ce prince nuisoit à sa réputation : entouré de ministres de débauches & de prétendus magiciens, il étoit, suivant le génie de son siècle, superstitieux par ignorance, & vicieux par tempérament.

Q q ij

AN. 1393.

Le roi retombe en démence.

Froissard. Chroniq. de S. Denis. Juvénal des Ursins. Hist. anonyme. Le Laboureur &c.

AN. 1393.
Le magicien
de Guienne.

Le médecin qui avoit soulagé le roi dans son premier accès ne vivoit plus, & la faculté s'étoit épuisée en recherches inutiles. Au défaut des remèdes humains, on eut recours aux moyens surnaturels. On fit venir du fond de la Guienne un prétendu magicien qui s'étoit vanté de guérir le roi d'une seule parole. La présence de ce misérable, ignorant, grossier, & presque aussi imbécile que le malade qu'il venoit soulager, ne fut pas capable de détromper une cour superstitieuse & crédule. Il possédoit, disoit-il, un livre auquel il avoit donné le nom bisarre de *simagorad*, par le moyen duquel il assuroit pouvoir à son gré conduire & réformer la nature entière. Adam avoit reçu ce livre de Dieu même cent ans après la mort d'Abel, pour le consoler de la perte de ce fils bien-aimé. Cet homme, qui n'avoit pas même, le foible mérite de séduire par un extérieur imposant, amusa impunément pendant près de six mois la reine, les princes, les grands, auxquels il faisoit espérer sans cesse qu'il détruiroit le charme dont le monarque étoit obsédé, ajoutant que son livre merveilleux l'emporteroit sur la puissance des enchanteurs qui combatoient contre lui. On ne rapporte ces contes ridicules, que parce qu'ils entrent malheureusement dans l'histoire humiliante de l'esprit humain.

Invention du
jeu de cartes.

Entre les curieuses superfluités qu'enfanta parmi nous l'ennui de l'existence, il ne faut pas oublier le jeu de cartes, inventé, dit-on, pour procurer quelque soulagement au roi, lorsque ses accès lui laissoient des intervalles de tranquillité. Cet amusement, qui fait aujourd'hui les délices des sociétés où l'on se pique le plus de politesse & de raison, est tellement consacré par l'habitude, que nous l'avons transformé en besoin réel. *Jacquemin Gringonneur*, peintre demeurant rue de la Verrerie, fut le premier qui peignit *des cartes à or & de diverses couleurs, pour l'esbatement du roi*. L'invention de ces sortes de figures n'étoit certainement pas nouvelle, car un statut du synode de Worchestre proscriit entre autres jeux de hasard celui *du roi & de la reine*. On trouve dans la vie de saint Bernard de Sienne, parmi les instruments de jeux divers, tels que les palets, les dés, qu'on apporta dans la place publique pour les brûler, des figures

peintes *, *des cartes de triomphe*, dont l'un de nos jeux de cartes retient encore le nom. Mais cete récréation avoit été long-temps négligée, lorsque la démence du roi la tira de l'obscurité : la nation ne tarda pas à l'adopter, & la fureur de ce jeu absorba bientôt toutes les autres. Quatre années s'étoient à peine écoulées, que cete manie étoit devenue épidémique. Le prévôt de Paris rendit une ordonnance qui l'interdisoit : mais la défense fut d'autant plus mal observée, que la cour donnoit publiquement le premier exemple de la transgression. Cet amusement au-reste, varié sous une multitude de formes, tantôt subordonné au hafard, tantôt occupation réfléchie & combinée, est trop connu pour exiger qu'on entre dans un plus long détail. Heureux celui qui, sachant se procurer des ressources plus agréables & plus sensées contre la fastidieuse situation de ne sçavoir que dire ni que faire, ignore jusqu'aux éléments d'un jeu dont l'acharnement n'a pas même le premier mérite qui doit caractériser toute récréation, celui d'inspirer des sentiments de

AN. 1393.

*Livre rouge
du châtelet, f.
97.*

* On peut voir encore dans les cartes que nous employons, la forme des habillemens du siècle où elles devinrent d'un usage plus fréquent. Aux armoiries dont les draperies sont chargées, on reconnoît les regnes de Charles VI & de Charles VII. C'étoit alors la mode de faire broder ses armes sur ses vêtemens, ce qui formoit une distinction entre la noblesse & le peuple, distinction qui ne seroit plus praticable aujourd'hui, que le plus mince roturier surcharge l'écusson de ses pacifiques ancêtres, des instrumens de guerre les plus meurtriers, modeste encore s'il ne décore pas ces ridicules trophées d'une couronne de comte ou de marquis. Les noms d'Alexandre, de David, de César & de Charlemagne, ainsi que ceux des dames, retracent cet ancien jeu du roi & de la reine. Ceux des valets sont plus modernes. Oger le Danois & Lancelot rapellent les temps héroïques de nos anciens Paladins, & la chevalerie moderne est représentée par deux seigneurs de la cour, qui vivoient encore dans le temps où le jeu de cartes, devenu commun, reçut sa dernière forme. Ces deux seigneurs sont le fameux Lahire, & le brave Hector de Galard, l'un des ancêtres de M. le comte de Brassac. Il étoit chevalier de l'ordre, & commandoit les gentilshommes à bec de Corbin, dont on forma dans la suite la seconde compagnie des gardes du corps. On ne rapportera point ici les conjectures, plus ingénieuses que solides, tirées des diverses figures du jeu de cartes. Quelques auteurs ont prétendu y trouver les plus sublimes maximes de la guerre & du gouvernement. Selon eux, les as représentent l'argent considéré comme le nerf de la guerre; le trefle est l'emblème de la fertilité des campagnes, nécessaire pour faire subsister les armées désignées par les piques & les carreaux. Les combinaisons du jeu dévelopent les plus profonds mystères de la politique. Ceux qui seront curieux de s'instruire de pareilles interprétations, peuvent consulter la bibliothèque curieuse du P. Ménestrier, tom. 2, p. 174; le journal de Trévoux, Mai 1710; le nouveau choix des mercurès & des journaux, tom. 77, &c.

AN. 1393.

plaisir & de joie à ceux qui s'y livrent avec le moins de ménagement !

La maladie du roi ne pouvoit être long-temps ignorée , quelques précautions qu'on employât pour en dérober la connoissance au public. On l'avoit transféré d'Abbeville au château de Creil, dans l'espérance que ce séjour lui seroit aussi salutaire qu'il l'avoit été lors de son premier accès. On le promena successivement dans plusieurs maisons de plaisance , telles que Beauté-sur-Marne , Saint Germain en Laie. Tous les soins qu'on employoit pour adoucir son état furent inutiles , on eut recours aux prières , aux jeûnes , aux processions ; moyens sans doute supérieurs aux remèdes humains ; mais dont la droiture du cœur peut seule assurer l'efficacité. Les vœux de la nation ne furent point exaucés. L'esprit du monarque, depuis cete fatale rechûte , ne recouvra jamais son activité. L'abus des plaisirs dans les intervalles d'une santé aparente, acheva de ruiner les ressources qu'on auroit dû peut-être encore attendre d'une constitution robuste. A peine commençoit-il à se rétablir , que ceux qui l'environnoient le plongeoient dans la débauche , sous prétexte de le divertir. Les excès auxquels il se livroit hâtoient le retour du mal , & le rendirent incurable. Qu'on ne s'attende donc plus pendant les trente dernières années de ce regne à voir un roi sur le trône. L'infortuné Charles n'est plus désormais qu'un simulacre de souverain , dont chacun s'empare successivement pour autoriser , à l'abri d'un nom sacré , l'injustice des grands & l'opression du peuple.

Caractere
des ducs.

Le duc d'Orléans entraîné par le feu de la jeunesse , livré sans ménagement aux plaisirs de son âge , n'étoit gueres en état de suivre avec constance des vues ambitieuses dans le tumulte des passions qui l'agitoient. L'exercice du pouvoir suprême auroit flaté son amour-propre : mais le projet de s'emparer du gouvernement & de s'y maintenir , demandoit une application & une conduite réfléchie , dont il étoit pour lors incapable. D'ailleurs , quoique frere unique du monarque , son crédit paroissoit s'éclipser devant celui de ses deux oncles , qui avoient sur lui l'avantage des années & de l'expérience. Le duc de Bourgogne sur-tout avoit aquis une

supériorité que rien ne balançoit. Tout sembloit concourir à la fatale élévation de ce prince & de sa maison, étendue des domaines, nombre des créatures, génie, fortune, splendeur, réputation dans les armes & dans les affaires. Le duc de Berri lui-même, voluptueux, prodigue, inconstant & foible, cédoit à l'ascendant de ce frère tout-puissant, qui dispoit à son gré de l'autorité principale, & n'employoit son pouvoir qu'à cimenter l'édifice de sa grandeur. Outre les motifs d'ambition personnelle, il y étoit encore excité par Marguerite de Flandre son épouse, princesse altière, & jalouse d'une prééminence qu'elle croyoit due à ses richesses, & plus encore à l'éclat de sa naissance. Cete fierté devoit la rendre ennemie de la duchesse d'Orléans, née d'un sang moins illustre, mais qui l'emportoit par les charmes de la jeunesse & par les graces de la figure. Bientôt l'émulation entre ces deux dames produisit des intrigues, des soupçons, des rapports, & dégénéra en aigreurs réciproques, qui contribuèrent autant que l'ambition & l'intérêt, à diviser leurs maisons.

AN. 1393.

L'attention du duc de Bourgogne à saisir tout ce qui pouvoit servir à son crédit, se remarque jusque dans les objets qui paroissent les moins importants. Il se fit donner, ou plutôt il prit lui-même la surintendance générale de toutes les chasses du royaume, avec un pouvoir illimité. Toutes les permissions de chasser dans les forêts du roi, précédemment accordées, furent révoquées indistinctement, sans même en excepter les princes du sang : lui seul eut le droit d'en donner de nouvelles.

*Ch. des C. de Lille.
Recueil des ordonnances.*

On ne connoissoit point encore la charge de grand veneur, qui fut érigée quelque temps après en faveur de *messire Guillaume de Gamaches*. Le roi mécontent de ce que plusieurs fois il lui avoit fait manquer sa chasse, le destitua pour mettre en sa place *Louis d'Orguechin*, ce qui occasiona un procès au parlement en 1414. Le seigneur de Gamaches, premier titulaire, obtint en dédommagement la charge de grand-maître réformateur des eaux & forêts de France. Avant la création de l'office de grand-veneur, l'inspection de la chasse appartenoit au maître de la venerie, ou

Grand veneur.

*Du Tillet.
Histoire de la maison de France.
Recueil des ordonnances.
Chant. des comptes de Paris, t. III. D. fol. 161.*

AN. 1393.

maître veneur, qui étoit en même temps l'un des six maîtres des eaux & forêts choisis par la chambre des comptes.

Leges veterum Germanorum, Francorum, Burgund. &c.

Leg. Longobard. lib. 1, tit. 9, cap. 33. Capitulaire, an. 819.

Baluze.

Loix Bourguign. supplément 2, tit. 1.

La chasse du vol fut dans tous les temps distinguée de la venerie, & avoit ses officiers particuliers. Quelques auteurs ont prétendu mal-à-propos que cet exercice n'étoit en usage que du temps de l'empereur *Frédéric Barberousse*, vers le milieu du treizième siècle. Les loix barbares défendoient qu'on exigeât d'un noble son épée ou son *autour*, même pour racheter sa vie. Les gentilshommes avoient seuls le droit de porter un épervier ou un faucon sur le poing. Ils en étoient si jaloux, que Paris étant assiégé par les Normands sous le regne de l'usurpateur Eudes, les seigneurs qui défendoient le pont, craignant d'être forcés, lâcherent leurs oiseaux de proie, afin qu'ils ne tombassent pas au pouvoir de leurs ennemis. Celui qui se trouvoit convaincu d'avoir volé un de ces oiseaux, étoit obligé de payer six sous au possesseur, & deux sous d'amende, somme considérable alors : sinon on le condannoit à souffrir que l'animal lui dévorât six onces de chair sur la poitrine. Les princes & les plus grands seigneurs faisoient leurs délices de cet amusement. Ils ne marchaient qu'avec l'oiseau sur le poing. *Geofroi I*, comte de Bretagne, qui vivoit dans le dixième siècle, allant en pèlerinage à Rome, fut tué d'un coup de pierre que lui jeta une femme pour se venger de ce que l'épervier de ce prince avoit pris une de ses poules. On voit encore dans une tapisserie antique conservée à Bayeux, monument de l'onzième siècle, qui représente la conquête de l'Angleterre par Guillaume, duc de Normandie, non-seulement ce prince, mais plusieurs des principaux personnages tenant leurs faucons à la main. Les plus anciennes miniatures, les sceaux, retracent cet usage. Les dames ne témoignent pas moins de passion que les hommes pour cette chasse. On en avoit fait un art qui tenoit, après celui de la guerre, le premier rang parmi les occupations de notre noblesse. Les souverains faisoient eux-mêmes les fonctions de grands fauconniers, ce qui continua jusqu'à Philippe le hardi, qui le premier créa l'office de grand fauconnier, ayant sous lui des fauconniers subalternes. Ce prince envoya jusque dans les

fonds

fond du nord chercher des oiseaux de proie, ce qui donna lieu à un roman, dans lequel on feint que le roi de France reçoit du roi de Danemarck des leçons de fauconnerie. Le plus ancien grand fauconnier de France dont le nom soit connu, est *Simon de Chandeviers*, sous le regne de Louis Hutin. Cet officier recevoit, dès la première institution, des appointements considérables. Il avoit sous lui cinquante gentilshommes & cinquante fauconniers-aides. Il jouissoit de la chasse du vol dans toute l'étendue du royaume. Les marchands d'oiseaux ne pouvoient vendre sans son consentement, pour lequel ils lui payoient un tribut. Avant que de terminer cet article, les lecteurs ne seront peut-être pas fâchés qu'on leur rapelle ce qui se pratiquoit de toute ancienneté à la cour de nos rois. Dans les premiers jours du mois de Mai, saison de mettre les oiseaux en mue, les veneurs habillés de vert, ayant leurs trompes, & armés de gaules vertes, venoient chasser les fauconniers jusqu'à la mi-Septembre, que les fauconniers obligeoient à leur tour les veneurs de se retirer jusqu'au printemps prochain.

AN. 1393.
Art. de la
fauconnerie.
MS. B. R.

Le feu roi avoit sévèrement défendu à tous ses officiers, ainsi qu'à la noblesse, de se présenter pour l'adjudication des fermes publiques. Une nouvelle ordonnance, sous prétexte de confirmer cete disposition, ajouta que toutefois les officiers royaux & les gentilshommes pouroient être admis à la qualité de traitants, lorsqu'ils ne se présenteroit point d'enchérisseurs. N'étoit-ce pas frayer à leur cupidité une route aussi sûre que facile? Leurs protections & leur crédit ne fussoient-ils pas pour éloigner les autres aspirants? ce qui ne manqua pas d'ariver, & produisit un inconvénient pire que celui qu'on avoit voulu prévenir, lorsque toutes sortes de personnes étoient reçues indistinctement à mettre l'enchere. Ceux qui gouvernoient alors n'ignoroient pas quels abus pouvoient en résulter pour l'intérêt même du souverain, & sacrifioient tout à l'envie de s'aquérir des partisans. Ces détails, dont le récit est indispensable, puisqu'ils servent à dévoiler les manœuvres du gouvernement, caractérisent en même temps le génie de ce siècle. La soif des richesses étoit la passion dominante, elle devoit nécessaire-

Tome VI.

R r

AN. 1393.

ment étouffer l'honneur incompatible avec elle. Si la corruption gaignoit les premiers ordres de l'Etat, quels progrès ne devoit-elle pas faire parmi le peuple? On ne peut trop attentivement considérer ces indices de dépravation : ils ont été dans tous les temps le présage infallible des révolutions les moins prévues. Quelles ressources contre les secousses qui peuvent agiter le corps politique, lorsque tous ses membres sont gangrenés?

Il ne faut pas s'attendre pendant le cours de ce regne à ces sages motifs qui dirigeoient l'administration de Charles V. Il avoit réduit à quarante le nombre des procureurs au châtelet, afin qu'ils ne fussent pas obligés de multiplier les procédures pour vivre de la substance de leurs clients. Une nouvelle ordonnance ouvrit la porte à une nuée de praticiens. Qui vouloit être procureur n'avoit qu'à se présenter, il suffisoit, pour être reçu, du suffrage de deux ou trois avocats. Ils s'engageoient à la vérité de conduire avec fidélité les affaires de *leurs maîtres*, car c'est ainsi que les parties étoient qualifiées vis-à-vis des procureurs. Mais qu'il étoit difficile à ces nouveaux officiers, devenus nécessairement avides à proportion de leur multitude, de se renfermer dans les bornes d'une défense précise! C'étoit en vain que, pour abréger les procédures, un règlement antérieur avoit aboli l'usage d'obtenir plusieurs sentences par défaut dans les causes qui étoient portées au châtelet, règlement qui avoit été demandé par le prévôt de Paris & les magistrats de son tribunal : l'esprit de chicane, favorisé par cete admission à l'infini, aloit bientôt enfanter de nouveaux objets de réforme. Ce fut à-peu-près vers ce temps que les procureurs s'acoutumerent à exiger de *leurs maîtres* la valeur en argent des épices qu'on ne leur donnoit auparavant qu'en nature & volontairement. Le parlement, justement indigné de ces honteuses vexations, défendit à ses procureurs, sous peine de privation de leurs ofices, non-seulement d'extorquer de pareilles gratifications, mais même d'en recevoir de la libéralité de leurs parties, sans une permission expresse des juges, & en présence du gréfier de la cour.

*Livre rouge
du châtelet. fol.
218.*

*Livre rouge
ancien du châtelet,
fol. 121.*

*Registre du
parlement.*

*Le roi fait
un pèlerinage
à S. Michel.*

Charles, convalescent, se dispoisoit à s'aquiter de sa re-

connoissance en faisant un pèlerinage à saint Michel, par l'intercession duquel il pensoit avoir été soulagé, lorsqu'il reçut une députation de l'université, qui venoit le presser d'employer l'autorité souveraine à l'extinction du schisme. Ce corps célèbre, toujours guidé par les mêmes principes, n'épargnoit ni sollicitations ni travaux pour terminer cete malheureuse affaire. Si son zele & ses lumieres ne purent extirper dès sa naissance cet opprobre de la religion, il ne faut l'attribuer qu'aux motifs d'intérêt & d'ambition, dont les deux compétiteurs & leurs partisans ne pouvoient se détacher.

AN. 1393.

Quoique la France fût soumise à l'obédience de Clément, on a dû toutefois remarquer que ses droits n'y étoient pas généralement reconnus par les gens éclairés & désintéressés. La conduite violente qu'il tint dans une occasion, où le respect dû à la majesté souveraine, & le droit des gens, étoient également compromis, excita le mécontentement de la cour. L'ordre des chartreux avoit député deux de ses religieux à Boniface, dans la vue de s'affranchir de la juridiction des ordinaires : tant l'indépendance a d'attraits, même pour les plus fervents solitaires ! Ils obtinrent cete soustraction qui forme le premier titre de leur exemption. Le pontife Romain les chargea en même temps d'une bulle adressée au roi de France, par laquelle il le prioit de travailler à la réunion de l'église. Le duc de Berry étoit à la cour d'Avignon lorsque les deux chartreux s'y rendirent. Clément & ce prince furent également alarmés, lorsqu'ils apprirent que ces religieux étoient porteurs d'une bulle adressée au roi de France. Ils firent enfermer dans la chartreuse de Villeneuve ces dangereux députés, & l'on mit en usage les menaces & les mauvais traitements, pour les engager à remettre entre les mains du saint pere d'Avignon les lettres de son rival. Ils refusèrent constamment, & le pontife ne remporta de cete démarche que la honte d'une violence inutile. Le roi, à la sollicitation de l'université, demanda la liberté des prisonniers. Il falut céder : Clément, en leur donnant leur audience de congé, les pria d'assurer le roi de ses dispositions à procurer la paix par le sacrifice, non-seulement de sa dignité, mais même de

Les chartreux affranchis de la juridiction des ordinaires.

R r ij

AN. 1393.

sa propre vie : sentiment dont il étoit bien éloigné. Les deux chartreux s'aquiterent de leur commission. Charles flaté de la bonne volonté que témoignoit Boniface, lui renvoya les mêmes députés accompagnés de deux autres religieux de leur ordre : il ne lui fit point de réponse par écrit. Tel fut l'avis du conseil, dans l'appréhension que les termes qu'il faudroit nécessairement employer, ne mécontentassent l'un des deux pontifes.

L'université consultée sur les moyens de procurer la paix à l'église.

L'université croyant toucher à l'heureux instant d'une paix si désirée, signala sa joie par une procession publique. Ce fut dans ce temps-là précisément qu'elle reçut ordre de donner son avis sur les moyens de rendre un pasteur légitime aux fideles dispersés. Cinquante-quatre docteurs furent nommés pour examiner & rédiger les avis qui montoient à dix mille, & Nicolas de Clémengis, docteur de Paris, archevêque de Bayeux, qui dans la suite devint secrétaire de l'antipape Benoît XIII, fut chargé de rassembler dans un mémoire les différentes opinions. Elles se réduisoient à trois. La cession des deux papes, le compromis ou le jugement de leurs droits par des arbitres communs, & le concile général. On se contentera de rapporter l'article du mémoire qui concerne ce dernier moyen, en ce qu'il intéresse la discipline & les mœurs de l'église. Clémengis dit, que si l'on choisit la voie du concile général, il seroit à propos d'y admettre des docteurs en théologie & en droit, tirés des plus fameuses universités, quoique, selon la forme du droit, l'assemblée ne dût être composée que de prélats, qu'il ne craint pas d'accuser d'ignorance ou de partialité.

Déclamation de Clémengis contre les prélats.

La réforme des mœurs & de la discipline ecclésiastique que le concile devoit procurer, lui fournit l'occasion de peindre l'état déplorable où l'église se trouvoit alors. « Elle est tombée, dit-il, dans la servitude, la pauvreté & le mépris : elle est exposée au pillage : on élève aux prélatures des hommes indignes & corrompus, qui n'ont aucun sentiment de justice ni d'honnêteté, & ne songent qu'à assouvir leurs passions brutales ; ils dépouillent les églises & les monastères : le sacré & le profane, tout leur est indifférent, pourvu qu'ils en tirent de l'argent : ils chargent les pauvres mi-

» nistres d'exactions intolérables : ils les font lever par des
 » hommes inhumains : on voit par-tout des prêtres men-
 » diants & réduits aux services les plus bas : on vend en plu-
 » sieurs lieux les reliques, les croix, les vases sacrés : les
 » églises tombent en ruine : la simonie dispose de la plupart
 » des bénéfices : & ce qui est de plus déplorable, on vend
 » jusqu'aux sacrements ». Il passe ensuite aux mœurs, qu'il
 ne traite pas avec plus de ménagement. Ce mémoire qui
 avoit été dressé du consentement même du duc de Berri,
 protecteur déclaré de Clément, parut si fort, que ce prince
 gagné par le cardinal Pierre de Lune, légat du siège d'A-
 vignon, s'emporta jusqu'à menacer les députés de l'univer-
 sité de les faire noyer comme séditeux. Ils s'adressèrent au
 duc de Bourgogne, qui leur obtint une audience du roi. Le
 monarque touché de la lecture de l'ouvrage de Clémengis,
 ordonna qu'on en fit une traduction Française, & promit de
 donner une réponse satisfaisante ; mais les intrigues du légat
 l'emportèrent : & le jour que l'université s'atendoit à voir le
 souverain approuver son zèle, le chancelier lui déclara que
 le roi ne vouloit plus entendre parler de cete affaire, & lui
 défendoit absolument de la poursuivre. L'université ayant
 vainement insisté, mit en usage sa ressource ordinaire ; tous
 les exercices académiques furent interrompus ; on ferma les
 écoles ; & les prédicateurs, la plupart docteurs de la faculté
 de théologie de Paris, s'abstinrent de la chaire. Ces sortes
 d'interuptions ne pouvoient manquer de faire murmurer le
 peuple, & de décréditer également les deux partis dans l'es-
 prit des gens désintéressés.

AN. 1393.

Au milieu des désordres du schisme, & des intrigues de la
 cour occasionnées par la foiblesse du monarque, le conseil ne
 perdoit pas de vue le projet d'assurer la tranquillité publique
 par une paix solide. La maladie du roi survenue pendant les
 dernières conférences, en avoit fait remettre la continuation
 à l'année suivante, & l'on se disposoit à reprendre la suite
 des négociations. Le duc de Bourgogne sur-tout desiroit cet
 accommodement, autant pour son avantage particulier, que
 pour le bien du royaume. Souverain de la Flandre, l'intérêt
 de ses sujets exigeoit qu'il leur procurât une communication

AN. 1394.

AN. 1394.

facile avec l'Angleterre. Cete île fournissoit la plupart des matériaux nécessaires à leurs manufactures. L'étape des laines, dont le monarque & le parlement Britannique fixoient le prix, étoit, pour ainsi dire, le thermometre de la fortune des ouvriers Flamands: aussi, pour ne pas interrompre des travaux qui faisoient circuler l'abondance dans cete province industrieuse, les comtes de Flandre étoient obligés de consentir que leurs villes contractassent des aliances particulieres avec le gouvernement Anglois. Le duc de Bourgogne vouloit affermir sa domination, & les exemples antérieurs l'avoient instruit qu'il ne seroit puissant qu'autant qu'il favoriseroit un commerce dont les peuples tiroient leur subsistance & leurs richesses.

Comme le principal objet de cet ouvrage est la peinture des hommes, suivant les différents siècles, il ne sera peut-être pas inutile de rapporter ici une manœuvre qu'on employa dans la vue d'accélérer l'ouvrage de la paix. Qui peut faire mieux juger du caractère & du génie des peuples, que les moyens qu'on met en usage pour les déterminer? On produisit à la cour un gentilhomme du pays de Caux, nommé Guillaume le Menuot, autrement dit, *l'hermite Robert* *, qui affuroit qu'à son retour de Syrie, dans un violent orage, il avoit vu *une figure plus claire que le cristal*, qui lui avoit dit: *Robert, tu échapperas de ce péril & tous ceux qui sont avec toi, pour l'amour de toi: car Dieu a ouï tes oraisons & t'a prins en gré, & te mande par moi d'aler trouver le roi de France. Dis-lui qu'il s'incline à la paix devers son adversaire le roi Richard d'Angleterre, tu en seras ouï, & tous ceux qui contrediront à la paix & aux traités, & soutiendront la guerre, le compareront (le payeront) cherement en leur vivant. Que le prétendu envoyé fût un visionnaire ou un imposteur, c'est ce qu'on ne se donna*

* Ce gentilhomme que Froissard vit à la cour de France étoit vêtu d'un gros drap gris, à-peu-près comme le sont encore les hermites. Clément se servit dans le même temps d'un prêtre nommé *Jean de Varennes*, chapelain du cardinal de Luxembourg. Ce Jean de Varennes résigna ses bénéfices, ne se réservant qu'un canonicat de Reims. Il étoit alors fort rare de renoncer à la pluralité des bénéfices. Tout le monde acouroit pour voir & pour entendre un prêtre si vertueux. Il prêchoit, & dans ses sermons il n'oublioit pas d'affirmer que le pontife d'Avignon étoit le véritable successeur de saint Pierre, & que son compétiteur étoit un antipape. *Froissard. Chron. de saint Denis. Juvenal des Ursins. Auteur Anonyme.*

pas la peine d'examiner. Il vit le roi, qu'il persuada ainsi que toute la cour. Il suivit à Londres les ambassadeurs de France. Richard, les ducs de Lencastre & d'York, parurent également convaincus de la vérité de sa mission. Le seul duc de Glocestre, qui ne vouloit point de paix, persista dans l'incrédulité.

AN. 1394.

La répugnance du duc de Glocestre & les obstacles qu'oposoit à la paix ce prince acrédité dans le parlement, & cher à la nation par l'aversion ouverte qu'il témoignoit contre la France, n'empêcherent pas les ducs de Lencastre & d'York de repasser la mer pour se trouver à Lelighen, ainsi qu'ils en étoient convenus l'année précédente. Les ducs de Berri & de Bourgogne s'y rendirent en même temps. La conférence produisit une prorogation de la treve qui devoit expirer à la saint Michel, jusqu'à pareille jour de l'année 1398. Pendant ces quatre années, on se proposoit de travailler efficacement à terminer toutes les difficultés qui jusqu'alors avoient retardé le projet d'un traité définitif entre les deux couronnes. Richard y paroissoit depuis quelque temps déterminé par son inclination, lorsqu'un nouveau motif vint se joindre encore à ces dispositions favorables. Anne de Luxembourg, fille de l'empereur Charles IV, reine d'Angleterre, mourut presque immédiatement après la signature de la treve. Le projet d'unir le monarque Anglois avec une fille de France présentoit un moyen aussi heureux qu'honorable d'étroufer toutes les semences de jalousie, d'intérêt & d'inimitié.

Prorogation
de treve pour
quatre années.
*Rymer. ass.
pub. tom. 3,
part. 4, p. 95.
Ibid.*

Les ducs d'York & de Lencastre devinrent veufs dans le même temps : ce dernier avoit envie d'épouser Catherine Rouet, veuve d'un simple chevalier, de laquelle il avoit eu quatre enfants. Il vouloit mériter par sa complaisance, que le roi aprouvât ce mariage disproportionné, qui ne manqueroit pas de faire murmurer la cour. D'ailleurs, les villes de Bordeaux & de Bayonne, entraînant dans leur parti le reste de la Guienne Angloise, refusoient ouvertement de le reconnoître en qualité de duc d'Aquitaine (mécontentement qui présentoit à la France une bele occasion de recouvrer cete province, mais dont on ne profita pas, quoiqu'on eût essayé quelques tentatives aussi mal soutenues que légères.

AN. 1324.

ment concertées.) Les députés des villes de Guienne poursuivoient alors à Londres la révocation du don de cete principauté, à laquelle dans la fuite le duc de Lencastre se trouva forcé de consentir. Le duc d'York, le moins ambitieux des trois oncles du roi d'Angleterre, n'aspiroit qu'à jouir d'une situation heureuse & tranquille. Teles étoient alors les dispositions respectives des cours de Paris & de Londres. Le seigneur de Couci, ambassadeur de France, suivit en Angleterre les ducs de Lencastre & d'York. Richard étoit alors occupé du dessein de soumettre les rebeles d'Irlande.

L'université, malgré la défense du roi, n'avoit pas perdu l'espérance de faire valoir la justice des moyens qu'elle avoit proposés pour l'extinction du schisme. L'ouvrage de Clémengis fut envoyé au pontife d'Avignon par ordre de la cour: l'université y joignit une lettre en son nom. Dans cet écrit elle parloit à Clément avec cete liberté qu'exigeoit l'importance de la question, & le danger évident dont l'église paroissoit menacée, si le scandale duroit plus long-temps.

*Hist. eccléf.
liè. 99.*

» Le mal est venu à ce point, lui marquoit-elle, que plusieurs disent tout haut: Il n'importe qu'il y ait plusieurs papes, non-seulement deux ou trois, mais dix ou douze (on en pouroit mettre un en chaque royaume) qui fussent tous égaux en autorité ».

La lecture du discours de Clémengis & de la lettre de l'université, mit le pape dans une si furieuse colere, qu'il ne put contenir la violence de ses premiers transports. Il s'écria que ces lettres étoient empoisonnées, & tendoient à difamer l'honneur du saint Siege. Les députés, témoins de l'emportement du saint pere, ne jugerent pas à propos d'attendre une réponse, & prirent la fuite. Rien ne fut capable de calmer le pontife, irrité de ce qu'on osoit mettre en question la légitimité de ses droits. Cete démarche fit une si vive impression sur lui, que ce fut à cete cause qu'on attribua une attaque d'apoplexie qui le mit au tombeau le 16 Septembre. Il avoit occupé le saint Siege pendant près de seize années. Après sa mort on trouva dans le trésor apostolique trois cent mille écus d'or, richesses honteuses, si, comme on l'assure, elles étoient le fruit de ses exactions sur le clergé de France. « Clé-

Mort du pape Clément.

» ment

» ment fut pendant presque tout le cours de sa vie , le servi-
 » teur des serviteurs des princes, obligé de souffrir de la part
 » des courtisans des affronts qui auroient paru insupportables
 » aux plus vils esclaves; dépendant des inconstances, &
 » perpétuellement obsédé par l'importunité des demandeurs,
 » il feignoit, il dissimuloit : prodigue de promesses, il don-
 » noit aux uns des bénéfices, aux autres de bonnes paroles.
 » Tous ceux qui par leurs flateries ou par des talents frivoles
 » avoient trouvé l'art de se rendre agréables dans les cours,
 » le trouvoient toujours complaisant : il leur abandonnoit les
 » biens de l'église pour se concilier l'affection de leurs maî-
 » tres. Il est inutile de dire que les princes obtenoient tout
 » de lui : souvent même il les prévenoit : en un mot, il avoit
 » mis le clergé dans une telle dépendance des princes & des
 » magistrats séculiers, que chacun d'eux étoit plus pape qu'il
 » ne l'étoit lui-même ». C'est le portrait que nous a transmis
 un auteur contemporain du pontificat de Clément. Il mourut
 pape, ainsi qu'il l'avoit toujours protesté; mais à quel prix
 plus humiliant pouvoit-il acheter la triste jouissance d'une
 dignité contestée?

AN. 1394.

* Clemangis.
 Hist. de l'u-
 niversité, l. 5.

L'université mécontente du retour précipité de ses en-
 voyés, se dispoisoit à renouveler ses instances auprès de Clé-
 ment, lorsqu'elle aprit sa mort. Elle députa sur-le-champ
 quelques docteurs qui vinrent supplier le roi d'interposer son
 autorité pour suspendre l'élection, en écrivant aux prélats
 d'Avignon, avant qu'ils procédassent à la nomination d'un
 successeur au souverain pontificat. La conjoncture paroissoit
 si favorable pour la réunion, que malgré l'expérience de ce
 qui s'étoit passé à Rome après la mort d'Urbain, on ne douta
 pas que les cardinaux de l'obéissance de Clément ne secon-
 dassent les intentions de la cour de France, d'autant plus,
 que la plupart d'entr'eux ne subsistoient que par les bénéfices
 sans nombre qu'ils possédoient dans le royaume. Le roi pro-
 mit de suivre les avis de l'université, qui flatée de ces heu-
 reux préliminaires, ne fit pas difficulté de reprendre ses exer-
 cices. Elle écrivit en même temps à toutes les universités &
 aux prélats, pour les engager à concourir avec elle à l'exé-
 cution de ce louable projet, qu'elle pouvoit sans injustice

Tome VI.

S f

AN. 1394.

regarder comme son ouvrage. Cependant le maréchal de Boucicault & Regnault de Roye, chargés des ordres du roi, prirent la route d'Avignon, & se firent précéder par un courier qui arriva dans le moment qu'on aloit fermer le conclave. Le messager présenta ses lettres au cardinal de Florence, doyen du colége. Les cardinaux ne jugeant pas à propos de s'exposer à l'indignation de la cour par un refus formel, remirent l'ouverture des lettres après le conclave. Ils se hâterent de dresser un acte, par lequel ils s'engageoient réciproquement à procurer de tout leur pouvoir l'extinction du schisme, & que celui d'entr'eux sur qui le choix aloit tomber, renonceroit à sa dignité, si le colége estimoit cete abdication nécessaire à la paix de l'église. Après cete vaine précaution par laquelle ils pensoient se disculper des suites de leur démarche, ils s'assemblerent pour l'élection. Tous les suffrages se trouverent réunis en faveur de Pierre de Lune, qui prit le nom de Benoît XIII.

Pierre de
Lune, pape,
sous le nom de
Benoît XIII.

*Hist. eccléf.
Histoire de
l'université.*

*Histoire ano-
nyme.*

*Le Labou-
reur.*

*Froissard.
Chron. de S.
Denis.*

Cete election éloignoit plus que jamais tout espoir de conciliation. Envain l'on se flata que le nouveau pontife seroit fidele à la promesse qu'il avoit signée avant son exaltation. Benoît, simple cardinal, ne parloit que de concorde & des moyens de rendre la paix à l'église : on devoit, selon lui, tout immoler à un si cher intérêt : il affectoit de blâmer l'ambitieuse opiniâtreté des pontifes rivaux : il protestoit sans cesse que s'il avoit ocupé la place de l'un d'eux, il n'auroit pas hésité de faire le sacrifice de son élévation pour le repos commun de la chrétienté. Ces sentiments dont on le croyoit pénétré, lui avoient aquis une réputation de droiture & de vertu, qu'il eut soin de conserver tant qu'il ne la jugea pas nuisible à ses intérêts. Ce fut sous ces dehors imposants qu'il s'efforça de se montrer dans les commencements de son pontificat : il écrivit même au roi, que *sa chape pontificale ne tenoit à rien*, s'il falloit la dépouiller pour l'avantage de la religion ; mais bientôt les circonstances le forcerent de manifester son caractère artificieux, altier, inflexible. Pendant trente années qu'il disputa la validité de ses droits, nous le vèrons déployer toutes les ressources que l'ambition peut mettre en usage, oposant à toutes les puissances réunies con-

tre lui, l'audace ou la dissimulation, suivant les circonstances. Abandonné, fugitif, il brava dans sa dernière retraite la disgrâce & le mépris : il se piqua d'emporter au tombeau le triste honneur d'une constance invincible. Quoique son intronisation ne s'accordât pas avec les vues du conseil, cependant, comme le choix étoit canonique, suivant les principes admis en France, on ne fit point difficulté de le reconnaître. Le roi lui envoya des ambassadeurs. L'université lui écrivit, & ne manqua pas de lui rapeler ses promesses. Clémentigis, secrétaire du corps académique, fut encore choisi pour composer cette exhortation dans laquelle il s'exprimoit avec autant de force que de liberté ; mais ce même Clémentigis devenu créature de Benoît, trouva dans la suite des raisons pour condamner des maximes dont il se montroit alors le zélé défenseur. Les réponses équivoques du pontife commencerent à jeter des semences de soupçons, qui ne tardèrent pas à se convertir en certitudes. Ces tergiversations firent recourir à l'expédient d'un concile national qui fut indiqué pour l'année suivante : mais cette ressource étoit insuffisante pour extirper la racine du mal, à moins qu'on ne fût persuadé que la décision de l'église gallicane entraîneroit le suffrage de l'Europe.

AN. 1394.

Ce fut précisément dans ce même temps qu'on vit éclater la disgrâce des Juifs, sans qu'il soit possible à présent d'en développer le motif. Les inconvénients de leur séjour en France n'avoient jamais cessé d'être les mêmes : nous les avons toujours vus jusqu'à présent poursuivis par la haine publique, & soutenus par le gouvernement. Il ne paroît pas que leur conduite fût alors plus révoltante qu'elle ne l'avoit été, quand les Parisiens indignés pillèrent leurs maisons & voulurent les exterminer. Il n'est pas plus vraisemblable d'attribuer la cause de leur perte à la mort d'un chrétien crucifié par eux la nuit du vendredi saint de cette année. Cette accusation provenoit d'un bruit populaire, & se trouva dénuée de preuve, lorsque les magistrats, plus éclairés que le vulgaire, voulurent la vérifier. Ce qu'il y a de certain, c'est que leur insatiable avarice étoit parvenue à un excès intolérable : non contents d'exercer impunément la plus criante usure qui

Dernier banissement des Juifs.

S f ij

AN. 1394.

Reg. du parlement, janv. 1393.

Trésor des chartes, reg. 146, p. 319.
Recueil des ordonnances.

Livre rouge du vieux Châtelet, fol. 118.

montoit presque aux deux tiers du principal pour une seule année, ils prétendoient encore exiger les intérêts de ces intérêts : ils en avoient même obtenu la permission à force d'argent & d'importunités, & lorsque leurs débiteurs vouloient réclamer les loix contre leurs extorsions, ou se servir de la faveur des lettres de répit qui en suspendoient l'effet, ils aléguoient pour leur défense, que rien ne pouvoit exempter les chrétiens de remplir leurs engagements, quelques clauses qu'ils continssent contre l'esprit de la loi; que c'étoit le vrai moyen d'attacher les Juifs à se traire à notre religion: *nam hosti servanda fides*, (on doit conserver la foi même à son ennemi); maxime dont ils étoient les premiers infracteurs dès qu'elle paroissoit s'opposer à leur intérêt. Les plaintes journalières qui s'élevoient de tous côtés contre eux, obligèrent le procureur du roi de se rendre leur délateur. Les principaux furent mis en prison, & l'on commença l'instruction d'un procès criminel qui ne pouvoit manquer de les enveloper dans la même condamnation. Ils eurent le crédit de conjurer l'orage. Le gouvernement leur acorda des lettres d'abolition, en payant un supplément de finance outre les taxes ordinaires auxquelles ils étoient assujétis. Ces mêmes lettres annuloient tous les délais obtenus par leurs débiteurs : & comme il leur arivoit souvent de se plaindre de la tyrannie exercée par leurs conservateurs, qui étoient des juges particuliers désignés par le souverain pour décider en dernier ressort de toutes leurs contestations, ces ofices furent supprimés, & le jugement de leurs causes renvoyé aux juridictions ordinaires.

Il n'y avoit pas deux mois qu'ils avoient obtenu cete ordonnance, à l'abri de laquelle ils paroissoient devoir se flater d'un avenir heureux & tranquille, lorsqu'un revers imprévu vint de nouveau les fraper & les disperser sans retour. Le roi, dans le dessein de favoriser la propagation du christianisme, avoit abrogé la coutume qui dépouilloit les Juifs nouveaux convertis de tous les biens qu'ils possédoient avant leur abjuration *. Cete loi si conforme à la charité chrétienne, en avoit engagé plusieurs à se faire baptiser. Un des principaux

* Ces lettres furent publiées en plein parlement en présence de tous les Juifs qui voulurent y assister.

de leur secte, nommé Denis de Machaut, disparut peu de temps après sa conversion : on accusa les Juifs de l'avoir fait mourir secrètement, ou de l'avoir engagé à retourner au Judaïsme. Sept des plus riches d'entre eux furent arrêtés & jugés par le prévôt de Paris, nonobstant la réclamation de l'évêque. Ces malheureux furent appliqués à la question & condamnés au feu. Le prévôt mandé au parlement pour rendre compte de ce jugement rigoureux, alléguait pour raison, « que » la violence faite à l'esprit devoit être plus sévèrement punie que celle exercée contre le corps : qu'un ravisseur des biens de l'église étant pros crit comme sacrilège, à plus forte raison devoit-on poursuivre ceux qui atentoient sur les âmes, temples vivants du Seigneur; que ceux qui corrompoient les fideles se rendoient coupables de lèse-Majesté Divine ». Ces principes pris à la lettre entraîneroient d'étranges conséquences : aussi le parlement n'estima pas les motifs proposés par le prévôt suffisants pour livrer les coupables aux flammes; la sentence fut infirmée. Les sept Juifs condamnés par la cour à être fustigés pendant trois dimanches consécutifs, après avoir essuyé ce traitement les deux premières fois, se racheterent par une amende de dix-huit mille francs d'or, qui furent employés à la construction du petit pont de l'hôtel-Dieu.

AN. 1394.

Regist. du Parlement.

Soit que le scandale de cete affaire ou quelque autre motif eût déterminé le conseil, le roi assisté des ducs de Berri, d'Orléans & de Bourbon, décerna le 17 Septembre de cete année * une ordonnance irrévocable, par laquelle, pour les crimes, excès & délits commis, tant contre la religion, que contre l'autorité souveraine, & l'intérêt public, tous les Juifs généralement furent à perpétuité bannis du royaume. Le prévôt de Paris fut chargé de l'exécution de l'édit. Il reçut en même temps ordre de faire l'inventaire de tous les biens qui se trouveroient chez eux au temps de leur départ, fixé au mois de Novembre suivant. On découvrit dans une mai-

Livre rouge du vieux Châtelet, fol. 94. Recueil des ordonnances,

* Le moine anonyme qui se donne pour auteur contemporain, témoin par conséquent d'un événement si public, en rétrograde la date de près d'un an & demi, contre le témoignage incontestable des monuments de ce siècle. *Vid. le Laboureur, & le recueil des ordonnances, lib. 7, pag. 675.*

AN. 1394.

son du fauxbourg saint Denis plusieurs livres qui furent transportés à la bibliothèque du roi : il y avoit entr'autres cent quatorze volumes, tant de la Bible que du Talmud *. C'est ici le dernier exil de la nation juive, dont elle n'a jamais pu obtenir la révocation. La plupart se retirèrent en Allemagne. Plusieurs familles alerent s'établir à Metz, ville alors impériale & libre. Lorsqu'elle a passé sous la domination Francoise, nos rois ont continué de les y tolérer, & c'est actuellement la seule ville du royaume où ils jouissent d'un domicile autorisé. Ils firent dans le seizieme siècle quelques tentatives inutiles pour leur rétablissement ; on prétend même que deux de leurs célèbres rabbins furent brûlés, l'un en Italie, & l'autre en Espagne, pour avoir essayé de séduire François premier & Charles-Quint. Louis XIII, en 1615, renouvela contre eux l'édit de leur expulsion, sur ce que quelques Juifs Hollandois & Portugais, attirés en France par le

* Le Talmud peut être considéré comme une espece d'encyclopédie judaïque. Ce recueil embrasse les loix canoniques & civiles, & généralement toutes les sciences connues dans le temps qu'il fut publié. La premiere compilation de cet ouvrage, rédigée vers le quatrieme siècle, fut adoptée par le petit nombre de Juifs qui habitoient encore dans la Palestine. Au commencement du sixieme siècle, il en parut une seconde plus étendue & moins obscure que la premiere. C'est cette dernière, parvenue jusqu'à nous, qui sert encore de règle aux Hébreux modernes. Mahomet, dans le septieme siècle, emprunta de ce livre une partie des rêveries mystérieuses qu'il a insérées dans son Alcoran. L'occident étoit plongé dans une ignorance si grossiere, qu'on ne fut instruit en France des erreurs contenues dans le Talmud, que vers le milieu du treizieme siècle. Un Juif de la Rochelle, nommé Thomas, ayant embrassé la religion chrétienne, entreprit exprès le voyage de Rome pour le déferer au pape. Grégoire IX qui régnoit alors, écrivit en conséquence à tous les princes chrétiens contre ce livre dangereux. Innocent IV son successeur, le proscrivit pareillement, & tous les exemplaires qu'on put saisir furent brûlés ; persécution que les Juifs regarderent comme une des plus cruelles qu'ils eussent essuyées. Au reste, cet ouvrage exciteroit de nos jours plus de pitié que d'alarmes. Les fables absurdes, & les allégories puériles & ridicules dont il est rempli, présentent un modele complet de déraisonnement. On y lit que les lettres de l'alphabet hébraïque demanderent à Dieu d'être employées comme instruments de la création du monde : que les lettres qui composent le nom *Satan* forment le nombre de 364, pour marquer le pouvoir de cet ennemi du genre humain pendant 364 jours de l'année, & qu'il n'a les mains liées que le seul jour de l'expiation. Les nombres, les noms, les caracteres, opèrent des prodiges dans le Talmud, ce qui a fait penser que ce livre avoit donné naissance à la cabale, science postérieure, & que les Juifs orientaux ont reçue des Arabes mahométans, lorsque ces conquérants, après avoir démembre l'empire Romain, cultivèrent & corrompirent la philosophie, appelée par leurs Caliphes dans les académies du Caire & des autres villes de leur domination.

maréchal d'Ancre, avoient été surpris à Paris célébrant la pâque. Quelques temps après, un nommé *Jean Fontannier*, successivement avocat, secrétaire du roi, catholique, moine, calviniste, juif enfin, s'avisa de prêcher le judaïsme. On l'arêta dans le temps même qu'il dictoit à ses auditeurs, *Le cœur me tremble, la plume me tombe de la main* : il fut conduit en prison & brûlé, ainsi qu'un ouvrage de sa composition intitulé, *trésor inestimable*.

AN. 1394.

La France, délivrée des horreurs de la guerre, respectée des puissances voisines, paisible au-dedans, auroit dû jouir d'une félicité qu'elle n'avoit pas éprouvée depuis long-temps, si les princes, abusant de la foiblesse du monarque, n'avoient pas continué de surcharger le peuple d'impositions, que les besoins de l'Etat ne rendoient plus nécessaires. Il eût été du moins à souhaiter que les dépositaires de l'autorité suprême n'eussent jamais prétendu se disputer la disposition des finances, & s'exclure réciproquement du partage des dépouilles publiques : car ce motif, tout honteux qu'il paroît, contribua plus encore que la jalousie du gouvernement, à fomentier & faire éclater leurs fatales divisions. Mais pourquoi anticiper le récit de nos malheurs ? La cour paroissoit tranquille, & ce calme aparent n'étoit point encore altéré par la méfintelligence secrète des ducs d'Orléans & de Bourgogne. Ils faisoient toutes les occasions qui se présentoient de se traverser, mais sans rompre ouvertement. Le duc de Bourgogne s'apercevant que l'ambition du jeune duc d'Orléans commençoit à se manifester, n'épargnoit rien pour s'assurer la supériorité qu'il avoit conservée jusqu'alors. La commission qu'il se fit donner de pacifier les troubles de Bretagne, lui fournissoit un prétexte plausible, & en même temps un moyen honorable de faire valoir son crédit en servant un prince alié de sa maison.

Depuis que le connétable Clifson, cédant à la nécessité, s'étoit retiré dans ses domaines de Bretagne, la guerre entre le duc & lui n'avoit presque pas discontinué. Plusieurs traités équivoques, violés aussi-tôt que conclus, sembloient n'avoir été ménagés que pour donner le temps à leur inimitié mutuelle de reprendre des forces. Cete haine implacable cau-

Guerre entre le duc de Bretagne & le connétable Clifson.
Histoire de Bret.

AN. 1394.

soit le malheur de la province, en proie également à la fureur des deux partis, quoique la plupart des villes & de la noblesse, excepté ceux qui leur étoient particulièrement attachés, eussent refusé d'embrasser leurs querelles. L'impuissance de se nuire les eût peut-être contraints d'en venir à un accommodement, s'ils ne s'étoient vus en même temps appuyés par des secours étrangers. Le duc de Bourgogne favorisoit le duc de Bretagne, tandis que le duc d'Orléans soutenoit Clisson. Ces deux princes fournissoient des troupes & de l'argent ; ainsi l'on peut dire qu'ils se faisoient indirectement la guerre sous des noms empruntés. Pierre de Craon qui s'étoit tenu caché jusqu'alors, parut en Bretagne toujours guidé par sa haine, devenue plus furieuse contre un ennemi qu'il avoit eu la honte d'assassiner en vain. Clisson étoit renfermé dans son château de *Josselin*, lorsqu'il aprit que le duc, ayant rassemblé toutes ses forces, se préparoit à l'y surprendre. Il ne jugea pas à propos de se laisser investir. Après avoir assuré la défense de la place, autant que la conjoncture le lui permettoit, il alla se jeter dans Moncontour. La garnison de *Josselin* vivement pressée par les atakes du duc, & manquant de vivres, étoit sur le point de se rendre. Clisson alors ne pouvoit rassembler assez de troupes pour faire lever le siege ; & ce qui le désespéroit, Marguerite de Rohan, son épouse, étoit renfermée dans la place, près de subir le joug du vainqueur. Dans cete extrémité, il eut recours au vicomte de Rohan son beau-frere, qui avoit épousé en secondes noces Jeanne de Navare, tante de la duchesse de Bretagne. Ces deux princesses agirent si puissamment, que le duc, informé d'ailleurs que son ennemi s'étoit retiré avant le siege, consentit à un accommodement, par lequel Clisson promit de payer une partie des frais de l'armement : il renonça de plus à la plupart des avantages qu'il avoit obtenus par le dernier traité de Tours. Cete convention fut suivie de la levée du siege de *Josselin*, dont le duc exigea qu'on lui remit les clefs qu'il fit rendre sur-le-champ aux officiers de Clisson. Les serments souvent indiscrets de ne point abandonner le siege d'une place qu'elle ne fût emportée, avoient introduit cete vaine formalité.

Cette

Cete pacification, ouvrage de la nécessité, ne pouvoit subsister que jusqu'à la premiere occasion qui se présenteroit de la rompre. L'évêque de Langres, ambassadeur du roi, vint en Bretagne. *Que viennent faire ici ces François*, disoit le duc: *qu'ils s'en aillent, au nom du diable, je n'ai que faire d'eux*? Il parut cependant s'adoucir, & l'on dressa un nouveau projet d'acommodement infructueux comme les précédents. Le duc ayant inutilement tenté le siege de Montcontour, vint piller les fauxbourgs de Lambale. Il termina son expédition par la prise de *la Roche de Rien* qu'il rasa jusqu'aux fondements. Clisson, de son côté, assiégea & prit l'église de saint Brieux, que le duc avoit fait fortifier. Il conduisit de-là ses troupes devant le château *du Perrier*, dont il se rendit maître, & qu'il fit démolir par représailles de la destruction de *la Roche de Rien*. Clisson alors étoit rentré en grace auprès du duc de Berri. Ce fut à-peu-près vers ce temps-là que les habitants de Saint-Malo, sous prétexte que l'évêque & le chapitre étoient seigneurs temporels de leur ville, fief qu'ils disoient dépendre immédiatement du saint Siege, s'aviserent de recourir au pape comme seigneur suzerain. Clément VII, fort libéral de ce qui ne lui coûtoit rien, transporta ses droits au roi de France, qui envoya des commissaires prendre possession de la ville. Cete place bâtie sur un rocher dans la mer, apelée *l'île de Saint Aron**, étoit très importante, & pouvoit être regardée comme une des principales clefs du royaume.

Le duc de Bretagne, toujours plus animé, fit un dernier effort pour écraser son ennemi. Il parut devant Saint-Brieux à la tête d'une armée considérable. Clisson s'étoit retranché de maniere à ne pouvoir être forcé que difficilement. Il refusa le combat que le duc lui fit offrir, sachant bien, que s'il avoit le malheur de succomber & d'être pris, il devoit s'attendre à

* Une ancienne tradition assuroit que cete ile avoit autrefois été habitée par plusieurs saints personnages. L'opinion publique en avoit fait un asile inviolable, privilège dont la ville de saint Malo jouissoit encore. Tout criminel qui s'y réfugioit, ne pouvoit plus dès ce moment encourir de punition ni perdre sa liberté. Ces sortes d'asiles apelés *minihis*, étoient communs en Bretagne, malgré les efforts que les princes & les magistrats faisoient pour en détruire, ou du-moins en restreindre l'abus. *Preuves pour servir à l'Hist. de Bret. Du Cange, ad verb. minihis.*

AN. 1394.

une mort cruelle. Sur ces entrefaites, de nouveaux ambassadeurs de France vinrent encore suspendre les hostilités. Le duc de Bourgogne, arbitre nommé par la cour de France, se rendit en Anjou sur les frontières de Bretagne. Il vint jusqu'à *Ancenis*, où le duc de Bretagne & Clisson convinrent de s'en remettre à son jugement, qui fut retardé jusqu'au mois de Janvier. La sentence arbitrale ne fut en quelque manière qu'un renouvellement des traités de Guerrande & de Tours, auxquels on ajouta la réparation mutuelle des dommages causés pendant le cours des hostilités. La paix fut publiée : la guerre recommença : les troupes se mirent en campagne : on démolit des châteaux ; & Clisson pour la seconde fois enleva la vaisselle d'or & d'argent du duc de Bretagne.

Réconciliation du duc de Bretagne & du connétable.
Ibid.

Enfin, cete guerre, que tout l'art des négociateurs, l'intérêt des deux partis, la médiation des plus grands princes, l'autorité du roi, n'avoient pu éteindre, à la honte de la politique, un trait de générosité la termina. Le duc de Bretagne commençoit à sentir le poids de la vieillesse : les travaux & les disgraces l'avoient encore plus afoibli que les années. Après avoir parcouru une carriere si souvent traversée, il se voyoit au moment de ne pouvoir transmettre à ses enfants qu'une fortune mal assurée, fruit incertain de cinquante ans de combats. Jean, l'aîné de ses fils, étoit à peine âgé de sept ans, Artur le second, venoit de naître. Si l'on en excepte le duc de Bourgogne, quels protecteurs laissoit-il à sa postérité ? Le sang de Navarre dont elle étoit formée ne pouvoit lui procurer qu'une recommandation équivoque en France, où la mémoire de Charles le mauvais étoit détestée. La maison de Penthievre pouvoit après sa mort s'élever sur les débris de sa famille, & revendiquer ses anciens droits. Une longue expérience lui avoit appris que la foi des traités n'est pas toujours une barrière inviolable, lorsqu'un grand intérêt excite à la franchir. Dans la guerre qu'il soutenoit depuis si long-temps contre Clisson, il voyoit ce vassal redoutable partager avec lui les vœux de la province, & lui disputer le nombre des aliés. Il ne se flatoit plus de le soumettre par la force des armes. Heureusement ce génie qui l'avoit soutenu jusqu'alors, ne l'abandonna pas. Il est des

instants décisifs où la lumière rapide du sentiment nous éclaire mieux sur nos véritables intérêts, que toutes les réflexions de la prudence humaine. Dans ces occasions, le cœur est notre plus sûr oracle. Le duc consulta le sien, & toutes ses irrésolutions furent terminées. Sans prendre conseil que de lui-même, il écrivit à Clifson dans les termes les plus affectueux, l'invitant à mettre fin à leurs divisions : il n'oublia pas de lui rapeler l'ancienne amitié qui les avoit unis. Il finissoit en le priant de le venir trouver pour régler sans entremetteurs les clauses de leur réconciliation. Clifson surpris & touché d'une pareille démarche, hésitoit encore : il voulut mettre le prince à une dernière épreuve, en exigeant son fils aîné pour ôtage. A peine le duc eut-il reçu la réponse, qu'il manda les seigneurs de Rohan & de Montbottichet. *Partez, leur dit-il, & menez mon fils au châtel Jonclin, & m'amenez messire Olivier de Clifson, car je me veuille acorder avec lui.* Les deux seigneurs Bretons ariverent au château, conduisant avec eux le précieux dépôt qui leur avoit été confié. Clifson pénétré, ne voulut plus combattre avec son souverain que de franchise & de générosité. Il suivit les députés à Vannes : en abordant le duc, il lui présenta son fils. Le prince ne s'attendoit pas à cete confiance héroïque : il admira la grandeur d'ame d'un ennemi trop long-temps méconnu : ils se regarderent quelques moments sans parler, puis tout-à-coup, entraînés par le même mouvement, ils se précipiterent dans les bras l'un de l'autre : dès ce moment, leurs cœurs leur répondirent d'une paix éternelle. Ils entrèrent seuls dans la maison des freres prêcheurs, d'où ils sortirent par une porte de derriere : un vaisseau les atendoit à l'ancre : ils s'y rendirent, & ne revinrent qu'après un entretien de deux heures. Tous les obstacles s'étoient évanouis avec leur inimitié. La vérité avoit présidé à leur réunion : la noblesse & le désintéressement dictèrent leurs conventions. Le duc, non content de réparer tous les sujets de mécontentement, voulut encore, en considération de Clifson, renchérir sur les avantages acordés à la maison de Blois. Jean de Bretagne, comte de Penthievre, fut remis en possession de toutes les terres qui avoient été saisies, & de plus, obtint un dédommagement considérable.

T t ij

AN. 1394.

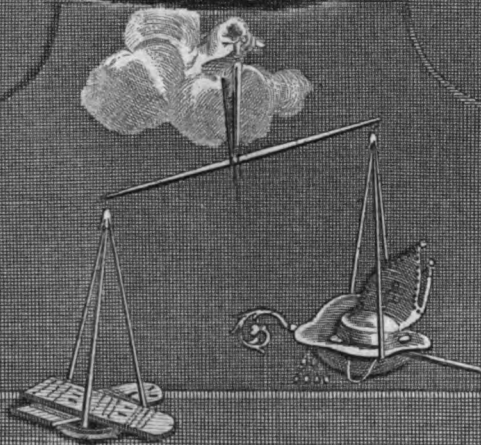
Schisme.
Hist. eccl.
Etc.

Les conditions de cet acommodement furent rédigées par un traité particulier * conclu à Aucfer près de Rédon, où Clifson vint exprès apuyer les intérêts de son gendre.

Il auroit été à souhaiter pour l'honneur & l'avantage de la religion, que deux rivaux d'une espece bien différente eussent été capables d'un procédé aussi noble. A cete comparaison humiliante pour la raison, on ne reconnoît que trop de quels personnages il est ici question. Le lecteur rebuté du fastidieux détail des chicanes éternelles enfantées par le schisme, desireroit sans doute qu'on pût se dispenser de lui rapeler sans cesse cete odieuse querele; mais il est trop juste pour ne pas excuser & plaindre l'écrivain qui se trouve dans l'obligation de rapporter des faits, dont la connoissance n'intéresse aujourd'hui, que parce qu'elle entre nécessairement dans le tableau historique des extravagances humaines. *Pierre d'Ailly* étoit revenu de la cour d'Avignon où le roi l'avoit envoyé. Quoique Benoît n'eût rien épargné pour le gagner, & pour séduire l'université par l'offre de signer en sa faveur un rôle de bénéfices tel qu'on jugeroit à propos de le lui présenter, cete profusion de graces ne fut pas capable d'ébranler l'intégrité de ce corps célèbre. Inaccessible à l'apas de l'intérêt, il persista sans relâche dans la résolution d'employer son crédit & ses lumieres à la réunion de l'église. L'université, recommandable par ses travaux & son utilité, ne se montra jamais plus digne d'être considérée comme la mere des sciences & l'asile de la piété. D'Ailly rendit compte au roi des dispositions dans lesquelles il avoit trouvé le pontife d'Avignon, & dans une audience publique il prononça, au nom de l'université, un discours, par lequel il prouva que l'abdication des deux pontifes étoit la voie la plus sûre pour parvenir à l'extinction du schisme.

* L'historien de Bretagne, après avoir rapporté la réconciliation du duc & de Clifson tele qu'on la retrace ici d'après le témoignage de Froissard, ajoute que ce récit lui paroît controuvé, & pour preuve il cite le traité d'Aucfer: mais ce sçavant écrivain paroît réprover un peu trop légèrement l'auteur contemporain. Le traité d'Aucfer ne concerna uniquement que les intérêts de Jean de Bretagne, comte de Penthievre, gendre de Clifson, & ce traité ne peut être regardé que comme une suite de l'acommodement conclu à Vannes, dont Froissard nous a transmis la touchante description. *Vid. hist. de Bret. t. 1, pag. 493; & le recueil des pièces justificatives, tom. 2, colonne 615 & suiv.*

PIERRE D'AILLI
Cardinal de Cambrai.



B. Picart del. 1713.

Ce discours précéda l'ouverture du concile national qui se fit le jour de la Purification. Dans cete assemblée composée des patriarches d'Alexandrie & de Jérusalem, de sept archevêques, de quarante évêques, de quatre conseillers du parlement, de trois avocats, & d'une multitude d'abés & de docteurs; les suffrages ne furent point partagés, tous se réunirent pour la voie de *cession*. Les nonces de Benoît qui pour lors étoient à Paris, eurent le crédit d'obtenir qu'on n'em brassât point un parti décisif avant que d'instruire le pontife de ce qui s'étoit passé dans le concile, & des sentiments de la plupart des prélats de France. On vouloit vraisemblablement ménager à Benoît l'honneur d'une abdication volontaire.

Les ducs de Berri, de Bourgogne & d'Orléans se rendirent pour cet effet à la cour d'Avignon. Ils étoient accompagnés de plusieurs prélats & de quelques seigneurs du conseil, & des députés de l'université. Ce seroit un spectacle risible, s'il étoit moins scandaleux, de voir l'embaras de Benoît, forcé jusque dans ses derniers retranchements, & dans la nécessité de donner une réponse décisive, qu'il avoit eu l'art d'éluder jusqu'alors. Paroles ambiguës, détours captieux, distinctions insidieuses, ofres vagues, refus colorés: il mit tout en usage pour éviter de dire oui ou non. L'ambition en avoit fait un Protée. Les ambassadeurs aussi las qu'indignés de tant de subterfuges, eurent recours aux cardinaux qu'ils assemblèrent, & ces prélats convinrent que la renonciation proposée leur paroïssoit devoir être acceptée. Les princes firent dresser un acte de cete décision du sacré colége. C'étoit-là le coup que Benoît redoutoit le plus. Enfin, ne pouvant plus reculer, il déclara par une bulle, que la cession n'étoit pas recevable, & qu'on ne pouvoit terminer la réunion de l'église que par une conférence entre les deux papes. C'étoit remettre la décision du procès au jugement des parties intéressées. Aussi n'espéra-t-on plus le fléchir après cete déclaration. On acusa le pape d'avoir fait brûler le pont d'Avignon pour empêcher les ambassadeurs qui étoient logés de l'autre côté du Rhône, de continuer leurs conférences avec les cardinaux. Benoît, pour se justifier, le fit prompte-

AN. 1394.
Concile de
Paris.
Ibid.

Les ducs de
Berri, de
Bourgogne &
d'Orléans
vont à Avi-
gnon.
Ibid.

AN. 1394.

ment réparer. Les princes, après avoir fait une dernière tentative auprès de lui, se retirèrent convaincus de son obstination. Lorsqu'ils furent de retour à Paris, le conseil arêta qu'on députeroit des ambassadeurs, tant aux différentes puissances des deux obédiences, qu'aux plus célèbres universités, pour les instruire des démarches qu'on avoit faites, & les inviter à concourir par un concert unanime au repos de la chrétienté. Il n'est pas douteux que ce parti eût mis fin à la division, s'il eût été généralement approuvé : mais il trouva des contradicteurs, dont les oppositions servoient trop utilement les deux compétiteurs, pour être blâmées par eux. Ils jouissoient toujours, à la faveur de cette diversité d'opinions. On étoit cependant inondé d'écrits scandaleux, où les injures n'étoient pas épargnées. Un jacobin nommé *Jean Azon*, écrivit pour le pape Benoît contre l'université, qu'il traitoit de *filie de Satan*. Ces libelles insultants furent abandonnés à toute l'ignominie que méritoient leurs auteurs. La célèbre université d'*Oxford*, peut-être en secret jalouse de celle de Paris, qui la première avoit proposé la cession, rejeta cette voie pour adopter celle d'un concile général. Ce fut effectivement le seul moyen qui réconcilia l'église avec elle-même : mais en se déterminant à ce dernier parti, la difficulté de convoquer une assemblée œcuménique, éloignoit plus que jamais la fin de ces tristes contestations.

AN. 1395.

Ambassade
d'Angleterre
pour proposer
le mariage de
Richard & d'I-
sabele de
France.

Rymer. act.
pub. t. 3, part.

4.

Froissard.
Chron. MS.

Depuis la dernière prorogation de la trêve, Richard n'avoit pas perdu de vue le desir de s'allier à la France. Au mois de Juillet de cette année on vit arriver à Paris les ambassadeurs d'Angleterre. Ils venoient, au nom de leur souverain, demander Isabele, fille aînée de France. Les avis partagés d'abord dans le conseil furent réunis par le chancelier Arnaud de Corbie. Les ministres Anglois furent admis à l'audience de la reine & de la jeune princesse, devant laquelle le comte Maréchal, l'un des ambassadeurs, se mit à genoux, en lui disant : *Madame, au plaisir de Dieu, vous serez notre dame & royne d'Angleterre. Sire, répondit la jeune Isabele, s'il plaît à Dieu & à monseigneur mon pere que je sois royne d'Angleterre, je le vèrai volontiers, car on m'a bien dit que je serois une grande dame.* A ces mots elle releva le comte & le conduisit à la-

reine. On auroit désiré que les conventions de ce mariage eussent été précédées d'un traité de paix : mais l'appréhension de mécontenter ouvertement le duc de Glocestre & la nation, qu'on espéroit gagner insensiblement, avoit empêché le conseil d'Angleterre d'insérer un plein pouvoir de conclure la paix dans les instructions données aux ambassadeurs. C'est ce qui prolongea leur séjour à Paris, pendant lequel ils furent défrayés avec toute leur suite, composée de plus de douze cents gentilshommes. Les envoyés Anglois avoient ordre, en cas qu'on agréât leur demande, de faire une protestation en la meilleure forme & la plus honnête que faire se pouroit. Cete protestation avoit pour objet les droits chimeriques à la couronne de France, toujours réclamés par les rois d'Angleterre. Après cete démarche préliminaire, les négociateurs étoient chargés de déclarer la dot que Richard exigeoit. Ils devoient d'abord demander deux millions, & *en cas que les François, tels sont les termes de l'acte, ne s'y voudront acorder*, réduire les demandes à quinze cent mille livres, & ainsi toujours en diminuant jusqu'à un million. Le conseil convint de donner huit cent mille livres, & proposa en même temps, au défaut d'une paix définitive, une treve de vingt-huit années. Les ambassadeurs retournerent à Londres avec cete réponse. Quoique par le traité de Tours Isabelle eût été promise au fils du duc de Bretagne, on ne douta pas que ce prince ne consentît aisément à recevoir en échange la seconde des princesses ses sœurs avec les mêmes avantages. Les rechûtes du roi devenoient d'année en année plus fréquentes & plus douloureuses, & c'est probablement pour cete raison que la reine demouroit le plus souvent à l'hôtel de saint Paul, éloignée du prince son époux qui étoit logé au Louvre pendant les accès de sa maladie.

Les ambassadeurs d'Angleterre revinrent à la fin de cete année : ils apportoient la ratification, tant de la treve de vingt-huit ans, que des conventions du mariage de Richard avec Isabelle. Ce double traité fut signé le neuf Mars. Le même jour, les ministres Anglois, en vertu de leurs pouvoirs, *épousèrent la princesse par paroles de présent*. La cérémonie de ce mariage fut célébrée dans la sainte Chapele du Pa-

AN. 1395.

Ibid.

Treve de 28 ans. Les Ambassadeurs Anglois épousent la princesse au nom du roi.

Rymer. act. public. tom. 3, part. 4, p. 112.

AN. 1395.

*Rymer. att.
publ. tom. 3,
part. 4.*

Craon obtient son pardon, & revient à Paris.

*Registres du
Parlement.*

lais, où le patriarche d'Alexandrie officia pontificalement. La bénédiction nuptiale fut suivie d'un superbe festin. Le roi y assista dans tout l'éclat de la majesté souveraine : la reine de France, la nouvelle reine d'Angleterre, Blanche de Navarre, veuve de Philippe de Valois, & la reine de Sicile, occuperent les premières places. Le comte de Roteland & le comte Maréchal, représentant le monarque Anglois, précéderent les princes du sang & les seigneurs François. Outre les conventions mutuelles exprimées dans le traité, les ambassadeurs étoient chargés de faire quelques demandes particulières dont les actes publics ne font aucune mention. La grace de Craon étoit vraisemblablement de cette espèce. Ce seigneur, depuis son lâche attentat contre le connétable Clifson, traînoit une vie errante & malheureuse, obligé le plus souvent de se cacher pour dérober sa tête à la rigueur des poursuites : protégé secrètement, mais méprisé, par les ducs de Bourgogne & de Bretagne, il avoit paru pendant quelque temps à la suite de ce dernier : la sincère réconciliation du duc & de Clifson le condannoit de nouveau à ne plus oser se montrer. Le prince auroit rougi de comprendre un traître dans un traité contracté entre deux ennemis généreux, que la grandeur d'âme avoit réunis. Ce fut alors que Craon éprouva les suites funestes d'un crime infructueux. Sur-le-point d'être abandonné, il tourna ses vues du côté de l'Angleterre. Il rendit hommage à Richard qui lui assigna une pension. Le monarque fit plus, il sollicita son pardon par ses ambassadeurs à la cour de France, où Craon eut la permission de revenir & de demeurer à Paris pendant quelque temps sous le faufconduit du duc de Bourgogne : mais cette sûreté qui n'avoit pour objet que les poursuites intentées au sujet de l'assassinat de Clifson, ne le garantit pas de celles que faisoit contre lui la reine de Sicile, pour restitution des sommes qu'elle lui avoit confiées dans le temps de la première expédition de Naples. Le parlement instruisoit pour lors cette affaire, & le condanna au paiement de cent mille livres. Craon étoit présent au jugement, & se trouva bien surpris de se voir à l'instant même arrêté par ordre de la cour, & conduit prisonnier à la tour du Louvre. Il obtint la permission de sortir

tir

tir pendant quinze jours, grace que la veuve de Louis d'Anjou, à la recommandation de la jeune reine d'Angleterre & des duc & duchesse de Bourgogne, voulut bien acorder pour lui donner la facilité d'intéresser ses protecteurs & ses amis à lui procurer une entière liberté, soit en se rendant caution, soit en lui prêtant l'argent nécessaire : mais il ne trouva personne qui voulût ou qui fût en pouvoir de lui rendre ce service. Le duc de Bourgogne lui-même, malgré ses revenus immenses, le prince le plus pauvre de son temps, n'étoit pas en état de fournir une somme si considérable. Craon se vit obligé de se remettre en prison jusqu'à ce que l'affaire fût terminée par un accommodement. Il n'obtint toutefois l'entière liberté de vivre en France que l'année suivante.

Il paroît que Craon recouvra une partie de sa faveur passée, s'il est vrai, comme on l'assure, que ce fut à sa sollicitation que le roi rendit l'ordonnance, qui désormais admettoit au sacrement de Pénitence les criminels condanés à mort : règlement aussi conforme à l'humanité qu'à la charité chrétienne. On croiroit difficilement cependant, que cete institution ait été l'ouvrage du zele particulier de Craon : du moins, si l'on s'en raportoit aux termes de l'édit, dans lequel le roi déclare que c'est à l'instance requête & supplication des ducs de Berri, de Bourgogne, d'Orléans & de Bourbon, ainsi que de plusieurs autres princes du sang & sages hommes du conseil, qu'il abolit à perpétuité la coutume qui refusoit aux malfaiteurs dévoués au suplice la consolation d'être assistés d'un confesseur, ordonnant qu'à l'avenir, non-seulement on leur permette de se confesser, mais qu'on les prévienne même en cas que l'horreur de leur sort les empêchât de recourir à cete salutaire précaution. Avant cete ordonnance, ils étoient traînés à la mort, uniquement accompagnés de l'exécuteur & des autres ministres de la justice ; quoique plusieurs conciles eussent condané cet usage rigoureux, & même eussent décidé qu'on leur administrât le sacrement de l'Eucharistie, grace qu'on leur refuse encore à présent. Le comte de saint Paul, connétable de France, qui fut exécuté sous Louis XI, pria instamment ses juges de lui permettre de communier avant que d'aler à l'échafaud. Sa nais-

Confesseurs
donnés aux
criminels.

Conf. des
ordonnances.

Extrait des
registr. des ord.
A. fol. 144.

AN. 1395.

Craon fait
élever une
croix en ex-
piation de son
crime.

sance & sa dignité ne purent l'exempter de la loi commune : on lui accorda pour faveur unique la liberté d'assister au sacrifice de la messe qui fut célébré devant lui.

Dans le temps même que ce nouveau règlement fut publié, Craon fit élever auprès du gibet de Paris, une croix de pierre avec l'empreinte de ses armes : il donna de plus une somme aux cordeliers pour se charger à perpétuité de recevoir la confession des coupables. Cete fondation, dit l'historien de Paris, « passa pour être une partie de la pénitence » secrète qui lui avoit été imposée ; ou peut-être, pressé par « ses remords, avoit-il appris à plaindre une infortune qu'il » avoit couru risque d'éprouver, & dont il n'étoit que trop » digne ». Les cordeliers ayant discontinué d'assister les criminels, les docteurs en théologie de la maison de Sorbonne leur ont succédé. Ils s'aquient encore aujourd'hui de cete pénible & douloureuse fonction, avec une ferveur, une sensibilité, un intérêt du salut, qu'on ne peut trop admirer. Il n'y a que le zèle du christianisme capable d'élever des âmes tendres & compatissantes à cet excès de charité, dont on ne peut envisager la pratique sans une espece de frémissement. Avant que de quitter cet article, plus curieux qu'agréable, qu'il soit permis d'ajouter qu'autrefois à Paris & dans les autres villes du royaume, on choisissoit ordinairement les dimanches & les jours de fête pour l'exécution des criminels *. Cet appareil affreux amusoit les regards avides de nos ancêtres. Les spectacles étoient alors fort rares : aujourd'hui que les amusements en tout genre sont si fort multipliés, témoigne-t-on moins d'empressement pour ces lugubres cérémonies ?

La duchesse
d'Orléans sou-
pçonnée d'être
cause de
la maladie du
roi. Crime é-
norme dont
on l'accuse.
Froissard.

Les accès de la maladie du roi devenoient plus fréquents. On compta pour une seule année jusqu'à sept rechûtes. L'état de ce malheureux roi en proie aux plus violentes dou-

* Ils faisoient deux pauses en chemin : à la dernière ils s'arêtoient dans la cour des Filles-Dieu, baisoient le crucifix, recevoient l'aspersion, mangeoient trois morceaux de pain, buvoient un verre de vin. L'auteur des antiquités, de qui ce détail est tiré, ajoute « qu'on apeloit ce repas le *dernier morceau du patient*, qui » ressemble fort au repas que les dames juives faisoient aux personnes condanées » à mort, & au vin de mirrhe que les juifs présentèrent à J. C. *Sauval. Antiquit. de Paris, lib. X.* »

leurs, excitoit la compassion de tous ceux qui l'aprochoient. L'impuissance de découvrir la cause d'une infirmité si constante, enfançoit les plus odieuses imputations. Les soupçons du peuple, & même d'une partie de la cour, se réunissoient contre la duchesse d'Orléans. Un incident, peut-être fort naturel, vint encore les augmenter. La duchesse perdit son fils aîné. On prétendit que ce jeune prince mourut empoisonné par une pomme qu'on avoit jetée entre lui & le dauphin, dans l'intention que ce dernier la ramasseroit. Il seroit téméraire d'affirmer un attentat si exécrationnable, quoique Froissard, auteur contemporain, le rapporte avec une espèce de certitude. Il ajoute que le roi lui-même en parut convaincu; que l'entrée du palais royal fut interdite à la princesse, & qu'elle reçut ordre de se retirer au château d'Anieres, & ensuite à Neufchâtel sur la Loire; que le duc d'Orléans conçut delà contre son épouse une aversion dont elle auroit senti les effets, si la considération de ses autres enfants n'avoit suspendu son ressentiment. Galéas informé de l'afront fait à sa fille, envoya des chevaliers à la cour de France pour défier à *outrance* les accusateurs. Le roi qui pour lors étoit en son bon sens, reçut assez mal les champions Milanois, & les renvoya sans réponse. Galéas irrité osa défier le roi lui-même. Ces bruits affreux n'avoient peut-être d'autre fondement que la crédulité du vulgaire. Que ce fût ce motif, ou les obstacles opposés par Galéas aux offres que faisoit alors la république de Genes de se mettre sous la protection de la France; il est certain que Charles étoit extrêmement irrité contre le souverain de Milan, & qu'il n'atendoit que la conclusion de l'alliance avec l'Angleterre pour porter la guerre en Lombardie.

Genes, république florissante par son commerce, par ses nombreuses flotes, par la richesse de ses citoyens, mais plus opulente que guerrière, divisée d'ailleurs par des factions intestines, se voyoit à la veille d'une révolution. Menacée par les Visconti, dont la puissance devenoit de jour en jour plus formidable, elle eut recours à la France, aimant mieux passer volontairement sous la domination d'un prince légitime, que de s'exposer à devenir la proie d'un usurpateur.

AN. 1398.

Genes se met
sous la protec-
tion de la
France.

Froissard.
Chron. MS.

n°. 10297.

Chron. de S.
Denis.

Le Laboureur.

AN. 1395.

*Histoire de
France du P.
Daniel, t. 6,
pag. 342.*

Galéas informé d'un projet si contraire à ses vues ambitieuses, mit tout en usage pour le traverser. Le roi lui députa les seigneurs de Bar & de Couci, auprès desquels il fit de vains efforts pour justifier sa conduite artificieuse. Le voyage du sire de Couci ne fut pas tout-à-fait inutile : il profita de son séjour en Lombardie pour soumettre le comté d'Ast au duc d'Orléans. Cependant on continuoît toujours les négociations à Genes, & le traité fut conclu malgré toutes les intrigues du perfide Milanois. L'Etat, par un acte authentique, reconnut le roi pour souverain : la convention fut ratifiée par tous les ordres, & les commissaires François prirent possession de la seigneurie de Genes au nom du monarque. Le doge (il se nommoit Antoine Adorne) remit l'épée, le sceptre & la chaire, ornements de sa dignité, & reçut en même temps le titre de gouverneur de l'Etat de Genes sous l'autorité du roi de France. Il n'y eut jamais, dit un de nos plus judicieux écrivains, de droit mieux aquis sur un Etat que celui-là. En effet, si le concours unanime & entièrement libre des hommes avoit seul la faculté d'instituer une autorité légitime, il seroit difficile d'imaginer des droits plus authentiques : & toutefois, jamais possession ne fut plus incertaine & plus contestée ; preuve manifeste que la solide constitution d'un empire dépend moins des précautions & des arrangements humains, que des décrets fixés par cette cause suprême, de laquelle toute puissance émane.

AN. 1396.

*Rymer. ant.
publ. tom. 3,
part. 4.*

Depuis que les articles du traité d'alliance entre la France & l'Angleterre avoient été réglés définitivement, l'impatience de Richard paroïssoit augmentée. Il ne croyoit pouvoir trop se hâter d'en presser l'accomplissement. On avoit pensé d'abord, que la jeune reine d'Angleterre demeureroit à la cour de France jusqu'à ce qu'elle eût atteint l'âge convenable : ce délai ne s'accordoit pas avec l'empressement du monarque Anglois. Il ne cessoit d'employer les plus vives instances, tant auprès du roi son beau-pere, que des ambassadeurs François à la cour de Londres, pour qu'on lui remit sa jeune épouse, afin qu'elle pût de bonne-heure se former aux manieres Angloises. Il déclara même au comte de saint Paul, que son intention étoit de passer à Calais, espérant

que cete démarche détermineroit le roi à lui acorder la satisfaction qu'il demandoit: il invitoit en même temps les ducs de Berri & de Bourgogne à se rendre en cete ville pour concerter les mesures nécessaires. Une pareille demande étoit trop juste pour n'y pas déférer.

AN. 1396.

Richard se rendit à Calais, acompagné des ducs de Lencastre & de Glocestre ses oncles, & des principaux seigneurs de sa cour. Les premieres dames d'Angleterre formoient le plus bel ornement de ce brillant cortege. La pompe qui fut étalée dans ce voyage surpasseoit tout ce que le luxe avoit pu jusqu'alors imaginer. La dépense du roi d'Angleterre fut évaluée à trois cent mille marcs d'argent, somme prodigieuse, & qui excédoit de beaucoup celle de huit cent mille livres à laquelle montoit la dot de la princesse. Cete énorme profusion annonçoit moins la grandeur du monarque, que sa foiblesse & son imprudence: car, tandis qu'il s'efforçoit d'en imposer par un faste aparent, il étoit réduit dans ses Etats à solliciter de nouveaux subsides que souvent le parlement n'accordoit pas, ou à recourir à des emprunts qui l'avoilissoient aux yeux de ses sujets, dont la plupart n'ignoroient pas que ce n'étoit que pour fournir à des extravagances dispendieuses, qu'il empruntoit sans dessein de rendre. Une pareille conduite indignoit la nation, & plusieurs fois il lui arriva d'essuyer de simples particuliers les refus les plus humiliants.

Richard se rend à Calais.

Aussi-tôt qu'on fut instruit en France du débarquement de Richard, le comte de saint Paul fut envoyé pour le complimenter. Le duc de Bourgogne le suivit; & le roi conduisant la princesse Isabele, prit avec toute la cour le chemin de Saint-Omer. Le duc de Bretagne étoit du voyage. Il venoit d'assister aux fiançailles du comte de Montfort, son fils aîné, avec Jeanne, seconde fille de France, qui avoient été célébrées à Paris. Avant que de partir, le duc avoit remis à Clifson la régence de ses Etats, ainsi que la garde de ses enfants & de la duchesse. Si l'on se rapelle le principe de cete haine furieuse, qui si long-temps anima le duc contre ce seigneur, on reconnoitra jusqu'à quel degré de confiance & de franchise une estime véritable peut élever des ames généreuses. Outre les motifs de bienéance, le duc avoit des raisons

Le duc de Bretagne vient à la cour.
Histoire de Bret.

AN. 1396.
Brest resti-
tuée au duc de
Bretagne.
Ibid.

particulieres d'accompagner le roi. Il sollicitoit depuis long-temps la restitution de Brest, qui n'avoit pu jusqu'alors être effectuée, quoique souvent projetée. Il se flatoit que l'apui de la France détermineroit le roi d'Angleterre, qui n'étoit effectivement retenu que par la crainte de mécontenter la nation & le duc de Glocestre. Son atente ne fut pas trompée. Richard, toujours avide d'argent, exigea pour l'évacuation de la place, six-vingt mille francs d'or que le duc paya; mais il falut que le roi de France employât tout son crédit pour engager le roi d'Angleterre à remplir sa promesse. Au surplus, cete juste restitution fut mise par le peuple, ainsi que celle de Cherbourg, au nombre des fautes politiques imputées au monarque Anglois.

Entrevue de
Charles & de
Richard.
Froissard.
Le Labou-
reur.
Chron. de S.
Denis, &c.

Richard s'étoit avancé jusqu'à Guynes, & Charles avoit fait marquer son logement dans la petite ville d'Ardres. Tandis que les oncles des deux monarques régloient les cérémonies de l'entrevue, on avoit dressé, dans la plaine, des tentes qui environnoient la place où les deux rois devoient se rencontrer. Ils partirent à la même heure. Le roi de France, vêtu d'un habit court, fourré de martres, qui ne lui passoit pas les genoux, la tête couverte de son chaperon & d'une longue cornete relevée en forme de chapeau, marchoit accompagné des ducs de Lencastre & de Glocestre. On avoit enfin fléchi l'opiniâtreté de ce dernier à force de gratifications. Les ducs de Berri & de Bourgogne conduisoient de la même maniere le roi d'Angleterre habillé d'une robe longue. Ils passerent à-travers d'une double haie de huit cents chevaliers, composée d'un nombre égal de François & d'Anglois. Ces gentilshommes qui n'avoient d'autre arme que leur épée, occupoient seuls l'intervale qui se trouvoit entre les tentes, dont l'accès étoit interdit à tout autre sous peine de mort. Aussi-tôt que les princes aprocherent, les chevaliers se mirent à genoux & demeurèrent dans cete posture jusqu'à ce que Charles & Richard se fussent abordés. On avoit planté un pilier au milieu de l'espace vide qui séparoit les deux troupes : ce fut là que les deux souverains se saluerent & se prirent par les mains en s'embrassant affectueusement. Le roi de France conduisit celui d'Angleterre dans une tente qu'on

avait préparée à cet éfet. Ils trouverent à l'entrée les ducs d'Orléans & de Berri qui les reçurent à genoux : après les avoir relevés & embrassés, ils entrèrent sous le pavillon. On avoit dressé deux especes de trônes ou *chaires royales*. Richard ne voulut jamais prendre la droite, quelque instance qu'employât le roi. On apporta, suivant l'usage du temps, le vin & les épices. Les deux monarques furent servis par les princes leurs oncles. Après un entretien de deux heures, ils se séparèrent.

AN. 1396.

Le lendemain la princesse Isabele fut présentée par son pere à son époux. Les princesses & les dames de la cour de France la remirent entre les mains des duchesses de Lencastre, d'Yorc, de Glocestre & d'Irlande. La jeune reine, en abordant le roi d'Angleterre, fit deux génuflexions: il se hâta de la relever & de l'embrasser. *Monseigneur*, dit le duc de Bourbon au monarque Anglois, *vous devez faire bonne chere : vous avez tout ce que vous desirez, vous avez votre femme, ou aurez.* Bourbonnois, intérompit le roi de France, *nous voudrions que notre fille fût autant âgée comme notre cousine de saint Pol, elle prendroit notre fils d'Angleterre en grand gré.* Beau-pere, répondit Richard, *l'âge que notre femme a nous plaît bien : nous n'aimons pas tant le grand âge d'elle comme nous faisons l'amour de nous & de nos royaumes : car là où nous serons ensemble d'un acord, il n'est roi chrétien ne autre qui puisse nous nuire.* Les deux rois & les princes se séparèrent après s'être donné mille témoignages réciproques d'estime & d'affection. Entr'autres présents, le duc de Lencastre ofrit au roi un fermail enrichi de pierres d'un prix inestimable, qui avoit appartenu au roi Jean son aïeul. La cérémonie du mariage se fit à Calais, où l'archevêque de Cantorbéri donna la bénédiction nuptiale aux deux époux, qui s'embarquerent le vendredi fixieme jour du mois de Novembre, tandis que la cour de France reprit le chemin de la capitale. Ainsi se termina cete entrevue dont on se contente de rapporter ici les circonstances les plus effencieles, uniquement pour donner une idée du cérémonial de ce siècle. Avant que de se séparer, on convint de se rassembler pour travailler à convertir la treve de vingt-huit ans qu'on venoit de signer, en une

La jeune reine Isabele est présentée à son époux.
Ibid.

AN. 1396.

paix solide & durable. On prit aussi des mesures pour procurer l'extinction du schisme. Les deux rois promirent de s'assister mutuellement contre leurs ennemis. Richard devoit fournir un corps de troupes considérable pour joindre à celles du roi, qui toujours plus irrité contre Galéas se préparoit à porter la guerre dans le Milanès : mais une fâcheuse nouvelle vint faire avorter ce projet. La défaite des chrétiens près de Nicopolis mit l'Europe en alarmes, & remplit la France de deuil par la perte de ses plus braves guerriers & de la fleur de sa noblesse.

Guerre de
Hongrie.
Froissard.
Chron. de S.
Denis.
Le Labour.
Juvénal des
Urins.
Révolt. de
Hongrie.
Hist. moder.

Bajazet premier, surnommé *Ilderim* ou le Foudre, fils & successeur d'Amurat, occupoit depuis sept ans le trône Ottoman. Il fut le premier qui par la mort de son frere introduisit la barbare coutume de s'assurer la paisible possession de l'empire en exterminant sa famille : prince, au surplus, plein de courage, de génie & d'ambition, un de ces hommes, en un mot, destinés pour être les fléaux de la terre. On le voyoit voler sans cesse d'Europe en Asie avec une rapidité qui tenoit du prodige ; toujours vainqueur & toujours plus redoutable. Après avoir dépouillé presque tous les princes Asiatiques de leurs Etats, conquis la Bulgarie, la Serbie, la Macédoine, enfermé l'empereur Grec dans les murs de Constantinople qu'il bloqua pendant dix années, & ravagé, comme un torrent, la Bosnie, l'Albanie & la Moldavie, il paroissoit ne méditer rien moins que la conquête d'une partie de l'Occident. Sigismond, roi de Hongrie, effrayé des armes de ce terrible conquérant, avoit imploré le secours des princes chrétiens dès l'année précédente. Le roi, à la sollicitation des ambassadeurs Hongrois, avoit envoyé le comte d'Eu, connétable de France, avec un puissant secours, pour s'opposer au progrès des Turcs, qui ne parurent point en campagne, ce qui obligea les François de revenir sans combattre. A peine furent-ils éloignés, que Bajazet écrivit à Sigismond qu'il marcheroit contre lui l'année suivante à la tête d'une armée formidable ; qu'après avoir subjugué la Hongrie, il se flatoit d'entrer en Italie, d'en faire la conquête, de porter ses couronnes au Capitole, & de faire manger l'avoine à son cheval sur l'autel de saint Pierre de Rome. Il ajoutoit dans cet in-

solent

folent défi, qu'il conduiroit avec lui l'empereur de Constantinople & tous les princes Grecs, & que lorsqu'il auroit fait reconnoître sa domination par tous les peuples, il laisseroit à chacun d'eux ses loix & son culte. On se gardera bien de garantir ici la vérité d'une pareille bravade, qui pourroit bien n'être qu'une fable inventée par les ambassadeurs de Sigismond, pour exciter les François à rechercher avec plus d'empressement une occasion si glorieuse de signaler leur valeur. Si c'étoit le dessein des Hongrois, leur espérance ne fut pas trompée. Le duc de Bourgogne offrit Jean, comte de Nevers, son fils aîné, pour chef de l'entreprise.

Cete expédition fournit au duc de Bourgogne un prétexte d'asseoir une imposition générale sur toutes les provinces de sa domination. Ces sortes de tributs, ainsi qu'on a dû l'observer, étoient dûs dans quatre cas; pour la rançon du seigneur prisonnier, pour le mariage de sa fille, pour le voyage d'outremer, & pour la chevalerie de son fils. La circonstance actuelle rendoit l'obligation double, car Jean de Bourgogne, pour lors âgé de vingt-deux ans, étoit censé partir pour faire ses premières armes, & les troupes qu'on destinoit pour la Hongrie, devoient, après la défaite de Bajazet, marcher vers Constantinople, délivrer cete ville, & delà passer en Palestine. Ces impositions apelées tailles payables à tous les grands vassaux de la couronne, étoient encore dûes au monarque comme chef de la nation, par tous les sujets du royaume, ce qui rendoit plus avantageuse la condition de ceux qui relevoient immédiatement du roi, puisqu'ils ne payoient la taille qu'à un seul seigneur. Delà vient l'empressement avec lequel les peuples de différentes parties de la France aspiroient à faire partie du domaine de la couronne, & ne craignoient rien tant que d'en être séparés, ou par aliénation à prix d'argent, ou pour servir d'apanage. Lorsqu'il s'agissoit de lever la taille royale, chaque seigneur dans son territoire étoit chargé de l'imposition & de la répartition, ce qui devenoit encore une surcharge pour les peuples. On faisoit un abonnement avec les receveurs commis par le roi, & le surplus demouroit au seigneur, qui ne manquoit pas d'exiger toujours plus qu'il ne falloit pour remplir la contri-

AN. 1396.

Taille imposée pour l'expédition de Hongrie.
Ibid.

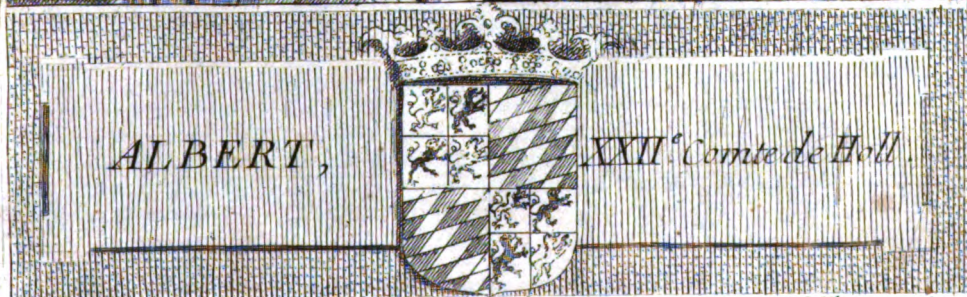
AN. 1396.

bution prescrite. Il ne faut pas au surplus confondre ces impositions qu'on apeloit *la taille aux quatre cas*, avec la taille moderne dont nous aurons occasion de parler sous le regne suivant. Le duc de Bourgogne, non content de cete taille, qui, pour les seules provinces de son apanage, montoit à fix cent mille couronnes, imagina un autre moyen de tirer de l'argent de ses vassaux sous le nom d'*arriere-taille*. Tous les gentilshommes, dames ou demoiseles possédants des fiefs enclavés dans ses seigneuries, eurent ordre d'accompagner son fils à leurs dépens avec un équipage convenable. Ceux à qui les infirmités, la foiblesse de l'âge ou le sexe, ne permettoient pas d'entreprendre un voyage si pénible & si dangereux, se trouverent dans l'obligation de composer, & ces compositions produisirent une somme prodigieuse.

Le comte
d'Ostrevant
défait les Fri-
sons.

Froissard.

Le comte d'Ostrevant, gendre du duc de Bourgogne, & fils d'Albert de Baviere, comte de Hainaut, fut invité d'accompagner en Hongrie le comte de Nevers son beau-frere. Il en fit effectivement la proposition à son pere, qui lui dit : *Guillaume, puisque tu as la volonté d'aler en Hongrie & Turquie contre gens qui jamais ne nous forfirent, nul titre de raison tu n'as que pour la vaine gloire de ce monde : laisse Jean de Bourgogne & nos cousins de France faire leur entreprise & fais la tienne : va plutôt en Frise & conqueres notre héritage*. Réponse sage, & qui nous apprend qu'il y avoit du-moins un prince qui entendoit ses véritables intérêts, sans se laisser entraîner au torrent des folles entreprises & des projets chimériques qui occupoient alors la plupart des souverains. Le comte suivit le conseil de son pere : il leva une puissante armée composée d'Hainnuyers, de Brabançons, de Hollandois, de Zélandois, & d'un corps de troupes Françaises sous la conduite du comte de saint Paul & du seigneur d'Albret. Il marcha contre les Frisons qu'il défit après un sanglant combat. Cete guerre au surplus n'a d'autre liaison avec notre histoire que par le secours envoyé de France au comte de Hainaut. On se contentera d'observer une singularité qui peut avoir quelque rapport aux anciennes superstitions des barbares, & dont l'origine inconnue fourniroit matiere à des conjectures plus curieuses qu'instructives. Avant le signal du combat,



ALBERT,

XXII^e Comte de Holl.

Ex Museo scripsi

J. J. Flapart sculp.

une femme habillée de bleu se détacha de l'armée des Français, & vint se présenter aux ennemis qu'elle insulta par une posture indécente *, en prononçant quelques mots barbares. Elle fut mise en pieces & les combatants en vinrent aux mains. Les lecteurs pourront se rapeler une particularité à-peu-près semblable dans la guerre de Flandre au commencement de ce regne.

AN. 1396.

Page 155 de
ce Volume.

Arrivée des
Français en
Hongrie sous
la conduite du
comte de Ne-
vers.

La ville de Bude étoit désignée pour le rendez-vous de l'armée qui s'assembloit en Hongrie : elle se trouva forte de cent mille hommes lorsque les Français y ariverent sous la conduite du comte de Nevers. Il étoit accompagné de Philippe d'Artois, comte d'Eu, connétable de France, de Jacques de Bourbon, comte de la Marche, de Henri & de Philippe de Bar, du sire de Couci, de Gui de la Trémoille, de Jean de Vienne, amiral de France, du maréchal de Boucicaut, de Regnaut de Roye, des seigneurs de saint Paul, de Montorel, de Saimpi, du bâtard de Flandre, de Louis de Brézé, & d'une foule de guerriers des familles les plus distinguées du royaume. On comptoit dans ce seul corps de troupes composé de dix mille hommes d'armes, plus de mille chevaliers & un nombre d'écuyers non moins considérable. Ils avoient traversé une partie de l'Allemagne, traînant à leur suite tout l'appareil du luxe & de la dissolution. Chargés d'or, environnés de courtisanes & de ministres de débauche, leur présomptueuse témérité les enivroit déjà des avantages qu'on n'acquiert que par le triomphe. Ils croyoient marcher à une victoire assurée, n'ayant à combattre que des barbares sans courage & sans discipline. Le roi de Hongrie qui connoissoit mieux à quels ennemis il avoit affaire, leur fit quelques représentations inutiles. Il falut laisser agir à leur gré des gens qu'il auroit été dangereux de contraindre, & remettre le reste à la fortune.

Bajazet ne se mit point en campagne aussi-tôt qu'il l'avoit

Passage du
Danube.
Ibid.

* Voici comme Froissard, dans son langage naïf, rapporte cet incident. *Tantôt cete femme venue elle se trouva en place, & puis tourna le derriere & leva ses draps, c'est à sçavoir sa robe & sa chemise & montra son derriere aux Haynnuyers, Hollandois, Zélandois, & à toute la compagnie qui veoir la vouloit, en criant aucuns mots ne sçais pas quels, sinon qu'elle dit, prenez-là votre bienvenue.* Froissard, tom. 4, fol. 34, premiere col.

AN. 1396.

annoncé l'année précédente. On s'imagina que ce retardement provenoit de sa frayeur. Les chrétiens passèrent le Danube sur des barques & des pontons. Ils ouvrirent la campagne par la prise de quelques places qui furent emportées d'assaut, & vinrent investir Nicopolis, ville extrêmement fortifiée sur les rives du Danube, qui sépare en cet endroit la Valachie de la Servie. Tandis que la garnison opposoit aux assiégeants la plus vigoureuse résistance, l'empereur Othoman acourut au secours de la place à la tête d'une armée de deux cent mille hommes. Les chrétiens, quoiqu'inférieurs en nombre, méprisoient trop leurs ennemis pour éviter d'en venir aux mains. Un avantage assez considérable remporté par un détachement des troupes Françaises sous la conduite de Couci & de Regnaut de Roye, acrut encore leur confiance. Cet avantage commença toutefois à jeter des semences de jalousie & de division entre ces seigneurs & les autres chefs des troupes Françaises : mésintelligence qui fut la principale & peut-être l'unique cause de la perte de la bataille. On peut dire qu'en cete occasion ces Turcs qu'on dédaignoit, témoignèrent autant de courage que d'expérience & de génie militaire, & qu'au contraire, nos troupes se comportèrent en vrais barbares. Ils avoient, avant le combat, égorgé tous leurs prisonniers, malgré la foi qu'ils leur avoient donnée. Un pareil acte d'inhumanité ne les rendoit que trop dignes du sort qui les atendoit.

Bataille de
Nicopolis.

Bajazet avoit étendu son armée en forme de croissant, dont il occupoit le centre. Un corps de huit mille hommes masquoit le front de ses troupes. Ce corps avoit ordre de combattre en reculant jusqu'à ce qu'une partie de l'armée Hongroise fût assez engagée pour qu'il pût l'envelopper par la jonction de ses deux ailes. Sigismond informé de cete disposition par ses coureurs, en fit donner avis aux François qui formoient l'avant-garde : il les conjuroit de suspendre l'attaque jusqu'à ce que le reste de l'armée se fût avancé. Un si sage conseil auroit été suivi, si le sire de Couci ne s'étoit pressé d'opiner pour l'affirmative. Il n'en falut pas davantage pour déterminer Philippe d'Artois à choisir le parti opposé : il dit que le roi de Hongrie vouloit enlever aux François l'honneur

de la journée. Il étoit connétable, on fut obligé de le suivre. Couci s'adressant à l'amiral Jean de Vienne, lui demanda ce qu'il convenoit de faire : *Sire de Couci*, répondit ce brave officier, *là où la vérité & la raison ne peut être ouïe, il convient que oultre-cuidance regne, & puisque le comte d'Eu se veut combattre, il faut que nous le suivions.*

AN. 1396.

Les François fondirent sur les Turcs avec cete impétuosité qui les a distingués dans tous les temps : bientôt ils se trou-
Les François seuls engagent l'action & sont défaits.
 vèrent au milieu de l'armée ennemie. Enfermés par les deux aîles qui se rapprocherent, envain ils firent des prodiges de valeur : pressés de toutes parts, il ne leur restoit plus que la triste ressource de vendre chèrement leurs vies en combattant jusqu'au dernier soupir. Sigismond, témoin de ce mouvement, jugea dès-lors la bataille perdue. On ne peut toutefois s'empêcher de reprocher à ce monarque de n'avoir pas employé tous ses efforts pour dégager tant de braves guerriers, acourus de si loin pour défendre sa querele. L'armée Hongroise se débanda & prit la fuite sans presque rendre de combat. Cependant les malheureux François, victimes de leur témérité, se défendoient comme des lions. Lorsqu'après l'action Bajazer victorieux vint sur le champ de bataille, il vit avec surprise que le nombre des soldats qu'il avoit perdus, étoit dix fois plus considérable que celui des chrétiens. Assaillis sans relâche, ils donnoient & recevoient la mort avec une intrépidité que les infideles ne pouvoient s'empêcher d'admirer. Mais enfin, acablés sous le nombre, la plupart périrent les armes à la main. Ceux qui restoit, réduits environ à trois cents hommes, furent pris, dépouillés & chargés de chaînes. Tel fut l'événement de la funeste journée de Nicopolis, que l'on peut mettre au nombre de nos plus sanglantes défaites, puisque nos troupes furent presque les seules qui combattirent. On y reconnoît notre nation à cete valeur impétueuse, à cete fierté de courage, & plus encore à cet esprit d'indépendance, à cete présomption, qui formoient alors le caractère de nos guerriers, vaincus presque toujours par leur imprudence, plutôt que par la bravoure de leurs ennemis. Par combien de revers déposés dans nos annales n'avons-nous pas aquis la triste expérience de cete

AN. 1396.

vérité fâcheuse, mais instructive ! Sigismond dans cete déroutte générale s'enfuit à toute bride vers Constantinople, & rentra dans ses Etats par l'Italie. Environ trois cents hommes, qui étoient alés au fourage avant la bataille, eurent le bonheur de s'échaper. Ce ne fut qu'après avoir essuyé des misères incroyables qu'ils ariverent en France, & répandirent cete triste nouvele. Le tranquile habitant de Paris, ce peuple oisif, voluptueux & frivole, acoutumé dans l'enceinte de ses murs au luxe & aux plaisirs, fruits de l'abondance, & d'une mole oisiveté, refusa d'abord de croire un récit trop vrai. Ces paisibles bourgeois ne pouvoient se persuader que dix mille de leurs compatriotes eussent été vaincus près des rives du Danube par deux cent mille Turcs : *On devroit pendre ou noyer cete ribaudaille, disoient-ils, qui seme tous les jours teles fallaces.* On fut obligé de renfermer au châtelet les fugitifs de Hongrie pour les soustraire aux menaces de la populace, jusqu'à ce qu'on eût des nouvelles plus certaines.

Bajazet fait
massacrer les
prisonniers
François, &
ne réserve que
quelques sei-
gneurs.
Ibid.

Bajazet vainqueur se fit présenter les prisonniers, qu'on massacra en représailles de la cruauté dont ils avoient malheureusement donné le dangereux exemple. L'espoir d'une rançon considérable sauva le comte de Nevers, le connétable, le comte de la Marche, Henri de Bar, Gui de la Trémoille & Boucicaut : les autres seigneurs de marque étoient morts dans le combat. L'auteur de la chronique de saint Denis raporte que Bajazet conserva le comte de Nevers par le conseil d'un négromancien, qui l'assura que ce prince causeroit un jour plus de maux aux chrétiens, que les infideles ne pouroient jamais leur en faire : prédiction trop exactement justifiée par l'événement, pour n'être pas suspecte. Les prisonniers furent conduits à Bursé en atendant le paiement de leur rançon, qui fut fixée à deux cent mille ducats. Toute la France déplora cete perte : les peuples la ressentirent encore plus vivement que les grands, par les impositions dont ils furent chargés pour contribuer à la délivrance des prisonniers. Le duc de Bourgogne tira des provinces de sa domination & d'une taxe générale sur tout le royaume, des sommes qui excédoient de beaucoup celle exigée pour la rançon de son fils, sans compter l'argent

fourni par le roi de Hongrie & plusieurs autres princes. Ainsi l'on peut dire que celui qui devoit faire la perte la plus considérable, fut précisément celui qui souffrit le moins de ce désastre. Il se passa quelque temps, avant qu'on eût assemblé la somme nécessaire qu'on fit toucher à Bajazet par le moyen des marchands de Genes & de Venise qui commerçoient dans les Echeles du Levant. Le roi de France dépêcha en même temps le seigneur de Chatelmorant vers l'empereur Turc, pour le prier d'adoucir la captivité du comte de Nevers. Entr'autres présents, il lui envoya une tenture de tapisserie de haute-lice de la manufacture d'Aras, représentant l'histoire d'Alexandre, & plusieurs pieces de toiles de la fabrique de Reims. On choisit ces sortes d'ouvrages par préférence aux étofes de soie, ou tissues d'or ou d'argent, qui n'auroient pas été d'un si grand prix aux yeux de Bajazet. Les manufactures de soie & de draps d'or établies au Caire, dans Alexandrie ou à Damas, dont nos damas ont retenu le nom, étoient alors fort supérieures à toutes nos fabriques en ce genre. Ces particularités sont, aux yeux d'un lecteur qui pense, plus intéressantes que le détail de tant de guerres. Elles nous annoncent du-moins l'état & les progrès de l'industrie humaine. Les seigneurs prisonniers ne furent délivrés qu'en donnant caution. Un banquier de Paris, correspondant d'un marchand de l'île de Chio, nommé *Barthélemi Pélegrin*, fut l'entremetteur de la négociation. Bajazet accepta la garantie de *Pélegrin*. La foi d'un simple négociant lui parut préférable à toute autre dans une circonstance où de si puissants princes étoient intéressés. Témoignage bien glorieux pour le commerce, dont le crédit, fondé sur l'intelligence & la fidélité, embrasse l'Univers, & s'atire une considération d'autant plus solide, qu'il ne la doit qu'à lui-même. On voit avec plaisir de simples particuliers appliqués & laborieux, employer leurs veilles & leurs soins à faire fleurir les arts & l'industrie, étendre leurs utiles correspondances, rapprocher par les besoins & les avantages d'une communication facile, les nations dispersées & divisées sous tant de chefs ambitieux ou cruels, & consoler l'espece humaine des maux qui ravagent la terre.

AN. 1396.

Manufacture
de tapisseries
à Aras.
Ibid.

AN. 1396.

L'empereur Othoman, avant que de congédier les prisonniers, s'adressa au comte de Nevers, & lui fit dire par un interprete; « Tu es jeune, & tu voudras peut-être un jour » te venger : si je voulois ~~me~~ je t'obligerois à faire serment de » ne jamais porter les armes contre moi, mais je te crains » trop peu pour l'exiger : retourne dans ta patrie, rassemble » toutes tes forces, ainsi que celles des princes tes aliés, & » viens m'ataquer si tu l'oses ». Comme plusieurs historiens ont rapporté ce discours, on n'a pas cru le devoir passer sous silence; mais il faut le croire sur le récit du comte de Nevers lui-même, c'est-à-dire, sur le témoignage du prince le moins véridique de son temps. Le connétable étoit mort pendant sa captivité. Les François revinrent par Venise; ils s'arrêtèrent en passant dans plusieurs îles de l'Archipel. Froissard raconte de bonne foi toutes les fables qu'ils débitèrent à leur retour. Ils ne parlèrent que des attraits & de la délicatesse des dames Greques. Ils assurèrent sérieusement que les femmes de l'île de Céphalonie étoient magiciennes, & entretenoient commerce avec les Fées : absurdités bien dignes de ces siècles d'ignorance. Ils firent des présents considérables à ces prétendues enchanteresses, qui durent être bien surprises de la crédulité de nos seigneurs François. Ce fut là tout le fruit qu'ils rapportèrent en France d'une expédition si fatale & si dispendieuse.

Affaires d'Italie.

Froissard.

Chron. MS.
B. R. numéro
10297.

Galéas, premier duc de Milan.

La malheureuse issue du voyage de Hongrie fit abandonner le projet de porter la guerre dans le Milanès. Bajazet s'intéressoit pour Galéas, qu'il apeloit son bon ami : c'étoit par lui, si l'on s'en rapporte à quelques historiens contemporains, que le monarque Othoman étoit informé de la situation & des projets des chrétiens occidentaux. Il n'en falloit pas davantage pour engager la France à le ménager. Ce fut même alors, suivant une ancienne chronique, que le roi lui envoya l'écusson de ses armes, & la permission de les écarteler avec celles de Milan. Il venoit dans le même temps de recevoir la couronne ducal de Vincelas, en vertu des droits de suzeraineté des empereurs sur la Lombardie, ancien fief de l'empire d'Occident. Il fut le premier duc de Milan. Cete famille des Visconti, la plus moderne de toutes les maisons souveraines

souveraines de l'Europe, avoit aquis, en moins d'un demi-siècle, un degré d'élevation qui faisoit trembler toutes les autres puissances d'Italie. Galéas, plus ambitieux, plus redoutable & plus artificieux que ses ancêtres, s'occupoit sans cesse du soin d'affermir sa nouvelle domination. La violence, la trahison, l'assassinat, le poison, les crimes les plus atroces ne lui coûtoient rien pour parvenir à ses fins. Meurtrier de son oncle, de ses cousins, en horreur à sa famille, oppresseur de ses sujets qu'il gouvernoit avec une verge de fer, environné de troupes d'aventuriers qu'il tenoit à sa solde, il exerçoit impunément la plus odieuse tyrannie. Il osa même dépouiller les églises, & sur-tout les religieux, de leurs revenus, qu'il s'appropriâ ; & lorsqu'on vouloit lui faire quelques représentations, il disoit, *que les moines étoient trop délicatement nourris de bons vins & de délicieuses viandes ; par lesquelles délices & superfluités, ils ne se pouvoient relever à minuit, ne faire leur office, & que saint Benoît n'avoit point ainsi tenu l'ordre de religion ; qu'il falloit les remettre aux œufs & au petit vin, pour avoir claire voix & chanter plus haut.*

Le reste de cete année, pendant laquelle Charles éprouva plusieurs accès de sa fâcheuse maladie, n'eut rien de remarquable. La reine donna la naissance à un fils qui fut tenu sur les fonts par le duc d'Orléans, & nommé Louis. La cour d'Espagne avec laquelle on avoit depuis peu renouvelé les anciennes alliances, envoya des ambassadeurs, pour inviter le roi à se joindre à la Castille, dans la vue de parvenir à l'extinction du schisme : mais ces ambassadeurs, en passant par Avignon, se laisserent, dit-on, séduire par les artificieuses insinuations & les présents de Benoît. Cela n'empêcha pas que le roi ne s'y appliquât sérieusement, secondé par le roi d'Angleterre. Les deux monarques députerent des envoyés au pontife de Rome, ainsi qu'à celui d'Avignon, pour les exhorter à choisir la voie de cession. Benoît refusa de voir les ministres Anglois, & Boniface déclara sans détour qu'il étoit vrai pape & indubitable ; qu'il n'y en avoit point d'autre, & qu'il ne prétendoit renoncer en aucune façon. Tant de démarches inutiles devoient faire perdre l'espérance d'amener jamais ni l'un ni l'autre au parti d'une abdication vo-

AN. 1396.

Naissance
d'un fils de
France. Suite
du Schisme.
*Chron. MS.
Bibl. Royale,
n°. 10297.
Chron. de S.
Denis.
Le Laboureur.
Hist. de l'u-
niversité.
Hist. ecclés.*

AN. 1396.

L'université
de Paris pro-
pose au roi la
soustraction
d'obédience.

lontaire. La connoissance de ces dispositions mutuelles fit qu'on écouta favorablement Jean Courtecuisse, député de l'université, lorsqu'il vint, au nom du corps académique, proposer au roi la soustraction d'obédience, comme le seul moyen capable de vaincre l'obstination des deux compétiteurs.

AN. 1397.

Le roi de
Navare soli-
cite la restitu-
tion des terres
saisies.

Mém. de lit.

On vit arriver à Paris au commencement de cete année, l'évêque de Pampelune. Ce prélat venoit, au nom du roi de Navare, réclamer la restitution de ses places en Normandie, qui faisoient partie de l'ancien patrimoine de sa maison. L'évêque rapela dans son discours les anciennes prétentions du roi de Navare sur la Champagne & la Brie, l'indemnité qui lui avoit été promise en échange de ces comtés, les rentes en fonds de terre qui avoient dû être assignées pour la dot de la reine sa mere, le droit incontestable qu'il avoit sur les terres de Normandie dont il supplioit le roi de le remettre en possession. Il finit en représentant la conduite de ce prince depuis la mort de son pere, & l'attachement qu'il avoit témoigné en toute occasion aux intérêts du royaume. L'affaire fut agitée dans le conseil. On pouvoit difficilement se dissimuler la justice de ces demandes. Les ducs de Berri & de Bourgogne, oncles maternels du roi de Navare, étoient favorablement disposés : mais ce prince, & Pierre de Navare son frere, avoient contre eux les fautes de leur pere ; on se ressouvenoit de l'usage que *Charles-le-mauvais* avoit fait des places qu'il occupoit en France, & que des trahisons multipliées avoient obligé de saisir. Le roi de Navare venoit depuis trois ans d'être remis en possession de Cherbourg, & cete place importante ne causoit déjà que trop d'inquiétude entré ses mains. Ces considérations empêcherent que pour lors on ne décidât rien sur cete affaire, qui ne fut terminée que plus de six années après ces premieres démarches, ainsi que nous aurons soin de l'observer dans son temps.

Nouveaux
officiers.

Chron. MS.

B. R. numéro

10297.

Charge de
porte-oriflam-
me.

La mort de Philippe d'Artois, comte d'Eu, laissoit vacant l'office de connétable, que le roi conféra au maréchal de Sancerre. Jean, sire de Rieux & de Rochefort, fut créé maréchal de France au lieu de Sancerre. Pierre, seigneur d'Aumont, surnommé *Hutin*, obtint la dignité de porte-

oriflamme, & remplaça Gui de la Trémoille. Cete charge, l'une des plus honorables du royaume, puisqu'on a vu, sous le roi Jean, Arnoul d'Andreghen se démettre de celle de maréchal de France pour y être élevé, fut éteinte sous le regne de Charles VII, en la personne de Guillaume Martel, seigneur de Bacqueville, successeur de Pierre d'Aumont.

AN. 1397.

Comme il ne sera plus question de l'oriflamme dans le cours de cete histoire, qu'il soit permis d'ajouter quelques observations à ce qui a déjà été dit sur ce sujet. Le plus ancien étendard de notre nation fut le manteau ou la *chape* de saint Martin, dont quelques écrivains ont avec assez de vraisemblance fait dériver le mot de *chapele*, inconnu dans les premiers siècles du christianisme. Nos pieux monarques faisoient porter avec eux ce vêtement respecté, comme un garant de la victoire. On le déposoit au milieu de l'armée sous une riche tente, qui servoit en même temps d'oratoire. Elle étoit commise à la garde du grand sénéchal, qui la portoit les jours de bataille. Les comtes d'Anjou devenus sénéchaux héréditaires & chanoines de Tours, conserverent toujours parmi leurs titres celui de porte-étendard de saint Martin. La confusion qui régna sous le déclin de la race Carlovingienne, & les foibles commencements de la troisième dynastie, firent négliger par la nation divisée plusieurs usages anciens, & celui-ci fut probablement du nombre, puisqu'il n'en est plus fait mention sous Hugues & ses successeurs. Nos rois avoient leur étendard particulier, qu'on apeloit la banniere royale, que plusieurs ont confondue avec l'oriflamme, qu'ils n'adoptèrent que lorsqu'ils eurent aquis le comté de Vexin; & ils devinrent par ce moyen feudataires de l'Apôtre de la France. Lorsque l'abé de saint Denis remettoit l'oriflamme au roi, il lui disoit : *Dieu par sa grace & par les prieres de votre glorieux patron, monseigneur saint Denis, vous doint avoir noble victoire de tous vos ennemis : amen.* Le roi, après l'avoir reçue, la donnoit au seigneur qui devoit la porter, & le baisoit à la bouche. La banniere, semée de fleurs-de-lis avec une croix blanche dans le milieu, étoit proprement l'étendard des rois de la troisième race. Eudes, duc de France, comte de Paris, frère de Robert le Fort,

Chape de
saint Martin.

Banniere
royale.

Y y ij

AN. 1397.

ai eul de Hugues Capet, la faisoit porter dans ses armées. Hugues Capet & ses premiers successeurs n'en eurent point d'autres jusqu'à Louis le Gros, qui prit l'oriflamme: ces deux étendards paroissoient également dans nos expéditions, avec cete différence, qu'on n'employoit ordinairement le dernier que dans les guerres nationales ou dans les croisades. Charles VII disputant son royaume contre les Anglois qui se trouvoient les maîtres de la plupart de nos provinces, ne put dans les commencements d'un regne orageux, prendre l'oriflamme à Saint-Denis, ce qui en fit négliger l'usage. Nos troupes s'acoutumerent insensiblement à ne marcher que sous la banniere royale, à laquelle a succédé la cornete blanche.

Tome 4 de
cete histoire.

Jacques de Bourbon, comte de la Marche, fut à son retour de Hongrie gratifié par le roi de l'office de grand chambélan, au lieu du seigneur d'Albret. Louis II, duc de Bourbon, étoit alors grand chambrier de France. On a dû remarquer sous le regne de Philippe de Valois, queles différentes fonctions distinguoient ces deux charges. Louis de Bourbon, comte de Vendôme, frere de Jacques, comte de la Marche, fut revêtu quelques années après de la dignité de grand maître de France, qu'on apeloit alors, *souverain maître de l'hôtel du roi*. Quand les vertus personnelles qui rendoient ces princes recommandables, n'auroient pas aquis à leurs noms le droit d'être immortalisés dans nos annales, un seul de leurs titres suffiroit pour rendre leur mémoire précieuse. Louis de Bourbon, comte de Vendôme, est le chef de la branche à laquelle nous devons Henri IV.

Commen-
cement des
troubles d'An-
gleterre.

La nouvele reine d'Angleterre avoit été conduite à Londres, couronnée & proclamée à Westminster. Le roi n'eut pas la satisfaction de voir le peuple partager son empressement: on murmuroit tout haut contre cete aliance & le dernier traité. L'arivée du comte de saint Paul à Londres fit penser aux habitants qu'il venoit pour négocier la reddition de Bordeaux & de Calais. *Les François voudroient bien, disoient-ils, qu'il leur eût coûté toutes les filles du roi de France, & qu'ils eussent Calais à leur volonté.* Le duc de Glocestre, qui lui-même avoit paru d'abord approuver le mariage de Ri-

chard & d'Isabele, ne conserva pas long-temps ces dehors de complaisance. Soit aversion naturele contre la France, soit qu'il ne voulût pas perdre son crédit parmi les mécontents, il afeétoit hautement de blâmer la conduite de Richard, & ce prince ne fournissoit que trop de prétextes par son imprudence. Quoiqu'il eût épuisé ses finances par une excessive prodigalité, il acrut encore sa dépense sur le vain espoir qu'on lui donna, que les électeurs, mécontents de Vincelas, avoient jeté les yeux sur lui pour l'élever à l'Empire. N'osant plus demander au parlement de nouveaux subsides, il eut recours aux emprunts sur les particuliers, espece de contribution forcée, que les Anglois regardoient comme une des plus odieuses infractions de leurs privileges. Le duc de Glocestre toujours violent, lui fit des reproches d'autant plus sensibles, qu'ils étoient fondés. L'oncle & le neveu se brouillerent : le premier se retira dans ses terres ; les favoris profitant de son absence, acheverent d'iriter le monarque contre lui : sa perte fut résolue. Le roi part, il arive sur le soir au château du duc qui venoit de souper : il l'invite à l'accompagner jusqu'à Londres, où il avoit, disoit-il, des affaires de la derniere importance à lui communiquer. L'imprudent Glocestre le suit : au milieu du chemin Richard pique son cheval & le devance : dans le moment le comte Maréchal, secondé par des gens apostés, se jete sur le duc, qui apele envain le roi : on le porte dans une barque disposée à cet éfet sur la Tamise : un vaisseau l'atendoit à l'embouchure, qui le conduisit à Calais. Le roi de retour à Londres fait arrêter & conduire à la tour les comtes de Warwich & d'Arondel, le lord Cobham, & plusieurs autres seigneurs désignés pour être du nombre des mécontents. Thomas d'Arondel, archevêque de Cantorbéri, frere du comte, prend la fuite, Richard le fait déclarer ennemi de l'Etat. Le peuple paroît disposé à se soulever : pour l'apaiser, on fait publier une proclamation, par laquelle on annonce que le duc & les seigneurs seront jugés suivant les loix. On indique l'assemblée du parlement : on avoit pris des mesures pour qu'il ne fût composé que de gens vendus au gouvernement. Ce fut, suivant les historiens Anglois, le premier exemple de corrup-

*Rymer. att.
publ. tome 3.
p. 4.
Antiquités
Bretonnes.*

AN. 1397.

tion. Arondel & Warwich sont condanés à mort : le premier est décapité : le roi a la barbarie d'assister à l'exécution. Warwich obtient la vie en se reconnoissant coupable. Richard donne publiquement des ordres pour amener à Londres le duc de Glocestre , tandis qu'il le fait exécuter secrètement dans la tour de Calais. Il ordonne ensuite des prières pour le repos de son ame. Tant d'atrocités préparoient la chute de Richard , en éloignant sans retour tous ceux qui pouvoient encore conserver pour lui un reste d'attachement : on le craignit , on le détesta : il étoit foible & sans génie , on ne tarda pas à le mépriser. Envain , dans ses manifestes , il essaya de justifier ses démarches , il ne persuada pas ses sujets indignés , on ne le crut pas même en France. Il comptoit beaucoup sur l'aliance qu'il venoit de contracter : mais quel fond pouvoit-il faire sur ce secours étranger dans la triste situation où se trouvoit le roi son beau-pere , incapable de régner par lui-même , & livré à la merci de gens uniquement occupés de leurs intérêts particuliers ?

Rechûte du
roi. Triste état
de ce prince.

Chron. MS.

Juvénal des
Urins.

Chron. de S.

Denis.

Le Laboureur.

Les rechûtes de l'infortuné Charles devenoient de jour en jour plus fréquentes. Le déplorable état de ce prince ofroit un spectacle digne de compassion & qui tiroit des larmes de tous ceux qui l'aprochoient. Il souffroit des douleurs incroyables ; on l'entendoit s'écrier : *Si quelques-uns de la compagnie sont coupables de mes souffrances , je les conjure au nom de J. C. de ne me pas tourmenter davantage : que je ne languisse plus , & qu'ils achevent bientôt de me faire mourir.* Il sentoît ordinairement les mouvements avant-coureurs de ses accès ; il se jetoit alors à genoux , implorant à haute voix la clémence divine ; il recommandoit sur-tout qu'on lui ôtât tous les instrumens avec lesquels il auroit pu nuire à ceux qui étoient auprès de lui. *J'aime mieux mourir , disoit-il , que de faire du mal à quelqu'un.* Objet de la tendre pitié de ses peuples & de ses domestiques , il étoit devenu pour la reine un objet de crainte & peut-être de dégoût. Cete dernière réflexion n'est que trop vraisemblable ; car à quel autre motif peut-on attribuer la précaution coupable qu'elle employa pour se dérober aux empressements d'un époux qu'elle n'aimoit plus ? Feignant d'appréhender qu'il ne la blessât ou ne la tuât pen-

dant la nuit, elle se faisoit remplacer par la fille d'un marchand de chevaux. Ce commerce étoit si public, que l'on apeloit communément la moderne Sunamite, *la petite reine*. On lui donna deux-maisons, l'une à Créteil, l'autre à Bagnolet : elle eut une fille du roi, qui eut pour dot la terre de Belle-Ville en Poitou, & fut mariée au seigneur de Harpedane, parent du connétable Clifton. Habelle commençoit à vivre avec le duc d'Orléans, son beau-frere, dans une intimité dont tout le monde murmuroit : cete familiarité scandaleuse porta une atteinte mortele à la réputation de l'un & de l'autre. On desireroit pouvoir se dispenser de retracer de pareilles horreurs : mais elles sont indispensables pour parvenir à développer les principes cachés des événements de ce triste regne.

Le maréchal de Sancerre avoit envoyé de Guienne deux augustins qui s'étoient vantés de guérir l'infirmité du roi. Ils confirmèrent encore leurs promesses lorsqu'ils furent arrivés à Paris. Ils furent logés à la bastille près de l'hôtel de saint Paul. On eut grand soin de leur fournir tout ce qu'ils demandèrent. Après avoir sans succès essayé divers remedes, entr'autres, un breuvage de perles distillées, ils eurent recours aux invocations magiques, qui n'opérèrent pas davantage. On s'étoit contenté jusque-là de les observer : mais lorsque des incisions qu'ils firent sur la tête du monarque eurent redoublé la violence des accès, on conçut des soupçons que leur conduite ne détruisit pas : on s'aperçut qu'abusant des ordres qu'on avoit donnés de les bien traiter, ils s'abandonnoient secrètement à la licence la plus éfrénée. On les pressa de déclarer d'où provenoit la maladie : pressés de répondre, ils rejeterent la cause sur les maléfices. *Mellin*, barbier du roi, qui l'avoit peigné la veille de son dernier accès, & le concierge de l'hôtel d'Orléans, furent arrêtés sur leur délation, & relâchés le lendemain, faute de preuves. Ces deux moines impudents, non contents de ce premier mensonge, oferent acuser le duc d'Orléans lui-même. On les intérogea : ils se couperent. Apliqués à la question, ils avouerent leur imposture. L'abus que ces deux scélérats firent pendant plus de six mois de la crédulité du peuple &

AN. 1397.

Deux imposteurs entreprennent la guérison du roi. Leur punition.

Ibid.

Hist. de Fr. Froissard, &c.

AN. 1397.

de la cour, prouve bien l'ignorance grossière qui régnoit alors. Avant que de livrer les deux prêtres empiriques à la justice séculière, ils furent dégradés. Pour cet effet, on les conduisit à la greve les mains liées, ayant sur la tête des mitres de papier où leurs noms étoient écrits (ils s'apeloient Pierre & Lancelot). Un écriteau de parchemin attaché à leurs dos contenoit leurs crimes. L'évêque de Paris en habits pontificaux, sortit d'une des fenêtres de l'hôtel-de-ville, & s'avança par une galerie sur un échafaud tendu de draps de laine. Il étoit accompagné de six autres évêques & de plusieurs ecclésiastiques. Les deux criminels monterent sur un échafaud élevé vis-à-vis celui du clergé. Un docteur en théologie les prêcha : le sermon fini, l'évêque leur dit : « Puis-
 » que vous avez profané par vos actions infâmes le plus
 » glorieux caractère de notre religion, nous vous déclarons
 » indignes de la communion des fideles, & de toute fonction ecclésiastique ». Les prêtres de la suite de l'évêque les revêtirent ensuite des ornements sacerdotaux : alors ces malheureux se mirent à genoux & confessèrent leurs crimes. On leur mit entre les mains le calice que l'évêque reprit lui-même en disant, Nous t'ôtons le calice avec lequel tu consacrais le sang de N. S. On observa la même cérémonie pour les autres ornements. Lorsqu'ils furent entièrement dépouillés, l'évêque ordonna qu'on leur raclât les doigts, & qu'on les lavât dans une liqueur préparée à cet effet. Telle étoit alors la forme de la dégradation. A l'instant le sergent & les archers du prévôt de Paris s'en emparèrent : après les avoir promenés nus en chemises dans les principales rues, ils les ramenèrent à la greve, où ils furent décapités. Ces deux religieux furent assistés au supplice par des confesseurs. Ils jouirent les premiers de la grace accordée aux criminels par l'édit dont il a été fait mention ci-dessus.

L'empereur
 d'Occident
 envoie de-
 mander du se-
 cours au roi
 contre Baja-
 zet.

Ibid.

Hist. ecclési.

La santé du roi paroissoit un peu rétablie lorsqu'il reçut une ambassade de la part de l'empereur de Constantinople. *Manuel Paléologue* étoit alors assis sur le trône des Constantin & des Théodoses : mais que cet empire étoit déchu de son ancienne splendeur ! Les Augustes d'Orient renfermés dans les murs de Byfance, ne jouissoient même dans cette ville

ville que d'une autorité précaire, asservis sous la puissance formidable des Turcs, auxquels ils étoient obligés souvent de fournir des subides & de mauvaises troupes. Manuel lui-même étoit à la suite de Bajazet, lorsqu'il aprit la mort de Jean Paléologue son pere. Il s'échapa furtivement pour aler se faire couronner. Le monarque Othoman lui écrivit aussi-tôt. Les termes de sa lettre annoncent un maître qui parle à son esclave. *Je veux*, lui dit le fier sultan, *qu'il y ait un cadi à Constantinople pour rendre justice aux Musulmans : sinon ferme les portes de la ville & regne dedans, tout le dehors est à moi.* Manuel n'obéit pas : la Bithynie, la Thrace, furent dévastées, les habitants de ces provinces transportés, & Thessalonique emportée d'assaut. Les Turcs ravagerent les environs de Constantinople : ils se contenterent de resserrer la place sans l'assiéger, persuadés qu'elle seroit bientôt forcée de subir le joug. L'empereur Grec se voyant à la veille d'être opprimé, implora le secours des puissances chrétiennes. Le roi de Chypre, les chevaliers de Rhodes, les Vénitiens, les Génois, étoient également intéressés à prendre sa défense. Les Génois sur-tout, nouveaux sujets du roi, appuyerent fortement à la cour de France la demande des ambassadeurs Grecs. Théodoric Paléologue, chef de l'ambassade, prononça, en présence du roi, un discours pathétique, dans lequel il peignit le déplorable état de Constantinople, & le danger dont l'Occident étoit menacé, si cete ville tomboit au pouvoir des infideles. Charles, qui malgré l'afoiblissement de son esprit, conserva toujours ce généreux courage & cete bonté qui le caractérisoient, promit d'assister puissamment *son cousin l'empereur des Grecs.* Le duc d'Orléans s'offrit pour chef de l'expédition ; mais la conjoncture étoit trop délicate pour éfectuer dans le moment une semblable promesse. Les princes pris à la bataille de Nicopolis étoient encore au pouvoir de Bajazet. Ils ne furent délivrés que vers la fin de cete année, & ce ne fut que dans le cours de la suivante qu'on envoya douze cents hommes sous la conduite du maréchal de Boucicaut & du seigneur de Chatelmorant. Avec un secours si foible, le maréchal repoussa les Turcs, délivra pour un temps Constantinople, où il laissa

AN. 1397.

Chatelmorant pour commander en son absence, & revint en France avec le titre de connétable de l'empire Grec. Il n'est pas inutile d'observer qu'on avoit imposé une taxe générale sur tout le royaume, pour subvenir aux frais de cete expédition *.

Entrevue
du roi & de
Venceslas.
Ibid.

On avoit indiqué la ville de Reims pour une assemblée où devoient se trouver plusieurs membres de l'empire, ainsi que les princes & le conseil de France. Cete conférence avoit pour objet les plus grands intérêts, tel étoit du-moins le bruit public : il s'agissoit de renouveler & confirmer les anciennes aliances, de travailler efficacement à la réunion de l'Eglise, & de régler les conditions du mariage d'une fille du duc d'Orléans avec le fils du marquis de Brandebourg. Le roi s'y rendit acompagné de ses oncles, des ducs de Berri & de Bourbon, du roi de Navare, des princes du sang & des seigneurs du conseil. Venceslas fut reçu avec tous les honeurs dus à la majesté de l'empire. Pendant le cours de cete entrevue, qu'on se vit forcé d'abrèger, le roi retomba en démence, & revint précipitamment à Paris. L'empereur ne se montra que pour exciter le mépris & la risée d'une cour peu faite aux excès de son intempérance. Ce prince né pour manger & boire, plutôt que pour régner, n'étoit jamais à jeun. On dit qu'il n'avoit entrepris ce voyage que pour changer d'air & se procurer de l'appétit. Il étoit ivre en partant d'Allemagne. Il est assez probable, que les seigneurs François chargés de l'accompagner le reconduisirent dans le même état jusqu'aux frontieres. Le duc de Bourgogne ne voulut pas se trouver à cete entrevue dont il prévoyoit l'inutilité.

AN. 1398.
Continuation
du schisme.
Ibid.

Venceslas dès le commencement de la conférence, avoit assuré le roi, qu'il régleroit sa conduite sur la sienne dans l'affaire du schisme. En conséquence, Pierre d'Ailli, évêque de Cambrai, fut député vers Boniface, pour le déterminer à choisir la voie de cession. Le prélat parla au pontife Romain, tant au nom du roi, se faisant fort pour les rois d'Angleterre, d'Ecosse, de Castille, de Portugal, de Navare, & d'Ara-

* Le titre original de cete ordonnance est entre les mains de l'auteur. Les registres de la cour des aides de l'année 1397 en doivent faire mention.

gon; que de la part de l'empereur, qui répondoit pour l'Allemagne & la Hongrie. Boniface se voyant pressé de manière à ne pouvoir reculer sans aliéner les princes de son obédience par un refus déclaré, feignit d'accepter le parti qu'on lui proposoit, en cas que son rival voulût en faire de même, bien persuadé que Benoît n'y consentiroit jamais. Cependant, les Romains alarmés d'une démarche qui pouvoit les priver encore une fois de la présence du pape, acoururent en foule chez le pontife pour le détourner d'une résolution qu'ils croyoient sincère; mais il les rassura. La fin du siècle aprochoit. Les Romains avoient déjà fait leurs provisions pour le jubilé, qui devoit attirer dans leur ville une foule de pèlerins de toutes les provinces de l'Europe chrétienne. L'évêque revint en France convaincu de l'inflexible obstination de Boniface. Il passa par l'Allemagne où il vit l'empereur, qui lui dit, que *lorsque le roi de France auroit soumis son pape, il soumettroit le sien*. Benoît intimidé par cete démarche, envoya le cardinal de Pampelune en France. Comme on étoit instruit des intentions du pontife d'Avignon, le légat reçut un ordre qui lui défendoit de venir à la cour.

Ces dispositions qu'on ouvrit le concile national, qui se tint à Paris au commencement de cete année. L'assemblée étoit composée du patriarche d'Alexandrie, Simon de Gramaud, de sept archevêques, de trente-deux évêques, de l'université de Paris & des députés de celles d'Orléans, d'Angers, de Montpellier & de Toulouse. Comme le roi pour lors étoit malade, il fut représenté par les ducs de Berri, de Bourgogne & d'Orléans. Le roi de Navarre y assista ainsi que le duc de Bourbon, Jean, comte de Nevers, le chancelier, Arnaud de Corbie, & plusieurs seigneurs, tant de la cour, que du conseil. La plupart des avis se réunissoient pour la cession : on proposa divers moyens pour y parvenir. Celui de la soustraction parut le plus efficace. La question fut agitée pendant quelques séances. Benoît avoit encore des partisans parmi les princes & les prélats. On nomma des rapporteurs chargés du soin de rassembler les raisons pour & contre, ce qui remit la décision à la fin de Juillet. Après une longue & scrupuleuse discussion, on recueillit les opinions:

Concile de
Paris.
Hist. ecclési.
t. 20.
Histoire de
l'université.
Chron. de St
Denis.

A N. 1398.

de trois cents voix, trente-cinq seulement s'oposèrent à la soustraction, à laquelle toutes les autres accédoient unanimement. En conséquence de cete délibération, le chancelier dressa des lettres-patentes, dont le préambule contient toute l'histoire du schisme depuis son origine. Le roi finit en disant : « Nous, assistés des princes de notre sang & de plusieurs autres, & avec nous l'église de notre royaume, tant le clergé que le peuple, nous retirons entièrement de l'obéissance du pape Benoît XIII, & de celle de son adversaire. Nous voulons que désormais personne ne paye rien à Benoît, à ses collecteurs ou autres officiers, des revenus ou émoluments ecclésiastiques : & nous défendons étroitement à tous nos sujets de lui obéir ou à ses officiers en quelque manière que ce soit ». Benoît avoit fait courir le bruit que les François vouloient se soustraire à son obéissance, afin de lui substituer un pape de leur nation. Le roi, pour détruire de pareils soupçons, déclara dans ses lettres, que tout sujet lui seroit agréable pour remplir le Siège apostolique, fût-il Africain, Arabe ou Indien, pourvu qu'il ne deshonorât point par ses erreurs ou ses passions la chaire du prince des Apôtres. On peut dire que la soustraction fut principalement l'ouvrage de l'université de Paris & des autres universités du royaume, à l'exception de celle de Toulouse, dont les députés se retirèrent avant la fin de l'assemblée. Quelque temps après, de nouveaux députés de ce même corps voulurent porter le parlement de Paris à conseiller au roi de rendre l'obéissance à Benoît, assurant que ce pontife étoit prêt à se soumettre au parti de la cession ainsi qu'il s'y étoit obligé. La réponse du parlement fut un démenti formel. *Il est faux*, dit la cour, *qu'il ait jamais voulu abdiquer* *.

Regist. du
Parlement.

Exactions
& simonie
scandaleuses.

En ordonnant la soustraction, le roi annula toutes les censures & procédures faites ou à faire par les officiers de Benoît. La disposition des prélatures & autres dignités ecclésiastiques fut remise entièrement à l'élection libre des chapitres & couvents, & les autres bénéfices au choix des collateurs. La vacance de l'abbaye de saint Denis offrit une occasion d'agir con-

* *Falsum est quod unquam voluerit cedere.* Registre du Parlement.

formément au parti qu'on venoit de prendre dans l'assemblée. L'évêque de Paris y nomma, toutefois avec la réserve des anciens privileges de l'abaye. Une députation des cardinaux d'Avignon, fournit quelque temps après un prétexte d'abolir toutes les graces expectatives acordées par Benoît, à la faveur desquelles ces prélats s'emparoiént des meilleurs bénéfices du royaume. Cete usurpation abusive du droit de disposer des revenus ecclésiastiques, inconnue dans les premiers temps du christianisme, ne s'introduisit que vers le milieu du douzieme siecle. Ce n'étoit d'abord qu'une faveur passagere demandée à titre de grace. Le pape Adrien IV fut le premier qui donna quelques mandats par lesquels il prioit qu'on nommât à des bénéfices vacants, des personnes qu'il désignoit. Il existe encore une lettre de ce pontife qui conjure l'évêque de Paris, en vertu du respect qu'il doit au successeur du vicaire de J. C. de conférer au chancelier de France la premiere dignité qui vaquera dans son église. On eut égard à ces sortes de prières, sans trop réfléchir aux conséquences. Les successeurs d'Adrien ne suplièrent pas longtemps; bientôt ils enjoignirent : & ce qui n'étoit d'abord qu'un acte de complaisance, devint une obligation indispensable. Ils nommerent des commissaires pour veiller à l'exécution de ces mandats. Ensuite vinrent les réserves : moyen encore plus prompt & d'une exécution plus facile, puisque les pontifes les rendoient à leur gré générales ou particulières. Cet abus fut poussé à un tel excès, qu'il ne restoit presque plus de bénéfices à la collation des ordinaires. Cela coûta d'autant moins d'efforts aux pontifes Romains, que devenus en quelque sorte dispensateurs absolus des revenus de l'Eglise par les mandats & les réserves, ils ajoutoiént aux droits qu'ils s'étoient attribués, le privilege de la prévention, c'est-à-dire, le droit de prévenir les collateurs dans la dispensation des bénéfices.

Le simple exposé de ces droits multipliés peut faire envisager d'un coup d'œil les inconvénients qui en résultoient, tant par raport à la discipline de l'Eglise, qu'à l'économie de ses revenus. Mais ce n'est rien encore; l'abus scandaleux que faisoient pour lors les deux pontifes rivaux, chacun dans

AN. 1398.

*Loix eccléf.
cap. 11 & suiv.*

AN. 1398.

*Hist. écléf.
t. 20. l. 99.**Thierry de
Niem. hist. du
schisme d'Oc-
cident.*

les Etats soumis à son obéissance, de ces prérogatives que leurs prédécesseurs s'étoient attribuées, paroîtroit incroyable, s'il n'étoit attesté par les auteurs contemporains. Boniface qui avoit un double motif de rançonner le patrimoine de l'Eglise, son intérêt personnel, & l'obligation de soutenir Ladislas contre la faction d'Anjou, se trouvoit infatiable. Si dans les premières années de son pontificat, il parut conserver un reste de pudeur en n'exerçant la simonie que secrètement, dans la crainte de mécontenter quelques cardinaux, ennemis de ce trafic honteux, la mort de ces prélats ne l'eut pas plutôt rendu à lui-même, qu'il se montra tel qu'il étoit. Les clercs postulants des bénéfices n'étoient admis à l'examen qu'en payant. Il antidatoit les rôles; ses camériers étoient chargés de la vente de ces fausses dates. Il faisoit d'abord commerce des promotions par des agens secrets: bientôt il ne rougit plus de le faire lui-même. Il commença cette année à réserver à la chambre apostolique les fruits d'une année des cathédrales & abayes vacantes. Ce sont ces fruits de la première année, que nous nommons *l'Annate*. Quelques-uns de ses prédécesseurs avoient avant lui obtenu pour un temps cette rétribution. Il fut le premier qui l'étendit aux prélatures, & pour toujours. Souvent Boniface vendoit le même bénéfice à plusieurs personnes sous la même date, le proposant comme vacant, quoiqu'il en eût reçu le prix. Après avoir ainsi trompé les différents acquéreurs par ces odieux stellionats, il rendoit leur condition égale, en faisant de nouvelles ventes qui s'annuloient successivement au moyen de la clause de *préférence* qu'il y ajoutoit. Il imagina ensuite de nouvelles expectatives qui abolissoient toutes les précédentes qu'il avoit accordées: on n'étoit pas plus sûr avec cette dernière manœuvre, qu'il désavouoit s'il se présentoit des enchérisseurs. Il se croyoit déchargé de l'obligation de remplir sa parole en disant qu'il avoit fait trop bon marché; qu'on l'avoit trompé sur le prix. L'usure la plus exorbitante s'exerçoit publiquement, & ne fut plus un péché. Les usuriers étoient devenus nécessaires pour fournir des fonds à ceux qui vouloient acheter les nominations. L'Eglise étoit divisée; les chrétiens se traitoient respectivement d'hérétiques & de

schismatiques ; les docteurs disputoient entre eux avec cet acharnement & cete infidélité qu'inspire le fanatisme ; les prélats s'excommunioient ; les princes armoient ; l'Europe entiere étoit dans une agitation perpétuelle , pour décider lequel de ces deux pontifes étoit le plus digne d'ocuper la place de vicaire de J. C.

AN. 1398.

La délibération prise dans le concile de Paris , signifiée par deux commissaires à Benoît , ainsi qu'aux prélats de sa cour , jeta l'alarme & la consternation dans Avignon. La plupart des cardinaux & autres ecclésiastiques possédoient des bénéfices en France. Ils se hâtèrent d'obéir en se séparant du pontife. Benoît , presque abandonné , se roidissoit contre les difficultés. On lui députa l'évêque de Cambrai pour lui signifier de nouveau les intentions du roi & la délibération du clergé de France. Benoît protesta qu'il n'abandonneroit la tiare qu'avec la vie. *Evêque , dit-il , mes freres cardinaux m'ont pourvu en cete dignité. Pape me suis écrit , & pape je demeurerai tant que je vivrai , ne ja me soumettrai à faire au contraire pour mourir en la peine : vous direz à mon fils de France , que jusqu'ici l'avons tenu à bon catholique ; qu'il s'avise & ne s'incline à nulle chose qui lui trouble la conscience.* Les cardinaux ayant vainement tenté de le fléchir , se retirèrent à Ville-neuve. Le maréchal Boucicaut vint , suivant les ordres de la cour , investir Avignon. Il envoie défier le pape par un héraut. Le peuple éfrayé se souleve , ouvre les portes aux François. Benoît se refugie dans son palais , & se prépare à soutenir le siège. Il implore le secours du roi d'Aragon , qui répondit : « Ce prêtre croit-il que pour lui aider à soutenir » ses chicanes je doive entreprendre la guerre contre le roi » de France » ? Malgré cet abandon général , Benoît se défendit pendant près de cinq années contre les troupes Françoises qui l'assiégeoient. Il est vrai qu'il avoit à la cour des partisans , qui empêchoient qu'on ne le pousât à l'extrémité. Le duc d'Orléans s'étoit déclaré ouvertement en sa faveur. Voyant même qu'il ne pouvoit arrêter le cours des délibérations , il s'étoit abstenu de se trouver aux dernieres séances.

On signifie la délibération de l'assemblée. Obstination du pape. Il est abandonné des cardinaux. Siège d'Avignon.

Le motif qui faisoit agir le duc étoit moins affection pour

AN. 1398.

Jalousie des
duc de Bour-
gogne &
d'Orléans.

Froissard.

Benoît, qu'inimitié contre le duc de Bourgogne, qu'il voyoit avec chagrin disposer du gouvernement & affecter sur lui une supériorité qui lui devenoit de jour en jour plus insupportable. Les rechûtes fréquentes du roi commençoient à causer dans l'administration un désordre que la jalousie des princes redoubloit sans cesse. Chacun d'eux pendant la maladie du monarque prétendoit exercer l'autorité souveraine : il leur arrivoit souvent de donner sur le même sujet des ordres contradictoires, & dont par conséquent l'exécution devenoit impossible. Le roi revenu en santé aprouvoit les uns ou les autres, suivant les premières impressions qu'on lui donnoit. La cour se trouvoit divisée par cete mésintelligence, & les gens sensés s'apercevoient déjà que la division de la famille royale produiroit infailliblement la ruine de l'un des deux partis, & peut-être celle de l'Etat. Ils ne s'épargnoient pas : on répandoit dans le public les bruits les plus injurieux. Quoique les deux empiriques dont nous avons parlé ci-dessus eussent envelopé le duc d'Orléans dans leurs acufations, on disoit que ce prince étoit leur complice. On ajoutoit que le duc de Bourgogne les avoit fait condaner pour se venger de la mort de Jean de Bar, *bien bon clerc*, dit la chronique, *nigromancien & invocateur de diables*, & *en faisoit son devoir*. Ce Jean de Bar avoit promis aux princes de leur faire voir l'ange des ténèbres : il s'étoit pour cet éfet associé un prêtre & un clerc : il fit ses conjurations, offrit un sacrifice infernal. Le diable fut sourd & invisible. Le duc d'Orléans irrité de n'avoir rien vu, livra au bras séculier le prétendu magicien, qui appartenoit au duc de Bourgogne. Il fut brûlé dans le marché aux pourceaux. Le prêtre & le clerc furent remis à la justice ecclésiastique. Ces détails particuliers nous aprennent jusqu'à quel degré d'égarement les grands de ce siecle étoient parvenus. Manœuvres secrètes, inimitiés personnelles, jalousie du gouvernement, ambition, débauche, dissipation, avarice, superstition, impiété, foiblesse, calomnies réciproques ; que ne devoit-on pas redouter de l'assemblage monstrueux de tant de dérèglements d'esprit & de cœur ? Si l'on juge par la plupart des chefs du reste de la nation, les mœurs devoient être détestables. En éfet, tous les auteurs qui vivoient pour
lors

lors ne cessent de déclamer contre les vices & la dépravation de leurs contemporains.

AN. 1398.

Cete corruption morale renfermée jusqu'alors dans le sein de la nation, n'avoit pas éclaté au-dehors, ainsi que nous le verrons dans la suite. Nous conservions encore chez les étrangers cete réputation de justice, d'honneur, de franchise & de générosité qui attire la considération, & que nous devons aux vertus de nos ancêtres. Nos voisins nous estimoient & nous respectoient. L'Espagne en avoit depuis peu donné un témoignage bien glorieux, en remettant au conseil de France le jugement du comte de Gijon, fils de Henri de Transtamare. Ce prince arrêté sous le regne précédent, & mis en liberté au commencement de celui de Dom Henri qui régnoit alors, avoit levé l'étendard de la révolte. Assiégé dans le château de Gijon, la proposition qu'il fit de se soumettre à la décision de notre cour, suspendit toute hostilité. Les ambassadeurs Castillans se rendirent à Paris. Alphonse les y suivit. La cause fut plaidée en plein conseil. Les juges condamnèrent le comte comme rebele, & ordonnerent la confiscation de ses biens.

Diférend entre le roi de Castille & le comte de Gijon, jugé par le conseil de France.
Hist. d'Esp.

La paix dont le royaume jouïssoit ne permettoit pas de penser qu'on fût obligé de prendre les armes pour ranger à son devoir un vassal rebele. Il n'étoit pas possible de choisir une circonstance moins favorable pour mesurer ses forces contre celles de son souverain. Archambaud V, comte de Périgord, plus imprudent encore que son pere, qui condamné par le parlement, avoit du-moins trouvé le moyen de dérober sa tête à la rigueur des loix, désoloit la province, & tentoit à quelque prix que ce fût, de se saisir de la ville de Périgueux dont il réclamoit la propriété. Il avoit rassemblé quelques compagnies, reste de ces brigands que nous avons vus rançonner la France. Le maréchal de Boucicaut marcha contre lui, le força dans son château de Montagnac, & le conduisit prisonnier à Paris. Il fut condamné à mort par arrêt du parlement. Le roi lui fit grace de la vie, & le duc d'Orléans obtint la confiscation. Charles, duc d'Orléans, vendit dans la suite à Jean de Penthievre le comté de Périgord, qui après avoir passé dans la maison d'Albret, fut réuni à la

Révolte du comte de Périgord.

Tome VI.

A a a

AN. 1398.

Mort de la
reine Blanche,
veuve de Philippe
de Valois.

couronne sous Henri IV, héritier, du côté maternel, des maisons d'Albret & de Foix.

Blanche de Navarre, veuve de Philippe de Valois, mourut cete année, presque septuagénaire. Cete princesse, dont les qualités respectables, qui lui avoient mérité le surnom de *la bele sageffe*, formoient un contraste parfait avec les vices de Charles-le-Mauvais, son frere, s'étoit retirée dans son château de Neaufle. Ce fut-là qu'elle finit ses jours dans l'exercice des vertus chrétiennes, loin du tumulte du monde & des orages de la cour où elle venoit rarement, & seulement dans les occasions où l'on avoit besoin de la consulter. La jalousie des princes faisoit des progrès marqués. C'est par le sort de leurs créatures qu'on peut juger de l'acroissement ou de la diminution de leur crédit. Il paroît qu'alors, le duc d'Orléans, apuyé de la faveur de la reine, essayoit d'enlever au duc de Bourgogne l'ascendant que cet oncle impérieux avoit conservé jusque-là. Du-moins la destitution du chancelier, Arnaud de Corbie, partisan de la maison de Bourgogne, remplacé par l'évêque de Bayeux, *Nicolas Dubosc* ou *Dubois*, président de la chambre des comptes, sembloit l'annoncer. Montagu disgracié, ainsi que les autres ministres & Clifton, lorsque les oncles du roi reprirent le gouvernement, revint à la cour. Plus sage sans doute, si profitant d'un revers instructif, il ne se fût pas de nouveau livré à l'instabilité de la fortune. Surintendant de la maison du roi, de la reine, & de celle du duc d'Orléans, ces faveurs multipliées sembloient ne lui inspirer que le désir d'en acquérir de nouvelles. Il se fit donner le gouvernement de la Bastille : victime couronnée, destinée à grossir le nombre des illustres malheureux.

Affaires d'Angleterre.

Rapin de Thoyras.

Froissard.

Rymer. *act.*
publ. tom. 3,
part. 4.

Si la cour de France étoit devenue un séjour d'intrigues, de cabales & de division, celle d'Angleterre étoit le théâtre de la tyrannie. Richard, par la mort du duc de Glocestre & du comte d'Arondel, croyoit avoir affermi sa puissance en versant le sang de ceux qui pouvoient s'opposer à ses ordres. Un parlement vendu sembloit lui répondre d'une obéissance aveugle. Il se flatoit de régner par la terreur, moyen dangereux pour asservir un peuple fier & jaloux de sa liberté,

L'usage d'une semblable politique exigeoit un génie supérieur au sien. Il eut toutefois la satisfaction de jouir pendant quelque temps des charmes du pouvoir absolu. Il fut craint & détesté. La haine, les soupçons, les rapports, cortège de la tyrannie, assiégeoient son palais. Le duc de *Norfolck* s'étant hasardé dans un entretien qu'il eut avec le comte d'Erbi, fait duc d'Héréford, de parler du roi en termes injurieux, celui-ci crut que c'étoit un piège pour le perdre. Il se hâta de le prévenir en se rendant son accusateur. *Norfolck* lui donna un démenti. L'affaire devoit se terminer suivant les loix de la chevalerie, observées en Angleterre ainsi qu'en France. Le roi voulut être présent au combat : mais dans l'instant que ces deux seigneurs parurent, il leur défendit les voies de fait, & par une bizarrerie difficile à justifier, il les exila l'un & l'autre : *Norfolck* à perpétuité, & le duc d'Héréford pour dix années. On publia hautement que Richard n'avoit pris ce parti que pour se défaire en même temps de deux hommes qu'il redoutoit, principalement le duc d'Héréford. On eût dit que ce prince avoit un secret pressentiment de ce qui devoit arriver. *Norfolck* alla mourir à Venise. Le fils du duc de Lencastre vint en France, où la haine de Richard le poursuivit. Cela n'empêcha pas qu'on ne le reçût avec tous les égards dus à sa naissance. Il fut logé à l'hôtel de Clisson, aujourd'hui l'hôtel de Soubise.

Pendant tout le temps de son séjour en France, il fut défrayé aux dépens du roi : on lui donnoit cinq cents couronnes d'or * par semaine pour son entretien & celui de sa maison.

Le duc d'Orléans fut un de ceux qui s'empressoient le plus à lui donner des témoignages d'estime & d'amitié. Ces deux princes contractèrent même entre eux, une de ces alliances particulières dont l'usage étoit alors fort commun. Le roi d'Angleterre poussa plus loin l'injustice. Le duc de Lencastre étant mort peu de temps après le départ de son fils, non-seulement il confisqua les biens de ce prince, ainsi

* La couronne d'or étoit une pièce de monnaie représentant un écu surmonté d'une couronne, & pour légende le nom du roi, & sur le revers, *Christus regnat, Christus vincit, Christus imperat*. Il y en avoit soixante au marc.

AN. 1398.

Succession
du comté de
Foix. Guerre
à ce sujet.
Froissard.
Notitia Vas-
con.
Trésor des
Chartres.

qu'il s'étoit emparé de ceux du duc de Glocestre, mais il convertit l'exil du duc d'Héréford en bannissement perpétuel. Il écrivit en même temps au roi de France son beau-pere, pour le détourner de consentir au mariage du duc avec la fille du duc de Berri, veuve de Philippe d'Artois.

La défaite du comte de Périgord condamné à perdre la tête, & dépouillé de ses biens, avoit si peu coûté, que le conseil ne crut pas rencontrer plus d'obstacles dans la guerre occasionnée pour la succession du comté de Foix. Mathieu étoit mort sans laisser de postérité de son mariage avec Jeanne d'Aragon, dont envain il tenta de faire valoir les droits au trône. Il combatit pour cet querele pendant les dernières années de sa vie. Toujours repoussé, il n'emporta au tombeau que le titre de roi d'Aragon & des prétentions chimériques. En lui finit la première maison de Foix, issue de celle des comtes de Carcassone, dont l'origine va se perdre dans les commencements de la monarchie. Isabelle, sœur unique de Mathieu, héritière par conséquent de la principauté de Béarn & du comté de Foix, porta cette grande succession dans la maison de Grailly, par son mariage avec Archambaud, captal de Buch, frere de ce fameux guerrier, qui, fait deux fois prisonnier sous le regne de Charles V, mourut dans la tour du Louvre. Archambaud, sans attendre l'agrément du roi, entra dans le comté à main armée. Le connétable de Sancerre s'y rendit avec des troupes. Il remporta sur le comte une victoire signalée près de Mazieres dans le Lauragais. Archambaud, sans perdre courage, rassembla les débris de son armée, fortifia ses places, résolu de disputer le terrain & de se défendre jusqu'à la dernière extrémité. Presque toute la noblesse de la province étoit pour lui. Le connétable informa la cour de ces dispositions, & reçut ordre de terminer, s'il étoit possible, le différend à l'amiable. C'étoit effectivement le parti le plus sage & le plus juste. La loi salique qui exclut les femmes de la succession aux grands fiefs, ne pouvoit certainement être aléguée pour les héritages enclavés dans l'Aquitaine, dont les constitutions admettoient des principes directement opposés. Le nouveau comte de Foix consentit à rendre l'hommage qu'il n'avoit point re-

fusé. Il convint de plus, s'il survenoit quelque difficulté, de s'en raporter au jugement du parlement. Isabelle suivit le connétable à Paris : elle conduisoit avec elle ses deux fils, qu'elle laissa auprès du duc d'Orléans comme otages de la fidélité du comte son mari, qui lui-même vint quelque temps après s'aquiter en personne des devoirs de vassal pour le comté de Foix : car, ainsi que nous l'avons observé ci-devant, la principauté de Béarn, qui faisoit partie de l'héritage contesté, formoit une souveraineté absolument indépendante. La succession du comté de Foix transmise au capal & à ses descendants, fut confirmée par arêt du parlement de Paris.

AN. 1398.

Les liaisons de la reine & du duc d'Orléans se fortifioient de jour en jour : depuis long-temps la duchesse d'Orléans étoit revenue à la cour, & avoit repris son ascendant ordinaire sur le roi, qui d'ailleurs aimoit son frere. Le duc soutenu par de si puissants apuis, demanda d'être admis à partager les soins du gouvernement. Sa jeunesse ne pouvoit plus faire un obstacle. Il avoit atteint sa vingt-huitième année, âge auquel les hommes sont ce qu'ils doivent être. Vainement le duc de Bourgogne parut mécontent. Le duc d'Orléans avoit pour lui la volonté du monarque ; sa qualité de premier prince du sang, l'amitié du duc de Berri qu'il s'étoit acquise par ses complaisances, celle du duc de Bourbon qui avoit élevé son enfance, le suffrage de la nation enchantée de ses graces extérieures, & celui de la plupart des courtisans entraînés par le torrent de la faveur. Le premier usage qu'il fit de son pouvoir fut d'obtenir pour Benoît, pressé dans son château d'Avignon, une suspension d'ataque, qui ne pouvoit survenir plus à propos. Après quelques négociations, il obtint la liberté de faire entrer les provisions qui lui manquoient, & le roi sollicité par le duc d'Orléans, manda au maréchal de Boucicaut, qu'il se contentât de tenir la place investie. Le siege fut converti en blocus. Le pontife eut le temps de respirer, mais il ne devint ni plus flexible, ni plus raisonnable. Il voulut profiter de ce retour de faveur pour se faire rendre l'obéissance, grace qu'il ne put obtenir pour lors, quoiqu'appuyé de tout le crédit de son protecteur. Malgré la

Crédit du duc d'Orléans. Ses liaisons avec la reine. Il protège Benoît. XIII.

AN. 1398.

soustraction & les murmures d'une partie du clergé, on ne laissa pas de lever la décime accordée par Benoît, comme pape. Cet argent fut employé à l'ordinaire, c'est-à-dire, partagé entre les princes & leurs créatures.

AN. 1399.

Maladie du
roi. Il reçoit
le sacrement
de Confirmation.

Inondation.
Famine. Peste.

Juvénal des
Urfsins.

Histoire de
Paris, &c.

Le roi qui reçut le sacrement de Confirmation au commencement de cete année, retomba dans un accès plus douloureux & plus long que tous ceux qu'il avoit éprouvés jusqu'alors. On eut recours à toutes les pratiques de piété que la dévotion du siècle mettoit en usage. On fit venir de Toulouse un saint Suaire appartenant à l'abbaye de Cadoin, & qu'on prétendoit être véritablement celui qui avoit enveloppé les précieux restes de l'humanité du Sauveur du monde. Dieu ne jugea pas à propos d'exaucer les vœux de la nation. Le roi parut soulagé pendant quelques jours, mais le délai fut court. Bientôt son mal le tourmenta plus que jamais. La santé du monarque n'étoit pas le seul fléau qui affligoit le royaume : des pluies continuelles, accompagnées de vents impétueux, submergerent les campagnes, les fleuves se débordèrent, les moissons furent perdues : ce qui produisit une famine horrible, suivie d'une peste encore plus cruelle. La mortalité fut si grande, qu'on défendit dans presque toutes les villes, la pompe des funérailles, pour ne pas augmenter la consternation générale. Cete affreuse maladie qui se déclaroit par des tumeurs dans les aînes, dura près de trois années : elle ferma le siècle & fut le triste prélude des malheurs du siècle suivant. Les astrologues ne manquèrent pas d'attribuer ces calamités à l'influence de la comète qui parut dans le même temps.

Affaires
d'Angleterre.
Rymer. aff.
publ. tom. 3,
part. 4.

Rapin Thoy-
ras.

Froissard.
Chron. MS.
Chroniq. de
S. Denis.

Le Laboureur.
Antiquités
Britann. &c.

Tandis que la France étoit en proie à ces maux inévitables, une conspiration qui se tramoit alors préparoit pour l'avenir une chaîne d'événements non moins funestes. Enivré de la prospérité qui avoit couronné ses derniers crimes, sûr de l'appui du roi son beau-pere, qu'il regardoit comme une ressource infailible, couvert du sang de son oncle immolé par ses ordres, & de celui des seigneurs condanés par un parlement vendu, délivré par l'exil & la proscription, de la présence de ceux qui pouvoient lui causer le moindre ombrage, formidable à ses sujets qu'il prétendoit gouverner

avec un sceptre de fer , Richard s'imaginoit avoir assuré sa domination arbitraire sur des fondemens inébranlables. La liberté , les loix , se taisoient devant lui. Les droits inviolables de la justice & de l'humanité n'étoient plus , un despotisme aveugle & cruel avoit pris leur place : il disoit ordinairement , que toutes les loix résidoient dans sa tête & dépendoient de sa volonté. La nation indignée frémissait en silence : mais ce calme chez un peuple qui porte l'amour de l'indépendance jusqu'au fanatisme , étoit plus à craindre qu'une révolte déclarée. Il ne falloit qu'un moment pour arracher le monarque imprudent à cete orgueilleuse sécurité. Richard venoit de partir pour l'Irlande à la tête d'une puissante armée. A peine fut-il éloigné , qu'il se fit un soulèvement général : déjà les habitants de Londres ne l'apeloient plus que *Richard de Bordeaux*. En débarquant en Irlande , il avoit perdu les trois quarts de l'Angleterre sans qu'il pût être informé de ce changement subit.

AN. 1399.

Thomas d'Arondel , archevêque de Cantorbéri , fut le principal mobile de cete révolution. Ce prélat envelopé dans la disgrâce du comte son frere , s'étoit retiré à Rome d'où il ne revint que pour préparer la chute de son ennemi. Si l'on s'en raporte au témoignage de Froissard , l'archevêque fit un voyage secret à Londres , rassembla les chefs de la conjuration , & concerta toutes les mesures capables de la faire réussir. La voix du peuple apeloit au trône le duc d'Héréford. Arondel passa en France travesti en moine. Il vit le duc au château de *Wicestre* , aujourd'hui *Bicêtre* ; il lui exposa l'état du royaume. Le duc balança quelque temps : il sentoît l'importance de l'entreprise. La crainte d'encourir la honte attachée au titre d'usurpateur , sa haine contre Richard , le desir de se venger , l'espoir d'une couronne , l'agitoient tour-à-tour. Il comprenoit qu'il ne recouvreroit jamais une pareille occasion , s'il la laissoit échapper : *Enuis j'entreprends cete chose* , disoit-il à l'archevêque , *& enuis la laisse aler*. La conjuncture cependant étoit pressante. Il falloit agir & non délibérer.

L'archevêque de Cantorbéri vient en France.

Malgré moi.

Le duc prit congé de la cour de France sous prétexte d'a-

Le duc de Lancastre

AN. 1399.
 passe en An-
 gleterre.
Ibid.

ler passer quelque temps en Bretagne *. On n'eut pas le moindre soupçon du motif de son départ, qu'on prit pour une fuite du mécontentement de la rupture de son mariage avec la veuve du connétable. A peine le duc fut-il arrivé à Vannes, où le duc de Bretagne l'atendoit, qu'il disposa secrètement les préparatifs nécessaires pour son embarquement. On équipa trois bâtiments légers, à bord desquels il se rendit avec sa suite, qui ne consistoit qu'en quatre-vingts hommes. Ce fut avec cete troupe qu'il osa marcher à la conquête d'un royaume puissant. Dès qu'il parut sur les côtes d'Angleterre le soulèvement éclata. Il vint débarquer à Plymouth dans la province de Devonie, où le comte de Northumberland, & Henri Perci, son fils, acoururent le joindre avec un corps de troupes. L'archevêque de Cantorbéri qui l'avoit toujours acompagné depuis sa sortie de France, instruisit le maire de Londres de l'arrivée du prince, qui dès lors prit le titre de duc de Lencastre. Cete nouvele se répandit de la capitale dans les provinces voisines. Par-tout le peuple prend les armes, on court en foule au-devant du duc qui précipite sa marche vers Londres. Le comte de Wiltshire & les autres ministres se refugient à Bristol, abandonnant la fortune de l'Etat au duc d'Yorck, nommé régent du royaume pendant l'absence du roi. Lencastre s'empare de Bristol sur la route, livre Wiltshire & les ministres à la mort pour contenter la fureur du peuple qui demandoit leur suplice. Son armée étoit déjà forte de plus de soixante mille hommes. Il arrive à Londres. Le régent s'étoit retiré dans les terres de son apanage, voyant qu'il n'étoit pas possible de résister au torrent. Ce prince, ami du repos, ne pouvoit d'ailleurs être que très foiblement attaché aux intérêts d'un monarque dont il avoit presque toujours blâmé la conduite.

* Une entreprise pareille exigeoit le plus grand secret. Tous les écrivains qui vivoient alors conviennent que le duc d'Héreford n'admit personne de la cour de France dans sa confidence. Le moine anonyme fait la même observation : toutefois, par une de ces contradictions qui lui sont ordinaires, il ajoute que ce prince, avant que de partir, vint à S. Denis prendre congé des religieux & de l'abé, auxquels ils promit de faire restituer le prieuré de *Durhuft* en Angleterre. *Histoire anonyme, lib. 19, cap. 4.*

Richard

Richard avoit enfin appris en Irlande où il faisoit la guerre avec succès, l'arrivée du duc de Lencastre & le soulèvement de la nation. Fier des avantages qu'il venoit de remporter sur les Irlandois rebeles, il crut qu'il n'avoit qu'à paroître pour faire rentrer les Anglois dans l'obéissance. Il perdit du temps : cete négligence acheva de ruiner ses ressources. Content d'avoir envoyé le comte de Salisburi dans la principauté de Galles pour lever une armée, il n'ariva en Angleterre qu'au moment que les troupes rassemblées par le comte venoient de se séparer. Il lui restoit encore une armée victorieuse qu'il ramenoit d'Irlande. Officiers & soldats, tous lui conseilloyent de tenter le sort d'une bataille. Ce malheureux prince qui s'étoit montré si redoutable, n'eut pas le courage de combattre & de périr en roi : il n'osa pas même essayer de se refugier en France. Il abandonna son armée, suivi de peu de monde, & courut se renfermer dans une forteresse qu'on estimoit imprenable. Dès qu'il fut parti, ses troupes se disperserent, la plupart alerent se ranger sous les enseignes du duc de Lencastre. Le comte de Worcester, grand-maître de la maison du roi, cassa sa baguete en présence des officiers : cérémonie qui annonçoit que le trône étoit vacant.

AN. 1399.
Richard revient d'Irlande. Il est abandonné.

Le duc de Lencastre, vainqueur sans avoir tiré l'épée, s'aprochoit cependant à grandes journées du château où Richard, abandonné de tout le monde & de lui-même, attendoit sa destinée dans une inaction stupide. Lorsque le duc fut à quelque distance de la place, il s'avança suivi d'un détachement de deux cents hommes. Richard toujours foible, toujours irrésolu, demande une entrevue. Lencastre l'accepte, il consent même à n'être reçu dans la forteresse qu'avec une suite de douze hommes. Il entre, on leve le pont. S'il étoit resté au monarque une étincelle de génie ou de courage, tout changeoit de face, il tenoit en son pouvoir un ennemi dont la tête lui eût répondu de la conduite des rebeles. Il se livre au-contre entre ses mains. Le duc lui ordonne de le suivre : il le conduit à Londres, & l'enferme dans la tour. Le parlement s'assemble, on dresse les articles d'accusation contre le monarque, qui se soumet à tout, cede la

Le duc enferme Richard dans la tour de Londres. *Ibid.*

AN. 1399.

couronne à son rival, & se reconnoît indigne de régner ; avec une lâcheté qui seule pouroit justifier sa déposition, si les droits sacrés du trône n'étoient pas d'une nature inviolable.

*Antiquités
Britanniques.*

Dans l'entrevue qui précéda cete résignation, on dit que le duc de Lencastre fit à Richard les plus sanglants reproches sur sa conduite & sur sa naissance, jusqu'à lui dire qu'il n'étoit pas fils du prince de Galles, mais d'un chanoine de Bordeaux : traitement peu généreux sans doute, & déshonorant pour celui qui l'employoit vis-à-vis d'un ennemi sans défense. Le duc lui-même n'auroit pas été plus exempt que le roi de ces soupçons odieux & toujours équivoques sur la légitimité de la naissance : car on disoit assez publiquement, que le duc de Lencastre, son pere, n'étoit pas fils d'Edouard III, mais d'une pauvre femme de la ville de Gand, dont la reine Philippe avoit fait enlever l'enfant pour le substituer à la place d'une fille qu'elle venoit de mettre au monde : on ajoutoit que cete princesse au lit de la mort, pressée par les remords de sa conscience, avoit fait cet aveu à Guillaume de Wicham, évêque de Wincester, & que ce fut l'unique motif de la haine que le duc de Lencastre témoignoit toujours contre ce prélat.

*Procès du
roi. d'Angle-
terre.
Ibid.*

Le parlement s'étant assemblé de nouveau, on lut publiquement les chefs d'accusation intentée contre le roi. Les principaux étoient, la dissipation des revenus de l'Etat, l'oppression du peuple, la violation des loix, le pillage des provinces, la mort des princes de son sang, de plusieurs seigneurs & autres personnes, exécutés par ses ordres, les emprunts forcés, les impositions arbitraires, les délateurs à gages, la spoliation des églises, l'enlèvement des vases sacrés, l'infraction de la grande chartre, & d'avoir dit plusieurs fois, que les vies & les biens de ses sujets étoient en sa disposition. Dans ces reproches accumulés, il n'en faut pas omettre un dont les expressions forment une condamnation frappante de la conduite du parlement. On acusoit Richard d'avoir sollicité des bulles de la cour de Rome pour confirmer les actes du parlement, quoiqu'il fût incontestable *que le roi ne tenoit sa couronne que de Dieu.* Quel droit avoient-ils donc de le juger ?

Ce ne fut pas la seule démarche inconséquente que produisit cete révolution. Lorsque les juges eurent prononcé la déposition, & déclaré le trône vacant, le duc de Lencastre se leva & demanda la couronne, comme plus prochain héritier. En suivant l'ordre naturel, la succession apartenoit au comte de la Marche, fils de Lyonnel, duc de Clarence, frere aîné du duc de Lencastre. Nous vèrons dans le cours de cete histoire une héritiere de la maison de la Marche transporter ses droits dans celle d'Yorck, & devenir la source des sanglantes divisions qui agiterent l'Angleterre, déchirée tour-à-tour par les factions d'Yorck & de Lencastre, si célèbres sous les noms de la rose blanche & de la rose rouge.

Avant que de poursuivre, qu'il nous soit permis de rapporter un exemple de générosité trop rare & trop touchant pour ne pas mériter d'être déposé dans toutes les histoires. Dans ce parlement composé de sujets conjurés contre leur souverain, où présidoit un usurpateur ambitieux, puissant & fortuné, où toutes les voix se réunissoient pour la condamnation du malheureux Richard, un homme seul osa parler pour la justice. Il se nommoit Thomas Mercks, il étoit évêque de Carlile. Ce digne prélat, sans être retenu par aucune considération, représenta aux chambres assemblées toute l'horreur d'une procédure qui bleffoit également les loix divines & humaines : il atesta les droits des souverains, le serment des peuples que rien n'étoit capable de rompre. Il prouva que les actions des rois ne pouvoient être jugées par ceux que la Providence leur avoit soumis : que si les maximes contraires avoient lieu, elles ouvriroient la porte aux plus grands désordres : qu'on vèroit sans cesse les plus funestes révolutions naître les unes des autres, & réduire les habitants d'une même patrie à se déchirer, dès qu'un subside levé, la proscription d'un rebele, enfin tout ce qui ne seroit pas approuvé par une multitude aveugle, pouroit fournir un prétexte aparent aux sujets de méconnoître & de condaner leur roi. Ce discours, prononcé avec autant de force que de liberté, ne produisit aucun éfet sur des esprits prévenus. A la fin de la séance, l'orateur fut conduit en prison. Henri

Trait généreux de l'évêque de Carlile.
Ibid.

AN. 1399.

Déposition
de Richard.
Ibid.

qui ne pouvoit lui refuser son admiration, le relâcha peu de temps après la cérémonie de son couronnement.

La déposition de Richard II lui fut signifiée dans sa prison, de la même manière que celle d'Edouard II son bisaïeul. Un simple chevalier, accompagné de témoins, vint à la porte de son appartement & lui dit : *Moi procureur du parlement & de toute la nation Angloise, je vous déclare en leur nom & en leur autorité, que je révoque & rétracte l'hommage que je vous ai fait, & dès ce moment je vous prive de la puissance royale, & proteste que je ne vous obéirai plus comme à mon roi.* Cete triste formalité ne fut ni la dernière, ni la plus humiliante de cete honteuse dégradation. L'infortuné monarque fut obligé de paroître au milieu de l'assemblée générale, composée des princes du sang, des seigneurs, des prélats & des principaux bourgeois de Londres. On l'avoit revêtu des ornements de la royauté, qu'il remit entre les mains de l'archevêque de Cantorbéri, en confirmant verbalement sa résignation. On en dressa un acte public. Le duc de Lencastre fut ensuite proclamé roi de la Grande-Bretagne, & couronné le 30 Septembre de cete année sous le nom de Henri IV. Il ne se passa rien d'extraordinaire à ce couronnement, sinon que le comte de Northumberland porta pour la première fois *le glaive de Lencastre* : c'étoit la même épée dont le prince étoit armé lorsqu'il fit sa descente en Angleterre.

Mort de Richard.
Ibid.

Henri, vraiment digne du trône, méritoit d'être mis au nombre des grands rois, si le titre d'usurpateur n'avoit pas souillé son élévation. Richard lui demanda la vie, qu'il lui promit en cas qu'on ne fit point de mouvement pour le rétablir : c'étoit se réserver un prétexte presque infailible de ne pas tenir cete promesse. En effet, peu de temps après la révolution, les ducs d'Albemarle, de Surrey, d'Excester, & les comtes de Glocestre & de Salisburi, formèrent le complot d'arracher le sceptre & la vie au nouveau monarque. Ils devoient le surprendre dans un tournoi. Le duc d'Albemarle découvrit la conspiration. Les conjurés alors n'ayant plus rien à ménager, leverent des troupes; & pour émouvoir le peuple, ils conduisirent avec eux un prêtre de la



HENRI IV.
Roy d'Angleterre,
Né en 1366. Mort le 20. Mars 1413.

chapele du roi, nommé *Magdalen*, qui avoit beaucoup de ressemblance avec Richard. Henri marcha contre eux ; ils furent défaits : Surrey, Salisbury, Excester & Glocestre, eurent le malheur de tomber au pouvoir d'un vainqueur irrité : ils payerent de leurs têtes une révolte mal concertée : leur phantôme de souverain fut pris & puni du dernier supplice. Richard, du fond de sa prison, ne pouvoit être soupçonné d'avoir participé à ce soulèvement. Il n'en falut pas davantage cependant pour faire résoudre sa mort, que Henri n'osa ni commander ni empêcher. Il mourut dans la tour de Londres.

AN. 1399.

Les historiens ne sont pas d'accord sur la maniere dont on le fit périr : les uns disent que huit hommes armés entrèrent dans son appartement, & que s'étant saisi de la hache de l'un d'eux, il en tua quatre de sa propre main, lorsqu'il reçut un coup de massue qui le renversa mort. D'autres prétendent qu'on le fit mourir de faim & d'insomnie ; d'autres enfin, qu'on lui présentoit des aliments & qu'on l'empêchoit d'y toucher, afin de lui faire éprouver le supplice de Tantale. Quelques-uns assurent qu'il s'étoit échappé de sa prison, & qu'il passa le reste de ses jours dans les déserts d'Ecosse : on ajoute même qu'il fut entéré à *Sterling*. Plusieurs Richards supposés qui parurent dans la suite, ont vraisemblablement donné lieu à cete dernière opinion. Henri vouloit sans doute prévenir ces soupçons dangereux en faisant exposer en public le corps de ce prince à visage découvert, & sur lequel il ne paroïssoit point d'indices d'une mort violente. Le peuple, malgré son animosité, ne put s'empêcher d'être ému par un spectacle qui lui rapeloit la mémoire du prince de Galles, pere de ce malheureux roi.

Le nouveau monarque, après la cérémonie de son inauguration, signala son avènement au trône par une action qui acheva de lui gagner les cœurs. Richard, sous prétexte de conspirations ou de révoltes, avoit dans le cours de son regne fait condaner des villes & des provinces entieres comme coupables de *haute trahison*. C'étoit un moyen de tirer de l'argent. Les plus riches particuliers furent contraints, pour se racheter, de signer des obligations en blanc,

AN. 1399.

par lesquels ils s'avouoient coupables. Les ministres remplissoient ces obligations des sommes qu'ils jugeoient à propos d'extorquer. Henri IV fit brûler publiquement ces odieuses cédules, honteux monuments de la tyrannie du regne précédent.

Conduite de
la France avec
l'usurpateur.
Ibid.

Dès le commencement de la révolte, la jeune reine avoit perdu sa liberté : on avoit éloigné d'auprès d'elle la dame de Couci, la seule françoise qu'elle eût à sa suite. Ce fut par cete dame qu'on fut pleinement instruit des troubles d'Angleterre. Cete nouvele causa les plus vives alarmes. Le roi pour lors étoit malade : les princes ocupés de leurs divisions particulieres, prenoient peu d'intérêt à des querelles étrangères. Dans cete espece de léthargie du gouvernement, on ne prit aucunes mesures pour secourir le malheureux Richard. La révolution d'ailleurs fut si rapide, que ce secours seroit peut-être arivé trop tard : car le duc de Lencastre débarqué sur les côtes d'Angleterre au mois d'Août, étoit maître absolu du royaume, reconnu en Septembre par une proclamation solennelle, & couronné dans le mois d'Octobre.

Il falut se conformer à ce changement imprévu. L'évêque de Meaux, Jean de Hangeſt, & Chambernard, huissier d'armes, furent envoyés à Londres pour sonder les intentions du nouveau monarque, qui leur témoigna vouloir entretenir la paix avec la France sur le pied des traités précédents. Les ambassadeurs eurent la permission de voir la jeune reine. Henri de son côté nomma des ambassadeurs pour confirmer la treve, & pour proposer en même temps différentes aliances entre ses enfants & ceux de la famille royale. Il ne parut plus songer au mariage projeté lorsqu'il étoit en France, entre lui & la fille du duc de Berri, veuve du comte d'Eu, soit qu'il fût piqué du refus qu'il avoit esfuyé, ou qu'une nouvele passion l'en eût détourné ; ce qui ne paroît pas dénué de vraisemblance, si l'on fait attention au mystere qu'il employa depuis pour épouser la duchesse de Bretagne, qui devint veuve dans le même temps.

Tréſor des
chartres,

Jean de Montfort, quatrieme du nom, surnommé le conquérant, mourut le premier jour de Novembre de cete

année. Jamais prince ne fit de plus fréquentes épreuves de l'inconstance de la fortune. Cete vicissitude d'événements lui donna lieu de développer son génie & son courage : il fut un grand homme , parce qu'il fut persécuté : né fier & intrépide , il devint un héros à l'école de l'adversité. La Bretagne rend encore hommage à la mémoire de ses vertus. On ne manqua pas d'attribuer sa mort à la malice des enchantements. Le prieur de Joffelin & un prêtre de Nantes , accusés d'avoir abrégé les jours du duc par magie ou poison , furent arêtés. Le peuple demandoit qu'ils fussent apliqués à la question : le prêtre mourut en prison , & le prieur fut élargi par le crédit de personnes puissantes , que les historiens du siècle n'ont osé nommer. Une fausse démarche de Clifson le fit soupçonner de cet atentat. A peine le duc avoit-il rendu les derniers soupirs , qu'il manda au duc d'Orléans de venir en Bretagne avec une armée pour se rendre maître de la province & de la personne de Jean V. Le prince vint à Pontorson ; mais l'attachement des Bretons , & l'apui du duc de Bourgogne qui se déclara hautement protecteur du jeune duc , firent avorter ce projet. Le duc d'Orléans ne remporta que la honte d'une tentative infructueuse. Si Clifson dans cete occasion rendit sa conduite suspecte ; d'un autre côté , difficilement lui refuseroit-on la gloire d'un procédé généreux , & capable de détruire ces funestes impressions. La comtesse de Penthievre sa fille vint le trouver lorsque le duc mourut. *Il ne tiendra qu'à vous* , lui dit-elle , *que mon mari ne recouvre son héritage de Bretagne.* Elle ajouta que pour y parvenir il falloit faire mourir secrètement les enfants du feu duc avant l'arivée du duc de Bourgogne. Clifson , justement indigné de cete horrible proposition , oublia dans ce moment qu'il étoit pere. *Ah ! cruele & perverse femme* , s'écria-t-il , *si tu vis longuement , tu seras cause de détruire tes enfants d'honneur & de biens.* A ces mots il saisit un épieu dont il aloit la percer. La comtesse éfrayée s'enfuit avec tant de précipitation qu'elle tomba sur les degrés , & se rompit une cuisse : accident qui la rendit boiteuse le reste de sa vie.

La fin de ce siècle sembloit être fatale aux souverains.

AN. 1399.
Mort du duc
de Bretagne.
Ibid.
Histoire de
Bret.
Lobineau :
d'Argentré.

AN. 1399.
 Venceslas
 dépouillé de
 l'empire.
*Hist. d'Alle-
 magne.*
Hist. eccléf.

Tandis que Benoît, prisonnier en quelque sorte dans son palais d'Avignon, employoit alternativement les intrigues, les prières & les excommunications pour affermir sur sa tête la tiare chancelante ; son rival, Boniface, se vit au moment d'être chassé de Rome par la faction des Colannes. Vers le même temps, l'empereur Venceslas, devenu par ses débauches & sa cruauté *, l'objet du mépris universel, fut déposé par les électeurs assemblés au château de Laenstein sur le Rhin, dans l'archevêché de Trèves. Dans la sentence de déposition, on reprochoit à ce prince barbare & stupide, d'avoir aliéné les domaines de l'empire, d'en avoir détaché la Lombardie, d'avoir vendu des parchemins blancs, signés & scélés de son sceau, que les acquéreurs pouvoient remplir à leur gré, d'avoir abandonné le soin de l'Etat, & causé par sa négligence des désordres sans nombre : enfin, d'avoir fait périr de différents genres de supplices une infinité de personnes, & principalement des ecclésiastiques, prêtres, & même évêques, dont plusieurs avoient été immolés de sa propre main. « Après l'avoir exhorté plusieurs fois, étoit-il » dit dans le jugement, ayant communiqué l'affaire au saint » Siege, après l'avoir cité & contumacé dans les formes : » nous Jean, archevêque de Mayence, au nom de tous les » électeurs, privons de l'empire par cete sentence ledit » seigneur Venceslas, comme inutile, négligent, dissipa- » teur & indigne ; & nous dénonçons à tous les princes, » grands, chevaliers, villes, provinces & sujets du saint » empire, qu'ils sont libres de tout hommage & serment » prêté à sa personne, les requérant & admonestant de ne » lui obéir ni lui rendre aucun devoir comme roi des ro- » mains *. Les termes de cet étrange arêt, quoiqu'ayant pour objet un événement étranger à cet histoire, sont assez singuliers pour mériter d'y être insérés. Les différents rapports & l'enchaînement de notre politique avec celle des Etats voisins, nous imposent l'obligation de recueillir, autant qu'il est possible, & que le permet l'étendue de cet ouvrage, tous les monuments qui peuvent servir à constater la forme de leur

* Il se faisoit toujours suivre par le boureau, qu'il apeloit son compere. *Hist. de Charles VI par l'abbé de Choisy, liv. 3.*

gouvernement,



gouvernement, leurs constitutions fondamentales, afin d'être plus à portée d'en remarquer les altérations ou les changements survenus dans les temps postérieurs. Venceslas, moins malheureux que Richard, ne perdit que l'empire : il conserva sa vie & ses Etats de Bohême, où il régna près de vingt années depuis sa déposition : ne regrettant point l'empire, & si peu jaloux de commander aux hommes, qu'il remit aux habitants de Nuremberg, ses droits de souveraineté sur leur ville, en échange de quelques pièces de vin. Les électeurs défirent la couronne impériale à Robert, comte palatin du Rhin, dit *le bref* ou *le débonnaire*. Le duc d'Orléans leva des troupes, sous prétexte de venger Venceslas; mais en effet pour s'emparer du duché de Luxembourg que ce prince lui avoit vendu, & dont il s'assura la possession en s'accommodant avec le marquis de Moravie.

AN. 1399.

La situation des princes attachés à la France par le sang ou les alliances, n'étoit pas plus heureuse en Italie qu'en Angleterre & dans l'Allemagne. Louis d'Anjou, assiégé dans Naples par mer & par terre, touchoit au moment de succomber sous l'ascendant de son rival. Les premiers progrès de ce prince avoient été rapides; mais plus ami du repos qu'ambitieux, il étoit peu propre à réunir & fixer l'attachement d'une nation inconstante, qui toujours soumise à des souverains étrangers, long-temps incapable d'obéir ou de se gouverner elle-même, passoit avec une égale facilité de l'obéissance à l'infidélité. Louis, soutenu par Thomas de Sanseverin, & par les seigneurs attachés à cette maison, l'une des plus puissantes de l'Etat, se trouva d'abord maître absolu de presque tout le royaume, tandis que Marguerite & son fils, renfermés dans Gaète, n'avoient pour eux que des prétentions, & l'espoir de rétablir leur fortune, fondé sur la légèreté des Napolitains. Le mécontentement secret de Sanseverin au sujet de la rupture du mariage accordé entre sa fille & le prince de Tarente, frère du roi Louis, fut une des premières causes du refroidissement d'une partie de la noblesse. Louis qui se croyoit paisible possesseur, s'endormit au sein d'une apparente prospérité. Il eut l'imprudence d'écouter des flatteurs qui lui conseilloient d'agir avec hau-

Affaires de Naples. Suite de l'expédition de Louis II. Il repasse en France.

Histoire de Naples, tom. 3, liv. 24.

Tome VI.

C c c

AN. 1399.

teur. Cete conduite aliéna plusieurs de ses plus zélés partisans. Ladislas parvenu à l'âge de régner, prit le commandement, parut à la tête de ses troupes, & ranima son parti. La prise d'Aquila lui soumit l'Abruzze, il défit Renaud Urfin, comte de Manupelle. Enrichi des contributions immenses qu'il tira des terres appartenantes aux partisans de la maison d'Anjou, il marchoit vers Naples, lorsqu'une maladie dangereuse arêta le cours de ses succès. Pendant cet intervalle, on fit de part & d'autre des propositions d'accommodement, mais que le peu de sincérité mutuelle fit avorter. Louis voulut faire quelques efforts pour sortir de l'espece d'engourdissement où depuis long-temps il paroissoit enseveli. La circonstance étoit favorable : il vint investir Aversa. Le zele des habitants défendit la place. Le secours envoyé à propos par Ladislas fit lever le siege. Tous ces différens exploits ne décidoient rien : les deux partis se ruinoient réciproquement, & n'auroient pas manqué de se détruire l'un par l'autre, s'ils n'avoient été soutenus. Ladislas se rendit à Rome pour solliciter des secours d'argent. Boniface & ses cardinaux lui fournirent des sommes considérables : il leur donna en échange, tant pour eux que pour leurs parents, les terres possédées dans le royaume de Naples par les partisans de la maison d'Anjou. Clément, & son successeur Benoît, assisterent pareillement Louis d'Anjou. On équipa dans les ports de la Provence des galeres chargées d'argent, de munitions & de troupes ; mais il ne put avec ces secours balancer l'avantage que donnoient à son rival le génie & l'activité. Ladislas assiégea Naples. Louis, foible & mal conseillé, en sortit, & courut se renfermer dans Tarente. Charles d'Anjou son frere, se retira dans le château avec la garnison Française. La ville ouvrit ses portes au vainqueur. Louis acablé par cet échec, quoique maître encore de la moitié du royaume, abandonna la partie à son rival, malgré toutes les représentations qu'on put lui opposer. Après neuf années de séjour en Italie il s'embarqua, vint passer à la vue de Naples, dégagea par une capitulation son frere & les troupes qui étoient renfermées avec lui, & se remit en mer. Tout le royaume reconnut Ladislas, excepté la ville de

Tarente , qui tint encore quelque temps pour le parti de la maison d'Anjou. Ainsi se termina la seconde expédition de Naples , moins funeste , mais plus longue & aussi peu honorable que la premiere. Louis , désormais roi titulaire de Sicile , aborda en France où il oublia la perte de ses Etats au milieu des plaisirs de la bonne chere , & dans les bras d'Iolande d'Aragon , la plus belle princesse de l'Europe , dont le mariage , projeté depuis dix ans , fut célébré à son retour.

Il est à présumer que lorsqu'on aprit en France la déposition de Richard , on regarda dès ce moment les traités précédemment conclus avec ce roi , comme annulés vis-à-vis de son successeur & de la nouvelle administration. Il n'y a que cete présomption qui puisse justifier la conduite équivoque de la cour de France dans cete conjoncture délicate. On négocioit à Londres la confirmation de la treve entre les deux couronnes , & dans le même temps on cherchoit à profiter de ce premier désordre , inévitable dans les grandes révolutions , pour remettre sous la domination Françoisise la partie de l'Aquitaine possédée par les Anglois. Il n'est pas douteux que les raisons plausibles n'eussent pas manqué pour autoriser une pareille entreprise , si le succès l'avoit couronnée. Les principales villes de Guienne , celle de Bordeaux sur-tout , parurent extrêmement sensibles à la disgrâce de Richard. Les princes & le conseil de France informés de ces dispositions , crurent que le temps étoit arivé de recouvrer une province , considérée dans tous les temps comme faisant partie de notre monarchie. Le duc de Bourbon s'aprocha de Bordeaux. Il eut dans Agen des conférences secretes avec les députés des villes mécontentes. Il leur promit au nom du roi les privileges les plus authentiques. Quelque mystérieuses que fussent ces démarches , elles vinrent à la connoissance du sénéchal de Bordeaux , qui sur-le-champ dépêcha un courier à Londres. Le roi d'Angleterre qui connoissoit l'esprit de notre gouvernement , ne parut point alarmé des démarches de la France : il se reposoit sur la jalousie qui divisoit les grands , & sur l'intérêt que la province avoit de préférer l'administration Angloise. *Jamais* , disoit-il ,

AN. 1399.

Le duc de Bourbon tenta inutilement de réduire Baïonne & Bordeaux sous la domination du roi. *Froissard.*

C c c ij

AN. 1399.

les Bordelois ni les Baïonnois ne se tourneront contre nous : ils sont avec nous francs & quites, & si les François les dominoient, ils seroient taillés & retailés deux ou trois fois l'an. L'événement fit voir qu'il ne se trompoit pas. Lorsque les députés vinrent à Baïonne, à Dax & à Bordeaux, ceux des habitants qui avoient d'abord témoigné plus de disposition à se donner à la France, se refroidirent tout d'un coup : *ils considérèrent, dit Froissard, comment le royaume étoit vexé & molesté de tailles, de fouages & de toutes exactions vilaines dont on pouvoit extorquer argent.* A ce motif, assez puissant de lui-même, se joignoit l'intérêt du commerce. La correspondance de la Guienne avec la grande Bretagne, par l'échange des vins de la province contre les laines & les draps des manufactures Angloises, étoit trop avantageuse pour y renoncer en changeant de souverain. Ainsi l'on peut dire que l'entreprise s'évanouit en partie par le discrédit où s'étoient réduits eux-mêmes ceux qui dispoient de l'autorité. En effet, pour se convaincre de cete vérité, il ne falloit que considérer l'exemple des habitants du Ponthieu, qui s'étant soustraits volontairement au pouvoir d'Edouard pour se donner à Charles V, étoient depuis trente ans assujétis à des contributions excessives, indispensables sans doute dans les temps difficiles, & que les sujets accordent toujours sans murmurer aux nécessités de l'Etat ; mais qu'on auroit dû cesser d'exiger lorsque ces impositions, inutiles aux besoins du royaume, ne servoient plus qu'à contenter l'avidité des sangsues de la nation.

Tréfor des Chartres.

Confirmation de la trêve avec l'Angleterre.

Rymer. aff. publ. tom. 3, part. 4.

Le nouveau roi d'Angleterre n'avoit point paru alarmé des mouvements que la France s'étoit donnés pour enlever la Guienne : il ne négligea pas cependant les précautions capables de mettre cete province hors d'insulte. La prudence exigeoit qu'il se tint préparé à tout événement. Les Ecoissois menaçoient d'une irruption, on soupçonnoit les François de les y exciter par l'espérance d'un secours prochain. La province de Galles n'étoit pas tranquille. *Owin Glendor, ou de Glendowrdy, qui se prétendoit issu des anciens souverains du pays, avoit pris les armes & le titre de prince de Galles.* Nous étions engagés par un traité particu-

Tréfor des ch.

lier à lui fournir des troupes, des munitions de guerre & de l'argent. Nos armateurs couvroient la Manche de leurs vaisseaux, & portoient l'alarme sur les côtes d'Angleterre. Henri fit partir pour la Guienne, Hugues Spenser avec un armement considérable. Il songea en même temps à s'assurer de l'attachement de la noblesse de cete province, en confirmant les graces précédemment acordées aux chefs des plus illustres maisons, & en y ajoutant de nouveaux bienfaits : Gaillard de Durfort, seigneur de Duras, fut créé grand sénéchal d'Aquitaine. Il ne pouvoit pas donner un témoignage moins équivoque de sa confiance dans la fidélité des habitants, qu'en remettant à un seigneur naturel du pays un emploi duquel dépendoit en partie la conservation de la Guienne. Henri cependant, feignant d'ignorer les dispositions de la cour de France, se contentoit de prendre ses mesures pour se garantir des entreprises étrangères, tandis qu'il s'occupoit du soin d'afermir sa nouvele domination. D'ailleurs, l'accueil que les princes & le roi lui avoient fait dans le temps de son exil, étoit encore trop récent pour qu'il se crût permis d'en dédaigner le souvenir. Il se piqua de recevoir les ambassadeurs avec tous les égards qu'on pouvoit attendre d'un prince généreux & reconnoissant. Nos ministres furent défrayés pendant tout le temps de leur séjour en Angleterre. On nomma de part & d'autre des plénipotentiaires qui confirmèrent la treve de vingt-huit ans convenue dans le dernier traité : règlement qui fut ratifié au commencement de l'année suivante, & notifié aux aliés respectifs des deux couronnes qui s'y conformerent, à l'exception des Ecoffois.

On travailla en même temps à prendre les arangements nécessaires, tant pour le retour de la jeune reine d'Angleterre, que pour la restitution de sa dot, & des joyaux qu'elle avoit aportés. Le monarque Anglois ne se conduisit pas à cet égard avec la noblesse & le désintéressement qu'on auroit dû attendre de lui. Nos envoyés ne reçurent d'abord que des réponses vagues, accompagnées de ces vaines protestations de gratitude & d'affection, qui laissent toujours à celui qui les prodigue la liberté de les interpréter à son gré.

AN. 1399.

*Rymer. att.
publ. tom. 3,
l'art. 4.*

Ibid.

AN. 1399.

Pressé de s'expliquer, & voyant qu'il étoit question d'effectuer ses promesses, il changea de langage, il se retrancha sur de prétendues inexécutions du traité de Bretigni, sujet éternel de récrimination pour les Anglois, lorsqu'ils ne pouvoient donner à leurs reproches des couleurs plus plausibles. Henri toutefois rougit d'un procédé si peu généreux : mais plus jaloux de le déguiser que de le réparer, il eut grand soin d'éloigner toujours cete question dans les traités qu'il conclut avec la France. Comme on croyoit devoir le ménager, & que son refus n'étoit pas assez important pour occasionner une rupture, il retint la dot, & même une partie *des joyaux*. Il auroit bien voulu obtenir la princesse pour l'aîné de ses enfants ; on éluda la demande qu'il en fit, sous prétexte que le roi étoit malade, & que les princes ne pouvoient prendre sur eux de disposer d'une fille de France sans le consentement de son pere. Un motif plus puissant devoit opposer un obstacle invincible à cete aliance. Pouvoit-on, sans blesser les loix de l'honneur & de la bienfiance, unir une reine au fils d'un prince qui passoit publiquement pour le meurtrier de son mari ?

Jubilé, défenses d'aler à Rome,

Quoique la France ne reconnût pas le pontife Romain comme chef de l'église, Rome-toutefois étoit regardée par les fideles comme la métropole du monde chrétien. Le renouvellement du siecle aloit attirer dans cete ville une foule de pèlerins conduits par l'espoir de mériter les indulgences qui devoient s'y distribuer à l'ocasion du grand jubilé. C'étoit pour la seconde fois depuis son institution en 1300, qu'on devoit célébrer cete expiation séculaire. Clément VI l'avoit réduit à cinquante ans, Urbain VI à trente-trois ans, en mémoire du nombre des années de la vie de Jésus-Christ : mais ces différentes réductions, & même celle établie dans la suite par Sixte IV, n'empêchoient pas que les chrétiens n'attachassent plus d'efficacité aux pardons qu'on ne dispensoit que tous les cent ans. La rareté sans doute en augmentoit le prix. Quoi qu'il en soit, le conseil crut qu'il étoit à propos d'interrompre dans la conjoncture actuelle, une dévotion préjudiciable à l'intérêt du royaume, & contraire en quelque sorte aux sentiments reçus. On ne vouloit pas que

Boniface, considéré comme anti-pape, pût tirer avantage d'une dévotion qui transportoit à Rome des sommes considérables, tribut de la piété de l'Europe chrétienne. Le roi, de l'avis des ducs de Berri, de Bourgogne, d'Orléans & de Bourbon, défendit par une ordonnance expresse à tous les sujets du royaume, sous peine d'encourir son indignation & d'être punis exemplairement, d'aler à Rome pour gagner des pardons, qu'ils pouvoient obtenir de la miséricorde divine sans aler si loin. Cete défense, quoique précise, ne fut pas capable de refroidir entièrement le zele de nos pieux voyageurs. Les François, ainsi que les autres nations des différentes obédiences, coururent à Rome se faire absoudre. Les troupes du pape répandues autour de la ville les pillèrent, insultèrent les femmes. Un grand nombre mourut de la peste; ceux qui restèrent malades furent exposés à la plus grande misère, sans que le pontife fût tenté d'ouvrir son trésor pour les soulager. A son retour, cete troupe de pèlerins, pauvres & languissants, fut harcelée par des pénitents d'une nouvele espece. C'étoit un essain composé de fanatiques & d'imposteurs, qui portoient avec eux des croix de briques mêlées avec du sang & de l'huile, enforte qu'elles paroissoient fumer dans la chaleur de l'été. Un d'entr'eux assuroit être le prophete Elie: ils annonçoient la fin du monde, qui, selon eux, devoit périr par un grand tremblement de terre. On seroit sans doute moins surpris de ces honteuses extravagances, si elles se trouvoient dans quelque relation de l'Amérique; mais que penser des habitants de l'Europe, éclairés alors par les lumieres du christianisme, & par les lettres dont le goût commençoit à se renouveler? Diminuera-t-on le déshonneur du quatorzieme siecle aux dépens de celui-ci? La religion libre & dégagée d'un amas de superstitions, la véritable philosophie cultivée & si chérie par nos contemporains, la sagesse de nos loix, la vigilance de nos magistrats, ont-elles pu empêcher jusqu'à présent qu'on ne vît renaître au milieu même de notre capitale de semblables illusions? Preuve humiliante que les fots & les fripons sont de tous les temps & de tous les pays.

Ces fanatiques qui parcouroient alors l'Europe étoient

AN. 1399.

Défenses de
marcher le vi-
sage couvert.*Livre rouge
ancien du châ-
telet, fol. 8.*

xx. xxj. recto.

*Recueil des
ordonnances.**Couverts.*

vêtus d'habits faits en forme de sacs & de chaperons, qui leur couvroient entièrement le visage, excepté les yeux. Cete espece de masque empêchoit qu'on ne pût reconnoître une infinité de scélérats qui s'abandonnoient sans scrupule aux plus grands désordres. La mode de ces chaperons se répandit, ce qui obligea le roi d'ordonner au prévôt de Paris de faire arrêter & poursuivre criminellement tous ceux qui, dans la ville ou en voyage, marcheroient *embrunchés* * de leurs chaperons, tellement qu'on ne pût voir leurs visages à découvert. Les maladies épidémiques, la famine & la misère, avoient produit dans les grandes villes, & principalement dans Paris, leur effet ordinaire. Les prisons des différentes juridictions, telles que la conciergerie, le grand châtelet, la prison de l'évêque, celles de saint Germain & de saint Martin, ne pouvoient plus contenir la multitude de meurtriers & de voleurs qu'on arêtoit journellement : on fut obligé d'ouvrir la prison du petit châtelet, & d'y construire de nouvelles fosses pour renfermer une partie des criminels. Cet édifice ne servoit auparavant qu'à réprimer les désordres commis par les écoliers de l'université.

Ibid.

Le duc d'Orléans se fait donner l'administration des finances.

*Chambr. des
compt. mém. F.
fol. 64.*

Le crédit du duc d'Orléans augmentoit tous les jours depuis qu'il avoit été admis au partage du gouvernement. Il venoit de faire ériger en pairie le comté de Blois : peu de temps après, le roi son frere lui donna la ville de Château-Thierry décorée du même titre : il obtint encore les mêmes prérogatives pour la seigneurie de Couci, dont il avoit depuis peu fait l'acquisition. Comme il ne pouvoit égaler le duc de Bourgogne par l'étendue des domaines, il s'efforçoit de paroître l'emporter du-moins par le nombre des pairies. Mais la principale disposition des finances qu'il s'étoit fait donner, lui procuroit encore une considération plus effective. C'étoit, dit un de nos historiens, mettre un glaive entre les mains d'un furieux. Il fit destituer les anciens généraux des aides, qui furent remplacés par de nouveaux officiers entièrement dévoués à ses ordres. On leur donna une autorité sans bornes, & telle que leurs prédécesseurs n'en avoient jamais exercé de semblable. Ces généraux décidoient souverainement de tout ce qui avoit rapport à l'administration des revenus publics :

blics : juges , fermiers , impositions , dépenses , recetes générales & particulieres , tout leur étoit subordonné , sans qu'il fût possible de jamais prévenir ou réparer l'abus de ce pouvoir énorme , puisqu'il étoit défendu de se pourvoir , même au conseil du roi , contre leurs décisions , qu'ils avoient seuls le droit de réformer. Sous une pareille administration , le désordre ne pouvoit manquer d'être excessif , & non moins préjudiciable au souverain qu'à ses peuples. La répartition des impôts étoit arbitraire , la levée rigoureuse , la recete infidele , & la dépense , un dédale impénétrable. La nation découragée s'appauvrissoit , & contractoit insensiblement cete langueur léthargique , la plus dangereuse de toutes les maladies dont un Etat puisse être ataqué. Déjà le roi commençoit à se ressentir de la misere commune , malgré les subsides dont on surchargeoit le royaume qui manquoit , pour satisfaire aux taxes immodérées , de là ressource du commerce , de l'industrie & des arts , négligés & sans émulation. Bientôt l'indigence assiégeant le palais du monarque , le réduisit lui-même à manquer souvent du nécessaire , tandis que le duc d'Orléans , dispensateur des revenus de la couronne , environné d'une cour que grossissoit sans cesse l'avidité des richesses & l'espoir des récompenses ou de la faveur , étaloit un faste qui ne pouvoit convenir qu'à la majesté royale. Les calamités publiques exigeoient de la sagesse & de la justice du gouvernement , qu'on acordât quelque diminution des subsides , sur-tout dans un temps où la paix avec l'étranger & la tranquillité intérieure sembloient devoir permettre au peuple de respirer. On l'espéroit , & ceux qui gouvernoient se rendirent odieux en trompant l'attente générale. Le duc d'Orléans commença dès-lors à perdre une partie de la réputation que lui avoient acquise ses manieres généreuses & son extérieur affable & prévenant.

Si quelque chose étoit capable d'adoucir le sentiment de tant de maux , c'étoit sans contredit le spectacle qu'on offrit au public. Le jeune dauphin , Charles , âgé pour lors de neuf ans , parut pour la premiere fois , acompagné d'une superbe cavalcade : il traversa Paris au milieu des acclamations , & se rendit à Saint-Denis. Les religieux le reçurent à l'entrée de

Le Dauphin,
duc de Guienne.

Recueil des
ordonnances.

Tome VI.

D d d

AN. 1400.

*Reg. A du
parlement, fol.
183.**L'empereur
de Constanti-
nople vient en
France.*

leur église avec les honneurs dûs à l'héritier présomptif de la couronne. Il visita les jours suivants avec le même appareil les autres maisons de plaisance des environs de la capitale. Quelque temps après, le roi lui donna en augmentation d'apanage le duché de Guienne avec la clause de réversion à la couronne, s'il décédoit avant son père, même dans le cas où il laisseroit des enfants : précaution que l'événement rendit inutile ; ce jeune prince étoit d'une santé très délicate, & mourut dans le cours de l'année.

La cour étoit alors occupée des préparatifs pour la réception de Manuel Paléologue, qui parcouroit les différentes cours de l'Occident, afin d'implorer l'assistance des princes chrétiens. Constantinople étoit resserée plus que jamais par Bajazet, dont les troupes inondoient la Romanie. Cete ville impériale, débris presque unique de tant d'Etats, ne pouvoit éviter de subir le joug, & peut-être eût-elle déjà succombé, si les Turcs, négligeant moins la marine, avoient été en état de s'emparer du Bosphore, & de la priver des secours qu'elle recevoit par mer. Manuel avoit en partant laissé Jean Paléologue son neveu pour commander en son absence. Il vint d'abord à Venise, d'où il se rendit à Milan. Galéas le fit escorter honorablement jusqu'en France. Deux mille bourgeois en armes & bien montés alerent le recevoir au pont de Charenton : à l'entrée de Paris, le chancelier & le parlement en corps le complimenterent. Il trouva ensuite le roi qui venoit à sa rencontre environné des princes du sang & d'une foule de courtisans qui s'étoient piqués d'étaler en cete occasion, aux regards du prince Grec, toute la galanterie & la magnificence Française. Aussi-tôt que les deux monarques s'aperçurent, ils se saluerent & coururent s'embrasser avec les témoignages de la plus vive affection. Manuel revêtu d'un habit impérial de soie blanche, entra dans la capitale, monté sur un cheval blanc. Le lecteur peut se rapeler la difficulté qu'on avoit faite à l'empereur Charles IV dans une circonstance semblable. Ces inégalités porteroient à croire que les prétendues regles du cérémonial ont varié dans tous les temps. L'empereur fut logé au louvre : on lui assigna un revenu convenable pour son entretien ; il assista

au mariage du fils du duc de Bourbon avec la comtesse douariere d'Eu, veuve du connétable Philippe d'Artois. On lui prodigua pendant son séjour à Paris, les fêtes, la chasse, les spectacles, tels qu'on les connoissoit alors : enfin, on s'empressa de procurer à ce prince tous les divertissemens capables de lui faire oublier ses infortunes, & le danger auquel ses Etats étoient exposés. Ce fut à quoi se réduisit la bienveillance de la cour. La maladie du roi, la division des princes, empêcherent qu'on ne le secourût. Il atendit envain près de deux années. Un voyage qu'il fit en Angleterre ne lui fut pas plus avantageux. Henri IV encore mal affermi sur le trône, avoit trop d'affaires dans ses propres Etats, pour s'ocuper des projets d'une semblable expédition.

AN. 1400.

Tandis que Paléologue essayoit inutilement d'armer l'Europe chrétienne, la prise de Constantinople fut reculée par une de ces révolutions si fréquentes dans les grands Etats de l'Asie. Ce redoutable Bajazet, qui regardant comme certaine la conquête de l'empire d'Orient, dévorait déjà dans son cœur l'Italie & l'Allemagne, fut bientôt obligé lui-même de rassembler toutes ses forces pour les employer à sa propre défense. Un Scythe Asiatique, de la race de Gengiskan, partoît du fond de la Transoxiane par delà les rives de la mer Caspienne, pour venger tant de princes humiliés par le monarque Othoman. C'étoit le fameux Timurbec, nommé *Tamerlan* par les Européens : conquérant de la Tartarie, de la Perse, des Indes & d'une partie de la Chine, il s'avançoit vers la Natolie à la tête d'une armée composée de six cent mille cavaliers. Bajazet, quoiqu'inférieur en nombre, livra le combat près d'*Angorie*, qu'il rendit célèbre par sa défaite. Il tomba au pouvoir du vainqueur qui le traita humainement. « Tout événement vient de Dieu, lui dit le » héros Tartare, lorsqu'on le lui présenta : quoique je n'ignore » pas de quelle manière tu aurois usé de la victoire si j'eusse » été vaincu, je veux me rendre digne de ma fortune : ne » redoute de ma part aucun traitement injurieux ». Timur tint parole. C'est du-moins le témoignage d'un auteur Arabe, contemporain de ce prince ; atestation qui paroît mériter plus de créance que le récit des historiens d'Europe, qui

Défaite de
Bajazet par
Tamerlan.

*Histoire de
Tamerlan, par
Cherefeddin
Ali, traduite
par Petis de la
Croix.*

D d d ij

AN. 1400.

*Trésor des ch.
Invent. de la
Bibl. Royale,
n°. 6765. fol.
99. vers.*

rapportent que Timur faisoit traîner à sa suite son captif enchaîné dans une cage de fer ; qu'il s'en servoit de marche-pied pour monter à cheval, & qu'il poussa la brutalité jusqu'à faire violer l'impératrice en sa présence : affronts dont Bajazet conçut tant de chagrin, qu'il se cassa la tête contre les barreaux de sa cage. Tamerlan put alors se regarder comme vainqueur des trois parties connues de l'Univers, & justifier en quelque sorte l'emblème des trois globes qu'il avoit pris pour devise. Avant que de marcher contre Bajazet, il avoit écrit au roi de France. On conserve encore dans le trésor des Chartres les lettres originales du conquérant Tartare & du prince *Mirauxa* son fils. Il proposoit une alliance offensive & défensive avec la France contre le Turc, leur ennemi commun. Ces lettres contenoient de plus un projet de commerce entre les sujets des deux empires : ce qui prouve que ce prince étoit en même temps politique & guerrier. Le roi ne répondit que vers la fin de l'année 1403, & les envoyés chargés de porter cete réponse n'ariverent que peu de temps avant la mort de Tamerlan, arrivée en 1405 : ce qui empêcha la suite de ces négociations éloignées.

Mécontentement de l'université. Interdiction des classes & de la chaire.

Hist. de la ville de Paris.

Le Laboureur.

Hist. de l'université.

L'université s'étoit flatée que la soustraction lui seroit plus avantageuse qu'elle ne le fut en effet. Les prélats de France lui avoient fait espérer qu'elle seroit traitée favorablement dans la distribution des bénéfices : mais soit que les dispensateurs des biens ecclésiastiques négligeassent de remplir leurs promesses, soit qu'elle portât trop loin ses prétentions, elle se crut lésée dans le partage, & ne manqua pas de s'en plaindre amèrement. A ce premier sujet de mécontentement, qui n'étoit déjà que trop grave, se joignirent les poursuites des receveurs des impositions nouvelles, qui prétendoient y assujétir les membres du corps académique. L'université ne manqua pas de crier à l'infraction de ses privilèges : on ne l'écouta pas. La ressource ordinaire fut mise en usage. Les classes furent fermées, les leçons interrompues, les étudiants menacerent de se retirer, les prédicateurs se turent : c'étoit pendant le carême. La cour promit d'avoir égard aux plaintes, ce qui engagea les facultés mécontentes à reprendre

leurs exercices. Quelque juste estime qu'on doive à la mere des sciences, on ne peut s'empêcher de desirer qu'elle eût souvent marqué moins de vivacité pour ses intérêts.

AN. 1400.

Ce n'étoit pas seulement dans le monde, & au milieu des agitations du siecle, que régnoit cet esprit d'indépendance, de prétention, & de jalousie sur les prérogatives; il s'étoit glissé jusque dans les cloîtres. La scene scandaleuse que les cordeliers ofrirent au public à-peu-près dans le même temps, en est une preuve bien convaincante. Un provincial de cet ordre fit construire de son autorité privée, une écurie dans l'enceinte du couvent. On demanderoit aujourd'hui quel besoin un provincial de franciscains pouvoit avoir d'une écurie; mais nous parlons ici des religieux du quatorzieme siecle, dont quelques-uns vouloient affecter le faste des prélats. Les cordeliers indignés qu'on violât les statuts de leur ordre, qui défendoient expressément qu'on bâtît des écuries dans le monastere, leverent l'étendard de la révolte. Le provincial, quoique persuadé de son tort, ne voulut pas en avoir le démenti, éfet naturel du despotisme claustral. Quelques religieux de la province de France prirent le parti du supérieur: les rebeles s'atrouperent, démolirent les écuries, malgré la résistance de ceux qui combattoient pour faire respecter le pouvoir arbitraire. Les indépendants, fiers de ce premier avantage, presserent leurs adversaires. *A mort tous les François!* tel étoit leur cri de guerre. Tout le couvent prend part à la querelle. Les oficiers du roi acourent au bruit du combat; ils enfoncent les portes qu'on refuse d'ouvrir. La mêlée devient plus horrible, le sang coule; mais enfin la discipline & le froc cedent aux armes: les vaincus prennent la fuite: vingt-six sont arêtés dans le couvent, & quatorze dans les fossés. Ils sont conduits en prison, & remis aux juges criminels pour être châtiés exemplairement. C'est le récit fidele & précis de ce ridicule événement, qui tient trop aux mœurs pour être passé sous silence. La modestie & la docilité de nos religieux semblent acquérir un nouveau lustre, lorsqu'on les compare avec leurs prédécesseurs.

Sédition des
cordeliers.
*Hist. de la
ville de Paris.
Registres du
Parlement.*

Henri paroissoit avoir été porté sur le trône par le vœu général de la nation, mais il aprenoit tous les jours à se

Treuve avec
l'Angleterre
confirmée. La

AN. 1400.

jeune reine,
veuve de Ri-
chard, revient
en France.

Rapin de
Thoyras.

Rymer. *act.*
pub. t. 3, part.
1.

Trésor des ch.

convaincre qu'il est plus facile d'usurper une couronne que de la conserver. Occupé au-dehors par les armes des Ecois & des Gallois, environné de princes & de seigneurs, dont les secours ou les suffrages avoient favorisé son élévation, & qui par conséquent croyoient pouvoir tout exiger; il marchoit entre deux précipices, craignant également de faire des mécontents ou des ingrats. Déjà même on avoit atenté sur sa vie. Obligé de combattre & de punir, des rigueurs nécessaires commençoient à faire regréter le regne précédent; une imposition générale, quoiqu'acordée par le parlement, parut onéreuse. Les *Wicléfistes* ou *Lollards*, étoient en grand nombre & formoient un parti puissant: il s'en fit autant d'ennemis en engageant le parlement, malgré la répugnance de la chambre des communes, à les proscrire & les condamner au feu. Dans cete situation incertaine, son intérêt exigeoit qu'il évitât une rupture avec la France. Cete raison avoit fait différer jusqu'alors le retour de la jeune reine, dont il se flata pendant quelque temps de pouvoir faire approuver le mariage avec le prince de Galles; mais des refus réitérés lui en ayant fait perdre toute espérance, il fut enfin obligé de se déterminer à donner la satisfaction qu'on lui demandoit. Ce ne fut pas à la vérité sans faire naître encore des difficultés, par lesquelles on pouvoit juger des dispositions où il étoit, & que sa situation actuelle ne lui permettoit pas de manifester. On forma de sa part des plaintes sur des infractions prétendues de la treve: il falut nommer des commissaires pour régler les réparations. Les Anglois insistoient, entre autres reproches, sur ce que le roi venoit récemment de donner le titre de duc de Guienne au dauphin. Avant que de s'engager à rendre Isabele, Henri exigea que le roi lui donnât quittance des sommes qui avoient été payées pour la dot, & que cete quittance fût garantie & confirmée par les ducs de Berri, de Bourgogne & de Bourbon. Le duc d'Orléans refusa de signer un pareil acte. Dans ces différents écrits, ainsi que dans le traité qui confirmoit la treve, il falut reconnoître Henri en qualité de roi d'Angleterre, titre que les ambassadeurs de France lui avoient refusé jusqu'alors. La princesse enfin s'embarqua, & fut remise à Boulo-

gne entre les mains des ministres de France. Les Anglois prirent encore dans cete ville la précaution de tirer de la jeune reine , autorisée par le roi , une quittance de sa dot & une renonciation à son douaire. Ces actes sont autant de monuments qui déposent contre Henri , & qui prouvent la violation d'un contrat qu'il avoit signé lui-même dans le temps du mariage de Richard. Après cela pouvoit-on se figurer que l'année suivante il dût charger ses ambassadeurs de demander le reste de la rançon du roi Jean? Isabele fut reçue par les ducs de Bourgogne & de Bourbon , & le comte de saint Paul. Le premier, après l'avoir escortée une partie de la route , la remit entre les mains du duc de Bourbon , qui la conduisit à Paris.

Malgré l'acommodement qu'on venoit de terminer , le roi ne pouvoit s'empêcher de regarder Henri comme un usurpateur. Il n'est pas douteux que sans les rechûtes presque continuelles dont il étoit affligé , il n'eût cherché à tirer vengeance de la mort de Richard. Il fit assurer les Ecoissois qu'il n'entendoit point se départir de leur aliance. Henri étoit informé de ces démarches ; mais il n'osoit lui-même éclater , sur-tout dans les circonstances présentes , où la plus dangereuse conspiration , conduite par le comte de Northumberland , menaçoit de le renverser du trône. Thomas de Percy , comte de Worcester , fils de Northumberland , étoit pour lors ambassadeur en France. Il repassa la mer & fut défait. Sa mort & la soumission du pere dissipèrent la révolte. Le roi d'Angleterre ne put également apaiser les troubles de la province de Galles. Le comte de la Marche avoit reçu cent mille écus pour y conduire des troupes , mais il revint sans avoir tenté le passage. L'amiral Regnaud de Trie & Jean de Hangeft , grand maître des arbalétriers , plus heureux ou plus habiles , aborderent. Glendowrdy , secondé par eux , remporta plusieurs avantages contre Henri. On prit quelques places en Guienne. L'amiral de Bretagne dispersa une flotte Angloise : ainsi l'on peut dire que les traités ne suspendoient que très foiblement l'animosité des deux cours , uniquement retenues par la crainte qu'elles s'inspiroient mutuellement.

AN. 1400.

Rymer. aff.
publ. tom. 3 ,
part. 1.

Du Tillet.

Ibid.

AN. 1400.

Autorité du
chancelier.

*Regist. A du
parlement, fol.
163. v.*

Dignités de
magistrature
électives.

*Recueil des
ordonnances.*

*Registre du
parlement.*

L'état du roi devenoit de jour en jour plus déplorable ; & le rendoit incapable d'agir par lui-même. Les princes dispofoient d'une partie de l'autorité fuprême. A leur exemple, les miniftres fe rendoient indépendants dans leurs départemens ; & cete indépendance inévitable , puisque le fouverain ne pouvoit plus les diriger , n'auroit point aporté de désordre , fi chacun d'eux s'étoit renfermé dans fes fonctions. La difpofition abfolue de toutes les graces émanées du trône, fut entièrement remife au chancelier , & par l'ordonnance générale pour l'adminiftration de la juftice , publiée à la fin de l'année 1400, le roi enjoignit expreffément à ce chef de la magiftrature , de jeter fans exception toutes lettres fignées du prince , qu'il jugeroit contraires à l'efprit des réglemens.

Dans cete multitude d'édits que la confufion des affaires & les changements continuels de miniftres enfantoient journellement , les bornes de cet ouvrage permettent tout au plus de choifir ceux qui peuvent fervir à faire connoître le génie de l'adminiftration , & l'ordonnance dont on vient de parler eft de ce nombre. Après avoir réglé la conduite que doivent tenir les oficiers préposés à la régie des finances , regles fages que par malheur l'avarice ne trouvoit que trop de facilité d'enfreindre , le légiflateur paffe à des objets plus fufceptibles d'ordre & de ftabilité. Par un article de la nouvele ordonnance , il étoit dit que dans la fuite toutes les dignités de la magiftrature feroient conférées par élection , & que lorsqu'une place de préfident ou de confeiller viendrait à vaquer , le chancelier fe rendrait au parlement pour préfider au choix qui fe feroit par scrutin en fa préfence. Il étoit expreffément recommandé d'avoir égard à la noblefse & à la capacité , & de choifir , autant qu'il fe pourroit , des magiftrats de différentes provinces , à caufe de la diverfité des coutumes obfervées dans ce grand nombre de jurifdictions fujetes au reffort du parlement. Le même réglemant comprenoit les fénéchauffées & les bailliages , ainfi que la chambre des comptes réformée fur l'ancien nombre , composé de quatre clercs & quatre laïques , & des deux préfidents eccléfiaftique & féculier. Le grand bouteiller , à caufe de fon office , eft désigné comme membre né de cete compagnie.

Cete

Cete ordonnance ne peut être présumée l'ouvrage de l'ambition des princes, puisqu'elle restreignoit l'abus qu'ils faisoient de leur crédit, en proposant leurs créatures, ou des aspirants qui donnoient de l'argent à des protecteurs puissants, pour être élevés aux dignités de la magistrature, espèce de vénalité tacite, que la foiblesse du gouvernement commençoit à favoriser. Avant ce règlement, les places s'obtenoient quelquefois par résignation : mais il falloit qu'elle fût purement gratuite. Pasquier raporte un exemple qui prouve jusqu'à quel degré de délicatesse les compagnies souveraines portoient le scrupule. La chambre des comptes rendit un arêt qui destituoit un auditeur après six années d'exercice, parce qu'elle découvrit qu'il s'étoit obligé de payer *soixante livres par an & six queues de vin*, à celui qui lui avoit résigné son office. La forme des élections prescrite par la nouvelle ordonnance subsista long-temps, & fut rarement interrompue. Ceux qui aspiroient aux dignités, préféroient à des lettres de provision, l'honneur d'être admis dans les compagnies souveraines par le suffrage de ceux qui les composoient. Henri de Marle, pourvu par le roi de la charge de premier président, vint au parlement, & déclara qu'il ne prétendoit pas que le choix du prince prévalût en sa faveur, & qu'il se soumettoit à la délibération de la cour. La seule porte qui restât ouverte à la protection étoit que dans les occasions où le roi & les princes vouloient favoriser quelqu'un, ils assistoient en personne aux élections & donnoient leurs voix, qui ne manquoient pas d'entraîner le plus grand nombre. Il n'est pas inutile d'observer que pendant le temps que l'usage d'élire par scrutin fut en vigueur, les récipiendaires n'étoient pas assujétis à l'examen de la cour ni à l'information de vie & de mœurs, précaution essentielle que prescrivit Louis XII, & dont ce sage monarque sentit la nécessité lorsque les besoins de l'Etat l'obligerent d'introduire la vénalité des charges, établissement qui, comme toutes les institutions humaines, eut dans tous les temps ses critiques & ses apologistes.

Le roi avoit renouvelé au commencement de cete année la soustraction d'obédience, avec injonction à tous les su-

AN. 1400.

Ibid.

Renouvellement de la soustraction.

Tome VI.

E e e

AN. 1400.

*Recueil des
ordonnances,
tom. 8.**Le duc d'Orléans s'empare du gouvernement. Mécontentement du duc de Bourgogne.**Reg. du parlement. sub anno 1401.*

jets du royaume de s'y conformer sous peine d'être punis exemplairement. Une ordonnance si précise, rendue à la sollicitation des ducs de Berri, de Bourgogne & de Bourbon, ne pouvoit manquer de déplaire au duc d'Orléans, qui n'avoit point été appelé au conseil pour délibérer sur cete affaire. On n'ignoroit pas que ce prince étoit le protecteur de Benoît, & cete connoissance étoit pour le duc de Bourgogne un motif de plus, qui l'excitoit à maintenir la soustraction qu'il regardoit comme son ouvrage.

Il eût été à désirer, pour le bonheur de l'Etat, que ces princes se fussent contentés de se donner réciproquement ces mortifications passageres sans en venir aux éclats dangereux d'une rupture ouverte : mais le temps étoit arrivé que leur mésintelligence retenue jusqu'alors dans de certaines bornes, devoit se manifester sans ménagement. Le duc d'Orléans, secondé par la reine, saisit pour se faire donner le gouvernement absolu du royaume, le temps d'un voyage que le duc de Bourgogne fit dans ses Etats de Flandre, à l'occasion du mariage d'Antoine de Bourgogne, son fils aîné, avec la fille du comte de saint Paul. Le Bourguignon averti par ses émissaires à la cour de ce qui se passoit, revint précipitamment sur ses pas. Il aprit à Senlis que le roi étoit malade, ce qui l'obligea de retourner. Il écrivit à ce sujet au parlement. Dans sa lettre il s'excusoit de ne s'être pas rendu à Paris suivant les invitations qu'il en avoit reçues, en ayant été détourné, disoit-il, par le mariage de son fils & par l'indisposition du roi son neveu, qui ne permettoit pas qu'on prit de nouvelles mesures pour le gouvernement. Il se plaignoit ensuite de la mauvaise administration, & recommandoit au parlement les affaires du royaume en ces termes : *Adviser & mettrez peine que la chevance du roi, monseigneur, & son domaine ne soient gouvernés ainsi qu'ils sont de présent : car en vérité, c'est grande pitié & douleur de oyr ce que j'en ai oy dire, & ne cuidasse point les choses être en l'état qu'elles sont : si veuillez faire tout le bien que vous pourrez, & pour certain vous ferez bien & votre devoir, & quant est de nous, nous nous y employerons volontiers & de bon cœur à toute notre puissance.* Ce zele du duc de Bourgogne pour le bien de l'Etat auroit

mérité les plus grands éloges, s'il eût été dénué de tout intérêt personnel. Le parlement ne fit à ces plaintes qu'une réponse respectueuse, mais conçue en termes généraux.

AN. 1400.

Cependant le duc d'Orléans, dispensateur absolu de l'autorité souveraine, crut n'avoir plus de mesures à garder. Il fit ordonner par le conseil une imposition générale sur tout le royaume, dont les ecclésiastiques même n'étoient pas exempts, sous prétexte que ce subside étoit destiné à soutenir les frais qu'occasionnoit la réunion de l'église. Le peuple gémissant sous le poids de la misère, de la famine & de la peste, murmura de se voir surchargé d'une nouvelle exaction dans le temps qu'on auroit dû plutôt songer à lui procurer quelque soulagement. Le clergé refusa ouvertement de payer. Dès ce moment, le duc d'Orléans perdit sans retour l'affection de la plus grande partie de la nation. Le mécontentement général lui fit reconnoître son imprudence; mais il n'étoit plus temps de la réparer. Il eut la honte d'être obligé de supprimer l'édit, sans qu'on lui sçût gré de cete révocation forcée. Le duc de Bourgogne, indigné qu'on eût avancé qu'il avoit consenti à cete imposition, donna un démenti public aux auteurs de cete imposture, protestant qu'il avoit refusé de l'approuver, quoiqu'on lui eût offert cent mille francs pour obtenir son agrément. Il écrivit au parlement à ce sujet dans les termes les plus forts. Il se disposa en même-temps à venir dissiper ces faux bruits par sa présence. On rassembla des troupes de part & d'autre. Le duc de Gueldres, qui avoit précédemment conclu avec le duc d'Orléans un traité particulier, acourut à la tête de huit cents hommes d'armes, qui se joignirent aux troupes que ce prince avoit levées. Le duc de Bourgogne parut avec des forces encore plus considérables. L'évêque de Liège, *Jean Sans-Pitié*, surnom singulier pour un prélat, l'accompagnoit avec sept mille hommes. Les Orléanois & les Bourguignons inondent les environs de Paris. Les deux princes se fortifient au milieu de la capitale : tout annonçoit déjà les horreurs d'une guerre civile. La reine, les ducs de Berri & de Bourbon se rendent médiateurs, & parviennent, à force de représentations & de prières, à calmer la fureur des deux par-

AN. 1401.

E e e ij

AN. 1401.

Le duc de
Bourgogne
est chargé du
gouverne-
ment pendant
la maladie du
roi.

Ibid.

ris. Les princes rivaux s'embrassent : leur réconciliation apparente ramène le calme : ils congédient leurs troupes.

Lorsque le roi fut rétabli, le conseil s'assembla par son ordre. Il s'agissoit de prononcer entre les deux princes. Le duc d'Orléans avoit pour lui la reine & l'amitié de son frère ; mais le mauvais usage qu'il venoit de faire du pouvoir qui lui avoit été confié, ne permettoit pas qu'on remit de nouveau la conduite de l'Etat à son imprudence. L'âge du duc de Bourgogne, sa longue expérience, sa réputation, & plus encore, l'étendue de ses domaines, & les forces qu'il pouvoit mettre sur pied, déterminèrent en sa faveur : on décida que toutes les fois que le roi seroit malade, il auroit le gouvernement. Le duc d'Orléans, quoique confus de céder après l'éclat qu'il venoit de faire, fut obligé de souscrire à la délibération générale, confirmée par l'autorité de son souverain : mais il conserva dans son cœur un ressentiment de cete préférence, qui ne fut pas moins funeste au royaume qu'à lui-même. Tel fut le fatal prélude des désordres que devoient produire l'ambition de deux maisons rivales, & l'imbécile extravagance de la nation, divisée en Orléanois & Bourguignons, se déchirant elle-même pour soutenir l'odieuse querelle de deux princes qui ne combattoient que pour usurper le droit de l'opprimer.

Troubles de
Gênes.

Les troubles intérieurs que le royaume commençoit à ressentir n'empêchoient pas encore qu'on ne s'occupât du soin de maintenir & faire respecter au-dehors le pouvoir de la France. Depuis que la république de Gênes s'étoit donnée au roi, trois gouverneurs avoient été forcés de renoncer à l'espoir d'assurer la tranquillité de cet Etat. Le comte de saint Paul, le premier de ces commandants, seigneur estimé pour sa bravoure, & non moins galant que courageux, s'étoit vu dans la nécessité de repasser en France sous prétexte d'éviter la contagion qui ravageoit alors l'Italie ; mais suivant le récit d'un de nos plus judicieux écrivains, l'indiscrétion de sa conduite fut le véritable motif de sa retraite. Il déplut aux Génois, dit-il, pour avoir trop plu à leurs femmes. L'évêque de Meaux qui lui succéda étoit revêtu d'un caractère propre à calmer la jalousie de cete inquiète nation. Elle ne

*Abrégé chro-
nologique.*

fut pas plus paisible sous son gouvernement. Il employa vainement la douceur ou l'autorité pour contenir des gens également incapables d'être gouvernés ou de se régir eux-mêmes. Lorsqu'il voulut faire usage de la force, on batit ses troupes : quand il prit le parti de temporiser, on le méprisa. La ville étoit partagée en plusieurs factions : Guelfes, Gibelins, nobles & bourgeois, y entretenoient une agitation perpétuelle. Ces différents partis, alternativement unis ou divisés, étoient parvenus à plonger leur patrie dans la confusion de la plus déplorable anarchie. On eût dit que les Génois ne s'étoient soumis au joug léger d'une puissance étrangère, que dans l'intention de n'obéir à personne, & que les gouverneurs François ne devoient avoir d'autre emploi que celui d'être spectateurs oisifs de leurs querelles. L'évêque de Meaux, à l'exemple du comte de saint Paul, fut obligé de se retirer, abandonnant ces citoyens insensés à leur propre fureur. Enfin, las de s'égorger, ils se réconcilièrent. Calville, gouverneur envoyé de France, ne réussit pas mieux à calmer les nouveaux désordres qui survinrent à son arrivée. Il voulut agir avec hauteur : aussi-tôt les différentes factions se réunirent contre lui. Jean-Baptiste Boccanegra fut élu doge. Le gouverneur trop foible eut recours au duc de Milan, Galéas Visconti, qui voyoit les troubles de Gênes avec trop de satisfaction pour fournir les moyens de les apaiser. Calville, cédant au torrent, se retira dans la citadelle. Les Génois délivrés de leur gouverneur se divisèrent de nouveau, & recommencèrent à se battre avec plus d'acharnement que jamais. On vit régner dans tous les quartiers le plus affreux brigandage : les maisons furent pillées : on se massacra : la ville fut inondée de sang : des troupes de furieux couroient de rue en rue, & renouveloient à chaque instant ces horribles scènes. Ces tumultes affreux ne furent suspendus que par l'impuissance de les continuer. Tel étoit l'état de Gênes lorsque le maréchal de Boucicaut, gouverneur nommé par la cour, y arriva, conduisant avec lui un corps de six mille hommes. La réputation de ce seigneur, & les troupes dont il étoit accompagné, le firent respecter. Il s'empara des forteresses, désarma les habitants, & fit exé-

AN. 1401.

cuter le doge Boccanégra, & quelques autres des plus féditieux. Le gouvernement fut réformé sans contradiction. La terreur des supplices avoit ramené le calme; mais cet état, ouvrage de la violence, ne pouvoit subsister longtemps. Boucicaut lui-même n'eut d'autre avantage sur les gouverneurs qui l'avoient précédé, que d'avoir contenu, du moins pendant un petit nombre d'années, le peuple le plus inconstant de l'Italie.

AN. 1402.

Naissance de
Charles VII.

L'heureuse fécondité de la reine sembloit en quelque sorte consoler la France de l'affliction que le triste état du monarque inspiroit à tous les sujets du royaume. Elle acoucha cete année d'un fils, qui fut tenu sur les fonts par Charles d'Albret, nouveau connétable à la place du comte de Sancerre, mort depuis peu de temps, & qui, avant que de mourir, demanda pour récompense unique de ses services, d'être inhumé à côté de du Guesclin, son compagnon d'armes. Le prince à qui la reine venoit de donner la naissance, fut nommé Charles. C'est le même que nous verrons dans la suite, seul & précieux reste d'une famille nombreuse, essuyer dans sa jeunesse les plus rudes disgraces, se former à force de malheurs, sauver sa patrie, relever le trône abattu, & mériter le surnom de victorieux.

Naissance du
comte de Du-
nois, chef de
la maison de
Longueville.Amours du
duc d'Or-
léans,

La Providence, qui veilloit sans doute au salut de cet Etat, faisoit naître en même temps un digne compagnon des travaux de ce jeune prince. C'étoit le fameux comte de Dunois, fruit des amours du duc d'Orléans & de *Mariette d'Enghien*, épouse d'*Aubert de Cany*. On peut trouver aisément dans ces recueils particuliers où sont déposées les foiblesses des princes, le récit de l'intrigue de cete dame avec le frere du roi : on sçait que le duc abusant du privilege de son rang, exposa l'épouse infidele aux regards du mari, dans un état sur lequel la modestie de l'histoire nous oblige de jeter le voile. Il prit à la vérité la précaution de lui couvrir le visage. Scene odieuse & bizarre, qui caractérise moins les transports aveugles d'une passion excessive, que le caprice monstrueux d'un cœur insolent, cruel & corrompu. Cete conduite dépravée, dont il ne faisoit point mystère, l'avoit perdu de réputation : il étoit regardé comme un



B. Picart del. 1712.

L. Durugue Sculp.

prince sans mœurs, & qu'aucun scrupule n'arêtoit, dès qu'il s'agissoit de satisfaire ses desirs ou ses fantaisies. La connoissance qu'on avoit de son caractère n'avoit pas peu contribué à tourner en certitude les soupçons d'une familiarité criminelle entre lui & la reine sa bele-sœur. Ces rumeurs scandaleuses, acruës & fomentées par les partisans de la maison de Bourgogne, étoient sans cesse confirmées par la préférence indiscrete qu'Isabele lui donnoit en toutes occasions sur les autres princes.

L'exercice de l'autorité souveraine, pendant les accès de la maladie du roi, venoit d'être remis au duc de Bourgogne : on peut dire toutefois que le crédit du duc d'Orléans prévaloit en éfet. Ce qui se passa cete année au sujet de la soustraction en est une preuve évidente. On vit alors ce qui arrive presque toujours dans les affaires de parti. Les esprits s'étoient insensiblement refroidis, les opinions commençoient à se partager, les consciences timorées s'alarmoient. Benoît, du fond de son palais d'Avignon, négocioit, sollicitoit, promettoit. L'université chanceloit ; d'Ailly, Clémentigis, le célèbre Gerson, les oracles de la littérature de leur siècle, éclairés ou gagnés par le pontife, auroient bien voulu qu'il leur fût permis d'improver cete soustraction pour laquelle ils avoient combattu. Leurs sentiments entraînoient nécessairement une grande partie des suffrages de l'université. Le recteur fut obligé de désavouer un théologien qui avoit avancé qu'on ne pouvoit combattre la soustraction sans se déclarer fauteur de la division de l'église, & schismatique. Enfin les circonstances devenoient si favorables au rétablissement de l'obédience, que Charles, à qui l'on faisoit dire ce qu'on vouloit, protesta qu'il ne se souvenoit pas d'avoir jamais ordonné le contraire.

Le duc d'Orléans, attentif à saisir tout ce qui pouvoit servir son protégé, profita du moment pour lui faire rendre la liberté. Benoît, resserré depuis quatre ans, trouva moyen de s'évader par l'entremise de Robinet de Braquemont, gentilhomme Normand, dont la famille étoit attachée au duc. Il sortit déguisé sous les habits d'un domestique. Il se fit raser la barbe qu'il avoit laissé croître pendant sa captivité. Un

AN. 1402.

Affaires de
l'église.
Hist. eccléf.
Hist. de l'université, &c.

La France
rentre dans
l'obédience
de Benoît.

AN. 1402.

*Trésor des
Chartres, lay.
schisme, pre-
mier sac. n°.
26.
Recueil des
ordonnances.
Du Tillet.*

corps de cinq cents hommes, que lui avoit fourni le roi d'Aragon, l'atendoit hors des murs d'Avignon, & le conduisit jusqu'à Château-Renard, petite ville voisine. Il écrivit au roi le jour même de sa sortie. Dans sa lettre il assuroit S. M. que ses dispositions étoient toujours les mêmes pour concourir à l'extinction du schisme. Les cardinaux qui l'avoient abandonné vinrent lui demander pardon & grossir sa cour. Deux furent députés en France pour solliciter la restitution de l'obédience. L'affaire fut de nouveau mise en délibération. Le roi dit qu'il ne se souvenoit point d'avoir jamais consenti à la soustraction. Elle fut annulée malgré les oppositions des ducs de Bourgogne & de Berri, de plusieurs prélats & d'une partie du clergé. Ces variations sur une matière si grave surprirent tout le royaume, & ne durèrent pas donner une idée avantageuse du gouvernement. Les lettres du 29 Mai 1403, qui rétablissoient l'autorité du pape, ordonnoient à tous les sujets du royaume de s'y conformer sous les mêmes peines énoncées dans l'acte de soustraction contre ceux qui auroient alors soutenu l'opinion contraire. Un des premiers motifs de ce retour étoit « que la prudence exigeoit qu'on » s'accommodât à la variété des objets & des temps ». Le roi fit lire ces lettres dans sa chapelle de l'hôtel de S. Paul, & le lendemain il se rendit, accompagné des princes du sang & d'un grand nombre de prélats, à l'église cathédrale de Paris, où Pierre d'Ailli, évêque de Cambrai, publia que le royaume étoit rentré sous l'obédience du pontife d'Avignon. Les dominicains profitèrent de cette circonstance pour rentrer dans l'université.

*Conduite de
Benoît.
Hist. eccléf.*

Benoît étoit à peine reconnu, qu'on se trouva dans la nécessité de réprimer ses entreprises. Il ataquait ceux qui avoient obtenu des prélatures ou des bénéfices pendant l'interregne : ses exacteurs inonderent le royaume : afamés par une longue abstinence, ils ne songeoient qu'à réparer le temps perdu. Le roi, dans un nouvel édit, déclara « qu'en » restituant l'obédience, son intention avoit été que tout ce » qui s'étoit fait pendant la soustraction subsistât, & qu'ayant » été informé que le pape vouloit ôter les prélatures & les » bénéfices à ceux qui en avoient été pourvus alors, pour » les

» les conférer à d'autres, & que la Sainteté avoit envoyé
 » des colecteurs dans les provinces pour exiger des som-
 » mes excessives, ce qui causeroit de grands inconvénients,
 » il n'entendoit pas que ceux qui avoient été pourvus des
 » bénéfices vacants pussent être troublés dans leur posses-
 » sion, ni assujétis aux vexations des colecteurs apostoli-
 » ques ». Ces événements, qui se passerent vers la fin de
 cete année & dans le cours de la suivante, éloignerent plus
 que jamais la réunion de l'église. Celle des puissances tem-
 poreles, sous une aparence de calme, n'étoit pas au fond
 plus assurée.

AN. 1402.

La treve signée avec l'Angleterre, & le traité par lequel
 la France avoit reconnu Henri IV souverain légitime, sem-
 bloient interdire au duc d'Orléans la liberté de donner l'effor
 à son animosité particuliere. Soit haine personnelle contre le
 monarque Anglois, soit mécontentement d'une convention
 qui étoit l'ouvrage du duc de Bourgogne, il envoya défier
 Henri, qu'il traita cependant de roi dans ses lettres de dé-
 fiance : ainsi nommoit-on ces sortes de cartels. Il lui propo-
 soit de choisir le lieu du combat entre Angoulême & Bor-
 deaux, où ils se trouveroient l'un & l'autre suivis de cent
 hommes d'armes. Henri, surpris d'une pareille invitation
 après l'aliance qu'il avoit jurée avec ce prince dans le temps
 de son séjour à Paris, affecta de répondre en monarque, qui
 ne pouvoit, disoit-il, être défié par un prince de moindre
 état & dignité : il ajouta qu'il se méconnoissoit & ne sçavoit se
 discerner lui-même. Cete réponse étoit accompagnée d'une
 copie des lettres d'aliance, dans lesquelles on ne peut s'em-
 pêcher de remarquer une singularité. Richard II n'y est
 point nommé parmi les princes exceptés, contre lesquels
 les deux parties contractantes ne se pouvoient assister mu-
 ruèlement : présomption assez vraisemblable que le duc d'Or-
 léans connoissoit une partie des dispositions du duc d'Héré-
 ford contre son roi. La vengeance de la mort de ce malheu-
 reux prince étoit cependant le principal motif de ce défi.
 Le duc dans un second cartel s'en expliqua ouvertement.
 Le roi d'Angleterre y répliqua par un démenti formel. Il
 reprocha au duc de n'avoir contracté aliance avec lui que

Le duc d'Orléans défie le roi d'Angleterre. Réponse de ce prince.

Monstrelet.
 Rap. Thoyr.
 Rymer. a8.
 publ. tome 3.
 p. 1.

Tome VI.

F ff

AN. 1402.

pour servir sa haine contre le duc de Bourgogne : il lui rappela qu'il étoit le seul en France qui fût informé de ses desseins avant la révolution. *En l'honneur de Dieu, de Notre-Dame, & de monseigneur saint Georges*, lui marque-t-il, vous mentez faussement & malvaisement, quand vous dites que nous n'avons pas eu pitié de notre roi lige & souverain seigneur, & plût à Dieu que vous n'eussiez oncques fait ne procuré contre la personne de votre seigneur & frere & les siens, plus que nous n'avons fait contre noredit seigneur ! Ces vaines bravades s'exhalèrent de part & d'autre en injures, dont le plus grand déshonneur retomba sur le duc d'Orléans par la nature des reproches que lui faisoit le roi d'Angleterre : ils ajoutoient encore de nouveaux témoignages à ces bruits odieux dont le public depuis quelque temps noircissoit la réputation de ce prince.

Défi du
comte de S.
Paul.
Rymer. 28.
publ. tom. 3,
part. 1.
Rap. Thoyr.
Monstrelet.

Le défi du comte de saint Paul, appuyé sur des motifs plus justes, & conçu en termes plus décents, mérite d'être rapporté comme le modele de ces sortes d'écrits, d'autant plus que sa brièveté le permet. Ce seigneur étoit beau-frere de Richard. Voici comme il s'exprime : *Très haut & très puissant prince, Henri, duc de Lencastre ; moi, Waleran de Luxembourg, comte de Ligney & de saint Paul, considérant l'affinité, amour & confédération que j'avoye par devers très haut & puissant prince, Richard, roi d'Angleterre, duquel j'ai eu la sœur en espouse, & la destruction dudit roi, dont notoirement êtes en coulpe & très grandement diffamé : avec cela grand honte & dommage que moi & ma génération de lui descendants pouvons & pourons avoir au temps advenir, & aussi l'indignation de Dieu tout puissant, & de toutes raisonnables & honorables personnes ; si je ne m'expose avec toute ma puissance, à venger la destruction dudit roi, dont j'étoye alié : Pourtant par ces présentes vous fais à sçavoir qu'en toutes manieres que je pouray, je vous nuiray : & tous les dommages, tant par moi, comme par mes parents, tous les hommes & sujets, je vous feray, soit en terre ou en mere : toutesfois hors du royaume de France, pour la cause devant dicte, non pas aucunement pour les faits meus ou à mouvoir entre mon très redouté & souverain seigneur le roi de France & le royaume d'Angleterre. Et ce je vous certifie par*

l'impression de mon scel. Donné à mon chastel à Luxembourg le dixiesme jour de Février, l'an mille quatre cents & deux. Le comte ne s'en tint pas aux menaces, il leva des troupes avec lesquelles l'année suivante il alla faire une descente dans l'île de Wight : expédition qui se réduisit au pillage de deux ou trois places peu importantes, & à la levée de quelques contributions. Les habitants de l'île, sans être assistés d'aucun secours étranger, repoussèrent les François, & les obligèrent à se rembarquer. Les terres du comte de saint Paul, situées dans le voisinage de Calais & du Boulenois, furent ravagées impitoyablement, en vengeance de ce que le comte de saint Paul avoit fait planter de nuit, près des portes de Calais, une potence à laquelle les armes renversées & la représentation du comte de Sommerfet *, gouverneur de la ville & frere du roi d'Angleterre, étoient atachées.

AN. 1402.

On peut regarder comme une suite de ces défis le combat de sept François contre un pareil nombre d'Anglois, qui fut livré vers le même temps entre Montendre & Blaye, Les François étoient tous de l'hôtel du duc d'Orléans. Le seigneur de Barbazan étoit à leur tête : il avoit pour compagnons, Guillaume Bataille, sénéchal d'Angoulême, Guillaume du Chastel, Pierre de Breban, surnommé Clignet, Jean de la Champagne, Jean de Caronys, chevaliers, & Archambaut de Villars, jeune écuyer qui n'avoit pas encore été admis au grade militaire. Dans ces sortes de combats, ceux qui suomboient demeuroient prisonniers des vainqueurs, auxquels ils étoient obligés de payer une rançon proportionnée à leurs facultés. Une convention particuliere fixa pour cete fois le prix de cete rançon : chaque chevalier vaincu devoit donner à son adversaire un anneau d'or garni d'un diamant. Les François remporterent tout l'avantage de cete journée. Les seigneurs de Duras & de Herpedanne furent les juges du camp.

Combat de sept François contre sept Anglois.
Chron. MS.
B. R. numéro 12297.

* Monstrelet dit que c'étoit la représentation du comte de Roteland ou de Ru-land, fils aîné du duc d'Yorc; mais ce prince avoit été créé duc d'Albemarle. Il est bien plus vraisemblable de penser que cet affront regardoit le comte de Sommerfet, gouverneur de Calais pour lors. Ce comte étoit l'aîné des enfans que le duc de Lencastre eut de son troisieme mariage. Il étoit par conséquent frere du roi d'Angleterre. *Rym. Act. publ. t. 3, part. 4. Rap. Thoyras.*

AN. 1402.
Nouvelle
confirmation
de la treve
avec l'Angle-
terre.
*Rymer. act.
public. tom. 3,
part. 1.
Trésor des
Chartres.*

Ces petits combats, les courses de nos armateurs, les cartels des princes, n'empêchèrent pas le roi d'Angleterre de renouveler presque tous les ans la confirmation de la treve : il fit seulement quelques représentations sur les démarches du duc d'Orléans, qui de la part d'un frère du roi de France pouvoient être traitées d'infractions ; mais quoique nos ministres ne jugeassent point à propos de lui donner de satisfaction précise à cet égard, il ne crut pas devoir, en insistant, se mettre dans le cas d'une rupture qu'il étoit de son intérêt d'éviter. Ces apparences passagères d'hostilités lui caufoient moins d'embaras qu'une guerre déclarée contre la France, qui l'eût obligé de diviser ses forces dont il avoit besoin pour maintenir son usurpation. Telle fut pendant le cours de son regne la politique de ce prince, avec lequel on peut dire que nous ne fûmes jamais ni en paix ni en guerre. On faisoit de part & d'autre toutes les occasions de se nuire, dans le même temps qu'on signoit des traités, sans que les violations respectives apportassent aucun changement à ces publications pacifiques. Les Ecoissois nos aliés furent batus, malgré le secours d'hommes & d'argent que nous leur avions fourni. On leva en France une contribution générale pour acquitter la rançon du comte de Douglas, leur général. La honteuse déprédation qui régnoit dans les finances se manifestoit en tout.

La duchesse
douairière de
Bretagne
épouse le roi
d'Angleterre.
*Histoire de
Bret.
Rapin Thoyr.
Antiquités
Britann. &c.*

Henri concertoit alors un projet dont la réussite eût été très préjudiciable ; mais que le conseil de France eut le bonheur de prévenir. Le dernier duc de Bretagne avoit fait, avant que de mourir, des avantages considérables à la duchesse son épouse : il lui avoit entre autres choses donné le comté de Nantes, ce qui joint à son douaire & à la garde de ses enfants, que les loix du pays & les dernières volontés de son époux lui déféroient également, sembloit remettre la province entière à sa disposition. Le roi d'Angleterre se persuada facilement que l'alliance de cette princesse lui livreroit la Bretagne. Dans cette vue, il lui fit proposer de l'épouser. La duchesse qui avoit vu Henri lorsqu'il n'étoit encore que duc d'Héreford, n'eut pas de peine à se laisser éblouir par l'éclat d'une couronne que lui offroit un prince

à la fleur de son âge. Le pape Benoît lui donna des bulles de dispense pour épouser tel prince qu'elle voudroit choisir au troisieme & quatrieme degres de parenté. Ces bulles ne suffisant pas, parce qu'il s'agissoit de s'alier avec un roi de l'obédience de Boniface, le pontife complaisant en fit expédier d'autres qui lui permettoient de se marier avec un schismatique. Ces démarches ne purent toutefois être longtemps secretes. La cour de France en fut informée. Le duc de Bourgogne vint en Bretagne : la duchesse lui remit la garde de ses enfants & de toutes les places, à la réserve de Nantes qu'elle voulut livrer à Clisson pour une somme d'argent, marché qui ne put avoir lieu par la généreuse fermeté de Gilles de Lesbreit, gouverneur de la ville. Le projet échoué, cette princesse s'embarqua pour l'Angleterre, & le duc de Bourgogne conduisit à Paris le jeune duc de Bretagne & les princes Artus & Gilles, escortés par un corps de noblesse de la province. L'heureux succès de cete affaire conserva la Bretagne, qui couroit risque de passer sous la domination Angloise, si le zele & la fidélité des chefs des plus illustres maisons du pays n'eussent fait avorter un si dangereux complot. Le monarque Anglois en conserva un vif ressentiment, qui se manifesta dès l'année suivante. Une escadre Angloise parut à la vue des côtes de Bretagne & fit quelques prises. Clisson, malgré le froid des années, sentit à cete nouvele son ancienne animosité se réveiller : il apela les Bretons aux armes. On équipe une flotte, qui met à la voile sous les ordres de Penhouet, amiral de Bretagne, de Dubois & de Duchatel. Il se livre à l'entrée de la Manche un des plus longs & des plus sanglants combats qu'on eût encore vus. Les Bretons vainqueurs rentrent dans leurs ports avec mille prisonniers & quarante vaisseaux enlevés à leurs ennemis. Cete victoire fut suivie du pillage des îles de Gersei & de Garnesei, & peu de temps après, de la prise & de l'incendie de Plimouth. Les Anglois à leur tour vinrent ravager les côtes de Bretagne, & brûler les fauxbourgs de saint Mahé. Ces tristes expéditions, également funestes aux deux peuples, montrent jusqu'où l'on peut porter l'abus des droits de la guerre, lorsque la haine nationale se joint aux motifs d'intérêts.

AN. 1402.
Spectacles.

Qu'il nous soit permis de détourner, du-moins pendant quelques moments, les yeux du lecteur, fatigués par le spectacle de tant de meurtres, de cet amas informe de traités frauduleux, de négociations infidèles, de cabales, d'intrigues, de fausses amitiés, de haines véritables, de ce brigandage enfin honoré du nom de politique, pour fixer ses regards sur des objets moins funestes au genre humain, & plus dignes de la curiosité de quiconque cherche à s'instruire en étudiant les hommes. On ne les connoît jamais mieux qu'au milieu de leurs amusements. C'est-là qu'ils paroissent ce qu'ils sont en éfet. Dans les affaires regardées comme essentielles & importantes, forcés par mille obstacles à se déguiser, les circonstances les transforment, ils cessent à chaque instant d'être eux-mêmes, & la nécessité les contraint d'emprunter leur masque de leur situation. La naissance de nos spectacles, dont l'époque est communément fixée au commencement de ce siècle, mérite d'autant plus notre attention, que cet objet, qui embrasse nécessairement une partie de notre littérature, tient en même temps au caractère, au génie, & même au mœurs de la nation. Cet article au surplus ne doit être considéré que comme un simple récit, dans lequel on ne prétend faire ni la censure ni l'apologie des jeux célébrés sur nos théâtres. La vertu exposée dans le jour le plus favorable pour la faire chérir & respecter, des actions louables données pour modèles de conduite, les plus pures leçons d'une saine morale, des passions criminelles & d'un exemple dangereux pour l'innocence, des penchans flatteurs par eux-mêmes, rendus encore plus séduisants par les charmes de la représentation, une impudente bouffonnerie, l'indécence des farces ; voilà les plus fortes objections de part & d'autre, sur lesquelles un écrivain profane ne peut prononcer sans témérité. Les justes motifs qui ont produit la condamnation des spectacles, les raisons du-moins plausibles aléguées en faveur d'un amusement dont il est presque démontré qu'on peut tirer avantage, ne sont pas du ressort de l'histoire.

Spectacles de
la première
race. Cirques.

Cette foule d'arts agréables, enfants du plaisir, du goût & de l'oïveté, que les Romains avoient apportés dans les

provinces soumises à leur puissance, avoit pris la fuite devant les barbares qui vinrent dans le cinquieme siecle établir de nouvelles dominations sur les ruines de l'empire d'Occident. Les Gaules subjuguées par les Francs, les Goths & les Bourguignons, furent replongées dans l'ignorance & la rusticité. Les peuples asservis sous le joug de ces nouveaux conquérants, qui ne connoissoient & n'estimoient d'autre profession que les armes, partagerent la férocité de leurs vainqueurs. Les spectacles cessèrent, les théâtres furent abatus. Le génie sans émulation, inutile & méprisé, n'osa plus se montrer : c'étoit le regne de la force. Un courage fier, indocile & sauvage tenoit lieu de tout. Il falloit des plaisirs proportionnés à de pareilles ames. Ils ne réserverent des jeux Romains que les combats d'animaux exécutés dans le cirque. Ils étoient eux-mêmes gladiateurs. Les joûtes, les tournois ; les assauts à outrance, tout, jusqu'à leurs décisions judiciaires abandonnées au sort des armes, contribuoit à nourrir cete ardeur guerriere dont ils étoient animés. Teles étoient les premieres récréations des fondateurs de cete monarchie. Leurs desirs acrus avec leur puissance, leur firent éprouver des besoins inconnus, & rechercher de nouveaux plaisirs. Clovis fit demander à Théodoric, roi des Ostrogoths, un pantomime, qui joignoit à l'excélence de son art le talent de la musique. Ces mimes furent nos premiers comédiens, ainsi qu'ils l'avoient été chez les Grecs & les Romains. L'art d'imiter les actions & les pensées des hommes par le geste, l'atitute & le son de la voix, semble être l'éfet d'une faculté naturele à tous les hommes. Nous en avons découvert des traces jusque chez les Chinois, & même parmi les Péruviens, peuple séparé de notre univers connu par tant de mers & tant de siecles. Les histrions, mimes ou farceurs, se répandirent de la cour des rois dans les provinces. On couroit en foule à leurs représentations, qu'ils s'éforçoient de rendre plus agréables à des spectateurs grossiers, par des postures indécentes & des chansons malhonnêtes. Cet abus de leur art les rendit infâmes. Charlemagne les déclara incapables de porter témoignage contre les personnes de condition libre, conformément au concile d'A-

AN. 1402.
Combats. Mimes.

*Cassiod. l. 11,
p. 41.*

*Capit. Karol.
Magn.*

AN. 1402.

frique. La proscription ne fut pas toutefois capable d'éteindre le goût presque général. On défendit aux évêques, abés & abesses, d'entretenir dans leurs maisons de pareils ministres de corruption. On enjoignit aux prêtres, clercs & religieux, de s'abstenir de l'exercice personnel d'une profession si honteuse : défenses qui annoncent le besoin que les ecclésiastiques mêmes avoient d'un pareil règlement. Un édit de Raïmond, comte de Toulouse, nous apprend que les moines qui faisoient vendre leurs vins dans l'intérieur de leurs maisons, en permettoient en même temps l'entrée aux histrions & aux courtisanes, dont ils retiroient une rétribution.

Trouba-
dours. Jon-
gleurs. Mé-
nestriers. .

La poésie provençale, apelée à la cour de Robert, à la suite de la reine Constance, fit succéder à ces représentations obscènes des plaisirs plus délicats. Les histrions, effacés par les troubadours, se réformèrent sur le modèle de leurs rivaux : ils introduisirent une action renfermée dans un récit composé de chant & de déclamation. On peut reconnoître encore la nature de ces représentations en lisant nos anciens poèmes, dont une partie paroît faite pour être récitée, une autre destinée pour le dialogue, le tout entrecoupé de morceaux détachés semblables à nos ariettes, & dont les refrains réguliers paroissent consacrés au chant. C'est ainsi que sous la même envelope on trouve les germes du poème épique de nos tragédies, & même de nos opéra. Ce genre de spectacle unit entre eux, par une suite nécessaire, les compositeurs, danseurs, joueurs d'instruments, acteurs & chanteurs, connus sous les noms généraux de jongleurs & ménestriers. Le séjour des papes dans Avignon y atira plusieurs Italiens, qui, naturellement pantomimes, augmentèrent le nombre des farceurs. Ce genre nouveau se perfectionna, & fit long-temps les délices de la nation. Les jongleurs étoient apelés à toutes les fêtes : ils avoient accès dans le palais des princes & des rois, qui les combloient de présents & de témoignages d'amitié : devenus plus décents que leurs prédécesseurs, ils cessèrent d'être flétris par le mépris public. Ils formoient dans les grandes villes un corps particulier, ainsi que les autres professions autorisées par le gouvernement.

gouvernement. Ils avoient un chef, ou, comme on s'exprimoit alors, un roi chargé de maintenir l'ordre. Les souverains ne dédaignèrent pas de leur donner des statuts.

AN. 1402.

Il est étonnant que les amusements de nos ancêtres, rendus plus honêtes, n'aient pas fait supprimer les scandaleuses pantomimes qui profanoient les églises à certains jours de fête, où l'on voyoit des prêtres & des clercs, les uns travestis en femmes, les autres habillés comme des bouffons, chanter dans le chœur des vers dissolus, manger *des soupes grasses* sur l'autel, jouer aux dés à côté du ministre, tandis qu'il célébroit le sacrifice, infecter l'église des ordures qu'ils faisoient brûler dans leurs encensoirs, danser, proférer les équivoques les plus grossières, imiter les postures les plus impudentes. Ils éliisoient des évêques, des archevêques, & même un souverain pontife qu'ils apeloient *le pape des fous*, qui officioit pontificalement & donnoit sa bénédiction au peuple. Ces abominables orgies ont subsisté long-temps, & ce ne fut que dans les siècles suivants, que la vigilance des prélats & de la plus saine partie du clergé, parvint à déraciner cet opprobre du christianisme.

Spectacles
scandaleux.

Les troubadours, les jongleurs, ménestriers, jouèrent presque seuls du privilège d'amuser la nation, jusqu'à ce que des acteurs d'une autre espèce vinrent leur disputer la palme. Les pèlerins qui revenoient de la Palestine, de l'Espagne, & même de plusieurs lieux de la France, étoient de tout temps dans l'usage de chanter des cantiques spirituels, & de réciter dans les villes les singularités ou miracles des diverses contrées qu'ils avoient visitées. Il arivoit souvent que plusieurs de ces zélés voyageurs s'associoient & formoient des troupes, ce qui redoubloit l'avidité curiosité du peuple. Quelques Poètes, & certainement il devoit s'en rencontrer parmi des gens qu'échauffoit un pieux enthousiasme, composoient des récits assortis à l'objet de leur dévotion, & que la troupe débitoit en forme de dialogue. Il est probable que c'est à ces sortes de poèmes chantés en partie, qu'on doit rapporter l'origine des mystères, connus déjà dans le commencement du siècle précédent, ainsi qu'on a pris soin de l'observer. Ces spectacles n'avoient jusqu'alors été donnés

Confreres
de la Passion.

Tome 4 de
cette histoire.

Tome VI.

G g g

AN. 1402.

que dans les rues, & quelquefois sur des échafauds dressés au milieu des carefours ou des places publiques, lorsqu'une société, composée de plusieurs bourgeois de Paris, s'avisa de leur donner une forme plus régulière. Ils choisirent, pour faire le premier essai de leurs représentations, le bourg de saint Maur-des-fossés près de Paris, rendez-vous célèbre par l'affluence des pèlerins que la dévotion y attiroit. Le sujet du mystère qui fut exécuté sur ce théâtre étoit l'histoire de la mort du Sauveur, & c'est de-là que la société prit dans la suite le nom de confrairie de la passion. On courut en foule à cette nouveauté, que le prévôt de la capitale interdit par une ordonnance du 3 Juin 1378. Les associés ne se rebutèrent pas de cette défense. Ils s'adressèrent au roi pour faire lever l'interdiction; & selon toute apparence ils obtinrent cette grâce, puisqu'ils eurent l'honneur de représenter plusieurs fois devant le prince, qui fut si content du poème & du jeu des acteurs, qu'il autorisa leur établissement à Paris par des lettres datées du mois de Décembre 1402. Les associés y sont qualifiés du titre de maîtres, gouverneurs & confreres de la confrairie de la passion. Ces érections en confrairies étoient alors en usage pour les corps les plus distingués, tels que ceux des secrétaires du roi, des huissiers d'armes, &c. Il paroît même que le roi ne dédaigna pas de s'agréger à cette confrairie.

Treſor des chartres, reg. 159, pag. 267, fol. 265, rect.
Reg. des ban- nieres du Châtelet de Paris, 2. vol. fol. 77.
Recueil des ordonnances.

Les confreres de la passion, assurés désormais d'un état tranquille sous l'autorité du souverain, dresserent un théâtre dans la grande sale de l'hôpital de la Trinité. Ce fut-là le berceau de la scène Française. On n'y représenta d'abord que des sujets tirés du nouveau & de l'ancien Testament. Des prêtres, des curés ne se faisoient point scrupule d'être auteurs & même acteurs de la plupart de ces pièces, connues sous le nom de *mysteres*, dont on se servit également pour les poèmes tirés de l'histoire profane ou de la fable, tels que *le mystere d'Hercule* & autres. Nos ancêtres n'étoient point choqués de ces absurdités, qui nous paroîtroient aujourd'hui le comble du ridicule, dit un judicieux académicien : chaque siècle a son esprit particulier. La valeur, la galanterie, l'ignorance, une dévotion superstitieuse, for-

moient alors le fond du caractère national. Les grandes villes du royaume se piquèrent d'imiter la capitale en donnant de semblables représentations. L'avidité que le public témoigna pour ces pieux divertissements, qui se donnoient les jours de fête, engagea les ministres des églises à avancer l'heure ordinaire du service divin, afin que leurs paroissiens eussent le temps d'assister à l'un & à l'autre.

AN. 1402.

Il se forma dans le même temps une autre société d'acteurs d'un genre moins sérieux, unis entre eux par une conformité de goût pour le plaisir & de penchant à la raillerie. Les extravagances humaines étoient l'objet de leurs plaisanteries. Les aventures bizarres ou ridicules qui se passaient dans la ville fournissoient le fond essentiel de leurs pièces. On ne peut mieux comparer ces nouveaux acteurs, qu'à ceux qui, chez les Romains, jouoient dans *les attellanes*. Leur compagnie étoit composée de jeunes-gens des meilleures maisons de la ville. Ils se nommerent eux-mêmes les *enfants sans souci*. Leur chef prit le titre de prince des *sots*, & leur drame celui de *sotise*. Ils étoient en même temps auteurs & acteurs. Ils firent construire aux haies un théâtre sur lequel ils représentèrent. Cet ingénieux badinage charma la ville & la cour. Charles VI confirma par ses lettres patentes la *joyeuse institution*. Le prince des sots fut reconnu monarque de l'empire qu'il venoit de fonder. Il portoit pour diadème un capuchon surmonté de deux oreilles d'âne. Tous les ans il faisoit son entrée dans Paris suivi de tous ses sujets.

Enfants sans
souci. Prince
des sots.

Environ vers le même temps les clerks des procureurs du parlement, connus sous le nom de *Bazochiens*, firent éclore une autre espèce de drame appelé *moralité* : des êtres purement allégoriques y paroissoient mêlés indistinctement avec des personnes. Ces compositions, que la froideur de l'allégorie devoit rendre insipides, avoient besoin d'être réchauffées par des scènes plus piquantes. Les acteurs de la Bazoche transigerent avec les enfants sans souci & le prince des sots, qui leur permirent de représenter des *sotises* & farces, & reçurent en échange la liberté d'introduire la morale sur leur théâtre. Les clerks du châtelet, & même ceux de la chambre des comptes, distingués sous le titre de juridiction

Moralités
jouées par les
clerks de la
Bazoche.

Gggij

AN. 1402.

du saint Empire, imiterent à l'envi ceux du palais : mais leurs succès ne furent ni si constants, ni si brillants. Plusieurs particuliers qui n'étoient point praticiens de profession, représentèrent avec les Bazochiens. On trouve dans le nombre de ces associés volontaires des hommes célèbres, tels que Jean Desure & le fameux Clément Marot, qui composa pour la Bazoche ainsi que pour les enfants sans souci. La licence des guerres civiles qui survinrent presque immédiatement après l'établissement de ces sociétés, introduisit dans leurs jeux une critique amère & une satire personnelle, que les désordres du temps autorisèrent. Cet abus eut besoin d'être réprimé par les magistrats, lorsque la réunion des diverses factions qui déchirèrent si long-temps le royaume, ramena la tranquillité.

Ce n'étoit pas seulement dans Paris que l'on témoignoit de l'empressement pour ces jeux publics. Il y avoit peu de provinces qui ne se distinguassent par quelque institution à-peu-près semblable. Evreux, Rouen, avoient leurs *cornards*, qui succédoient aux *coqueluchiers*. Leur chef appelé *l'abbé des cornards*, étoit élu tous les ans le jour de la saint Barnabé. Il portoit la crosse & la mitre : le but de cette institution étoit le même que celui des enfants sans souci. Toutes les scènes ridicules qui se passaient dans la ville, fournisoient le sujet de leurs plaisanteries. Il est inutile de dire qu'ils abusèrent presque toujours de cette liberté, qu'on fut souvent obligé de restreindre, & de supprimer enfin totalement.

Il est surprenant que malgré tant d'efforts, & le penchant universel à l'imitation & à la raillerie, une nation ingénieuse d'ailleurs, vive & idolâtre du plaisir, ait tardé si long-temps à se former une idée de la véritable comédie, que nous ne vèrons naître qu'après une révolution de trois siècles. Les progrès de cet art furent bien moins rapides parmi nous que chez les Grecs, quoique dans quelques provinces nous eussions commencé comme eux, & que les chefs-d'œuvre de ces grands maîtres que nous avons sous les yeux dussent nous servir de modèles. Sophocle & Eschyle firent fleurir le théâtre d'Athènes cinquante ans après Thespis, & furent

suivis bientôt d'Aristophane. Corneille & Moliere ne parurent que dans le 17^e siecle; & plus de quatre cents ans avant eux on avoit vu à Dijon une société pareille à celle que Thespis promenoit dans l'Attique. Les personnages déguisés en vigneron chantoient, sur des chariots, des chansons & des satires qui contenoient la censure des mœurs de leur temps. Ce fut de cete coutume que naquit l'expression proverbiale, *dire une charretée d'injures*. Cete association, *apelée la mere sole & l'infanterie Dijonnoise*, à laquelle les ducs de Bourgogne, les gouverneurs, des magistrats, des prélats même, voulurent bien être agrégés, subsista jusqu'en 1630, que Louis XIII la supprima. Nos contemporains ont pu voir un modele de ces institutions uniquement fondées sur la censure des mœurs, dans la burlesque confraternité du régiment de la calote, qui fleurissoit encore au commencement de ce regne.

La fureur de représenter gaignoit tous les ordres. Les écoliers de l'université jouoient des farces, se masquoient, éli-soient entre eux un roi des fous, s'habilloient en évêques, & dans cet état couroient les rues, batoient le guet, & commettoient mille désordres. Le recteur fit plusieurs fois assembler les facultés pour réprimer cete jeunesse emportée : on dressa des réglemens séveres ; mais pour en maintenir l'observation, il falut employer la sévérité du parlement & les ordres réitérés de nos rois. Parmi ces différentes especes de représentations, on ne doit pas omettre les scènes indécentes qui se passaient dans nos églises, où des acteurs grossiers imitoient nos plus respectables mysteres. Ces farces impies, qui trouvoient peut-être leur excuse dans la superstitieuse simplicité de ces siècles d'ignorance, ne subsisterent que trop long-temps. On les retrouve encore avec surprise à la fin du seizieme siecle. Le parlement défendit en 1571, aux paroissiens de saint Nicolas, de continuer à profaner leur église par l'usage où ils étoient le jour de la fête du saint Sacrement, de contrefaire Jésus-Christ, les apôtres & les prophetes, & d'accompagner cete mascarade des bouffonneries les plus révoltantes. Ces honteux monuments prouvent

AN. 1402.

qu'il n'y a pas encore long-temps que nous avons cessé d'être barbares.

Les confreres de la passion s'apercevant à la longue que la représentation de leurs *mysteres* commençoit à ne plus piquer la curiosité du peuple, amusé plus agréablement par les farces que lui donnoient les enfants sans souci, admirent ces derniers à jouer de concert avec eux sur leur théâtre. Les scenes pieuses se trouverent alors entrecoupées d'intermedes profanes, qu'on apeloit *le jeu des pois pilés*. Teles étoient les monstrueuses extravagances qui furent si long-temps les délices de nos aïeux. Dans ces associations ou confraternités, nous n'avons vu jusqu'à présent que des acteurs libres, qui n'avoient d'autre but que de s'amuser ou de s'édifier. Ces amusements devinrent si fort à la mode, que plusieurs particuliers, entraînés par le goût ou par l'attrait du plaisir, s'y dévouerent entièrement, & furent les premiers comédiens de profession. La célébrité que s'étoit acquise la société des enfants sans souci, leur fit prendre le même nom, ce qui a donné lieu à quelques écrivains de les confondre. Ces comédiens jouerent quelquefois à Paris : mais les confreres de la passion, en vertu de leur privilege, les empêcherent d'y fixer leur demeure. Dans la suite, le parlement ayant supprimé les représentations des mysteres, la confrairie, par scrupule ou par incapacité, ne pouvant jouer des pieces profanes, fut obligée de louer à des comédiens le théâtre dont elle avoit depuis peu fait l'acquisition, au lieu même où subsiste aujourd'hui la comédie Italienne. On voit encore au-dessus de la porte qui donne dans la rue Françoisse, les atributs de la passion représentés en relief, emblème de la piété des premiers instituteurs de ce théâtre.

*Mysteres.
Histoire du
Théâtre Franç.
Même de lis.*

Après avoir parlé des différentes especes d'acteurs qui ont donné la naissance à nos jeux dramatiques, ce seroit abuser de la patience du lecteur, & sortir des bornes prescrites par la nature de cet ouvrage, que d'entrer dans un détail circonstancié de la structure des premiers théâtres & des productions qu'on y représentoit. Il faut s'attendre à ne trouver dans ces poëmes informes, ni dessein, ni invention, ni con-

duite. Les acteurs se contentent de suivre, sans s'écarter, la marche historique. Nule connoissance de l'art, nul trait qui annonce ou décele le génie. Qu'on se figure des scènes enfilées les unes après les autres sans liaisons. L'action dure un demi-siècle, quelquefois davantage. Les passages de l'Écriture sont cités tels qu'ils se trouvent dans les livres sacrés. Jésus-Christ prononce des sermons, moitié latins, moitié français : cete bigarure étoit à la mode. S'il donne la communion aux apôtres, c'est avec des hosties. Lorsqu'il se transfigure sur le Thabor, il paroît entre Moïse & le prophète Élie habillé en carme. Telle étoit l'idée qu'ils avoient du costume. Sainte Anne & la Vierge acouchoient dans une alcove pratiquée sur le théâtre : on avoit soin seulement de tirer les rideaux du lit. S'ils ajoutent quelque épisode, il se ressent de leur grossière ignorance. Judas tue le fils du roi de *Scarioth*, avec lequel il prend querelle en jouant aux échecs : il assomme ensuite son père & devient le mari de sa mère, ce qui produit une reconnaissance & des fureurs. On parle de Mahomet sept cents ans avant sa naissance ; il est compté parmi les divinités du paganisme. Le gouverneur de Judée vend les évêchés à l'enchère. La simonie, dont on faisoit alors un commerce public, pouvoit bien avoir donné lieu à ce trait de satire. Satan prie Lucifer de lui donner sa bénédiction. Lorsqu'il s'agit de tirer au sort la robe de Jésus-Christ, le démon apporte des dés, & charge le soldat auquel il fait ce présent, de répondre à ceux qui lui demanderont qui les lui a donnés, qu'il les tient du diable. On joue : les perdants maudissent le sort, le diable inventeur du jeu de dés, & tous ceux qui s'en serviroient dans la suite. Les diables, les satellites, des tirans, les boureaux, les archers, les voleurs, sont ordinairement les personnages plaisants de ces pièces. Si par hasard on rencontre quelques images naïves & riantes, elles forment presque toujours un contraste scandaleux avec la sainteté du sujet *.

* Voici comme deux bergers Juifs expriment la joie qu'ils ressentent de la grossesse de sainte Anne leur maîtresse.

Les pastourelles chanteront,
Pastoureaux jeteront œillades :

AN. 1402.

Pour se former une idée du plaisir que ces représentations procuroient, il faudroit se transporter au siècle où elles furent exécutées. On étoit crédule, dévot, superstitieux : les mœurs étoient grossières, on manquoit de goût, mais on aimoit la plaisanterie. Ce mélange détestable satisfaisoit à tout. On pleuroit, on rioit, on sortoit édifié.

Théâtres.

La multiplicité d'actions entassées dans ces poèmes, exigeoit le concours d'un nombre prodigieux d'acteurs ; une seule journée en occupoit souvent près de deux cents ; ce qui devoit causer une confusion aussi ridicule que désagréable sur le théâtre, où tous les personnages paroissoient en même temps.

La partie que nous nommons l'avant-scène, étoit la même que celle de nos théâtres modernes. Le fond diséroit en ce qu'il étoit occupé par plusieurs échafauds élevés les uns sur les autres : le dernier représentoit le paradis. A mesure que la scène se rapprochoit de la terre, l'action étoit représentée sur les échafauds inférieurs. Comme dans ces pièces consacrées à la dévotion, l'enfer étoit souvent employé, on levoit une trape qui occupoit une partie du plancher. Cete ouverture imitoit la gueule d'un dragon : c'étoit delà que sortoient les démons & les monstres avec une vraisemblance au-moins égale à celle de nos opéra. On se servoit, pour les divers changements, de leviers & de contrepoids. Avant que la représentation commençât, tous les acteurs qui devoient y paroître étoient assis sur des gradins placés au-devant du théâtre : ils descendoient sur la scène à mesure que leurs rôles l'exigeoient, ce qui privoit absolument

Les Nymphes les écouteront,
Et les Dryades danseront
Avec les gentes Oreades.
Pan viendra faire ses gambades
Revenant des champs élysées ;
Orphée fera ses sonades.
Lors Mercure dira ballades,
Et chansons bien autorisées ;
Bergeres seront oppressées
Soudainement sous les pastis.

Extrait des Mystères de la Conception, Passion & Résurrection de N. S. J. C. Hist. du Théâtre François, tom. 1,

les

les spectateurs du plaisir de l'illusion. Les dialogues déclamés étoient mêlés de chants, exécutés souvent à plusieurs parties. Lorsque Dieu le pere annonçoit sa volonté, c'étoit ordinairement par un trio composé d'un dessus, d'une haute-contre & d'une basse-contre : particularité qui nous indique quel étoit alors le progrès de la musique. Les représentations données par les bazochiens & les enfants sans souci étoient purement gratuites, ce qu'on ne peut pas affirmer des mytères exécutés sur le théâtre des confreres de la passion, puisqu'il est dit dans leurs lettres d'érection, qu'ils avoient avancé des frais considérables, & qu'en leur permettant de jouer publiquement, ce seroit pour le profit d'icelle confrairie : ce qui semble annoncer qu'ils exigeoient une rétribution de ceux qui assistoient à leurs jeux. Il n'est pas douteux que dans la suite ils se firent payer du plaisir qu'ils procuroient au public, & que même ils taxerent les places à un prix excessif. Le parlement, à qui le roi les avoit renvoyés pour la police de leurs jeux, leur défendit de recevoir plus de deux sous * par spectateur. Leurs représentations commençoient à une heure après-midi, & dūroient jusqu'à cinq heures sans intervalle. Par le même arêt, la cour ordonna que les entrepreneurs payeroient, ainsi que leurs prédécesseurs, mille livres au trésorier des pauvres de la ville. Ce qui prouve que l'usage de prélever des sommes sur le produit des spectacles, pour les convertir en œuvres charitables, est très ancien. Il subsiste encore aujourd'hui, & l'évaluation en a été fixée au quart de la recete, que les comédiens & les directeurs de l'opéra remettent au bureau de l'administration des pauvres. On peut regarder cete taxe comme une espece de tribut volontaire que le génie, les talents & même le plaisir, se font un devoir honorable de présenter à la religion & à l'humanité.

Ces nouveaux amusements & toutes les différentes espèces de récréation qu'on pouvoit imaginer, n'étoient pas capables de soulager la sombre mélancolie du roi. On venoit récemment de livrer aux flammes de prétendus magi-

AN. 1402.

AN. 1403.
Etat du roi,
Nouvelles ordonnances.
Juvénal des Ursins.
Hist. anonyme, &c.

* Ces deux sous revenoient à huit des nôtres. Le marc d'argent valoit alors douze livres dix sous.

AN. 1403.

*Trésor des
chartres, lay.
régences & ma-
jorités. n^o. 13.
Recueil des
ordonnances.*

ciens, qui, par le secours de certaines conjurations, s'étoient vantés de le guérir *. Ce prince, le plus à plaindre des hommes, avoit moins à souffrir de ses douleurs personnelles que des infortunes publiques, & de ses chagrins domestiques. Isolé, pour ainsi dire, au milieu de sa propre cour, partagée entre son frere & ses deux oncles, de quelque côté qu'il tournât ses regards, il ne pouvoit envisager que des sujets de terreur. Lorsque ses cruels accès lui laissoient quelque intervalle plus tranquille, ce n'étoit que pour le livrer à l'amertume & aux soupçons. Moins malheureux sans doute, s'il eût toujours été plongé dans une aveugle imbécillité, il n'auroit pas du-moins senti toute l'horreur de son état. Les mesures qu'on lui voyoit prendre dans ses retours de raison, annonçoient ses inquiétudes, & les justes motifs qu'il avoit de s'alarmer. Dans la vue d'empêcher que les ducs de Bourgogne & d'Orléans n'abusassent d'un pouvoir qu'il étoit également dangereux de confier en entier à l'un ou à l'autre, il forma un nouveau conseil d'état, composé de la reine, des princes du sang, du connétable, du chancelier & des gens du conseil. Comme les affaires importantes y devoient être décidées à la pluralité des voix, il se flatoit que l'intérêt particulier ne l'emporteroit pas sur le bien général.

* Il ne se passoit guères d'années qu'on n'eût recours à ces moyens surnaturels, proposés par des fripons maladroits, & reçus avidement par des imbéciles. Les quatre sorciers qui furent exécutés cete année avoient demandé qu'on leur livrât douze hommes enchainés sur lesquels ils devoient faire leurs invocations. Le charme fut sans effet, la justice s'empara des invocateurs, parmi lesquels se trouvoit un prêtre qui se vantoit d'avoir trois démons à ses ordres. Il dit lorsqu'on l'interrogea, que l'opération n'avoit pas réussi, parce que les hommes renfermés dans le grand cercle de fer s'étoient munis du signe de la croix. Ces stupides négromanciens furent prêchés publiquement, ce qui étoit très sage : on eut tort de les brûler. L'avidité pour les prodiges sembloit être devenue une manie épidémique, malgré la rigueur des punitions. Un homme fit exprès le voyage d'Ecosse pour y consulter le diable sur la destinée de l'Etat. L'ange de ténèbres refusa de lui découvrir les trésors perdus, parce qu'il les gardoit pour l'antechrist. Il lui dit que Paris souffriroit d'étranges calamités ; mais que la ville ne seroit pas détruite en considération des prières des justes. Le même homme rapporta qu'il avoit vu le corps de Salomon déchiré journellement par des corbeaux, & que ce roi Juif devoit éprouver un pareil supplice dans les montagnes d'Ecosse, jusqu'à la fin du monde. Qu'un peuple aveugle, superstitieux & crédule, ait adopté ces absurdes puérilités, de pareils récits ne seroient qu'une répétition de ce que l'on a vu dans tous les siècles ; mais ces faits rapportés sérieusement par de graves écrivains, prouvent qu'alors les gens instruits étoient aussi peu sensés que le reste de la nation.

Le jour même que le roi fit dresser cet édit, il en décerna un second qui assujétissoit la reine, les princes, les prélats, les seigneurs & les principaux bourgeois, à faire serment entre les mains du connétable & du chancelier, de n'obéir à personne qu'au roi. Mais que peuvent les serments si le zèle & la fidélité n'en sont les garants? Cete étrange formalité découvroit la foiblesse du gouvernement. Une des plus inconsequentes démarches que puissent faire ceux qui conduisent les hommes, c'est de laisser croire un seul instant que le prince a soupçonné la foi de ses sujets. Le nouvel édit contenoit une singularité plus frappante encore. Tous les ordres du royaume astreints au premier serment, étoient encore obligés de jurer que dans le cas où le roi viendrait à mourir, ils tiendraient *le dauphin duc de Guienne pour le roi, souverain & naturel seigneur*. Depuis Louis VIII, pere de saint Louis, qui se voyant proche de sa fin crut devoir assurer la tranquillité de l'État & la succession de la couronne, en exigeant le serment des pairs & des prélats, on ne s'étoit point assuré d'une semblable précaution pour appuyer un droit aussi saint & aussi incontestable par lui-même, que celui qui transmet le sceptre à l'héritier présomptif du monarque. Le connétable & le chancelier vinrent de la part du roi présenter ces lettres au parlement, où elles furent publiées en présence des chambres assemblées, des gens du roi, de l'ordre des avocats, & des secrétaires, notaires, grériers & huissiers de la cour, qui tous en jurèrent l'exécution sur les saints Evangiles. Tele étoit alors la forme usitée pour donner aux nouveaux réglemens le caractère de constitution fondamentale.

Dans ces différents arrangements pour l'administration du royaume, la reine n'oublioit pas ses intérêts. Le même édit qui avoit fait déferer le gouvernement au duc de Bourgogne à l'exclusion du duc d'Orléans, pouvoit aussi lui donner la régence. Elle crut prévenir ce coup en portant le roi à déclarer que s'il venoit à mourir, son fils aîné seroit aussitôt reconnu souverain, abolissant la régence & remettant à la reine son épouse la garde & le gouvernement absolu de ses enfants : c'étoit, sans lui en donner le titre, la recon-

AN. 1403.
Nouveau serment.

Reg. A du
parlem. f. 170.
recto.

Régence abolie. Autorité excessive de la reine.

Trésor des
chartr. lay. ré-
gences & majorités, n^o, 12.

H h h ij

AN. 1403.

Reg. A du
parlement. fol.
177.

Recueil des
ordonnances.

noître régente en éfet. Le duc d'Orléans n'oposoit aucune résistance aux entreprises d'Isabele : il étoit bien assuré de disposer de l'autorité tant qu'elle seroit la maîtresse. Elle obtint encore de la complaisance trop facile du monarque, un nouveau moyen de se faire redouter & d'acquérir des créatures : c'étoit la faculté de pouvoir s'oposer, & même d'annuler & révoquer les donations que le roi avoit faites ou pouroit faire dans la suite. Charles étoit incapable d'entrevoir les conséquences d'une démarche qui l'avilissoit, & le livroit désormais les mains liées à la discrétion d'une épouse peu digne d'une pareille confiance. Il s'enchainoit lui-même & cessoit de régner. Ce fut alors que l'ingrate Isabele parut oublier les devoirs les plus sacrés, le respect conjugal, & la tendresse maternelle. Le roi fut abandonné aux mains mercenaires qui voulurent le soigner : ses propres enfants manquerent de tout, tandis qu'elle dispoit des revenus de son souverain & des tributs arachés à la nation. Il ne restoit pas même à l'infortuné Charles la force de s'iriter d'un si coupable abus de ses propres bienfaits. Averti par quelques domestiques fideles de l'état déplorable où se trouvoient ses enfants, il fit apeler leur gouvernante, qui lui avoua en pleurant *que souvent ils n'avoient que manger ne que vêtir*. Hélas ! dit-il en soupirant, je ne suis pas mieux traité.

Mariage du
Dauphin.

L'autorité de la reine & le crédit du duc d'Orléans ne purent toutefois empêcher qu'on ne dressât les articles des mariages projetés du dauphin âgé de sept ans, du comte de Touraine son frere, avec les deux filles aînées du comte de Nevers, & celui de Madame Michele, fille aînée de France, avec le comte de Charolois. Il est vrai que la jeunesse des époux remettoit l'accomplissement de ces aliances aux conjonctures d'un avenir incertain. Le duc de Bourgogne célébra les fiançailles à Paris avec le faste d'un monarque. Ce prince se foutenoit par sa propre grandeur, indépendante de la faveur de la cour. Il avoit pour lui celle des peuples, que lui avoit méritée son opposition aux impositions ruineuses, attribuées à l'avarice du duc d'Orléans.

Nouvelles en-
treprises de
Benoît.

La conduite de Benoît après la restitution d'obédience, contribua encore à discréditer le duc d'Orléans dans l'es-

prit de la nation. On sçavoit que ce n'étoit qu'à l'instigation de ce prince que le roi s'étoit déterminé à cete démarche, qui n'avoit servi qu'à multiplier les difficultés. Le chapitre de Toulouse avoit pourvu par élection à l'archevêché de cete ville pendant la soustraction. Benoît rétabli nomma un autre archevêque. Celui qui avoit été choisi par le chapitre refusa de se soumettre, il fut excommunié aussi-bien que ses partisans. Le pontife toujours plus irrité, après avoir frappé de la foudre le chapitre & le pasteur rebelles, ataquâ le troupeau. Le diocèse fut interdit. Cet abus scandaleux des armes spirituelles étoit alors si fréquent, qu'on commençoit à se familiariser avec un éclat trop long-temps redoutable. La cour, en attendant la fin de la querelle, se contenta de s'emparer du temporel de l'archevêché. Benoît avoit oublié toutes ses promesses. Les nouveaux ambassadeurs qu'on lui députa ne manquèrent pas d'informer la cour de son peu de sincérité. Le duc d'Orléans, qui se flattoit d'avoir plus de pouvoir sur son esprit, fit le voyage d'Avignon, où il séjourna quatre mois, béni, caressé, fêté magnifiquement, & joué par le pontife. Il revint honteux de l'inutilité de ses efforts, qu'il essaya vainement de déguiser.

AN. 1403.

Les gens bien intentionnés gémissaient de la méintelligence qui régnoit sans cesse entre les ducs d'Orléans & de Bourgogne : on crut y remédier, pour quelque temps du moins, en les éloignant l'un & l'autre du gouvernement. Ils parurent se prêter à cete exclusion mutuelle, en convenant de marcher chacun de leur côté contre les Anglois, considérés toujours comme ennemis malgré la trêve. Cete violation manifeste de traités sans cesse renouvelés, ne feroit certainement pas l'éloge de la foi de ceux qui gouvernoient alors, si leurs procédés n'avoient en quelque sorte été justifiés par une conduite à-peu-près égale de la part de nos adversaires. On ne manqua pas de lever des subsides pour cete double expédition. Le duc d'Orléans devoit faire la guerre du côté de Guienne, & prit la route de Bordeaux. Il voulut en passant faire son entrée dans Orléans : la ville lui fit une pompeuse réception, les rues furent tendues & remplies de fontaines de vin & de lait : l'université le com-

Projet de guerre contre l'Angleterre sans effet.

AN. 1403.

plimenta en latin : il se piqua de répondre de même à tous les points de la harangue : on lui offrit des présents magnifiques : il visita l'église de monseigneur saint Aignan en habit de chanoine : il revint à Paris. Le duc de Bourgogne cependant étoit en Flandre, occupé des préparatifs du siège de Calais qu'il projetait : il leva des troupes, on construisit pour cete entreprise des châteaux de charpente pour mettre les assiégeants à couvert : on se ressouvenoit encore que c'étoit ainsi qu'Edouard III s'étoit emparé de la place.

Ce dessein avorta ainsi que celui du duc d'Orléans, & le peuple opprimé n'eut que trop sujet de penser que ces levées de bouclier ne servoient que de prétextes aux impositions dont on le surchargeoit.

Les deux princes de retour recommencerent leurs cabales, leurs intrigues, & se brouillerent plus que jamais.

Nouvelle imposition,

Le duc d'Orléans, toujours appuyé de la faveur de la reine, proposa dans le conseil l'établissement d'une nouvelle imposition sous le nom de taille générale. A juger de l'avenir par les dispositions actuelles, la guerre contre les Anglois paroïssoit inévitable, le trésor royal étoit épuisé, la prudence exigeoit qu'on eût des fonds prêts au besoin : ce prétexte plausible étoit plus que suffisant pour déterminer la plupart de ceux qui composoient le conseil d'Etat. Envain le duc de Bourgogne représenta la misere publique, l'édit passa malgré son opposition. Suivant la répartition qui en fut faite, le tribut montoit à dix-huit cent mille livres, dont le payement étoit ordonné par corps, avec la clause odieuse de poursuivre les contrevenants comme criminels de lèse-majesté*. Cete somme prodigieuse fut employée comme les autres. On portoit les recetes à la tour du louvre : le duc d'Orléans en fit rompre les portes, & s'empara de tout ce qu'il trouva. Les maladies contagieuses qui ravageoient la France rendoient encore ce honteux brigandage plus intolérable.

Armement du comte de saint Paul.

Ce fut à-peu-près vers le même temps que le comte de saint Paul fit une descente sur les côtes d'Angleterre. Les habitants éfrayés offrirent de racheter le pillage & l'incendie de leurs demeures. Ils amuserent pendant quelques jours les

* L'argent valoit alors six livres cinq sous le marc,

François par l'espoir de cete composition, tandis qu'on rassembloit des troupes qui obligerent le comte à se rembarquer précipitamment. En représailles, la garnison de Calais vint jusqu'aux frontieres de l'Artois & de la Picardie, ravager le comté de saint Paul.

AN. 1403.

Ces entreprises réitérées du comte de saint Paul, alié de la maison de Bourgogne, & le dessein, quoique sans éfet, de former le siege de Calais, ne pouvoient manquer d'exciter les Anglois contre le duc : ils ataquerent les vaisseaux Flamands, & les courses des armateurs des deux nations firent cesser le commerce. Les villes de Flandre, jalouses de la conservation de leurs traités particuliers avec l'Angleterre, murmurèrent d'une interruption qui ruinoit leurs manufactures. Le duc de Bourgogne quita la cour, autant dans la vue de prévenir ces commencements de troubles, que dans le dessein de déterminer la duchesse de Brabant à résigner ses Etats. Il fut surpris en route par une maladie qui l'obligea de s'arrêter à Halle, où il mourut dans la soixante-troisième année de son âge. Avant que d'expirer, il exhorta ses enfants à conserver toute leur vie une fidélité inviolable au roi, & à ne perdre jamais de vue l'honneur du sang dont ils étoient formés. On ne peut refuser à ce prince les éloges que méritoient les qualités estimables réunies en sa personne : courage, élévation de génie, sincérité, expérience dans les affaires & dans les armes, pureté de mœurs, attachement à la religion, à ses devoirs, à sa famille, bon pere, époux complaisant, ami fidele : s'il témoigna de l'ambition, on peut dire pour sa justification qu'il étoit plus digne de gouverner que les ducs d'Anjou & de Berri ses aînés. On ne peut pas excuser aussi facilement son excessive prodigalité. Il fut le prince le plus magnifique de son temps ; mais pour acquérir & conserver ce titre, il fut souvent obligé d'être injuste, & mourut insolvable. Il falut recourir à un emprunt pour les frais de sa sépulture : ses meubles furent saisis par une foule de créanciers & vendus publiquement, & la duchesse fut obligée de renoncer à la communauté de biens, en remettant sa ceinture, ses clés & sa bourse sur le cercueil de son époux. Elle mourut au mois de Mars de la même année. Il paroît

Mort du duc de Bourgogne.
Rymer. att. pub. tom. 4. part. 1.

AN. 1403.

*Spicil. t. 3,
p. 721.*

surprenant que cete princesse altiere se soit soumise à cete humiliante formalité, qu'elle pouvoit faire par procureur, ainsi que cela s'étoit pratiqué en circonstance semblable, pour Jeanne de France, reine de Navarre, veuve de Philippe d'Evreux. Les ducs de Normandie & de Bourgogne firent la renonciation au nom de cete reine dans l'église des jacobins de Paris, en présence de toute la cour & du roi, qui assistoit en personne aux funérailles.

AN. 1404.

*Histoire de
Charles VI,
par l'abbé de
Choisy.*

Le duc de Bourgogne avoit choisi les chartreux de Dijon, fondés par lui, pour le lieu de sa sépulture : il y fut inhumé revêtu de l'habit de religieux. C'étoit la dévotion du siecle. On porta son cœur à saint Denis dans le tombeau des rois ses aïeux. Le duc de Berri étoit tombé malade presque en même temps : mais plus heureux que son frere, il recouvra la santé. Il eut recours pendant sa maladie aux vœux, aux pèlerinages : il voulut qu'on acquît ses dettes, il fit des présents aux églises, il demanda des prieres générales aux peuples qu'il avoit opprimés, il abolit une taille qu'il venoit d'imposer sur ses sujets : enfin, jusqu'à son rétablissement, dit un de nos écrivains, il donna tous les témoignages d'un sincere repentir.

Le trépas du duc de Bourgogne étoit le terme fatal qui devoit faire éclore le germe des maux que l'Etat renfermoit dans son sein. Tout parut prendre une face nouvelle. Le duc d'Orléans se crut assuré de gouverner désormais sans contradicteur ; mais il ne tarda pas à s'apercevoir qu'il avoit rencontré un rival plus à craindre que celui dont la mort venoit de le délivrer. Aussi ambitieux que Philippe son pere, plus vain, plus entreprenant, cruel, vindicatif, dévoré de passions fougueuses, implacable dans sa haine, dissimulé jusqu'à la perfidie, sans probité, sans scrupules, sans remords, se faisant même un jeu de la religion dans un siecle où l'incrédulité n'avoit pas encore fait de progrès : tel étoit *Jean sans peur*, à qui l'histoire auroit dû donner des surnoms moins honorables. Héritier des Etats de Bourgogne & de Flandre, on le vit peu de temps après le décès de son pere ariver à la cour pour s'acquitter des devoirs de vassal. Il étoit accompagné de ses deux freres, Antoine, duc de Limbourg &

& comte de Rethel, & Philippe, comte d'Artois. Les différens hommages rendus par ces princes, offrent une singularité qui paroît contredire l'opinion reçue par les modernes sur la nature de la pairie. Jean rendit hommage-lige comme doyen des pairs, & par deux autres actes séparés il le rendit pour le duché de Bourgogne & le comté de Flandre. Philippe son frere fit trois hommages : le premier, en qualité de pair de France; le second, comme comte d'Artois; le troisieme, à cause du fief de l'Epervier enclavé dans le comté d'Artois, mouvant de la couronne. On pouroit inférer de cete distinction, que la pairie, quoiqu'unie à la terre, étoit cependant considérée comme un titre de dignité séparée en quelque sorte de la glebe à laquelle le souverain l'avoit atachée. Il n'est pas inutile d'observer encore, que Philippe de Bourgogne fit hommage pour la pairie d'Artois, quoiqu'il n'eût réellement pour apanage que le comté de Nevers.

AN. 1404.
Trésor des ch.
Burgund. Lay.
8. n^o. 4.

Il paroît qu'alors l'augmentation du nombre des pairs entroît dans le système du gouvernement. L'érection d'une nouvelle pairie en faveur de Charles III, roi de Navarre, termina définitivement les anciennes prétentions de la branche royale d'Evreux sur les comtés de Champagne & de Brie, & sur les terres de Normandie, que la conduite de *Charles-le-mauvais* avoit obligé de saisir. Par la transaction qui régla cete importante discussion, le roi de Navarre renonça généralement à tous ses droits sur les comtés de Champagne, de Brie & d'Evreux, & reçut en échange douze mille livres de rente en fonds de terre, pour lesquelles le roi lui donna les chatellenies de Nemours & de Beaufort érigées en pairies, sous le titre de duché de Nemours. Les commissaires du roi de Navarre furent mis en possession de ces nouveaux domaines par le bailli de Sens, en observant la cérémonie usitée, de recevoir *un bâton ou verge* *, comme

Aquisition de
Cherbourg.
Trésor des ch.
Lay. Navarre.
Registre du
parlement, fol.
237, recto.

* Le bâton a été de toute ancienneté considéré comme signe de domination & de propriété. On voit dans les siècles les plus reculés de notre monarchie cet usage établi depuis les moindres possessions jusqu'aux plus grands domaines. En remettant aux mains de l'acquéreur le bâton ou la verge, on lui transportoit en même temps la jouissance absolue & le domaine entier de la terre. Cete coutume avoit lieu, même pour les rois. Nos monarques portoient le sceptre d'une

AN. 1404.

Affaires de
Savoisy con-
tre l'univer-
sité.

Regif. du Par-
lement.

Hist. de Par.
Histoire de
l'université.

symbole caractéristique de propriété. La ville de Cherbourg n'étoit point comprise dans cet échange : elle fut acquise à la couronne par une convention particulière, moyennant deux cent mille francs, dont la moitié fut payée comptant. On donna pour l'autre moitié les revenus de la ville de Provins en engagement. L'acquisition de cete place pouvoit en quelque sorte compenser le transport que le roi venoit de faire de la ville de saint Malo au jeune duc de Bretagne, avant que ce prince quitât la cour pour retourner dans ses Etats.

Quoique le duc d'Orléans se fût fait acorder par le roi la lieutenance générale du royaume, & que pour donner plus de crédit à sa nouvelle dignité, il eût obtenu des bulles de Benoît XIII, qui défendoient à toutes personnes, de quelque état ou condition qu'elles fussent, de le troubler dans l'exercice de son pouvoir ; son autorité revêtue du sceau pontifical, n'étoit pas toujours respectée. Il reconnut qu'on pouvoit lui résister impunément, & même avec avantage, dans un procès scandaleux dont il essaya vainement d'arrêter les suites. Comme cete affaire, moins intéressante aujourd'hui qu'elle ne le fut dans un siècle où les objets étoient considérés sous un aspect si différent du nôtre, a été rapportée diversement par des écrivains qu'on pouroit soupçonner de partialité : le moyen le plus sûr de mettre le lecteur en état d'apprécier par lui-même la certitude des faits, c'est de présenter sous ses yeux les registres du parlement, sans se permettre d'y rien changer : on ne peut chercher la vérité dans une source plus pure. Le corps académique porta ses plaintes à la cour, *sur ce que le 14 Juillet l'université allant à sainte Cathe-*

main & le bâton de l'autre ; ce bâton, de la hauteur d'un homme, étoit revêtu de lames d'or : on y ajouta sous la troisième race une fleur de lis, à laquelle on substitua la main de justice au commencement du quatorzième siècle. Les prélats adoptèrent aussi cete marque de souveraineté temporelle, soit par concession des princes, soit de leur propre mouvement. Le moine de saint Gall, dans les gestes de Charlemagne, se plaint d'un certain évêque, qui, les jours de fête, avoit la vanité de faire porter devant lui, au lieu de la fêrule épiscopale, la verge d'or de l'incomparable Charles, que ce prince avoit fait faire de sa hauteur. Les évêques & abbés, pour se distinguer des grands du siècle, terminoient leur bâton pastoral d'un bec recourbé, ce qui forma la crosse, toujours regardée comme signe de puissance. On peut se rappeler à ce sujet les sanglants démêlés des papes & des empereurs d'Occident, pour les investitures par la crosse & l'anneau.

rine en procession pour la paix de l'Eglise, du royaume, & la santé du roi, avoit été moult énormément injuriée en plusieurs de ses supôts en ladite église pendant qu'on célébroit la messe, & dehors en la rue saint Antoine, & derriere l'église en la rue où étoit la maison de messire Charles de Savoisy, & en sadite maison par aucuns de ses valets qui avoient batu d'épées & traits, d'arcs & sayettes (fleches) plusieurs écoliers de ladite université impourvuement, & avoit été cet outrage à l'ocasion d'aucuns pages, qui près de ladite église, en gênant leurs chevaux suivant leur insolence acoutumée, empêchoient lesdits écoliers d'entrer en ladite église, pour quoi les écoliers leur jeterent pierretes pour les faire arêter, dont lesdits pages s'enfuirent audit hôtel, & émurent lesdits malfaiteurs qui vinrent en grande fureur & firent lesdits excès. Voilà le délit acompagné des plus graves circonstances rapportées par les plaignants. L'université insultée ne marqua pas de s'adresser à la cour pour obtenir justice. Le roi pour lors étoit malade. Le duc d'Orléans protégeoit ouvertement Savoisy. Le jugement de l'affaire fut renvoyé au parlement. Les leçons cependant avoient été interrompues, les classes fermées, & malheureusement l'autorité suprême se trouvoit arêtée dans une occasion où il eût été nécessaire d'agir avec vigueur. L'affaire devenoit à chaque instant plus sérieuse. On promit satisfaction; l'université demanda que Savoisy fût mis en prison. Le parlement se contenta de lui ordonner les arêts dans la ville. La reine & le duc d'Orléans employèrent inutilement leur crédit: les ofres de Savoisy ne furent pas écoutées: il falut prononcer l'arêt que l'université demandoit, non comme partie, mais *du propre mouvement, & noble office de la cour*: enfin le parlement se rendit à l'hôtel de saint Paul, & le premier président prononça le jugement en présence du roi, du roi de Navarre, des ducs de Berri & de Bourbon, & de l'université. Il fut dit que la maison de Savoisy seroit abatue par les oficiers du roi; que Savoisy payeroit cent livres de rente amortie pour la fondation d'une chapele; qu'il donneroit mille francs aux blessés, & mille francs à l'université, réservé à faire punition de ceux de ses gens qui se trouveroient coupables du désordre: on en arêta trois quelque temps après, qui furent pro-

AN. 1404.

menés, prêchés & fustigés. Les écrivains les plus favorables à l'université, dans la vue sans doute d'adoucir l'idée qu'on pouroit se former d'une poursuite si rigoureuse, racontent que Savoisy avoit excité lui-même ses gens, & approuvé leur action : circonstances dont il n'est fait aucune mention dans les plaintes que l'université présenta pour lors, non plus que dans l'arrêt. Ce jugement au surplus nous apprend, que si dans ce siècle on n'étoit pas sçavant, on avoit du-moins grande envie de le devenir, & qu'on portoit à l'excès le respect pour ceux que l'on considéroit comme les dépositaires des sciences. L'université, non contente de se faire estimer, étoit parvenue à se rendre redoutable. On vit cete même année le recteur & les facultés présenter un mémoire pour réformer le gouvernement qui tomboit en décadence. La réponse qu'on leur fit en étoit une preuve : on leur promit d'y travailler, & le conseil nomma des commissaires qui firent des réglemens qu'on n'exécuta pas. La maison de Savoisy fut rasée sans que jamais l'université voulût lui permettre de la rebâtir *. Ce ne fut qu'après une révolution de cent douze ans, qu'elle consentit par grace spéciale, qu'on élevât sur ce terrain un nouvel hôtel, à condition qu'on mettroit au-dessus de la porte une pierre chargée d'une inscription qui contiendrait le récit historique de cet événement.

Violence
commise par
les gens du
duc de Berri.
Regist. du parlement.

Il est au-reste vraisemblable que les valets des grands seigneurs, abusant du nom de leurs maîtres, se conduisoient alors avec une insolence qui avoit besoin d'être réprimée sévèrement. Environ vers le même temps, le parlement donna un exemple de fermeté bien digne de la noble franchise de notre ancienne magistrature. Quelques domestiques du duc de Berri ayant forcé de nuit l'hôtel de la *Bannière*, rue des Lombards, où demouroit l'évêque du

* Une ancienne chronique rapporte que Savoisy, banni & excommunié, fit le voyage d'Avignon où il obtint son absolution, arma ensuite quatre galeres, avec lesquelles il courut la méditerranée, & revint de ses caravanes avec des richesses immenses prises sur les infideles. A son retour, étant rentré en grace, il voulut rétablir son hôtel, mais l'opposition de l'université l'empêcha d'achever l'ouvrage commencé. Il changea de dessein, & fit construire le château de Seignelay à trois lieues d'Auxerre. Il employa pour la construction de cet édifice, les esclaves Mahométans qu'il avoit ramenés de ses courses. *Chron. Ms. B. R. n°. 9627.*

Puy, prirent *une bible, un bréviaire, une ceinture & autres choses, & une fillete que l'on disoit que ledit évêque avoit, ou ses gens*. Ils furent mis en prison. Le prince menaça de s'en prendre aux magistrats. La cour arêta *qu'elle iroit trouver les seigneurs pour les aviser sur ce, afin qu'ils n'empêchassent point justice*.

AN. 1404.

Le même arêt fait mention de la coutume qui s'introduisoit de porter des épées, dagues ou couteaux. Le duc d'Orléans avoit depuis quelque temps fait renouveler les défenses à ce sujet, & cela, disoit-on, dans l'appréhension que lui causoit le ressentiment du peuple mécontent de son administration. L'usage de porter des armes en temps de paix dans le sein des grandes villes, ne s'est introduit que fort tard. On trouve dans les anciens registres de la cour, qu'il n'étoit permis qu'aux voyageurs de marcher armés. C'est à la licence de nos guerres civiles que nous sommes redevables de cete habitude barbare, qui transforme un commis, un clerc, un artisan, un bourgeois paisible, un homme de lettres, en guerriers redoutables, sans que la valeur nationale y ait gagné : nous ne sommes certainement pas plus braves que ne l'étoient les Grecs & les Romains, & nos ancêtres sous les Clovis, les Martels & les Charlemagnes. Les hommes destinés pour combattre avoient seuls le droit de porter l'instrument nécessaire à la défense de l'Etat : le reste de la nation ne cherchoit point à se décorer d'un appareil militaire aussi embarrassant qu'inutile, & qui devenu commun à tous les états, ne distingue personne.

Port des armes défendu.
Ancien reg.
du parlement.

On négocioit toujours avec l'Angleterre, on signoit des traités, on combattoit en même temps sur les frontieres de Picardie, en Guienne, en Bretagne & sur l'Océan : on profitoit des heureux succès, on désavouoit les entreprises avortées. Il sembloit que les deux nations essayassent leurs forces avant que d'en venir à une rupture déclarée. On supprime le détail, aussi superflu qu'ennuyeux, de ces hostilités peu importantes, plus semblables à des courses de brigands & de pirates, qu'aux efforts de deux puissantes monarchies. Le connétable d'Albret prit quelques places dans le Bordelais & le Périgord. Les Anglois insultoient nos ports, & manquerent de surpren-

Hostilités
contre les Anglois.

AN. 1404.

dre la Rochele. Nos vaisseaux ravageoient les côtes d'Angleterre, on faisoit des descentes, on brûloit des villages. La mer étoit couverte d'armateurs qui pilloient indistinctement les bâtimens ennemis, & leurs compatriotes, ce qui obligea le conseil de publier de nouveaux réglemens, par lesquels il étoit défendu d'armer sans une permission expresse de l'amiral ou de ses lieutenants, sous peine contre les infracteurs d'être punis comme corsaires.

Affaires de
Gènes. Mort
de Galéas,
premier duc
de Milan.

Boucicaut dans son gouvernement de Genes faisoit plus d'honneur à la réputation des généraux François. Sa fermeté avoit jusqu'alors contenu les factions diverses qui partageoient la république. L'Etat sous l'administration sévère du commandant, étoit tranquille au-dedans, & venoit d'être délivré des alarmes extérieures par la mort d'un voisin dangereux. C'étoit Jean Galéas Visconti, premier duc de Milan, dont la grandeur redoutable menaçoit depuis long-temps la liberté de l'Italie. Il mourut comme la plupart des fondateurs de dominations nouvelles, établies par les armes, la politique, & souvent le crime. On le craignoit, on le détestoit. Prince au-reste profond dans l'art de conduire les hommes avec un sceptre d'airain : il acaba ses sujets d'impôts, il fit en même temps observer dans ses Etats la plus exacte police. « On vole avec impunité, disoit-il, dans tous les royaumes de l'Europe : il n'y a qu'en Lombardie où une fille » puisse porter son argent à la main sans rien craindre, même » sur les grands chemins : je suis le seul voleur de mon pays ». Les petits Etats qu'il avoit subjugués, & dont sa mort rompit les chaînes, regreterent peut-être cete heureuse sécurité.

Hist. de Mi-
lan, rapportée
par M. l'abbé de
Choisy.

Le maréchal de Boucicaut profita de ce temps de calme pour faire respecter les droits & les armes de l'Etat confié à ses soins. Il arma des galeres, fit voile en Chypre, obligea le roi de cete île à lever le siege de *Famagouste* qui appartenoit aux Génois. Après cet exploit, il courut les côtes de Syrie, fit une descente heureuse, se rembarqua chargé des dépouilles des infidèles, batit une escadre de Musulmans, sur lesquels il remporta plusieurs avantages dans l'Archipel. Il revenoit triomphant à Genes, lorsqu'il fut attaqué par la flotte Vénitienne, sous le prétexte que parmi les bâtimens

enlevés aux Mahométans, il y en avoit plusieurs que la république réclamoit. Il se défendit courageusement : mais obligé de céder à la force, il fut défait à son tour, & regagna difficilement le port de Genes.

AN. 1404.

Benoît continuoit d'amuser l'Europe chrétienne par ses protestations d'un desir sincere pour la réunion de l'Eglise. Il persistoit toujours à soutenir que l'unique moyen de la procurer devoit être le résultat d'une entrevue entre les deux pontifes rivaux. Il demandoit toujours une conférence avec le pontife Romain. Il offrit même de se rendre à Rome, pourvu qu'un prince du sang de France voulût l'y accompagner. Le duc de Bourbon se présenta ; mais le roi ne voulut pas le permettre. Ce refus ne l'empêcha pas d'aler jusqu'à Genes, d'où il envoya proposer une entrevue, que Boniface se défendit d'accepter. Benoît qui auroit été bien fâché d'être pris au mot, n'insista pas davantage, content d'avoir fait preuve de bonne volonté. Ces apparences, d'un desir sincere de réunion contribuoient à grossir le nombre de ses partisans. Plusieurs abés nommés pendant la soustraction firent le voyage d'Avignon de leur propre mouvement ; le pape leur prodigua les témoignages d'affection, il les régala splendidement, leur donna le pouvoir de bénir, & leur acorda la permission de porter la mitre dans leurs églises en célébrant le service divin.

Depuis quelque temps, le pape de Rome & celui d'Avignon se ménageoient tacitement : on ne les voyoit plus s'excommunier l'un l'autre avec cet acharnement scandaleux qui les avoit animés dans les commencements du schisme. Benoît envoya cete année des ambassadeurs à son compétiteur. Boniface ne les admit à l'audience qu'à condition qu'ils le traiteroient comme pape légitime, ce qu'ils acorderent avec peine. Ils exhorterent sa Sainteté à finir le schisme, assurant que leur maître y étoit sincèrement disposé. Boniface leur soutint que Benoît étoit un antipape, la contestation s'échaufa, on se traita de schismatiques de simoniaques. Boniface, outré des injures qu'il venoit d'essuyer en plein consistoire, se mit au lit après l'audience. La colere, & les douleurs de la pierre dont il étoit ataqué le mirent au

Continuation
du schisme.
Mort de Boniface. Election d'Innocent VII.
Hist. eccléf.

AN. 1404.

tombeau le troisieme jour de sa maladie, après avoir occupé le siege de Rome quatorze ans & onze mois. Le roi de France écrivit aux cardinaux de l'obédience Romaine, pour les prier de suspendre le choix d'un nouveau pape, jusqu'à l'arrivée des ambassadeurs qu'on se dispoisoit à leur députer. Ces lettres précipiterent l'élection : les cardinaux s'assemblerent, & après avoir pris la vaine précaution de signer un compromis, par lequel le pontife qu'on aloit choisir s'engageoit à renoncer, en cas que la paix de l'Eglise l'exigeât ; ils élurent *Cosmat de Meliorati*, qui prit le nom d'Innocent VII. L'espoir de la réunion s'éloignoit plus que jamais, & Benoît triomphoit plus intérieurement de se voir autorisé par cete nomination à persister dans son refus d'abdiquer. On tint cependant un concile national à Paris pour la conservation des privileges des ordres exempts de la juridiction des ordinaires. On leur donna pour juges les abés de saint Germain-des-Prés & de sainte Genevieve, & les doyens de Notre-Dame & de saint Germain l'Auxerrois. Ces commissaires délégués avoient pouvoir de décider toutes contestations, même celles qui étoient pendantes en cour de Rome. L'université de Paris écrivit au pape Innocent peu de temps après son exaltation : le pontife fidele au systême de conduite tracé par son prédécesseur, ne leur donna dans sa réponse que des promesses générales, rejetant également toutes les voies qu'on lui propoisoit, & se taisant sur celles qu'il jugeoit convenables à procurer la paix.

AN. 1405.

Mauvaise
conduite de la
reine & du
duc d'Orléans.

Les désordres qu'un schisme éternel caufoit dans l'Eglise, n'étoient surpassés que par le brigandage & la confusion qui régnoient dans le gouvernement. Le roi par ses fréquentes rechûtes devenoit de plus en plus incapable de régner. Isabelle de Baviere ne se servoit de son ascendant sur son époux, presque toujours imbécile ou furieux, que pour assouvir son avarice, & la pente indiscrete qui l'entraînoit aux plaisirs. Le duc d'Orléans dispoisoit entièrement d'elle & de l'Etat. Princes, généraux, ministres, tout fléchissoit sous leurs autorités réunies. Le peuple opprimé murmuroit & chargeoit d'imprécations les auteurs de ses maux : il n'apeloit la reine que la *grande gaure*, dénomination honteuse, dont la mode-
stie

stie ne permet pas de donner l'interprétation. Dans les lieux publics, dans les sociétés particulieres, on prodiguoit à la reine ainsi qu'à son beau-frere, les malédictions les plus injurieuses. Tel étoit l'état déplorable du royaume, lorsque le duc de Bourgogne demanda d'ocuper dans le conseil, une place qu'on ne pouvoit refuser à sa naissance. Il se hâta de faire célébrer le mariage de Marguerite sa fille aînée avec le dauphin, & celui du comte de Charolois son fils & de madame Michele, quatrième fille du roi. Cete double aliance augmenta son crédit : beau-pere de l'héritier présomptif de la couronne, il se vit en droit de disputer le gouvernement au duc d'Orléans, & de partager les suffrages de la cour.

AN. 1405.

La jalousie mutuelle de ces deux princes n'atendoit pour se manifester qu'une occasion qui ne tarda pas à se présenter. Le duc d'Orléans proposa dans le conseil une seconde taille générale aussi forte que celle qu'on avoit levée l'année précédente. A l'épuisement des coffres du roi, prétexte usé d'une imposition qui n'étoit point destinée à les remplir, il ajouta la crainte d'une invasion de la part des Anglois, à laquelle Henri IV n'étoit pas en état de songer, ayant assez d'affaire à combattre les Gallois, & le comte de Northumberland qui venoit nouvellement de reprendre les armes. Ceux qui composoient le conseil, accoutumés à plier sous le pouvoir du duc, écouterent la proposition en silence, & parurent même l'approuver. Le duc de Bourgogne ne laissa pas échapper une si brillante occasion de se déclarer le protecteur de la nation. Il représenta la misere publique avec cete force que donne la vérité : tous les vices de l'administration actuelle, & sur-tout le mauvais emploi des finances ne furent pas épargnés. Il demanda compte des sommes immenses qu'on levait journellement : il offrit sa personne, ses troupes, & la noblesse de ses domaines contre les ennemis, s'ils osoient se présenter : il finit par protester que, si malgré tant de raisons on s'obstinoit à la publication de l'édit, ses Etats au-moins en seroient exempts, & qu'il scauroit empêcher ses sujets de payer une taxe aussi onéreuse qu'inutile. Il tint parole à cet égard. Le jeune duc de Bretagne, prince vertueux qui assistoit au conseil, fit les mêmes offres que le duc de Bourgogne, & de plus

Nouveaux
subsidies.

Tome VI.

K k k

AN. 1405.

assura qu'il atendrait volontiers le paiement des cent mille écus qu'on lui devoit pour le mariage de sa femme. L'édit passa malgré ces opositions. Le duc de Bourgogne ne s'étoit pas flaté de l'emporter sur le duc d'Orléans (lieutenant-général du royaumé) ; mais il eut grand soin de divulguer les représentations qu'il avoit faites en faveur du peuple : en un moment il en devint l'idole, sur-tout des Parisiens ; & cete affection, qu'il eut l'art d'entretenir, lui donna une supériorité réelle, qu'on voulut en vain lui disputer lorsqu'il ne fut plus temps d'en arrêter le progrès.

Luxe de la
cour.

Le duc de Bourgogne s'étoit retiré de la cour après ce premier essai. La reine cependant & le duc d'Orléans triomphoient de son absence & de l'heureux succès de leurs desseins. Ils se contraignoient moins que jamais. Le scandale de leur familiarité, l'indécence des fêtes continuelles qu'ils se donnoient, leur profusion, leur faste, que la misère publique rendoit encore plus odieux, excitoient l'indignation générale. Les courtisans, à leur exemple, n'étoient occupés que du soin frivole d'inventer des divertissemens, & de créer des modes ridicules & nouvelles. Les hommes ajoutèrent aux habits courts qu'ils portoient alors, des manches d'une longueur démesurée : ces vêtements bizarres étoient chargés de franges & de broderies d'or ou d'argent : ces superfluités dispendieuses épuisoient les fortunes, il falloit employer la ressource de l'injustice pour en réparer le désordre. Les princes & les grands se faisoient honneur des murmures inutiles de leurs créanciers qu'ils ne payoient jamais : la plupart mouraient insolubles. Le duc d'Orléans, éfrayé du danger qu'il avoit couru d'être précipité du haut de la montagne de saint Germain dans la Seine, accident dont il ne fut préservé que par la présence d'esprit qu'on eut de couper les traits des chevaux atelés au chariot couvert dans lequel il étoit avec la reine, parut se repentir du dérangement de sa conduite. Il fit inviter ses créanciers par une proclamation publique, à se trouver dans son hôtel. Ils ne manquèrent pas de s'y rendre au nombre de plus de huit cents personnes : les officiers du duc les renvoyèrent, en leur disant pour toute réponse, que le prince leur faisoit beaucoup d'honneur de leur devoir,

& qu'ils devoient se trouver flatés qu'il daignât penser à eux quelquefois. Le duc d'Orléans, par un mélange assez ordinaire aux ames foibles & voluptueuses, alioit cete dépravation de mœurs aux pratiques extérieures de la piété, & visitoit les églises, les hôpitaux, fondoit des services, & distribuoit des charités, dans l'espérance, sans doute, que les prières des pauvres compenseroient les malédictions de ses créanciers. Son insatiable avidité cependant ruinoit le royaume. Non content de dissiper en dépenses folles une partie de la substance du peuple, il faisoit tous les jours de nouvelles acquisitions. Jamais avant son administration on n'avoit vu régner un pareil désordre dans les finances. Les impositions étoient excessives: les charges de l'Etat mal acquittées: on ne payoit pas même la dépense de la maison du roi, quoiqu'on eût retranché plusieurs officiers, & diminué les gages de ceux qu'on lui avoit laissés. On faisoit sans cesse de nouveaux réglemens pour la régie des deniers publics, dans la vue d'ensevelir le brigandage & la déprédation sous la multitude des ordonnances.

Isabele & le duc avoient si bien fermé tout accès auprès du roi, qu'il n'étoit pas possible que la vérité pût parvenir jusqu'à lui. Quel délateur assez hardi eût osé s'exposer à leur ressentiment? Ils jouissoient en paix d'une insolente prospérité, lorsque l'audace d'un seul homme rompit le charme. Il se nommoit *Jacques le Grand*, de l'ordre des augustins. Ce religieux prêchant le jour de l'Ascension en présence de la reine & d'une partie de la cour, peignit avec des couleurs si fortes & si vraies les désordres auxquels les grands s'abandonnoient, que les auditeurs ne purent s'empêcher de se reconnoître. La princesse sur-tout fut si peu ménagée, qu'en la nommant il ne l'auroit pas désignée plus clairement. Elle se retira fort mécontente. En sortant de la chaire le prédicateur fut abordé par quelques femmes de la cour qui lui dirent, *qu'elles étoient bien ébahies comme il avoit osé ainsi parler. Encore suis-je plus ébahi*, répondit-il, *comment on ose faire les péchés que j'ai déclarés*. On le menaça de le faire noyer; mais loin de s'effrayer, il s'exprima plus fortement encore devant le roi, qui voulut l'entendre. Il prit pour texte de son dis-

Hardieffe
d'un prédica-
teur augustin.

K k k ij

AN. 1405.

cours : *l'Esprit saint vous enseignera toute vérité*. La présence du monarque sembloit avoir redoublé le zèle & l'éloquence de l'orateur. Il exposa l'état du royaume, fit une description touchante de la misère des peuples, compara la splendeur du règne précédent avec le gouvernement actuel. On reconnut le duc d'Orléans au portrait qu'il fit d'un prince qui, né avec d'heureuses dispositions, s'étoit rendu par ses débauches & ses exactions, l'objet de la haine & du mépris universel. S'adressant ensuite au roi, il l'exhorta dans les termes les plus pathétiques, à réparer les malheurs de l'Etat, en le menaçant d'une révolution, s'il négligeoit un devoir si sacré. Cete dernière partie du sermon de l'augustin étoit aussi déplacée qu'indécente. Charles avoit les meilleures intentions : il auroit été à souhaiter, pour le salut de la France, que la force de son esprit eût égalé la droiture de son cœur. Loin de s'offenser de la liberté de frère Jacques, il loua son zèle & dit qu'il tâcheroit d'en profiter. Les courtisans n'osèrent pas s'en plaindre, & le duc d'Orléans lui-même ne dédaigna pas de rechercher l'amitié de ce hardi prédicateur, qui lui dédia peu de temps après un ouvrage considérable qu'il avoit déjà présenté à Michel, évêque d'Auxerre, confesseur du roi *. L'original de ce livre existe encore aujourd'hui parmi les manuscrits de la bibliothèque royale.

Mém. de lit.

Le duc d'Orléans tente en vain de se faire donner le gouvernement de Normandie.

Charles tomba malade peu de temps après cet événement. Le duc d'Orléans, abusant toujours du pouvoir que lui donnoit sa qualité de lieutenant-général du royaume, se donna le gouvernement de Normandie. La province refusa de le reconnoître. Cete résistance ne fut pas capable de l'obliger de renoncer à son projet. Il fit même exprès le voyage de Rouen, dans l'espoir que sa présence aplaniroit les difficultés : il revint avec la honte d'une tentative inutile. Les habitants qu'il menaça de désarmer, lui déclarèrent sans détour, qu'ils ne reconnoissoient point d'autre souverain que le roi. Une confiance excessive est le plus dangereux

* Cet ouvrage intitulé *Sophilogium Sapientia*, MS. B. R n°. 3235 & 3489, divisé en dix livres, forme une récapitulation de toutes les connoissances telles qu'on les cultivoit alors. Les citations tirées des auteurs, tant sacrés que profanes, remplissent plus des trois quarts du volume. C'étoit l'esprit de ce siècle, où l'on ne se piquoit ni de goût, ni de discernement. Une érudition indigeste tenoit lieu de tout,

écœuil de l'ambition. Le moindre obstacle fût souvent pour la déconcerter. Lorsque la santé du roi fut rétablie, le duc d'Orléans le pria de confirmer sa nomination. L'affaire fut proposée au conseil. Ce qui s'étoit passé avoit appris qu'on pouvoit lui résister. On objecta l'opposition générale de la province, les conséquences fâcheuses qui pouvoient résulter du mécontentement des peuples. Il se trouva des conseillers assez hardis pour représenter au roi, que le prince son frere n'étoit déjà que trop puissant par lui-même sans lui confier le gouvernement le plus important du royaume. Charles parut ouvrir les yeux. Il fut touché de la description qu'on lui fit du désordre affreux qui régnoit dans toutes les parties de l'administration. Ce n'étoit plus une déclamation vague, débitée en chaire par un religieux plus zélé qu'instruit. Les ministres qui parloient n'avançoient que des faits dont ils étoient en état de fournir la preuve. Il n'est pas douteux que le duc de Bourgogne avoit dans le conseil des partisans secrets, qui n'atendoient que cete occasion pour se déclarer.

AN. 1405.

Le roi, malgré l'amitié qu'il portoit à son frere, convint de la nécessité d'une réforme dans le gouvernement. Les princes du sang furent consultés, & l'on manda le duc de Bourgogne. Tout le monde atendoit avec impatience l'effet que devoit produire ce changement, lorsque le roi retomba dans un accès plus violent & plus douloureux que ceux qu'il avoit éprouvés jusqu'alors. La reine & le duc d'Orléans respirèrent la conduite des affaires, & se crurent plus puissants que jamais.

Projets de réforme arrêtés par la maladie du roi.

Cependant le duc de Bourgogne se disposoit à partir. La maladie du roi ne lui fit pas changer de dessein. Il y étoit d'ailleurs excité par les partisans qu'il avoit à la cour; mais comme il avoit résolu de paroître dans un état à se faire respecter, il assembloit des troupes sous prétexte de réprimer les courses des Anglois, qui depuis la défaite du comte de saint Paul à Merks, venoient récemment de faire une descente à l'Ecluse sous la conduite du comte de Pembrok. Le duc, pour mieux donner le change à la reine & au duc d'Orléans, leur fit demander un secours d'hommes & d'argent

Le duc de Bourgogne s'approche de Paris avec des troupes. La reine & le duc d'Orléans veulent enlever le dauphin.

AN. 1405.

pour le siege de Calais qu'il vouloit entreprendre. Tandis qu'il les amusoit par ces faux avis, huit cents hommes d'armes s'étoient rendus à ses ordres. L'évêque de Liège lui amena six mille hommes. Ces différens corps avoient pris la route d'Aras, où le duc les atendoit. On ne fut instruit à la cour de ces divers mouvements, que lorsque le duc de Bourgogne n'étoit plus qu'à deux journées de Paris. Son arrivée imprévue étonna le duc d'Orléans, qui se trouvoit livré, pour ainsi dire, à la merci de son rival. Il n'avoit point de troupes à lui opposer, & il ne pouvoit ignorer qu'il y avoit un parti formé contre lui dans le conseil, & même parmi les princes, que dans l'ivresse de sa faveur il avoit peu ménagés. Les Parisiens qu'il regardoient comme l'auteur de la misère publique, le haïssoient & n'atendoient que l'arrivée du duc de Bourgogne pour se déclarer. Dans une extrémité si fâcheuse, il ne lui restoit d'autre parti que celui d'une prompte fuite : il s'évada secrètement, & courut se renfermer dans Melun. La reine le suivit, & par cete honteuse démarche justifia les bruits injurieux qu'on avoit répandus contre elle. Avant que de quitter la cour, elle avoit chargé Louis de Baviere son frere, marquis de Pont, le comte de Dammartin, & Montagu, grand maître de l'hôtel du roi, de lui amener le dauphin, duc de Guienne. Elle alla les attendre à Corbeil, petite ville sur la Seine, où le duc d'Orléans vint la joindre.

Le duc de
Bourgogne
fait revenir le
dauphin.

Le duc de Bourgogne s'étoit avancé jusqu'à Louvres : ce fut là qu'il aprit la retraite précipitée d'Isabelle & du duc d'Orléans. Il fut en même temps informé du projet de l'enlèvement du dauphin. Il courut à toute bride dans l'intention de le prévenir : en arrivant à l'hôtel de saint Paul, les officiers du roi lui dirent que le jeune prince & son épouse, malgré leur répugnance & la résistance de leurs domestiques, avoient été conduits dès le matin dans un bateau couvert, qui devoit les transporter jusqu'à quelque distance de Paris, où les atendoit une litiere. Le duc, sans mettre pied à terre, vole sur les traces des ravisseurs, suivi seulement de quelques cavaliers. Il atteint la voiture à Juvisy. Après avoir salué le dauphin, il lui demanda où il aloit, & s'il n'aimoit pas

Regist. du parlement.
Monstrelet.

mieux retourner à Paris que de poursuivre sa route. Le jeune prince, mécontent déjà de l'espèce de violence qu'on avoit employée, répondit sans balancer, qu'il retourneroit volontiers. Louis de Baviere voulut opposer quelque résistance. *Sire duc de Bourgogne*, dit-il, *laissez aler monseigneur d'Aquitaine, mon neveu, après la reine sa mere, & monseigneur d'Orléans son oncle, là où on le fait aler par le consentement du roi son pere.* Le duc, sans daigner lui répondre, ordonna fièrement aux conducteurs de la litiere de retourner, & aux domestiques du prince de le suivre. On obéit. Lorsque l'on vint rapporter au duc d'Orléans la malheureuse issue de l'entreprise, sa frayeur redoubla. La reine & lui quitterent précipitamment Corbeil, & se refugierent à Melun, d'où ils envoyèrent des ordres dans toutes les provinces pour lever des troupes. Cete équipée acheva de les décréditer entièrement dans les esprits. On publioit que leur dessein étoit de conduire le dauphin en Allemagne. La reine étoit aculée d'y avoir fait transporter des sommes considérables, & l'on assuroit même qu'on avoit arrêté à Metz des mulets chargés d'or & d'argent. Ces rumeurs répandues dans le public, accrues & variées au gré de ceux qui les débitoient, donnoient incessamment lieu aux conjectures les plus extravagantes.

Le dauphin fut reçu à l'entrée de Paris par le roi de Navarre, les ducs de Berri & de Bourbon, le comte de la Marche, & les seigneurs. Les habitants coururent en foule, les rues retentissoient de leurs acclamations. Le duc de Bourgogne fut regardé comme le défenseur de l'Etat, & le libérateur de la famille royale. Il se logea les premiers jours de son arrivée dans le Louvre, au-dessous de l'appartement du dauphin, afin d'être plus à portée de veiller à sa conservation. La ville & l'université vinrent en corps le remercier de l'affection qu'il avoit témoignée pour le salut de l'Etat : elles le supplièrent en même temps de vouloir bien continuer ses bons offices. Le même jour, le parlement reçut des lettres de la part du duc d'Orléans, qui traitoit l'événement de la veille d'atentat contre la majesté souveraine : il recommandoit en même temps qu'on ne permît pas aux troupes étrangères d'entrer dans

Retour du
dauphin à
Paris.
Ibid.

AN. 1405.

Reg. du par-
lement, année
1405.

Préparatifs
de guerre.
Ibid.

Assemblée
générale.
Ibid.

Paris. Les magistrats n'étoient pas peu embarrassés de régler leur conduite dans une conjoncture si délicate. Ils prévoyoit les maux qu'alloient produire des querelles enfantées par la jalousie & l'ambition, & dont l'intérêt public n'étoit que le prétexte apparent. Les registres de la cour nous instruisent encore aujourd'hui de l'opinion qu'elle avoit de ces commencements de troubles. Après le récit de l'événement qu'on vient de rapporter, on trouve ces mots : *Qu'il en adviendra, Dieu y pourvoye, car en lui doit être espérance & fiance, & non dans les princes & les enfants des hommes, dont on ne doit pas attendre de salut.*

On prit toutes les mesures nécessaires pour la sûreté de la capitale. Les chaînes furent rendues aux Parisiens, ainsi que leurs armes, qui leur avoient été enlevées dans le temps de la fédition des *Maillotins*. La garde du louvre fut commise à Regnaut d'Angennes : on remit le gouvernement de la bastille à Montagu, quoiqu'il eût accompagné le jeune prince, lors de l'enlèvement : on prit seulement la précaution de lui faire prêter un nouveau serment. Le duc de Berri se chargea de la personne du dauphin. Le duc de Bourgogne s'étoit retiré dans son hôtel d'Artois, qu'il avoit fait fortifier. Tous les jours on voyoit arriver dans Paris de nouvelles troupes : on y compta jusqu'à vingt-cinq mille hommes, sans les corps répandus dans les villages circonvoisins, où ils commirent des désordres épouvantables. Le duc de Bourgogne qui vouloit se conserver l'affection des Parisiens, n'eut pas peu d'embarras à contenir les gens de guerre qui furent logés dans la ville. L'évêque de Liège fit son entrée à la tête de ses troupes, en équipage militaire : ce prince n'étoit pas engagé dans les ordres, ce qui mécontentoit les Liégeois, qui se plaignoient de ce que leur évêque *ne vouloit pas chanter messe.*

Il se tint un grand conseil, où le duc de Bourgogne exposa les motifs de sa conduite : après les protestations peu sincères de ne prétendre aucune part au gouvernement, il finit par offrir sa personne, ses biens, ses amis, pour remédier aux désordres du royaume, assurant qu'il ne cesseroit de demander une réforme générale dans l'administration publique,

que , que lorsqu'il la vèroit éfectuée par de sages réglemens. C'étoit déclarer assez distinctement, qu'il se regardoit comme le modérateur & l'arbitre de l'Etat. Ses troupes dispersées dans les différents quartiers de Paris & aux environs, lui répondoient de cete grande ville, dont les habitants d'ailleurs lui étoient dévoués.

AN. 1405.

Le duc d'Orléans de son côté se fortifioit à Melun. Il lui venoit des troupes de diverses provinces. Il se trouva bientôt à la tête de vingt mille hommes. Les gens de guerre répandus dans les campagnes y exercèrent leurs brigandages ordinaires. Le roi eut quelques foibles intervalles de raison : il essaya d'arrêter la fureur des deux partis, en leur défendant les voies de fait ; mais ils étoient trop animés pour se contraindre. Le duc d'Orléans s'aprocha de Paris. Un détachement de son armée s'empara de Charenton. On fut sur le point d'en venir à une action générale, dont l'issue ne pouvoit être que funeste au royaume, en faveur de quelque parti que la victoire se déclarât.

Le duc d'Orléans rassemble des troupes.

Ibid.

Les princes du sang comprirent toute la grandeur du péril, & n'épargnerent rien pour le prévenir. Les ducs de Berri & de Bourbon, les rois de Sicile & de Navarre, se rendirent médiateurs. Vingt fois les négociations échouées firent appréhender toutes les horreurs d'une guerre civile : enfin, après deux mois d'alarmes & de mouvemens, la paix se conclut à Vincennes, où la reine se trouva. Les deux princes convinrent de congédier leurs troupes, & le duc de Bourgogne fut admis à partager avec le duc d'Orléans, l'autorité de lieutenant-général du royaume. Ce dernier eut l'adresse de se réserver le département des finances, qui n'étoit pas le moindre objet de son ambition.

Les princes ménagent un accommodement.

La paix fut publiée, le peuple qui commençoit à se lasser de la guerre, rendit grâces à Dieu de la réunion des princes. Le duc de Berri qui vouloit absolument étouffer tout levain de discorde, fit trouver ses deux neveux dans son hôtel de Nesle, où ils se donnerent mutuellement les témoignages d'une sincère réconciliation. Ils s'embrassèrent, se promirent l'un à l'autre une éternelle amitié. Ils poussèrent même la confiance jusqu'à coucher dans le même lit. Cete

Tome VI.

L I I

AN. 1405.

Horrible état
du roi.

familiarité qui fut long-temps en usage chez nos aïeux, étoit une des plus grandes preuves d'estime & d'assurance réciproques que deux amis pussent se donner.

Le roi, pendant tout le temps que dura cete premiere division des princes, se trouvoit dans la situation la plus déplorable. Soit que l'excès de sa fureur ne permît pas qu'on l'approchât, soit plutôt la coupable négligence de ceux qu'on avoit chargés d'avoir soin de lui; peu s'en falut qu'une mort, peut-être heureuse, ne délivrât enfin ce prince infortuné des maux qui l'assiégeoient. On avertit tout lecteur sensible de détourner les yeux du tableau révoltant de l'abjection & des miseres auxquelles le malheureux Charles étoit abandonné pendant sa maladie : cete hideuse description révolte le cœur, dans le même temps qu'elle arrache des larmes. Lorsqu'on daigna songer qu'il existoit, & soulager ses souffrances, il avoit passé plus de cinq mois sans vouloir se coucher, ni changer de vêtement & de linge. Qu'on se représente l'horrible état où cete malpropreté l'avoit réduit. Toutes les infirmités que les livres saints retracent dans le personnage de Job, s'étoient attachées sur lui, le consumoient, le dévoroient. Il s'étoit enfoncé dans les chairs un morceau de fer; déjà la gangrene avoit ataqué plusieurs parties de son corps. La plume indignée se refuse à ce récit affreux : on ne peut s'empêcher de croire qu'on avoit résolu de le laisser périr; mais les barbares auroient pu choisir un genre de mort moins cruel. Tous ceux qui l'environnoient, sans exception, étoient coupables de refuser à un souverain, à un maître, à un frere, à un époux, les secours que le dernier des hommes eût trouvés dans un hôpital. (Qu'on pardonne la bassesse de cete expression qu'arrache la force de la vérité.) Non, rien ne peut excuser ce mépris abominable de l'humanité : en suposant que dans sa frénésie il eût refusé les services qu'on vouloit lui rendre, n'étoit-ce pas le cas d'employer une violence salutaire? Est-il donc difficile de se rendre maître d'un homme seul & désarmé? Ne pouvoit-on pas même profiter des instants où la nature l'obligeoit au sommeil? Il falut enfin que le premier médecin de la cour avertît le conseil de l'extrémité du danger. On

eut honte d'un oubli si coupable ; on revêtit douze hommes d'habillements extraordinaires & hideux, ils se noircirent le visage & entrèrent subitement dans la chambre du roi, qui fut à cet aspect imprévu fort épouvanté. Il se laissa déshabiller sans opposer la plus légère résistance. Les soins qu'on prit, secondés par la force de son tempérament qui étoit encore vigoureux, le rétablirent par degrés. Dans son état de démente il regardoit tous ceux qui l'aprochoient sans leur parler, sans même qu'il parût les reconnoître, excepté l'avocat général Juvénal des Ursins, à qui souvent il disoit : *Juvénal, regardez bien que nous ne perdions rien de notre temps.* Ce Magistrat étoit un des hommes les plus vertueux du royaume, dans un siècle où les honêtes gens étoient rares.

AN. 1405.

La reine revint, elle fit son entrée dans la capitale en litte découverte; elle étoit parée de l'ajustement le plus galant & le plus magnifique. Les dames & les demoiselles de sa suite offroient un spectacle aussi varié que superbe. Les ducs d'Orléans & de Bourgogne marchaient d'un pas égal aux deux côtés de la voiture d'Isabele. Ils étoient suivis des princes & des seigneurs. L'or, l'argent, les pierreries brilloient sur les habits & les équipages, les chevaux étoient férés d'argent. Cete troupe fastueuse traversa les flots d'un peuple curieux, vint descendre à Notre-Dame, & delà se rendit au louvre. L'orage étoit dissipé. La réunion des princes annonçoit le plus heureux avenir. On ne pouvoit se rapeler le sujet de leurs discordes, sans se persuader que l'accommodement qui les avoit terminées ne dût être avantageux à l'Etat. Les impositions onéreuses absorbées par les dissipations du duc d'Orléans, la demande qu'il avoit faite du gouvernement de Normandie, avoient forcé le duc de Bourgogne à prendre les armes. On le croyoit du moins. Par le nouvel arangement, le duc de Bourgogne se fit donner le gouvernement de Picardie, & partagea également avec le duc d'Orléans le produit des subside qui continuerent d'être les mêmes.

Réunion des princes.

Rymer. *act.*
publ. tom. 4.
part. 1.

Le changement qui venoit d'ariver à la cour devoit nécessairement influer sur les affaires de l'Eglise. Le duc d'Orléans, toujours zélé protecteur de Benoît, n'étoit plus le

Histoire
abrégée du
schisme, con-
duite jusqu'en
l'année 1407.

L 11 ij

AN. 1405.

*Hist. eccléf.
Juvénal des
Urfins.
Le Laboureur,
&c.*

feul arbitre du gouvernement. On ataquâ de nouveau la restitution d'obédience. Ce fut l'université, qui, par ses représentations, porta les premiers coups : peut-être l'intérêt humain entroit-il dans cete démarche. Ce corps, acoutumé depuis quelque temps à se faire respecter, n'avoit pas oublié que dans le temps des derniers troubles, la reine avoit refusé d'entendre ses députés, & que le duc d'Orléans avoit répondu à leurs remontrances en ces termes : « Retournez » à vos écoles & ne vous mêlez que de votre métier : sachez » qu'encore que l'on apele l'université la fille du roi, ce » n'est pas à elle à s'ingérer dans le maniement des affaires » de l'État ». Une décime générale imposée pour subvenir aux frais du prétendu voyage que Benoît se proposoit de faire à Rome, afin, disoit-il, de s'aboucher avec Innocent, avoit mécontenté le clergé. L'université choquée de se voir comprise dans cete taxe au mépris de ses privilèges, députa le recteur vers les princes qui gouvernoient pendant la maladie du roi. Le chef du corps académique les pria d'empêcher la levée de la décime, ou du-moins d'en excepter l'université : on ne l'écouta pas ; le produit, disoit-on, devoit se partager entre le prince & le pontife. Les facultés contribuèrent, & formerent une somme de deux mille écus pour défrayer les députés qu'elles chargerent d'aler solliciter auprès de Benoît lui-même, l'exemption que la cour leur refusoit. Ceux qu'elles avoient envoyés à Rome revinrent dans le même temps munis d'une bulle d'Innocent, qui indiquoit une assemblée pour le mois de Mai. Benoît, pour parer le coup, députa un légat en France. On refusa de le reconnoître, & il ne put obtenir audience qu'au commencement de l'année suivante. Il soutint avec force en présence du conseil, la légitimité des droits du pontife d'Avignon, & la nécessité de persister dans la restitution de l'obédience. Jean Petit, orateur de l'université, parla pour la soustraction. L'affaire fut renvoyée au parlement, où Juvénal des Urfins, dans un discours éloquent, conclut, ainsi que Jean Petit, pour la continuation du refus d'obédience. Il représenta les exactions dont le clergé de France étoit acablé. Il déféra une lettre de l'université de Toulouse, qui traitoit

de criminels tous les fauteurs de la soustraction. La cour chargea le procureur général de poursuivre extraordinairement les auteurs de cet écrit injurieux au roi & à la nation ; il fut lacéré publiquement. Ceux qui l'avoient apporté disparurent , & le légat se retira.

AN. 1405.

En attendant une décision définitive , remise à l'assemblée générale du clergé qui devoit se tenir au commencement de l'hiver , le parlement prit un parti , qui , sans attaquer la puissance spirituelle , ni discuter les droits des pontifes , remédioit du-moins à la confusion qui résultoit de la diversité des intérêts ; ce fut d'ordonner une soustraction , non d'obédience , mais d'argent. Les chambres assemblées ordonnèrent « que Benoît & ses officiers cesseroient dans tout le » royaume d'exiger les annates & les premiers fruits des » bénéfices vacants , ainsi que les droits de procuration pour » les visites ; que ces droits seroient recueillis par les prélats » & les visiteurs ; défense aux cardinaux & au camérier du » college , de prendre la part qu'ils avoient dans les annates » & les autres droits , & que ce qui auroit été levé demeu- » reroit saisi en la main du roi : que ceux enfin qui auroient » été excommuniés à l'occasion de ce que dessus , seroient » absous , & ce jusqu'à ce qu'autrement par la cour en eût » été ordonné ». Cet arrêt , autant par le fonds que par le stile , a paru trop intéressant pour le passer sous silence.

Quelque espoir que l'on fondât sur la sagesse d'un pareil règlement , on ne perdoit pas de vue le projet de soumettre par un moyen encore plus efficace l'opiniâtreté de Benoît. L'assemblée générale du clergé de France se tint au terme indiqué. Comme les sentiments étoient partagés , on choisit un nombre égal de théologiens & de canonistes , qui devoient alternativement parler pour & contre la soustraction. On ne rapelera point ici les raisons aléguées de part & d'autre , elles n'étoient qu'une répétition aussi prolixue que fastidieuse de tout ce qui a déjà été dit sur ce sujet. On observera seulement , que Guillaume Fillastre , doyen de l'église de Reims , qui fut un des orateurs de Benoît , en rejetant la soustraction , & voulant relever l'autorité temporelle du pape , attaqua la puissance souveraine & les libertés

AN. 1405.

du clergé de France. Dans la séance suivante il prononça un discours en forme de désaveu de ce qu'il avoit pu avancer contre les constitutions du royaume. *Sire, dit-il, j'ai parlé de ma langue seulement, puisqu'il vous déplaît, faites de moi ce qu'il vous plaira, j'ai parlé d'aucunes choses dépourvument, je ne le dis mie pour m'excuser, mais je le dis simplement pour impétrer votre clémence. Je suis un pauvre homme qui ai été nourri aux champs, & suis si rude de ma nature : je n'ai pas été nourri avec les rois ne avec les seigneurs, parquoi je ne sache la maniere de parler en leur présence. Je sçais bien que votre seigneurie n'est mie comme les autres. L'empereur tient son impérance du pape (on se persuaderoit difficilement que le conseil aulique fût de cet avis), mais votre royaume est par héritage. Je sçais bien que vous n'occupez pas le lieu de pur homme, mais êtes une puissance moyenne entre espiuel & temporel. Vous êtes l'un de regibus unctis (des rois oincts), votre royaume n'est pas comme les autres, il est héréditaire, & vous ne le tenez d'aucun que de Dieu; vous êtes empereur en votre royaume, en terre vous ne connoissez nul souverain pour le temporel. Je supplie votre clémence de me pardonner, & je serai au temps à venir plus advisé s'il plaît à Dieu, & s'il vous plaît avoir merci de moi.* Il n'est point de lecteur François qui ne soit satisfait de retrouver dans les expressions de ce discours ses propres maximes conformes à celles de nos ancêtres sur les prééminences de cet empire, & sur la majesté de nos souverains. A la dernière séance, l'avocat général des Urfins, après avoir résumé les moyens respectivement proposés, s'attacha sur-tout à relever la puissance du roi, fondée sur les principes de droit, & consacrée par les loix divines & humaines. Il prouva que le souverain pouvoit de son mouvement propre, & de sa seule volonté, non-seulement convoquer le clergé de ses Etats, mais présider à l'assemblée & en faire exécuter les résolutions. Il finit en concluant pour la soustraction, ainsi qu'il avoit déjà fait, & se joignit à la demande de l'université pour la convocation d'un concile général. La délibération remise à la pluralité des opinions, fut en faveur du concile & de la soustraction, qui dès ce moment auroit été publique sans un incident qui vint de nouveau suspendre une décision presque universellement désirée.



B. Picart del.

GREGOIRE XII.

Innocent VII mourut subitement à Rome le 6 Novembre 1406, après deux ans & vingt jours d'un pontificat orageux, traversé par Ladillas & les Colannes qui lui disputèrent la souveraineté temporelle de Rome. Les cardinaux de son obédience hésiterent quelque temps à lui donner un successeur : instruits que la France avoit exigé de Benoît une promesse d'abdiquer, en cas que son compétiteur renonçât pareillement, ou que le college de Rome, après la mort du pape, suspendit l'élection. L'intérêt du saint Siege l'emporta sur cete considération. Rome étoit agitée par des factions dangereuses, & les prélats appréhendoient que les Romains ne profitassent de l'interregne pour reprendre l'autorité temporelle. Le conclave s'assembla, réitéra les inutiles protestations qui avoient précédé la dernière élection, & fit choix d'*Ange Corrarío*, Vénitien, qui prit le nom de Grégoire XII. C'étoit, avant son exaltation, un prélat septuagénaire, sans ambition, d'une vie sainte & d'une sévérité de mœurs irréprochable. Le nouveau pape promit sa démission aussi-tôt que Benoît donneroit la sienne, offrit de se rendre au lieu qui seroit marqué pour l'entrevue, *quand il devoit faire le voyage à pié un bâton à la main* : il lui écrivit en ces termes, en le priant de concourir avec lui à la réunion. Benoît y répondit sur le même ton. La ville de Savone fut désignée pour le lieu de la conférence. On croyoit toucher au moment heureux de l'extinction du schisme; cet espoir flatteur empêcha qu'on ne signifiât au pontife d'Avignon le renouvellement de la soustraction. Les ambassadeurs du roi de France, les ministres des autres cours, les députés des universités, toute l'Europe chrétienne furent trompés. Les deux papes s'envoyèrent des ambassadeurs, se complimenterent, s'exhorterent réciproquement à la paix, se prodiguerent les protestations de sincérité, demanderent à se voir, convinrent du rendez-vous, & finirent par s'éviter. Benoît vint à Savone où il atendit l'expiration des délais, tandis que Grégoire, à Sienne, faisoit publier des manifestes composés par des prédicateurs choisis dans les ordres mendiants. Ces religieux soutenoient dans leurs écrits, que la sainteté ne pou-

AN. 1405.
Mort d'Innocent VII.
Election de Grégoire XII.

AN. 1405.

voit faire l'union en conscience. Il falut recommencer les négociations, les ofres, les significations, les promesses & les désaveux. Un prélat, auteur contemporain, compare assez plaisamment les manœuvres inextricables des deux pontifes, au jeu de deux champions, qui viendroient sur le champ de bataille après être convenus de ne se faire aucun mal, & s'applaudiroient en se retirant de s'être moqués des spectateurs. Ce précis contient les traits les plus importants de l'histoire du schisme jusqu'en 1407, que l'enchaînement des faits embrasse plus facilement dans un seul article. Ce récit, assez embrouillé par lui-même, n'a pas besoin d'être encore obscurci par la confusion qu'y répandent les événements intermédiaires.

AN. 1406.
Hostilités en
Guienne.

Par le dernier traité de pacification entre les princes, il avoit été décidé que le duc d'Orléans ataqueroit les Anglois du côté de la Guienne, tandis que le duc de Bourgogne feroit le siege de Calais. Si l'Angleterre dans d'autres temps nous avoit donné l'exemple d'une politique peu scrupuleuse, la vérité nous oblige de convenir qu'alors notre conduite n'étoit pas plus irréprochable. On fournissoit des secours à l'Ecosse. Le maréchal de Rieux & Regnaut de Trie, avoient conduit dans la principauté de Galles six mille hommes de nos meilleures troupes, qui, joints à l'armée de Clendowrdy, pénétrèrent jusque dans l'intérieur de l'Angleterre. Les escadres des deux nations étoient perpétuellement aux prises : le connétable d'Albret, depuis quelques années, faisoit la guerre dans la France méridionale, où il avoit pris plusieurs places, conquêtes qui resteroient la ville de Bordeaux. Le comte de Clermont dans le Limosin, avoit enlevé de son côté un grand nombre de forteresses occupées ou par les Anglois, ou par des aventuriers. Cependant, depuis le couronnement de Henri, ces hostilités ne pouvoient être justifiées par aucune déclaration de guerre : on avoit confirmé la trêve ; cete confirmation avoit été renouvelée presque toutes les années ; on venoit encore récemment de la proroger pour trois ans. Le trésor de nos chartes, le recueil des actes d'Angleterre sont remplis de ces conventions

tions si mal observées. Puisque tel étoit alors le système du gouvernement de commettre toujours des hostilités en s'assurant réciproquement qu'on ne desiroit que la paix ; il est étonnant que la France n'en ait pas alors retiré plus d'avantage. Rien n'étoit si facile que de s'emparer du reste de la Guienne ; l'Angleterre se trouvant par elle-même dans l'impuissance de la conserver. Henri sans cesse occupé du soin de maintenir son usurpation, étoit assis sur un trône chancelant, environné de traîtres ou de rebeles. Il s'étoit vu forcé de faire arrêter le duc d'York son oncle. Peu s'en falut, quelque temps après, qu'il ne fût enlevé par des corsaires François dans un trajet qu'il fit de la province de Kent dans celle de Norfolk. Tous les jours il voyoit éclore quelque nouvelle conspiration qu'il falloit réprimer par les armes, ou prévenir par les supplices. Cete année l'archevêque d'York forma le projet de le détrôner, pour mettre à sa place Edmont Mortimer, comte de la Marche, à qui la couronne apartenoit effectivement par le droit de sa naissance. La conjuration étoit si puissante & si bien concertée, que le succès en paroissoit infaillible. La fortune de Henri prévalut. L'archevêque se laissa surprendre, & fut livré au roi avec le comte Maréchal : on leur trancha la tête. Le prélat mourut en héros. Les rebeles étonnés se dissipèrent. Le comte de Northumberland, le plus redoutable de leurs chefs, se refugia en Ecosse, & de-là dans la principauté de Gales. Ces mouvements intérieurs, qui ne discontinuoient pas d'agiter l'Angleterre, ofroient à nos princes la conjoncture la plus favorable pour recouvrer les provinces démembrées de la monarchie.

L'armée que le duc d'Orléans conduisit en Guienne, étoit forte de vingt mille chevaux, sans compter les arbalétriers & une nombreuse infanterie. Il vint d'abord avec ses troupes investir Blaye. La place ataquée avec toutes les machines de guerre alors en usage, après avoir soutenu plusieurs assauts, fut réduite à composer. Quelques jours de persévérance auroient rendu les assiégeants maîtres de la capitulation : mais remplis de confiance, ils convinrent que les assiégés n'ouvriroient leurs portes qu'après la réduction de Bourg, ville extrêmement fortifiée, située au confluent

Expédition
du duc d'Orléans en
Guienne.

Tome VI.

M m m

AN. 1406.

où la Dordogne se joignant avec la Garone, va former le cours de la Gironde. La prise de ces deux villes auroit presque infailliblement opéré la réduction de Bordeaux. On pressa le siège avec toute la vivacité imaginable, mais une nombreuse garnison défendoit Bourg. Les ennemis ne manquoient ni de vivres, ni de munitions de guerre, & déjà la disette se faisoit sentir dans notre armée. On payoit toutefois cent mille francs par mois pour les frais du siège, somme qui revient à neuf cent mille livres de notre monnoie. Il falut tirer des vivres de la Rochele. L'amiral *Clignet de Brebant*, entreprit de les conduire. Il rencontra une escadre Angloise qui lui disputa le passage; après un combat assez opiniâtre, les deux flotes se séparèrent, sans pouvoir de part ni d'autre s'attribuer la victoire. Cependant le camp François étoit afamé : les pluies & le froid qui survinrent augmentèrent la misère des troupes, qui commençoient à murmurer contre l'entreprise & contre le Général. La crainte d'une désertion, & peut-être d'un soulèvement, obligea le conseil de guerre de résoudre la levée du siège. L'armée décampa, les troupes furent licenciées. Le duc d'Orléans revint à la cour, honteux d'avoir fait si malheureusement son premier essai du commandement militaire. Il n'ignoroit pas que la noblesse & le peuple murmuroient également contre lui du mauvais emploi qu'il venoit de faire des troupes & de l'argent du royaume. Il ne lui manquoit, pour achever de le couvrir de confusion & le désespérer, que d'être témoin de la réussite du duc de Bourgogne : mais ce prince n'avoit pas pris des mesures plus sages pour assurer ses succès.

Le duc de
Bourgogne
forme le vain
projet d'assié-
ger Calais.
Ibid.

Environ vers le même temps que le duc d'Orléans parloit pour la Guienne, le duc de Bourgogne s'étoit rendu dans ses Etats de Flandre où il rassembloit les troupes qu'il destinoit à former le siège de Calais. Six mille hommes d'armes, trois mille archers & quinze cents arbalétriers composoient son armée. Il fit un amas considérable de machines de guerre, de canons, de bombardes, de poudre. On construisit par ses ordres des fortresses de charpente : son dessein étoit d'environner la place du côté de la terre d'une seconde ville de bois à l'imitation d'Edouard III; mais il auroit dû se

souvenir que le conquérant Anglois, maître de la Manche, avoit en même temps une flotte puissante qui fermoit le port. Le duc de Bourgogne manquoit de vaisseaux, défaut qui auroit infailliblement fait avorter son projet. Cete entreprise cependant, toute mal concertée qu'elle étoit, alarma l'inquiétude jalouse du duc d'Orléans. Il craignit la fortune de son rival, & fit tant par ses sollicitations auprès du roi son frere & du conseil, qu'on envoya des ordres précis au duc de Bourgogne d'abandonner ce projet. Il falut réitérer ce commandement pour forcer le duc à s'y soumettre. Il obéit enfin, en protestant contre une défense qui lui déroboit une conquête assurée. Il parut à la cour avec cete confiance qu'on éprouve lorsqu'on a la justice de son côté. Cete espece de triomphe redoubloit l'humiliation du duc d'Orléans, qui tomba malade & se retira pendant quelque temps à Montargis, ensuite à Beauté-sur-Marne, sous prétexte de rétablir sa santé. Le duc de Bourgogne alla lui rendre visite avec toute la cour, & jouit de tout l'avantage que lui donnoit sa supériorité sur un rival abaissé.

AN. 1406.

Le siege de Bourg en Guienne & le dessein de celui de Calais, avortés par les fausses mesures qu'on prit pour les faire réussir, furent suivis d'un renouvellement de la treve avec l'Angleterre. Le monarque Anglois, forcé par sa situation à dissimuler souvent des torts effectifs, parut oublier volontiers le dommage qu'on n'avoit pu lui faire.

Treuve renouvelée.
Trésor des ch.

Le mauvais succès de ces différentes expéditions, le murmure général contre les impositions, le désordre effroyable qui régnoit dans les finances, l'état de la maison du roi & des princes ses fils qui manquoient de tout, firent enfin résoudre le monarque, malgré sa foiblesse & l'ascendant que son frere avoit pris, à lui ôter l'administration des revenus de l'Etat. Il y paroissoit entièrement déterminé, lorsqu'une rechûte arrêta l'exécution de ce dessein salutaire. On ne peut s'empêcher de faire une remarque singuliere & frappante : c'est que toutes les fois que Charles, rendu à lui-même, paroissoit disposé à remédier aux abus du gouvernement par quelque réforme avantageuse, il retomboit aussi-tôt en démence. Le duc d'Orléans disposa des finances plus absolu-

M m m ij

AN. 1406.

Mort du
connétable
Cliffon.*Argentré,
Hist. de Bret.
Lobineau.
Nouvelle hist.
liv. 14.*

ment que jamais, & ne fit pas un meilleur usage de la continuation de son pouvoir.

Le nom de Cliffon est trop célèbre dans notre histoire pour ne pas rapporter la fin de ce fameux guerrier, que la mort enleva au commencement de cete année. Il s'étoit retiré dans son château de Josselin, espérant y terminer une carriere mêlée de disgraces, de succès & d'honneurs. Une dangereuse maladie l'avoit forcé de se mettre au lit, lorsque les oficiers du duc porterent à la bare de Ploermel une plainte contre lui, dans laquelle ils le chargeoient de plusieurs crimes. C'étoit le lion malade. On ordonna la saisie de ses terres, on poussa même la rigueur jusqu'à le décréter de prise de corps. Les troupes du duc de Bretagne se disposoient à former le siege de Josselin où Cliffon étoit à l'agonie. La comtesse de Penthievre & le vicomte de Rohan, composèrent, &, moyennant cent mille francs, obtinrent qu'on le laisseroit mourir en paix. Il rendit les derniers soupirs le jour qu'on signa le traité. Olivier Cliffon fut sans contredit un des meilleurs généraux de ce siecle, & mériteroit d'être mis au rang des plus grands hommes, si sa valeur intrépide n'avoit pas été balancée par son avarice & sa cruauté, bien inférieur à cet égard *au bon connétable*, au généreux du Guesclin, son compagnon d'armes, son modele & son ami. Ses concussions dans le temps qu'il étoit à la tête du gouvernement, ses rapines exercées sur les troupes dont il retranchoit & détournoit la solde à son profit, l'avoient rendu également odieux au peuple & aux gens de guerre. Il laissa une fortune immense acquise aux dépens d'une partie de sa réputation. Avant que d'expirer, il chargea Robert de Beaumanoir de remettre au roi l'épée de connétable, qu'il avoit toujours conservée malgré sa destitution.

*Château de
Nantes. Arm.
N. Cav. A n°.*AN. 1407.
Etat du royaume.

La cour paroissoit assez tranquile : les princes, à leur retour de l'armée, observoient ces dehors de politesse, & se traitoient avec ces égards dont les grands savent voiler leurs véritables dispositions ; mais il étoit difficile que cete concorde peu sincere subsistât long-temps entre deux rivaux ambitieux & jaloux. Loin qu'ils fussent capables de céder une supériorité qu'ils se dispuoient réciproquement, l'éga-

lité même les auroit choqués. Il falloit nécessairement qu'un des deux succombât : tout le monde en étoit convaincu, sans qu'on pût prévoir lequel des deux remporterait l'avantage. Il est important, pour l'intelligence de l'histoire, d'entrer dans quelque détail des circonstances qui précéderent un événement, source d'une des plus étranges & des plus funestes révolutions que jamais cet empire ait éprouvées. Nous touchons à l'époque fatale du bouleversement de l'Etat. Après de violentes secousses qui réduiront plus d'une fois la France au dernier degré de foiblesse ; on verra, pour ainsi dire, sortir de cette fermentation générale, un autre peuple, des mœurs & des constitutions nouvelles. Il ne faudroit, pour sentir cette différence, que supprimer quarante années de notre histoire ; on seroit surpris de ce changement aussi subit que prodigieux. L'administration civile & politique, le gouvernement, les droits, les intérêts, ne sont plus les mêmes : ce ne sont plus les mêmes usages, le même esprit, & l'on oseroit le dire, la même nation. Si l'on en excepte ces traits primitifs qui distinguent les peuples entr'eux, & qui peut-être appartiennent moins au caractère national qu'à la nature du climat, les François, sous la fin du règne de Charles VII & sous Louis XI, ne sont plus les François de Charles V. Quelle cause produisit cette étonnante variété ? La querelle de deux hommes.

Le duc de Bourgogne, possesseur d'un vaste domaine, étoit encore appuyé par deux frères avantageusement partagés. Il venoit d'assurer à l'un d'eux la riche succession des duchés de Brabant & de Limbourg. Beau-père de l'héritier présomptif de la couronne, le comte de Charolois, son fils aîné, étoit destiné à une fille de France : il avoit encore augmenté le nombre de ses alliances avec la branche régnante, par le mariage du duc de Touraine, second fils du roi, avec Jacqueline de Bavière sa niece, fille & unique héritière du comte de Haynaut. Il jouissoit parmi les princes, & dans le conseil, d'une considération qu'il s'étoit attirée par sa conduite. En s'opposant aux impositions qu'on vouloit établir lorsqu'il ne se mêloit point du gouvernement, il avoit gagné la faveur populaire : on lui supposoit les meilleures

AN. 1407.

Portraits des
ducs d'Or-
léans & de
Bourgogne.

AN. 1407.

intentions. Il avoit du courage, ses mœurs étoient pures & réglées. On vantoit son désintéressement : il n'avoit pas encore démenti sa réputation de droiture, de franchise & de générosité. Il avoit peu cultivé les lettres : comme il parloit avec difficulté, il s'y exposoit rarement, & cédoit l'avantage des graces extérieures & de l'éloquence à son rival. Le duc d'Orléans joignoit aux agréments de la figure la plus séduisante, ceux de l'esprit & de la littérature. On le vit plusieurs fois résumer sur-le-champ les plus longs discours des prolixes orateurs de son temps, répondre à tous les articles, & se faire un jeu de ce qui leur coûtoit tant de veilles & de soins. Il avoit une noble fierté ; naturellement généreux, il n'affectoit rien. Libéral ou plutôt prodigue, léger, frivole, inconstant, voulant alier les affaires aux plaisirs, les soins du gouvernement à la galanterie, & la dévotion à la volupté. Né avec les plus heureuses dispositions, il fut livré de trop bonne heure à lui-même. Emporté par le feu de la jeunesse, il s'abandonna sans ménagement à toutes les passions qui venoient le caresser : elles dépravèrent son cœur & corrompirent ses mœurs. Il donna l'exemple à toute la cour de la dissolution la plus éfrénée. Le public, témoin seulement de ses désordres, le blâmoit, tandis que ceux qui l'aprochoient de plus près étoient enchantés des qualités aimables qui perçoient à travers ses inconséquences, son étourderie & la mollesse de son caractère. L'ambition qui vint le tourmenter dans un âge plus mûr, rendit ses autres défauts plus dangereux, & fut la source de toutes les injustices qu'il commit depuis qu'il voulut disposer seul du gouvernement.

Nouvelles
brouilleries.
Ibid.

Les occasions de se brouiller étoient trop fréquentes entre deux princes que les mêmes sentiments de haine animoient, pour qu'ils persévérassent long-temps dans la contrainte qui les avoit retenus jusqu'alors. Le roi, quoiqu'instruit de l'abus que le duc d'Orléans faisoit de l'autorité qui lui étoit confiée, ne pouvoit dissimuler l'ascendant que ce frère trop aimé avoit pris sur son esprit. On venoit de célébrer le mariage de la jeune reine d'Angleterre, veuve de Richard, avec le comte d'Angoulême, fils aîné du duc. Ce prince avoit de plus obtenu du roi le duché de Guienne, au pré-

judice du dauphin qui en portoit le titre. Cete donation ne pouvoit manquer de déplaire au duc de Bourgogne, qui en témoigna tout haut son mécontentement. Le pape Benoît, ami du duc d'Orléans, acorda aux Liégeois la destitution de leur évêque Jean de Baviere, ataché au duc de Bourgogne, que le pape Grégoire leur avoit refusée. Tous les jours il survenoit quelque nouveau sujet de plainte. Lorsqu'ils se trouvoient au conseil, ce n'étoit que pour se contredire : ce que l'un proposoit étoit aussi-tôt désapprouvé par l'autre : leurs disputes devenoient de jour en jour plus aigrés & plus ofensantes : on trembloit à tout moment qu'ils ne se portassent à quelque insulte marquée.

AN. 1407.

Les princes qui prévoyoit la suite de ces démêlés, n'étoient occupés que du soin de les réconcilier. On dit qu'à ces motifs d'inimitié, assez puissants par eux-mêmes, il s'en joignit un secret, qui seul étoit suffisant pour exciter le ressentiment le plus implacable. Le duc d'Orléans, plus vain encore que voluptueux, se faisoit un honneur de ses passions. Il conservoit dans une sale de son palais les portraits de toutes les dames de la cour dont il se vantoit d'avoir séduit la foiblesse. La duchesse de Bourgogne étoit du nombre des victimes. Il eut l'imprudence de rendre le mari témoin de sa honte, en le faisant entrer dans cete sale. Cete indiscretion au surplus ne doit pas porter atteinte à la réputation de la princesse, qui passoit pour être très vertueuse. Il est assez probable que le duc d'Orléans n'avoit en vue, en faisant parade de ce trophée insolent & sans doute imaginaire, que d'humilier le duc de Bourgogne. On ajoute que non content de ce premier outrage, il composa des chansons, dans lesquelles, en se louant des bontés de la duchesse, il faisoit l'éloge de l'éclat que *ses cheveux noirs* prêtoient à la blancheur naturele de son teint. On parloit d'un bal masqué où ces heureux amants avoient trompé tous les yeux à la faveur d'une tapisserie. Ces circonstances réunies étoient bien capables de porter la rage dans le cœur d'un mari jaloux : mais celui du duc de Bourgogne n'avoit pas besoin d'être excité si violemment pour se livrer aux plus funestes résolutions. S'il s'étoit contenu jusqu'alors, il sçut bien s'en dédommager dans la suite.

Indiscretion
du duc d'Orléans.

AN. 1407.
Le duc de
Bourgogne
projeté de
faire assassiner
le duc d'Or-
léans.

Mém. de lit.
Reg. du par-
lement,

La perte du duc d'Orléans étoit résolue depuis long-temps. Il y avoit près de six mois que le duc de Bourgogne faisoit chercher dans Paris un lieu propre à l'exécution de son dessein. Il falloit pour cela trouver une maison dans le voisinage de l'hôtel du roi. Les recherches continuerent jusqu'au mois de Novembre qu'on fit le marché d'une maison apelée l'hôtel de Notre-Dame, située dans la vieille rue du Temple*, entre la rue des Rosiers & celle des Francs-Bourgeois. Ce fut là que se renfermerent les assassins au nombre de dix-huit : ils avoient pour chef, Raoul d'Ostunville, gentil-homme Normand. Depuis long-temps ce scélérat étoit attaché à la maison de Bourgogne. Il avoit même, à la recommandation du dernier duc Philippe-le-Hardi, obtenu des lettres de grace pour quelque crime dont il n'est point fait mention dans les registres du parlement où cete particularité se trouve inscrite. Tout étoit disposé, jamais mesures mieux concertées n'assurerent le succès d'un crime. Le secret fut si bien gardé, que celui dont ce projet coupable menaçoit la tête, n'en eut pas le moindre soupçon.

Fausse ré-
conciliation.
Ibid.

Le duc de Bourgogne dissimuloit cependant à son ordinaire, il affecta même de se prêter avec franchise aux apprêts d'une nouvelle réconciliation dont le duc de Berri s'étoit rendu le médiateur. Le dimanche, vingtième jour de Novembre, le duc conduisit aux Augustins les deux princes ses neveux, qui consacrerent les serments de leur réunion en communiant à la même messe. Cete sainte cérémonie fut suivie d'un grand repas à l'hôtel de Nesle, où ils confirmèrent de nouveau les promesses d'une amitié inviolable. Ils signerent un acte de confraternité, acceptèrent mutuellement l'ordre de chevalerie l'un de l'autre, & ne se séparèrent qu'après mille protestations de vivre désormais dans la plus étroite intelligence. Ils se revirent au conseil deux jours après, & se donnerent en présence du roi & de toute la cour, les témoignages de la plus singulière bienveillance.

* On voit encore aujourd'hui une partie de la façade de cete maison. Il y a deux niches en saillie appliquées sur la muraille, dans l'une desquelles est une image de la Vierge. Cete niche est d'une construction antique, ornée d'une fleur de lis posée sur le sommet. *Mém. de littérature. Dissert. sur les circonstances du meurtre du duc d'Orléans, par M. Bonamy.*

Ils

Ils prirent les épices & burent le vin ensemble. Le duc d'Orléans invita celui de Bourgogne à dîner pour le dimanche suivant; celui-ci l'accepta : ils s'embrassèrent en se quittant.

AN. 1407.

Le lendemain de cete dernière entrevue, le duc d'Orléans qui avoit passé une partie de la journée à l'hôtel de saint Paul, se rendit à l'hôtel Barbette *, maison que la reine avoit acquise du grand maître d'hôtel Montagu. On apeloit cet hôtel *le petit séjour de la reine*. C'étoit le nom qu'on donnoit aux maisons particulieres où les grands aloient jouir d'une liberté qui leur manquoit dans leurs palais. Isabele étoit pour lors en couches d'un enfant qui mourut vingt-quatre heures après sa naissance. Le duc y soupa. Il étoit environ huit heures, lorsque Schas de Courte-Heuse, valet de chambre du roi, l'un des conjurés, se fit annoncer. *Monseigneur*, dit-il, *le roi vous mande, que sans délai vous veniez devers lui, & qu'il a à parler à vous hastivement, & pour chose qui grandement touche à lui & à vous.* Le duc n'hésita pas à se rendre à cete invitation : il fit sêler sa mule & prit le chemin de l'hôtel de saint Paul, acompagné seulement de deux écuyers montés sur le même cheval, & précédé de quatre ou cinq valets de pied qui portoient des flambeaux. Ceux de ses gens qui étoient venus avec lui chez la reine ne se presserent pas de le suivre. Le prince qui ne marchoit

Le duc d'Orléans assassiné.
Ibid.

* La reine, dit Monstrelet, gisoit d'un enfant, & n'avoit point accompli les jours de sa purification : elle étoit dans un hôtel qui sied au pied de la porte Barbette. Cete maison avoit donné son nom à la partie de la vieille rue du Temple, depuis les Blancs-manteaux jusqu'à la porte. C'étoit-là que se terminoit l'ancienne enceinte de Paris tracée sous Philippe-Auguste. On voit encore au coin de la rue des Francs-Bourgeois une tourelle qui n'étoit éloignée que de trente pas de l'ancien hôtel Barbette. Cet hôtel avoit appartenu en 1298 à Etienne Barbette, voyer de Paris, maître de la monnoie & prévôt des marchands. En 1306, la populace de Paris dans une sédition, excitée au sujet des monnoies, pilla l'hôtel Barbette. Philippe-le-Bel, qui demouroit au Temple, y fut lui-même ataqué. On a percé les deux nouvelles rues nommées Barbette & des Trois Pavillons, sur le terein qu'ocupoit l'ancien hôtel Barbette dont il ne subsiste plus qu'une porte, d'une construction élégante, quoique chargée d'ornements. On voit sur le chapiteau l'écu de France semé de fleurs de lis sans nombre, surmonté d'un heaume ou casque, au-dessus duquel est une grande fleur de lis avec deux lions pour support. C'est l'empreinte d'une monnoie frappée sous Charles VI, apelée *écus au heaume*: ce qui prouve, que malgré la réduction des fleurs de lis au nombre de trois, on n'avoit pas encore tout-à-fait abandonné l'ancien usage de les employer quelquefois sans nombre. *Mém. de littérat. Dissertation de M. Bonamy.*

AN. 1407.

ordinairement qu'escorté de six cents gentilhommes, n'avoit ce jour-là qu'une suite peu nombreuse. Le choix du jour, l'heure à laquelle on lui porta le faux ordre du roi, témoignent avec quel sang froid & queles mesures réfléchies on préparoit sa ruine. Il étoit *sans chaperon, vêtu d'une houperlande de damas noir fourée de marie, & s'ébatant avec son gant* : il chantoit, bien éloigné d'avoir aucun pressentiment du sort qui l'atendoit. Il passa devant les conjurés, qui s'étoient rangés en embuscade le long d'une maison au-dessus de l'hôtel de Notre-Dame. Le cheval qui portoit les deux écuyers s'épouvanta en approchant de ces inconnus, prit le mors aux dents, & ne s'arrêta qu'à l'entrée de la rue saint Antoine : on seroit tenté de soupçonner de trahison cete fuite précipitée, si l'on n'appréhendoit de multiplier les horreurs d'un attentat qui n'offre déjà que trop de circonstances affreuses. Le duc se trouva dans le moment envelopé d'assassins qui l'ataquerent en criant, *à mort ! Je suis le duc d'Orléans*, dit-il en élevant la voix : *tant mieux*, reprit un de ces scélérats, *c'est ce que nous demandons*. Il lui déchargea en même temps un coup de hache qui lui abatit la main gauche, dont il tenoit le pommeau de la fele. Les coups de glaive & de massue redoublèrent, la douleur & la perte de son sang le contraignirent d'abandonner la bride qu'il tenoit de l'autre main : renversé par terre il eut encore la force de se relever sur ses genoux, & de parer avec le bras les coups qu'on lui portoit : mais cete foible défense ne le garantit pas longtemps, un coup de massue armée de pointes de fer lui fracassa le bras au-dessous du coude. *Qu'est ceci ! d'où vient ceci !* s'écrioit-il de temps en temps. Enfin il tomba étendu sur le pavé, où il reçut deux nouvelles blessures à la tête, qui lui firent sauter la cervelle & le priverent de la vie. Lorsqu'il ne donna plus aucun signe de sentiment, les assassins approcherent un flambeau pour voir s'il étoit mort. Alors un homme, dont le visage étoit caché sous *un chaperon vermeil*, sortit de l'hôtel Notre-Dame : il tenoit une massue dont il déchargea un dernier coup sur le prince, en disant, *Eteignez-tout, alons-nous-en, il est mort*. Etoit-ce le duc de Bourgogne ? Les valets de pied qui portoient les flambeaux

avoient pris la fuite , à la réserve d'un seul nommé Jacob. Voyant son maître renversé , il se jeta sur lui , essayant de lui faire un rempart de son corps. Il fut percé de coups. On le trouva expirant : lorsqu'on vint relever le corps du duc ; *Haro , monseigneur mon maître* , dit ce respectable serviteur , digne par sa fidélité d'une plus haute fortune : il ne proféra que ces mots & rendit les derniers soupirs. Teles sont les circonstances exactes de ce meurtre , rapportées ici d'après les dépositions des témoins oculaires qui furent pour lors interrogés. Un de ces témoins , qui étoit une femme , rapporte qu'ayant crié *au meurtre* , un de ces scélérats lui imposa silence en lui disant , *taisez-vous , mauvaise femme , taisez-vous*.

AN. 1407.

Les assassins prirent la précaution de mettre le feu à l'hôtel qui leur avoit servi de retraite , afin que l'alarme causée par l'incendie favorisât leur fuite. Ils jeterent en se retirant des chausses-trapes , pour arrêter ceux qui voudroient les poursuivre. Cependant les écuyers que leur cheval avoit emportés , revinrent. Les domestiques qui étoient demeurés à l'hôtel Barbete ariverent. Ils trouverent leur maître étendu , ils le releverent & le transporterent dans l'hôtel du maréchal de Rieux , situé vis-à-vis le lieu où le meurtre venoit de se commettre. Cete funeste nouvele fut en un instant répandue. La reine , à moitié morte de douleur & d'éfroi , se fit porter à l'hôtel de saint Paul. Dès la pointe du jour , les princes du sang s'assemblerent à l'hôtel d'Anjou rue de la Tiffèranderie. Le duc de Bourgogne y vint. On fit fermer les portes de la ville , on posta des corps-de-garde dans les rues. Le corps du prince fut transféré de l'hôtel de Rieux dans l'église des Blancs-manteaux. Ce fut-là que les princes alerent le visiter. On dit que le sang sortit à l'approche du duc de Bourgogne , qui cachoit son horrible joie sous une indignation aparente : *Oncques mais on ne perpétra en ce royaume si mauvais ni si traître meurtre !* s'écrioit-il. Tignonville , qui pour lors étoit encore prévôt de Paris , fut chargé de faire les informations. On soupçonna d'abord le seigneur de Cany d'avoir vengé par ce meurtre son honneur ofensé ; mais ces soupçons s'évanouirent quand on fut informé qu'il étoit absent de Paris depuis plus d'une année. On rendit les der-

Suites de
l'assassinat.
Ibid.

Nnnij

AN. 1407.

niers devoirs au duc d'Orléans, qui fut inhumé aux Célestins, suivant ses dernières volontés. Les quatre coins du drap mortuaire furent portés par le roi de Sicile, les ducs de Berri, de Bourbon & de Bourgogne : ce dernier affectoit de paroître plus affligé que les autres princes.

Ibid.

Louis, duc d'Orléans, laissa trois enfants de son mariage avec Valentine de Milan. Quatre années avant le fatal événement qui le priva de la vie, il avoit fait son testament, par lequel il laissoit à Charles, l'ainé de ses fils, le duché d'Orléans, les comtés de Valois, de Blois, de Beaumont, le comté d'Ast & Luxembourg ; à Philippe, son second fils, les comtés de Vertus, de Porcien, Château-Thierry, Gandelus, la Vidamie de Châlons, la Fere ; & à Jean, le troisième, les comtés d'Angoulême, de Périgord, de Dreux, la Ferté-Bernard, la Ferté-Maison, la châtellenie de Briecomte-Robert, la Ferté-Alais & saint Sauveur. Dans ce testament, qui contient un nombre prodigieux de legs & de fondations charitables, monuments de la piété du prince malgré les égarements auxquels le portoit le feu de la jeunesse, il se donne à lui-même le titre de *Louis, fils de roi de France, indigne duc d'Orléans*. Il ordonne que *tantôt après qu'il sera enhuilé* (qu'il aura reçu l'extrême-onction), tous ses gens & serviteurs couvrent son lit de cendre & de poudre ; qu'immédiatement après qu'il aura rendu les derniers soupirs, on habille son corps en célestin, & qu'il soit inhumé avec ce vêtement. Il n'est pas inutile d'observer, à l'occasion des diverses fondations, qu'il laissa vingt livres une fois payées pour acquérir une livre de rente foncière & amortie, ce qui prouve la rareté de l'argent dans le quinzième siècle avant la découverte de l'Amérique. La valeur des rentes foncières & amorties, est accrue du double, depuis que l'Europe s'est enrichie des dépouilles du nouveau monde. Il règle jusqu'au temps du deuil, & veut que ses officiers & domestiques soient habillés de drap gris brun, ou brun tanné, aussi long-temps que ceux de son lignage porteront le noir. Cete différence de couleurs distinguoit autrefois les grands d'avec le peuple.

On avoit fait diverses enquêtes, plusieurs particuliers fu-

rent entendus, mais on n'interrogea pas ceux qui auroient pu donner des lumieres plus certaines, tels que Henri du Chastelier, neveu du maréchal de Rieux, & premier échançon du duc d'Orléans : dans l'instant de l'assassinat, il étoit avec un écuyer, apelé Jean de Rouvrai, à l'une des fenêtres de l'hôtel de Rieux qui donnoit sur la rue du Temple. Ces deux gentilshommes connoissoient toute la cour, ils craignirent probablement de se compromettre, & ceux qu'on avoit chargés de faire les informations redoutoient également d'aprofondir ce fatal mystere.

AN. 1407.

Le prévôt de Paris aprit enfin qu'un des assassins s'étoit réfugié dans l'hôtel de Bourgogne. Il vint en faire raport au conseil, & demander un ordre du roi pour être autorisé à faire des perquisitions dans les palais des princes du sang. Le duc de Bourgogne, qui jusqu'alors avoit soutenu sa perfidie avec l'audace du scélérat le plus consommé, perdit toute son assurance à cete premiere ouverture : il sentit qu'on n'est pas coupable impunément, son ignominie étoit sur le point d'éclater. Il se représenta dans ce moment l'indignation du roi & des princes, le mépris public, sa réputation désormais flétrie d'un opprobre éternel. Ses remords, le cri de sa conscience, cete voix terrible, que la Justice divine élève contre nos forfaits, qui se fait entendre au fonds des cœurs les plus dépravés, commencerent dès ce moment son supplice, & le poursuivirent jusqu'au tombeau, quoiqu'une aparente prospérité & des crimes heureux suspendissent encore pendant quelques années l'instant de la vengeance. Déconcerté par le raport du prévôt, pâle & tremblant, il conduisit le roi de Sicile & le duc de Berri à l'une des extrémités de la sale du conseil ; là, il leur avoua son crime, en disant : *que le diable l'avoit tenté & surprins*. Le duc de Berri pénétré d'horreur de cete afreuse confidence, répandit un torrent de larmes en s'écriant : *Je perds aujourd'hui mes deux neveux !*

Le duc de Bourgogne avoue son crime.

Le conseil se rassembla le lendemain. Le duc de Bourgogne se présenta, le duc de Berri l'empêcha d'entrer. Le duc de Bourbon, qui survint après sa retraite, se plaignit qu'on ne se fût pas assuré de lui : ce coup d'autorité sauvoit l'Etat ;

Fuite du duc de Bourgogne.

AN. 1407.

mais il devoit vivre pour le malheur de sa patrie. A peine est-il rentré dans son hôtel d'Artois, que sa frayeur redouble : tandis qu'on perdoit le temps dans le conseil à délibérer, il monte à cheval & sort de Paris suivi seulement de six cavaliers. Il passe à saint Maixance dont il fait rompre le pont pour arrêter ceux qui songeroient à le poursuivre. Il trouva heureusement pour lui des chevaux sur sa route, ce qui lui facilita le moyen de se rendre en six heures à Bapaume. On conserve dans cette ville la mémoire de la fuite précipitée du duc. Il ordonna qu'à perpétuité on sonneroit l'*Angelus* à une heure après midi. C'est l'heure à laquelle il arriva. On l'appelle encore aujourd'hui l'*Angelus du duc de Bourgogne*.

Ibid.

Il est des crimes dont l'atrocité répand une terreur stupide. La naissance, le rang, le pouvoir, l'audace du coupable, tenoient la cour en suspens : sa présence embarrassoit le conseil, qui ne sçavoit quel parti prendre dans une conjoncture dont jusqu'alors il n'y avoit point eu d'exemple. Son évasion ne termina pas les incertitudes. Le duc de Bourbon fut le seul, qui, dans la consternation générale, osa proposer de le poursuivre & de le livrer à la rigueur des loix. Les plus fideles serviteurs du duc d'Orléans, indignés de l'insensibilité qu'on témoignoit, s'assemblerent au nombre d'environ cent vingt hommes d'armes, résolus de venger la mort de ce prince. Clignet de Brebant étoit à leur tête. Ce gentilhomme, né avec une fortune médiocre, étoit parvenu à la charge d'amiral, & avoit épousé depuis peu la comtesse douairière de Blois : il devoit une partie de son avancement au duc d'Orléans. Il brûloit du désir d'illustrer en cette occasion sa douleur & sa reconnaissance. A peine cette généreuse troupe étoit-elle sortie de Paris, qu'elle reçut des ordres précis de la part du roi de Sicile de retourner sur ses pas. Il falut obéir. La chronique de saint Denis, contraire au récit de Monstrelet, rapporte que l'amiral & ses compagnons, malgré la défense d'aler plus loin, poursuivirent leur route jusqu'à saint Maixance, où la rupture du pont les obligea de revenir. Mais en supposant qu'on n'eût point envoyé d'ordre, & qu'il ne se fût présenté aucun obstacle, il étoit moralement impossible que six vingts hommes, montés sur les mê-

mes chevaux, pussent atteindre en un jour le duc de Bourgogne, qui avoit sur eux au-moins deux heures d'avance & l'avantage de changer de monture, car il trouva des relais *. Ce fait attesté par les écrivains du siècle, dément le récit de quelques historiens modernes, qui lui font parcourir trente-cinq lieues sur le même cheval en cinq heures de temps, pour donner à sa fuite un air de merveilleux. Ce n'est pas de ce que ce prince put s'échapper qu'on doit être surpris, mais de ce qu'aucuns de ses complices ne furent saisis, & de ce que malgré les corps-de-garde postés dans tous les quartiers, & la clôture des portes, ils trouverent moyen de sortir de l'hôtel d'Artois, où l'on sçavoit qu'ils étoient renfermés, sans qu'on songeât à les arrêter. Ils se rendirent auprès du duc de Bourgogne, qui leur donna retraite dans le château de Lens. L'impunité du crime est dans de certains cas un plus grand mal que le crime même. Cet attentat horrible de sa nature, & par les circonstances odieuses qui l'accompagnèrent, fut encore plus funeste par les conséquences.

AN. 1407.

Les Parisiens, favorables pour la plupart au duc de Bourgogne qui les avoit séduits par ses déclamations contre les impôts, se réjouirent de la mort du duc d'Orléans. Quelque temps avant que d'être assassiné, ce prince avoit pris pour devise un bâton hérissé de nœuds avec cete inscription : *Je l'envie*. Le duc de Bourgogne y avoit répondu par la devise d'un rabet, au-dessus duquel on lisoit : *Je le tiens* ; emblèmes qui se sentoient de la grossièreté du siècle. On chantoit dans les rues qu'enfin *le bâton nentilleux étoit plané*. Le peuple, dans les transports d'une joie insensée, badinoit sur ce tragique événement, dont il devoit être un jour la première victime. Multitude aveugle, imbécile & volage, qui, sans être cruelle, considère de sang froid les actions les plus barbares ; pour laquelle les plus grands intérêts deviennent un sujet d'amusement, tandis qu'elle s'alarme d'un rien, & s'occupe sé-

Joie du peuple à l'occasion de la mort du duc d'Orléans.

Monstrelet.

* Le duc de Bourgogne, afin qu'il ne fût arrêté, ne prit, sans délai monta à cheval, fix de ses hommes tant seulement en sa compagnie, & par la porte de saint Denis se partit très hastivement, & chevaucha en prenant aucuns chevaux nouveaux, sans s'arrêter nulle part, jusqu'en son châtel de Bapaume. *Chron. de Monstrelet, premier volume, chap. 36.*

AN. 1407.

rieusement des objets les plus frivoles ; qui veut s'inquiéter, se passionner, s'affliger de tout ; qu'une plaisanterie console de tout ; & qui malgré son inconsistance, & ses contradictions perpétuelles, perdrait peut-être encore à changer de caractère.

Fin du sixieme Volume.

De l'Imprimerie de LE BRETON, premier Imprimeur ordinaire
du ROI.





